

DÉPARTEMENT D'HISTOIRE  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

***Le rebelle traditionaliste :  
une biographie intellectuelle de François-Albert Angers (1909-2003)***

Thèse présentée et soutenue par  
Jean-Philippe Carlos

Pour l'obtention du grade  
*Philosophiæ Doctor* (Ph.D.)  
Docteur en histoire

Université de Sherbrooke  
Mai 2020

Le 13 mai 2020

*Le jury a accepté le mémoire de Monsieur Jean-Philippe Carlos dans sa version finale.*

**Membres du jury**

**Harold Bérubé**, co-directeur de thèse  
Département d'histoire  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

**Stéphane Savard**, co-directeur de thèse  
Département d'histoire  
Faculté des sciences humaines  
Université du Québec à Montréal

**Louise Bienvenue**, évaluatrice interne  
Département d'histoire  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

**Michel Bock**, évaluateur externe  
Département d'histoire  
Faculté des sciences sociales  
Université d'Ottawa

**Thérèse Audet**, Président-rapporteur  
Faculté des lettres et sciences humaines  
Université de Sherbrooke

## **Résumé**

Cette thèse est consacrée à la trajectoire intellectuelle de l'économiste et militant nationaliste François-Albert Angers (1909-2003). Elle vise à reconstituer les réseaux au sein desquels évolua Angers entre les années 1930 et 1980, mais aussi à comprendre l'évolution de ses idées basées, en grande partie, sur le traditionalisme canadien-français. animateur influent des réseaux intellectuels, militant dynamique associé au mouvement nationaliste et indépendantiste, et expert économique proche des milieux politiques, la contribution d'Angers à la vie des idées au Québec est néanmoins peu étudiée dans l'historiographie francophone et est complètement absente de l'historiographie anglophone. Figure associée à la droite intellectuelle, largement déconsidérée durant la seconde partie du 20<sup>e</sup> siècle québécois, Angers nous permet de démontrer que certains penseurs et militants conservateurs ont résisté au souffle progressiste de la Révolution tranquille en présentant un contre-discours valorisant à la fois la culture traditionnelle canadienne-française catholique, mais aussi l'indépendance nationale du Québec. En nous penchant sur le parcours étonnant de cet universitaire francophone, adepte du conservatisme fiscal et ferme tenant de la Doctrine sociale de l'Église, nous relativisons le récit historiographique relatif à l'histoire des idées québécoises au 20<sup>e</sup> siècle, encore très ancrées dans l'idée de la table rase. Comme nous le démontrons par le biais de la figure d'Angers, le Canada français continue, d'une certaine manière, à exister culturellement dans l'esprit de certains intellectuels, et ce, bien après la Révolution tranquille.

### **Mots clés :**

Traditionalisme, nationalisme, pensée économique, coopératisme, corporatisme, indépendance, autonomie provinciale, réseaux, animateur, capital social, capital symbolique, catholicisme, modernité, revues, militantisme.

## **Abstract**

This thesis is devoted to the intellectual trajectory of the nationalist economist and activist François-Albert Angers (1909-2003). It aims to reconstruct the networks in which Angers operated between the 1930s and 1980s, but also to understand the evolution of his ideas based, in large part, on French-Canadian traditionalism. An influential animator of intellectual networks, a dynamic activist associated with the nationalist and independence movement, and an economic expert close to political circles, Angers' contribution to the intellectual life in Quebec is nevertheless little explained in the French-speaking historiography and is completely absent from English-speaking historiography. A figure associated with the intellectual right, largely discredited during the second half of the 20th century in Quebec, Angers' trajectory allows us to demonstrate that some conservative thinkers and activists were able to resist the progressive wind of the Quiet revolution by presenting a discourse promoting both traditional French-Canadian Catholic culture, but also Quebec's national independence. By looking at the amazing career of this French-speaking academic, a follower of fiscal conservatism and a firm believer in the Church's Social Doctrine, we put in perspective the historiographical narrative relating to the history of Quebec ideas in the 20th century, still deeply rooted in the idea of the « table-rase ». As we demonstrate through the figure of Angers, French Canada continues, in a way, to exist culturally in the minds of some intellectuals, long after the Quiet Revolution.

### **Keywords:**

Traditionalism, nationalism, economic thinking, cooperation, corporatism, independence, provincial autonomy, networks, animator, social capital, symbolic capital, Catholicism, modernity, magazines, political activism.

## Remerciements

Nombreuses sont les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de cette thèse de doctorat. Je tiens ici à leur témoigner mon appréciation au moment où s'achève le projet dans lequel je me suis investi durant les cinq dernières années.

Mes premiers remerciements vont à M. Harold Bérubé. Gentleman toujours disponible pour ses étudiant(e)s, érudit et généreux de nature, M. Bérubé constitue l'idéal type du professeur universitaire. M'ayant fait confiance pour coordonner certains de ses projets de recherche, il m'a permis de développer des compétences professionnelles qui sauront assurément me servir plus tard dans ma carrière. Il a également su me guider dans les sphères du monde universitaire et à en comprendre les codes et le fonctionnement, tant du point de vue de la rigueur scientifique que du point de vue du service à la collectivité. Toujours prêt à lire mes articles, mes communications ou à m'encourager dans mes initiatives, il aura su faire de moi un jeune chercheur confiant en ses moyens et toujours ouvert aux nouveaux défis. Sans nul doute, M. Bérubé a fini par constituer, au fil des années, un modèle qui aura su m'inspirer. Pour cela, je l'en remercie.

Je dois également souligner la contribution de M. Stéphane Savard, qui a accepté de superviser mon projet doctoral tôt dans mon cheminement et qui s'est révélé, depuis lors, un solide mentor. Sa rigueur intellectuelle, son entregent et sa gentillesse font partie des qualités qui font de lui un grand pédagogue. Je le remercie d'avoir joué un rôle de premier plan dans certains projets que j'ai menés durant le doctorat, dont la publication dans le *Bulletin d'histoire politique* des actes d'un colloque tenu à l'Université de Sherbrooke en avril 2016. Je le remercie aussi d'avoir facilité mon intégration au sein du *Bulletin d'histoire politique*. Enfin, je lui suis très reconnaissant de m'avoir invité à la journée d'étude, *Histoire de la pensée fédéraliste au Québec*, tenue à l'UQAM en novembre 2018. J'espère avoir encore l'occasion de travailler avec lui dans le futur!

Un historien est très peu de choses s'il n'a pas accès à des archives de qualité. Nombreuses sont les institutions et les personnes qui m'ont aidé à tirer le meilleur parti des documents historiques utilisés dans cette thèse. Je tiens d'abord à remercier le Service de la gestion des documents et des archives de HEC Montréal, et particulièrement Mme Paule Desjardins, qui m'a beaucoup aidé lors de mes séjours d'exploration. Je tiens aussi à remercier le personnel du service d'archives de Bibliothèque et Archives nationales du Québec du Vieux-Montréal. Je tiens aussi à souligner la grande générosité de M. Xavier Gélinas, qui a eu la gentillesse de me partager ses archives concernant François-Albert Angers. Enfin, je remercie aussi la famille de M. Angers, et surtout Mme Denise Angers, de m'avoir fait connaître l'homme derrière l'intellectuel.

Du point de vue institutionnel, je tiens à remercier le département d'histoire de l'Université de Sherbrooke, et notamment ses professeurs. Ayant étudié près d'une décennie au sein de mon *alma mater*, j'ai été amené à connaître de grand(e)s pédagogues qui ont le souci de faire avancer la science historique et d'accompagner leurs étudiant(e)s dans leur cheminement. C'est d'ailleurs avec beaucoup de fierté que j'ai pu donner une charge de cours au département à l'automne 2017. Je remercie particulièrement M. Benoît Grenier et

Mme Louise Bienvenue pour leurs conseils et leur soutien. De même, je remercie le personnel de l'Université du Troisième-Âge de l'Université de Sherbrooke, où j'ai eu la chance d'enseigner un cours sur l'histoire du Canada à l'automne 2016.

Depuis le printemps 2018, j'ai la chance d'évoluer au sein du comité éditorial du *Bulletin d'histoire politique*, une revue phare de la science historique québécoise. Toujours très stimulantes, les réunions du BHP m'auront donné l'occasion de rencontrer des gens passionnés par l'histoire. Je remercie le comité de m'avoir accueilli dans ses rangs et de m'avoir familiarisé avec l'environnement universitaire et intellectuel de l'UQAM.

Garder un pied en dehors de l'université permet de relativiser l'expérience parfois exigeante du doctorat, notamment au moment de la rédaction. Dans ce cas, la famille et les ami(e)s jouent un rôle central afin de refaire le plein d'énergie. Je remercie tous les membres de ma famille et de ma belle-famille pour leurs encouragements et, surtout, leur soutien qui m'aura permis de me rendre au bout de l'aventure doctorale. Je tiens d'ailleurs à remercier chaleureusement mes parents pour m'avoir encouragé à poursuivre mes études à travers les épreuves ainsi que pour m'avoir appuyé, de diverses manières, tout au long de mon parcours universitaire.

Je tiens à remercier ma conjointe, Marie-Ève, qui m'accompagne depuis les débuts de cette aventure universitaire. Je la remercie de m'appuyer depuis toutes ces années et de composer avec les sacrifices que comportent la poursuite d'études supérieures. Son amour m'aura poussé à donner le meilleur de moi-même dans les derniers milles de cette aventure que représente le doctorat.

Pour terminer, je veux remercier les membres du jury qui ont évalué cette thèse et qui m'ont prodigué des conseils, des pistes de réflexions et des commentaires très constructifs visant à en améliorer la portée scientifique et la qualité générale. Un grand merci à Michel Bock, Stéphane Savard, Harold Bérubé ainsi qu'à Louise Bienvenue.

Enfin, je tiens à souligner l'appui financier du Fonds de recherche du Québec – Société et culture et du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

# **Table des matières**

<b>Résumé.....</b>	<b>i</b>
<b>Abstract .....</b>	<b>ii</b>
<b>Remerciements.....</b>	<b>iii</b>
<b>Tables des annexes.....</b>	<b>viii</b>
<b>Liste des abréviations, sigles et abrégés.....</b>	<b>ix</b>

<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
---------------------------	----------

## **Chapitre 1 : Historiographie et méthodologie**

<b>1.1 Contexte mémoriel et historique : le piège de la rupture en histoire intellectuelle .....</b>	<b>5</b>
<b>1.2. Contexte historiographique .....</b>	<b>9</b>
1.2.1 L'approche biographique : quelques repères historiographiques .....	9
1.2.2 La droite intellectuelle canadienne-française du 20 <sup>e</sup> siècle .....	15
1.2.3 Historiographie de François-Albert Angers (1909-2003).....	32
<b>1.3 Problématique et hypothèses de recherche .....</b>	<b>37</b>
<b>1.4 Cadre d'analyse .....</b>	<b>41</b>
<b>1.5 Le corpus de sources.....</b>	<b>57</b>
<b>1.6 Conclusion de chapitre.....</b>	<b>59</b>

## **Chapitre 2: Aux fondements d'une trajectoire intellectuelle (1909-1937)**

<b>2.1 Les origines familiales : entre Québec et La Malbaie .....</b>	<b>62</b>
<b>2.2 Les années de jeunesse et de scolarité : un regard introspectif .....</b>	<b>64</b>
2.2.1 Une formation primaire aux quatre coins du Québec .....	64
2.2.2 Une formation secondaire à mille lieues du collège classique .....	69
<b>2.3 Aux racines d'un engagement catholique et nationaliste : l'ACJC de La Malbaie .....</b>	<b>74</b>
2.3.1 Historique de l'ACJC .....	74
2.3.2 Une véritable école de « l'engagement national ».....	77
2.3.3 Angers : président du cercle malbéen de l'ACJC .....	80
<b>2.4 L'expérience montréalaise et l'École des HEC .....</b>	<b>83</b>
2.4.1 Le grand départ pour Montréal .....	83
2.4.2 L'École des HEC : un bref historique.....	85
2.4.3 Un corps professoral résolument nationaliste.....	86
2.4.3 Un internède imprévu : le sanatorium de lac Édouard .....	91
2.4.4 Un nationalisme en développement et l'influence des HEC .....	94
2.4.5 S'orienter en temps de Crise économique .....	96
<b>2.5 Les études à Paris .....</b>	<b>99</b>
2.5.1 Le choix d'une université et la « mission » d'Angers .....	100
2.5.2 La vie à Paris, les études et les problèmes de santé.....	102
2.5.3 Influences intellectuelles et réseautage parisien .....	106
2.5.4 Angers : retour d'Europe .....	118
<b>2.6 Conclusion de chapitre.....</b>	<b>120</b>

### **Chapitre 3 : De l'expertise à l'engagement, de la "fonction" à la "vocation" (1937-1948)**

<b>3.1 Un réseau en développement : de l'université à l'agora.....</b>	<b>123</b>
3.1.1 Le milieu universitaire des années 1930 et 1940 et l'expérience des HEC.....	124
3.1.2 Des collaborations multiples dans les milieux économiques .....	128
3.1.3 Un réseau nationaliste effervescent : la Ligue d'action nationale et sa revue .....	133
<b>3.2 Un engagement intellectuel sous le signe de la science économique.....</b>	<b>142</b>
3.2.1 Aux fondements d'une action intellectuelle : la Doctrine sociale de l'Église .....	143
3.2.2 La recherche d'une troisième voie : le coopératisme et le corporatisme.....	149
3.2.3 La reconquête économique du Canada français : un mode d'emploi.....	157
<b>3.3 Le baptême du feu : l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale .....</b>	<b>167</b>
3.3.1 La Seconde Guerre mondiale et le Québec : un bref historique .....	168
3.3.2 L'effort de guerre canadien: une colonie au service de l'Empire britannique ?.....	171
3.3.3 Menace d'une nouvelle conscription.....	176
3.3.4 Catholicisme et conflit armé.....	181
<b>Conclusion de chapitre.....</b>	<b>186</b>

### **Chapitre 4 : La guerre à la centralisation fédérale (1948-1958)**

<b>4.1 Une « centralité » déterminante : les réseaux en chantier d'Angers.....</b>	<b>189</b>
4.1.1 L'exigeante condition universitaire .....	189
4.1.2 Un économiste aux portes du pouvoir politique .....	192
4.1.3 Une famille nationaliste désunie : manœuvrer en temps de crise (I).....	197
<b>4.2 La guerre à la centralisation fédérale : fondements politiques et culturels .....</b>	<b>206</b>
4.2.1 Le contexte de la guerre à la centralisation et son historique .....	207
4.2.2 La problématique de la centralisation vue du Québec.....	211
4.2.3 L'intellectuel de combat : l'affaire Lévesque et l'affaire Trudeau.....	218
<b>4.3 Points de vue économiques sur la centralisation.....</b>	<b>232</b>
4.3.1 Centralisation et keynésianisme .....	233
4.3.2 La question fiscale.....	237
4.3.3 La sécurité sociale .....	248
4.3.4 Une centralisation financière par le haut : le cas de la Banque du Canada .....	263
<b>4.4 Conclusion de chapitre.....</b>	<b>267</b>

### **Chapitre 5 : Une tradition en transition : Angers et la Révolution tranquille (1958-1968)**

<b>5.1 Des réseaux en mouvement : naviguer à contre-courant de l'histoire.....</b>	<b>271</b>
5.1.1 De nouveaux chantiers de recherche .....	271
5.1.2 Une expertise appréciée des milieux économiques .....	274
5.1.3 Naviguer en temps de crise (II) .....	277
<b>5.2 Vues sur le nationalisme économique de « l'équipe du tonnerre » .....</b>	<b>288</b>
5.2.1 Aux fondements du nationalisme économique du gouvernement Lesage.....	288
5.2.2 Planifier, épargner et investir: savoir orienter les capitaux du Canada français.....	291
5.2.3 Les excès de l'étatisation et le refus du principe subsidiaire.....	297
<b>5.3 « Faire table rase du passé » : l'épisode de la réforme de l'éducation québécoise .....</b>	<b>309</b>
5.3.1 Le rapport Parent et ses suites, un bref aperçu historique .....	310
5.3.2 « L'américanisation des esprits » .....	313
5.3.3 Une « fausse et mortelle démocratie scolaire » .....	319
<b>5.4 Une victoire à rebours? La question nationale durant la Révolution tranquille .....</b>	<b>330</b>
5.4.1 Des signes troublants de la faillite de la fédération canadienne .....	331
5.4.2 Du culturel au politique : de l'autonomie aux États associés .....	339
5.4.3 Une indépendance... à gauche?.....	345
<b>5.5 Conclusion de chapitre.....</b>	<b>355</b>



<b>Chapitre 6: Demeurer « Canadien-français » dans un Québec libre (1968-1982) ?</b>	
<b>6.1 Les leçons de l'expérience : un passeur culturel au terme de sa trajectoire .....</b>	<b>359</b>
6.1.1 L'École des HEC : l'âge des grandes œuvres et de la retraite .....	360
6.1.2 Les milieux économiques : des collaborations plurielles dans la francophonie .....	363
6.1.3 L'intellectuel et le militant : au sommet de la nébuleuse nationaliste .....	365
<b>6.2 La « poudrière linguistique » : quelle place pour le français au Québec? .....</b>	<b>374</b>
6.2.1 La langue française dans la pensée de François-Albert Angers .....	374
6.2.2 Les droits du français au Québec: une « mentalité de colonisé »? .....	379
6.2.3 La Charte de la langue française : un marqueur référentiel historique .....	390
<b>6.3 Penser l'économie de l'indépendance .....</b>	<b>394</b>
6.3.1 Les finances d'un Québec libre : talon d'Achille du mouvement indépendantiste .....	395
6.3.2 La théorie économique « retardataire » du fédéralisme canadien .....	398
6.3.3 Portrait économique d'un Québec indépendant .....	408
<b>6.4 Cap vers l'indépendance politique ? .....</b>	<b>420</b>
6.4.1 Urgence de l'indépendance .....	420
6.4.2 Angers et le PQ : de l'espérance au désespoir .....	427
6.4.3 Mesure de l'échec référendaire de 1980 .....	437
<b>Conclusion de chapitre .....</b>	<b>444</b>
 <b>Épilogue .....</b>	 <b>436</b>
Passer le flambeau à la jeune génération .....	448
« Soyons collectivement rationnels » : Angers devant la nouvelle doxa économique .....	452
« Si Dieu me prête vie et santé » : l'édition de l'œuvre intellectuelle d'Esdras Minville .....	456
Quels successeurs? .....	460
 <b>Conclusion .....</b>	 <b>464</b>
<b>Bibliographie .....</b>	<b>477</b>
I- Fonds d'archives .....	477
II- Périodiques .....	477
III- Publications de François-Albert Angers .....	477
IV- Monographies .....	479
V- Articles scientifiques .....	493
VI- Mémoires et thèses .....	502
VII- Documents audiovisuels .....	505

## **Tables des annexes**

**Figure 1** : François-Albert Angers à la fin des années 1920

**Figure 2** : François-Albert Angers et Gisèle Lemyre lors de leur départ pour la France

**Figure 3** : Angers à la fin des années 1930

**Figure 4** : Esdras Minville

**Figure 5** : Édouard Montpetit

**Figure 6** : Les membres de la Commission d'enquête sur la moralité publique

**Figure 7** : Angers lors d'une intervention radiophonique à Radio-Canada, 29 mars 1965

**Figure 8** : Photo officielle pour l'École des HEC, janvier 1966

**Figure 9** : Angers en 1967

**Figure 10** : Angers dans une salle de classe des HEC, 1968

**Figure 11** : Angers dans son bureau des HEC à la fin des années 1960

**Figure 12** : Angers avec Michel Chartrand, 27 octobre 1969

**Figure 13** : Angers, au cours de la messe de la Saint-Jean-Baptiste du 24 juin 1970

**Figure 14** : Angers au monument des Patriotes du cimetière Côte-des-Neiges, 1972

**Figure 15** : Angers aux locaux de la SSJB de Montréal, 1977

**Figure 16** : Soirée-bénéfice aux locaux de la SSJB de Montréal en 1980

**Figure 17** : Angers lors d'un colloque tenu à l'École des HEC le 1<sup>er</sup> février 1981

**Figure 18** : Angers recevant la médaille de l'Ordre national du Québec

**Figure 19** : Angers à la fin des années 1980

## **Liste des abréviations, sigles et abrégés**

ACJC : Association catholique de la jeunesse canadienne-française

ALN : Action libérale nationale

CDPQ : Caisse de dépôt et placement du Québec

COEQ : Conseil d'orientation économique du Québec

CIN : Centre d'information nationale

COEQ : Conseil d'orientation économique du Québec

ÉGCF : États-généraux du Canada français

ÉLSC : École libre des sciences politiques de Paris

FLQ : Front de libération du Québec

FQF : Front Québec-français

HEC : École des Hautes études commerciales de Montréal

MQF : Mouvement Québec-français

PLQ : Parti libéral du Québec

PQ : Parti québécois

SGF : Société générale de financement

SSJB : Société Saint-Jean-Baptiste

*À ma grand-mère Lucille*

## **Introduction**

*J'ai eu beau m'enfoncer plus avant dans les sentiers de l'abstraction, toujours il m'a semblé que j'abandonnais en route quelque question essentielle, que mon devoir était de ne pas laisser dans l'ombre sous prétexte d'éclairer le monde.<sup>1</sup>*

- Fernand Dumont, *Récit d'une émigration*, 1997.

Né en 1909, François-Albert Angers est décédé en 2003. Il a littéralement traversé le 20<sup>e</sup> siècle québécois, en plus d'en avoir été l'un de ses acteurs intellectuels les plus engagés et les plus influents. Son engagement multiforme se compare aisément à celui d'autres figures majeures de son temps, telles que Lionel Groulx, André Laurendeau ou George-Henri Lévesque. Et pourtant, la forte présence d'Angers dans les débats de société qu'a connus le Québec, de la Crise des années 1930 au référendum de 1980, a littéralement « échappé » à l'attention des historiens. Figure méconnue associée au mouvement nationaliste et traditionaliste, l'action intellectuelle soutenue d'Angers durant près d'un demi-siècle lui confère l'aura d'un véritable monument intellectuel.

« Retour d'Europe » engagé dans le mouvement nationaliste via la lutte à la conscription à la fin des années 1930, il fut ensuite l'une des figures de proue de la lutte à la centralisation fédérale durant les années 1940 et 1950, notamment à titre de conseiller de la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels (1953-1956). Chef apprécié, il devint directeur de la Ligue d'action nationale (1954-1985) et de sa revue (1959-1968). Il participa également de manière active à la réalisation des États généraux

---

<sup>1</sup> Fernand Dumont, *Récits d'une émigration. Mémoires*, Montréal, Boréal, 1997, p. 11-12.

du Canada français (1966-1969). Président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (1969 à 1973), Angers fut le président-fondateur du Mouvement Québec français (1972-1980) et vice-président du Mouvement national des Québécois (1973-1977). Outre ces collaborations déjà nombreuses dans le mouvement nationaliste, Angers fut également un économiste œuvrant à titre de professeur à l'École des Hautes études commerciales de Montréal (1938-1974). Son expertise fut, entre autres, mise à disposition à titre de membre du conseil d'administration de la Chambre de commerce de Montréal (1948-1953), directeur de l'Institut d'économie appliquée des HEC (1949-1969), directeur technique du Conseil d'orientation économique de la Chambre de commerce de la Province de Québec (1955-1959) et de président de la Société canadienne de science économique (1968-1971).

Angers accumula au cours de sa carrière plusieurs titres évocateurs de son parcours: combattant, animateur, polémiste, missionnaire, intellectuel, professeur et économiste<sup>2</sup>. Décrit comme un « économiste d'obédience libéral, pionnier de la science économique qui a mis en place les fondements de la science sociale au Québec »<sup>3</sup>, il fut notamment un défenseur du corporatisme social et du coopératisme. Harmonisant ses convictions religieuses aux alternatives proposées à l'encontre du système capitaliste, il fut, avec son mentor Esdras Minville, l'une des figures de proue de ce mouvement socioéconomique<sup>4</sup>. De même, l'engagement intellectuel d'Angers s'articula essentiellement autour de la question nationale du Québec. Défenseur d'un nationalisme autonomiste jusqu'aux années

---

<sup>2</sup> « Entretien avec François-Albert Angers », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, no. 5, printemps 1996, p. 45.

<sup>3</sup> Pascale Ryan, *La pensée économique de François-Albert Angers de 1937 à 1960 : la recherche de la troisième voie*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1993, p. 2.

<sup>4</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Sillery, Éditions Septentrion, 2004, 270 p.

1960, il se convertit par la suite à l'option indépendantiste. Esprit vif et cultivé, Angers s'intéressa à la plupart des grands débats de société de son époque, auxquels il contribua via différentes réflexions qui trouvèrent une oreille attentive au sein des cercles intellectuels de la Cité. Fervent catholique et défenseur de la Doctrine sociale de l'Église, son engagement répondait en grande partie à sa sensibilité spirituelle, qui orientait ses différents engagements et prises de position<sup>5</sup>. Figure de transition méconnue entre le Canada français traditionnel et le Québec moderne, sa pensée constitue une clef de voûte pour appréhender les mutations de la société québécoise durant le 20<sup>e</sup> siècle.

Cette thèse, axée sur la trajectoire intellectuelle d'Angers, est composée de six chapitres, divisés de manière thématique et chronologiques<sup>6</sup>. Le premier, de nature méthodologique et historiographique, sert à contextualiser notre étude dans le champ de la science historique et à en préciser les balises conceptuelles. Les cinq chapitres suivants portent quant à eux sur l'analyse de la pensée d'Angers et de son évolution dans le temps. Le deuxième chapitre (1909-1937) porte sur ses années de jeunesse, sa formation académique ainsi que ses influences formatrices d'un point de vue intellectuel. Nous y verrons que l'étudiant malbéen reçoit une formation salvatrice au sein de l'École des HEC, où il acquiert une sensibilité nationaliste typique des milieux traditionalistes sous la tutelle de son mentor Esdras Minville. Le troisième chapitre (1937-1948) porte sur ses premières

---

<sup>5</sup> Stéphane Saint-Pierre, *François-Albert Angers et la nation confessionnelle (1937-1960)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2006, 181 p.

<sup>6</sup> Afin de rendre intelligible la trajectoire intellectuelle de François-Albert Angers sur une période d'un demi-siècle, chaque chapitre correspond à une période de temps déterminée selon les engagements du professeur des HEC, mais aussi selon les transformations et les ruptures idéologiques distinctes qui transparaissent dans ses écrits. Dans chaque chapitre, nous procédons à une cartographie des réseaux d'Angers ainsi qu'à une analyse en bonne et due forme de ses idées et des débats intellectuels auxquels il est associé selon les périodes.

années d'enseignement à l'École des Hautes études commerciales de Montréal. Nous nous intéressons également à ses premiers textes engagés, à ses prises de position dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale et à son intégration dans les milieux intellectuels de l'époque. Le quatrième chapitre (1948-1959) porte sur la période durant laquelle Angers devient l'une des figures dominantes du monde intellectuel canadien-français, étant donné sa présence médiatique soutenue, sa conception rassembleuse du militantisme nationaliste ainsi que par son style intellectuel polémiste. Cette influence est d'autant plus évidente du fait de sa collaboration à la Commission Tremblay et de son accession aux hautes sphères décisionnelles du mouvement nationaliste. Le cinquième chapitre (1959-1967) aborde la période de la Révolution tranquille, où l'économiste des HEC entreprend d'extirper le mouvement nationaliste – conservateur – de sa position de faiblesse héritée de la période duplessiste, notamment par le biais d'un raffermissement de ses positions politiques ainsi que par une critique étoffée du programme réformiste du gouvernement libéral de Jean Lesage. Puis, le sixième chapitre (1968-1982) aborde une période marquée par les affrontements constitutionnels entre les gouvernements canadien et québécois. Dans ce contexte, Angers opère un virage idéologique, lui qui abandonne ses références les plus orthodoxes au traditionalisme et qui adhère à la frange indépendantiste du mouvement nationaliste. Déçu de la mollesse des positions politiques des ténors du mouvement indépendantiste, le professeur des HEC militera en faveur d'une revalorisation de la culture traditionnelle canadienne-française, et ce, afin de renforcer le pouvoir d'attraction de l'option souverainiste au sein de la population. Enfin, notre thèse se termine par un bref épilogue, où nous analysons les projets de retraite d'Angers, qui s'inscrivent en continuité avec les chantiers de recherche qu'il a menés durant sa vie active.



# Chapitre 1

## Historiographie et méthodologie

*Nulle société démocratique, redisons-le, ne saurait fonctionner au profit du bien commun sans l'action vigilante d'hommes capables intellectuellement et moralement de former, diriger et exprimer l'opinion.<sup>1</sup>*

- Esdras Minville, *Le citoyen canadien-français*, 1946.

Ce premier chapitre sert à situer notre étude dans le contexte historiographique québécois et canadien ainsi qu'à poser les balises méthodologiques liées à notre démonstration. Nous y présentons notre problématique de recherche, nos hypothèses, le corpus de sources utilisé, le cadre d'analyse ainsi que les principaux concepts et notions mobilisés dans notre analyse.

### **1.1 Contexte mémoriel et historique : le piège de la rupture en histoire intellectuelle**

Dans un célèbre article paru en 1991 dans les *Cahiers internationaux de Sociologie*, l'historien Jocelyn Létourneau analysait le rôle joué par les élites technocratiques dans la modernisation du Québec durant la Révolution tranquille<sup>2</sup>. S'intéressant à l'imaginaire historique des Québécois, il analysait le triomphe de la « mémoire de la technocratie » dans le récit événementiel de la nation. Définie comme une « couche sociale » formée par des intellectuels progressistes et des fonctionnaires de l'État, cette élite technocratique aurait valorisé « une certaine idée de rupture avec le passé » et adhéré à un langage « dont les

---

<sup>1</sup> Esdras Minville, *Le citoyen canadien-français. Notes pour servir à l'enseignement du civisme*, tome 2, Montréal, Fides, 1946, p. 27.

<sup>2</sup> Jocelyn Létourneau, « Québec d'après-guerre et mémoire collective de la technocratie », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. 90, janvier-juin 1991, p. 67-87.

notions maîtresses sont celles de démocratie, de participation, de planification, de développement, d'aménagement, d'affirmation de droits sociaux du citoyen et de promotion collective »<sup>3</sup>. Étant donné son influence dans la modernisation des structures étatiques, cette élite technocratique aurait contribué à l'édification d'une « mémoire technocratique » s'harmonisant aux idéaux réformistes de la Révolution tranquille :

Producteurs de savoir positif, pratiquant le culte de la compétence, adhérant à des problématiques fortement teintées par l'idée de progrès, ces intellectuels envisagent de relire l'histoire du Québec en vue de changer, à tout le moins d'infléchir, la destinée de la société canadienne-française. Leur préoccupation première est précisément de redéfinir cette société, c'est-à-dire de lui insuffler de nouveaux enjeux, de nouveaux défis, un nouveau sens historique. Changeant carrément d'optique par rapport à leurs prédécesseurs, ils élaborent une nouvelle problématique axiomatique, celle du passage de la société traditionnelle à la société moderne. C'est en fonction de cette problématique [...] qu'ils procèdent à une relecture du développement historique de la société québécoise, qu'ils envisagent à nouveau son évolution et qu'ils reconstruisent le temps d'une collectivité.<sup>4</sup>

Létourneau mettait ainsi de l'avant l'une des caractéristiques fondamentales du récit historique québécois, soit le triomphe des idées progressistes des intellectuels réformistes qui avaient combattu le régime duplessiste lors des années 1950.

Or, ce récit centré sur la thèse de la rupture avec l'ordre ancien est notamment opposé à l'idéologie dite « clérico-nationaliste » et à ses élites<sup>5</sup>. Discrédités par les intellectuels associés à *Cité libre*, les mouvements associés au traditionalisme ont constitué des cibles de choix pour des penseurs tels que Pierre Elliott Trudeau. D'ailleurs, celui-ci soulignait en mars 1961 que « le nationalisme [traditionaliste] nous apparaissait, à *Cité libre*, comme

---

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 69.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>5</sup> Sur la thèse de la rupture, notons l'étude d'Olivier Dickinson : *La Révolution tranquille : période de rupture ou de continuité*, mémoire de maîtrise (science politique), Université du Québec à Montréal, 2009, 96 p.

une forme d'aliénation, puisqu'il aliénait en hostilités l'énergie intellectuelle requise à notre propre réhabilitation nationale »<sup>6</sup>. Ce faisant, il mettait en garde ses semblables en vertu du fait que « le traditionalisme retardataire a encore la force de dévorer quelques adversaires »<sup>7</sup>. Symptomatiques d'un discours répandu dans les milieux intellectuels réformistes des années 1950, ces thèses ont été élevées au rang de vérité historique à la suite de l'arrivée au pouvoir durant la décennie 1960 de certains de ces penseurs critiques du traditionalisme<sup>8</sup>. Ce discours se fraiera un chemin dans l'historiographie québécoise des années 1960 et 1970, où la thèse de la rupture en viendra à expliquer l'avènement de la Révolution tranquille<sup>9</sup>. Conséquemment, l'étude du traditionalisme, et plus largement des mouvements associés à la droite et au conservatisme, constituera durant un bon moment le parent pauvre de la science historique québécoise<sup>10</sup>. Plus encore, ses figures seront associées à un courant réactionnaire, sclérosé<sup>11</sup>, voir arriéré<sup>12</sup>.

---

<sup>6</sup> Pierre Elliott Trudeau, « L'aliénation nationaliste », *Cité libre*, no. 35, mars 1961, p. 3-5. Hubert Aquin critiquera la vision universaliste de Trudeau dans son article sur la fatigue culturelle du Canada français, en affirmant qu'un « projet d'unanimité doit ressembler, pour s'accomplir, à un projet d'amour et non de fusion amère dans une totalisation forcée et stérile. La dialectique d'opposition doit devenir une dialectique d'amour. La cohérence universelle ne doit pas se faire au prix de l'abdication de la personne ». Hubert Aquin, « La fatigue culturelle du Canada français », *Liberté*, vol. 4, no. 23, mai 1962, p. 324.

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> Jocelyn Létourneau, *Op. Cit.*, p. 74 et 77.

<sup>9</sup> Christian Roy, « La « nouvelle sensibilité » en quête d'une autre Révolution tranquille », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 18, no. 2, hiver 2010, p. 195-204.

<sup>10</sup> Mentionnons que les auteurs qui ont travaillé sur le traditionalisme ont souvent employé des synonymes afin d'identifier ce courant de pensée. C'est ainsi que les termes « droite », « conservatisme », « clérical-nationalisme » et « traditionalisme » ont été employés afin de décrire la pensée traditionaliste. Bien qu'il existe des variations importantes relativement à la définition de chacun de ces termes, ceux-ci sont essentiellement équivoques dans le cas qui nous concerne et renvoient tous au courant traditionaliste, surtout d'un point de vue intellectuel et dans le contexte canadien-français du 20<sup>e</sup> siècle. Mentionnons également, à titre informatif, que le traditionalisme canadien-français s'inscrit dans la grande famille des droites intellectuelles. À ce sujet, voir : Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2008, p. 57.

<sup>11</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 5.

<sup>12</sup> Pierre Elliott Trudeau, *Op. Cit.*

Pourtant, la pensée traditionaliste constitue un filon au potentiel sous-estimé afin de comprendre l'évolution des idées canadiennes-françaises sur le long terme, notamment au courant du 20<sup>e</sup> siècle. La modernisation du catholicisme québécois entrepris dès les années 1920, qui s'effectua au travers des mouvements de jeunesse catholique et des groupes personnalistes, montre que les origines culturelles de la Révolution tranquille s'enracinent dans les premières décennies du 20<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>. De même, la volonté de certains économistes réformateurs, qui souhaitaient développer et industrialiser le Québec dès les années 1930, illustre les antécédents relatifs au nationalisme économique prôné par le gouvernement québécois durant la décennie 1960<sup>14</sup>. Enfin, les discussions animées qui caractérisent les milieux intellectuels canadiens-français à partir des années 1910 suggèrent aussi la concrétisation du processus d'autonomisation du groupe social des intellectuels qui se réalisera dans les décennies suivantes<sup>15</sup>. Ces faits dénotent une faille dans la thèse de la rupture et remet en question le discours sur la modernisation du Québec durant la Révolution tranquille. Le portrait d'ensemble n'est donc pas si sombre durant les décennies qui précèdent l'arrivée au pouvoir de « l'équipe du tonnerre » de Jean Lesage en juin 1960. De ce fait, loin d'être imperméable à l'idée de progrès, la pensée traditionaliste comporta différentes tendances à travers les époques. Le bilan historiographique qui suit montre d'ailleurs la richesse de ce champ d'études.

---

<sup>13</sup> Michael Gauvreau, *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005, 522 p.

<sup>14</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Sillery, Septentrion, 2004, 270 p.

<sup>15</sup> Pascale Ryan, *Penser la nation. La Ligue d'action nationale, 1917-1960*, Montréal, Leméac, 2006, 326 p.

## 1.2. Contexte historiographique

Précisons ici que notre bilan historiographique se divise en trois sections. D'abord, la première section porte sur l'approche biographique en histoire et sa pertinence dans le cadre de l'histoire intellectuelle. La deuxième section constitue un portrait d'ensemble qui retrace les principaux courants historiographiques qui ont pris pour objet d'étude la droite intellectuelle canadienne-française au Québec, et en particulier la pensée traditionaliste. La troisième section porte quant à elle sur les études qui ont été consacrées en totalité ou en partie à la figure de François-Albert Angers.

### 1.2.1 L'approche biographique : quelques repères historiographiques

Étant donné notre utilisation du cadre biographique, il nous apparaît nécessaire de discuter de la place de la biographie en histoire et de son intérêt en histoire intellectuelle. Longtemps identifiée à une histoire positiviste qui accordait trop d'importance à l'événement et aux grands hommes, la biographie fut « abandonnée et dédaignée » par les historiens universitaires occidentaux des années 1930 jusqu'au milieu des années 1970 environ<sup>16</sup>. Les historiens français Jacques Le Goff et Pierre Nora, dans le premier tome de *Faire de l'histoire* publié en 1974, décrivaient d'ailleurs le genre biographique tel « un champ en dehors de l'histoire » et comme « le terrain des vulgarisateurs de bas étage et des plumitifs de l'historiette »<sup>17</sup>. Selon l'historienne Andrée Lévesque, « sans être entièrement délaissée, la biographie historique a subi son purgatoire parmi les genres vieillots, conventionnels, un peu dépassée par une génération vouée à la nouvelle histoire [sociale]

---

<sup>16</sup> Guillaume Piketty, « La biographie comme genre historique? Étude de cas », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, no. 63, juillet-septembre 1999, p. 119.

<sup>17</sup> Jacques Le Goff et Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire, tome 1. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1986, p. 15.

et au quantitatif »<sup>18</sup>. À l'heure du triomphe de l'histoire sociale<sup>19</sup>, les spécialistes remettaient en question la pertinence scientifique de la biographie dans le schème des sciences sociales. Le sociologue Pierre Bourdieu utilisa notamment le qualificatif d'« illusion biographique » pour décrire la vacuité de l'approche biographique. Selon lui, la rénovation de la biographie passait notamment par une volonté de « reconstruire le contexte et la surface sociale sur laquelle agit l'individu dans une pluralité de champs chaque instant »<sup>20</sup>. En d'autres termes, il fallait reconsidérer le contexte social à partir duquel émerge et évolue un individu durant son existence afin de sortir du simple récit de vie narratif et peu porté vers la scientificité. Pour Bourdieu, comprendre une trajectoire individuelle n'avait alors d'intérêt « qu'à condition d'avoir construit les états successifs du champ dans lequel elle s'est déroulée, donc l'ensemble des relations objectives qui ont uni l'agent [...] à l'ensemble des autres agents engagés dans le même champ et affrontés au même espace des possibles »<sup>21</sup>.

En France et aux États-Unis, c'est à partir de la décennie 1980 que l'opinion générale des historiens sur la biographie commença à évoluer positivement, notamment en raison du retour de l'événement, de l'histoire-récit et de la réhabilitation de l'histoire politique<sup>22</sup>. Plus largement, l'émergence de l'histoire culturelle en tant que domaine

---

<sup>18</sup> Andrée Lévesque, « Réflexion sur la biographie historique en l'an 2000 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, no. 1, 2000, p. 95.

<sup>19</sup> L'histoire sociale privilégie généralement l'étude des faits socio-économiques. Plus largement, elle s'intéresse aux grands groupes sociaux et à leurs interactions au sein de la société et non aux acteurs individuels et à l'événement. Sur le sujet, voir Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996, 370 p.

<sup>20</sup> Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62-63, juin 1986, p. 69.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>22</sup> Jacques Le Goff, « Les « retours » dans l'historiographie française actuelle », *Réflexions historiographiques*, no. 22, 1999, p. 2-9. Au Québec, le renouvellement des études biographiques en histoire s'est plutôt manifesté à partir de la décennie 1990.

historiographique dominant alimenta également les réflexions et l'évolution de la pratique de la biographie historique<sup>23</sup>. S'éloignant de ses anciens schèmes hagiographiques, la biographie se concevait désormais comme un moyen de

jeter sur l'histoire un regard qui trouve dans un homme les préoccupations de la recherche historique la plus neuve, qui trouve dans le temps d'une vie une des durées significatives de l'histoire et de la biographie, qui atteint dans une incarnation concrète les grands mouvements de l'histoire politique, de l'histoire économique et sociale, de l'histoire culturelle, de l'histoire des mentalités et de l'imaginaire, sans les réduire à des phénomènes quantitatifs où se perdrait ce qui fait l'authenticité et le sens d'un personnage en histoire.<sup>24</sup>

Selon l'historien Giovanni Levi, les nouvelles dimensions des représentations de l'individu auraient ainsi permis de révéler « la complexité même de l'identité, sa formation progressive et non linéaire et ses contradictions » qui seraient devenues « les protagonistes des problèmes biographiques qui se posent aux historiens »<sup>25</sup>. En ce sens, le retour de la biographie historique pouvait également se concevoir telle une manifestation du poststructuralisme, par le biais d'un désintérêt relatif à l'égard des structures<sup>26</sup>. Comme le souligne Jean-François Sirinelli, loin d'être réductrice, la biographie historique aspirait désormais à « une compréhension globale de l'histoire en permettant de lire en filigrane les enjeux politiques d'une époque, les routes possibles qui s'ouvrent au choix individuel et les paramètres qui pèsent sur ce choix »<sup>27</sup>. Malgré la persistance de certaines difficultés

---

<sup>23</sup> Catherine Bertho Lavenir, « La biographie en histoire culturelle », *Globe*, vol. 15, no. 1-2, 2012, p. 183–199.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>25</sup> Giovanni Levi, *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 44<sup>e</sup> année, no. 6, 1989, p. 1329.

<sup>26</sup> Andrée Lévesque, *Op. Cit.*, p. 95.

<sup>27</sup> Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire de la vie politique française au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1995, p. vi.

méthodologique<sup>28</sup>, l'approche biographique se présentait, au début du 21<sup>e</sup> siècle, comme un genre historiographique pertinent et apte à relever le défi de la scientificité.

Dans le cadre de l'histoire intellectuelle, l'approche biographique a été mise de l'avant par un certain nombre de praticiens québécois dès le début des années 1990<sup>29</sup>. Parmi eux, Yvan Lamonde fait figure de pionnier grâce à sa contribution inégalée à l'histoire des idées au Québec<sup>30</sup>. Selon lui, l'apport scientifique de la biographie ne fait aucun doute. Il affirme notamment que la biographie intellectuelle n'est pas « la plaisante et facile narration d'une vie, la répétition plus ou moins romancée des connaissances sur un destin », mais plutôt « le traitement individuel du temps et de la société [qui] fait voir des aspects, des accents, des excès qui peuvent permettre d'identifier ou d'approfondir un questionnement intellectuel ou idéologique »<sup>31</sup>. Se réclamant d'une « histoire sociale des idées », Lamonde s'est fait le défenseur d'une approche de l'histoire intellectuelle ancrée

---

<sup>28</sup> Selon Jean-François Sirinelli, ces difficultés sont notamment : le risque d'absorption par l'objet, de la distance par rapport aux sources ou encore le problème de l'empathie, revenant ainsi sur ce que seraient les « traditions » anglo-saxonne de biographies descriptives « totales », et française d'études plus littéraires et engagées. Jean-François Sirinelli, *Le pari biographique. Écrire une vie*, Paris, Éditions La Découverte, 2005, p. 10-12.

<sup>29</sup> Réal Bélanger, *Henri Bourassa : le fascinant destin d'un homme libre (1968-1914)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, 552 p.; Charles-Philippe Courtois, *Lionel Groulx. Le penseur le plus influent de l'histoire du Québec*, Montréal, Québec Amérique, 2017, 584 p.; Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Sillery, Septentrion, 2004, 270 p.; Yvan Lamonde, *Louis-Antoine Dessaulles, 1818-1895 : un seigneur libéral et anticlérical*, Saint-Laurent, Fides, 1994, 369 p.; Mathieu Lapointe, « Entre nationalisme et socialisme : Raoul Roy (1914-1996) et les origines d'un premier indépendantisme socialiste au Québec, 1935-1965 », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 8, numéro 2, printemps 2008, p. 281-322; Andrée Lévesque, *Éva Circé-Côté: libre-penseuse 1871-1949*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2010, 478 p.; Jonathan Livernois, *Un moderne à rebours. Biographie intellectuelle et artistique de Pierre Vadeboncoeur*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 355 p.; Jean-Philippe Warren, *Honoré Beaugrand. La plume et l'épée (1848-1906)*, Montréal, Boréal, 2015, 536 p.

<sup>30</sup> Yvan Lamonde, *Louis-Antoine Dessaulles, 1818-1895 : un seigneur libéral et anticlérical*, Saint-Laurent, Fides, 1994, 369 p.; *Histoire sociale des idées au Québec*, 2 volumes, Montréal, Fides, 2000-2001, 572 et 336 p.; *La modernité au Québec. La crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*, Montréal, Fides, 2011, 323 p.; *La modernité au Québec. La victoire différée du présent sur le passé, 1939-1965*, Montréal, Fides, 2016, 456 p.; *Brève histoire des idées au Québec (1763-1965)*, Montréal, Boréal, 2019, 224 p.

<sup>31</sup> Yvan Lamonde, « Problèmes et plaisirs de la biographie », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, no. 1, 2000, p. 91.



à la fois dans l'étude des idées, mais aussi des modes de sociabilités des acteurs historiques :

Ce que j'ai trouvé de moins mauvais, non pour résoudre, mais pour faire face à l'aporie de l'individuel et du social, renvoie à ce que j'ai appelé la spirale de la sociabilité. Faute de pouvoir expliquer les modes d'arrimage de l'individu à la société, j'ai décrit ceux, successifs et simultanés d'insertion de Dessaulles dans la société plus vaste que lui-même, de la famille nucléaire à la famille élargie, à la famille collégiale, amicale, idéologique.<sup>32</sup>

Cette interaction entre l'intellectuel et les milieux et réseaux sociaux dans lesquels il évolue est devenue l'une des caractéristiques fondamentales de l'analyse des trajectoires intellectuelles, comme le souligne l'historien français Jean Solchany :

La démarche privilégiée vise moins à reconstituer le parcours d'un intellectuel qu'à contextualiser le discours dont il est l'auteur. L'objectif est d'analyser une réflexion comme le produit d'une interaction entre celui qui l'élabore, le contexte scientifique et intellectuel qui la rend pensable, la configuration idéologique et politique qui la rend audible et le dispositif de promotion éditorial et militant qui la rend influente. En poussant le raisonnement à la limite, on pourrait même avancer que la biographie intellectuelle se doit d'être aussi peu biographique que possible. Si son écriture a besoin d'espace pour se déployer, c'est moins par quête d'une vaine exhaustivité narrant par le détail un itinéraire que dans le souci d'identifier aussi finement que possible le tissu des configurations et des représentations dans lesquelles s'inscrivent l'évolution et la production d'un intellectuel.<sup>33</sup>

Une telle conceptualisation de l'approche biographique en histoire intellectuelle n'est cependant possible qu'à condition de « problématiser le parcours de l'agent individuel »<sup>34</sup>, la simple narration d'un parcours de vie ne suffisant pas à étayer la pertinence de la

---

<sup>32</sup> Yvan Lamonde cité dans Catherine Bertho Lavenir, *Op. Cit.*, p. 189.

<sup>33</sup> Jean Solchany, « Retour sur expérience : une biographie intellectuelle de l'économiste Wilhelm Ropke », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, no. 59, mai 2012, p. 134-135.

<sup>34</sup> Yves Gingras, « Pour une biographie sociologique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, no. 1, 2000, p. 125.

biographie. De là vient la nécessité de situer un individu par rapport à ses semblables, et ce, afin d'apprécier l'originalité de son caractère et de sa trajectoire.

De même, dans le cas québécois, l'approche biographique s'est avérée d'autant plus pertinente du fait « qu'une société qui se perçoit comme menacée dans son intégrité culturelle va avoir besoin d'identifier des personnages emblématiques vécus comme représentatifs des traits de l'identité collective et du récit national »<sup>35</sup>. Ce fait explique en partie l'intérêt démontré par des chercheurs pour des personnalités telles que Louis-Joseph Papineau<sup>36</sup>, Olivar Asselin<sup>37</sup>, Henri Bourassa<sup>38</sup>, Lionel Groulx<sup>39</sup> ou, dans le cas présent, François-Albert Angers.

En somme, si nous voulions résumer simplement la pertinence de la démarche biographique en histoire intellectuelle, nous pourrions affirmer qu'elle permet de comprendre une période ou un contexte historique en l'examinant à travers les yeux d'un individu, par le biais de l'analyse des rapports existants avec son milieu et son époque. Loin d'être un simple récit de vie, la biographie intellectuelle permet de reconstituer comment « une pensée ou une idée est mise en scène et diffusée », mais aussi comment « elle perdure sur des décennies grâce à des figures fondatrices, des répétiteurs, des traducteurs, des gardiens du temple »<sup>40</sup>. En cela, les intellectuels, « que rassemble la

---

<sup>35</sup> Catherine Bertho Lavenir, *Op. Cit.*, p. 188.

<sup>36</sup> Yvan Lamonde, *Fais ce que dois, advienne que pourra. Papineau et l'idée de nationalité*, Montréal, Lux, 2015, 244 p.; Yvan Lamonde et Jonathan Livernois, *Papineau. Erreur sur la personne*, Montréal, Boréal, 2012, 216 p.

<sup>37</sup> Hélène Pelletier-Baillargeon, *Olivar Asselin et son temps (tome 1): Le Militant*, Montréal, Fides, 1996, 780 p.; *Olivar Asselin et son temps (tome 2), Le Volontaire*, Montréal, Fides, 2001, 328 p.; *Olivar Asselin et son temps (tome 3), Le Maître*, Montréal, Fides, 2010, 416 p.

<sup>38</sup> Réal Bélanger, *Op. Cit.*

<sup>39</sup> Charles-Philippe Courtois, *Lionel Groulx. Le penseur le plus influent de l'histoire du Québec*, *Op. Cit.*

<sup>40</sup> Jean Solchany, *Op. Cit.*, p. 146.

démarche militante, peuvent être considérés comme des animateurs de forums nationaux et transnationaux où se perpétue une tradition idéologique »<sup>41</sup>.

### ***1.2.2 La droite intellectuelle canadienne-française du 20<sup>e</sup> siècle***

L'étude de la droite canadienne-française constitue un phénomène historiographique complexe, intimement lié au récit de la modernité au Québec. Mise de l'avant par l'école moderniste à partir des années 1960 et 1970, la thèse de la modernité québécoise repose sur l'idée selon laquelle l'année 1960 constitue « l'année zéro » du Québec moderne – progressiste, rationaliste, technocrate, égalitariste et laïque – et résolument tourné vers l'avenir<sup>42</sup>. Cette interprétation crée ainsi un fossé entre les périodes antérieure et postérieure à la Révolution tranquille, fossé qui n'est pas sans poser de sérieux problèmes de natures interprétatives. Dans le contexte de l'histoire intellectuelle, cette vision réductrice eut pour effet d'assombrir des mouvements, des personnages et des idées jugées sévèrement à travers le polygraphe de la modernité.

La droite intellectuelle canadienne-française du 20<sup>e</sup> siècle fut l'une des victimes de cette tendance historiographique. Considérée comme la « perdante »<sup>43</sup> de la Révolution tranquille, celle-ci a connu le sort peu enviable de disparaître du paysage historiographique

---

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> Sur l'école révisionniste, on consultera l'ouvrage suivant : Ronald Rudin, *Faire de l'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 1998, 278 p. Le 5<sup>e</sup> chapitre de l'ouvrage « À la recherche de la normalité : le révisionnisme et au-delà » porte spécifiquement sur les interprétations dominantes de l'école révisionnistes. Rudin y affirme que « Parce qu'ils ont rejeté le discours de la différence qui avait dominé l'historiographie québécoise depuis un siècle, nous avons qualifié ces historiens de « révisionnistes » et rajoute qu' « Il arrive cependant que, de temps à autre, un groupe d'historiens s'attaque à la tâche de redéfinir fondamentalement le mode même de conceptualisation de l'histoire. Telle fut, très précisément, la position dans laquelle se retrouvèrent les révisionnistes à l'époque de la Révolution tranquille et dans les années qui suivirent ». Sur les critiques adressées à Rudin, voir l'article d'Yves Gingras, « À propos de Faire de l'histoire au Québec de Ronald Rudin. La fabrication de l'histoire », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 8, no. 2-3, 2000, p. 318-333.

<sup>43</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, *Op. Cit.*, p. 6. Sur l'usage du qualificatif « perdante », Gélinas affirme qu' « Après toute ces années, il est opportun d'étudier la droite intellectuelle, grande perdante de la Révolution tranquille et chaînon manquant dans la reconstitution des luttes d'idées ».

durant de nombreuses décennies<sup>44</sup>. Ce n'est que depuis la fin des années 1980 que les spécialistes ont commencé à s'intéresser à ce pan méconnu de l'histoire du Québec, un phénomène lié au « renouveau de l'histoire intellectuelle » alors en émergence<sup>45</sup>.

Durant les années 1970 et 1980, période phare de l'histoire sociale, les spécialistes se sont surtout intéressés à des figures majeures du début du 20<sup>e</sup> siècle, tels que Jules-Paul Tardivel, Henri Bourassa – et son journal *Le Devoir* –, André Laurendeau dans ses années de jeunesse et, surtout, Lionel Groulx<sup>46</sup>. Le mouvement d'Action française, les syndicats catholiques et les mouvements de jeunesse catholiques ont également fait l'objet d'études, notamment au travers de la collection *Idéologies au Canada français*<sup>47</sup>. Également, le mouvement séparatiste des années 1930, mené entre autres par Paul Bouchard et sa revue *La Nation*, fut également étudié par certains historiens tel que Robert Comeau<sup>48</sup>.

---

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 3-8.

<sup>45</sup> Yvan Lamonde, « Les intellectuels francophones au Québec au 19<sup>e</sup> siècle : questions préalables », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 48, no. 2, automne 1994, p. 154-156.

<sup>46</sup> Pierre Savard, *Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis (1851-1905)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1967, 499 p.; Réal Bélanger, « le Nationalisme ultramontain : le cas de Jules-Paul Tardivel », dans Nive Voisine et Jean Hamelin (dir.), *les Ultramontains canadiens-français*, Montréal, Boréal, 1985, p. 267-303; Joseph Levitt, *Henri Bourassa on Imperialism and Biculturalism, 1900-1918*, Toronto, Copp. Clark Pub Co., 1970, 183 p.; Pierre Anctil, *Le Devoir, les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 172 p.; Denis Monière, *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec/Amérique, 1983, 347 p.; Guy Frégault, *Lionel Groulx tel qu'en lui-même*, Montréal, Leméac, 1978, 237 p.; Georges-Émile Giguère, *Lionel Groulx. Biographie*, Montréal, Bellarmin, 1978, 159 p.; Jean-Pierre Gaboury, *Le nationalisme de Lionel Groulx. Aspects idéologiques*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1970, 227 p.; Susan Mann Trofimenkoff, *Action Française: French Canadian Nationalism in the Twenties*, Toronto, University of Toronto Press, 1975, 156 p.; Susan Mann Trofimenkoff, « Les femmes dans l'œuvre de Groulx », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, no. 3, décembre 1978, p. 385-398; Jean-Pierre Wallot, « Groulx historiographe », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, no. 3, décembre 1978, p. 407-433.

<sup>47</sup> Fernand Dumont et al., *Idéologies au Canada français*, 6 volumes, Québec, Presses de l'Université Laval, 1971-1981.

<sup>48</sup> Robert Comeau, *Les indépendantistes québécois, 1936-1938*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1971, 212 p.; Robert Comeau, « Lionel Groulx, les indépendantistes de *La Nation* et le séparatisme (1936-1938) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 26, no. 1, hiver 1972, p. 83-102.

Une exception notable à cette tendance historiographique est l'étude de Paul-André Turcotte, *L'éclatement d'un monde. Les Clercs de Saint-Viateur et la Révolution tranquille*, parue en 1981<sup>49</sup>. Dans cet ouvrage, l'auteur analyse l'idéologie traditionaliste de cette congrégation et son évolution durant la Révolution tranquille et met en lumière l'inaptitude des Clercs à harmoniser leurs idéaux aux valeurs séculaires du Québec post-1960. Mentionnons aussi l'ouvrage d'Archibald Clinton, *Un Québec corporatiste? Corporatisme et néocorporatisme : du passage d'une idéologie corporatiste sociale à une idéologie corporatiste politique. Le Québec de 1930 à nos jours*, paru en 1984<sup>50</sup>. L'auteur y analyse les structures et l'évolution de l'idéologie corporatiste, très influente auprès des élites traditionalistes durant les années 1930 et 1940. L'ouvrage de Michael Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : liberalism versus neo-nationalism*, paru en 1985, constitue également un jalon important dans l'historiographie de la droite intellectuelle<sup>51</sup>. Behiels y analyse l'influence de deux courants intellectuels – le libéralisme de *Cité libre* et le néonationalisme de *L'Action nationale* et du *Devoir* – qui ont concouru à l'établissement d'un État moderne au Québec dans les années 1960. L'auteur met en lumière le rôle déterminant joué par les intellectuels de *L'Action nationale* dans l'élaboration d'un projet de société modernisateur, une thèse audacieuse pour l'époque.

Malgré cela, soulignons que durant les décennies 1970 et 1980, il n'existe pas d'école historiographique spécialisée dans l'étude des mouvements de droite. Les recherches

---

<sup>49</sup> Paul-André Turcotte, *L'éclatement d'un monde. Les Clercs de Saint-Viateur et la Révolution tranquille*, Montréal, Bellarmin, 1981, 366 p.

<sup>50</sup> Archibald Clinton, *Un Québec corporatiste? Corporatisme et néocorporatisme : du passage d'une idéologie corporatiste sociale à une idéologie corporatiste politique. Le Québec de 1930 à nos jours*, Hull, Asticou, 1984, 429 p.

<sup>51</sup> Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : liberalism versus neo-nationalism, 1945-1960*, Kingston, McGill-Queens's University Press, 1985, 444 p.

s'orientant vers ce sujet sont, en majorité, l'œuvre de spécialistes évoluant en dehors du cadre académique. D'ailleurs, une grande partie des études portant sur les groupes droitistes sont alors publiées dans des revues non scientifiques. Par exemple, *L'Action nationale* servit de plateforme de diffusion à un grand nombre de recherches durant cette période. En fait, de nombreux spécialistes y publièrent des textes scientifiques, et ce, malgré le fait que la revue était reconnue pour être un organe de combat nationaliste. C'est d'ailleurs là un symptôme de la difficulté systémique qu'ont pu avoir les spécialistes à diffuser leurs travaux. À ce sujet, Xavier Gélinas brossait en 2007 un portrait assez sombre de la situation historiographique des années 1970 et 1980. Selon lui, un mépris manifeste caractérisait l'attitude des chercheurs à l'égard de l'histoire de la droite intellectuelle :

Lorsque des études, consacrées de manière prépondérante aux idées allant « dans le vent de l'histoire », daignent mentionner les alizés contraires, le mépris est à peine voilé. Il s'agit d'accréditer l'impression que les idéologies de droite ont vivoté, puis se sont condamnées à une disparition méritée. On doute de la pertinence de la droite intellectuelle comme objet d'étude. Passée une certaine époque, surtout après 1960, on ne pouvait penser qu'à gauche.<sup>52</sup>

Cette tendance historiographique défavorable ne sera renversée qu'au courant de la décennie 1990, une situation qui sera également observable en France et aux États-Unis<sup>53</sup>.

### ***L'école traditionaliste de Pierre Trépanier***

C'est sous l'égide de l'historien Pierre Trépanier, professeur à l'Université de Montréal entre 1980 et 2010, que l'historiographie de la droite intellectuelle a connu des développements majeurs. Spécialiste en histoire intellectuelle, et notamment de la pensée

---

<sup>52</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, Op. Cit., p. 5.

<sup>53</sup> Sur la revalorisation des études portant sur des mouvements de droite en France et aux États-Unis, on consultera les études suivantes : Jean-François Sirinelli et Pascal Ory, *Les Intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Éditions Perrin, 2004 (1<sup>re</sup> éd. 1986), 435 p.; Leonard J. Moore, « Good Old-Fashioned New Social History and the Twentieth-Century American Right », *Reviews in American History*, vol. 24, no. 4, 1996, p. 555-573.

de Lionel Groulx, Trépanier a multiplié les études portant sur les figures, les idées et les réseaux de la droite canadienne-française du 20<sup>e</sup> siècle. C'est dans la revue *Les Cahiers des Dix* que Trépanier publia la majorité de ses articles<sup>54</sup>, ceux-ci étant consacrés au Centre d'information nationale de Robert Rumilly, au corporatisme, au maurrassisme, aux figures d'Adrien Arcand, d'Esdras Minville, d'André Dagenais, de Victor Barbeau et d'André Vachon<sup>55</sup>. Trépanier s'intéressa particulièrement au courant traditionaliste, idéologie permettant d'accéder aux grands réseaux intellectuels canadiens-français du début du 20<sup>e</sup> siècle. Il contribua à renouveler les conceptions théoriques liées au traditionalisme en s'éloignant des thèses caricaturales qui décrivaient autrefois cette idéologie comme un système de pensée tourné vers le passé et hostile à toute forme de progrès. Dans la perspective de Trépanier, le traditionalisme s'apparente à un système de pensée intégral et porté par une vision du monde qui ne dédaigne pas la modernisation de la société, mais qui est sceptique face aux excès d'enthousiasme de la « modernité philosophique »<sup>56</sup>. Il en

---

<sup>54</sup> Pierre Trépanier publia très peu d'ouvrages durant sa carrière (un seul de manière individuelle). Néanmoins, il signa près d'une quinzaine d'articles portant sur l'histoire de la droite intellectuelle dans *Les Cahiers des Dix*. Ces articles se révèlent être des textes d'une très grande qualité, tant par la rigueur d'analyse que par le traitement des sources utilisées.

<sup>55</sup> « André Vachon (1933-2003) », *Les Cahiers des Dix*, no. 58, 2004, p. 135-169; « Les tribulations d'André Dagenais », *Les Cahiers des Dix*, no. 56, 2002, p. 235-295; « L'étudiant idéal vers 1913 », *Les Cahiers des Dix*, no. 55, 2001, p. 117-148; « Un projet d'enquête sur la jeunesse universitaire », *Les Cahiers des Dix*, no. 54, 2000, p. 137-169; « Le maurrassisme au Canada français », *Les Cahiers des Dix*, no. 53, 1999, p. 167-233; « Esdras Minville et le traditionalisme canadien-français », *Les Cahiers des dix*, no. 50, 1995, p. 255-294. « Quel corporatisme ? (1820-1965) », *Les Cahiers des Dix*, no. 49, 1994, p. 159-212; « Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970) », *Les Cahiers des Dix*, no. 48, 1993, p. 119-164; « Lionel Groulx, historien », *Les Cahiers des Dix*, no. 47, 1992, p. 247-277; « La religion dans la pensée d'Adrien Arcand », *Les Cahiers des Dix*, no. 46, 1991, p. 207-247; « Rameau de Saint-Père et Proudhon (1852-1853) », *Les Cahiers des Dix*, no. 45, 1990, p. 169-191; « Robert Rumilly et la fondation du Centre d'information nationale (1956) », *Les Cahiers des Dix*, no. 44, 1989, p. 231-254.

<sup>56</sup> Pierre Trépanier, « Qu'est-ce que le traditionalisme? », Causerie-débat tenue à Montréal, 8 juin 2002, Club du 3 juillet, p. 10.

ressort un modèle interprétatif novateur, qui sera récupéré par plusieurs spécialistes et qui contribuera à dynamiser le champ de l'histoire intellectuelle.

Pierre Trépanier, à titre de professeur, a également formé de nombreuses cohortes d'étudiant(e)s. C'est d'ailleurs sous sa direction que plusieurs jeunes chercheur(e)s ont défriché le champ de l'histoire de la droite intellectuelle du 20<sup>e</sup> siècle<sup>57</sup>. Par exemple, Sylvie Renaud s'est penchée sur l'histoire des *Cahiers de Nouvelle-France*, revue animée par les prêtres Gustave Lanctôt et André Dagenais et circulant en milieu ecclésiastique à la fin de la période duplessiste<sup>58</sup>. Xavier Gélinas s'est penché sur l'histoire de la revue *Tradition et progrès*, publication avant-gardiste animée par l'homme d'affaires Albert Roy<sup>59</sup>. Régis Coiffeteau a porté son attention sur l'hebdomadaire *Notre Temps*, revue animée par le journaliste Léopold Richer, figure influente de la mouvance nationaliste et autonomiste dans les années 1940 et 1950<sup>60</sup>. Stéphane Pigeon s'est quant à lui penché sur la relation ambivalente entretenue par Lionel Groulx à l'égard de la Révolution tranquille<sup>61</sup>. Des figures importantes du mouvement nationaliste et traditionaliste ont également été redécouvertes par les étudiant(e)s de Trépanier. Éric Bouchard s'est notamment intéressé à la pensée de Raymond Barbeau, président-fondateur de l'Alliance laurentienne, premier regroupement indépendantiste d'après-guerre, et de sa revue *Laurentie*<sup>62</sup>. Jean-Marc

---

<sup>57</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, *Op. Cit.*, p. 7.

<sup>58</sup> Sylvie Renaud, *Cahiers de Nouvelle-France et Nouvelle-France. La droite catholique face à la Révolution tranquille, 1957-1964*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1993, 246 p.

<sup>59</sup> Xavier Gélinas, *Tradition et progrès (1957-1962) : une révolution tranquille de droite*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1991, 227 p.

<sup>60</sup> Régis Coiffeteau, *Léopold Richer et Notre Temps (1956-1961). La pensée d'un journaliste nationaliste de droite à la veille de la révolution tranquille au Québec*, mémoire de maîtrise (histoire contemporaine), Université François-Rabelais, 1993, 111 p.

<sup>61</sup> Stéphane Pigeon, *Lionel Groulx, critique de la Révolution tranquille (1956-1967)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1999, 119 p.

<sup>62</sup> Éric Bouchard, *Raymond Barbeau et l'Alliance laurentienne : les ultras de l'indépendantisme québécois*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1997, 218 p.



Maranda a pour sa part étudié le philosophe André Dagenais, figure associée à la revue *Les Cahiers de Nouvelle-France*<sup>63</sup>,

Au-delà son rôle de directeur d'étude, Trépanier s'est également illustré à titre de spécialiste de la pensée de Lionel Groulx. S'intéressant à son œuvre historique ainsi qu'à son action intellectuelle, Trépanier a revigoré les études portant sur le chanoine Groulx qui, nous le verrons plus loin, seront à la base d'un renouveau lié aux études groulxistes au tournant du nouveau millénaire. L'apport le plus considérable de Trépanier est, sans aucun doute, l'édition des quatre premiers tomes de la correspondance du chanoine<sup>64</sup>. Travail titanesque réalisé en partenariat avec Gisèle Huot, Juliette Lalonde-Rémillard et Benoit Lacroix, l'édition critique des correspondances de Groulx constitue un autre élément visant à structurer le champ de l'histoire intellectuelle de la droite canadienne-française, dont Groulx est sans contredit la figure de proue durant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Dans les quatre tomes parus entre 1989 et 2013, Trépanier contextualise la pensée du chanoine et analyse les racines de son traditionalisme, ce qui permet de recadrer cette idéologie et son évolution historique. Malheureusement, dû à un manque de financement, l'édition de la correspondance de Groulx s'est arrêtée au quatrième tome<sup>65</sup>.

Retraité depuis 2010, Trépanier a grandement contribué au défrichage des études sur la droite intellectuelle et, surtout, à la conceptualisation du traditionalisme. Son œuvre

---

<sup>63</sup> Jean-Marc Maranda, *La politique d'un philosophe. André Dagenais dans les années 1950*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1996, 150 p.

<sup>64</sup> Lionel Groulx, *Correspondance, 1894-1967, vol. 1, Le prêtre-éducateur (1894-1906)*, édition critique en collaboration avec Gisèle Huot et Juliette Lalonde-Rémillard, Montréal, Fides, 1989, 858 p.; *Lionel Groulx, Correspondance, 1894-1967, vol. 2, Un étudiant à l'école de l'Europe (1906-1909)*, Montréal, Fides, 1993, 839 p.; *Lionel Groulx, Correspondance, 1894-1967, vol. 3, L'intellectuel et l'historien novices (1909-1915)*, Montréal, Fides, 2003, 1045 p.; *Lionel Groulx, Correspondance, 1894-1967, vol. 4, Le conférencier traditionaliste et nationaliste (1915-1920)*, Montréal, Fondation Lionel-Groulx, 2013, 745 p.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 9.

inspirera d'ailleurs une nouvelle génération d'historiens qui approfondiront sa réflexion. Les tenants de la « nouvelle sensibilité », qui se manifesteront au tournant des années 2000, joueront un rôle fondamental dans le renouvellement du champ de l'histoire intellectuelle, mais également dans l'étude de la droite intellectuelle.

### ***Le renouveau de l'histoire intellectuelle et la « nouvelle sensibilité »***

Les études sur la droite intellectuelle se sont multipliées à la fin des années 1990. Certains spécialistes parlent d'ailleurs de ce moment comme étant celui où s'opère un renouveau du champ historiographique, marqué entre autres par de nouvelles approches méthodologiques et interprétatives ainsi que par la multiplication des études portant sur l'histoire intellectuelle<sup>66</sup>. Plusieurs facteurs ont contribué à ce renouvellement. De prime abord, notons la maturation du champ de l'histoire culturelle qui, depuis le milieu des années 1980, serait arrivée à terme<sup>67</sup>. Ce phénomène se serait concrétisé par l'avènement de l'histoire culturelle comme principale branche historique au Québec, ce qui aurait favorisé le déploiement de l'histoire intellectuelle et des idées. Mentionnons aussi l'influence des historiographies françaises et américaines, où une « histoire des intellectuels », forme évoluée de l'histoire classique des idées, connut de grands développements à partir des années 1980<sup>68</sup>. Concrètement, cette forme d'histoire cherche à repenser le cadre opérationnel à partir duquel s'influencent les idées, leurs contextes de production et le contexte historique plus large dans lequel celles-ci sont élaborées, diffusées et reçues. Comme le mentionne l'historien français Vincent Duclert, « la nécessité de

---

<sup>66</sup> Christian Roy, *Op. Cit.*, p. 198-201.

<sup>67</sup> Guy Laperrière, « Les dix ans de *Mens* », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 11, no. 1, 2010, p. 14.

<sup>68</sup> Yvan Lamonde, « L'histoire culturelle comme domaine historiographique au Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no. 2, 1997, p. 299.

promouvoir une histoire intellectuelle à part entière [découle] de l'analyse de la rencontre difficile entre histoire des intellectuels et histoire culturelle en France, l'une se révélant au contact de l'autre et réciproquement »<sup>69</sup>. Cette rénovation du champ de l'histoire intellectuelle a engendré, au Québec, des transformations méthodologiques liées à sa pratique, tel que l'a souligné Yvan Lamonde en 1997<sup>70</sup>.

En ce sens, le renouveau de l'histoire intellectuelle a eu un impact direct sur les études portant sur la droite intellectuelle canadienne-française. Aux influences issues des historiographies américaine et française, faut-il aussi ajouter le rôle structurant joué par Pierre Trépanier. L'une de ses contributions les plus évidentes est sans contredit son apport dans la formation d'une nouvelle génération d'historien(ne)s qui allaient poursuivre son œuvre. Cette nouvelle génération, dont une partie importante a œuvré de près ou de loin sous l'égide de Trépanier, sera associée à la « nouvelle sensibilité »<sup>71</sup>. L'esprit de la nouvelle sensibilité sera caractérisé par une volonté de « redécouvrir l'héritage culturel canadien-français dans ses données essentielles : la "référence française et notre passé religieux"<sup>72</sup>. L'un de ses artisans, Dominique Foisy-Geoffroy, a brossé un portrait instructif de cette sensibilité historique dans sa thèse doctorale en 2008 :

Les gens de notre génération, celle des 20 à 40 ans, quelle que soit leur idéologie, ont en commun d'être plutôt ambivalents face à l'héritage de leurs parents, pour toutes sortes de raisons : ressentiment né d'une frustration professionnelle, impression que les préoccupations des *baby-boomers*

---

<sup>69</sup> Vincent Duclert, « Les intellectuels, un problème pour l'histoire culturelle », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, no. 31, 2003, p. 2.

<sup>70</sup> Yvan Lamonde, « L'histoire culturelle comme domaine historiographique », *Op. Cit.*, p. 296-298.

<sup>71</sup> Les principales figures associées à la nouvelle sensibilité historique sont notamment Éric Bédard, Marc Chevrier, Xavier Gélinas, Stéphane Kelly, E.-Martin Meunier, Louis Rousseau, Jean-Philippe Warren, Damien-Claude Bélanger, Dominique Foisy-Geoffroy, Mathieu Lapointe et Michel Bock. Jean-François Laniel, *Il était une fois des bâtisseurs... Vers une synthèse socio-historique du catholicisme et du nationalisme québécois en modernité (1840-2015)*, thèse de doctorat (sociologie), UQAM, 2018, p. 16.

<sup>72</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, « L'esprit d'une nouvelle sensibilité », *Études d'histoire religieuse*, vol. 70, 2004, p. 111.

occupent tout l'espace public, besoin d'affirmer leur propre conception de la société et de la vie [...] ils ne voient pas en la Révolution tranquille une vache sacrée. De même, les traits du Canada français traditionnel – l'omniprésence de la religion, une vie intellectuelle dominée par les idéologies conservatrices, une politique paternaliste, l'encadrement assez sévère des mœurs, une sociabilité plus contraignante et imprégnée d'autoritarisme – n'ont pas sur eux l'effet repoussoir qu'ils ont eu sur les générations précédentes.<sup>73</sup>

Critiques du récit proposé par leurs prédécesseurs, les tenants de ce courant historiographique ont remis en question les grandes interprétations relatives au discours triomphal de la Révolution tranquille. Ils ont montré que les questions et les débats liés à la modernité et à la modernisation, notamment d'un point de vue intellectuel, n'étaient pas l'apanage exclusif de la génération qui a combattu le duplessisme durant les années 1950<sup>74</sup>.

Les représentants de la nouvelle sensibilité ont notamment cherché à structurer leur champ d'études en se dotant d'un canal de diffusion adapté. C'est ainsi que fut lancée en 2000 la revue *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*<sup>75</sup>. Fondée par Damien-Claude Bélanger, Dominique Foisy-Geoffroy, Mathieu Lapointe, Yves Bégin et Maude Beausoleil, alors étudiant(e)s à la maîtrise ou au doctorat en histoire, la revue se donnait un mandat clair, explicité dans le manifeste publié dans le premier numéro:

Certains pourraient se questionner sur le bien-fondé d'une telle entreprise étant donné la taille restreinte de la communauté historienne québécoise et le nombre important de revues d'histoire déjà en circulation. Pour notre part, nous estimons que, bien qu'elle fasse l'objet d'un traitement occasionnel dans

---

<sup>73</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960, Op. Cit.*, p. 1. En l'an 2000, la majorité des représentants de cette nouvelle école sont des finissants à la maîtrise, des doctorants ou jeunes professeurs ayant étudiés à l'Université de Montréal, l'Université Laval, l'Université d'Ottawa ou l'Université York

<sup>74</sup> Il importe de mentionner deux publications centrales dans la mise au monde de la nouvelle sensibilité : Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec : essais sur une sensibilité historique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, 222 p.; E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande noirceur » : l'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Sillery, Septentrion, 2002, 210 p.

<sup>75</sup> Martin Petitclerc, « Notre maître le passé ? Le projet critique de l'histoire sociale et l'émergence d'une nouvelle sensibilité historiographique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 63, no. 1, hiver 2009, p. 101-105.

certaines publications, l'histoire intellectuelle au Québec ne bénéficie pas d'une visibilité à la mesure de l'importance qu'elle devrait prendre dans le paysage historique [...] Ainsi, à l'occasion de vifs débats concernant l'histoire intellectuelle, il nous est apparu que les positions défendues par certains protagonistes, non seulement manquaient d'assises solides sur le plan historique, mais faisaient également appel aux passions qui biaisent trop souvent le jugement de l'historien.<sup>76</sup>

Malgré des débuts modestes, la revue a progressivement été amenée à jouer un rôle clé dans la diffusion de travaux en histoire intellectuelle<sup>77</sup>. Elle a notamment contribué au décloisonnement de l'histoire des droites canadiennes-françaises, un champ d'études prisé par la plupart des membres du comité rédactionnel. Nombreux sont les étudiants à la maîtrise, au doctorat ainsi que les jeunes professeurs qui ont participé à la vie intellectuelle de cette revue qui continue d'opérer selon le *modus operandi* de ses débuts.

Tel que mentionné précédemment, les historien(ne)s associés à la nouvelle sensibilité ont élargi le spectre de connaissances en lien avec les droites intellectuelles au Canada français. Par exemple, plusieurs spécialistes ont contribué au renouvellement des études groulxiennes. Comme le remarquait Pierre Trépanier en 2004, « depuis 1999, de solides travaux ont contribué à mieux situer Groulx par rapport à ses amis et à ses adversaires »<sup>78</sup>. Dans ces études, la figure du chanoine y est abordée à travers différents prismes : les réseaux d'influence, les idéologies, le nationalisme organiciste, la diaspora canadienne-française, les

---

<sup>76</sup> Maude Beausoleil, Yves Bégin, Damien-Claude Bélanger, Dominique Foisy-Geoffroy et Mathieu Lapointe, « Présentation », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 1, no. 1, 2000, p. 3.

<sup>77</sup> Guy Laperrière, *Op. Cit.*, p. 34. Guy Laperrière, à l'occasion des dix ans de la revue, tirait d'ailleurs un premier bilan de ses activités: « L'histoire intellectuelle a trouvé son lieu naturel dans la revue *Mens*, grâce à une équipe dynamique, qui se renouvelle, qui adore ce qu'elle fait et le fait bien, modestement, avec les moyens du bord, mais avec une constance et une ferveur qui imposent le respect ».

<sup>78</sup> Pierre Trépanier, « Le renard ayant la queue coupée ou La luxuriance des études groulxiennes (1999-2003) », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 4, n° 2, 2004, p. 276.

relations entre tradition et modernité, le catholicisme, entre autres<sup>79</sup>. Figure majeure, Groulx constitue l'une des clefs de voûte permettant de mieux asseoir les fondations théoriques liées au monde intellectuel canadien-français et à ses réseaux.

Qui plus est, les réseaux intellectuels ont également commencé à être étudiés de manière systématique au tournant des années 2000, notamment afin de recadrer le contexte de production, de diffusion et de réception des idées. Un exemple qui tire parti de cette approche est l'ouvrage de Pascale Ryan, *Penser la nation. La Ligue d'action nationale 1917-1960*, dans lequel l'auteure reconstitue les réseaux qui ont accompagné l'évolution de la ligue et de sa revue, *L'Action nationale*. Xavier Gélinas utilisa un procédé similaire dans son livre *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, paru en 2007 et qui constitue la synthèse la plus achevée sur la droite intellectuelle des années 1950-1960. Dans cet ouvrage, Gélinas analyse la (re)composition du réseau droitiste évoluant durant la Révolution tranquille, réseau aux liens très étendus et qui exerçait une influence certaine dans différents milieux de l'époque. De ce fait, l'étude de Gélinas propose aussi une fine analyse de l'idéologie du réseau intellectuel de droite, ce qui permet de mettre en lumière la complexité du système de pensée traditionaliste. L'étude des fondements conceptuels et philosophiques de cette idéologie fut d'ailleurs poursuivie par Dominique Foisy-Geoffroy, qui a consacré sa thèse de doctorat aux idées politiques des penseurs traditionalistes actifs durant les décennies

---

<sup>79</sup> Marie-Pier Luneau, *Lionel Groulx. Le mythe du berger*, Montréal, Leméac, 2003, 226 p.; Damien-Claude Bélanger, *Lionel Groulx et la Franco-Américanie*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2000, 184 p.; Michel Bock, *Lionel Groulx, les minorités françaises et la construction de l'identité canadienne-française. Étude d'histoire intellectuelle*, Université d'Ottawa, thèse de doctorat (histoire), 2002, 401 p.; Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Sillery, Septentrion, 2003, 229 p.; Gérard Bouchard, *Les deux chanoines. Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Boréal, 2003, 313 p.; Norman F. Cornett, *The Role of Religion in Lionel Groulx's Nationalist Thought*, thèse de doctorat (études religieuses), Université McGill, 2002, 430 p.; Mathieu Noël, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste québécois des années 1930*, Montréal, VLB, 2011, 142 p.; Charles-Philippe Courtois, *Lionel Groulx. Le penseur le plus influent de l'histoire du Québec*, Montréal, Québec Amérique, 2017, 584 p.

1940 et 1960<sup>80</sup>. Il étudia la manière dont ceux-ci réagirent face aux transformations de la politique canadienne durant cette période marquée par la centralisation fédérale ainsi que par les débats sur la dualité culturelle. Foisy-Geoffroy a d'ailleurs approfondi sa réflexion dans un article portant sur le Rapport de la Commission Tremblay, « testament politique » du traditionalisme canadien-français au cœur de certaines des grandes réformes créées par le Parti libéral du Québec lors de la Révolution tranquille<sup>81</sup>. Plus récemment, Charles-Philippe Courtois a quant à lui consacré sa thèse doctorale à l'étude des relations françaises entretenues par trois mouvements intellectuels canadiens-français (*L'Action française*, *La Relève* et *La Nation*)<sup>82</sup>. Dans sa thèse, Courtois analyse l'influence déterminante des milieux catholiques et nationalistes français dans la structuration et les modes d'action des groupes canadiens-français, en mettant en lumière les transferts idéologiques qui ont caractérisé les rapports entre intellectuels des deux côtés de l'Atlantique. Enfin, mentionnons la contribution d'Yvan Lamonde, infatigable spécialiste de l'histoire intellectuelle, qui a publié une synthèse sur l'histoire des idées centrée sur l'analyse des contextes sociaux dans lequel ont émergé différents courants idéologiques au Canada français<sup>83</sup>. Malgré ses qualités de

---

<sup>80</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2008, 400 p.

<sup>81</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, « Le Rapport de la Commission Tremblay (1953-1956), testament politique de la pensée traditionaliste canadienne-française », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, no. 3, hiver 2007, p. 257-294.

<sup>82</sup> Charles-Philippe Courtois, *Trois mouvements intellectuels québécois et leurs relations françaises : l'Action française, La Relève et La Nation (1917-1939)*, thèse de doctorat (histoire), IEP-Paris et UQAM, 2008, 663 p.

<sup>83</sup> Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec*, 2 volumes, Montréal, Fides, 2000-2001, 576 et 336 p. ; *La modernité au Québec*, vol. 1. *La crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*, Montréal, Fides, 2011, 336 p. ; *La modernité au Québec. La victoire différée du présent sur le passé, 1939-1965*, Montréal, Fides, 2016, 456 p. Mentionnons toutefois qu'Yvan Lamonde serait plutôt un historien « révisionniste » selon la définition qu'en donne Ronald Rudin

chercheur, Lamonde s'est toutefois peu intéressé aux intellectuels traditionalistes, demeurant silencieux quant à leur contribution à la modernisation du Québec au début du 20<sup>e</sup> siècle<sup>84</sup>.

En ce sens, le thème de la modernité fut très présent dans les études issues du courant de la nouvelle histoire intellectuelle, notamment en lien avec l'évolution du catholicisme et du personnalisme durant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. En outre, Jean-Philippe Warren et E.-Martin Meunier ont démontré que la Révolution tranquille était le résultat partiel d'une rupture dans le monde clérico-religieux (influence institutionnelle de l'Église sur la société), mais aussi d'une continuité en lien direct avec l'héritage chrétien (mode de pensée et valeurs)<sup>85</sup>. Michael Gauvreau a proposé une hypothèse semblable, en suggérant que les groupes d'actions catholiques et les réseaux intellectuels catholiques avaient préfiguré les changements sociopolitiques et culturels opérés au tournant de la décennie 1960<sup>86</sup>. Louise Bienvenue a proposé une grille d'analyse similaire, en lien avec les mouvements de jeunesse catholique, fers de lance de cette « révolution culturelle » du catholicisme québécois<sup>87</sup>. Le personnalisme, et plus généralement le catholicisme, représente ainsi une source importante pour comprendre le processus de modernisation du Québec au 20<sup>e</sup> siècle. Plus récemment, Jules Racine Saint-Jacques a quant à lui étudié les rapports étroits entre la modernité et le catholicisme à travers la figure de George-Henri

---

<sup>84</sup> Pierre Trépanier, *Une histoire libérale des idées au Québec*, Causerie-débat tenue à Montréal, 23 février 2002, Club du 3 juillet, 44 p.

<sup>85</sup> E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Op. Cit.*

<sup>86</sup> Michael Gauvreau, *Op. Cit.* Notons aussi l'ouvrage de Gauvreau sur la trajectoire intellectuelle de Claude Ryan, qui offre un portrait saisissant par rapport aux fondements traditionalistes de l'idéologie du journaliste du *Devoir*, notamment dans sa conception du fédéralisme. À voir dans *The Hand of God. Claude Ryan and the Fate of Canadian Liberalism, 1925-1971*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2017, 704 p.

<sup>87</sup> Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 294 p.



Lévesque<sup>88</sup>. Saint-Jacques en arrive à des conclusions analogues à celles présentées ci-haut, selon lesquelles le catholicisme québécois fut soumis à une rénovation « de l'intérieur » qui en fit un foyer de la modernisation socioculturelle qui, à maints égards, préfigurait la Révolution tranquille à venir. Enfin, Jean-François Laniel, dans le cadre de sa thèse de doctorat, a proposé une approche holistique des relations entre le catholicisme et le nationalisme au Canada français du 19<sup>e</sup> siècle à nos jours<sup>89</sup>. Il a notamment démontré l'existence de liens intrinsèques entre les fondements du catholicisme et le contenu du nationalisme, liens qui prévalurent jusqu'à une époque très récente. Sa thèse confirme ainsi l'intérêt épistémologique d'une démarche d'analyse centrée sur le rôle historique jouée par le catholicisme dans l'élaboration et l'évolution structurelles du nationalisme en tant qu'idéologie globale.

Hormis la question de l'influence du catholicisme dans le processus de modernisation culturelle au Québec, les spécialistes issus de la nouvelle sensibilité ont également abordé des questions longtemps laissées en marge par l'historiographie. C'est notamment le cas de la pensée économique, un champ d'études particulièrement négligé au fil des décennies et qui demande encore à être investi de manière plus systématique par les historiens. À ce sujet, mentionnons le mémoire de Pascale Ryan, *La pensée économique de François-Albert Angers de 1937 à 1960 : la recherche de la troisième voie*, qui traite de certains aspects de la pensée économique de François-Albert Angers<sup>90</sup>. Mentionnons

---

<sup>88</sup> Jules Racine Saint-Jacques, *L'engagement du père Georges-Henri Lévesque dans la modernité canadienne-française, 1932-1962. Contribution à l'histoire intellectuelle du catholicisme et de la modernité au Canada français*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2015, 454 p.

<sup>89</sup> Jean-François Laniel, *Op. Cit.*

<sup>90</sup> Pascale Ryan, *La pensée économique de François-Albert Angers de 1937 à 1960 : la recherche de la troisième voie*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1993, 98 p.

également les travaux de Dominique Foisy-Geoffroy sur la figure d'Esdras Minville, qui analysent les spécificités liées au corporatisme social et au coopératisme et qui nous renseignent, dans une plus large mesure, sur les fondements conceptuels du nationalisme économique<sup>91</sup>. Plus récemment, Christian Belhumeur-Gross a également produit un mémoire abordant la question de la pensée économique des universitaires francophones durant la période de l'entre-deux-guerres<sup>92</sup>. En comparant le modèle francophone au modèle anglophone, ce dernier met en lumière certaines des particularités inhérentes au modèle économique et universitaire canadien-français des années 1920 et 1930 (dominance de la pensée coopératiste et corporatiste, lutte contre les « trusts », méfiance envers l'interventionnisme étatique, etc.). D'ailleurs, le corporatisme et le coopératisme ont engendré quelques publications attestant de leur popularité dans certains milieux du Canada français<sup>93</sup>. Néanmoins, malgré l'apport de ces recherches, la pensée économique demeure aujourd'hui l'un des parents pauvres de l'historiographie québécoise.

Ainsi, pour résumer le projet historiographique des tenants de la nouvelle sensibilité, nous pourrions affirmer que ceux-ci ont cherché à dédramatiser la période de la Grande Noirceur et à relativiser le mythe de la Révolution tranquille<sup>94</sup>. En cela, si ces

---

<sup>91</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Sillery, Éditions Septentrion, 2004, 270 p.

<sup>92</sup> Christian Belhumeur-Gross, *Étude comparative de la pensée économique canadienne-française et canadienne-anglaise durant l'entre-deux-guerres*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2014, 114 p.

<sup>93</sup> Pierre Trépanier, « Quel corporatisme? (1820-1965) », *Les cahiers des Dix*, 49, 1994, p. 159-212; Éric Bouchard, *Op. Cit.*; Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, *Op. Cit.*; Jean-Philippe Warren, « Le corporatisme canadien-français comme "système total". Quatre concepts pour comprendre la popularité d'une doctrine », *Recherches sociographiques*, vol. 45, no. 2, 2004, p. 219-238; Gilles Paquet, « Réflexions iconoscopiques sur la pensée économique au Québec français », *L'Actualité économique*, vol. 76, no. 1, mars 2000, p. 51-66; Jonathan Fournier, « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no 3, 2005, p. 389-414.

<sup>94</sup> Stéphane Kelly, « Introduction » dans Stéphane Kelly (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, p. 1-11.

chercheurs ont mis en lumière les racines d'une modernité culturelle antérieure à la décennie 1960, ils n'ont toutefois pas poussé la réflexion au-delà de la période de la Révolution tranquille. De même, ils ont également omis de prendre en considération les trajectoires individuelles de certaines figures de transition entre deux époques ou deux courants de pensée, ce qui aurait permis de relativiser certaines assomptions liées à l'évolution paradigmatique entre le Canada français et le Québec moderne, notamment d'un point de vue référentiel<sup>95</sup>. À ce sujet, l'historien François-Olivier Dorais soulignait que la nouvelle sensibilité avait engendré un certain inaboutissement de son projet historiographique, et ce, à cause « d'une difficulté à penser dialogiquement l'ordre du religieux et du national, du spirituel et du charnel, voire du Canada français traditionnel et du Québec moderne »<sup>96</sup>. Cette carence suggère la nécessité de penser autrement le paradigme tradition/modernité d'un point de vue intellectuel, par le biais d'une référence canadienne-française persistante au-delà de la « rupture » de 1960, d'où l'intérêt de notre démarche.

Ainsi, ce tour d'horizon de l'historiographie montre bien l'intérêt grandissant qu'affichent les spécialistes à l'égard de l'histoire intellectuelle depuis le début des années 1990. Or, malgré l'apport considérable de ces recherches, l'historiographie demeure relativement muette quant au rôle joué par certaines figures de transition qui font le pont entre différentes tendances idéologiques ou différentes périodes historiques. Le cas de François-Albert Angers est emblématique de ce phénomène historiographique.

---

<sup>95</sup> Jean-François Laniel, *Op. Cit.*, p. 32.

<sup>96</sup> Éric Bédard, Julien Goyette, Marie-Pier Luneau, François-Olivier Dorais et Charles-Philippe Courtois, « Une première biographie de Lionel Groulx. Discussion », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 72, no. 2, automne 2018, p. 111.

### ***1.2.3 Historiographie de François-Albert Angers (1909-2003)***

Il est étonnant de constater à quel point l'historiographie a laissé en plan François-Albert Angers. Différents facteurs peuvent expliquer ce phénomène historiographique. D'abord, l'étendue de son œuvre, qui s'étire sur plus d'un demi-siècle, a pu faire fuir nombre de spécialistes intimidés par une telle activité intellectuelle. Également, l'œuvre multiforme d'Angers, qui recoupe les thèmes de l'économie, de la politique, de la culture et des questions sociales, accentue le degré de difficulté inhérent à son étude. En ce sens, sa pensée n'est pas figée dans le temps et évolue constamment sur une période de cinq décennies, ajoutant à la difficulté de l'analyse. Aussi, Angers est décédé récemment (en 2003), faisant en sorte que l'absence d'une certaine distance historique a pu constituer un frein à la curiosité des spécialistes. Enfin, et c'est là un argument repris par certains spécialistes, Angers a pu être rangé dans la catégorie des « perdants » de la Révolution tranquille<sup>97</sup>. Dû à son affiliation au mouvement traditionaliste, ce dernier semble avoir subi le même procès qu'une majorité de personnalités conservatrices qui, au sortir de la « Grande noirceur », ont été accusées d'être responsables de la situation sociopolitique stagnante du Québec durant la décennie 1950.

Au total, nous avons répertorié seulement trois études portant sur Angers, un chiffre qui illustre sa discrétion dans l'historiographie. La première est celle de John Grube, *Bâtitteur de pays : étude sur le nationalisme au Québec*, parue en 1981<sup>98</sup>. Dans cet ouvrage, l'auteur présente une chronique des engagements militants d'Angers. Intéressant du point de vue factuel, l'ouvrage souffre néanmoins de plusieurs lacunes. D'abord, Grube

---

<sup>97</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Op. Cit.

<sup>98</sup> John Grube, Op. Cit. Mentionnons que Grube est un universitaire ontarien spécialisé en littérature anglaise.

n'est ni historien, ni spécialisé dans l'étude des idéologies, un fait qui transparaît à la lecture de l'ouvrage où une analyse épisodique prend le dessus sur une lecture systémique de la pensée d'Angers. Qui plus est, Grube tend à présenter Angers de manière hagiographique, le ton étant porté vers l'admiration plutôt que vers l'objectivité. Enfin, pour une étude censée être centrée sur le nationalisme, l'analyse de Grube renferme peu d'informations quant aux traits distinctifs du nationalisme d'Angers.

Pascale Ryan a quant à elle consacré un mémoire à la pensée économique d'Angers entre 1937 et 1960<sup>99</sup>. Bien que sommaire, étant donné la forme de l'exercice, Ryan a le mérite de bien circonscrire les influences qui ont structuré la pensée économique d'Angers, en particulier celle de son mentor Esdras Minville. Ryan présente Angers comme un ardent défenseur du corporatisme social et du coopératisme, critique du capitalisme libéral et méfiant à l'égard du keynésianisme. Selon elle, la pensée économique du professeur des HEC était « empreinte d'idéaux catholiques, idéaux qui définissaient l'individu canadien-français dans son essence même » et qui devaient être harmonisés à la recherche de solutions face aux excès du capitalisme<sup>100</sup>. Ryan situe également l'action intellectuelle d'Angers dans la lignée d'Henri Bourassa et de Lionel Groulx, deux figures dont il serait l'héritier spirituel.

Enfin, soulignons le mémoire de maîtrise de Stéphane Saint-Pierre, déposé en 2006 à l'Université de Montréal et dirigé par Pierre Trépanier<sup>101</sup>. L'étude de Saint-Pierre porte sur la dimension catholique de la pensée d'Angers, recontextualisée à partir du cadre de la

---

<sup>99</sup> Pascale Ryan, *La pensée économique de François-Albert Angers de 1937 à 1960 : la recherche de la troisième voie*, *Op. Cit.*

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>101</sup> Stéphane Saint-Pierre, *Op. Cit.*

« nation confessionnelle ». L’auteur y développe l’idée selon laquelle la religion catholique représente le trait culturel dominant de l’identité canadienne-française et que, *de facto*, elle constitue le cadre d’analyse permettant de saisir la pensée d’Angers dans sa globalité. Une thèse intéressante certes, mais trop systématique dans son approche conceptuelle et manquant parfois de nuances dans l’analyse des sources.

Trois études donc, qui brossent un portrait plutôt sommaire de François-Albert Angers et qui s’intéressent exclusivement à la période antérieure à 1960. Toutefois, depuis quelques années, ce dernier semble avoir été pris en considération de manière plus importante au travers de certaines synthèses d’histoire intellectuelle. Xavier Gélinas étudie notamment la figure d’Angers dans le contexte des réseaux conservateurs des années 1950 et 1960, en démontrant que celui-ci occupe une position dominante dans les cercles intellectuels et qu’il constitue un médiateur ayant œuvré au rassemblement des forces nationalistes<sup>102</sup>. Dominique Foisy-Geoffroy étudie également la figure d’Angers, en insistant sur sa pensée politique en harmonie avec les préceptes de la Doctrine sociale de l’Église<sup>103</sup>. Yvan Lamonde, dans le deuxième tome de sa synthèse sur *La modernité au Québec*, s’intéresse lui aussi à Angers par le biais de son opposition aux intellectuels réformistes des années 1950, dont ceux associés à la revue *Cité Libre*<sup>104</sup>.

Malgré ces quelques exemples, la figure d’Angers reste intimement associée au courant traditionaliste et nationaliste de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Rares sont les

---

<sup>102</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, *Op. Cit.*; Xavier Gélinas, « François-Albert Angers », dans Yvan Lamonde et al., *Dictionnaire des intellectuels au Québec*, Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 2017, p. 30-32.

<sup>103</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, *Op. Cit.*

<sup>104</sup> Yvan Lamonde, Yvan Lamonde, *La modernité au Québec. La victoire différée du présent sur le passé, 1939-1965*, *Op. Cit.*

spécialistes qui poussent la réflexion au-delà de ces simples étiquettes, notamment du point de vue des divergences que pouvait présenter Angers par rapport à ses contemporains, lui qui fut d'ailleurs qualifié de « transitionnaliste » par le politologue Léon Dion<sup>105</sup>. Cela est d'autant plus regrettable que la majorité des études ne s'appliquent pas à étudier le parcours d'Angers au-delà de 1960, alors que celui-ci demeure très actif jusqu'aux années 1980, soit plus de deux décennies après le début de la Révolution tranquille!

En ce sens, il est intéressant de prendre en considération les hommages qui sont rendus à Angers durant les dernières années de sa vie et lors de son décès afin de mesurer son impact dans différents milieux. Notons que les principaux hommages à son égard proviennent des milieux économiques et des milieux nationalistes, qui constituent les milieux naturels dans lesquels il s'est investi durant sa vie active. D'emblée, les économistes tendent à le reconnaître comme étant l'un des principaux contributeurs à la professionnalisation de la science économique québécoise ainsi que comme l'un des théoriciens du coopératisme<sup>106</sup>. Ils soulignent également sa contribution multiforme au

---

<sup>105</sup> Léon Dion, *Québec, 1945-2000, tome 2, Les Intellectuels et le temps de Duplessis*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, p. 169. Léon Dion propose une typologie des intellectuels en trois temps. Selon lui, « Les traditionalistes persistent à percevoir la société à travers le prisme des valeurs et des modes anciens de pensée. Les « transitionnalistes » entendent « sauver » les valeurs et les modes de pensée anciens tout en reconnaissant l'ampleur de l'évolution socio-économique et en adaptant la terminologie, sinon l'esprit, des disciplines sociales. Les modernistes recherchent dans les sciences sociales les méthodes et les formules permettant d'accorder la société aux exigences des conditions de leur temps ». Il ajoute même que « [les transitionnalistes] ont pour chef de file Esdras Minville et François-Albert Angers »; ils « perçoivent mieux l'évolution au sein de la société civile » que les traditionalistes; ils « l'approuvent ou la condamnent selon qu'elle leur paraît raffermir ou affaiblir les valeurs traditionnelles auxquelles ils adhèrent ». En ce sens, il est à noter que l'usage du terme « transitionnaliste » n'a pas fait école depuis son utilisation par Dion en 1993. À ce sujet, Pierre Trépanier exprimait le fait que « En réalité, le transitionnalisme n'est ni une doctrine, ni une position intellectuelle; c'est un mur mitoyen entre le traditionalisme et le modernisme, entre la droite et la gauche » et que « les « transitionnalistes » sont en fait des traditionalistes. Rien ne permet de les distinguer, ni leur attitude face aux réformes, que les uns et les autres peuvent accepter en fonction du jugement qu'ils portent sur elles, ni le critère sur lequel ils basent ce jugement, c'est-à-dire la tradition ». À voir dans Pierre Trépanier, « Esdras Minville et le traditionalisme canadien-français », *Op. Cit.*, p. 290.

<sup>106</sup> Bernard Bonin, « La coopération: hommage à François-Albert Angers », *L'Actualité économique*, vol. 57, no. 3, juillet-septembre 1981, p. 287-342; École des Hautes Études commerciales, *Dans la série « Coopérateurs pionniers » Premier entretien avec François-Albert Angers*, Montréal, École des Hautes

rayonnement des HEC et sa remarquable synthèse de l'enseignement universitaire. Du côté des milieux nationalistes, trois éléments principaux sont mis de l'avant : son engagement intensif dans le milieu nationaliste (surtout la défense de la langue française), son apport intellectuel à la cause de l'indépendance et sa volonté de maintenir un front commun au sein des forces nationalistes<sup>107</sup>. À son décès en 2003, nombreuses sont les personnalités qui lui rendent hommage, notamment dans les pages du *Devoir*<sup>108</sup>. À cet occasion, l'historien Jean-François Nadeau tira d'ailleurs un témoignage éclairant du parcours d'Angers :

---

Études Commerciales, 1992, 46 p.; École des Hautes Études commerciales, *Dans la série « Coopérateurs pionniers » Deuxième entretien avec François-Albert Angers*, Montréal, École des Hautes Études Commerciales, 1992, 42 p.; Ruth Dupré et al., « D'une revue d'affaires à une revue d'économique : 75 ans dans la vie de *L'Actualité économique* », *L'Actualité économique*, vol. 76, no. 1, mars 2000, p. 9-36; Pierre Fortin, « Les étapes de la science économique au Québec : Démarrage, construction et maturité », *L'Actualité économique*, vol. 76, no. 1, mars 2000, p. 67-73; Pierre Harvey, *Histoire de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal. Tome II: 1926-1970*, Montréal, Éditions Québec-Amérique et Presses HEC, 2002, 353 p.; Gilles Paquet, « Réflexions iconoscopiques sur la pensée économique au Québec français », *L'Actualité économique*, vol. 76, no. 1, mars 2000, p. 51-66; Gilles Paquet, *La pensée économique au Québec français: Témoignages et perspectives*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1989, 324 p.

<sup>107</sup> « M. François-Albert Angers précise les conditions d'une action commune », *Les Cahiers de la Nouvelle-France*, no. 5 (janvier-mars 1958), p. 7-9; Richard Arès, « L'homme du mois: François-Albert Angers », *Commerce*, vol. 67, no. 8, mars 1965, p. 60-66; Roger Brien, « François-Albert Angers: un grand Canadien-français », *Revue Nouvelle France*, no. 2, mars-juin 1962, p. 222-223; Léon Courville, « François-Albert Angers reçoit le prix Léon-Gérin », *Le Devoir*, 1er décembre 1980, p. 54-59; John Grube, « Conférence de Presse: Bâtisseur d'un pays », *L'Action nationale*, vol. 70, no. 9, mai 1981, p. 737-752; Jean-Marc Léger, « François-Albert Angers, l'économiste et le combattant », *Op. Cit.*; Jean-Marc Léger, « Témoignages », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XXe siècle*, no. 5, printemps 1996, p. 84-96; Delmas Lévesque, « François-Albert Angers, un authentique grand homme », *L'Action nationale*, vol. 82, no. 4, avril 1992, p. 423-428.

<sup>108</sup> Geneviève Otis-Dionne, « François-Albert Angers (1909-2003) – Le Québec perd un défenseur de la nation, *Le Devoir*, 15 juillet 2003, [en ligne] <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/31838/francois-albert-angers-1909-2003-le-quebec-perd-un-defenseur-de-la-nation>, page consultée le 21 février 2017; « Souverainistes et économistes rendent un dernier hommage à F-A. Angers, *Le Devoir*, 19 juillet 2003, [en ligne] <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/32163/souverainistes-et-economistes-rendent-un-dernier-hommage-a-f-a-angers>, page consultée le 21 février 2017; Jean-Luc Gouin, « Mort de François-Albert Angers : un ancêtre est né », *Le Devoir*, 22 juillet 2003, [en ligne] <http://www.ledevoir.com/non-classe/32303/lettres-mort-de-francois-albert-angers-un-ancetre-est-ne>, page consultée le 21 février 2017; Jean-François Nadeau, « Perspectives : le pays d'Angers », *Le Devoir*, 16 juillet 2003, [en ligne] <http://www.ledevoir.com/non-classe/31921/perspectives-le-pays-d-angers>, page consultée le 21 février 2017; Alec Castonguay, « Décès de François-Albert Angers – Landry salue l'indépendantiste convaincu », *Le Devoir*, 16 juillet 2003, [en ligne] <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/31914/deces-de-francois-albert-angers-landry-salue-l-independantiste-convaincu>, page consultée le 21 février 2017.



Angers fut de tous les combats qu'une génération de nationalistes entreprit à compter de l'entre-deux-guerres : campagne autonomiste, appuis à des œuvres socioéconomiques, refus de la conscription pour service outremer, efforts pour le développement de l'éducation et l'assainissement de la vie politique, combats pour l'affirmation du français, notamment à Montréal. Il fut aussi de toutes les luttes constitutionnelles. Avec le temps, il avait fini par penser que, devant les refus répétés d'Ottawa de reconnaître le Québec, l'indépendance était essentielle, incontournable. À sa façon, selon les ressorts d'un milieu catholique qui fut le sien, Angers voulut participer à un effort sincère pour rendre consciente la société canadienne-française. Plutôt méconnu des siens, Angers l'était parfaitement au Canada anglais.<sup>109</sup>

Par cette citation, Nadeau mettait ainsi en lumière l'une des conclusions de notre bilan historiographique, soit l'absence relative d'Angers dans l'historiographie et dans la mémoire collective québécoise. En ce sens, nous pourrions relier le cas d'Angers au courant traditionaliste qui fut, jusqu'à une époque récente, négligé par les spécialistes québécois. En somme, il reste encore bien des pistes de recherche à explorer afin de mieux cerner cette page de l'histoire intellectuelle du Québec, d'où l'intérêt de notre étude.

### **1.3 Problématique et hypothèses de recherche**

Notre démarche de recherche vise à analyser l'influence soutenue de François-Albert Angers dans les réseaux intellectuels canadiens-français entre les décennies 1930 et 1980, mais aussi à comprendre dans quelle mesure il contribua, par le biais du rayonnement de ses idées, à la transformation du discours traditionaliste et nationaliste avant, pendant et après la période de la Révolution tranquille.

Notre problématique est organisée autour de deux axes principaux. Le premier axe vise à étudier le parcours intellectuel et militant d'Angers. Nous y étudions sa pensée socioéconomique, sociopolitique et identico-culturelle et son évolution dans le temps, et

---

<sup>109</sup> Jean-François Nadeau, *Op. Cit.*

ce, à partir des grands débats auxquels il fut associé<sup>110</sup>. Nous analysons également l'architecture idéologique de son système de pensée, la hiérarchisation des valeurs lui étant associée et les racines de son engagement intellectuel. Enfin, nous explorons les institutions et les milieux dans lesquels il s'investit durant l'époque étudiée, en prenant en considération les relations qu'il tisse avec les membres de ces réseaux et en mesurant le degré d'influence dont il dispose au sein de ceux-ci.

Le deuxième axe constitue en soi une extrapolation du cas de figure d'Angers, puisqu'à travers sa pensée et son action, nous étudions certains thèmes spécifiques tels que les mutations du traditionalisme canadien-français entre les années 1930 et les années 1980, l'applicabilité de la thèse de la rupture (années 1960) dans une perspective intellectuelle, le passage d'un nationalisme culturel canadien-français à un nationalisme politique québécois, l'influence des intellectuels sur le monde politique et la société civile, les fondements idéologiques du conservatisme fiscal ainsi que les origines de la modernité scientifique et intellectuelle au Québec durant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Par cette approche, centrée à la fois sur l'étude d'une figure emblématique et d'un mouvement idéologique, nous espérons mettre en valeur le rôle des figures de transition dans l'histoire intellectuelle, dont celui des « rebelles traditionalistes » qui, à l'orée de la Révolution tranquille, participent activement à la vie des idées au Québec

L'hypothèse que nous soutenons en regard de cette problématique est la suivante : François-Albert Angers est à l'origine d'une modernisation scientifique, notamment dans le domaine de la science économique, qui préfigure son engagement intellectuel. Ainsi,

---

<sup>110</sup> Des thèmes spécifiques seront étudiés au travers de ces trois schèmes. Ceux-ci sont détaillés au début de chaque chapitre de la thèse.

c'est d'abord en tant qu'intellectuel « par fonction », expert-spécialiste en économie, qu'il prend part aux débats publics et qu'il s'investit dans différents milieux institutionnels. Très rapidement, toutefois, son système de valeurs et ses convictions traditionalistes et nationalistes l'amènent à jouer le rôle d'intellectuel « par vocation », qu'il identifie comme un devoir d'engagement envers les membres de sa collectivité. Se sont d'ailleurs ses idées traditionalistes qui orienteront ses collaborations au sein de différents réseaux ainsi que ses prises de positions dans les grands débats auxquels il participera durant sa vie intellectuelle active : campagne contre la conscription, campagnes de sensibilisation en faveur du coopératisme, lutte contre la centralisation fédérale, opposition aux politiques réformistes du gouvernement libéral de Jean Lesage, campagnes pour la défense du fait français, lutte pour l'indépendance du Québec.

Néanmoins, le type d'engagement intellectuel pratiqué par Angers ne suffit pas à expliquer la longévité de sa présence et son influence dans les milieux intellectuels, militants et institutionnels. En ce sens, nous estimons que c'est le capital social et symbolique qu'accumule Angers au fil de son parcours, couplé à un solide sens des convictions et à une agilité d'esprit remarquable, qui lui permet de demeurer un critique lucide des transformations qui restructurent la société québécoise durant sa vie intellectuelle active, soit des années 1930 aux années 1980. Dans cette optique, Angers peut être considéré comme étant un acteur-clé dans la survivance du traditionalisme au-delà de la décennie 1960. C'est dans cette perspective que ce dernier peut être considéré, à juste titre, comme un « rebelle traditionaliste ». Nous pensons également qu'Angers, en tant que figure de proue du mouvement nationaliste, a joué un rôle de premier plan dans le passage intellectuel d'un nationalisme d'ordre culturel – autonomiste – à un nationalisme

d'ordre politique – indépendantiste –, symbolique de l'évolution de la culture politique au Québec dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Ainsi, pour le résumer simplement, la pensée de François-Albert Angers constitue un prisme à travers lequel il est possible de suivre l'évolution de la société québécoise sur une période mouvementée d'un demi-siècle, et ce, du point de vue d'un traditionaliste qui a survécu au souffle de la Révolution tranquille.

À cette étape-ci, il convient aussi de circonscrire les balises temporelles inhérentes à notre démarche de recherche. Mentionnons que la période étudiée s'étend de 1937, moment où Angers s'investit pour la première fois dans un milieu intellectuel (*L'Action nationale*), jusqu'au début des années 1980, époque durant laquelle il se retire de la vie intellectuelle active. Il est évident que sur une période d'un demi-siècle, l'activité militante et intellectuelle d'Angers a varié de manière significative. S'il se révèle actif à la fin des années 1930 et durant les années 1940, c'est néanmoins durant les décennies 1950 et 1960 que son niveau d'engagement se révèle le plus élevé. À partir du milieu des années 1970, il ralentit la cadence, au même moment où il prend sa retraite des HEC. À partir des années 1980, il devient essentiellement observateur et cède le pas à la nouvelle génération.

Malgré notre volonté d'effectuer une biographie intellectuelle la plus complète possible, force est d'admettre que certaines pistes de recherche ne sont pas couvertes par notre démarche. Ainsi, bien que nous abordions cette question, nous n'étudions pas en profondeur le rôle de professeur et de directeur d'étude qu'a occupé Angers au cours de sa carrière aux HEC. Nous ne comparons pas non plus explicitement sa trajectoire intellectuelle avec celles de ses contemporains, ce qui constituerait une piste de recherche intéressante pour de futures recherches. Enfin, nous n'étudions pas l'implication administrative d'Angers dans des organisations qui ne sont pas orientées vers l'action

intellectuelle et/ou politique, afin d'éviter d'être submergé par une masse d'informations qui n'apporterait finalement pas de grands bénéfices à notre problématique de recherche.

#### **1.4 Cadre d'analyse**

Notre projet de recherche s'inscrit dans le cadre de l'histoire intellectuelle et tire profit de l'histoire sociale des idées, telle que pratiquée par Yvan Lamonde, ainsi que de l'histoire des intellectuels, telle que développée par Jean-François-Sirinelli<sup>111</sup>. D'ailleurs, il importe de clarifier ici notre approche analytique composée de deux trames en interaction : la première vise à explorer les différents contextes réseautiques (organisations militantes, milieux intellectuels et institutionnels) dans lesquels s'engage Angers durant sa vie active, entre les années 1930 et 1980, et de mesurer à la fois son influence et ses liens avec les différents acteurs de ces réseaux ; la deuxième porte sur l'évolution de sa pensée en lien avec les thématiques abordées dans notre problématique. En ce sens, l'utilisation du cadre de la biographie historique nous apparaît comme étant le mieux adapté afin de suivre sur le long terme le parcours militant ainsi que l'évolution idéologique d'un intellectuel. En somme, les différents concepts et notions présentés ci-après nous servent à mieux saisir la complexité du personnage qu'est François-Albert Angers.

#### ***Intellectuel***

Le concept d'intellectuel est intimement lié à l'imaginaire français, lieu de naissance de l'intellectuel public tel que nous le connaissons depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle. L'intellectuel jouant en France un rôle social historiquement important, nombre de spécialistes de l'Hexagone ont tenté d'en définir les contours théoriques. Par exemple,

---

<sup>111</sup> Dans ce contexte, nous nous intéressons à la fois aux idées de François-Albert Angers (tradition intellectuelle, type de discours, influence du contexte social, économique et politique), mais aussi aux milieux et aux réseaux au sein desquels celui-ci s'est inscrit et a évolué durant la période étudiée.

l'historien Pascal Ory définit l'intellectuel comme étant « un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique, producteur ou consommateur d'idéologie [...] il s'agira d'un statut [...] transcendé par la volonté individuelle [...] et tourné vers un usage collectif »<sup>112</sup>. La notion d'engagement envers la collectivité est ici centrale afin de comprendre les motivations des intellectuels à s'engager dans les débats civiques. Le sociologue Pierre Bourdieu insiste d'ailleurs sur la dimension collective de l'action intellectuelle, centrale dans l'engagement dans les débats civiques :

Toute la pensée politique critique [...] ne peut pas être l'œuvre d'un seul maître à penser livré aux seules ressources de sa pensée singulière, ou porte-parole autorisé par un groupe ou une institution pour porter la parole supposée des gens sans paroles. C'est là que l'intellectuel collectif peut jouer son rôle, irremplaçable, en contribuant à créer les conditions sociales d'une production collective d'utopies réalistes.<sup>113</sup>

Cette conception bourdieusienne du rôle de l'intellectuel est évocatrice de l'importance portée au principe du service à la collectivité. Plus largement, l'intellectuel joue un rôle précurseur, définit par la création des conditions sociales qui préfigure l'avènement d'un nouveau modèle de société donnée. L'intellectuel sensibilise et informe sa collectivité, tout en lui faisant prendre conscience des avenues possibles liées à son développement futur. Le caractère public de son engagement ainsi que son inscription dans les débats de la cité constituent d'autres éléments fondamentaux afin de comprendre la dimension collective du rôle de l'intellectuel. À cela, l'historien René Rémond ajoute :

Impuissante à renverser dans l'instant un entraînement, [l'influence des intellectuels] prépare les choix à long terme par une imprégnation lente. Surtout, les intellectuels concourent, par leurs interventions, leurs écrits, leurs

---

<sup>112</sup> Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1986, p. 10.

<sup>113</sup> Pierre Bourdieu, *Contre-Feux 2 : pour un mouvement social européen*, Paris, Raisons d'agir, 2001, p. 36.

positions, à clarifier les débats, à formuler les problèmes du moment en termes généraux: ils en dégagent la portée générale.<sup>114</sup>

Les intellectuels effectuent ainsi un travail de fond sur la conscience collective, visant à l'amener vers une « utopie réaliste »<sup>115</sup>.

La figure de l'intellectuel au Québec, bien qu'elle ressemble à celle observée du côté de la France, comporte néanmoins des spécificités distinctes. Notamment, on notera l'arrivée tardive des intellectuels dans la vie culturelle canadienne-française, l'importance du catholicisme comme élément structurant des réseaux intellectuels jusqu'à la Révolution tranquille ainsi que la prégnance de la question nationale dans les débats d'idées. À ce chapitre, le nationalisme constitue l'une des composantes essentielles de la structuration idéologique des milieux intellectuels depuis au moins le 19<sup>e</sup> siècle, chaque génération de penseurs ayant eu à se prononcer sur cet enjeu. Le statut des intellectuels québécois a également longtemps été marqué par une certaine faiblesse du point de vue de leur capital symbolique, comme en fait foi la faible répercussion de leurs discours dans l'espace public (jusqu'au milieu du 20<sup>e</sup> siècle). Cette précarité sociale a d'ailleurs été décrite par certains des grands penseurs québécois du siècle dernier. Par exemple, au terme de sa vie, Fernand Dumont affirmait dans ses mémoires que le rôle de l'intellectuel dans la Cité québécoise, bien qu'essentiel, était marqué par la précarité de son statut. Le sociologue de l'Université Laval considérait que « même si on a beaucoup écrit, on ne laisse que les débris d'un édifice imaginaire »<sup>116</sup> et que « depuis toujours, on ne mène pas une vie intellectuelle au Québec

---

<sup>114</sup> René Rémond, « Les intellectuels et la politique », *Revue française de science politique*, vol. 9, no. 4, décembre 1959, p. 880.

<sup>115</sup> Pierre Bourdieu, *Contre-Feux 2 : pour un mouvement social européen*, *Op. Cit.*, p. 36-37.

<sup>116</sup> Fernand Dumont, *Récit d'une émigration*, *Op. Cit.*, p. 249.

en poursuivant seulement des objectifs semblables à ceux qui retiennent les grandes cultures; il faut aussi s'interroger sur les fragiles assises de son travail, sur une appartenance incertaine »<sup>117</sup>. Longtemps confinée aux marges des revues d'idées et d'essais, la vie intellectuelle au Québec est également marquée par certaines difficultés systémiques persistantes dans le temps : querelles intestines et « guerres de chapelles », tensions générationnelles, méfiance de la population et du monde politique, tensions entre le monde académique et les milieux militants, manque de ressources matérielles et financières, etc.<sup>118</sup>

Malgré ces différences, l'historien Yvan Lamonde affirme que l'intellectuel québécois partage de nombreuses caractéristiques communes à « l'intellectuel universel » :

Il intervient publiquement, selon l'état et le développement de l'espace public, de façon intense et fréquente. Il intervient sur une question ou des questions d'intérêt civique et politique (société civile), à propos d'enjeux collectivement significatifs. Il promeut, défend et incarne la liberté de parole contre différents pouvoirs et structures organisationnelles (la politique partisane, le pouvoir temporel de l'Église, les autorités coloniales, l'État, les idéologies). Il laisse des traces écrites servant à l'identifier et à le suivre.<sup>119</sup>

Enfin, nous estimons qu'une réflexion sur les types d'intellectuels est nécessaire pour bien cadrer les structures théoriques de notre étude, deux conceptions étant au cœur de celle-ci. La première est celle de l'intellectuel par fonction, définie comme étant :

L'état d'intellectuel fondé sur l'appartenance à certaines professions dans lesquelles prédomine le travail intellectuel, exigeant en général une longue formation et l'acquisition d'une expertise. Il s'agit donc là d'un groupe assez nombreux dans nos sociétés développées où l'expertise est une denrée très recherchée, un groupe comprenant par exemple des chercheurs de tous les domaines, des professeurs, des journalistes, des artistes, des hauts

---

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 127.

<sup>118</sup> Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2006, p. 4-8.

<sup>119</sup> Yvan Lamonde *et al.*, *Dictionnaire des intellectuel.les au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2017, p. 14.



fonctionnaires, des administrateurs de haut rang du secteur privé, etc. L'intellectuel ainsi compris est qualifié d'« intellectuel par fonction ».<sup>120</sup>

En ce sens, l'intellectuel par fonction est un individu qui accomplit une tâche de nature intellectuelle, en rapport avec une expertise dans un domaine donné. Toutefois, ce type d'intellectuel est dénué – en totalité ou en partie – de tout sens d'engagement, entendu ici comme étant une prise de parole publique et revendicatrice. L'intellectuel par fonction est avant tout un spécialiste dans une fonction donnée, ce qui lui confère le capital symbolique nécessaire à la réalisation de son travail et à son rayonnement. Cette définition correspond en grande partie au rôle joué par François-Albert Angers au début de sa carrière d'économiste, qui préfigure son engagement dans différents réseaux institutionnels.

Un autre type d'intellectuel correspond à la conception traditionnelle héritée du modèle français : l'intellectuel par vocation. Contrairement à l'intellectuel par fonction, l'intellectuel par vocation se caractérise par son engagement volontaire et éclairé dans la sphère civique, fondé sur une légitimité culturelle. Selon Dominique Foisy-Geoffroy, c'est cette légitimité qui amène l'intellectuel à :

Proposer à ses concitoyens telle orientation pour la politique de la cité au nom d'un savoir, d'une vision du monde qu'il croit juste, d'une connaissance dont il est dépositaire et que lui a léguée sa formation intellectuelle et qu'un instinct missionnaire le pousse à partager publiquement, d'où l'idée de vocation.<sup>121</sup>

L'intellectuel par vocation s'inscrit dans cette logique d'engagement qui « réside non seulement dans le capital symbolique engagé, le caractère public de l'engagement et son

---

<sup>120</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, Op. Cit., p. 43.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 44.

inscription dans une polémique, mais aussi dans sa constance »<sup>122</sup>. Cette forme d'engagement traduit parfaitement celle pratiquée par Angers durant la majeure partie de sa vie intellectuelle, lui qui justifiait son « action nationale » par une volonté d'assurer la perpétuation des traditions culturelles et nationales du Canada français à travers le temps.

### ***Traditionalisme***

Selon nous, le traditionalisme est ce qui définit le mieux le système de pensée de François-Albert Angers. Afin de brosser un portrait clair de ce qu'est le traditionalisme canadien-français du 20<sup>e</sup> siècle, nous avons choisi d'en définir l'idéal type – dans une optique wébérienne – en présentant les éléments fondamentaux de ce système de pensée.

Mais en quoi consiste donc le traditionalisme? Pierre Trépanier associe ce courant de pensée à un « système doctrinaire », issu des courants catholiques ultramontains français du 19<sup>e</sup> siècle et remodelé selon le contexte canadien-français<sup>123</sup>. Trépanier insiste néanmoins sur le fait que « chaque expérience nationale produit un type particulier de traditionalisme », que chaque nation possède une tradition particulière en elle-même, tradition unique et distincte qui varie d'un modèle national à un autre<sup>124</sup>. En fait, il existe certaines similitudes entre le modèle traditionaliste canadien-français et les modèles

---

<sup>122</sup> Jules Racine Saint-Jacques, *Op. Cit.*, p. 32

<sup>123</sup> Pierre Trépanier, « Qu'est-ce que le traditionalisme ? », *Op. Cit.*, p. 3-7.

<sup>124</sup> Pierre Trépanier, « Esdras Minville et le traditionalisme canadien-français », *Op. Cit.*, p. 290-291.

américains<sup>125</sup> et français<sup>126</sup>. Xavier Gélinas avance pour sa part que le traditionalisme constitue à la fois une sensibilité et un système de pensée organisé selon une architecture composée de valeurs spécifiques, notamment la croyance en un ordre divin supérieur et à un ordre naturel des choses, la croyance au fait que l'homme est foncièrement imparfait, qu'il ne naît ni libre et ni égal à ses semblables, d'où un besoin d'harmonie, d'autorité, de classes dirigeantes (élites) dont le devoir est d'éclairer le développement de la société. Plus

---

<sup>125</sup> Aux États-Unis, Russell Kirk est l'une des figures marquantes du conservatisme traditionaliste au 20<sup>e</sup> siècle. Dans son ouvrage *The Conservative Mind: From Burke to Santayana*, il définit sa pensée conservatrice dans un programme représenté selon six « canons » principaux : la croyance en un ordre transcendant appelé à régir la société ainsi que la conscience; un attachement envers la variété luxuriante et le mystère de l'existence humaine; la conviction qu'une société civilisée exige des ordres et des classes; la certitude que la liberté et la propriété sont étroitement liées, qu'avec l'abolition de la propriété privée, on se retrouverait dans l'antré du Léviathan; la méfiance envers les sophistes, les calculateurs et les économistes qui désirent reconstruire la société sur des conceptions abstraites; la prise de conscience que le changement peut ne pas être salutaire. Russell Kirk, *The Conservative Mind: From Burke to Santayana*, Chicago, H. Regnery Co., 1953, 458 p. Évidemment, le modèle traditionaliste canadien-français diverge sur certains points lorsqu'il est comparé au modèle de Kirk, notamment en vertu de l'importance accordée par ce dernier à la notion de classe sociale, de propriété privée et de liberté qui, en somme, renvoient à une conception républicaine classique. Néanmoins, les modèles canadiens-français et américains se recoupent sur les questions liées à l'existence d'un ordre transcendant, aux refus d'une société égalitaire et uniformisée ainsi qu'en lien avec la méfiance affichée à l'égard d'une modernité tous azimuts. À ce sujet, on consultera avec intérêt le texte suivant : François-Emmanuel Boucher, « Argumenter la décadence au 21<sup>e</sup> siècle : Égards et la Révolution tranquille » dans Marie-Christine Weidmann Koop (dir.), *Le Québec à l'aube du nouveau millénaire. Entre tradition et modernité*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 78-87.

<sup>126</sup> En France, le modèle traditionaliste dominant au 20<sup>e</sup> siècle est celui développé par Charles Maurras, qui aura une grande influence au Québec durant les années 1910 et 1920. Le maurrassisme, représenté par le mouvement l'Action française, se caractérisait par une idéologie marquée par un « attachement réfléchi à la tradition » et par un nationalisme « intégral » d'ordre culturel, dont le *leitmotiv* était la défense de la langue française, de la religion catholique (mais pas du cléricalisme), de la famille et d'un mode de vie paysan et rural qui s'oppose à la modernité représentée par l'urbanisation et l'industrialisation. Une conception esthétique maurassienne accompagnait également cette idéologie, d'où l'importance accordée à l'héritage latin, à idéalisation de la France d'ancien régime et au système monarchiste. L'Action française se caractérisait aussi par son modèle de « ligue intellectuelle », représenté par la mise en place de plateformes de diffusion et de moyens d'action concrets (publications, maison d'édition, sections locales, etc.) Loin d'être une philosophie du *statu quo*, le traditionalisme maurassien se concevait comme étant une philosophie critique, voire une doctrine, qui ne s'enfermait pas nécessairement dans une vision passéiste du monde, mais qui ne cédait pas non plus aux aléas de la modernité. Pour plus de détails sur le maurrassisme, on consultera les études suivantes : Stéphane Giocanti, Axel Tisserand *et al.*, *Charles Maurras*, Paris, L'Herme, 2011, 391 p.; Bruno Goyet, *Charles Maurras*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 306 p.; Olivier Dard, *Charles Maurras. Le Maître et l'action*, Paris, Armand Colin, 2013, 352 p.; Stéphane Giocanti, *Maurras. Le chaos et l'ordre*, Paris, Flammarion, 2006, 582 p.; François Huguenin, *A l'école de l'Action française : un siècle de vie intellectuelle*, Paris, J.-C. Lattès, 1998, 637 p.

important encore, le traditionalisme privilégie « l'enracinement au détriment de l'aventure, la tradition plutôt que la table rase du passé »<sup>127</sup>.

Cette sensibilité est cependant couplée à des valeurs culturelles fondamentales. Ainsi, le traditionalisme canadien-français se caractérise par son attachement à la religion catholique, guide de l'action temporelle via une croyance en un ordre spirituel supérieur, et reconnaît l'autorité de l'Église et de la papauté, symbolisé au travers de la Doctrine sociale de l'Église. Le traditionalisme accorde également une importance primordiale à la structure familiale, qui « recrée la société idéalisée, à l'échelle réduite, avec une hiérarchie de compétences et de droits entre les parents et les enfants, le principe autoritaire incarné par le père, le caractère pacifiant de la mère, la transmission du patrimoine et des valeurs »<sup>128</sup>. Notons aussi l'importance accordée à la pérennité de la langue française, considérée comme un véhicule de transmission et de diffusion de la culture canadienne-française. Le territoire laurentien, vu comme le « foyer national » du Canada français, est également intégré à l'imaginaire traditionaliste, tout comme l'environnement rural, considéré comme la « forteresse de la nation », imperméable aux influences américaines et protectrice des idéaux ancestraux.

Certains thèmes, axés sur les aspects sociopolitiques et économiques de la vie en société, sont également au cœur des fondements conceptuels de la pensée traditionaliste. Pensons notamment à la critique du capitalisme libéral outrancier, de la centralisation et de la concentration des pouvoirs – la lutte contre les *trusts* – dans son sens large. En cela, et en respect avec la Doctrine sociale de l'Église, le traditionalisme canadien-français est

---

<sup>127</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, Op. Cit., p. 24.

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 33.

naturellement porté vers le principe de la subsidiarité puisque « l'État doit à la fois respecter l'action libre. Dans leur domaine, des personnes et des regroupements inférieurs [...] et leur venir en aide dans l'accomplissement de leurs responsabilités. Bref, les aider et les soutenir, sans jamais se substituer à eux »<sup>129</sup>. D'ailleurs, le Programme de restauration sociale de 1933 constitue un document précieux afin de comprendre les orientations sociopolitiques privilégiées par cette famille idéologique<sup>130</sup>. Ce programme montre l'ouverture des traditionalistes face à l'interventionnisme étatique, au travers de la gestion efficace de l'État, de la mise en place d'un syndicalisme confessionnel catholique, d'une organisation professionnelle régie par le principe du corporatisme ainsi que par une conversion du capitalisme libéral vers un modèle de coopératisme plus humain<sup>131</sup>. Ce modèle de corporatisme social se veut ainsi en harmonie avec la démocratie parlementaire héritée du Régime britannique.

Cela dit, l'un des aspects négligés par l'historiographie par rapport à la conceptualisation du traditionalisme est son rapport aux rôles genrés. La plupart des traditionalistes se posent en défenseurs du *statu quo* en matière des rôles sociaux associés à l'homme et à la femme. Il n'est d'ailleurs pas exagéré d'affirmer que le traditionalisme peut être interprété comme étant une pensée foncièrement patriarcale, du fait de la hiérarchie de genre qui délimite les fonctions sociales de la femme essentiellement à son rôle de mère et de « reine du foyer ». Xavier Gélinas a bien résumé la pensée dominante des traditionalistes à l'égard de la question de l'égalité homme/femme : « pourquoi viser

---

<sup>129</sup> Pierre Trépanier, « Qu'est-ce que le traditionalisme? », *Op. Cit.*, p. 40.

<sup>130</sup> Jean-Claude St-Amant, « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique 1911-1949 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, no. 2, septembre 1978, p. 203-228.

<sup>131</sup> Trépanier, « Qu'est-ce que le traditionalisme? », *Op. Cit.*, 39-41.

une impossible égalité, lorsque existe déjà une heureuse complémentarité ? »<sup>132</sup>. Malgré le fait que les écrits des traditionalistes portent rarement sur la question du genre, il faudrait être aveugle pour ne pas en saisir la portée symbolique. Cela est d'autant vrai lorsque l'on considère les travaux de l'historienne américaine Joan Scott, pour qui l'absence relative de références à la question du genre dans les systèmes idéologiques historiques ne signifie pas pour autant l'absence de sens lié à la question des rapports de pouvoirs du point de vue des rôles sociaux entre les hommes et les femmes :

Souvent, l'accent mis sur le genre n'est pas explicite mais il n'en est pas moins une dimension décisive de l'organisation de l'égalité et de l'inégalité. Les structures hiérarchiques reposent sur des perceptions généralisées du rapport prétendu naturel entre masculin et féminin.<sup>133</sup>

Dans le cas qui nous concerne, un pan important du militantisme d'Angers peut être interprété comme une défense du *statu quo* en matière des rôles sociaux des femmes, cela dans un siècle traversé par le féminisme. Angers consacrera de nombreux articles à des sujets liés directement à la critique de l'autonomisation des femmes entre les années 1930 et 1980 : le travail des mères pendant la guerre; les allocations familiales versées à la mère; l'accès à la contraception et le déclin de la natalité; l'accès des femmes aux études universitaires, etc. En somme, pour les intellectuels traditionalistes, « l'imposition par les lois ou les mœurs, d'une égalité aveugle entre hommes et femmes engendrerait des problèmes insolubles »<sup>134</sup>. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que ces derniers se soient farouchement opposés aux propositions des féministes des années 1960, issues notamment

---

<sup>132</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 212.

<sup>133</sup> Joan Scott, « Genre : Une catégorie utile d'analyse historique », Les Cahiers du GRIF, no. 37-38, [1986] 1988, p. 143 et 146.

<sup>134</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 213.

de la Fédération des femmes du Québec<sup>135</sup>. Résumé simplement, le modèle idéal de la femme pour un traditionaliste est celui de la mère, reine du foyer et gardienne des traditions.

Enfin, il est important d'aborder la question du « rapport à l'Autre » entretenu par les traditionalistes, sujet délicat s'il en est un. En fait, les penseurs traditionalistes ont parfois été accusés d'être racistes, xénophobes, voire antisémites, étant donné leur relation ambivalente aux « éléments étrangers » à la collectivité canadienne-française<sup>136</sup>. Cette citation de Lionel Groulx constitue d'ailleurs un document éclairant à cet égard :

Dans tout être, il y a une forme qui préside au progrès. Un être ne se réalise, ne parcourt la série de ses développements que conformément au plan, à l'idéal de cette forme immanente. Altérer cette forme éternelle, c'est la détruire, et c'est alors en bouleversant les lois de la vie, condamner un être à la disparition. De même aussi un peuple ne peut laisser entrer dans sa vie un élément ethnique inassimilable, pas plus qu'un corps vivant ne peut sans se détruire absorber un élément qui garderait son autonomie ontologique.<sup>137</sup>

Issue d'une perspective nationaliste et organiciste, qui entrevoit une collectivité nationale tel un être vivant, cette conception doit fondamentalement être juxtaposée au principe de la survivance, qui est intrinsèque au statut précaire du Canada français entre les années 1840 et 1960<sup>138</sup>. Le nationalisme défensif prôné par Groulx, et incidemment par une grande partie des traditionalistes, ne doit pas se comprendre à partir d'un cadre interprétatif raciste,

---

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> Esther Delisle, *Le traître et le Juif : Lionel Groulx, Le Devoir, et le délire du nationalisme d'extrême droite dans la province de Québec 1929-1939*, Outremont, Éditions l'Étincelle, 1992, 284 p. Mentionnons toutefois que la thèse de Delisle fut très critiquée étant donné le manque de rigueur de l'auteure dans son analyse de l'idéologie nationaliste des années 1930. À ce sujet, voir Mathieu Pontbriand, « L'affaire Delisle. Champ universitaire et scoop médiatique », dans Martin Pâquet *et Al.*, *Faute et réparation au Canada et au Québec contemporains : études historiques*, Québec, Éditions Nota Bene, 2006, p. 187-224.

<sup>137</sup> Lionel Groulx, « Après le collège. Notes », [1912-1913], Archives du Centre de recherche Lionel Groulx, Fonds Lionel Groulx, cahier 10-31, p. 33.

<sup>138</sup> Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, *Op. Cit.*, p. 22.

mais plutôt à partir d'une sensibilité qui promeut la survivance de la collectivité francophone au sein de l'ensemble continental nord-américain anglo-saxon<sup>139</sup>. Évidemment, il peut être difficile d'établir une distinction entre ces deux interprétations, mais c'est dans cette optique qu'il faut se réapproprier le contexte historique global qui prévaut au début du 20<sup>e</sup> siècle, marqué par un rapport de domination opposant le Canada anglais – et plus largement les États-Unis et la Grande-Bretagne – au Canada français.

Vient enfin l'importance accordée à la patrie, ou la nation. Le nationalisme constitue l'un des éléments les plus emblématiques du traditionalisme, puisque, comme le mentionne Pierre Trépanier, « la forme la plus pure du traditionalisme est le traditionalisme nationaliste »<sup>140</sup>. Ce dernier dresse d'ailleurs un constat éclairant des liens réciproques entre ces deux formes d'idéologies :

Nationalisme traditionaliste et traditionalisme nationaliste s'équivalent. Dans les deux cas, on ne peut dissocier l'ordre rêvé et la nation idéale, qui sont l'âme de la tradition nationale; dans les deux cas, on valorise les libertés de la famille, de l'école, de la propriété, de la profession, de la localité, de la religion.<sup>141</sup>

Dans cet ordre d'idée, nationalisme et traditionalisme sont indissociables. Qui plus est, ce nationalisme se concrétise par le biais de « l'action nationale », qui définit ici l'engagement intellectuel et militant d'un individu dans la défense des traditions culturelles de la collectivité nationale. Toutefois, cette tradition nationale n'est pas immobile dans le temps et fluctue en fonction de l'évolution de la société, comme le suggère d'ailleurs Roger Scruton : « Pour un conservateur, la question porte sur ce qu'il convient de conserver et

---

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 183-185.

<sup>140</sup> Pierre Trépanier, « *Qu'est-ce que le traditionalisme?* », *Op. Cit.*, p. 47.

<sup>141</sup> *Ibid.*, p. 21.



comment »<sup>142</sup>. C'est pourquoi l'on considère que le penseur doit poser un examen critique à la fois sur les éléments de la tradition, mais aussi sur les éléments de la modernité, qui constitue le cadre interprétatif antagoniste à celui de la tradition.

D'abord, faut-il préciser que le traditionalisme est avant tout opposé à la philosophie moderniste, et non à la modernisation en soi. Si les penseurs traditionalistes sont favorables à l'industrialisation, au développement économique ou encore au développement de l'appareil étatique et gouvernemental, ils sont toutefois opposés au discours philosophique de la modernité, susceptible de balayer les traditions culturelles de la nation. D'ailleurs, Pierre Trépanier affirme que le traditionalisme a souvent mauvaise presse, dû à une méconnaissance de ses fondements véritables. Sur ce point, il estime que les termes de « progrès » et de « modernisation » ne sont pas nécessairement synonymes :

Le traditionalisme se tourne naturellement vers le progrès, dont il veut établir les règles du bon usage. Le traditionalisme est modernisateur, mais d'une modernisation sans modernité [...] Toute modernisation lui agréée à la condition qu'elle n'oblige pas à sacrifier la modernité au sens philosophique du terme, c'est-à-dire la négation naturaliste des réalités spirituelles et, conséquemment, du fondement religieux de la Cité, l'un des traits essentiels de la civilisation occidentale depuis la Grèce antique.<sup>143</sup>

En résumé, le traditionalisme n'est pas « la répétition de l'autrefois, mais une marche en avant soucieuse du maintien dans l'être d'une culture, à travers ses mutations »<sup>144</sup>. C'est une philosophie qui soumet à un examen critique tout changement susceptible de ternir l'héritage culturel et historique d'une collectivité. Évidemment, le portrait présenté dans

---

<sup>142</sup> Roger Scruton, *A Dictionary of Political Thought*, New York, Hill & Wang, 1982, p. 90.

<sup>143</sup> Pierre Trépanier, « Qu'est-ce que le traditionalisme ? », *Op. Cit.*, p. 10.

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 14.

cette section est un idéal type. Au fil des sections de notre thèse, nous serons amenés à préciser la pensée de François-Albert Angers ainsi que les éléments de son discours.

### ***Réseaux***

Du fait de notre démarche de recherche centrée sur la trajectoire intellectuelle d'Angers, nous mettrons à profit quelques concepts et notions gravitant autour de la sociologie des réseaux sociaux. La première notion que nous comptons mettre en application dans notre analyse est celle « d'animateur »<sup>145</sup>. Selon nous, un animateur est un intellectuel qui s'implique de manière exhaustive et durable dans les activités entourant la publication d'une revue ou encore dans la direction d'un mouvement social ou politique. Il se caractérise également par l'influence qu'il peut opérer dans l'organisation réseautique et l'orientation idéologique de ces milieux spécifiques ainsi que par la diversité et la multiplicité de ses collaborations. Ce haut niveau d'engagement peut notamment se traduire par la rédaction d'un nombre significatif d'articles ou encore par son influence au niveau de la ligne éditoriale d'une publication. Généralement, les animateurs font partie des comités rédactionnels et des conseils d'administration des différentes organisations dans lesquelles ils s'engagent, et ce, durant une période de temps qui s'étire habituellement sur plusieurs années. Ils y occupent généralement de hautes fonctions, tels que directeur, secrétaire-trésorier, président ou vice-président, quoique ce ne soit pas là une règle absolue.

Cette notion « d'animateur » sera couplée à d'autres notions afin que nous puissions être en mesure d'analyser de manière plus exhaustive l'influence d'Angers dans les réseaux

---

<sup>145</sup> Il n'existe pas de définition précise quant à la nature du rôle « d'animateur », ce pourquoi nous en avons élaboré une nous-mêmes. Celle-ci fut d'ailleurs développée au travers de nos travaux de maîtrise, où nous avons étudié le réseau intellectuel indépendantiste de la décennie 1960. À voir dans : Jean-Philippe Carlos, *Contacts, échanges et ruptures : l'évolution du réseau intellectuel indépendantiste québécois à travers ses revues (1956-1968)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2015, 171 p.

étudiés. En cela, les concepts de « capital social » et de « capital symbolique », développés par le sociologue Pierre Bourdieu, sont intrinsèques à notre démonstration. D'abord, le capital social se réfère aux notions de relations et de ressources sociales en objectivant le fait que « les réseaux de relations sociales faciliteraient l'accès aux ressources nécessaires au développement des individus et des communautés »<sup>146</sup>. Pour Bourdieu, « le capital social comprend les ressources actuelles ou potentielles liées à la possession d'un réseau stable de relations plus ou moins institutionnalisées de connaissance et de reconnaissance mutuelles, autrement dit liées à l'appartenance à un groupe »<sup>147</sup>. Dans cette perspective, on conçoit le groupe comme un « ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes [...], mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles »<sup>148</sup>. Le capital social d'un individu va ainsi de pair avec la position qu'il occupe au sein d'un réseau donné, en lien avec le nombre de relations qu'ils lient et entretient avec d'autres membres. En cela, il s'agit d'un gage de stabilité et de perméabilité aux changements structurels qui reconfigurent la composition des réseaux. Le capital social, dans cette perspective, peut également être associé au « capital symbolique ».

Concrètement, le capital symbolique se définit comme étant la valeur sociale ou encore la réputation que possède un individu en regard de ses semblables ou, à une grande échelle, de la société. En ce sens, on peut également parler de notoriété ou de prestige, émanant de l'expertise ou de l'autorité d'un sujet dans son domaine de prédilection ou dans une cause politique donnée. Le capital symbolique « est donc relatif à celui ou à ceux qui

---

<sup>146</sup> Pierre Bourdieu, « Le Capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 31, 1982, p. 2-3.

<sup>147</sup> *Ibid.*

<sup>148</sup> *Ibid.*

perçoivent et à leurs critères d'évaluation ». Bourdieu donne d'ailleurs une définition fort éclairante par rapport à ce qu'il conçoit être le capital symbolique :

Ce capital n'est pas limité à un champ déterminé, il détient le privilège d'être à l'œuvre dans tous les univers, où il réalise la transfiguration de la force en sens (sens des choses et sens de l'existence), de l'arbitraire en valeur, du pouvoir en intelligibilité. Posséder ce capital, c'est jouir d'une forme d'excellence qui, en procurant la satisfaction d'être conforme à ce qui est collectivement loué, dispense par là même de s'interroger sur ce que l'on est, sur ce que l'on fait et sur les fins ultimes. [...] La reconnaissance du capital symbolique exerce un attrait qui dépasse de loin la possession et l'accumulation de signes d'estime et de faveur ; elle valide la croyance entretenue dans un champ quant à la valeur des enjeux, du jeu et des joueurs.<sup>149</sup>

Le capital symbolique constitue pour nous un outil d'analyse qui nous servira à concevoir et à mesurer l'influence qu'opère Angers dans les milieux intellectuels et militants.

Dans la même optique, la notion de « centralité » permet de situer théoriquement la disposition et les actions d'un individu dans un réseau donné. Michel Forsé et Alain Degenne estiment qu'il existe différentes formes de centralité :

La centralité de degré, [qui] consiste à mesurer la centralité d'un acteur par le nombre de connexions aux autres [...], la centralité de proximité, [qui] consiste à juger [du] degré de proximité [d'un individu] vis-à-vis de tous les autres individus [...] et la centralité d'intermédiarité, qui mesure à quel point un acteur sert d'intermédiaire entre les autres acteurs du réseau. Si, dans un réseau, un acteur se trouve sur le chemin du plus grand volume de ressources qui y circulent, il aura une grande centralité.<sup>150</sup>

Cette définition de la centralité illustre sa pertinence dans une perspective d'histoire intellectuelle. À cela, nous comptons aussi mettre en valeur les notions de « nœuds » et de

---

<sup>149</sup> Pierre Bourdieu, cité dans Louis Pinto, *Pierre Bourdieu et la théorie du monde social*, Paris, Seuil, 2002, p. 184-185.

<sup>150</sup> Alain Degenne et Michel Forsé, cité dans Michel Lacroix, « Littérature, analyse de réseaux et centralité : esquisse d'une théorisation du lien social concret en littérature », *Sciences sociales et littérature*, vol. 44, no. 3, septembre-décembre 2003, p. 485.

« liens »<sup>151</sup>. En résumé, les nœuds sont les acteurs sociaux qui évoluent au sein de différents réseaux et les liens incarnent les relations qui existent entre ces différents acteurs. Nous chercherons à connaître quels étaient les « liens » qui reliaient Angers aux autres membres des réseaux étudiés et surtout, quelle était l'étendue de son réseau relationnel.

En somme, l'utilisation de ces notions et concepts issue de la sociologie des réseaux sociaux nous permet de reconstruire consciencieusement les réseaux dans lesquels évolue Angers durant sa vie intellectuelle active.

### 1.5 Le corpus de sources

Notre corpus se compose de sources manuscrites diversifiées, nécessaire à l'analyse des réseaux d'Angers et de ses idées. C'est le Fonds François-Albert Angers (P027) qui s'est avéré le plus utile dans notre démarche scientifique, fonds qui est entièrement disponible au Service de gestion des documents et des archives de HEC Montréal<sup>152</sup>. En somme, le Fonds François-Albert Angers constitue à la fois un trésor archivistique ainsi qu'un redoutable défi, puisqu'il contient 31,025 mètres linéaires de documents divers<sup>153</sup>. Il s'agit d'un fonds gigantesque qui contient tous les documents existants relatifs à la vie intellectuelle d'Angers<sup>154</sup>. Il renferme notamment toute la correspondance (personnelle,

---

<sup>151</sup> Harrison C. White, *Chains of Opportunity; System Models of Mobility in Organizations*, Cambridge, Harvard University Press, 1970, p. 34-35.

<sup>152</sup> D'autres fonds ont également été mis à profit selon les sections de la thèse. Les lecteurs en trouveront une liste complète dans la bibliographie.

<sup>153</sup> Si une bonne partie du fonds est inventorié et classé, une portion non-négligeable de celui-ci est non-classée et identifiée de manière hasardeuse (dont une large partie de la correspondance, les archives sonores ainsi que les rapports de recherches institutionnels et professionnels).

<sup>154</sup> Malgré la richesse du fonds d'archives de François-Albert Angers, mentionnons que très peu d'informations sont disponibles sur ses années de jeunesse. Son fonds d'archives des HEC ne comporte à peu près aucun document écrit concernant sa vie avant 1923, soit l'année de ses 14 ans. Qui plus est, aucun matériel iconographique ne permet de saisir l'environnement familial dans lequel évolue Angers durant son enfance. Néanmoins, et heureusement pour nous, Angers s'est livré à plusieurs entretiens avec des journalistes après sa retraite des HEC, dont plusieurs consacrés en partie ou en totalité à ses années passées à l'école primaire et secondaire. Il est donc possible de faire un portrait relativement juste de son parcours

professionnelle et institutionnelle) qu'a entretenue ce dernier au cours de sa vie<sup>155</sup>. C'est d'ailleurs cette correspondance qui nous permet, en bonne partie, de reconstruire les réseaux d'Angers<sup>156</sup>. De même, le fonds comprend, à quelques exceptions près, la totalité des écrits qu'a publiés Angers, un filon qui représente plusieurs centaines de textes. On y retrouve notamment les articles publiés dans les revues *L'Actualité économique* et *L'Action nationale*, qui constituent les principaux périodiques dans lesquels s'est exprimé Angers entre les années 1930 et 1980. On y retrouve également les ouvrages, pamphlets, conférences, rapports officiels et articles de journaux signés par Angers durant cette même période. Ces écrits constituent les principales sources nous permettant d'étudier sa pensée.

Vu l'étendue du corpus, nous nous sommes montrés sélectifs dans le choix des textes analysés. Nous avons sélectionné les textes dans lesquels Angers se positionne clairement par rapport à un enjeu, une question d'actualité ou un débat précis<sup>157</sup>. Afin d'être retenus dans notre corpus, les textes signés par Angers devaient porter sur l'un des thèmes majeurs explicités dans notre problématique. Nous nous sommes également assurés d'avoir une certaine variété dans les textes sélectionnés, en regard de l'organe de diffusion choisie, mais aussi en vertu de l'époque à laquelle ceux-ci ont été produits, afin de pouvoir porter

---

scolaire qui, en regard de son parcours ultérieur, apparaît foncièrement éclectique, voire éclaté, et en rupture certaine avec la norme élitare de l'époque.

<sup>155</sup> La correspondance d'Angers se trouve dans les séries P027/A (correspondances générales), P027/A2 (correspondances Action nationale), P027/3 (correspondance Société Saint-Jean-Baptiste). Les dossiers de correspondances contiennent des documents qui couvrent les années 1932 à 1996.

<sup>156</sup> Notons aussi que la reconstitution des réseaux a été facilitée par l'usage de d'autres types de sources institutionnelles. Notamment, les procès-verbaux des différents conseils d'administration et les comptes rendus de rencontres nous a permis d'évaluer le comportement d'Angers et son influence au sein des institutions et des organisations avec lesquelles il a collaboré.

<sup>157</sup> Le classement de la masse documentaire étudiée a été réalisé avec l'aide du logiciel Zotero.

un regard objectif sur le long terme. Au total, ce sont environ 300 textes, de longueur et de nature fort diversifiées, qui ont été mis à contribution pour notre étude<sup>158</sup>.

Mentionnons aussi que nous mettons à profit les fonds d'archives de la Société Saint-Jean-Baptiste-de-Montréal et celui de la Ligue d'action nationale. Ces fonds nous ont été utiles dans la mesure où Angers fut un acteur important de ces deux organisations et qu'elles constituent, en soi, deux des plus importantes institutions nationalistes du Québec. Nous avons mis à profit les procès-verbaux, les communiqués de presse et les déclarations officielles, qui nous informent sur les positions adoptées par ces regroupements. D'ailleurs, nous utilisons aussi cette méthodologie afin d'étudier d'autres fonds d'archives d'institutions dans lesquelles Angers s'est investi, tels que le Mouvement Québec français et le Mouvement national des Québécois. Enfin, nous mettons à profit les archives de la Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels et celles des États généraux du Canada français, qui sont disponibles dans le Fonds François-Albert Angers. Finalement, certains documents iconographiques ont également été reproduits en annexes, notamment des photographies. La plupart de ces images sont tirées du Fonds François-Albert Angers et des archives personnelles de sa fille, Mme Denise Angers<sup>159</sup>.

## **1.6 Conclusion de chapitre**

Ainsi, voici définies les principales caractéristiques de notre démarche de recherche, qui vise à faire connaître un penseur méconnu de l'histoire intellectuelle

---

<sup>158</sup> Angers est réputé pour avoir signé des centaines, voire des milliers de textes durant sa carrière. Devant la masse documentaire disponible, nous avons procédé à un certain élagage afin de sélectionner les textes les plus utiles dans notre démarche de recherche. Qui plus est, Angers semble avoir publié plusieurs textes plus d'une fois, remaniés ou non, faisant en sorte que le nombre total d'articles originaux publiés se situe à un chiffre beaucoup plus réaliste, avoisinant les quelques centaines.

<sup>159</sup> Nous nous sommes d'ailleurs entretenus avec Mme Denise Angers au sujet des activités professionnelles et intellectuelles de son père. Toutefois, elle a préféré éviter d'entrer dans les détails de la vie personnelle de son père, ce qui a limité notre compréhension de la vie familiale de François-Albert Angers.

québécoise ainsi qu'à élargir les horizons interprétatifs liés à l'étude du traditionalisme canadien-français en tant que système de pensée. De cette manière, nous serons à même de nuancer le récit historique et historiographique de la rupture des années 1960 en jetant un regard neuf sur l'évolution et les transformations du traditionalisme durant le 20<sup>e</sup> siècle.



## **Chapitre 2**

### **Aux fondements d'une trajectoire intellectuelle (1909-1937)**

*Je crois que la condition préalable d'un État français, c'est la formation de Canadiens français capables de comprendre ce que le mot autonomie signifie. M. l'abbé Groulx ne pense pas autrement, tout en croyant qu'il est de bonne tactique de proposer à notre jeunesse un idéal défini à ce point de vue.<sup>1</sup>*

- Lettre d'Esdras Minville, 18 septembre 1936.

Dans ce chapitre, nous apportons un éclairage sur les années de jeunesse de François-Albert Angers afin de circonscrire les influences formatrices qui lui ont permis de développer ses premières réflexions et d'acquérir un bagage de connaissances lui permettant de devenir l'un des premiers spécialistes de la science économique au Canada français. En ce sens, nous nous intéressons à ses origines familiales et à son parcours scolaire plutôt atypique, à ses collaborations dans certaines organisations de jeunesse catholiques, à ses années d'études à l'École des Hautes études commerciales de Montréal (HEC) et, enfin, à ses deux années passées à titre de boursier à la prestigieuse École libre des sciences politiques de Paris.

Cette période est fondamentale dans la formation intellectuelle du jeune Angers, qui démontre dès son adolescence une discipline de travail rigoureuse ainsi qu'une pensée solidaire des idées nationalistes d'Henri Bourassa, Édouard Montpetit et Esdras Minville.

---

<sup>1</sup> École des Hautes études commerciales (HEC), Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/Z,0074, « lettre d'Esdras Minville à François-Albert Angers », 18 septembre 1936.

C'est également durant les années 1920 et 1930 qu'il développe un premier réseau de contacts dans les milieux nationalistes et catholiques, ce qui lui permet d'acquérir un certain capital social et de se familiariser avec les idées en vogue de son époque.

Âgé de 28 ans à son retour de Paris en 1937, François-Albert Angers entame une double carrière qu'il embrassera pour le demi-siècle à suivre, soit celle – académique – de professeur d'économie aux HEC ainsi que celle – intellectuelle – de militant nationaliste et défenseur des intérêts de la collectivité canadienne-française.

## **2.1 Les origines familiales : entre Québec et La Malbaie**

François-Albert Angers est né à Québec le 21 mai 1909 dans la résidence de son grand-père maternel, située sur la rue Prévost dans la paroisse Saint-Jean-Baptiste, l'un des plus anciens quartiers de la ville de Québec. Il est le fils du médecin Albert Angers (1881-1954) et d'Odulie Laroche (1887-1945). Albert Angers, également natif de Québec, a effectué ses études de médecine à l'Université Laval, où il a obtenu son diplôme en 1908<sup>2</sup>. La mère de François-Albert, Odulie, est quant à elle femme au foyer, fille de fonctionnaire provincial et issue d'un milieu lié à la petite-bourgeoisie<sup>3</sup>. Après la naissance de leur premier fils, le couple aura trois autres enfants, Irène, Marie-Thérèse et Suzanne, nées respectivement en 1910, 1920 et 1929.

Les origines familiales de François-Albert Angers ont des racines profondes dans l'histoire de la ville de Québec, et ce, depuis l'époque de la Nouvelle-France. La famille Angers descend d'une lignée dont l'un des premiers représentants est Simon Lefebvre, dit

---

<sup>2</sup> Quelques semaines plus tard, le jour même de son mariage, il s'embarque pour la France où il passera un an à se spécialiser en obstétrique à Paris.

<sup>3</sup> « Entretien avec François-Albert Angers » dans Jean-Marc Léger, « Présentation du dossier François-Albert Angers, l'économiste et le combattant », dans *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, n° 5, printemps 1996, p. 7.

gentilhomme d'Angers<sup>4</sup>. Ce dernier fut anobli par le roi Louis XIV et partit s'établir dans la ville de Québec en 1667, qui est alors le centre administratif de la colonie-comptoir de la Nouvelle-France et qui compte moins de 600 habitants. Simon Lefebvre habitera toute sa vie à Québec et y fondera sa famille, dont une majorité des descendants demeurera dans la capitale et dans les régions avoisinantes. Au cours du 19<sup>e</sup> siècle, certains descendants de Simon Lefebvre partiront en direction de la région de Charlevoix, située au nord-est de Québec et qui connaît alors une période intense de colonisation et de développement économique, notamment entre les années 1840 et 1870. C'est notamment le cas d'Élie Angers, qui occupera le métier de forgeron à La Malbaie. Ce dernier est d'ailleurs le père de Laure Conan (dite Félicité Angers), une célèbre écrivaine et auteure du roman *L'Oublié*<sup>5</sup>. Élie Angers est également le père de Charles Angers, avocat et député libéral au niveau provincial et qui sera activement impliqué en politique entre 1896 et 1904 au sein du cabinet de Sir Wilfrid Laurier<sup>6</sup>. Les racines de la famille Angers sont donc ancrées dans les régions de Québec et de Charlevoix. Toutefois, c'est dans la ville de Québec que le jeune François-Albert vivra ses premières années.

Albert Angers, médecin spécialisé en obstétrique, pratique son métier à Québec sur la rue Saint-Joseph depuis seulement quelques mois lorsque son fils François-Albert vient au monde. La jeune famille demeurera environ cinq ans à Québec, période durant laquelle Albert tente de se bâtir une réputation<sup>7</sup>. Néanmoins, faute d'une clientèle stable et dépourvue d'une fortune familiale du côté de la famille Laroche, Albert doit renoncer à son

---

<sup>4</sup> Serge Gauthier, « La racine charlevoisienne de François-Albert Angers (1909-2003) », Encyclobec, [http://encyclobec.ca/region\\_projet.php?projetid=315](http://encyclobec.ca/region_projet.php?projetid=315), site consulté le 23 avril 2017.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

projet de faire carrière à Québec, où le coût de la vie est très élevé<sup>8</sup>. La jeune famille est alors contrainte de vivre plusieurs déménagements, en fonction des rares opportunités de travail qui se présentent à Albert dans des régions de colonisation.

## **2.2 Les années de jeunesse et de scolarité : un regard introspectif**

Dû à de nombreux déménagements ainsi qu'à une santé fragile, François-Albert Angers a suivi des études primaires et secondaires très différentes des jeunes hommes de son rang social. N'ayant pas fréquenté le collège classique, il souffrira beaucoup de la faiblesse de son niveau académique, surtout durant son adolescence. C'est d'ailleurs là l'une des particularités du jeune François-Albert, qui n'a pas suivi une formation continue, qui n'a pas fréquenté le collège classique et qui, étonnamment, n'a pas été vraiment encouragé par ses parents à poursuivre des études<sup>9</sup>. Ce n'est qu'une fois établi à La Malbaie qu'il commencera à suivre une formation plus classique, en plus de connaître ses premières expériences de militantisme au sein d'associations nationalistes locales.

### **2.2.1 Une formation primaire aux quatre coins du Québec**

Tel que mentionné précédemment, Albert Angers est contraint en 1914 de cesser de pratiquer la médecine à partir de son cabinet de la rue Saint-Joseph. Cherchant une solution, il tombe sur une annonce publiée par le gouvernement dans le journal *Le Soleil*<sup>10</sup>. Celle-ci mentionne que l'on cherche un médecin-praticien désireux de s'établir dans le

---

<sup>8</sup> Le mariage avec une jeune femme issue d'une famille fortunée permettant d'établir un bureau était une pratique relativement courante pour l'époque, surtout pour de jeunes médecins issus de familles modestes ou de milieux ruraux. Cette réalité illustre la précarité d'emploi liée à la profession de médecin, qui fut longtemps marquée par des conditions de travail incertaines et par une instabilité financière qui força plusieurs praticiens, dont Albert Angers, à accepter des postes temporaires dans des régions éloignées. Sur le sujet, on consultera l'ouvrage de Denis Goulet et Robert Gagnon, *Histoire de la médecine au Québec, 1800-2000. De l'art de soigner à la science de guérir*, Québec, Septentrion, 2014, 456 p.

<sup>9</sup> C'est là une des caractéristiques particulières du parcours d'Angers, qui le distingue de la plupart des intellectuels et militants traditionalistes qui ont, pour la plupart, fait leur cours classique.

<sup>10</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Gala Grands Montréalais 1993 ».

village d'Armagh, dans le comté de Bellechasse. Le gouvernement offre une généreuse subvention dans le cadre d'un projet d'établissement de médecins dans les régions éloignées, proposant un salaire compétitif, une résidence à prix modique ainsi qu'une place réservée dans le répertoire gouvernemental pour de futures opportunités d'emplois<sup>11</sup>. Après réflexion, le couple décide de plier bagages en direction d'Armagh à l'automne 1914.

Le jeune François-Albert, alors en âge d'entrer à l'école primaire, est inscrit dans un couvent tenu par la Congrégation des Sœurs de la Charité afin d'y entamer des études primaires. Située au cœur du village, l'école est sise sur la rue du Couvent, à côté de l'Église Saint-Cajetan. François-Albert y complète sa première et sa deuxième année de primaire. Toutefois, dès 1916, son père reçoit une nouvelle offre d'emploi gouvernementale lui proposant de s'établir à Tadoussac, sur la Côte-Nord<sup>12</sup>. Petit havre de paix très éloigné des grands centres, le village de Tadoussac constitue une étape importante pour la famille Angers. En effet, Albert y gagne une réputation de médecin-spécialiste fiable et entreprenant, que notent les autorités gouvernementales. Quant au jeune François-Albert, il complète sa troisième et sa quatrième année dans l'école du village, en démontrant des aptitudes en mathématiques, en français et en histoire<sup>13</sup>.

Néanmoins, Albert souhaiterait que son fils ait accès à une éducation un peu plus poussée. Le couple décide d'envoyer leurs fils terminer ses études primaires au Collège des Frères du Sacré-Cœur à Montmagny<sup>14</sup>. Établissement pour garçons, le collège offre un

---

<sup>11</sup> C'est là une pratique courant à l'époque, qui vise justement à attirer les médecins dans les régions éloignées de colonisation. À ce sujet, voir l'étude suivante : Normand Séguin, *L'institution médicale*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1998, p. 75.

<sup>12</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Gala Grands Montérégiens 1993 ».

<sup>13</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

<sup>14</sup> *Ibid.*

enseignement personnalisé et adapté à des classes regroupant entre 30 et 35 jeunes élèves. Jouissant d'une bonne réputation et considéré comme étant un excellent tremplin vers le collège classique, le collège de Montmagny est le dernier établissement que fréquentera François-Albert dans le cadre de ses études primaires.

C'est ainsi qu'à l'automne 1919, alors âgé de 10 ans, François-Albert entame sa 5<sup>e</sup> année. Or, l'expérience du Collège de Montmagny constitue une nouveauté pour le jeune homme. Situé à plus de 300 kilomètres de la résidence familiale, l'établissement comporte un pensionnat pour les externes qui permet aux étudiants de poursuivre leurs études durant toute l'année scolaire, avec permission de retourner périodiquement au domicile familial durant les vacances. Les témoignages d'Angers suggèrent que l'expérience, dont celle du déracinement du foyer familial, est difficile à vivre durant les premières semaines<sup>15</sup>. Son passage est toutefois facilité par l'entregent et la courtoisie avec laquelle le corps professoral du collège cherche à intégrer les élèves dès leurs arrivées. Qui plus est, le collège de Montmagny lui offre, pour la première fois de sa vie, un environnement d'étude stimulant. S'exprimant sur le sujet en 1985, Angers vantera l'institution en affirmant que :

Le collège de Montmagny offrait un enseignement plus poussé que ce que j'avais expérimenté auparavant. Les matières qu'on y étudiait étaient très diversifiées, dont l'histoire universelle, l'algèbre, la géométrie, le français, l'anglais, entre autres [...] Les professeurs étaient également très érudits et le corps professoral dans son ensemble comptait d'excellents pédagogues [...] Somme toute, j'en garde un excellent souvenir et je suis resté très attaché à cette institution.<sup>16</sup>

---

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> *Ibid.*

Dans les années 1910 et 1920, le collège de Montmagny mène vers deux voies académiques bien distinctes<sup>17</sup>. D’abord, le collège offre une formation visant à préparer les jeunes à jouer un rôle dans les affaires, notamment à titre de commis-comptable. Quant à la deuxième voie, celle-ci mène les étudiants vers le collège classique, institution prestigieuse et emblématique des élites canadiennes-françaises<sup>18</sup>. À l’époque, les parents d’Angers souhaitent que leur fils emprunte la voie du collège classique, afin de lui assurer un avenir à la hauteur de leurs aspirations. Dès son entrée au Collège de Montmagny, Angers a donc une bonne idée de la voie qu’il doit suivre dans les prochaines années. Toutefois, ses plans académiques ne se concrétiseront pas comme prévu, et ce, pour des raisons de santé.

Depuis qu’il a cinq ans, François-Albert souffre de problèmes de vision (myopie) qui l’obligent à porter des lunettes<sup>19</sup>. Malgré son souci d’éducation pour son fils, sa mère Odulie l’incite continuellement à limiter ses heures de lectures afin d’éviter de fatiguer ses yeux. Or, vers l’âge de 11 ans, alors qu’il termine sa 5<sup>e</sup> année au Collège de Montmagny, Angers reçoit des nouvelles inquiétantes par rapport à sa santé oculaire<sup>20</sup>. Son médecin lui diagnostique un problème de myopie progressive, l’obligeant à revoir sa prescription tous les six mois. L’année suivante, au terme de sa 6<sup>e</sup> année et avant-dernière année de formation primaire, Angers se voit recommander par son médecin de cesser complètement ses études afin d’éviter toute aggravation de son problème de myopie. Inquiétés par ce diagnostic, les parents d’Angers acceptent à contrecœur que leur fils termine sa dernière année de scolarité

---

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> Sur les collèges classiques, voir notamment l’étude suivante : Louise Bienvenue, Ollivier Hubert et Christine Hudon, *Le collège classique pour garçons : études historiques sur une institution québécoise disparue*, Anjou, Fides, 2014, 424 p.

<sup>19</sup> Pierre Harvey, *Histoire de l’École des Hautes Études commerciales de Montréal. Tome II : 1926-1970*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 2002, p. 107.

<sup>20</sup> *Ibid.*

primaire, mais l'informent qu'il devra par la suite se résigner à prendre une pause<sup>21</sup>. Contrarié par le fait que ses parents ne lui indiquent pas clairement la raison de leur décision, François-Albert poursuit avec morosité ses études et adopte une attitude désinvolte envers ses proches en signe de mécontentement<sup>22</sup>.

Néanmoins, une discussion impromptue au Collège de Montmagny redonne espoir au jeune homme. Au contact d'un certain professeur, le frère Onésime, Angers apprend l'existence d'une institution qui lui permettrait de poursuivre des études tout en demeurant à la résidence familiale et qui, de plus, s'inscrit en continuité avec la voie offerte aux finissants du programme technique du Collège de Montmagny : le programme à distance de l'École des HEC de Montréal<sup>23</sup>. Ayant commencé à considérer la possibilité de devenir commis-comptable, la voie des HEC semble une avenue inespérée pour François-Albert. Réussissant avec brio les épreuves de fin d'études, ce dernier quitte Montmagny au terme de l'année scolaire 1922-1923 et retourne à Tadoussac au domicile familial.

La formation scolaire du jeune Angers est ainsi momentanément arrêtée. De plus, la perspective de poursuivre des études par correspondance aux HEC est elle aussi mise en veilleuse, due au fait que la direction de l'École considère qu'il est trop jeune pour entreprendre des études à distance<sup>24</sup>. Le directeur de l'époque, Henri Laureys, conseille

---

<sup>21</sup> *Ibid.* Fait étonnant, François-Albert Angers ignore à l'époque à peu près tout de ses problèmes oculaires. Comme il l'expliquera des années plus tard, ses parents étaient très réticents à lui donner l'heure juste quant à l'état de santé de ses yeux, et ce, malgré son insistance à avoir des précisions. Pouvant paraître comme un fait anodin, le problème oculaire d'Angers aura pourtant une influence relativement importante dans le parcours académique et professionnel d'Angers, lui qui souffrira jusqu'à l'âge de 70 ans de problèmes persistants jusqu'au moment où les progrès de la médecine lui permettront de régler une fois pour toutes cet embarras physique.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 107. L'âge d'admission à l'École des HEC est alors fixé à 16 ans.



d'ailleurs au père de François-Albert de retarder le moment de l'inscription de son fils, en lui recommandant d'attendre que celui-ci « acquière de la maturité »<sup>25</sup>.

### ***2.2.2 Une formation secondaire à mille lieues du collège classique***

À l'automne 1923, la famille Angers se voit encore une fois délocalisée à la suite de l'acceptation par Albert d'un poste de médecin-pharmacien à La Malbaie, dans la région de Charlevoix. Ce déménagement, qui survient au moment où François-Albert est forcé d'interrompre ses études, marque une nouvelle étape dans sa vie du jeune homme. Arrivé à l'adolescence et contraint de limiter ses activités en raison de ses problèmes de santé, celui-ci vit difficilement ses premières années à La Malbaie. À l'époque, le village ne compte que quelques centaines d'habitants et constitue un avant-poste pour les missions de colonisation en direction du Saguenay et du Lac-Saint-Jean. On peut facilement concevoir les difficultés d'adaptation liées à un environnement culturel et intellectuel très éloigné de l'atmosphère du Collège de Montmagny. Ce n'est d'ailleurs que tardivement qu'Angers finira par développer un sentiment d'attachement profond pour sa région d'adoption<sup>26</sup>.

François-Albert passera quatre années à La Malbaie. Durant cette période, il travaillera en tant que commis à la pharmacie de la clinique de son père. À cette époque, le jeune homme caresse le rêve de devenir agriculteur, un choix plutôt étonnant lorsque l'on considère les racines familiales de la famille Angers qui sont résolument ancrées dans les professions libérales classiques. Celui-ci aspire alors à s'établir sur une terre afin d'y défricher un lot et de devenir un « habitant » en bonne et due forme. Le rêve d'Angers se

---

<sup>25</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

<sup>26</sup> Entrevue avec Denise Angers, 29 janvier 2018. La famille Angers possèdera notamment un chalet dans la région de La Malbaie. Angers héritera de cette maison de campagne et il y passera ses vacances estivales jusqu'à la fin de sa vie.

heurte néanmoins au refus de son père, celui-ci n'ayant pas les moyens d'établir son fils sur une ferme ou même de l'envoyer à une école d'agriculture. Au fil des discussions, il le convainc de l'impossibilité d'obtenir un lot de colonisation et de mener à terme son projet de défrichement de manière individuelle<sup>27</sup>. Dépourvu d'un soutien familial et des moyens financiers pour parvenir à ses fins, Angers se résout à abandonner son projet<sup>28</sup>.

De l'automne 1923 à l'automne de 1925, François-Albert ne fréquente aucune institution d'enseignement. Il travaille alors au côté de son père, qui s'est rapidement établi une clientèle dans la région de La Malbaie. Des années plus tard, Angers mentionnera que cette période « sombre » fut très difficile à vivre moralement et il avouera avoir été, par moment, quelque peu désespéré quant à savoir ce qui adviendrait de son avenir<sup>29</sup>. Ce n'est que lorsqu'il sera admis à l'École des HEC, le jour de ses 16 ans, qu'il finit par apercevoir la lumière au bout du tunnel. Cette bonne nouvelle s'ajoute d'ailleurs au fait que ses problèmes oculaires se sont révélés être moins graves que prévu<sup>30</sup>. Ayant reçu l'approbation de ses parents, et de sa mère surtout, c'est avec enthousiasme qu'il s'inscrit aux cours à distance des HEC à l'automne 1925 et qu'il entame ses études en comptabilité<sup>31</sup>.

À l'époque, l'École des HEC n'est pas encore l'institution universitaire telle que nous la connaissons aujourd'hui. Néanmoins, durant la décennie 1920, elle se démarque via des pratiques pédagogiques novatrices dans le contexte éducatif du début du 20<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> Néanmoins, il cherchera tout au long de sa vie à mettre en évidence le rôle essentiel joué par les colons-agriculteurs dans le développement économique du Québec. Peut-être pouvons-nous y voir ici les origines de sa sensibilité à l'égard de la classe paysanne.

<sup>29</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 49.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> *Ibid.*

Elle est l'une des premières institutions à offrir des cours du soir de niveau supérieur au Québec<sup>32</sup>. Aussi, l'École des HEC est l'un des premiers établissements au Canada à offrir des programmes complets à distance, ce qui lui permet d'élargir le bassin d'étudiants desservis<sup>33</sup>. Nous aurons l'occasion d'aborder l'histoire de cette institution dans les chapitres à venir, mais nous pouvons déjà affirmer que celle-ci occupera une place centrale dans la vie de François-Albert Angers.

Aux débuts de ses études aux HEC, Angers se montre très enthousiaste à l'idée de devenir comptable. D'ailleurs, au début du 20<sup>e</sup> siècle, cette profession constitue une voie d'avenir pour de nombreux jeunes Canadiens français issus de la petite bourgeoisie<sup>34</sup>. Jouissant d'un salaire convenable, les comptables de l'époque peuvent également aspirer à œuvrer dans des milieux diversifiés tout en profitant de conditions de travail appréciables. D'ailleurs, il n'est pas rare que cette profession mène à des carrières respectables dans le domaine des affaires, des banques, en industrie ou dans le commerce<sup>35</sup>.

Au vu de la carrière qu'il mènera par la suite, on peut se demander pourquoi Angers ne considère pas la profession d'économiste lors de son inscription aux HEC en 1925. Or, bien qu'il démontre de l'intérêt pour les questions d'économie politique, Angers n'est initialement nullement intéressé à faire carrière dans ce domaine, et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, il faut comprendre que dans les années 1920, la carrière d'économiste

---

<sup>32</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 70-74.

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> Nadjah Bouaouiche, *Histoire de l'enseignement de la comptabilité de management au Canada*, mémoire de maîtrise (sciences de la gestion), HEC Montréal, 2016, p. 10-13.

<sup>35</sup> À cette époque, la plupart des licenciés deviennent comptables en milieu industriel ou commercial, les autres œuvrant plutôt dans le milieu des affaires, dans le monde de l'administration publique ou, plus rarement, dans l'enseignement. Faut-il d'ailleurs noter que les HEC opèrent alors une influence manifeste dans le monde des affaires canadien-français et que l'École entretient des contacts très étroits avec la Chambre de commerce de Montréal.

n'existe à peu près pas au Canada français. À l'époque, seule une poignée de spécialistes, tels qu'Édouard Montpetit et François Vézina, évoluent au sein de ce champ d'expertise scientifique qui en est encore à ses balbutiements<sup>36</sup>. Les universités francophones du Québec n'offrent pas non plus de formation précise en lien avec ce secteur<sup>37</sup>. Quant à l'État provincial, celui-ci ne considère pas le développement de la science économique comme étant une nécessité<sup>38</sup>. Qui plus est, la science économique est à l'époque, au Québec du moins, étroitement associée à la science politique, à la sociologie, à l'histoire ainsi qu'au droit. Ce faisant, elle n'est pas considérée comme étant une science autonome<sup>39</sup>. Les quelques spécialistes en économie que compte alors le Québec ont pour la plupart été formés dans des universités françaises, anglaises ou américaines<sup>40</sup>. Des spécialistes, comme Édouard Montpetit, joueront d'ailleurs un rôle crucial dans le processus d'autonomisation de la science économique québécoise durant les décennies 1920 et 1930<sup>41</sup>. C'est pour ces raisons qu'Angers privilégie la voie de la comptabilité, considérée plus sûre. En expliquant son choix de formation, Angers affirmera en 1985 que :

La science économique, à cette époque-là, ça n'existait tout simplement pas au Québec. Et bien que ça m'intéressait et que je lisais beaucoup là-dessus, je voyais bien qu'il n'y avait pas de débouchés ni de postes qui me seraient accessibles à la fin des études. C'est pour ça que j'ai plutôt choisi, du moins

---

<sup>36</sup> François-Albert Angers, « Naissance de la pensée économique au Canada français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 15, no. 2, septembre 1961, p. 203-229.

<sup>37</sup> Christian Belhumeur-Gross, *Étude comparative de la pensée économique canadienne-française et canadienne-anglaise durant l'entre-deux-guerres*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2014, p. 12.

<sup>38</sup> *Ibid.* C'est surtout à partir de la Crise économique des années 1930 que l'opinion de l'État fédéral à cet égard se verra transformée. Pour les économistes de l'époque, une carrière au sein de l'État fédéral semblait une réalité plus réaliste.

<sup>39</sup> Pierre Fortin, « Les étapes de la science économique au Québec : démarrage, construction et maturité », *L'Actualité économique, Revue d'analyse économique*, vol. 76, no. 1, mars 2000, p. 67-69.

<sup>40</sup> *Ibid.* Une majorité d'économistes de l'époque ont été formés à l'École libre de Science politique de Paris.

<sup>41</sup> Jonathan Fournier, « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no. 3, 2005, p. 392-394.

dans le cadre de mes études [secondaires/techniques], de m'orienter vers la comptabilité, tout en suivant des cours d'économie politique.<sup>42</sup>

Le jeune Angers débute ainsi ses études secondaires/techniques, qui dureront environ deux ans. Durant cette période, il demeure à la résidence familiale, ce qui le coupe en partie des opportunités de réseautage qu'il pourrait avoir en résidant à Montréal. Néanmoins, le jeune homme excelle dans la majorité des matières et démontre des aptitudes précoces en économie politique. Il suit notamment avec un vif intérêt le cours donné par François Vézina, fraîchement embauché au sein des HEC<sup>43</sup>. Angers prend rapidement de l'avance sur le programme officiel et il écrit aux responsables afin de leur demander des suggestions de lectures. Rapidement, il est remarqué par certains de ses professeurs, dont Louis Favreau, alors responsable du programme à distance :

Permettez-moi d'abord de vous féliciter de la façon dont vos travaux sont exécutés. Si vous entrevoyez du succès dans la comptabilité publique, je vous engage, pour ma part, à continuer vos études de comptabilité [...] Je crois qu'en vous mettant au travail sérieusement, vous obtiendrez de très bons résultats. Je n'ai qu'un conseil à vous donner : le soin de votre écriture.<sup>44</sup>

Durant cette première année de formation à distance, Angers vit encore mal l'isolement social et culturel typique de La Malbaie. Loin de la vie de collégien qu'il a jadis connu et échappant à la vie montréalaise qu'il rêve d'un jour expérimenter, ce dernier se voit contraint de prendre son mal en patience en attendant sa majorité. Néanmoins, le jeune homme trouvera à l'été 1925 un exutoire lui permettant de se constituer un premier réseau de contacts et de se familiariser avec les fondements du nationalisme canadien-français. En

---

<sup>42</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

<sup>43</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 48-52.

<sup>44</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de Louis Favreau à François-Albert Angers », 6 octobre 1926. À l'époque, Angers a une calligraphie médiocre qui rend parfois difficile la compréhension de ses textes.

effet, c'est via le journal régional qu'il apprend l'existence d'une section locale de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC)<sup>45</sup>.

### **2.3 Aux racines d'un engagement catholique et nationaliste : l'ACJC de La Malbaie**

L'ACJC fut l'une des grandes organisations de jeunesse nationaliste de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Elle joua un rôle central dans le développement intellectuel et militant de François-Albert Angers, qui découvrira par le biais de cette organisation les grandes idéologies nationalistes de son temps, les figures dominantes de ce mouvement ainsi que l'éthique d'engagement typique de ce milieu caractéristique du Canada français. Avant d'analyser l'importance de l'expérience acéjiste dans le parcours d'Angers, il importe de revenir sur l'historique de ce mouvement de jeunesse très influent dans les cercles catholiques modernistes du Canada français.

#### **2.3.1 Historique de l'ACJC**

L'ACJC fut fondée au tout début du 20<sup>e</sup> siècle, en 1904, par les abbés Lionel Groulx et Émile Chartier, respectivement professeurs au Collège de Valleyfield et au Collège de Saint-Hyacinthe. Ses fondateurs ont notamment été influencés par les écrits de Louis Veuillot et de Montalembert, figures centrales du catholicisme militant français. L'ACJC tire d'ailleurs ses origines d'une organisation française, l'Association catholique de la jeunesse française, mise sur pied en 1886 et visant à former une élite catholique militante au sein de la jeunesse de la nation<sup>46</sup>. Les spécialistes notent toutefois que l'ACJC est plus nationaliste et beaucoup plus proactive que sa consœur française<sup>47</sup>. L'association se caractérise comme étant à la fois un mouvement « d'action catholique » et de « régénération

---

<sup>45</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

<sup>46</sup> Charles-Philippe Courtois, *Lionel Groulx : le penseur le plus influent de l'histoire du Québec*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2017, p. 83-96.

<sup>47</sup> *Ibid.*

de la classe juvénile » ainsi que comme « une œuvre de la jeunesse, par la jeunesse et pour la jeunesse »<sup>48</sup>. Ses membres, les acéjistes, se donnent comme orientation « une vie efficacement militante pour le bien de la religion et de la patrie » et une ligne de conduite : « Piété, Étude, Action »<sup>49</sup>. Ils cherchent à « élever le chrétien et le citoyen de son temps [...] ce qui sera le meilleur moyen de contrer le laïcisme ambiant »<sup>50</sup>. Aux racines de cette organisation, on dénote une orientation en faveur d'un nationalisme autonomiste canadien-français, une dévotion envers l'idéal catholique tel que dicté par la Doctrine sociale de l'Église et les encycliques papales, mais aussi une préoccupation liée à la nécessité de doter la jeune génération d'une conscience sociale et politique, typique des milieux militants catholiques du début du 20<sup>e</sup> siècle. Les dirigeants acéjistes cherchent ainsi à lutter contre « l'isolement et le découragement caractéristique de la génération de 1900 »<sup>51</sup>. L'ACJC regroupe, en majorité, des jeunes hommes âgés de 15 à 30 ans.

Présent depuis déjà quelques années dans certains cercles collégiaux de la province, le militantisme de style « action catholique » prend son essor à la suite du congrès de fondation de l'organisation, qui a lieu en juin 1904. Dès lors, le mouvement prend de l'expansion et, dès 1905, on recense 14 cercles acéjistes au Québec et dans certaines régions du Canada français<sup>52</sup>. Ce chiffre monte à 25 en 1906, à 60 en 1912 et à 150 en 1924. Entre 1904 et 1920, le nombre d'acéjistes passe d'ailleurs de 14 à 3 000 membres<sup>53</sup>. Le mouvement a le vent dans les voiles, ce qui s'explique par le zèle de ses dirigeants, mais

---

<sup>48</sup> Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec. Tome II : 1896-1929*, Québec, Fides, 2004, p. 68.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>50</sup> *Ibid.*

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> *Ibid.*

aussi par les moyens d'action privilégiés par les membres (journaux, rencontres annuelles, assemblées, cercles de discussions, etc.)<sup>54</sup>. Les cercles acéjistes se retrouvent principalement dans les institutions d'enseignements, tels que les collèges classiques, mais aussi dans certaines paroisses où s'organise la jeunesse qui est, généralement, appuyée par le curé local. L'organisation vivra ses heures de gloire durant la décennie 1920, période durant laquelle elle met en place divers modes d'action : « pétitions pour la reconnaissance du fait français dans les services publics, souscription pour un monument à Dollard, campagnes contre la persécution des droits scolaires des minorités francophones hors Québec »<sup>55</sup>. Jusqu'à sa disparition, à l'orée de la Révolution tranquille, l'ACJC se démarque par son idéologie nationaliste et théologique, caractérisée par une :

Affirmation de sa foi, prééminence de la religion sur la patrie et surtout sur les partis politiques, reconnaissance d'une mission spéciale du Canada français catholique en Amérique et de la royauté du Sacré-Cœur sur le Canada français à la manière de Tardivel dans son roman *La Patrie* de 1895, autonomie du Canada, primauté du Canada français sur le Canada, défense de la nationalité, promotion de l'histoire du Canada et du français dans les services publics. La jeunesse entend aussi défendre l'éducation catholique contre l'école obligatoire et suivre les affaires scolaires des minorités catholiques et françaises hors du Québec.<sup>56</sup>

Toutefois, dès les années 1930, le mouvement acéjiste perdra de son influence, au profit de nouvelles organisations plus sensibles aux problèmes sociaux découlant de la Crise

---

<sup>54</sup> Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, p. 30.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>56</sup> Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec : 1896-1929, Op. Cit.*, p. 69.



économique<sup>57</sup>. L'organisation sera également mise à mal dû à ses méthodes autoritaires et à la centralisation des pouvoirs décisionnels au sommet de la hiérarchie paroissiale.

### ***2.3.2 Une véritable école de « l'engagement national »***

Pour en revenir à François-Albert Angers, précisons que le cercle acéjiste de La Malbaie voit le jour en 1925<sup>58</sup>. À l'époque, le cercle est dirigé par l'abbé Jean-Baptiste Tremblay, alors nommé par le curé de la paroisse, qui est entouré par un conseil composé de jeunes acéjististes (président, vice-président, secrétaire, conseillers). Le cercle paroissial de La Malbaie est alors rattaché au Groupe Charlevoix et en constitue le corps central. Selon les archives consultées, c'est à partir de l'automne 1925 qu'Angers commence à s'investir au sein de l'ACJC locale. Assistant régulièrement aux réunions et aux assemblées, il développe un petit réseau de contacts parmi les membres de l'organisation<sup>59</sup>. Il se fait également remarquer par l'abbé Tremblay, qui apprécie le dynamisme de ses interventions ainsi que ses réflexions, ce qui le démarque rapidement de ses condisciples<sup>60</sup>. D'ailleurs, Angers se fera élire par ses pairs à titre de conseiller, quelques mois à peine après son entrée dans l'organisation.

Globalement, le cercle acéjiste de La Malbaie ressemble beaucoup aux autres cercles régionaux de l'organisation, en regard des activités qui y sont tenues. Les assemblées hebdomadaires servent surtout à discuter de questions liées à des lectures d'œuvres choisies, mais permettent aussi aux membres d'entendre certains orateurs,

---

<sup>57</sup> Louise Bienvenue, *Op. Cit.*, p. 31. Parmi ces nouvelles organisations, on notera entre autres la Jeunesse étudiante catholique (JEC), la Jeunesse ouvrière catholique (JOC), la Jeunesse agricole catholique (JAC) ainsi que la Jeunesse indépendante catholique (JIC).

<sup>58</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « Documents de l'ACJC (1925-1926) ».

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> *Ibid.*

surtout des prêtres et des abbés impliqués dans d'autres cercles acéjistes tels que le Révérend Père Gagnon, ancien aumônier-directeur du Cercle Sacré-Cœur d'Ottawa<sup>61</sup>. Le cercle de La Malbaie est également le théâtre de plusieurs débats à saveur historique. Dans les archives de l'ACJC, on remarque la présence de nombreux rapports et de procès-verbaux qui résument les propos tenus dans le cadre de discussions où, généralement, deux points de vue s'affrontent. Par exemple, un débat tenu le 6 octobre 1925 permet aux membres d'exprimer leur point de vue quant au bien-fondé des actions de Montcalm et de Lévis lors du Siège de Québec de 1759, dans le contexte de la Guerre de la Conquête<sup>62</sup>. Le but de cet exercice est de familiariser les membres du cercle avec certains épisodes précis de l'histoire canadienne, mais aussi de leur permettre de développer des aptitudes liées à la rhétorique, très utiles pour les jeunes hommes qui ne fréquentent pas le collège classique. Un autre débat, tenu le 29 novembre 1926, porte sur la nécessité pour les agriculteurs de s'instruire, dans le contexte du développement du capitalisme dans le secteur de l'agriculture au Québec et en Amérique du Nord. Angers s'y distingue, en défendant le point de vue selon lequel « un cultivateur qui n'est pas instruit ne peut pas réussir aussi bien que son voisin qui le sera »<sup>63</sup>. Ce dernier met ainsi en lumière les dangers guettant la classe agricole canadienne-française face au géant capitaliste américain.

En analysant le parcours d'Angers, il apparaît clairement que c'est son passage à l'ACJC qui éveille en lui une première forme de « conscience nationale », en plus de lui insuffler une sensibilité à l'égard des devoirs de l'intellectuel catholique, défini par Pierre

---

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « Montcalm et Lévis », 29 novembre 1926.

<sup>63</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « Discussion sur la nécessité de l'instruction pour le cultivateur », 29 novembre 1926.

Trépanier comme étant « devoirs du témoignage, du perfectionnement personnel, devoir de vérité, devoir d'apostolat »<sup>64</sup>. Ce passage, tiré de l'un des premiers discours que présente Angers à ses confrères acéjistés en janvier 1927, témoigne de la conscientisation qui s'opère dans l'esprit du jeune malbécien :

Cet entraînement à la piété et à l'apostolat, cette formation religieuse solide et épurée de toute « sainte-nitoucherie », si je puis dire, donne à l'Église des hommes capables de la défendre quand elle est attaquée et capables de la propager au besoin : l'ACJC lui fournira ces hommes-là [...] La patrie et la nation canadienne-française ont aussi besoin d'hommes aux idées véritablement patriotes, d'hommes convaincus de la valeur de leur pays et de leur race et qui mettront leurs intérêts particuliers de côté pour défendre ceux de la nation qui leur a donné le jour.<sup>65</sup>

L'engagement d'Angers au sein de l'ACJC lui permet également de développer son intérêt pour l'histoire du Canada, qui constitue l'un des principaux objectifs fixés par les fondateurs de cette organisation. Possédant un intérêt marqué pour les héros de la Nouvelle-France, Angers participe notamment à un concours d'histoire ouvert aux acéjistés de la région de Charlevoix et du Saguenay à l'hiver 1927, et surnommé « Concours de Dollard ». Les participants doivent rédiger une composition écrite portant sur la vie et l'œuvre missionnaire de Dollard des Ormeaux, personnage emblématique de la période du Régime français et figure respectée au sein des cercles nationalistes du début du 20<sup>e</sup> siècle. Intitulé « La mort d'un héros », le travail réalisé par Angers lui permet de se classer au 5<sup>e</sup> rang et d'obtenir une mention honorable de la part des membres du jury<sup>66</sup>.

---

<sup>64</sup> Pierre Trépanier, *Qu'est-ce que le traditionalisme?* Causerie-débat tenue à Montréal, 8 juin 2002, Club du 3 juillet, p. 17.

<sup>65</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « Les avantages de l'ACJC », 24 janvier 1927. L'utilisation de l'expression « sainte-nitoucherie » n'est pas sans rappeler une certaine forme de misogynie utilisée par Angers dans ce contexte.

<sup>66</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « La mort d'un héros », non daté.

### 2.3.3 Angers : président du cercle malbéen de l'ACJC

Angers semble rapidement faire ses classes au sein du cercle acéjiste de La Malbaie, puisqu'il est élu président à la fin de l'été 1926<sup>67</sup>. Il demeurera en poste jusqu'à la fin de l'été 1928, au moment de quitter La Malbaie en direction de Montréal. Or, son « règne » qui s'étale sur une période d'un peu moins de deux ans est marqué par un certain autoritarisme qui lui donnera l'image d'un véritable croisé. Ce comportement est influencé par le fait que le cercle acéjiste de La Malbaie est affecté par un certain manque d'assiduité de la part des membres du conseil de direction. Dans ses archives personnelles, Angers fait plusieurs fois référence au fait que ses confrères ne semblent pas prendre au sérieux les activités organisées par l'abbé Tremblay. Dû à cela, il se voit obliger de rappeler que « nous sommes là pour étudier et pas pour amener sur le tapis des futilités qui ne peuvent que nous faire perdre notre temps et qui seront nécessairement repoussées par la direction du cercle »<sup>68</sup>. Un discours en particulier, daté du 6 septembre 1926, illustre sa volonté à rehausser le degré d'engagement des membres acéjististes:

À la dernière convention régionale, il a été établi qu'il valait mieux n'avoir que quelques bons membres et que c'était un tort d'accepter un grand nombre de médiocres, voir même plus que médiocres [...] Aussi avons-nous décidé d'être plus sévères que par le passé [...] Et c'est bien cela qu'il nous faut pour que le cercle vive et progresse. Il faut que tous ses membres soient des convaincus [...] Prenons la résolution d'être des membres sérieux, de vrais membres, convaincus de la valeur de l'association dont ils font partie, convaincus de l'efficacité de ses moyens, de la véracité de ses principes et de la grandeur de son but, et vous verrez qu'à la fin de l'année nous aurons fait une belle œuvre.<sup>69</sup>

---

<sup>67</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « Quelques considérations », 6 septembre 1926.

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> *Ibid.*

Signée de la main d'un jeune homme de 17 ans, cette citation démontre le sérieux avec lequel Angers entend mener son militantisme au sein de l'ACJC. En ce sens, le jeune malbéen présente certaines dispositions qui le rapprochent de l'idéal type associé au courant du catholicisme social tel que prôné par les élites ecclésiastiques de l'époque.

De même, les influences intellectuelles qui inspirent le jeune Angers durant ses années à l'ACJC sont également caractéristiques du milieu catholique dans lequel il évolue. Fait étonnant, la figure du chanoine Lionel Groulx ne représente pas une influence marquante pour ce dernier, du moins à l'époque. Cela est d'autant plus surprenant que Groulx est l'un des cofondateurs de l'organisation et qu'il est déjà une figure majeure du nationalisme canadien-français dans les années 1920. Dans un article paru en 1978 dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, Angers reviendra sur ce fait inusité :

N'étant pas de la région de Montréal, mais de celle de Charlevoix, je n'avais pas participé à toute l'activité nationaliste qui accompagnait la montée de l'abbé Groulx depuis 1917, et j'en connaissais alors peu de chose. J'étais actif dans l'ACJC de ma région, mais il était peu question de Groulx dans ces lieux éloignés du Québec. C'était Henri Bourassa qui était le grand prophète.<sup>70</sup>

À la fin de l'adolescence, Angers est donc beaucoup plus près des idées du fondateur du journal *Le Devoir*. La figure de Bourassa se rapproche d'ailleurs de celle du « père spirituel » du mouvement acéjiste, surtout pour les cercles situés en milieux régionaux. Qui plus est, Bourassa est l'une des sommités intellectuelles de la décennie 1920 et plusieurs membres nationalistes du clergé voient en lui un modèle à suivre pour leurs ouailles. Ardent défenseur du « pacte entre les deux nations », du « droit des minorités » et du « droit des provinces », Bourassa défend un nationalisme canadien bon-ententiste et

---

<sup>70</sup> François-Albert Angers, « Mesure de l'influence du chanoine Groulx sur son milieu », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, no. 3, décembre 1978, p. 358.

croit fermement à la formule confédérative<sup>71</sup>. Cette citation tirée de l'édition du 3 avril 1904 du journal *Le Nationaliste*, résume le cœur de l'argumentaire bourassien :

Notre nationalisme est le nationalisme canadien, fondé sur la dualité des races et sur les traditions particulières que cette dualité comporte. Nous travaillons au développement du patriotisme canadien, qui est à nos yeux la meilleure garantie de l'existence des deux races et du respect mutuel qu'elles se doivent. La Patrie, pour nous, c'est le Canada tout entier, c'est-à-dire une fédération de races distinctes et de provinces autonomes. La nation que nous voulons voir se développer, c'est la nation canadienne, composée des Canadiens français, et des Canadiens anglais, c'est-à-dire de deux éléments séparés par la langue et la religion, et par les dispositions légales nécessaires à la conservation de leurs traditions respectives, mais unies dans un attachement de confraternité, dans un commun attachement à la patrie commune.<sup>72</sup>

Angers adhère complètement à cette forme de nationalisme, étroitement associée à l'autonomisme initialement développé par Honoré Mercier à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Les écrits et les retranscriptions de discours du jeune homme font d'ailleurs écho aux positions défendues à maintes reprises par Bourassa et le nationalisme d'Angers, à cette époque du moins, est fermement ancré dans cette logique bon-ententiste. C'est ce qui ressort des notes manuscrites des discours prononcés à l'ACJC de La Malbaie<sup>73</sup>. Tout au plus fait-il référence à la nécessité pour la collectivité canadienne-française de se ressaisir afin d'harmoniser son développement économique et social à celui du Canada anglais, sans remettre en question la légitimité des liens politiques entre les deux collectivités. Les idées d'Angers à cette époque sont donc, pour la plupart, tirées des thèses bourrassiennes.

---

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 366. Sur Henri Bourassa, on notera avec intérêt l'ouvrage suivant : Réal Bélanger, *Henri Bourassa. Le fascinant destin d'un homme libre*, Sillery, Presses de l'Université Laval, 2013, 570 p. Sur la notion de pacte entre les deux nations fondatrices du Canada, voir l'étude suivante : Stéphane Paquin, *L'invention d'un mythe. Le pacte entre deux peuples fondateurs*, Montréal, VLB, 1999, 171 p.

<sup>72</sup> Henri Bourassa, « Réponse amicale à la Vérité », *Le Nationaliste*, 3 avril 1904, p. 2.

<sup>73</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « Documents de l'ACJC (1925-1926) ».

Très attaché aux activités de l'association, Angers demeurera un militant actif de l'ACJC de La Malbaie jusqu'à l'âge de 18 ans. Il quittera finalement l'association à la veille de son départ pour Montréal, à la fin de l'hiver 1928.

## **2.4 L'expérience montréalaise et l'École des HEC**

Désirant poursuivre sa formation entreprise aux HEC, François-Albert Angers entame en 1928 des études afin d'obtenir une licence en sciences commerciales. Or, l'expérience montréalaise s'avère centrale dans le développement intellectuel du jeune Malbéen, qui développe des compétences liées à son futur domaine d'expertise, la science économique, tout en se dotant d'un réseau de contacts issus du corps professoral des HEC. Moins impliqué socialement que par le passé, Angers diminue ses engagements durant la période de 1928 à 1934, afin de se consacrer à ses études. Souffrant de la tuberculose entre 1931 et 1932, c'est avec un sentiment d'urgence qu'il complète sa licence, inquiet de devoir faire un choix de carrière en pleine Crise économique.

### ***2.4.1 Le grand départ pour Montréal***

Le programme de formation à distance que suit Angers à l'École des HEC se terminant à l'été 1927, celui-ci doit prendre une décision quant à son avenir. Désirant poursuivre ses études et franchement décidé à quitter La Malbaie, il fait part de son projet à ses parents. Réticents à l'idée de voir leur fils se plonger intensément dans les études, en vertu de sa santé fragile, ceux-ci finissent tout de même par accepter le plan que leur présente leur fils, soit de suivre une formation universitaire aux HEC afin d'y obtenir une licence en sciences commerciales. Son choix s'est d'ailleurs arrêté à la suite de discussions avec Louis Favreau et François Vézina<sup>74</sup>. Ayant convaincu ses parents,

---

<sup>74</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 48-49.

Angers attend impatiemment son départ pour Montréal: « j'étais tout feu tout flamme. L'idée de continuer mes études, de faire quelque chose dans la vie. Les deux dernières années où je suis resté à La Malbaie, je me suis plaint beaucoup. Y se passait rien! »<sup>75</sup>.

Avec son diplôme secondaire/technique en main, Angers déménage à Montréal à l'hiver 1928, à l'âge de 18 ans. Il se loue une petite chambre en ville, sur la rue Saint-André, à quelques pas de l'École des HEC et tout près du centre-ville<sup>76</sup>. Jugeant que son dossier présente certaines lacunes, la direction de l'École lui impose un programme préparatoire de deux années, obligatoire afin de poursuivre la formation de niveau universitaire<sup>77</sup>. Malgré cela, Angers gardera un excellent souvenir de cette première année passée sur les bancs des HEC, qualifiant cette période comme étant une « expérience emballante » passée à découvrir un « monde nouveau », celui des études universitaires<sup>78</sup>. Ce sentiment que ressent Angers est d'ailleurs partagé par certains de ses collègues issus de régions éloignées. C'est le cas de Gérard Filion (1909-2005), futur directeur du *Devoir*, figure intellectuelle des années 1950 et 1960 et originaire de L'Isle-Verte dans le Bas-Saint-Laurent<sup>79</sup>. Partageant le même âge et fréquentant les mêmes cours, Angers et Filion se lient rapidement d'une solide amitié qui durera plusieurs décennies<sup>80</sup>. Qui plus est, Angers se plaît beaucoup dans les enceintes de l'École des HEC, une institution alors en pleine croissance.

---

<sup>75</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 49.

<sup>78</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

<sup>79</sup> Sur Gérard Filion, on consultera notamment les mémoires de ce dernier : Gérard Filion, *Fais ce que peux*, Montréal, Boréal, 1989, 383 p.

<sup>80</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 107-110.



#### **2.4.2 L'École des HEC : un bref historique**

Fondée en 1907 sous l'impulsion de la Chambre de commerce de Montréal, l'École des HEC est partiellement rattachée à l'Université Laval de Montréal, mais elle ne possède aucun lien avec l'Église, au grand dam de cette dernière<sup>81</sup>. Spécialiste de l'histoire de cette institution, Pierre Harvey note qu'à ses débuts, et jusqu'à la nomination d'Esdras Minville à sa tête en 1938, l'École présente un « visage très européen »<sup>82</sup>. Auguste-Joseph de Bray et Henry Laureys, ses deux premiers directeurs respectivement de 1907 à 1916 et de 1916 à 1938, sont d'origine belge. Ceux-ci recrutent en grande partie les professeurs de l'École du côté de la France et de la Belgique, formant ainsi un corps professoral presque exclusivement européen. Qui plus est, les quelques professeurs canadiens-français présent à l'École (Édouard Montpetit, François Vézina, Benoît Brouillette, Joseph-Ernest Grégoire, Paul-Henri Guimont et Léon Mercier-Gouin) sont allées parfaire leur formation dans les grandes universités françaises ou anglaises<sup>83</sup>. Aussi, faut-il noter que les enseignants des HEC se documentent majoritairement via les grandes écoles d'économie européennes afin de préparer leurs cours. Ce phénomène, facilité par la présence d'étudiants canadiens-français en Europe, est également conséquent du fait de la faible production scientifique du Canada français en science économique, qui en est encore à ses balbutiements.

Néanmoins, dans l'immédiat des années 1920, l'École des HEC connaît des difficultés de nature financière et administrative. Constituée en corporation jusqu'en 1926, celle-ci est obligée de revoir son modèle organisationnel dû à un problème

---

<sup>81</sup> *Ibid.*

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 30-39.

<sup>83</sup> Jonathan Fournier, « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no. 3, 2005, p. 414.

d'endettement chronique. Ces problèmes financiers sont en partie causés par les volontés expansionnistes du directeur Henry Laureys, qui ne ménage pas d'efforts afin de faire des HEC l'une des plus grandes écoles de commerce et de gestion de l'Amérique du Nord<sup>84</sup>. Face à une impasse financière qui risque de faire périliter l'institution à moyen terme, le conseil d'administration des HEC opte donc pour un rattachement au gouvernement provincial<sup>85</sup>. L'École des HEC devient alors une institution d'État, mais demeure affiliée à l'Université Laval de Montréal en ce qui a trait à l'approbation des programmes et des diplômes. Malgré ces difficultés, l'École devient rapidement un haut lieu du savoir, ses professeurs étant régulièrement sollicités par les autorités gouvernementales afin d'obtenir des renseignements ou des conseils relativement aux politiques publiques en lien avec le développement économique<sup>86</sup>. Qui plus est, le rattachement de l'École aux structures gouvernementales favorise la transformation du corps professoral, qui se dote progressivement de professeurs canadiens-français.

#### ***2.4.3 Un corps professoral résolument nationaliste***

C'est au sein du corps professoral des HEC qu'Angers parvient à tisser un premier réseau de contacts. Assurément, Édouard Montpetit (1881-1954) constitue une figure marquante pour le jeune homme de La Malbaie<sup>87</sup>. Pionnier du développement de la science économique au Québec, Montpetit a suivi une formation en France à l'École libre

---

<sup>84</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 33-36.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>86</sup> Jonathan Fournier, *Op. Cit.*, p. 392-393.

<sup>87</sup> Sur Édouard Montpetit, on consultera les études suivantes : Rodolphe Joubert, *Essai sur la vie et l'œuvre d'Édouard Montpetit*, Montréal, Éditions Élysée, 1975, 449 p.; Marcel Fournier, « Édouard Montpetit et l'Université moderne, ou échec d'une génération », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, no. 1, juin 1982, p. 3-30; Martin Petitclerc, « "Je ne serais ni Bleu ni Rouge, je serais de la Commission des Assurances Sociales..." : l'impartialité de la commission Montpetit à l'épreuve de la partisanerie politique dans le Québec des années 1930 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no. 3, 2015, p. 38-59.

des sciences politiques et au Collège des sciences sociales. Premier Canadien français embauché à l'École des HEC en 1910, la carrière de Montpetit l'amènera également à enseigner à l'Université de Montréal, à l'École polytechnique de Montréal, à la Sorbonne et à l'Université libre de Bruxelles. Considéré comme le premier économiste professionnel du Canada français, Montpetit possède une conception de l'économie ancrée dans une logique nationaliste et catholique<sup>88</sup>. Néanmoins, c'est surtout par son enseignement que Montpetit marque les esprits, notamment par le biais de cours portant sur l'économie politique, les systèmes monétaires internationaux et l'exploitation des ressources naturelles<sup>89</sup>. Angers tisse rapidement des liens avec le célèbre pédagogue, qui oriente le jeune homme vers des lectures appropriées. En 1961, Angers brosse un portrait élogieux de l'un de ses premiers – et plus influents – maîtres à penser :

L'œuvre de Montpetit a été une œuvre immense [...] Il fut exactement l'homme dont nous avons besoin à ce moment, et qui a ouvert la voie à tous ceux qui sont venus depuis. Il a installé, au cœur du Canada français, une conception de la science économique dont l'École des Hautes Études garde la marque indélébile et qui est, en réalité, fort originale et fort prometteuse [...] C'est lui qui crée et qui tient pendant 35 ans la première chaire d'enseignement économique au Canada français : celle de l'École des Hautes Études commerciales. C'est lui qui lance la première Faculté des Sciences sociales, économiques et politiques à l'Université de Montréal; alors école du soir, école de vulgarisation plus que de véritable standing universitaire, mais qui, dans l'esprit même de son fondateur, devait répandre la bonne parole et préparer le jour où pourrait se constituer un enseignement plus avancé.<sup>90</sup>

Tout au long de sa carrière, Angers reconnaîtra l'influence décisive qu'a eue Montpetit dans sa formation et son choix de carrière. Puis, au cours de sa première année en sciences

---

<sup>88</sup> Christian Belhumeur-Gross, *Op. Cit.*, p. 42-46.

<sup>89</sup> François-Albert Angers, « Naissance de la pensée économique au Canada français », *Op. Cit.*, p. 224.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 224-225.

commerciales, le jeune malbéen fait une autre rencontre qui jouera un rôle décisif dans son parcours, celle de l'économiste gaspésien Esdras Minville.

Fait intéressant à noter, Minville (1896-1975) est lui-même un pur produit de l'École des HEC. Détenteur d'une licence en sciences commerciales obtenue en 1921, il est également un disciple d'Édouard Montpetit puisque c'est sous sa direction qu'il est sensibilisé aux problèmes socio-économiques de la collectivité canadienne-française<sup>91</sup>. Doté d'une formation autodidacte en philosophie et en sociologie, Minville est embauché comme professeur aux HEC en 1924. Dès lors, il poursuit « l'œuvre nationale » de Montpetit en collaborant avec plusieurs organisations nationalistes. Membre du comité éditorial de *L'Action française* et proche du chanoine Groulx, Minville est également responsable de la renaissance de la revue – renommée *L'Action nationale* – en 1933. Prônant une vision axée sur la reconquête économique du Québec par le biais d'une action inspirée de la Doctrine sociale de l'Église, l'œuvre de Minville est caractérisée par un souci d'harmonie entre l'étude du milieu et la nécessaire reprise en main du capital par les Canadiens français. Durant sa carrière académique, il participe activement à la transformation de l'École des HEC, en faisant de l'institution un véritable foyer intellectuel d'une génération d'économistes nationalistes. Il fonde également dans les enceintes de l'École la célèbre revue *L'Actualité économique*, en 1925, qui devient rapidement une courroie de transmission pour ses idées et celles de ses proches collaborateurs<sup>92</sup>. Animateur

---

<sup>91</sup> Sur Minville, on notera avec intérêt les études suivantes : Pierre Trépanier, « Esdras Minville et le traditionalisme canadien-français », *Cahier des Dix*, no. 50, 1995, p. 255-294; Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, *Op. Cit.*; Roméo Bouchard, *La Reconquête du Québec, Esdras Minville et le modèle gaspésien*, Montréal, Écosociété, 2011, 228 p.

<sup>92</sup> Ruth Dupré, Yves Gagnon et Paul Lanoie, « D'une revue d'affaires à une revue économique : 75 ans dans la vie de *L'Actualité économique* », *L'Actualité économique*, vol. 76, no. 1, 2000, p. 11.

influent de différents réseaux intellectuels, Minville constitue l'idéal type du penseur traditionaliste canadien-français pour qui « le progrès n'implique ni rupture ni démolition, mais plutôt le développement d'une tradition qui s'enracine dans l'acquis, dans l'œuvre des générations qui l'ont précédé »<sup>93</sup>. En ce sens, Pierre Trépanier dit de Minville que « son nationalisme avait pour seule fin de consolider la maîtrise de l'économie et l'édification un État vraiment national, et de l'épanouir selon les deux lignes maîtresses dessinées par ses origines: la religion catholique et la culture française »<sup>94</sup>. Les idées de Minville en font d'ailleurs l'un des maîtres à penser du traditionalisme canadien-français<sup>95</sup>. Ses réflexions et prises de position précèdent à maints égards certaines orientations prises par le gouvernement libéral de Jean Lesage lors des grandes réformes de la Révolution tranquille (nationalisation de ressources naturelles, réformes à caractères sociales, aides aux entreprises, etc.). En 1996, Angers affirmera que « Minville se dresse comme le précurseur d'une pensée économique organisée à la moderne au Québec. Et cette pensée québécoise se révèle avoir eu une valeur d'universalisme », en plus d'insister sur le caractère foncièrement moderne de sa pensée : « L'œuvre de Minville est une œuvre à reprendre, à relire et à approfondir aujourd'hui, car quiconque la relira se rendra compte combien il reste à faire de tout ce qu'il a dégagé »<sup>96</sup>.

Durant ses années de formation aux HEC, Angers tisse rapidement des liens avec Minville, qui devient son mentor et son directeur d'études. Cette amitié intellectuelle lui

---

<sup>93</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Sillery, Presses de l'université Laval, 2007, p. 196.

<sup>94</sup> Pierre Trépanier, « Esdras Minville et le traditionalisme canadien-français (1896-1975) », *Op. Cit.*, p. 293.

<sup>95</sup> Esdras Minville (édité par François-Albert Angers), *Œuvres complètes (Tome 1) : La vie économique. L'économie du Québec et la science économique*, Montréal, Fides et Presses des HEC, 1979, p. 7-10.

<sup>96</sup> François-Albert Angers, « La pensée économique d'Esdras Minville », *L'Actualité économique*, vol. 72, no. 4, décembre 1996, p. 394-395.

permet à la fois de bénéficier du réseau de contacts élargi de Minville, mais aussi de développer des compétences professionnelles. Qui plus est, Minville constitue le modèle par excellence de l'intellectuel engagé dans la Cité, un principe que mettra en pratique Angers le temps venu<sup>97</sup>. Enfin, Minville transmet à son jeune disciple un certain idéal lié à sa vision nationaliste et traditionaliste du devenir de la nation canadienne-française. En définitive, on ne peut sous-estimer l'importance de ce dernier dans le parcours d'Angers, qui constitue à la fois un maître à penser, un directeur d'étude ainsi qu'un ami fidèle<sup>98</sup>.

Or, si ces professeurs ont une très haute opinion d'Angers et qu'ils lui permettent de se familiariser avec l'environnement intellectuel des HEC, c'est notamment parce que le jeune homme se distingue par ses performances académiques. Durant ses années d'études, Angers maintient une moyenne appréciable d'environ 90 % et se classe en tête de sa cohorte<sup>99</sup>. D'ailleurs, les succès académiques de ce dernier trouvent écho dans certains journaux. Dans l'édition du 3 juin 1930 du *Devoir*, on apprend qu'Angers s'est vu attribuer l'une des médailles du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, « décernée à l'étudiant de 1<sup>ère</sup> B qui s'est classé premier en philosophie »<sup>100</sup>. D'ailleurs, les bulletins retrouvés dans son fonds d'archives indiquent qu'Angers obtient une moyenne de 93 % lors de sa première année (non préparatoire), de 89 % lors de sa deuxième année, puis

---

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> Le fait que François-Albert Angers ait édité l'œuvre complète de Minville témoigne avec éloquence de l'étroite relation entre les deux hommes et du profond respect que l'élève vouait à son ancien maître.

<sup>99</sup> Jusqu'à une époque relativement récente, il était coutume pour les établissements scolaires et académiques d'indiquer dans le bulletin des étudiants le rang qu'ils occupaient dans leurs classes respectives, en comparaison à leurs collègues.

<sup>100</sup> « Les diplômés des hautes études », *Le Devoir*, 3 juin 1930, p. 5.

de 92 % lors de sa dernière année<sup>101</sup>. Toutefois, cette lancée sera stoppée brutalement en 1931, au moment où Angers termine son avant-dernière année de formation.

#### ***2.4.3 Un intermède imprévu : le sanatorium de lac Édouard***

Souffrant de symptômes s'apparentant à une grippe depuis le début de l'année 1931, Angers se voit contraint de ralentir la cadence de ses activités. Toutefois, cela ne suffit pas à apaiser ses symptômes de plus en plus invalidants, dont une toux persistante, une fièvre accablante ainsi qu'une fatigue généralisée qui ont tôt fait d'inquiéter ses proches. Après plusieurs mois, Angers consent finalement à se rendre chez le médecin qui lui annonce qu'il souffre d'une forme agressive de tuberculose pulmonaire, une maladie très grave à l'époque<sup>102</sup>. La prescription que lui impose le médecin est draconienne : il doit suspendre indéfiniment ses études et quitter l'environnement urbain de Montréal jugé néfaste à son rétablissement afin de se réfugier au sanatorium du lac Édouard, près de Chicoutimi<sup>103</sup>. La nouvelle abasourdit Angers, d'autant plus que son séjour au sanatorium se prolongera finalement sur une période d'un an et demi<sup>104</sup>.

Vivant difficilement cet arrêt de travail forcé, ce dernier respecte plus ou moins les recommandations des médecins du lac Édouard. En effet, afin d'éviter de tomber dans un état de léthargie complet, Angers effectue des lectures à un rythme effréné, afin de combler le retard qu'il accumule vu sa condition<sup>105</sup>. Peut-être, sans le vouloir, a-t-il ainsi lui-même contribué à allonger sa convalescence. Quoi qu'il en soit, Angers demeure au sanatorium

---

<sup>101</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « Bulletin annuel », 23 mai 1934.

<sup>102</sup> Sur le sujet, on notera l'étude suivante : Louise Côté, *En garde! Les représentations de la tuberculose au Québec dans la première moitié du XXe siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000, 318 p.

<sup>103</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 49.

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

jusqu'au début de l'année 1933. Il reçoit toutefois des mots d'encouragement de ses proches et de certains professeurs, dont ceux d'Édouard Montpetit en septembre 1932 : « J'ai eu de vos nouvelles cet été. Reposez-vous, et revenez-nous. Vous êtes un des meilleurs élèves que j'ai connus, et je regrette bien, de mon côté, votre sympathique présence »<sup>106</sup>. Angers quitte finalement le sanatorium au début de l'hiver 1933. Rétabli, mais affaibli, il reprend le chemin des HEC à la fin de l'hiver afin d'y terminer sa dernière année de scolarité avant l'obtention de sa licence.

Finissant de programme, il doit notamment choisir un sujet de thèse afin de produire un texte de plusieurs dizaines de pages, ce qui constitue l'une des exigences afin d'être diplômé de l'institution. Sensibilisé aux questions économiques depuis le début de sa formation, c'est vers ce domaine qu'il tourne son attention lorsque vient le temps de déposer un choix définitif. Le 23 mars 1933, la Commission des études accepte le sujet soumis par Angers : « La théorie quantitative de la monnaie et les variations de prix au Canada »<sup>107</sup>. Voilà un sujet qui tranche résolument par rapport à ceux de ses confrères, beaucoup plus affairés à résoudre des problèmes d'ordre comptable. Le sujet choisi par Angers fait d'ailleurs partie des préoccupations d'une partie de l'intelligentsia économique de l'époque, notamment au sein des débats politiques au Canada<sup>108</sup>. Comme le souligne l'économiste Pierre Harvey, dans les années 1930, « les questions monétaires sont chaudement débattues au Canada. La guerre et la crise ont mis en relief le caractère inefficace du contrôle monétaire pratiqué alors par le ministère fédéral des Finances »<sup>109</sup>.

---

<sup>106</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Édouard Montpetit à François-Albert Angers », 15 septembre 1932.

<sup>107</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 107-108.

<sup>108</sup> *Ibid.*

<sup>109</sup> *Ibid.*



En choisissant de travailler sur ce sujet, Angers s'attaquait à un sujet d'actualité, celui « de l'influence de la masse monétaire en circulation sur le niveau général des prix »<sup>110</sup>. Passionné par son sujet, il travaille sans relâche afin de compléter les recherches nécessaires à la production de sa thèse, notamment au centre de documentation des HEC et au ministère des Finances du Canada, où il consulte des rapports gouvernementaux<sup>111</sup>. Le thésard remet la version finale de son travail aux responsables de la Commission des études au printemps 1934. Les évaluateurs n'ont que des bons mots à son endroit, soulignant la finesse de l'analyse, la pertinence de l'argumentation et l'actualité du sujet traité<sup>112</sup>. Angers reçoit d'ailleurs le prix Webster, remis à l'étudiant ayant produit la meilleure thèse de sa promotion. Minville, Montpetit, Vézina et plusieurs autres félicitent également Angers pour la qualité de sa thèse. Grâce à l'obtention de ce prix, le directeur Henry Laureys verra en lui le « candidat idéal pour une carrière à l'École »<sup>113</sup>.

Angers termine officiellement son programme en sciences commerciales à la fin du printemps 1934. Son bulletin de fin d'études montre qu'il s'est brillamment distingué par rapport aux autres étudiants de sa promotion<sup>114</sup>. Il présente d'excellentes notes dans la majorité de ses cours : 92 % en comptabilité industrielle; 98 % en organisation des entreprises; 90 % en droit industriel; 100 % en histoire économique du Canada; 90 % en statistiques. Il obtient sa note la plus basse, 80 %, dans le cours de publicité. Du fait de l'excellence de son dossier académique – il termine premier de sa cohorte avec une moyenne générale de 91 % –, Angers se voit attribuer de nombreux prix au terme de sa

---

<sup>110</sup> *Ibid.*

<sup>111</sup> *Ibid.*

<sup>112</sup> *Ibid.*

<sup>113</sup> *Ibid.*

<sup>114</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « Bulletin annuel », 23 mai 1934.

scolarité. Il remporte notamment la médaille d'or décernée par l'École des HEC avec « la plus grande distinction »<sup>115</sup>. Il remporte également plusieurs prix décernés par des organismes publics tels que le prix Banque Canadienne nationale, le prix du Président de la Chambre de commerce, le prix Georges Gonthier, le prix de l'Association des Licenciés, le prix Favreau-Vézina, le prix de la Banque Provinciale ainsi que le prix Armand Viau<sup>116</sup>. Sans conteste, ces marques de reconnaissance constituent la cerise sur le gâteau pour le jeune Angers, désormais licencié en sciences économiques.

#### ***2.4.4 Un nationalisme en développement et l'influence des HEC***

Bien qu'il ait été très actif dans l'ACJC de La Malbaie, Angers ne semble pas avoir beaucoup fréquenté les cercles montréalais acéjiste entre 1928 et 1934. S'étant inscrit au cercle local de l'organisation dès son emménagement à Montréal, il s'est finalement peu investi dans les activités acéjistiques. En fait, outre l'ACJC, Angers n'a fréquenté aucune organisation nationaliste au début des années 1930<sup>117</sup>. Deux raisons permettent d'expliquer ce phénomène. D'abord, il faut rappeler que ce dernier a été gravement affecté par la tuberculose entre 1931 et 1932. Ensuite, il semble qu'Angers ait consciencieusement pris la décision de consacrer la majeure partie de ses énergies à la poursuite de ses études. À cette époque, Angers pratiquait donc peu de loisirs et fréquentait un nombre très limité d'amis. Cette éthique de travail s'explique par le fait que le jeune malbéen souhaitait rattraper le retard occasionné par sa maladie, mais aussi en fonction de la compétition qui

---

<sup>115</sup> « Les licenciés des Hautes Études », *Le Devoir*, 23 mai 1934, p. 3.

<sup>116</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0075, « Prix académiques et mentions d'excellence ».

<sup>117</sup> À l'époque, les jeunes militants nationalistes se retrouvent notamment au sein des Jeunes Canada ou au sein de la Société Saint-Jean-Baptiste. Bien qu'il ait certainement eu des affinités idéologiques avec ces regroupements, Angers resta à l'écart des activités de ces regroupements. Sur ces organisations, on consultera l'étude de Mathieu Noël, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste québécois des années 1930*, Montréal, VLB, 2011, 142 p.

existait entre les étudiants des HEC, surtout dans le contexte difficile de la Grande Dépression<sup>118</sup>.

Or, c'est au sein même de l'École des HEC qu'Angers développe sa sensibilité nationaliste durant ses années à Montréal. L'institution constitue d'ailleurs dans les années 1930 l'un des fers de lance du Programme de restauration sociale initié par l'École sociale populaire, auquel adhère un nombre important d'organisations nationalistes. C'est sous l'impulsion d'Esdras Minville que l'École des HEC devient naturellement associée au corporatisme et au coopératisme, durant la décennie 1930<sup>119</sup>. Doté d'un sens aigu de justice sociale et d'un sentiment d'attachement envers sa collectivité nationale, Minville poursuit l'œuvre nationaliste amorcée par Édouard Montpetit. Sous son influence, « la carrière économique est valorisée dans une optique nationale », puisque les dirigeants de l'École conçoivent que « la nation canadienne-française doit chercher à reprendre le contrôle de l'économie du Québec » et que « jusqu'aux années 1960, cette philosophie marque profondément l'École des HEC »<sup>120</sup>. Il faut d'ailleurs noter que le nationalisme canadien-français de l'époque est fortement ancré dans une perspective économique, critique du modèle d'industrialisation capitaliste. Comme le résume Pierre Harvey :

Le nationalisme connaissait, au cours de la Grande Dépression, une de ses plus importantes flambées périodiques. Cette longue vague de forte sensibilité francophone, dont le gonflement avait été favorisé par les événements liés à la Crise de la conscription, dans les derniers mois de la guerre de 1914-1918, s'était progressivement amplifiée par la forme qu'avait prise le grand mouvement d'industrialisation de la guerre et des années subséquentes : capital étranger, américain surtout, et prolétarisation accélérée de la

---

<sup>118</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Édouard Montpetit à François-Albert Angers », 15 septembre 1932.

<sup>119</sup> François-Albert Angers, « Esdras Minville et les Hautes Études commerciales », *L'Action nationale*, mai-juin 1976, p. 644-676. Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, *Op. Cit.*

<sup>120</sup> Charles-Philippe Courtois, *Op. Cit.*, p. 155.

population francophone, que ces activités nouvelles avaient attirée dans des agglomérations urbaines à croissance extrêmement rapide.<sup>121</sup>

En somme, l'influence des HEC dans le développement de la pensée nationaliste canadienne-française ne peut être sous-estimée. Quant à Angers, c'est en fréquentant des professeurs tels que Minville qu'il en vient à développer des affinités avec le discours nationaliste et humaniste des HEC<sup>122</sup>. Alors que son passage dans les cercles acéjistes l'avait sensibilisé aux problématiques liées à la coexistence entre francophones et anglophones, c'est au travers des HEC qu'Angers développe une réflexion embryonnaire s'inscrivant dans le sillage de ses premiers maîtres. Demeurant en retrait des organisations militantes, Angers s'imprègne néanmoins du discours ambiant de l'époque, par l'entremise de lectures orientées et par des discussions avec les pédagogues de l'École<sup>123</sup>.

#### ***2.4.5 S'orienter en temps de Crise économique***

Bien qu'il ait terminé sa formation avec tous les honneurs, Angers est confronté à la dure réalité qui frappe l'Occident depuis le début de la décennie. La Grande Dépression, qui s'est propagée rapidement depuis son déclenchement à Wall Street en novembre 1929, frappe le Canada de plein fouet depuis déjà quelques années. Marquée par un taux de chômage élevé, par la rareté des emplois disponibles et par une diminution importante du pouvoir d'achat des individus, la réalité socio-économique du Québec des années 1930 est dans son ensemble très sombre. Les intellectuels canadiens-français de l'époque ont tôt fait de constater l'échec du système capitaliste et, plus encore, la déliquescence des idéaux

---

<sup>121</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 118-119.

<sup>122</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

<sup>123</sup> *Ibid.*

chrétiens<sup>124</sup>. Le Programme de restauration sociale, mis sur pied en mars 1933 par les membres de l'École sociale populaire, témoigne de cette volonté de réorienter le devenir de la nation canadienne-française vers des idéaux humaniste, catholique et corporatiste :

Le régime capitaliste n'est pas mauvais en soi, mais il a été vicié par des abus très graves. Des réformes s'imposent en vue de mettre fin à la dictature économique et d'assurer, par une meilleure répartition des richesses, le relèvement des classes populaires. À l'égoïsme dominateur et cupide il faut opposer, en premier lieu et dans toutes les classes de la société, le véritable esprit chrétien, inspirateur de justice, de charité et de modération.<sup>125</sup>

Crise à la fois économique, sociale et morale, la Grande Dépression a un impact notable dans le développement sociétal au Canada français. Qui plus est, la crise conscientise toute une génération d'intellectuels en regard des impératifs découlant d'une reprise en main de l'économie locale contre la mainmise étrangère sur les entreprises et les industries canadiennes<sup>126</sup>. Les HEC jouent d'ailleurs un rôle clé dans cette conscientisation, l'École désirant depuis plusieurs années former une expertise francophone dans le domaine économique. Cet objectif sera central dans la carrière de François-Albert Angers.

Dans le contexte difficile des années 1930, Angers est très préoccupé par sa situation : que fera-t-il s'il ne trouve pas de travail? Néanmoins, dès l'été 1934, il est contacté par la direction de l'École des HEC et on lui apprend une grande nouvelle : on lui offre un poste de futur professeur pour le cours d'économie. Cette position, qu'il pourra

---

<sup>124</sup> Yvan Lamonde, *La modernité au Québec, vol. 1. La crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*, Montréal, Fides, 2011, p. 47-48.

<sup>125</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain: le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 106-112. On retrouvera le Programme de restauration sociale dans son entièreté dans l'ouvrage suivant : Yvan Lamonde et Claude Corbo, *Le rouge et le bleu. Une anthologie de la pensée politique au Québec de la Conquête à la Révolution tranquille 1760-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2009, p. 400-406.

<sup>126</sup> Yvan Lamonde, *La modernité au Québec, vol. 1. La crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*, Op. Cit., p. 73.

assumer dans un délai de plus ou moins deux ans, ferait de lui le successeur d'Édouard Montpetit, qui souhaite prendre sa retraite<sup>127</sup>. Néanmoins, l'École pose une condition à cette embauche : Angers devra aller parfaire sa formation à l'étranger. L'institution démontre ainsi un réel souci de former une expertise économique au sein de son corps professoral, qui compte peu de diplômés ayant suivi des études supérieures. Qui plus est, en ces temps d'incertitude économique, Angers devra aussi s'assurer d'obtenir une bourse d'études afin de financer ses études.

D'emblée, Angers peut compter sur l'appui des membres de la direction de l'École des HEC dans sa quête pour une bourse d'études. En fait, le directeur Henry Laureys a, dès l'été 1934, transmis un mémoire au secrétaire de la province, Athanase David, afin de plaider la cause de « deux brillants étudiants » : François-Albert Angers et Gérard Filion<sup>128</sup>. Dans sa lettre de recommandation, le directeur demande que « l'on aide ce jeune diplômé de l'année [...] premier de sa promotion, que l'on destine à l'enseignement à l'école et qui irait se perfectionner dans le commerce extérieur, à l'École de commerce de New York »<sup>129</sup>. Toutefois, Laureys se heurte à un mur administratif, puisque la plupart des programmes de bourses gouvernementaux ont été abolis dans le contexte de la Crise économique<sup>130</sup>.

Rongéant son frein, Angers demande la permission à Laureys d'aller lui-même plaider sa cause auprès du secrétariat de la province<sup>131</sup>. Toutefois, le directeur des HEC déconseille à Angers toute insubordination et le dissuade d'entreprendre une telle action.

---

<sup>127</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 49.

<sup>128</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 108-110.

<sup>129</sup> *Ibid.*

<sup>130</sup> Sur les étudiants canadiens-français ayant reçus une bourse pour étudier en Europe, voir l'étude suivante : Robert Gagnon et Denis Goulet, « Les « boursiers d'Europe », 1920-1959 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, no. 1, automne 2011, p. 60-71.

<sup>131</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 110.

Le secrétaire provincial est d'ailleurs clair, indiquant au directeur des HEC qu'il serait avisé d'attendre quelques mois, afin de voir si la situation économique s'améliore, ce qui permettrait un déblocage<sup>132</sup>. En vertu de cette décision, Laureys écrit à Angers que « s'il n'a rien de mieux à faire, de venir travailler auprès de lui, aux HEC »<sup>133</sup>. Il lui offre alors un traitement de 75 \$ par mois – un salaire intéressant pour l'époque – pour un poste d'assistant. Angers accepte avec empressement cette offre d'emploi dès l'automne 1934. Le poste d'assistant qui lui est offert comporte en fait une double fonction. Dans un premier temps, il doit aider Laureys à trouver de la documentation pour la préparation de ses cours et l'écriture de ses notes. Dans un deuxième temps, Angers est amené à travailler sous les ordres d'Esdras Minville, alors directeur de *L'Actualité économique*, afin de préparer la parution des nouveaux numéros de la revue. Il s'occupe notamment de trouver des collaborateurs, de corriger les versions préliminaires des articles et de produire des comptes rendus d'ouvrages économiques sur une base hebdomadaire.

En attente d'une réponse positive du secrétariat provincial, Angers débute officiellement sa carrière à l'École des HEC, avec un emploi qui lui rapporte 900 \$ par année. Il occupe dès lors une position enviable, dans le contexte de la Crise, qui lui permet de parfaire ses compétences en science économique. Bien que quelque peu retardé, le projet de faire d'Angers un professeur des HEC est néanmoins bien enclenché.

## **2.5 Les études à Paris**

En entrevue avec le journaliste Jean-Marc Léger en 1996, François-Albert Angers déclara : « c'est l'École qui a décidé du choix de ma carrière en m'offrant, à la fin de mes

---

<sup>132</sup> *Ibid.*, p. 110-112.

<sup>133</sup> Cité dans *Ibid.*, p. 110.

études, la succession éventuelle de Montpetit »<sup>134</sup>. Or, il est vrai que l'École des HEC semble avoir en grande partie orchestré la carrière du jeune homme de La Malbaie, ce qui, dans le contexte de l'époque, apparaissait comme une opportunité des plus intéressantes:

J'ai accepté cette proposition avec d'autant plus d'empressement que je me sentais à ce moment-là quelque peu désorienté [...] De surcroît, le pays se trouvait alors, comme tout l'Occident, en pleine crise économique. Les diplômés ne trouvaient pas tous facilement un emploi. L'offre qu'on me faisait était donc plutôt inespérée, en même temps qu'elle était prestigieuse; elle impliquait de plus un séjour d'études en Europe. Après un an comme stagiaire aux HEC, je suis parti à Paris, où j'ai passé deux ans.<sup>135</sup>

En effet, après plusieurs tractations auprès du secrétariat provincial durant l'année 1935, Henri Laureys a réussi à obtenir une bourse pour son protégé. Après un an passé comme assistant aux HEC, Angers se prépare à aller étudier dans une université européenne.

Contexte économique oblige, la bourse défrayée par le gouvernement ne couvre qu'en partie les dépenses nécessaires pour un séjour à Paris. Pour assurer la sécurité financière d'Angers, Laureys utilise un stratagème administratif qui lui permet de continuer à lui verser un salaire d'assistant. Couplée à la bourse, cette rémunération, pour laquelle Angers devra travailler durant ses temps libres, lui permettra d'avoir une certaine paix d'esprit pour les deux prochaines années.

### ***2.5.1 Le choix d'une université et la « mission » d'Angers***

Avant de décider à quelle institution ils enverraient étudier Angers, Laureys, Minville et Montpetit auraient tenu des discussions quant à savoir quelle serait la meilleure université pour leur jeune diplômé. Alors que Laureys lorgnait davantage vers les écoles

---

<sup>134</sup> Cité dans Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 49.

<sup>135</sup> *Ibid.*



de commerces de New York, tels que la Columbia Business School, les trois autres partis penchaient plutôt vers le vieux continent. Montpetit et Minville en particulier souhaitaient qu'Angers fréquente une université parisienne, un vœu correspondant à une tradition lancée quelques décennies auparavant par François Vézina, Joseph-Ernest Grégoire, Benoît Brouillette et Montpetit lui-même<sup>136</sup>. D'ailleurs, l'École des HEC possédait à l'époque un solide réseau de contacts disséminés dans différentes institutions françaises.

Après délibérations, une institution finit par rallier l'opinion de tous : l'École libre des sciences politiques de Paris (ELSP). Possédant un corps professoral performant et diversifié, composé d'hommes politiques, d'experts-praticiens et d'universitaires de carrière, l'ELSP compte parmi les meilleures universités françaises<sup>137</sup>. Qui plus est, les HEC entretiennent à cette époque des liens étroits avec l'école parisienne, via le réseau de contacts avec lesquels correspondent plusieurs professeurs. Échangeant des lettres avec la direction de l'institution, Laureys obtient la confirmation que la candidature d'Angers aurait d'excellentes chances d'être acceptée. Toutefois, celui-ci devra s'inscrire en personne à Paris afin d'être admis dans le programme de science politique. Qui plus est, Angers devra être encadré par un directeur d'étude de l'ELSP, condition obligatoire à son admission. Après bien des tractations, le choix est fait : Angers partira pour Paris à l'automne 1935.

Or, le séjour d'étude que s'apprête à effectuer Angers revêt un caractère symbolique en vertu des espérances posées par ses professeurs, et surtout par Édouard Montpetit. Ce

---

<sup>136</sup> Jonathan Fournier, *Op. Cit.*, p. 397-398.

<sup>137</sup> Dominique Dammame, « D'une école des sciences politiques », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, no. 3-4, 1988, p. 6-12.

dernier caresse le souhait de former une élite économique « éclairée » apte à aider les Canadiens français à se prendre en main collectivement<sup>138</sup>. Pour ce faire, il estime nécessaire de créer une avant-garde intellectuelle à même d'orienter et de guider les hommes d'affaires, les entreprises, les gouvernements et les épargnants dans un mouvement de « reconquête économique » du Canada français<sup>139</sup>. Montpetit fait état de ses espérances au jeune Angers, tout en le convainquant de l'importance de son séjour d'étude et des chantiers immenses qui l'attendent à son retour<sup>140</sup>. Le jeune malbéen se révèle impressionné par les desseins de l'économiste pionnier : « il m'a impressionné, au départ, et son influence a duré. Il m'a donné d'abord la conviction de l'importance d'introduire les considérations économiques dans les orientations d'avenir du Québec »<sup>141</sup>. Cet idéal jouera un rôle clé dans la manière dont Angers mènera ses études en France, en se souciant de respecter le « plan » élaboré par Montpetit, et appuyé par Esdras Minville.

### ***2.5.2 La vie à Paris, les études et les problèmes de santé***

Évidemment, les études et le travail ne constituent pas les seules occupations du jeune François-Albert, alors dans la mi-vingtaine. Depuis 1933, ce dernier fréquente une jeune femme, Gisèle Lemyre (1910-2008), qu'il a rencontrée dans une association étudiante de Montréal<sup>142</sup>. Après quelques mois de fréquentation, le couple se marie le 12 octobre 1935, le jour même où est fixé le départ de François-Albert pour la France. Dès lors, il est décidé que Gisèle accompagnera son mari durant son séjour d'étude<sup>143</sup>.

---

<sup>138</sup> Jonathan Fournier, *Op. Cit.*, p. 397.

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 394.

<sup>140</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Édouard Montpetit à François-Albert Angers », 15 septembre 1932.

<sup>141</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 49.

<sup>142</sup> Entrevue avec Denise Angers, 29 janvier 2018. Selon Mme Angers elle-même, très peu d'informations sont disponibles relativement aux origines familiales de Mme Lemyre.

<sup>143</sup> *Ibid.*

Le couple s'embarque à bord de l'*Empress of Britain*, le soir du 12 octobre 1935. Ils arrivent en France à la fin du mois et se rendent directement à Paris afin d'y emménager. Le climat politique et social en France et en Europe est déjà, à l'époque, en proie à des tensions sociopolitiques grandissantes :

Le climat politique européen est particulièrement tendu à la suite de l'agression italienne en Éthiopie. On craint même que la guerre n'éclate. Ces événements qui s'ajoutent à la multiplication des dictatures, aux succès des ligues fascistes, de même que les rapprochements entre les partis de gauche et les syndicats ouvriers, amènent certains intellectuels catholiques à se ranger du côté de la gauche dans le but de créer un front antifasciste [...] Les débats idéologiques y sont virulents.<sup>144</sup>

Durant leur séjour en France, François-Albert et Gisèle habitent au 9 rue de Mézières, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement près de l'Église Saint-Sulpice, à proximité de l'ELSP<sup>145</sup>. Situé dans un quartier animé, le couple réside à quelque pas du quartier Saint-Germain-Des-Prés, haut lieu de la vie intellectuelle et littéraire française. Dès son arrivée, Angers file à l'ELSP pour s'inscrire à la faculté de Droit où il est accepté pour la session à venir. Le 6 décembre 1935, il écrit à Esdras Minville : « S'installer convenablement et se faire un programme d'études sont deux choses bien compliquées à Paris. Je m'en suis vite aperçu »<sup>146</sup>. En fait, Angers a quelques difficultés à s'adapter au rythme de vie parisien et à la vie académique de l'ELSP, qui est très éloignée du confort auquel il était habitué aux HEC.

Néanmoins, après quelques semaines, il semble avoir trouvé ses aises et s'est même constitué un premier programme d'études en choisissant des cours que Minville lui avait proposés, tel que *Le socialisme en Europe au 19<sup>e</sup> siècle*, *L'Allemagne de 1930 à 1935*, *Les*

---

<sup>144</sup> Denis Monière, *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Éditions Québec/Amérique, 1983, p. 82.

<sup>145</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

<sup>146</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 6 décembre 1935.

*expériences monétaires contemporaines* et *Économie politique*. Il suit également des cours de droit à titre d'auditeur libre durant la première année de son séjour. Dans une lettre datée du 10 février 1936, le directeur des HEC Henri Laureys s'exprime positivement sur le choix de programme d'Angers : « Le programme de vos études me semble fort bien établi. Il ne me paraît pas trop chargé, il est bien balancé et suffisamment étendu »<sup>147</sup>. Sa vie académique allant bon train, Angers se permet de fréquenter certains milieux intellectuels parisiens. Il passe beaucoup de temps à la librairie *Le Divan*, tenue par Henri Martineau, qui constitue un lieu important de diffusion d'œuvres intellectuelles et littéraires d'auteurs proches de l'Action française de Charles Maurras. Angers fréquente aussi les nombreux cafés de son quartier, où se rencontrent étudiants, écrivains et artistes en tout genre. Dans une lettre à Minville datée de décembre 1935, il se confie sur ses découvertes culturelles :

En fait de littérature, je ne suis aucun cours, selon votre conseil, mais j'ai entrepris la lecture des œuvres elles-mêmes, combinées avec l'étude de l'histoire de la littérature française. Je suis régulièrement les soirées classiques des grands théâtres, notamment la Comédie française, selon un programme qui me permettra, je l'espère, d'entendre les œuvres les plus marquantes dans l'histoire de la tragédie et de la comédie française. Pour les arts, la visite chaque dimanche de quelques salles d'un musée, pour le moment le Musée du Louvre et j'en aurai pour longtemps avec celui-là. Je suis un cours de psychologie à la Sorbonne, mais c'est tout ce que je peux faire cette année. N'empêche, c'est la philosophie qui me manque le plus.<sup>148</sup>

Minville lui avait recommandé, avant son départ, de profiter du cadre de vie parisien et des nombreuses « merveilles culturelles » de la capitale française<sup>149</sup>. Cette immersion doit

---

<sup>147</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/Z,0074, « lettre d'Henri Laureys à François-Albert Angers », 10 février 1936.

<sup>148</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0073, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 6 décembre 1935.

<sup>149</sup> Entrevue avec Denise Angers, 29 janvier 2018.

servir à développer la culture générale du jeune Angers, une volonté qui s'inscrit dans les mentalités élitaires canadiennes-françaises de l'époque.

Malgré son emploi du temps très chargé, Angers se voit également contraint de continuer à travailler comme assistant à distance d'Esdras Minville et d'Henri Laureys. Il s'occupe notamment de trouver des collaborateurs européens pour *L'Actualité économique*, en plus de rédiger un compte rendu d'une série de cours sur le Canada donnés par André Siegfried, son futur directeur de thèse<sup>150</sup>. En même temps, Angers doit également rédiger des notes de lecture et effectuer des compilations de statistiques en lien avec le commerce international des matières premières qui serviront aux cours données par Laureys aux HEC. Ce dernier lui demande alors un nombre impressionnant d'études et souhaite recueillir un maximum d'informations<sup>151</sup>.

Malgré tout, Angers profite de son séjour pour visiter certaines régions de la France. Il se rend notamment en Provence, dans le sud du pays, et visite les villes de Marseille, de Nice et de Cannes<sup>152</sup>. Il visite également la Bretagne, et sera intrigué de retrouver dans cette région une forme de nationalisme de type régionaliste notamment véhiculé par le biais du Parti national breton<sup>153</sup>. Hormis la France, il visite également l'Italie, en particulier la ville de Rome, ainsi que la cité du Vatican.

De retour à Paris à l'été 1936, Angers éprouve à nouveau des problèmes de santé. En fait, depuis le mois d'avril, ses yeux recommencent à lui causer des difficultés, au point

---

<sup>150</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Esdras Minville à François-Albert Angers », 6 décembre 1935.

<sup>151</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Henri Laureys à François-Albert Angers », 8 novembre 1935.

<sup>152</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

<sup>153</sup> *Ibid.*

où il ne peut se permettre de conduire sa voiture en plein jour<sup>154</sup>. Le problème s'aggrave rapidement et en juillet, un ophtalmologiste lui diagnostique un décollement de la rétine. Il doit alors se faire opérer d'urgence et passer un mois à l'hôpital<sup>155</sup>. À sa sortie, il continue d'éprouver une certaine gêne, sa vision n'étant fonctionnelle qu'à 50 % de sa capacité et il peut difficilement lire durant de longues périodes. Heureusement, il peut compter sur l'aide de son épouse pour l'épauler durant sa convalescence : « Si je n'avais pas à mes côtés une lectrice dévouée, j'en serais réduit à bayer aux corneilles à longueur de journée! »<sup>156</sup>.

### ***2.5.3 Influences intellectuelles et réseautage parisien***

Durant la première année de son séjour à Paris, Angers possède un réseau de contacts relativement peu développé. Au regard de la correspondance qu'il échange avec les membres de la direction des HEC, Angers semble débordé par son programme d'études, ses cours suivis en libre auditeur et ses tâches d'assistanat à distance. Cet emploi du temps chargé ne lui laisse que peu de temps à consacrer à toute autre tâche non reliée à ses activités académiques et professionnelles. Isolé socialement, Angers peut difficilement fréquenter des cercles intellectuels autres que ceux de l'ELSP. En fait, ce n'est qu'après sa rencontre avec André Laurendeau qu'Angers se voit ouvrir les portes de certains milieux intellectuels catholiques et qu'il se constitue un réseau de contacts plus élargi<sup>157</sup>.

---

<sup>154</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 11 août 1936.

<sup>155</sup> Entrevue avec Denise Angers, 29 janvier 2018.

<sup>156</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 11 août 1936.

<sup>157</sup> Néanmoins, celui-ci réussit à tirer son épingle du jeu en ce qui a trait au réseautage académique, en se rapprochant des professeurs André Siegfried, Albert Aftalion, Bertrand Nogaro et François Perroux. Aussi, mentionnons que durant cette période de deux années passées en France et malgré la distance, Angers développe une réelle proximité intellectuelle avec son directeur, Esdras Minville.

Né le 21 mars 1912 et issu de la même génération qu'Angers, André Laurendeau est déjà à la fin des années 1930 une figure intellectuelle reconnue au Canada français<sup>158</sup>. Fils du journaliste Arthur Laurendeau et de la pianiste Blanche Hardy, il s'est notamment distingué au début de la décennie en tant que président-fondateur des Jeunes Canada, un regroupement indépendantiste fondé en 1933 et proche des idées traditionalistes de Lionel Groux. Il effectue lui aussi un séjour d'étude en France, entre 1935 et 1937, à la Sorbonne et à l'Institut catholique de Paris. Il connaîtra par la suite une impressionnante carrière intellectuelle, notamment en tant que directeur de *L'Action nationale* (1948-1954), de rédacteur en chef du *Devoir* (1957-1968), de collaborateur au *Magazine Maclean* (1961-1966) ainsi qu'à titre de coprésident de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963-1968). Penseur influent, Laurendeau est un véritable passeur qui naviguera au sein de plusieurs réseaux et qui ouvrira les portes de certains cercles intellectuels à ses collègues et amis, dont Angers.

La première rencontre entre Laurendeau et Angers s'est déroulée à Paris, en 1936, dans le cadre d'une conférence donnée par André Siegfried. Très rapidement, une solide amitié liera les deux étudiants canadiens-français<sup>159</sup>. Ceux-ci se côtoient régulièrement, avec leurs épouses, et profitent de la vie parisienne en fréquentant des cafés-théâtres. Au fil des mois, Laurendeau introduit Angers à plusieurs cercles intellectuels catholiques de la région parisienne. C'est ainsi que les deux comparses entrent en contact avec le mouvement personnaliste d'Emmanuel Mounier et sa revue *Esprit*, publication phare du

---

<sup>158</sup> Sur André Laurendeau, on consultera les études suivantes : Denis Monière, *André Laurendeau et le destin d'un peuple, Op. Cit.*; Donald J. Horton, *André Laurendeau : la vie d'un nationaliste, 1912-1968*, Montréal, Les Éditions Bellarmin, 1995, 375 p.; Robert Comeau (dir.), *André Laurendeau. Un intellectuel d'ici*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1990, 306 p.

<sup>159</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 10 mai 1936.

catholicisme de gauche des années 1930. À l'époque, Angers s'intéresse beaucoup au personnalisme, comme en témoignent ses échanges avec Esdras Minville<sup>160</sup>. Influencée par la Doctrine sociale de l'Église, la philosophie personnaliste prêche un engagement humaniste voué à l'épanouissement de la personne humaine et au respect de sa dignité :

Selon les principes de saint Thomas, [...] c'est parce qu'il est d'abord un individu dans l'espèce que l'homme, ayant besoin du secours de ses semblables pour parfaire son activité spécifique, est ensuite un individu dans la cité, une partie du corps social. Et à ce titre il est ordonné au bien de la cité comme au bien du tout, au bien commun, qui est plus divin comme tel. Mais s'il s'agit de la destinée qui lui convient, le rapport est inverse, et c'est la cité humaine qui est ordonnée à cette destinée. Car toute personne humaine est ordonnée directement, comme à son bien final propre, à Dieu, Fin ultime et « Bien commun séparé » de l'univers tout entier, et ne doit, à ce titre, selon l'ordre de la charité, rien préférer à soi-même que Dieu.<sup>161</sup>

En somme, « pour un personnaliste, l'homme est la partie éminente d'un tout plus grand que lui, créé par Dieu, et qui est doté d'une vocation spirituelle à laquelle tout le reste est ordonné »<sup>162</sup>. Ce courant de pensée aura d'ailleurs une influence certaine dans les cercles intellectuels canadiens-français entre les années 1930 et 1950<sup>163</sup>. D'ailleurs, si elle est souvent associée aux mouvements catholiques de gauche, la pensée personnaliste a eu des échos importants dans la famille traditionaliste, comme en témoigne l'intérêt d'Angers pour les thèses de Mounier. À l'ère des guerres idéologiques entre le libéralisme, le communisme et le fascisme, le personnalisme apparaît comme une alternative pour la jeunesse catholique, du fait de la croyance fondamentale en l'idée que « l'État, la société,

---

<sup>160</sup> *Ibid.*

<sup>161</sup> Jacques Maritain, *Trois réformateurs: Luther, Descartes, Rousseau*, Paris, Librairie Pion, 1925, p. 30-31.

<sup>162</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2008, p. 88.

<sup>163</sup> Michael Gauvreau, *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005, 522 p.



doivent servir la personne humaine et favoriser l'accomplissement de sa vocation spirituelle, et ne peuvent donc soumettre la personne à une règle de vie totalitaire »<sup>164</sup>. Hormis Angers, plusieurs intellectuels traditionalistes seront séduits par les thèses personalistes dans le Québec des années 1930 et 1940, notamment Esdras Minville, Richard Arès et André Dagenais<sup>165</sup>. La diffusion de ce courant de pensée en terre canadienne-française est d'ailleurs en grande partie redevable aux séjours européens d'étudiants tels qu'Angers, qui relaient les grandes thèses personalistes après en avoir fait l'expérience en sol français.

De même, Laurendeau et Angers ne se limitent pas à fréquenter les milieux exclusivement catholiques. Par exemple, il semble que ceux-ci aient fréquenté les milieux communistes, au point d'en être impressionnés par la ferveur et le caractère populaire du mouvement français<sup>166</sup>. Comme le souligne Denis Monière, Laurendeau et plusieurs Canadiens français de l'époque prennent alors conscience des « déformations hystériques à travers lesquelles on présente le communisme au Québec » en constatant, du moins en théorie, que « les communistes partagent des valeurs universelles comme la justice et des valeurs chrétiennes comme la charité »<sup>167</sup>. Angers n'adhérera jamais au communisme, mais il affichera un intérêt marqué envers les modèles économiques socialistes, comme en font foi les nombreux articles qu'il signera à ce sujet dans les décennies suivantes.

---

<sup>164</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, *Op. Cit.*, p. 89.

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>166</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 22 juin 1936. Ces fréquentations témoignent d'une curiosité intellectuelle et non d'une réelle sensibilité à l'égard du communisme.

<sup>167</sup> Denis Monière, *Op. Cit.*, p. 89.

Au cours de l'automne 1936, les deux comparses suivent également un cycle de conférences au théâtre du Vieux Colombier où ils assistent aux conférences de Thierry Maulnier, Pierre Gaxotte, Charles Maurras, Henri Ghéon et Bertrand de Jouvenel<sup>168</sup>. Ils fréquentent également les Cadets du père Doncoeur à Issy-les-Moulineaux, qui suscitent beaucoup d'admiration chez les deux jeunes Canadiens. Laurendeau dira d'ailleurs d'eux : « Ce que j'admire chez ces jeunes, c'est qu'ils n'ont fixé aucune limite à l'exercice de leur catholicisme »<sup>169</sup>.

À n'en point douter, André Laurendeau joue un rôle fondamental dans le parcours intellectuel d'Angers en France, puisque c'est grâce à lui que s'ouvrent de nombreux réseaux aux tendances idéologiques variées. Quelque peu intimidé par la réputation de Laurendeau, du moins au début de leur relation, Angers écrit à Esdras Minville afin de l'informer de sa rencontre avec le fondateur des Jeunes Canada. Minville, qui connaissait déjà Laurendeau par le biais de leur collaboration à *L'Action nationale*, rassure son jeune protégé dans une lettre du 26 août 1936, en affirmant « je suis bien aise que durant les prochains mois vous ayez avec Laurendeau des relations plus suivies »<sup>170</sup>. Angers et Laurendeau garderont des liens amicaux à leur retour au Québec en 1937.

Une autre figure intellectuelle jouera un rôle prépondérant dans la formation du jeune Angers durant son passage à Paris. C'est à la suite des conseils d'Esdras Minville et d'Henri Laureys que ce dernier entre en contact avec André Siegfried (1875-1959), sociologue, géographe et historien français. Professeur à l'ELSP et au Collège de France,

---

<sup>168</sup> *Ibid.*, p. 83.

<sup>169</sup> *Ibid.*

<sup>170</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Esdras Minville à François-Albert Angers », 26 août 1936.

Siegfried est associé de près aux mouvements catholiques de gauche. Pionnier de la sociologie électorale, il propose des analyses avant-gardistes alliant l'économie politique et la géographie. Auteur de plusieurs dizaines d'ouvrages, Siegfried a notamment produit des études sur le Canada. Publié en 1937, *Le Canada, puissance internationale*, brosse un portrait éclairant des réalités historiques, géographiques et économiques du Canada, considéré comme un « pays carrefour » subissant les influences des États-Unis et de l'Europe et présentant des forces contradictoires, étant donné la nature des liens unissant le Canada français et le Canada anglais<sup>171</sup>. Il estime que le pays est destiné à devenir une grande puissance, étant donné l'originalité de son expérience historique, qui est néanmoins marquée par une crise identitaire perpétuelle. En somme, Siegfried est fasciné par ce « pays du Nord », qu'il visitera à de nombreuses reprises durant sa carrière<sup>172</sup>.

Au Canada français, la figure de Siegfried est surtout connue dans les cercles universitaires<sup>173</sup>. Il est une figure familière aux HEC, Laureys et Minville ayant eux-mêmes correspondu avec ce dernier. Les liens qu'Angers développe avec Siegfried se forment lors de sa première année à l'ELSP. Il suit alors des cours données par ce dernier et discute avec des méthodes d'analyse en économie politique<sup>174</sup>. À titre de collaborateur à *L'Actualité économique*, Siegfried fournit également quelques textes à Angers afin qu'ils soient publiés dans la revue. De fil en aiguille, la relation de Siegfried et d'Angers s'approfondit et c'est de cette manière que le professeur de l'ELSP devient son directeur de thèse durant sa

---

<sup>171</sup> André Siegfried, *Le Canada, puissance internationale*, Paris, Librairie Armand Colin, 1939, 234 p.

<sup>172</sup> Gérard Fabre, « Le comparatisme d'André Siegfried », *Recherches sociographiques*, vol. 43, no. 1, janvier-avril 2002, p. 111-131.

<sup>173</sup> Sean Kennedy, « A Tocqueville for the North? André Siegfried and Canada », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 14, no. 1, 2003, p. 117-136.

<sup>174</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 6 décembre 1935.

dernière année de formation. C'est d'ailleurs à la suite des conseils de Siegfried qu'Angers établit le sujet de sa thèse: la concentration financière des industries au Canada<sup>175</sup>. C'est ainsi qu'il entame l'une des voies de recherche dans laquelle il se spécialisera, soit celui des monopoles financiers. Siegfried maintiendra une relation harmonieuse avec son jeune thésard, et continuera de lui fournir des articles pour *L'Actualité économique* sur une base régulière. Sa pensée opèrera un magnétisme certain chez Angers, qui est séduit par ses thèses fondées sur les enjeux socio-économiques et culturels du problème canadien:

Il estime que l'américanisation est le plus grand péril qui menace l'existence du Canada et que seule la présence des Canadiens français peut enrayer ce processus. Ils sont indispensables à la survie du Canada et leur résistance à l'assimilation et à l'anglicisation est la meilleure garantie pour l'avenir du Canada. Il pense que pour juguler ces dangers, le fédéralisme est un moindre mal même si ce type de système politique impose des contraintes au développement des Canadiens français.<sup>176</sup>

Malgré la fin de ses études en France, Angers continuera d'échanger sur une base régulière avec Siegfried, les deux hommes étant lié par une grande amitié intellectuelle.

Plusieurs autres pédagogues ont joué un rôle important dans la formation du jeune Angers durant son périple en France. Hormis Siegfried, trois autres figures semblent s'être distinguées par leur influence au niveau de sa pensée économique. En 1996, Angers affirmera qu'« une fois rendu en Europe, ses principaux maîtres furent Bertrand Nogaro et Albert Aftalion, deux économistes de premier plan, dont la notoriété était déjà grande dans tout l'Occident »<sup>177</sup>. Bertrand Nogaro (1880-1950) est un économiste français spécialisé dans les questions monétaires, et notamment sur le rôle de la monnaie dans le commerce

---

<sup>175</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Points de vue sur l'économie ».

<sup>176</sup> Denis Monière, *Op. Cit.*, p. 93.

<sup>177</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 49.

international<sup>178</sup>. Homme politique et député de 1924 à 1934 (Radical et Radical-socialiste), ce dernier donne plusieurs conférences dans la région parisienne auxquelles assiste Angers entre 1935 et 1937<sup>179</sup>. Il publie également plusieurs dizaines d'ouvrages, notamment sur le rôle de la monnaie, les finances publiques et les questions d'arbitrage. Bien qu'il soit difficile d'évaluer si Angers a entretenu des liens avec Nogaro, due à l'absence de correspondance entre les deux hommes, il semble que celui-ci ait néanmoins tiré une réelle appréciation de son œuvre scientifique<sup>180</sup>. Qui plus est, notons qu'entre 1936 et 1938, Angers entreprend une série de chroniques d'initiation à la monnaie et à ses « mystères » dans *L'Actualité économique*, tirant parti des enseignements de Nogaro<sup>181</sup>. Des articles traitant du pouvoir d'achat, des zones économiques, de la régulation, de l'émission de la monnaie, de la valeur des marchandises permettent au lectorat de la revue d'acquérir des notions liées aux questions monétaires, dans le contexte de la montée du créditisme au Canada français<sup>182</sup>.

Albert Aftalion (1874-1956) est lui aussi un économiste, l'un des plus brillants de sa génération, qui œuvra au sein de la Faculté de Droit de Paris<sup>183</sup>. Comme Nogaro, Aftalion s'est spécialisé sur les questions monétaires, notamment sur la théorie quantitative de la monnaie. Cette théorie est conçue à partir d'un rapport de causalité entre la quantité

---

<sup>178</sup> François-Albert Angers, « La science économique et les affaires », *L'Actualité économique*, vol. 37, no. 2, juillet-septembre 1961, p. p. 219-237.

<sup>179</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Points de vue sur l'économie ».

<sup>180</sup> *Ibid.*

<sup>181</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 49; François-Albert Angers, « La régie des marchés au Canada », *L'Actualité économique*, vol. 10, no. 11, février 1935, p. 610-618; François-Albert Angers, « La concentration financière des entreprises au Canada », *L'Actualité économique*, vol. 11, no. 5, août 1935, p. 317-352.

<sup>182</sup> Gabriel Gagnon, « Populisme et progrès : les créditistes québécois », *Recherches sociographiques*, vol. 17, no. 1, 1976, p. 23-34.

<sup>183</sup> Jean Lhomme, « L'influence intellectuelle d'Albert Aftalion », *Revue économique*, vol. 67, no. 3, 1957, p. 353-366.

de monnaie en circulation dans une zone économique donnée et l'indice des prix à la consommation et, selon les interprétations, confirme ou non le rôle réel de la monnaie dans l'économie. Aftalion développe également la théorie de « l'effet accélérateur », qui explique l'effet de surinvestissement des investisseurs lors des phases de croissance économique et de désinvestissement lors des périodes de ralentissement ou de récession<sup>184</sup>. Il développa ainsi une certaine expertise en lien avec le thème des crises cycliques en économie. Titulaire de la chaire d'économie politique de 1934 à 1940, Aftalion est l'un des chefs de file de la science économique française durant l'entre-deux-guerres. C'est en tant qu'auditeur libre qu'Angers assiste aux cours d'Aftalion, une expérience qu'il décrit comme étant « fascinante »<sup>185</sup>. Tout comme Robert Nogaro, Aftalion aura une influence significative dans le développement de l'expertise monétaire d'Angers.

Enfin, l'économiste François Perroux (1903-1987) constitue une autre figure marquante pour Angers<sup>186</sup>. Professeur à la Sorbonne, Perroux est l'un des économistes français les plus influents du 20<sup>e</sup> siècle. Affilié aux non-conformistes des années 1930, il est fortement influencé par les préceptes du personnalisme, d'où sa recherche d'une troisième voie entre le libéralisme et le communisme – ou l'étatisme – afin de privilégier un modèle de développement axé sur les aspects sociaux et humanistes de la vie en collectivité<sup>187</sup>. En cela, il se distance des préceptes d'une économie marchande axée sur la recherche du profit, tout en refusant les enseignements doctrinaires socialisants. Selon

---

<sup>184</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Points de vue sur l'économie ».

<sup>185</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 10 mai 1936.

<sup>186</sup> Jean-Paul Maréchal, « L'héritage négligé de François Perroux », *L'Économie politique*, vol. 4, no. 20, 2033, p. 47-63.

<sup>187</sup> Michel Beaud, « Effet de domination, capitalisme et économie mondiale chez François Perroux », *L'économie politique*, vol. 4, no. 20, 2003, p. 112.

l'économiste Michel Beaud, il faut retenir de François Perroux sa volonté de résister aux grands courants économiques de son temps :

Hétérodoxie, théorie au service de la connaissance et humanisme chrétien : c'est dans cet espace de pensée que Perroux a travaillé à construire une autre économie politique, laquelle, sans s'inscrire dans aucune des voies déjà ouvertes (par Marx, l'économie historique, Schumpeter, l'économie sociale, Keynes, l'institutionnalisme...), empruntait à toutes. Effort titanesque, dans une période dominée par la vogue des diverses variantes du keynésianisme et par d'essentielles transformations de la science économique : vogues et tendances lourdes auxquelles il lui est arrivé de sacrifier.<sup>188</sup>

Familier avec le courant du personnalisme français à la suite de son introduction par André Laurendeau, Angers est naturellement attiré par les travaux de Perroux. Il assiste d'ailleurs à certaines de ses conférences données à l'ELSP et suit quelques-uns de ses cours à la Sorbonne<sup>189</sup>. Il détaille son appréciation des travaux de Perroux dans les lettres qu'il envoie à Esdras Minville, mentionnant l'innovation de son approche fondée sur une vision humaniste de l'économie<sup>190</sup>. La conception que développe Angers par rapport à la pertinence sociale de l'économie tire parti des travaux de Perroux, même s'il demeure influencé par la vision nationaliste et traditionaliste de Minville. Angers entretiendra d'ailleurs une relation amicale avec Perroux durant plusieurs décennies, lequel collaborera à la revue *L'Actualité économique* durant les années 1950 et 1960.

Durant tout son séjour d'étude, Angers entretient une correspondance régulière avec son mentor des HEC, Esdras Minville. En étudiant celle-ci, on constate que c'est au travers de ces échanges que se solidifie l'amitié intellectuelle entre les deux hommes. Les

---

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 6 décembre 1935 et 10 mai 1936.

<sup>190</sup> *Ibid.*

lettres qu'envoie Angers à son directeur se classent selon trois catégories : ses études, ses rencontres et ses comptes rendus de la situation politique en France. L'étudiant cherche alors à obtenir l'assentiment du maître en ce qui a trait à son programme d'études, aux cours et aux conférences auxquelles il assiste, mais aussi aux lectures qu'il effectue. Angers renseigne également Minville sur le climat qui règne en France et en Europe à la fin des années 1930, où il note la montée du fascisme et des tensions entre diverses factions politiques. Il lui parle abondamment des actions de l'homme politique Léon Blum, figure dominante du Front populaire à la fin de la décennie, ainsi que des actions des jeunesses communistes et socialistes<sup>191</sup>. Il s'entretient aussi sur la question de la jeunesse catholique, et notamment sur l'organisation de l'Action catholique de la jeunesse française et de ses difficultés à collaborer avec les milieux communistes dans le contexte de la montée du fascisme<sup>192</sup>. Décrivant comme un « chaos ambiant » le paysage politique français et européen, il termine sa lettre du 5 octobre 1936 sur une note inquiétante, estimant que « nous vivons une époque tragique »<sup>193</sup>. Dans ses échanges de lettres avec Minville, Angers confie également à maintes reprises son adhésion à la pensée corporatiste et coopératiste<sup>194</sup>. Il souligne notamment la justesse et la cohérence de ce modèle d'organisation sociale et économique, tout en reconnaissant les valeurs spirituelles leur étant associées, étant donné leur association à la Doctrine sociale de l'Église et des préceptes du catholicisme tiré des encycliques papales *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno*<sup>195</sup>.

---

<sup>191</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 5 octobre 1936.

<sup>192</sup> *Ibid.*

<sup>193</sup> *Ibid.*

<sup>194</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre de François-Albert Angers à Esdras Minville », 11 août 1936.

<sup>195</sup> *Ibid.* C'est toutefois à son retour au Québec qu'Angers approfondit sa réflexion sur ces deux thèmes, qui constitueront le cœur de son discours d'économiste jusqu'à l'orée des années 1960.



Quant à Minville, les lettres qu'il adresse à Angers sont de nature administrative, politique, mais aussi personnelle. Il demande régulièrement à son protégé des précisions relativement aux textes produits par des collaborateurs français. Il s'informe également de l'avancée des études d'Angers et de ses résultats scolaires, mais semble s'intéresser encore plus à ses activités extracurriculaires, notamment les réseaux qu'il fréquente ou encore les personnalités qu'il rencontre. Minville le renseigne également sur les aléas de la vie politique québécoise, alors marquée par l'arrivée du premier gouvernement unioniste de Maurice Duplessis<sup>196</sup>. À son sujet, Minville affirme que « Duplessis me fait l'impression d'être un homme plutôt moyen, encore qu'il faille lui reconnaître de très grandes qualités parlementaires »<sup>197</sup>. Il spécifie que « le point de vue canadien-français le préoccupe, mais il entend à tout prix sauver la façade en parlant par exemple de la bonne entente, des deux grandes races » et que « même si la conception duplessiste du national diffère théoriquement de la nôtre, cela n'a guère d'importance puisqu'en définitive ce sont les résultats pratiques qui comptent »<sup>198</sup>. Il évoque des réserves quant au nationalisme unioniste dans une lettre datée du 26 août 1936, en mentionnant que son idéologie est « trop nationaliste pour les unes, et pour les autres, dont je suis, elle ne l'est pas assez »<sup>199</sup>. Malgré ses réserves, Minville sera néanmoins engagé au sein du gouvernement unioniste, à titre de fonctionnaire-spécialiste en économie. Initialement peu impressionné par

---

<sup>196</sup> Notons que le Programme de restauration sociale, notamment prôné par Minville et dont il fut question précédemment, sera adopté par une nouvelle formation politique nationaliste, l'Action libérale nationale de Paul Gouin. Le parti fusionna avec le Parti conservateur de Duplessis pour former l'Union nationale en 1935. L'Union nationale est élu en 1936, mais Duplessis évacue rapidement les idées de l'Action libérale nationale et du Programme de restauration sociale dès 1937, ce qui engendrera le départ de Paul Gouin, de René Chaloult et autres. Sur le sujet, voir l'étude suivante : Patricia Dirks, *Failure of l'Action Libérale Nationale*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, 198 p.

<sup>197</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Esdras Minville à François-Albert Angers », 26 juin 1936.

<sup>198</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Esdras Minville à François-Albert Angers », 19 octobre 1936.

<sup>199</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Esdras Minville à François-Albert Angers », 26 août 1936.

Duplessis, Angers ne se gêne pas pour exprimer à Minville son malaise par rapport à sa décision d'intégrer l'équipe ministérielle unioniste, en lui rappelant que les HEC ont besoin d'un homme de sa trempe pour mener à bien leur projet de redressement national<sup>200</sup>. En réponse à cette critique, Minville répond à son protégé le 10 septembre 1936 :

Le nouveau gouvernement m'a offert un poste qu'on dit considérable et que j'ai refusé; il m'en a offert un autre beaucoup moins reluisant et que j'ai accepté. Sachez, Monsieur, que je suis conseiller technique au ministère du Commerce et de l'Industrie! Ne me félicitez pas, vos compliments seraient hors de saison.<sup>201</sup>

Avec une pointe d'humour, Minville garantit à Angers qu'il entend continuer à mener sa carrière aux HEC, tout en surveillant les desseins économiques du gouvernement unioniste. L'opinion des deux hommes changera progressivement à l'égard de Duplessis, en lien avec les politiques autonomistes du chef unioniste. Quant à la correspondance entre Minville et Angers, elle se poursuivra jusqu'à la fin des études de ce dernier en France.

#### ***2.5.4 Angers : retour d'Europe***

Au terme de ses études en France à l'été 1937, Angers remporte de prestigieux honneurs grâce à ses performances académiques, mais aussi en vertu de la qualité de sa thèse qui porte sur la concentration financière des entreprises au Canada<sup>202</sup>. Dans l'édition du 21 juillet 1937 du journal *Le Devoir*, il est écrit :

M. Henry Laureys, directeur de l'École des Hautes études commerciales de Montréal, nous apprend que M. François-Albert Angers vient de se classer premier à la sortie de l'École des sciences politiques de Paris, obtenant la

---

<sup>200</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Esdras Minville à François-Albert Angers », 10 septembre 1936.

<sup>201</sup> *Ibid.*

<sup>202</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0050, « La concentration économique des entreprises au Canada », juin 1937. Dans sa thèse, Angers démontre que le 20<sup>e</sup> siècle « a été celui de la grande entreprise anonyme, tendant au monopole. L'importance du marché à satisfaire, le coût élevé des immobilisations mécaniques et autres, la nécessité par conséquent de lever des capitaux considérables et le désir de les faire fructifier, expliquent, justifient même dans une certaine mesure, une pareille orientation ».

médaille de cette École. C'est la première fois qu'un tel honneur échoit à un Canadien français.<sup>203</sup>

Angers n'aurait pas pu espérer mieux, lui qui devient la fierté de l'École des HEC, institution à laquelle il doit maintenant se rapporter.

C'est que le retour d'Angers en terre canadienne est fort attendu. Le directeur des HEC, Henry Laureys, ne se gêne d'ailleurs pas pour lui rappeler, en affirmant qu'il attend avec impatience son retour au Canada<sup>204</sup>. Angers finit par rentrer à Montréal le 15 août 1937<sup>205</sup>. Le 21 septembre, Laureys demande officiellement au secrétariat de la province d'accorder à Angers le statut de chargé de cours, ce qui est fait le 9 novembre 1937<sup>206</sup>.

Fait intéressant à noter, Angers n'aurait pas expérimenté le malaise caractéristique des « retours d'Europe » lui étant contemporains. Laurendeau lui-même, lors de son retour au Québec, exprimera parfaitement cet état d'esprit caractérisé par une certaine nostalgie du climat intellectuel des villes universitaires européennes et une difficile réadaptation à la réalité sociopolitique québécoise des années 1930<sup>207</sup>. Les écrits aux teintes romantiques d'Angers montrent qu'il est conscient de l'importance de son rôle dans le relèvement économique du Canada français. Qui plus est, le fait d'avoir un poste de professeur assuré

---

<sup>203</sup> « Succès d'un Canadien français à Paris », *Le Devoir*, 21 juillet 1937, p. 5.

<sup>204</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0074, « lettre d'Henri Laureys à François-Albert Angers », 10 février 1937 et 23 février 1937.

<sup>205</sup> Les sources sont peu loquaces quant aux raisons expliquant le retour tardif d'Angers à Montréal, mais sa fille Denise suggère que cela s'expliquerait du fait que François-Albert et sa femme aient voulu visiter certaines régions de la France avant de rentrer au pays.

<sup>206</sup> L'embauche d'Angers correspond au même moment où l'on assiste au « tournant culturel » de 1937, caractérisé par « la publication de *Regards et jeux dans l'espace* de Saint-Denys Garneau, de *Menaud maître-draveur* de Félix-Antoine Savard, de *Directives* de l'abbé Lionel Groulx, de *Séparatisme. Doctrine constructive* de Dostaler O'Leary et à l'arrivée d'André Laurendeau à la direction de *L'Action nationale* ». Yvan Lamonde et Denis Saint-Jacques, *1937 : un tournant culturel*, Sillery, Presses de l'Université Laval, 2009, 382 p.

<sup>207</sup> Denis Monière, *Op. Cit.*

aux HEC et de partager les vues des chefs nationalistes de son temps ont tôt fait de le réconforter à son retour au Québec. C'est donc avec enthousiasme qu'il reprend le chemin des HEC, afin d'y entamer sa carrière en bonne et due forme<sup>208</sup>.

## **2.6 Conclusion de chapitre**

Cette première période de la vie intellectuelle de François-Albert Angers, qui correspond à ses années de formation académique et intellectuelle, ne nous permet pas encore de distinguer en quoi la trajectoire de cet individu constitue en soi une originalité dans le paysage culturel et intellectuel canadien-français. Brillant étudiant manifestant une curiosité hâtive en ce qui a trait au militantisme et à l'engagement national, il fut rapidement remarqué par la direction de l'École des HEC qui voyait en lui un potentiel manifeste. C'est d'ailleurs par le biais des HEC qu'Angers acquiert une pensée économique sensible aux problèmes nationaux du Canada français, faisant de lui un héritier des premiers économistes nationalistes que furent Esdras Minville et Édouard Montpetit.

En se constituant un réseau de contacts dans les milieux nationalistes canadiens-français et dans les milieux universitaires français, Angers a su faire usage des bénéfices liés à la possession d'un réseau social élargi. De retour au Québec en possession d'un capital social et symbolique impressionnant pour son âge (28 ans), Angers n'a toutefois pas encore développé un système idéologique original qui le distingue des autres figures marquantes de son temps. Marqué par le personnalisme français, le nationalisme bourassien ainsi que par le traditionalisme minvillien, sa pensée intellectuelle syncrétique demeure en formation et s'imbibe volontiers des grandes idéologies de l'époque. Malgré

---

<sup>208</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 ».

cela, il conçoit que son action intellectuelle devra se déployer dans les enceintes de la Cité, pour le profit du plus grand nombre.

Dans le prochain chapitre, nous verrons comment Angers intégrera certains réseaux nationalistes influents, tout en poursuivant une brillante carrière à titre d'économiste, ce qui l'amènera à jouer le double rôle d'intellectuel par vocation et par fonction.

### Chapitre 3

#### De l'expertise à l'engagement, de la "fonction" à la "vocation" (1937-1948)

*Pour parvenir à la stabilité politique dont elle a un si impérieux besoin, la province de Québec devra procéder à un regroupement de ses forces. C'est là que vous, Laurendeau et quelques autres, aurez votre rôle à jouer. Je vous assure que la besogne ne vous manquera pas à votre retour et vous aurez besoin de toutes vos forces, de toute votre intelligence et de tout votre savoir pour en venir à bout.<sup>1</sup>*

- Lettre d'Esdras Minville, 26 août 1936.

*Quand on veut se bâtir une maison de pierre, on n'empile pas des briques. De même en est-il dans la restauration de l'ordre social. Si nous le voulons catholique et français, bâtissons-le au jour le jour avec les matériaux appropriés; non pas avec les matériaux d'autres systèmes philosophiques et culturels. Les problèmes immédiats s'en trouveront aussi bien réglés et leur solution même contribuera à édifier la cité chrétienne de demain.<sup>2</sup>*

- François-Albert Angers, *L'Action nationale*, 1944.

Dans ce chapitre, nous étudions la période allant de 1937 à 1948, qui recouvre le début de carrière de François-Albert Angers. Propulsé au-devant de la scène intellectuelle, le jeune professeur des HEC se voit rapidement aspiré par les tourments sociopolitiques caractéristiques de la fin des années 1930. La Crise économique se prolongeant dans le temps et les rumeurs persistantes d'une possible guerre européenne ont pour effet de

---

<sup>1</sup> École des Hautes études commerciales (HEC), Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/Z,0074, « lettre d'Esdras Minville à François-Albert Angers », 26 août 1936.

<sup>2</sup> François-Albert Angers, « Pour servir la personne humaine », *L'Action nationale*, octobre 1944, p. 100.

catalyser un sentiment d'urgence au sein de l'intelligentsia canadienne-française. Partageant les vues de ses contemporains, le professeur des HEC devient rapidement un interlocuteur apprécié qui investit le débat public dans une optique de « démystification » de l'économie, auquel se greffe rapidement une sensibilité nationaliste. Nous analysons donc le processus évolutif relié au statut intellectuel d'Angers, qui évolue de la fonction à la vocation, en étudiant les fondements de ce changement paradigmatique qui sont directement reliées à son cadre réflectif traditionaliste.

Ce chapitre montrera que le capital symbolique que possède François-Albert Angers au retour de ses études lui permet d'intégrer de nouveaux réseaux liés à la vie universitaire, économique et politique du Canada français. Nous verrons que sa pensée s'inscrit dans un schème plutôt typique de l'époque, alors marqué par le catholicisme, le traditionalisme et le nationalisme. Nous démontrerons que le mode d'engagement intellectuel d'Angers, à l'époque, s'inscrit d'abord dans une optique fonctionnaliste. Ainsi, c'est à travers une problématisation économique qu'il organise son engagement et ses interventions à partir de la fin des années 1930. C'est par le biais de ses prises de position politique durant la Deuxième Guerre mondiale qu'il développe par la suite un type d'engagement s'inscrivant dans une logique de « vocation intellectuelle ».

### **3.1 Un réseau en développement : de l'université à l'agora**

L'étude de l'historiographie illustre comment les premiers retours d'Europe canadiens-français ont influencé le devenir de la collectivité<sup>3</sup>. Vecteurs d'une modernité scientifique et culturelle, ces individus ont participé au développement du monde des

---

<sup>3</sup> Michel Lacroix, *L'invention du retour d'Europe : réseaux transatlantiques et transferts culturels au début du XXe siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 334 p.

connaissances, notamment au sein des établissements universitaires. C'est cette voie qu'emprunte François-Albert Angers à son retour de France à l'été 1937, en débutant sa carrière à l'École des HEC. Étant donné son statut professionnel et du fait de son expertise en science économique, il acquiert un certain capital symbolique qui lui permet de développer son réseau de contacts et d'intégrer différents milieux – et d'accroître son capital social –, le rapprochant des milieux nationalistes et traditionalistes dominants. En somme, nous distinguons trois différents milieux au sein desquels Angers s'investit : le milieu universitaire, économique et nationaliste.

### ***3.1.1 Le milieu universitaire du Québec des années 1930 et 1940 et l'expérience des HEC***

Aussitôt revenu de France, François-Albert Angers est happé par ses obligations envers l'École des HEC. Impatients de revoir leur jeune protégé à l'issue de la fin de ses études, les membres de la direction de l'École s'empressent de lui déléguer certaines tâches d'enseignement en préparation de la session d'automne 1937. Fait surprenant, Angers ne débute pas sa carrière en enseignant des cours d'économie. Esdras Minville préfère lui déléguer un cours du soir de français qu'il enseigne durant une période de deux ans. À la fin de l'année 1939, on accepte de lui confier une charge de cours de soir en économie politique, en remplacement de François Vézina, soit « toute l'économie en 20 leçons, un soir par semaine »<sup>4</sup>. À titre de professeur adjoint, Angers développe ses aptitudes de pédagogue jusqu'en 1942, au moment de la retraite d'Édouard Montpetit. Dès lors, il obtient son agrégation et enseigne l'économie à titre régulier.

---

<sup>4</sup> « Entretien avec François-Albert Angers » dans Jean-Marc Léger, « Présentation du dossier François-Albert Angers, l'économiste et le combattant », dans *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, n° 5, printemps 1996, p. 50.



Dès son entrée en fonction à l'École, Angers participe activement à la vie départementale. Il acquiert une réputation de travailleur dynamique et développe également une notoriété auprès de la clientèle étudiante. L'un de ses plus fervents admirateurs, Jacques Parizeau, dira notamment avoir admiré son professeur durant son passage à l'École et avoir été « survolté par la matière et fasciné par celui qui l'enseigne »<sup>5</sup>. Ce qui semble faire le succès du jeune professeur est notamment sa verve énergétique, le soin qu'il applique à la préparation de ses cours, mais aussi l'entregent et la disponibilité dont il fait preuve envers ses étudiants. Il n'hésite d'ailleurs pas à discuter plusieurs heures avec certains de ses étudiants, longtemps après la fin des cours<sup>6</sup>.

C'est à partir de ce foyer intellectuel qu'Angers développe une première forme de capital symbolique, étant donné la qualité de son enseignement et la pertinence de ses travaux en économie, notamment auprès de ses pairs. Ce fait est notamment attesté par la rapidité avec laquelle il acquiert sa permanence à titre de professeur titulaire, un titre qu'il obtient dès 1947<sup>7</sup>. Qui plus est, ayant tissé des liens avec la majeure partie des membres du corps professoral lors de ses études, Angers est aussi en mesure d'accroître son capital social via le réseau de contacts privilégiés que possèdent certains des membres les plus influents de l'École, dont Esdras Minville, Henri Laureys, Édouard Montpetit et François Vézina<sup>8</sup>. Il tisse également des liens avec de jeunes professeurs qui entrent en fonction au même moment que lui, notamment Benoît Brouillette, Léon Mercier-Gouin et Pierre

---

<sup>5</sup> Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau. Tome 1 – Le croisé*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 2015, p. 98.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 98-99.

<sup>7</sup> Pierre Harvey, *Histoire de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal. Tome II: 1926-1970*, Montréal, Éditions Québec-Amérique et Presses HEC, 2002, p. 189.

<sup>8</sup> L'étude de la correspondance de ces professeurs témoigne de l'existence d'un réseau de contacts étendu à la fois à l'Amérique du Nord, mais aussi à l'Europe occidentale. Dans le cas précis de Minville et de Laureys, on remarque la présence de dizaines de correspondants issus notamment d'universités outre-mer (France, Belgique, Grande-Bretagne, États-Unis).

Sainte-Marie, qui ont effectué des études dans des universités européennes et qui font partie de la nouvelle génération d'économistes des HEC<sup>9</sup>. C'est donc via ce foyer intellectuel que le jeune professeur continue de développer ses réflexions en science économique<sup>10</sup>.

Un mot sur le contexte institutionnel dans lequel évolue Angers aux HEC. Proche des milieux politiques dont elle est en partie redevable, l'institution de la rue Viger entretient depuis toujours des relations privilégiées avec le gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau, avec les conséquences que cela peut avoir lors des changements de régimes politiques. En fait, dès l'année 1936, des rumeurs entourent le directeur Henri Laureys qui est alors soupçonné d'être « trop près du Parti libéral »<sup>11</sup>, un élément qui dérange le nouveau gouvernement unioniste de Maurice Duplessis. Possédant ses entrées au cabinet du premier ministre, Esdras Minville se porte à la défense de Laureys en affirmant qu'un « tel homme mérite des égards et ne peut être remercié sans qu'on y mette un minimum de forme »<sup>12</sup>. Malgré de nombreuses interventions en faveur du directeur de l'École, le cabinet ministériel annonce le 29 juillet 1938 la « mise à la retraite » d'Henri Laureys, effective à partir du 2 août de la même année. Au même moment, on annonce la nomination d'Esdras Minville à la direction des HEC pour un mandat de cinq ans. Marquant la fin d'une époque, la nomination de Minville permettra néanmoins à l'institution de connaître un déploiement remarquable durant les années 1940 et 1950 :

---

<sup>9</sup> Jonathan Fournier, « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres : entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no. 3, hiver 2005, p. 414.

<sup>10</sup> Angers publiera notamment en 1948 aux Éditions Fides une synthèse destinée à la clientèle étudiante, *Initiation à l'économie politique*. Cet ouvrage sera par la suite réédité à de nombreuses reprises, entre les années 1950 et 1970, et sera utilisé de manière systématique dans les cours d'introduction aux cours d'économie à l'École des HEC.

<sup>11</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 130. Il faut rappeler que l'École est, encore à l'époque, sous la tutelle de l'État et que le Cabinet ministériel a le loisir d'intervenir dans ses affaires administratives.

<sup>12</sup> *Ibid.*

Plus que tout autre, Esdras Minville imprimera sa marque à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal. Pourtant, il n'avait absolument rien de l'homme fort dont on sait, au premier abord, qu'il va tout bousculer sur son passage. Timide, plutôt frêle, l'air presque souffreteux, les gestes mesurés, il élevait rarement la voix, même s'il savait parler avec fermeté lorsque la nécessité l'imposait. Montpetit dira de lui : « Il me rappelait Olivar Asselin. Même verbe, même accent, la nervosité en moins, un feu plus intérieur. Il couvait le rêve d'où devait sortir toute sa carrière ». <sup>13</sup>

François-Albert Angers bénéficiera de la nomination de Minville étant donné la proximité intellectuelle et professionnelle qui lie les deux hommes depuis le début des années 1930. Il voit d'ailleurs d'un œil positif l'orientation nationaliste prise par l'École à la suite de l'arrivée de Minville en 1938:

C'est l'instinct de la connaissance et la clairvoyance que Minville avait et qui lui faisait voir autrement le rôle de l'École des Hautes études commerciales, école pionnière de la pensée économique au Québec. Il avait été à une tout autre école: celle de l'Action française et de l'abbé Groulx. Il était nationaliste avant d'être internationaliste pour le Québec. Le chanoine Groulx, qui avait d'ailleurs été son maître à divers égards, l'avait formé aux disciplines de recherche qu'il pratiquait dans les enquêtes poursuivies à l'Action française. Cette discipline de recherche reposait sur l'analyse très concrète des faits du milieu et le dégagement des leçons ou règles à en tirer avant de se lancer dans les hypothèses hasardeuses et les modèles abstraits. <sup>14</sup>

Selon certains spécialistes, Minville serait d'ailleurs à l'origine d'un nouveau type de nationalisme : le nationaliste institutionnaliste. Selon Pierre Harvey, il s'agit d'un type particulier de nationalisme développé au sein des HEC entre les décennies 1920 et 1940, ancré dans des fondements traditionalistes et qui se distingue par son orientation axée sur la reconquête de l'économie par la collectivité canadienne-française. Il s'agit d'un type de nationalisme qui prône également les vertus originelles du fédéralisme canadien de

---

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 137.

<sup>14</sup> François-Albert Angers, « Minville et les HEC », *L'Action nationale*, mai 1976, p. 651.

« l'esprit de 1867 » et qui privilégie l'autonomie provinciale et la décentralisation des pouvoirs du gouvernement central. Ce nationalisme institutionnaliste caractéristique des HEC orientera, nous le verrons, les prises de position de François-Albert Angers dans les années à venir et constituera également l'un des principaux moteurs de son engagement au travers des milieux économiques et intellectuels<sup>15</sup>.

### ***3.1.2 Des collaborations multiples dans les milieux économiques***

C'est via les milieux économiques que François-Albert Angers développe une expertise et une réputation qui dépasse le cadre universitaire et qui lui permet d'opérer une certaine influence dans le monde des affaires. Le principal canal de diffusion dans lequel il s'investit, dans un premier temps, est la revue *L'Actualité économique*.

Lancée par l'Association des licenciés de l'École des HEC en 1925, la revue propose de « démêler l'écheveau souvent très compliqué des problèmes économiques actuels, tout particulièrement pour les hommes d'affaires »<sup>16</sup>. Son but est de « présenter et commenter ce qui se passe dans le monde des affaires et dans le domaine des politiques économiques »<sup>17</sup>. Réservée à un lectorat restreint dû au faible nombre d'entrepreneurs canadiens-français, la revue basée aux HEC réussit néanmoins à attirer l'intérêt de certains milieux du monde des affaires et de la politique. Dirigée par Esdras Minville – à titre de secrétaire général – à partir de 1928, la revue se présente comme « l'Organe officiel de l'École des HEC et de l'Association des licenciés »<sup>18</sup>. Minville dirige le périodique jusqu'en 1938, au moment où il en confie les rênes à François-Albert Angers.

---

<sup>15</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 130.

<sup>16</sup> Ruth Dupré, Yves Gagnon et Paul Lanoie, « D'une revue d'affaires à une revue économique : 75 ans dans la vie de *L'Actualité économique* », *L'Actualité économique*, vol. 76, no. 1, 2000, p. 11.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Ibid.* C'est d'ailleurs l'École des HEC qui est responsable du financement de la revue.

Entouré d'un comité de rédaction restreint, Angers est notamment responsable de trouver des collaborateurs pour les différents numéros de la revue qui est publiée sur une base mensuelle. Il s'entoure de collaborateurs locaux, dont les plus actifs sont Gérard Parizeau, Rémi Martin, Eugène Therrien, Bernard Robert, Roland Parenteau, Jean Bruchési, Benoit Brouillette, Paul Rochon et Jean Delage. Angers bénéficie également de l'appui de collaborateurs européens, notamment via le réseau qu'il a développé lors de ses études à l'ELSP. C'est de cette manière que sont amenés Bertrand Nogaro, François Perroux et André Siegfried à collaborer de manière ponctuelle à *L'Actualité économique*. D'autres spécialistes européens font également leur marque dans la revue, telles que Kay Heckscher, Jean Malabard, Otto Ronarel, Charles Corcelle et Raymond Tanghe. Via la direction de la revue, Angers occupe donc une place centrale à titre d'animateur.

Angers travaille de manière assidue durant son mandat de secrétaire-général. Chaque mois, il doit écrire une trentaine de pages dans lesquelles il commente des événements d'actualité économique. Il produit également de nombreux articles publiés de manière anonyme<sup>19</sup>. Cette intense activité intellectuelle lui permet de se familiariser avec une foule de sujets et d'approfondir ses connaissances sur deux thèmes en particulier : la monnaie et la lutte contre les monopoles. Ainsi, entre 1938 et 1942, celui-ci signe en moyenne une quarantaine de textes par année dans *L'Actualité économique*, qui constitue un véritable laboratoire pour toute une génération d'économistes formés durant l'entre-deux-guerres. D'une publication à caractère financière, la revue adopte un ton résolument scientifique durant la décennie 1940<sup>20</sup>. Dès 1946, son format est révisé afin de privilégier des livraisons

---

<sup>19</sup> Les articles publiés anonymement par Angers portent habituellement la signature de « La rédaction ».

<sup>20</sup> Ruth Dupré, Yves Gagnon et Paul Lanoie, *Op. Cit.*, p. 27.

de meilleure qualité sur une base trimestrielle. À l'origine de cette transformation, Angers cite des motifs pragmatiques :

Ce changement correspond d'ailleurs au stage où nous en sommes arrivés, c'est-à-dire au seuil de la recherche économique véritable [...] Il nous faut plus de temps pour la préparation de chaque numéro, plus de temps consacré à des besoins fondamentales et moins à la routine. La formule trimestrielle est d'ailleurs courante pour les revues du genre en Amérique et en Europe.<sup>21</sup>

Dès lors, la revue fait systématiquement appel aux universitaires du Québec et d'outre-mer et adopte un format s'adressant davantage aux économistes qu'aux hommes d'affaires. Bien que bénéficiant d'un potentiel de diffusion restreint, la revue contribue de manière originale au processus d'autonomisation de la science économique au Canada français<sup>22</sup>. Dynamique, Angers demeure à la tête de la revue jusqu'en 1948, mais reste très impliqué dans ses activités jusqu'aux années 1960. En somme, sa collaboration à *L'Actualité économique* lui permet d'élargir et d'entretenir son réseau de contacts à la fois au niveau national et international. Elle lui permet également de légitimer son statut d'expert en science économique, en vertu de la quantité d'articles produits durant la période 1938-1948, qui avoisine le chiffre impressionnant de 350 textes!

Sous l'impulsion du nouveau directeur des HEC, Esdras Minville, François-Albert Angers est également amené à contribuer à la création d'un centre de recherche dédié à l'étude des phénomènes économiques : le Service de documentation économique de l'École des HEC. Fondé en 1942, le Service se veut un lieu de rencontre pour les économistes, mais aussi un centre de documentation accessible aux chercheurs,

---

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 11-12.

<sup>22</sup> *Ibid.*

professeurs, étudiants, hommes d'affaires et même au grand public<sup>23</sup>. Angers est nommé directeur du Service dès sa fondation et demeure en place jusqu'en 1969. Il y « réunira une équipe de jeunes économistes formés dans les meilleures écoles étrangères », dont Roland Parenteau (1945), Pierre Harvey (1948), Jacques Parizeau (1950) et Gilles Desroches (1953), qui commencent tous leur carrière au sein du Service<sup>24</sup>. Le Service de documentation est alors « la première et la seule des institutions de recherche en économie au Québec » et répond à un besoin criant, soit de doter le milieu universitaire canadien-français d'une institution pouvant participer à la collecte et à l'analyse de données pouvant contribuer au déploiement économique de la province<sup>25</sup>. À titre de directeur, Angers élargit ses horizons et son influence d'un point de vue scientifique, tout en confortant son rôle central dans le réseau universitaire québécois. Le Service tissera d'ailleurs des liens très solides avec certains des grands décideurs économiques de l'époque, dont la Chambre de commerce du District de Montréal<sup>26</sup>. En 1959, le Service de documentation se transforme en l'Institut d'économie appliquée et agrandit son spectre d'influence en devenant l'agent correspondant au Canada de l'Institut de Science Économique appliquée de Paris, dirigé par François Perroux. Les deux instituts organiseront par la suite de nombreuses activités scientifiques, dont des colloques, des visites professorales et des conférences franco-canadiennes thématiques. Sous l'impulsion d'Angers, l'Institut devient un centre de recherche universitaire contribuant au rayonnement des HEC au Canada et en Europe.

---

<sup>23</sup> Pascale Ryan, *La pensée économique de François-Albert Angers de 1937 à 1960 : la recherche de la troisième voie*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1993, p. 53-54.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Ibid.* Sur la chambre de commerce de Montréal, voir l'étude suivante : Michel Sarra-Bournet, *Entre le corporatisme et le libéralisme : les groupes d'affaires francophones et l'organisation socio-politique du Québec de 1943 à 1969*, thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1995, 462 p.

De ce fait, à la fin des années 1930, le nombre d'économistes canadiens-français « se compte sur les doigts d'une seule main »<sup>27</sup>. Au travers d'un idéal du service public, Esdras Minville encourage les professeurs des HEC à effectuer des contrats d'expertise à l'extérieur du cadre universitaire. Dû à leur faible nombre, les économistes sont régulièrement sollicités par une foule d'intervenants, notamment les entreprises privées, les sociétés publique et parapublique, les commissions gouvernementales et les chambres de commerce<sup>28</sup>. Les médias de l'époque, dont les journaux et la radio, sont également des canaux de diffusion où les économistes font régulièrement l'objet d'invitation:

On est sollicité de partout. On ne peut pas commencer une carrière d'économiste universitaire qui se donne entièrement à la recherche économique et qui ne fait que ça, parce que les chambres de commerce, les gouvernements, la Saint-Jean-Baptiste, les associations d'hommes d'affaires, les syndicats ont commencé à prendre le goût de la science économique. Ça leur prend des économistes pour expliquer tout, alors on est quatre pour répondre aux demandes. On est tiré hors de l'enseignement et de la recherche. On devient des gens qui se servent de ce qu'ils savent pour essayer d'expliquer aux gens les problèmes qu'ils nous soumettent, c'est eux qui nous sollicitent. La radio commence à prendre de l'ampleur, et veut des commentateurs. On est happé par le milieu et on fait ce qu'on peut. On donne des cours, on fait des conférences, on va à la radio, on écrit des articles.<sup>29</sup>

Angers collabore quant à lui de manière très active au sein de différents comités à titre d'experts et d'arbitre. Il travaille notamment au sein de commissions d'études sur le développement économique de certaines régions (Lac-Saint-Jean, Charlevoix), dans l'inventaire des ressources naturelles (Charlevoix) et dans les projets d'études sur l'aménagement du transport en commun (Saint-Hyacinthe, Longueuil). Il est également

---

<sup>27</sup> Pascale Ryan, *La pensée économique de François-Albert Angers de 1937 à 1960 : la recherche de la troisième voie*, *Op. Cit.*, p. 59.

<sup>28</sup> La Chambre de commerce de Montréal a admis Angers dans ses rangs en 1937 comme membre-consultant, puis comme membre du conseil d'administration en 1948. Sur l'intégration d'Angers dans l'organisation, voir l'article suivant : « Chambre de commerce », *Le Devoir*, 2 décembre 1937, p. 2.

<sup>29</sup> *Ibid.* Entrevue de François-Albert Angers avec Pascale Ryan, *Op. Cit.*, p. 60.



conciliateur au sein de commissions d'arbitrage entre patrons et ouvriers, notamment pour Dupuis Frères (1942), pour l'Alliance catholique des professeurs de la Commission catholique de Montréal (1944-1946), pour l'Association ouvrière sur les problèmes des relations ouvrières (1946) ainsi que devant les tribunaux à Trois-Rivières et à Québec au sujet du salaire des instituteurs et des institutrices (1946-1948)<sup>30</sup>. En prodiguant conseils et recommandations de nature scientifique, il collabore également à la mise sur pied de nouvelles coopératives, telles que L'Action coopérative, Les Placements collectifs, la Corporation d'expansion financière, La Familiale et La Bonne Coupe<sup>31</sup>. La correspondance de cette période montre qu'Angers est sollicité de manière soutenue par de nombreux acteurs économiques canadiens-français, ce qui témoigne du capital symbolique en expansion qu'il développe à l'extérieur du cadre universitaire<sup>32</sup>.

Par son statut d'économiste, Angers est ainsi à l'avant-scène de différents milieux liés au développement économique du Canada français. En l'espace de quelques années, il devient un acteur incontournable du monde politico-économique. Cette notoriété lui ouvrira les portes des grandes associations nationalistes francophones, où son expertise trouvera rapidement une oreille favorable chez les dirigeants de l'époque.

### ***3.1.3 Un réseau nationaliste effervescent : la Ligue d'action nationale et sa revue***

Introduit dans les cercles nationalistes via le réseau de professeurs des HEC, François-Albert Angers se voit ouvrir les portes de la célèbre Ligue d'action nationale à la fin des années 1930. Fondée en 1921 par Lionel Groulx et Omer Héroux et par des membres

---

<sup>30</sup> HEC, P027, boîtes P027/Z,0006, P027/Z,0007 et P027/Z,0008, « Arbitrages : données sommaires ».

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> HEC, P027, boîtes P027/A1,0001 à P027/A1,0010, « Correspondance générale ». La correspondance montre qu'Angers échange plusieurs lettres avec des membres du conseil d'administration de la Chambre de commerce de Montréal et avec certaines coopératives de consommation de la métropole et de la Rive-Sud.

de la Ligue des droits du français, la Ligue d'action française – et sa revue *L'Action française* – partage au début des années 1920 certains idéaux communs avec sa consœur française (Ligue d'action française de Charles Maurras) : la défense de la langue française, de la religion catholique, de la famille et d'un mode de vie paysan qui s'oppose à la modernité représentée par l'urbanisation et l'industrialisation<sup>33</sup>. Animée par le chanoine Groulx dès 1921, la Ligue affiche également une conception esthétique maurassienne (héritage latin, idéalisation de la France d'ancien régime) et un nationalisme intégral, qui revendique la mise en place d'un État national pour les Canadiens français<sup>34</sup>.

Quelques temps après la condamnation de *L'Action française* de Paris par le Vatican en 1927, la Ligue d'action française (canadienne-française) et sa revue mettent fin à leurs activités, essentiellement pour des motifs financiers. Ce n'est qu'en 1933, sous l'impulsion d'Esdras Minville, que le mouvement renaît de ses cendres avec la remise en activité de la Ligue d'action nationale et de sa revue, *L'Action nationale*. Minville est élu président de la ligue et s'entoure d'un comité de direction formé par des représentants de

---

<sup>33</sup> Charles-Philippe Courtois, *Trois mouvements intellectuels québécois et leurs relations françaises : L'Action française, « La Relève » et « La Nation »*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal et Institut d'études politiques de Paris, 2008, p. 238-246.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 286-288. Néanmoins, les chercheurs débattent encore de nos jours par rapport à la question des conceptions inhérentes au nationalisme dans *L'Action française* de Montréal, quant à savoir si celles-ci étaient fondamentalement différentes et autonomes par rapport à celle proposée par Charles Maurras. L'historien Michel Bock a démontré que les thèses maurassiennes avaient assez peu pénétré les réseaux collégiens, professionnels, journalistiques et ecclésiastiques. Bock note cependant que le modèle de « ligue intellectuelle » du mouvement maurassien, caractérisé par la mise en place d'une organisation autonome et articulant une vision idéologique commune, avait eu une influence dans la structuration des regroupements intellectuels tels que la Ligue d'action française. Enfin il a également noté le transfert de certains moyens d'action (publications, maison d'édition, sections locales, etc.), qui auraient servi de modèles pour les plateformes de diffusion chez les regroupements intellectuels canadiens-français. Michel Bock, « L'influence du maurrassisme au Canada français : retour sur le cas de Lionel Groulx », dans Olivier Dard (dir.), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Berne, Éditions Peter Lang, 2009, p. 135-137. Yvan Lamonde a lui aussi relativisé l'apport réel des thèses maurassiennes au Canada français, en arguant que l'influence de celles-ci furent délimitées à certains groupes isolés. À voir dans : Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec. Tome II : 1896-1929*, Québec, Fides, 2004, p. 171-178.

l'élite professionnelle canadienne-française où se retrouvent des avocats (René Chaloult, Wilfrid Guérin), des clercs (Lionel Groulx, Joseph-Papin Archambault, Albert Tessier), des universitaires (Hermas Bastien), des médecins (Philippe Hamel), des agronomes (Albert Rioux) et des journalistes (André Laurendeau, Léopold Richer, Harry Barnard, Eugène L'Heureux). Sous la présidence de Minville, la Ligue réoriente son action sous un angle résolument sociopolitique et aspire « à construire une doctrine pour orienter l'action dans le sens du nationalisme et du catholicisme social » tout en accordant « un rôle plus actif à l'État dans la restauration de l'ordre social »<sup>35</sup>. Minville préconise notamment « la planification, l'aménagement du territoire et la nationalisation des ressources naturelles, dont l'électricité » et il adhère à « la doctrine du corporatisme social qui cherche l'équilibre entre le capitalisme et le socialisme. Il met les intérêts économiques de la nation québécoise au centre de la pensée nationaliste »<sup>36</sup>. Qui plus est, Minville ouvre la Ligue à la possibilité de tisser des liens avec le monde politique, abandonnant son apolitisme d'antan :

Le rapport au politique change dans le cadre de la Ligue d'action nationale, car ses membres sont en contact avec des politiciens [...] On continue de penser que les politiciens et les partis sont à la solde des intérêts étrangers et qu'ils font œuvre de division nationale, mais des opinions plus nuancées commencent à se manifester [...] On commence à prendre conscience que si l'avenir de la nation passe par l'État, il faudra bien que les projets de restauration de l'identité nationale soient portés par des politiciens.<sup>37</sup>

Au tournant des années 1940, la ligue constitue l'un des principaux foyers du nationalisme canadiens-français. Grâce aux contacts amicaux qu'il a maintenus avec André Laurendeau, nommé directeur de *L'Action nationale* à son retour d'Europe en 1937, François-Albert

---

<sup>35</sup> Action nationale, « Histoire de la Ligue d'action nationale », site web de L'Action nationale [en ligne], <https://action-nationale.qc.ca/recherche-par-auteur/numeros-2017/307-janvier-fevrier-2017/999-histoire-de-la-ligue-d-action-nationale>, page consultée le 19 avril 2018.

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> *Ibid.*

Angers se voit sollicité afin d'intégrer la Ligue. Cherchant à préserver sa liberté intellectuelle, celui-ci n'intègre pas immédiatement la Ligue, mais il accepte néanmoins de tenir une chronique économique mensuelle dans les pages de *L'Action nationale*. Sa première, publiée en septembre 1938, provoque quelques tensions au sein de la Ligue : « Le crédit social était la question d'actualité dans les milieux nationalistes. Ma première chronique a donc naturellement été consacrée à ce sujet, sous le titre, " Le miroir aux alouettes ". Il en a résulté une polémique qui s'est étendue sur plusieurs années! »<sup>38</sup>. Prenant la défense de son ami, Laurendeau conseille à Angers de joindre officiellement la Ligue afin de faciliter son intégration et « éviter d'avoir des problèmes dans le futur »<sup>39</sup>.

Devenu membre de la Ligue, Angers se présente en septembre 1938 à sa première réunion. Il reviendra sur cette expérience en 1978, en insistant sur les détails entourant son introduction au militantisme de la Ligue d'action nationale :

J'y étais entré d'une façon plutôt insolite. Non sans conviction, mais en raison d'un conflit qu'avait suscité à l'intérieur du groupe un de mes articles. Esdras Minville et André Laurendeau souhaitaient m'associer à la Ligue, mais j'étais réticent, en tant que jeune économiste, de m'identifier étroitement avec ce que d'autres me conseillaient d'éviter : les chapelles. J'étais consentant à fournir mon apport comme collaborateur régulier, mais extérieur et sur les questions économiques, à une œuvre dont je partageais les idées en général, mais sans vouloir en porter l'étiquette. À l'occasion de l'incident mentionné, Laurendeau me fit valoir que quant à collaborer régulièrement, ce serait prendre une assurance sur ma liberté d'expression que d'être à l'intérieur et de défendre moi-même mes positions aux réunions de la Ligue, plutôt que d'avoir à subir toutes les tractations qu'avait provoquées mon premier article à la revue. Songeant avant tout à ma carrière d'économiste et à ses exigences, je n'étais

---

<sup>38</sup> Jean-Marc Léger, *Op. Cit.*, p. 49-50. En cherchant dans les archives de la Ligue d'action nationale, qui sont relativement pauvres pour cette période, il n'est pas mentionné clairement qui sont les individus qui ont été vexés par l'article d'Angers, ceux-ci étant selon toute vraisemblance des partisans du créditisme. En somme, il s'agirait de membres réguliers qui auraient énoncé leur mécontentement lors des assemblées mensuelles d'octobre et de novembre 1938.

<sup>39</sup> François-Albert Angers, « Mesure de l'influence du chanoine Groulx sur son milieu », *Op. Cit.*, p. 357-358.

donc pas dans l'état d'ardeur du croisé patriote, qui était typique des jeunes de l'entourage idéologique de l'abbé Groulx.<sup>40</sup>

Au sein de la Ligue, Angers tisse des liens avec de nombreux militants influents du mouvement nationaliste. Il se lie rapidement d'amitié avec des membres de l'ancienne Ligue d'Action française, dont le prêtre-éducateur Joseph-Papin Archambault (1880-1966), l'avocat Anatole Vanier (1887-1985), le prêtre-cinéaste Albert Tessier (1895-1976), l'agronome Albert Rioux (1899-1983), le musicien Arthur Laurendeau (1880-1963), le romancier Harry Bernard (1898-1979), le philosophe et journaliste Hermas Bastien (1897-1977), l'avocat René Chaloult (1901-1978) et le dentiste Philippe Hamel (1884-1954)<sup>41</sup>. Angers tisse aussi des liens avec de plus jeunes militants, tels que les journalistes Dominique Beaudin (1905-1979) et Roger Duhamel (1916-1985). Il retrouve également son ancien collègue Gérard Filion (1909-2005), devenu économiste à l'Union catholique des cultivateurs. Il fait également la connaissance du chanoine Lionel Groulx, figure centrale du mouvement d'action nationale dont il connaît peu l'œuvre, contrairement à une majorité d'intellectuels traditionalistes de l'époque<sup>42</sup>. C'est par l'entremise d'André Laurendeau qu'Angers est introduit au célèbre prêtre-historien :

Je devais me trouver rapproché de Groulx par cette amitié avec Laurendeau. Celui-ci était alors un des disciples fervents et le disciple préféré de l'abbé Groulx. Nos conversations tournaient donc fréquemment vers lui. Entre autres, André avait à cœur de me démontrer que l'abbé Groulx n'était pas séparatiste; j'argumentais très fort, d'après mes perceptions de lecteur du *Devoir*, pour prouver et marquer ma méfiance à son égard. C'est donc à

---

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> L'étude de la correspondance d'Angers nous montre que ces individus sont les principaux membres de la Ligue d'action nationale avec lesquels le professeur des HEC s'entretient durant la période étudiée.

<sup>42</sup> La correspondance d'Angers avec Lionel Groulx demeurera d'ailleurs assez limitée. Jusqu'en 1967, à peine 25 lettres ont été échangées entre les deux. Celles-ci sont de nature essentiellement administrative, en lien notamment avec les activités de la Ligue d'action nationale et de sa revue. Ce n'est d'ailleurs que très tardivement dans sa vie qu'Angers en viendra à reconnaître la qualité de l'œuvre de Groulx, une œuvre marquée par des accents providentialistes avec lesquels il ne sera jamais entièrement à l'aise.

travers trente ans de travail en commun avec l'abbé Groulx, à *L'Action nationale*, que va se former, et graduellement, mon opinion et mes sentiments de haute admiration pour un homme dont je pris conscience qu'il était authentiquement grand à tous égards. Après mon entrée à *L'Action nationale*, je suis néanmoins resté très réservé à son égard pendant plusieurs années.<sup>43</sup>

Se rencontrant tous les mois au domicile de Lionel Groulx, les membres de la Ligue d'action nationale « étaient là une fois par mois, 10 fois par année, pour discuter de la tenue de la revue, du tirage, des finances, des thèmes [...] On assistait aux réunions, pendant deux-trois heures, on réglait nos affaires, puis on repartait à nos propres activités »<sup>44</sup>.

Dès son entrée dans l'organisation, Angers est apprécié par les membres de la Ligue, comme le souligne Roger Duhamel:

Intelligent ce diable d'homme! Qui en douterait s'accuserait d'une myopie inquiétante. D'une forme d'intelligence toute spéciale que je n'ai éprouvé que de lui, celle du cérébral à l'état pur qui s'enivre lui-même des raisonnements de son discours [...] Le plus curieux, c'est que cet économiste, par métier rivé à l'observation méticuleuse et objective des faits, a su transformer la logique en une sorte de passion froide. Personne en tout cas ne mettra en doute la sincérité de ses opinions. Quand beaucoup de ses compagnons ont varié, il est demeuré fidèle à son idéal, à ses convictions. C'était risquer d'être seul.<sup>45</sup>

Ce capital de sympathie est renforcé durant la Deuxième Guerre mondiale, alors qu'Angers s'investit assidument dans les activités de la Ligue. Ses articles percutants sur l'économie de guerre et ses prises de position de plus en plus nationalistes en font l'une des figures intellectuelles les plus en vue du mouvement anticonscriptionniste francophone, aux côtés d'André Laurendeau. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard qu'Angers est approché, en 1942, par les dirigeants du Bloc populaire canadien.

---

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 359.

<sup>44</sup> Gérald Filion cité dans Pascale Ryan, *Penser la nation, Op. Cit.*, p. 165

<sup>45</sup> Roger Duhamel, *Bilan provisoire*, Montréal, Beauchemin, 1958, p. 71-72.

Dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement canadien remet à l'avant-scène le projet de conscription par le biais d'une modification de la *Loi sur la mobilisation des ressources nationales* en 1942<sup>46</sup>. Semant l'inquiétude au Canada français, où le souvenir de la conscription de 1917 demeure frais dans les mémoires, les actions du gouvernement entraînent une vigoureuse mobilisation dans les cercles nationalistes qui débouche sur la fondation du Bloc populaire canadien, un mouvement politique fédéral et provincial mis sur pied en 1942. Prônant « l'indépendance et la neutralité du Canada, l'autonomie provinciale, l'égalité entre anglophones et francophones, une économie coopérative et des réformes axées sur la famille », le mouvement est dirigé par André Laurendeau au niveau provincial et, à partir de 1943, par l'avocat et ancien député libéral Maxime Raymond au niveau fédéral<sup>47</sup>. Transformé en parti politique, le Bloc populaire fait élire quatre députés, avec Laurendeau à sa tête, au niveau provincial lors des élections de 1944. Quant au fédéral, le Bloc est formé de cinq députés menés par Raymond.

Naturellement attiré par le programme du Bloc, François-Albert Angers est sollicité par André Laurendeau afin de s'engager publiquement au sein du mouvement politique. Œuvrant déjà au sein de la Ligue d'action nationale, il refuse l'offre de Laurendeau, du fait de sa volonté de se tenir loin des activités à caractère partisans. Néanmoins, il accepte un poste de chercheur, ce qui lui permet de contribuer aux activités du Bloc anonymement. La correspondance qu'entretient Angers avec Laurendeau et Raymond durant la période 1942-1947 témoigne de ses recherches visant à documenter différents dossiers défendus

---

<sup>46</sup> Sur le contexte socio-politique canadien durant la Deuxième Guerre mondiale, on consultera l'ouvrage incontournable d'André Laurendeau : *La crise de la conscription 1942*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1962, 158 p. Pour une étude historique, on consultera l'étude suivante : Jack Granatstein et J. Mackay Histman, *Broken promises : A History of Conscription in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1977, 281 p.

<sup>47</sup> Paul-André Comeau, *Le Bloc populaire, 1942-1948*, Montréal, Boréal, 1998, 480 p.

par les chefs du Bloc, notamment les questions constitutionnelles, le régime fiscal, les pouvoirs des provinces face au gouvernement central, le coopératisme ainsi que les politiques sociales et familiales<sup>48</sup>. Militant de l'ombre, Angers n'en demeure pas moins un acteur influent qui joue un rôle central dans les prises de position du Bloc, étant donné la qualité de ses recherches<sup>49</sup>. Il entretiendra d'ailleurs une grande amitié avec le leader fédéral du Bloc, Maxime Raymond, avec qui il correspondra de longues années, même après la disparition du parti à la fin de la décennie.

La collaboration d'Angers au mouvement anticonscriptionniste ne passera pas inaperçu dans les cercles militants et nationalistes du Canada français. Jouissant d'une réputation enviable à un très jeune âge, le professeur des HEC est alors introduit, par le biais de la Ligue d'action nationale, à certains animateurs de la vie intellectuelle canadienne-française. Il se rapproche notamment de Léopold Richer (1902-1961), journaliste franco-ontarien, polémiste traditionaliste influent et fondateur de la revue *Notre Temps*. Angers publiera plusieurs dizaines d'articles dans ce périodique durant la décennie 1940, signe de sa bonne entente avec Richer<sup>50</sup>. L'inventaire des articles publiés durant cette

---

<sup>48</sup> HEC, P027, boîtes P027/A1,0004 à P027/A1, 0008, « lettre de François-Albert Angers à Maxime Raymond », (janvier 1942 à décembre 1946); boîtes P027/A1,0004 à P027/A1,0009, « lettre de François-Albert Angers à André Laurendeau », (janvier 1942 à décembre 1947). Durant cette période, Angers échange une dizaine de lettres avec Raymond et une douzaine avec Laurendeau, la plupart traitant des orientations politiques du Bloc.

<sup>49</sup> Par exemple, entre 1944 et 1946, Angers transmet plusieurs rapports de nature juridiques liées à un projet de loi que souhaite proposer le Bloc afin de supprimer les appels du Conseil privé de Londres. On comprend ainsi que le professeur des HEC ne se limite pas à offrir des conseils de nature strictement économiques. Dans une lettre en particulier datée du 8 avril 1945, Angers énonce de nombreux arguments juridiques visant à solidifier la position du Bloc dans ce dossier. On peut y lire que ce dernier a passé plusieurs semaines à travailler sur ce dossier précis. À voir dans : HEC, P027, boîte P027/A1,0007, « lettre de François-Albert Angers à André Laurendeau », 8 avril 1945.

<sup>50</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0003, « lettre de François-Albert Angers à Léopold Richer », 24 mars 1941. Angers déclarera d'ailleurs son admiration à l'égard du style polémiste développé par Richer, style que lui-même développera dans les années à venir. Notons d'ailleurs que les articles qu'il soumet au périodique *Notre temps* s'inscrivent dans les mêmes champs d'intérêt que ceux qu'il publie dans *L'Action nationale*. On



période nous montre également qu'Angers signe quelques textes dans d'autres périodiques conservatrices, tels que *Tirons franc*, *La Terre de chez nous*, *Le Semeur* (de l'ACJC) et *Culture*. De même, il signe régulièrement des articles économiques dans *Le Devoir*, à la demande du directeur Gérard Pelletier<sup>51</sup>. Les deux hommes maintiennent d'ailleurs des liens cordiaux, Angers vantant les mérites de Pelletier dans sa gestion du célèbre quotidien montréalais<sup>52</sup>. Néanmoins, la majorité des articles que produit Angers sont publiés dans *L'Action nationale*, le comité de rédaction requérant de lui une collaboration ponctuelle et régulière. D'ailleurs, durant un bref intervalle (1943-1946), Angers occupe le rôle de codirecteur de la revue avec André Laurendeau et Roger Duhamel. Dès les années 1940, le jeune professeur possède donc une stature enviable dans le réseau des revues canadiennes-françaises.

Évidemment, un tel niveau d'activité intellectuelle ne se fait pas sans compromis. Devenu père à la fin des années 1930, Angers doit composer avec un horaire chargé qui lui laisse peu de temps pour les activités familiales. La fille de M. Angers, Denise, affirme d'ailleurs que son père n'avait pratiquement pas de passe-temps ou d'activités de loisirs, malgré un certain intérêt pour le jardinage<sup>53</sup>. Elle insiste pour dire que son père était un bourreau de travail, qui passait de longues heures dans son bureau les soirs et les fins de

---

retrouve ainsi plusieurs articles sur le coopératisme, le corporatisme, l'agriculturisme ou encore l'influence du catholicisme dans le développement social au Canada français.

<sup>51</sup> « Les mêmes causes produisent les mêmes effets », *Le Devoir*, 30 décembre 1939, p. 15; « Où en sommes-nous ? », *Le Devoir*, 18 novembre 1939, p. 10; « C'est de la conscription qu'il s'agit... », *Le Devoir*, 3 mars 1942, p. 1; « Une lettre de François-Albert Angers », *Le Devoir*, 15 mars 1945, p. 7.

<sup>52</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0004, « lettre de François-Albert Angers à Gérard Pelletier », 2 février 1942. Mentionnons aussi que *Le Devoir* met régulièrement de l'avant les publications d'Angers, mais aussi les conférences et les cours publics qu'il donne au sein de la SSJB de Montréal et de l'École sociale populaire.

<sup>53</sup> Entrevue avec Denise Angers, 29 janvier 2018. Selon Mme. Angers, cet intérêt ne dura que le temps d'un été!

semaine<sup>54</sup>. Le peu de vacances que la famille Angers se permettait d'avoir se déroulait alors dans la région de La Malbaie, où François-Albert possédait un chalet hérité de son père. Malgré tout, Angers est décrit comme un bon vivant, attaché aux valeurs familiales, d'un naturel sociable et sympathique et possédant un bon sens de l'humour<sup>55</sup>. Homme droit et rigoureux, sévère et exigeant envers ses semblables et ses enfants, il pratiquait une discipline personnelle répondant aux idéaux catholiques.

Ainsi, nous constatons que François-Albert Angers est, dès les premières années de sa carrière à l'École des HEC, une personnalité dont le capital social et symbolique s'accroît de manière rapide et diversifiée. La centralité qu'il occupe dans le réseau institutionnel des HEC fait de lui un interlocuteur apprécié des milieux économiques et nationalistes<sup>56</sup>. Du fait de son savoir scientifique et de ses prises de position, il parvient rapidement à accroître son influence dans les différents milieux qu'il investit.

### **3.2 Un engagement intellectuel sous le signe de la science économique**

Les premiers textes que François-Albert Angers produit durant la période 1937-1948 s'inscrivent dans une perspective économique et sociologique. Il cherche alors à sensibiliser la population aux problèmes économiques du Canada français face au Capital canadien-anglais, américain et britannique. Ses textes approfondissent les fondements

---

<sup>54</sup> La remarquable carrière universitaire et intellectuelle d'Angers est en partie redevable au travail affectif et ménager « invisible » effectué par son épouse, Gisèle Lemyre, qui avait la charge de leurs cinq enfants. Si la situation familiale d'Angers n'apparaît pas comme une exception pour l'époque, elle s'intègre néanmoins au mécanisme de construction de sa carrière académique. Sur la notion de travail invisible, voir Camille Robert et Louise Toupin (dir.), *Travail invisible. Portraits d'une lutte féministe inachevée*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2018, 198 p.; Camille Robert, *Toutes les femmes sont d'abord ménagères. Histoire d'un combat féministe pour la reconnaissance du travail ménager*, Montréal, Éditions Somme toute, 2017, 178 p. Sur la contribution des épouses dans la carrière de certains grands académiciens, voir Donica Belisle et Kiera Mitchell, « Mary Quayle Innis : Faculty Wives's Contributions and the Making of Academic Celebrity », *Canadian Historical Review*, vol. 99, no. 3, automne 2018, p. 456-486.

<sup>55</sup> *Ibid.*

<sup>56</sup> L'étude de la correspondance d'Angers nous montre que la majorité des lettres qui lui sont adressées le sont en sa qualité de professeur.

relatifs au nationalisme économique tel qu'il fut développé dans les années 1910 et 1920 dans les milieux nationalistes. D'ailleurs, sa pensée s'inscrit en harmonie avec les fondements de la Doctrine sociale de l'Église catholique et tire également parti de certaines influences liées au personnalisme et au traditionalisme<sup>57</sup>.

### **3.2.1 Aux fondements d'une action intellectuelle : la Doctrine sociale de l'Église**

La Doctrine sociale de l'Église catholique est un ensemble de principes définis dans les encycliques papales *Rerum Novarum* (1891) de Léon XIII et *Quadragesimo Anno* (1931) de Pie XI<sup>58</sup>. L'Église catholique y présente une réponse aux défis de la modernité industrielle, notamment via une préoccupation à l'égard du sort de la classe ouvrière alors jugée victime d'un capitalisme sauvage. Celle-ci prêche en faveur d'un humanisme chrétien, condamne les dérapages de l'économie capitaliste et souligne les dangers du système socialiste prônant la lutte des classes et le renversement de l'ordre établi. L'Église prône une meilleure collaboration entre patrons et ouvriers, insiste sur les responsabilités morales et sociales de chacun, et souligne le rôle d'assistance que doit jouer l'État. Il s'agit en somme d'une philosophie axée sur le respect de la dignité humaine. L'historien Jean-Luc Chabot résume de manière synthétique les valeurs humanistes liées à cette philosophie catholique : « la personne est liée à son Dieu et sa dignité est sacrée, elle est le fondement et la fin de la vie sociale, elle est libre et responsable »<sup>59</sup>.

---

<sup>57</sup> À ce sujet, on consultera notamment les ouvrages suivants : Michael Gauvreau, *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2005, 522 p.; E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la Grande Noirceur. L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Sillery, Septentrion, 2002, 210 p.

<sup>58</sup> Sur la Doctrine sociale de l'Église, voir les études suivantes : Charles Maignen, *La doctrine sociale de l'Église d'après les encycliques de Léon XIII, Pie X, Pie XI, de 1891 à 1931*, Paris, Téqui, 1933, 295 p.; Pierre Bigo, *La Doctrine sociale de l'Église : Recherche et dialogue*, Paris, Presses universitaires de France, 1965, 540 p.; Roger Beaudoin, *Doctrine sociale de l'Église : Une histoire contemporaine*, Paris, Cerf, 2012, 329 p.

<sup>59</sup> Jean-Luc Chabot, *La Doctrine sociale de l'Église*, Paris, Presses universitaires de France, 1989, p. 25-49.

François-Albert Angers, bien qu'il ait suivi une formation académique supérieure et qu'il fonde ses travaux et ses recherches en économie sur des analyses scientifiques, est fondamentalement un défenseur de la Doctrine sociale de l'Église. Il s'inscrit d'ailleurs dans une nébuleuse d'intellectuels canadiens-français de l'époque, qui ont défendus avec ardeur ces positions philosophiques catholiques. Avant d'entreprendre en bonne et due forme l'analyse de sa pensée économique, il est nécessaire d'apporter un éclairage sur les fondements philosophiques de cette doctrine et sur la manière dont le professeur des HEC intègre ces éléments dans ses réflexions.

Dans un premier temps, Angers conçoit que l'organisation sociale et économique d'une société ne peut être dissociée de la dimension temporelle et spirituelle de la personne humaine. Cette organisation repose sur la volonté de « permettre à tout individu d'atteindre son plein épanouissement à la fois dans l'ordre des choses matérielles et, surtout, dans l'ordre des choses spirituelles »<sup>60</sup>. Pour assurer la plénitude de l'homme, il faut respecter ses caractéristiques fondamentales, soit son caractère, son histoire, sa culture et ses traditions et que « devant les fantaisies du modernisme, il faut privilégier une dose de conservatisme, de prudence et de résistance dans la pensée »<sup>61</sup>. Au regard de la philosophie moderniste des années 1930, Angers opte pour une position privilégiant le respect de l'ordre et de l'autorité catholique, où « la valeur humaine est supérieure à la technique » :

Humanisme et technique, qui sont deux ordres qui ne relèvent ni des mêmes principes, ni des mêmes disciplines [...] Celui qui opte toujours et nécessairement pour ce qui est techniquement supérieur est ainsi fatalement amené à prendre parti contre l'humain. Le respect de l'humain, qui est à la

---

<sup>60</sup> François-Albert Angers, « Pour servir la personne humaine », *Op. Cit.*, p. 81-82.

<sup>61</sup> François-Albert Angers, « Les défauts de notre société (Pierre-Elliott Trudeau et la Grève de l'Amiante III) », *L'Action nationale*, novembre 1957, p. 296.

base même de la conception canadienne-française de la vie, peut donc exiger éventuellement certains sacrifices techniques.<sup>62</sup>

Dans un deuxième temps, Angers conçoit que ce sont les actes de l'homme qui définissent son identité, d'où l'importance rattachée au principe de responsabilité et de liberté. Ce principe se traduit notamment par l'existence d'un droit individuel inaliénable, défini comme étant le « droit de choisir librement son état de vie; de fonder une famille; d'être éduqué; de travailler; d'être respecté; d'agir selon sa conscience; droit à sa vie privée; à une juste liberté; au développement de sa vie intellectuelle et morale »<sup>63</sup>. Le principe de responsabilité et de liberté se définit également en vertu de devoirs collectifs, liés au respect des « ancêtres, de la nation, de la civilisation, de la société et de la personne humaine ». En somme, le principe de responsabilité correspond au :

Droit de choisir ce que l'homme estime le plus apte à pourvoir à son bien-être présent et futur; l'obligation par la suite de supporter les risques, les souffrances, les ennuis qui peuvent découler de ses erreurs, de ses insuffisances et de ses imprévoyances. Détruire le sens de la responsabilité, c'est détruire la personne humaine dans ses éléments spirituels vitaux. Autrement, le matériel n'est réussi qu'au prix d'une dégradation morale de l'individu qui aboutit à l'écrasement du spirituel.<sup>64</sup>

Le principe de liberté est au cœur de cette conception de l'action humaine, où le bien-être matériel se doit d'être soumis aux valeurs spirituelles. On comprend alors mieux la condamnation du libéralisme capitaliste et du socialisme, qui dans le premier cas se fonde sur « l'impulsion des besoins individuels » et dans le deuxième cas, sur la « suppression

---

<sup>62</sup> François-Albert Angers, *La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels*, Québec, Commission Royale d'Enquête sur les problèmes constitutionnels, 1955, vol. 2, p. 235

<sup>63</sup> François-Albert Angers, « Pour servir la personne humaine », *Op. Cit.*, p. 80-81

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 82.

des libertés individuelles au profit de celui de l'État collectiviste »<sup>65</sup>. Ainsi, « la liberté catholique constitue la liberté conforme au génie canadien-français puisqu'elle propose une fin spirituelle à la personne humaine » et qu'elle se fonde sur le besoin « d'établir un ordre où la personne elle-même verra supprimer les entraves qui l'empêchent d'agir, et non un ordre où la société se propose d'agir pour la personne »<sup>66</sup>.

Dans un troisième temps, Angers conçoit que l'organisation socio-économique doit être pensée de manière à créer des conditions facilitant l'action de l'individu. La société, en tant qu'espace de vie, constitue avant tout un moyen pour l'homme d'atteindre la plénitude spirituelle :

La société est destinée essentiellement, à raison de la fin terrestre elle-même qui la spécifie, au développement de conditions de milieu qui portent de telle sorte la multitude à un degré de vie naturelle matérielle, intellectuelle et morale convenable au bien et à la paix de tous, que chaque personne s'y trouve aidée positivement à la conquête progressive de sa pleine vie de personne et de sa liberté spirituelle.<sup>67</sup>

Le rôle de l'État, dans cette perspective, doit donc être limité afin « d'assurer à l'individu le plein épanouissement de sa personnalité pour lui garantir le droit de choisir les choses qu'il estime les plus aptes à pourvoir au présent et au futur » ainsi qu'afin « de le protéger contre l'obligation d'avoir à se soumettre totalement à la société pour la satisfaction de ses besoins, l'Église s'est toujours fait le défenseur infatigable du droit de propriété privée »<sup>68</sup>.

---

<sup>65</sup> François-Albert Angers cité dans Stéphane Saint-Pierre, *François-Albert Angers et la nation confessionnelle (1937-1960)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2006, p. 52.

<sup>66</sup> François-Albert Angers, « Pour servir la personne humaine », *Op. Cit.*, p. 90.

<sup>67</sup> François-Albert Angers, *La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels*, Québec, Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1955, annexe 3, vol. 1, p. 135.

<sup>68</sup> François-Albert Angers, « Le rôle des gouvernements dans la vie économique d'une nation », *L'Action nationale*, novembre 1943, p. 197.

Angers insiste sur l'idée selon laquelle « il n'est probablement pas de philosophie sociale qui, d'une façon générale, cherche davantage que le catholicisme à protéger l'individu contre la tyrannie possible des gouvernants »<sup>69</sup>. Dans cette perspective, ce sont les liens de solidarité qui doivent être à la source de la cohésion sociale. Matrice organisationnelle, la société conçue dans cet esprit rappelle le principe du « personnalisme communautaire », nécessaire à la mise en pratique des idéaux chrétiens<sup>70</sup>. Cette société formée d'individus est néanmoins tributaire du rôle joué par la famille, noyau central de la structure paroissiale et collective du Canada français.

La famille constitue pour Angers la base naturelle de la vie sociale canadienne-française, de la civilisation et plus largement des sociétés humaines. « Elle est un des premiers prolongements de la personne dans la vie sociale, elle est la gardienne de la personne humaine et de la nation. La famille constitue le point d'appui sur lequel l'individu doit construire la nation afin de demeurer fidèle à l'ordre naturel »<sup>71</sup>. L'unité familiale débouche naturellement sur l'unité nationale, d'où la nécessité « d'unir entre elles les familles en un front solide, conscient de sa force [...] afin de faire entendre sa voix »<sup>72</sup>. La nation en soi constitue un regroupement de familles liées par des traditions communes et mues par un idéal catholique. La famille est chargée de l'éducation, de la transmission des

---

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 196.

<sup>70</sup> Guy Laforest, *Un Québec exilé dans la fédération*, Montréal, Québec Amérique, 2014, p. 174. Selon Laforest, le personnalisme communautaire « donne une primauté morale aux êtres humains en tant qu'individus, sans pour autant négliger les communautés, essentielles au développement complet de la personne humaine. En tant que philosophie appliquée au fédéralisme, le personnalisme communautaire combine quatre principes : l'équivalence de traitement plutôt que l'égalité symétrique pour les personnes et les groupes; la subsidiarité comme principe guidant le partage des pouvoirs; la non-subordination comme principe guidant de la souveraineté entre ordres de gouvernement; et, finalement, la codécision comme principe pour la gouvernance de l'interdépendance entre les partenaires de la fédération ». Sur le concept de personnalisme communautaire, on consultera également l'ouvrage suivant : André Burelle, *Pierre Elliott Trudeau : l'intellectuel et le politique*, Montréal, Fides, 2005, 469 p.

<sup>71</sup> Stéphane Saint-Pierre, *Op. Cit.*, p. 53.

<sup>72</sup> François-Albert Angers, « La famille a besoin de se défendre », *Notre temps*, 21 octobre 1950, p. 138.

valeurs et des traditions et s'assure du développement du caractère vertueux de l'individu. Les rôles des hommes et des femmes au sein de la famille sont explicitement définis, l'homme étant le pourvoyeur assurant le confort matériel et la femme au foyer assurant le rôle de « gardienne de la vertu, des traditions et de l'esprit familial »<sup>73</sup>. Dans cette perspective, la structure de la société repose sur des préceptes fondamentalement patriarcaux, l'homme étant défini en tant que possesseur d'une autorité supérieure et universelle. Cette autorité suprême de l'homme s'observe d'ailleurs de manière évidente du point de vue de la cellule familiale, où celui-ci possède un pouvoir juridique absolu reconnu légalement et qui échappe totalement à la femme. Ainsi, malgré l'avant-gardisme apparent de certaines des propositions contenues dans les réflexions catholiques du début du 20<sup>e</sup> siècle, il n'en demeure pas moins que certaines de ces idées demeurent fondamentalement ancrées dans une vision inégalitaire du point de vue des rôles sociaux de l'homme et de la femme.

En somme, nous pouvons voir que ces réflexions découlant de la Doctrine sociale de l'Église sont également influencées par les préceptes du personnalisme communautaire tels que défini par Emmanuel Mounier. Cela démontre l'imprégnation longtemps sous-estimée de cette philosophie dans les milieux catholiques traditionalistes du Canada français. Qui plus est, ces réflexions humanistes sont aux sources des réformes socio-économiques prônées par Angers au tournant de la décennie 1940. Il n'est donc pas surprenant, à la lumière de ces considérations, que ce dernier recommande une organisation

---

<sup>73</sup> *Ibid.*



coopératiste de l'économie canadienne-française et une structuration corporatiste de la vie socioprofessionnelle de ses travailleurs et salariés.

### ***3.2.2 La recherche d'une troisième voie : le coopératisme et le corporatisme***

Fondement intellectuel lié à plusieurs idéologies catholiques, la Doctrine sociale de l'Église est au cœur du traditionalisme. Au Canada français, son influence fut perceptible dans de nombreuses organisations, dont les Semaines sociales du Canada, l'École sociale populaire, la Ligue d'action nationale et l'Action coopérative<sup>74</sup>. De manière générale, cette philosophie tend à prôner un ensemble cohérent de réformes :

Promotion de l'idée de décentralisation et du corporatisme, qui rapproche l'exercice du pouvoir de la population; valorisation du coopératisme, qui fait participer le travailleur aux profits de l'entreprise et à sa gestion; méfiance envers l'étatisme trop poussé, qui dépossède l'homme de son agir responsable; condamnation de l'aliénation de l'ouvrier prolétaire; valorisation d'un capitalisme encadré, de la libre entreprise et de l'initiative individuelle; valorisation du travail autonome. À la lumière du principe de responsabilité, tout ceci s'explique naturellement et prend un sens.<sup>75</sup>

Dès les débuts de sa carrière et jusqu'au crépuscule de sa vie, François-Albert Angers demeurera fondamentalement attaché à cette doctrine. Il y verra une alternative aux grandes idéologies économiques susceptible de redonner un sens à l'expérience humaine :

Je n'ai jamais été un défenseur du libéralisme économique. En fait, à la suite de Montpetit et de Minville, j'ai souscrit à la Doctrine sociale de l'Église, qui a condamné le libéralisme, en même temps que le socialisme. Je suis toujours resté convaincu de la justesse de cette vision. Et j'estime toujours que les économies ne pourront trouver leur juste équilibre que si cette pensée finit par triompher. Certes, ma foi religieuse m'a incité à y accorder de l'importance, mais l'étude m'a aussi convaincu que c'était la meilleure formule. Alors, ma position n'était ni libérale, ni socialisante, ni de droite ni de gauche, mais en recherche d'équilibre. Disons qu'on peut la qualifier de droite dans le sens

---

<sup>74</sup> Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec. Tome II: 1896-1929, Op. Cit.*, p. 277.

<sup>75</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres, Op. Cit.*, p. 30-31.

que je croyais beaucoup à la nécessité de l'ordre et de la justice, mais aussi autant au sens social dans la recherche de l'égalité et de la liberté.<sup>76</sup>

D'un point de vue d'organisation économique, les éléments à retenir de cette doctrine sont notamment l'importance accordée à l'action coopératiste ainsi qu'à l'organisation de type corporatiste, dans une perspective axée sur le principe de responsabilité<sup>77</sup>.

Homme de son temps, Angers partage des opinions répandues dans les milieux nationalistes à l'égard de ces deux modèles organisationnels. Dès ses années universitaires, il développe un intérêt marqué pour le coopératisme. En 1936, alors étudiant à Paris, il discute abondamment des liens entre la concertation socio-économique et les consommateurs avec son mentor Esdras Minville<sup>78</sup>. À son retour au Québec, Angers est également influencé par les enseignements de Victor Barbeau, professeur aux HEC et spécialiste du coopératisme européen, avec qui il discute régulièrement des fondements théoriques liés à ce modèle économique<sup>79</sup>. Plus tard dans sa vie, il sera également inspiré par Berthe Louard, initiatrice de la coopérative de consommation « La Familiale » de Montréal, avec qui il entretiendra une correspondance durant de nombreuses années<sup>80</sup>.

---

<sup>76</sup> Jean-Marc Léger, *Op. Cit.*, p. 51. Angers sera également un farouche opposant aux principes du keynésianisme, une pensée économique née dans le contexte de la Crise des années 1930 et proposant un rôle accru de l'État dans l'activité économique des sociétés industrielles, notamment au niveau de la régulation de l'activité économique et au niveau des investissements publics dans certains secteurs d'activité. Angers y verra plutôt une « tentative désespérée de sauver les intérêts du capitalisme libéral ». Toutefois, il faut aussi noter qu'il vantait les mérites de la nationalisation de certaines sphères liées au secteur primaire, tel que le préconisait notamment l'École sociale populaire. Ce fait s'explique par sa volonté de rapatrier certains pouvoirs décisionnels entre les mains des élites économiques canadiennes-françaises, et non par une sensibilité à l'égard des préceptes de l'interventionnisme étatique en matière d'économie.

<sup>77</sup> L'intérêt porté par Angers au coopératisme et au corporatisme sont des facteurs qui le dissocient en partie du personnalisme communautaire de Mounier, qui est anticonfessionnel et très peu porté vers ces deux formes d'organisation socioéconomiques. À ce sujet, voir Roger Benjamin, *Notion de la personne et personnalisme chrétien*, Paris et La Haye, Mouton Éditeur, 1972 [1971], p. 114.

<sup>78</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0001, « lettre d'Esdras Minville à François-Albert Angers », 26 août 1936.

<sup>79</sup> HEC, P027, boîtes P027/A1,0004 à P027/A1,0010, « lettres de François-Albert Angers à Victor Barbeau », février 1942 à décembre 1949.

<sup>80</sup> HEC, P027, boîtes P027/A1,0004 à P027/A1,0009, « lettres de François-Albert Angers à Berthe Louard », février 1942 à décembre 1947.

Évidemment, Esdras Minville constitue une figure centrale dans la construction du discours d'Angers sur le coopératisme. Minville a d'ailleurs publié de nombreuses études sur le sujet dans les années 1930 qui ont eu un impact notable dans les cercles nationalistes<sup>81</sup>. En ce sens, Angers approfondira la thèse minvillienne selon laquelle la coopération constitue la voie privilégiée afin de mettre fin au retard économique des Canadiens français. Pour en arriver à cette réflexion, il développe trois arguments principaux.

D'abord, il conçoit qu'une coopérative n'est pas un type d'entreprise ordinaire, mais plutôt un microsystème économique porté par des valeurs intrinsèques et un mode de fonctionnement distinct<sup>82</sup>. Dans cette perspective, le coopératisme ne constitue pas seulement une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme, mais aussi un système véritablement démocratique permettant de reconsidérer les fondements socio-économiques de la vie en société. Dans une optique de reconquête progressive des structures économiques de la province, Angers insiste sur la nécessité de privilégier le modèle des coopératives de développement et de consommation<sup>83</sup>. Dû au fait que le grand capital est issu de l'étranger, mais que le marché des consommateurs est formé de la masse des Canadiens français, « ceux-ci pourraient mettre l'économie au service de leurs intérêts nationaux, d'abord en s'organisant pour faire pression à la baisse sur les prix, puis en utilisant les surplus ainsi dégagés pour investir dans l'industrie canadienne-française » et même investir la grande industrie<sup>84</sup>. Angers soutient que le coopératisme se dissocie du

---

<sup>81</sup> Notons les ouvrages suivants : *Invitation à l'étude*, Montréal, Fides, 1943, 176 p.; *L'homme d'affaires*, Montréal, Fides, 1944, 85 p.; *La Politique qu'il nous faut*, Montréal, ACJC, 1932, 44 p.

<sup>82</sup> François-Albert Angers, « Qu'est-ce qu'une coopérative de développement ? », *L'Actualité économique*, vol. 15, no.1 avril 1939, p. 273-276.

<sup>83</sup> François-Albert Angers, « Organisation coopérative et démocratie », *L'Actualité économique*, vol. 15, no. 2, novembre 1939, p. 155-166.

<sup>84</sup> François-Albert Angers, « L'idée coopérative fait son chemin », *L'Actualité économique*, vol. 18, no. 1, avril 1942, p. 465-471.

matérialisme en tirant parti de la Doctrine sociale de l'Église, qui s'appuie sur des considérations « extra-économiques spirituelles et nationales » partagées par une communauté de coopérateurs<sup>85</sup>. Comme il l'affirme à la fin des années 1940, « c'est sur le plan humain que le capitalisme s'est révélé surtout défectueux. Il y a bien des raisons à cela, les principales étant spirituelles et ne tenant pas au capitalisme même, mais bien aux philosophies matérialistes qui ont dominé le 19<sup>e</sup> siècle »<sup>86</sup>. Le coopératisme permettrait ainsi d'accéder à un mode de fonctionnement « économique-social catholique, empreint de modération dans la recherche des biens matériels et l'utilisation du progrès »<sup>87</sup>. Ce système constitue donc la solution idéale au retard économique des Canadiens français, puisqu'il permettrait, en théorie, de redistribuer le pouvoir économique alors détenu par le grand capital. Ce système permettrait également d'éviter les affres d'un étatisme outrancier, considéré comme un problème aussi préoccupant que le capitalisme puisque retirant tout sens des responsabilités aux individus. Spécialiste de la Doctrine sociale de l'Église, le politologue Jean-Luc Chabot résume d'ailleurs les limites associées aux valeurs capitalistes et socialistes par rapport à une conception catholique des réalités socio-économiques:

La racine de cette inégale répartition des fruits du travail n'est pas imputable à des techniques économiques, mais à la morale qui sous-tend les comportements économiques : au nom de la liberté de chacun ou de la libération de tous, l'homme travailleur a été soumis à la loi du capital privé ou d'État, à l'inhumaine conception de la propriété, qu'elle soit individuelle ou collectivisée, mais toujours absolutisée.<sup>88</sup>

---

<sup>85</sup> François-Albert Angers, « Nous sauver par la coopération », dans Roger-J. Bédard, *L'essor économique du Québec*, Montréal, Librairie Beauchemin, 1969, p. 6. Il s'agit d'une reproduction d'un texte initialement publié dans *l'Actualité économique* en 1940.

<sup>86</sup> François-Albert Angers, « Coopératives vs indépendants », *L'Action nationale*, octobre 1940, p. 142-149.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 149.

<sup>88</sup> Jean-Luc Chabot, *Op. Cit.*, p. 65.

En somme, le coopératisme constitue la voie privilégiée afin de jeter les bases du relèvement économique du Canada français. Évidemment, cette forme d'organisation économique ne se limiterait pas, dans cette perspective, aux seules coopératives de consommation, mais plutôt à l'ensemble des secteurs d'activité économiques. De nombreux exemples de coopératives profitables mènent Angers à voir d'un œil positif le développement à grand déploiement de ce modèle économique. Par exemple, le modèle des caisses populaires Desjardins illustre la possibilité pour les ouvriers et les agriculteurs de se regrouper entre eux au sein de coopératives d'épargne et de crédit et d'éviter de faire affaire avec les grandes banques canadiennes-anglaises, alors méfiantes à l'égard des Canadiens français<sup>89</sup>. Également, les coopératives d'exploitation des ressources naturelles constituent un modèle privilégié dans le projet de reconquête imaginé par Angers. Entre autres, les coopératives d'électricité et les coopératives forestières représentent des modèles d'organisation susceptibles d'engendrer une reprise en main de ce secteur d'activité central dans la vie économique du Canada français<sup>90</sup>. Les coopératives de consommation, tels que les épiceries, les marchés d'alimentation, les quincailleries ainsi que les coopératives agricoles occupent elles aussi une place de choix dans ce projet. De même, Angers, qui ne répugne pas les développements économiques liés à l'industrie, milite en faveur d'une reprise en main du capital industriel via la création d'une classe d'affaires canadienne-française, formée à même cette base de coopérateurs partageant les mêmes visées d'émancipation. Enfin, cette entreprise de reconquête coopératiste est fondamentalement guidée par des desseins nationalistes :

---

<sup>89</sup> François-Albert Angers, « L'idée coopérative fait son chemin », *Op. Cit.*, p. 467-470.

<sup>90</sup> François-Albert Angers, « Forêt », *L'Actualité économique*, vol. 15, no. 1, avril 1939, p. 69-73.

N'oublions pas qu'au Canada français, la coopérative est un moyen de restauration nationale par l'économique et le social. Cela exige le développement du mouvement dès le début selon la formule fédérative, car c'est par l'importance de son pouvoir d'achat et de ses réserves que la coopérative suscitera la naissance de nouveaux industriels canadiens-français ou entrera elle-même dans le champ de la production. Nous ne sommes pas assez riches pour nous payer le luxe d'attendre que la province soit couverte de petites coopératives pour songer à créer une fédération et entreprendre cette action nationale. Des coopératives dispersées piétineraient sur place; travaillons donc dès le début dans l'union.<sup>91</sup>

François-Albert Angers, à la manière des leaders nationalistes et traditionalistes du tournant des années 1940, privilégie la voie du corporatisme social en tant que système d'organisation sociétal. Globalement, le corporatisme se définit selon deux grands principes généraux, soit le « principe de subsidiarité qui affirme les droits de la société civile face à l'État » ainsi que le principe de « concertation organisée, ou collaboration des classes » qui définit les rapports de bonne entente entre le patronat et les travailleurs<sup>92</sup>. Pierre Trépanier définit la corporation comme étant « une institution de droit public dont la compétence s'étend à une branche de l'activité économique et où siègent des commissions paritaires de syndicats patronaux et ouvriers »<sup>93</sup>. Le corporatisme vise ainsi à grouper les individus en associations représentatives liées à leur profession et à leur secteur d'activité économique : industrie, manufacture, agriculture, finance, médecine, droit, administration, etc. La société dans son ensemble serait ainsi organisée selon un modèle où patrons et travailleurs sont sur le même pied d'égalité et où sont « débattus les grands

---

<sup>91</sup> François-Albert Angers, « Querelles coopératistes », *L'Action nationale*, mars 1939, p. 256. Angers s'exprimera à de nombreuses reprises sur la nécessité d'organiser en fédérations les coopératives, selon leurs types d'activités.

<sup>92</sup> Pierre Trépanier, « Quel corporatisme ? (1820-1965) », *Les Cahiers des Dix*, no. 49, 1994, p. 159-160.

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 174.

problèmes concernant le secteur d'activité qu'il représente et dont les décisions, après avoir reçu la sanction de l'État, auraient force de loi pour l'ensemble de ce secteur »<sup>94</sup>.

Le rôle de l'État, dans ce contexte, se limite à la reconnaissance juridique des corporations afin d'en faire des « organismes de droit public », mais aussi à la surveillance du système via l'approbation des mesures d'administration en place dans les différentes corporations présentes sur le territoire<sup>95</sup>. Il s'agit donc d'un système hiérarchique, dans la mesure où l'État respecte les droits et privilèges des corporations formées des individus qui en font partie, dans la tradition de subsidiarité visant à rendre l'individu responsable de ses actions. Le rôle de l'État n'est donc pas « de détruire, pour s'y substituer » ou « d'absorber les membres du corps social, mais de les aider à accomplir leurs fonctions pour leur bien à eux et celui de la société tout entière »<sup>96</sup>. Couplé au système coopératiste, le corporatisme représente une voie privilégiée pour la reconnaissance des organisations socio-économiques fonctionnant dans un mode de collaboration et de répartition des tâches et des responsabilités. L'État devient alors un organe supplétif qui s'assure de ne pas dépasser ou empêcher la réalisation des initiatives individuelles et collectives. Ces corporations seraient d'ailleurs sous l'étroite surveillance de chambres municipales et régionales, ce qui correspond aux visées de ce système réparti sur plusieurs échelles décisionnelles. Qui plus est, ces organes décisionnels seraient constitués à partir des institutions existantes (syndicats, ordres professionnels, chambres de concertation), le

---

<sup>94</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, *Op. Cit.*, p. 129.

<sup>95</sup> François-Albert Angers, « Notre milieu IV – Vue d'ensemble », *L'Actualité économique*, vol. 17, no. 1, novembre 1941, p. 47-72.

<sup>96</sup> François-Albert Angers, « Le rôle des gouvernements dans la vie économique d'une nation », *Op. Cit.*, p. 198.

modèle corporatiste s'inscrivant en continuité avec le système démocratique en place<sup>97</sup>. Angers insiste d'ailleurs sur cette idée selon laquelle le corporatisme s'harmonise de manière naturelle au principe de la démocratie « qui est, par définition, le régime politique de gouvernement qui met l'accent sur la liberté de l'individu et cherche à ériger entre lui et ses gouvernants tout un ensemble de règles qui protègent celui-là contre ceux-ci »<sup>98</sup>.

Perçu comme la seule forme complètement démocratique de la vie économique, le corporatisme vise donc à assurer le progrès social nécessaire au Canada français, étant donné la collaboration et l'exercice des responsabilités que doit assurer chaque citoyen dans le contexte socio-économique. Il vise aussi à assurer une cohésion sociale nécessaire à la reconquête économique du Canada français et, plus largement, à garantir la survivance de l'esprit catholique dans ce processus de reconfiguration sociétal :

Nous ne prétendons pas, pour le moment, que cette organisation [corporatiste] soit la meilleure, ni même qu'elle soit possible : nous disons seulement qu'elle serait la seule forme complètement démocratique de la vie économique [...] Mais l'autre partie de la proposition – l'association professionnelle groupant tous les intéressés d'un métier ou d'une industrie – est entièrement réalisable. Et elle est indispensable si l'on veut une forme d'organisation de la production démocratique, c'est-à-dire, dans laquelle chacun est appelé à pouvoir dire son mot dans l'orientation de la vie économique de la nation comme il le fait dans la vie politique.<sup>99</sup>

Pour le sociologue Jean-Philippe Warren, le corporatisme se voulait un moyen d'atteindre un mode d'organisation respectant à la fois le caractère confessionnel du Canada français,

---

<sup>97</sup> François-Albert Angers, « Notre milieu IV – Vue d'ensemble », *Op. Cit.*, p. 50-55.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 201.

<sup>99</sup> François-Albert Angers, « Organisation corporative et démocratie », *L'Actualité économique*, vol. 15, no. 2, 1939, p. 161-162.



mais aussi un cadre d'organisation sociétal global. Le tout, dans une démarche foncièrement contradictoire :

Il permettait, en outre, d'offrir à la collectivité canadienne-française l'espoir de se constituer en corps autonome, politiquement et économiquement, au sein de l'État canadien. Enfin, il représentait une tentative d'édifier la société sur le modèle de l'Église catholique romaine, avec un principe unificateur, une « pensée coordinatrice », qui assurerait l'harmonie sociale en même temps qu'elle fonderait l'unité nationale sans sacrifier tout à fait le progrès technique et industriel. Jamais sans doute, dans l'histoire du Canada français, une doctrine n'avait rassemblé en elle, dans tel syncrétisme, autant d'aspirations contradictoires (planification sans interventionnisme, autonomie sans indépendance, démocratisation et autoritarisme) et pourtant si vives du groupe national !

Si Angers se pose en tant que farouche défenseur du coopératisme et du corporatisme au début de sa carrière, sa trajectoire intellectuelle nous montre qu'il se désintéressa progressivement du corporatisme à partir des années 1950, tout en maintenant un vif intérêt pour la question coopératiste, et ce, jusqu'à la fin de sa vie. Si le corporatisme perdit grandement de son attrait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en lien notamment avec son association aux régimes totalitaires européens, le coopératisme fut toujours bien perçu dans les milieux canadiens-français. Son association à une économie de type solidaire et le succès de certaines grandes coopératives québécoises, dont les Caisses Desjardins, en firent une valeur sûre pour bon nombre d'intellectuels catholiques. Ces raisons expliquent en partie l'intérêt changeant d'Angers pour ces deux modes d'organisation socioéconomiques durant les décennies à venir.

### ***3.2.3 La reconquête économique du Canada français : un mode d'emploi***

Si pour le jeune Angers le coopératisme et le corporatisme constituent les solutions de grande envergure à la reconfiguration socio-économique du Canada français, d'autres mesures ponctuelles doivent toutefois être envisagées. Angers a d'ailleurs développé une

formulation synthétique de sa vision : « le problème national du Canada français est un problème économique »<sup>100</sup>. Au tournant des années 1940, il développe ainsi sa réflexion en cherchant des solutions pragmatiques à différents problèmes observés dans la province de Québec. On notera d'ailleurs des similitudes importantes entre les pistes de solutions proposées par le professeur des HEC et le Programme de restauration sociale mise en place par l'École sociale populaire durant la décennie 1930, où la Doctrine sociale de l'Église constitue un document de référence concernant les réformes à envisager.

D'emblée, Angers pose le problème national des Canadiens français dans une optique politique : son économie est colonisée par les trois puissances que sont le Canada anglais, les États-Unis et la Grande-Bretagne. En résumé, le professeur des HEC dénonce le fait que l'économie du Québec soit modulée en fonction d'intérêts étrangers, que la bourgeoisie canadienne-française soit faible et peu influente et que les Canadiens français soient inféodés économiquement au sein de leur province. Selon lui, cette forme de colonialisme économique se serait développée à partir du 19<sup>e</sup> siècle :

C'est sur une base coloniale que s'est amorcé le développement économique du Canada, c'est-à-dire l'intervention de l'investissement métropolitain selon les intérêts de la métropole. Mais au tournant du siècle, un troisième partenaire est intervenu dans le jeu des forces politiques : le voisin américain. Il a profité des hésitations d'une politique canadienne mal définie en raison de l'allégeance britannique, de ses jeux diplomatiques avec la métropole et des avantages qu'il en a tirés aux dépens des points de vue canadiens, ainsi que du désir des Canadiens de pouvoir participer plus vite à la prospérité générale du continent nord-américain. Ainsi le Canada s'est donné à une seconde métropole, ligne du moindre effort pour s'assurer un haut standard de vie sans avoir à affronter les risques de l'investissement national et de la concurrence sur les marchés internationaux.<sup>101</sup>

---

<sup>100</sup> Jean-Marc Léger, *Op. Cit.*, p. 52.

<sup>101</sup> François-Albert Angers, cité dans « L'évolution économique du Canada et du Québec en 100 ans de confédération », Rodrigue Tremblay (dir.), *L'économie québécoise*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1976, p. 243.

Dans une optique nationaliste, Angers dénonce ce qu'il perçoit comme un « colonialisme de gentilhomme », soit la mainmise canadienne-anglaise sur les affaires économiques dans une sorte de « mascarade pseudo-démocratique » où les Canadiens français se perçoivent comme des sujets politiques « autonomes » :

Si la majorité conserve, du moins en apparence, le droit de se gouverner politiquement par le jeu de ses institutions démocratiques, elle n'en jouit que dans une mesure d'autant plus restreinte que s'étendent les prérogatives d'un État fédéral où elle est minorité. Et sa vie économique lui échappe; de ce point de vue, le Québec a tout à fait l'air de ce qu'il est : un pays conquis, où le vainqueur s'est installé en maître et occupe, par suite, toutes les positions clefs, la population indigène travaillant au service de son élite.<sup>102</sup>

Dans la mesure où le Canada français se retrouve dans une triple soumission économique et financière, Angers en déduit que de nombreuses réformes socioéconomiques seraient nécessaires afin de mettre un terme à cette situation défavorable. C'est l'État québécois qui, via un interventionnisme circonscrit, devrait initialement orienter et favoriser le développement de certains secteurs économiques spécifiques.

#### *Pour une planification « éclairée » du développement*

À la fin des années 1930 et au début des années 1940, Angers dénonce de manière récurrente le fait que le gouvernement provincial ne possède pas de plan de développement systémique pour le territoire québécois<sup>103</sup>. Afin de remédier à ce problème, le professeur des HEC recommande la réalisation d'études globales dans tous les régions afin de

---

<sup>102</sup> François-Albert Angers, « Situation économique du Québec », dans *L'inventaire du mouvement coopératif*, Québec, Conseil supérieur de la coopération, 1944, p. 15-16.

<sup>103</sup> Sur ce point, nous constatons une nette influence d'Esdras Minville, pour qui « l'étude du milieu » constituait en soi un premier pas dans le développement économique d'une région donnée. Nous pouvons aussi percevoir une influence des grandes enquêtes que menaient *L'Action française* et, plus tard, *L'Action nationale* sur des sujets à caractère économique.

constituer une base de données liée au potentiel de développement économique<sup>104</sup>. Cette banque de données contiendrait notamment des informations liées aux ressources naturelles présentes sur le territoire, à la géographie des lieux, aux besoins en main-d'œuvre liée à l'exploitation des ressources (mines, ressources hydroélectriques, terres agricoles, forêts) et aux budgets et aux ressources humaines nécessaires à l'établissement de nouvelles municipalités<sup>105</sup>. Pour réaliser ce mandat, l'État déléguerait un ensemble d'experts (sociologues, économistes, géologues, entrepreneurs forestiers, agronomes, etc.) réparti afin de réaliser les inventaires nécessaires et de concevoir les plans de développement à court et moyen terme<sup>106</sup>. Influencée par les études menées par Esdras Minville dans sa région natale de la Gaspésie durant les années 1930, Angers croit également que « l'étude du milieu » représente une voie privilégiée pour comprendre les fondements des déséquilibres entre les régions et les centres urbains<sup>107</sup>. Qui plus est, la mise en place d'un plan de développement constituerait un premier pas dans le processus de reconquête économique, puisque cela répondrait à un besoin pressant lié à la connaissance minutieuse des espaces géographiques<sup>108</sup>. Dans cette optique, un plan de développement établi par l'État pourrait déboucher sur une exploitation systématique des ressources naturelles et la transformation des matières premières. Ces secteurs étant en

---

<sup>104</sup> François-Albert Angers, « Colonisation en grand », *L'Actualité économique*, vol. 15, no. 2, novembre 1939, p. 165-169.

<sup>105</sup> *Ibid.*

<sup>106</sup> Angers ne le reconnaît peut-être pas, mais le gouvernement québécois mobilise les savoirs scientifiques (expertise) au sein de l'État dans la gestion des ressources naturelles, et ce, dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle. À ce sujet, voir Stéphane Castonguay, *Le gouvernement des ressources naturelles : sciences et territorialités de l'État québécois, 1867-1939*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, p. 12-13.

<sup>107</sup> François-Albert Angers, « Notre milieu IV – Vue d'ensemble », *Op. Cit.*

<sup>108</sup> Selon les échanges entre Minville et Angers, il semble que l'idée de planification intensive ait séduit un certain nombre de députés de l'Union nationale. Le parti ne put mettre en place de telles politiques due à sa défaite aux élections de 1939. Malgré un intérêt pour les politiques de planification, il nous est difficile d'estimer de quelle manière Angers a pu influencer les libéraux d'Adélard Godbout dû à l'absence de sources sur le sujet.

grande partie contrôlés par des capitaux étrangers, c'est donc l'État québécois qui serait responsable d'accompagner, dans un premier temps, les entrepreneurs canadiens-français souhaitant participer à ce processus de réappropriation des richesses<sup>109</sup>.

Si l'idée de planification ne fait pas l'unanimité au sein des hautes sphères décisionnelles du monde politique québécois de l'époque<sup>110</sup>, celle-ci reviendra en force pendant la Révolution tranquille. Dans le contexte des années 1960, les commis de l'État opéreront en grande partie selon les desseins imaginés par Angers et les membres de l'École sociale populaire tels que George-Henri Lévesque<sup>111</sup>.

### *Colonisation et développement rural*

L'idée de planification est d'ailleurs intrinsèquement liée aux projets de colonisation en vogue à l'époque. En fait, dans le contexte de la Crise des années 1930, nombreux sont les intellectuels et politiciens qui voient en la colonisation et le « retour à la terre » une solution concrète au chômage chronique qui affecte des milliers de familles en milieu urbain. Mis en pratique notamment via l'adoption du plan Vautrin (1935), la colonisation de régions éloignées se met en branle progressivement durant la décennie 1930<sup>112</sup>. Malgré une proximité idéologique avec les fondements du traditionalisme, Angers

---

<sup>109</sup> François-Albert Angers, « Réalisme social », *L'Actualité économique*, vol. 14, no. 1, avril 1938, p. 176-180.

<sup>110</sup> Gérard Boismenu, *Le Duplessisme. Politique économique et rapports de force 1944-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1981, p. 393.

<sup>111</sup> Sur la planification, on notera l'étude de Michel Sarra-Bournet (dir.), *Les grands commis et les grandes missions de l'État dans l'histoire du Québec*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2016, 296 p. Sur la montée de l'expertise scientifique au sein de l'appareil étatique dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, on consultera l'étude de Stéphane Castonguay, *Op. Cit.* Dans le contexte des années 1960, les commis de l'État tireront également parti de l'expérience française dans la mise en place de plans de développements étatiques.

<sup>112</sup> Sur les politiques de colonisation du gouvernement québécois durant les années 1930, voir Jean-Philippe Bernard, « Crise, État et territoires : les programmes de colonisation et la consolidation du pouvoir politique sur le territoire abitibien, 1923-1939 », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard (dir.), *Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850*, Québec, Septentrion, 2017, p. 125-160.

n'est pas naturellement porté vers l'idéalisation du modèle agriculturiste. Néanmoins, il conçoit l'entreprise colonisatrice comme étant une formule nécessaire au processus d'appropriation du territoire par les familles canadiennes-françaises. En 1939, il écrit qu'il est « urgent de réfléchir à savoir qu'il y a à l'heure actuelle des milliers de jeunes gens qui retourneraient au sol, si nous voulions les seconder, et qu'il y a dans ce pays, en terres à diviser, en terres à refaire, en terres à défricher, de quoi les établir tous »<sup>113</sup>. Notant les défauts du plan Vautrin, en vertu de la formation déficiente donnée aux colons, Angers croit qu'il est inconcevable que ceux-ci réussissent à s'établir s'ils ne sont pas bien guidés :

Il est bien évident que si l'on abandonne à ses propres moyens, sur un lot, un pauvre homme qui n'a jamais défriché, ni cultivé de sa vie, il lui faudra connaître bien des expériences malheureuses avant d'arriver au succès. Mais, si le même individu est encadré, dirigé, conseillé, enseigné, pourquoi ne réussirait-il pas aussi bien que quiconque?<sup>114</sup>

Entreprise collective, le projet de colonisation des régions privilégie la solidarité entre colons plutôt que la valorisation de l'entreprise individuelle, alors au cœur du projet développé par le gouvernement libéral<sup>115</sup>. Voyant qu'une grande partie des colons repartent vers les villes après avoir été incapables de remplir les conditions d'établissement fixées par les autorités gouvernementales, Angers suggère de revoir ces paramètres :

Pourquoi ne songerait-on pas à d'immenses exploitations collectives de défrichement et de culture, conçues et délimitées de telle façon que chacun se voit assigner un lot qu'il exploitera en toute propriété plus tard, sur lequel il construira son habitation tout de suite, le travail sur l'ensemble du territoire choisi se faisant en commun, sous la direction de techniciens compétents

---

<sup>113</sup> François-Albert Angers, « Colonisation agricole », *L'Actualité économique*, vol. 15, no. 1, avril 1939, p. 74.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 77.

<sup>115</sup> Jean-Philippe Bernard, *Op. Cit.*

jusqu'au jour où ces citadins devenus campagnards auront acquis l'expérience nécessaire pour conduire leur affaire eux-mêmes?<sup>116</sup>

Collectiviste, l'entreprise de colonisation devra aussi tenir compte des secteurs de spécialisation des régions données, selon des modèles d'agriculture adaptés en fonction des données géographiques et scientifiques (cultures spécialisées, exploitations laitières, élevages, etc.)<sup>117</sup>. En somme, les agriculteurs pourront se regrouper en coopératives autonomes, selon leurs types d'exploitation, et ainsi développer un marché où il leur sera possible d'écouler leur marchandise produite. La colonisation et le développement rural mèneront naturellement à l'enrichissement des agriculteurs et permettront à la collectivité d'occuper des terres et régions jusque-là négligées.

### *Industrialisation*

Contrairement à une idée reçue longtemps véhiculée dans l'historiographie<sup>118</sup>, les leaders nationalistes des années 1930 et 1940 n'étaient pas tous de farouches opposants à l'industrialisation, bien au contraire<sup>119</sup>. Symbole palpable de la modernisation socio-économique, le développement des industries québécoises s'effectue de manière rapide, au point de devenir le principal secteur d'activité économique au tournant du 20<sup>e</sup> siècle. L'industrie du tabac, du vêtement, de l'alimentation et des pâtes et papier deviennent des

---

<sup>116</sup> *Ibid.*

<sup>117</sup> François-Albert Angers, « Colonisation agricole », *L'Actualité économique*, vol. 15, no. 1, avril 1939, p. 73-79.

<sup>118</sup> Cette thèse est notamment démontée par Angers lui-même dans l'article suivant : « Naissance de la pensée économique au Canada français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 15, no. 2, septembre 1961, p. 204-229.

<sup>119</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2008, p. 47.

plaques tournantes de l'économie québécoise, favorisant du même coup la concentration de la population ouvrière en milieu urbain et l'exode rural<sup>120</sup>.

Or, ce qu'il faut comprendre dans ce contexte, c'est que des économistes tels que François-Albert Angers ne sont pas opposé au développement industriel, mais plutôt au fait que le capital industriel soit en majorité détenu par des hommes d'affaires étrangers<sup>121</sup>. Angers n'est pas non plus opposé au principe de la propriété privée, mais il critique le fait que des hommes d'affaires canadiens-anglais et américains aient constitué des monopoles financiers puissants – les fameux *trusts* – qu'ils contrôlent via les conseils d'administration. Il s'insurge également du fait que le développement du capitalisme industriel se fait en grande partie sur le dos des travailleurs canadiens-français, le patronat s'étant surtout préoccupé d'engendrer des profits et dividendes pour les administrateurs<sup>122</sup>. De la sorte, les travailleurs se sont constitués telle une classe défavorisée, obligée d'accepter les conditions fixées par les employeurs anglo-saxons, et ce, malgré l'opposition ponctuelle des syndicats catholiques<sup>123</sup>. Ne possédant ni le capital suffisant pour s'emparer de ces industries et ni le support politique permettant d'endiguer les excès du libéralisme capitaliste, les ouvriers ont vu leurs conditions de vie se détériorer à un point tel que les autorités civiles ont dû mettre en place des commissions d'enquête sur la présence des taudis en milieu urbain<sup>124</sup>. Pour Angers, le problème de l'industrialisation porte davantage

---

<sup>120</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain: le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 106-110.

<sup>121</sup> François-Albert Angers, « Concentration financière des entreprises au Canada », *L'Actualité économique*, vol. 11, no. 5, août 1935, p. 317-352.

<sup>122</sup> François-Albert Angers, « Esprit patronal et problèmes ouvriers », *L'Action nationale*, décembre 1938, p. 342-353.

<sup>123</sup> Sur le syndicalisme catholique, voir l'étude suivante : Jacques Rouillard, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, 329 p.

<sup>124</sup> François-Albert Angers, « Esprit patronal et problèmes ouvriers », *Op. Cit.*



sur les conditions socio-économiques des travailleurs industriels et sur l'accaparement du capital financier par des « administrateurs véreux » que sur le principe du développement de l'industrie en soi. Pour remédier à ce problème, il croit fermement que « l'émancipation du prolétariat se réalisera seulement par l'accession à la propriété personnelle, individuelle, commerciale, industrielle ainsi que par la prise en charge des moyens de production »<sup>125</sup>. Un plan ambitieux de « lutte contre les trusts » qui devra être mis en place afin, notamment, de mettre un terme à l'existence de monopoles dans des secteurs tels que l'électricité, l'assurance, les mines, l'industrie manufacturière, les sociétés de placement et de fiducie, les services publics, les transports, la construction et les banques<sup>126</sup>.

#### *Création d'une « classe d'affaire nationale »*

Du fait de sa volonté à créer une classe d'affaire canadienne-française, François-Albert Angers s'inscrit dans le sillage du nationalisme institutionnaliste développé par l'École des HEC durant les années 1930. Pour le jeune professeur, il ne suffit pas de posséder un capital faramineux et des contacts dans la haute finance de la rue Saint-Jacques pour se tailler une place dans le monde entrepreneurial du Québec. Selon lui, l'homme d'affaires canadien-français devrait avant tout être mû par une éthique de travail altruiste :

Il faudrait briser ce joug qui est devenu une véritable entrave au progrès de notre vie économique et sociale. Il faudrait revenir, autant que possible, au véritable entrepreneur ou promoteur, celui qui met sur pied une entreprise, qui en fait l'œuvre de sa vie, dont le succès est attaché au succès même de son affaire. Il faudrait abandonner le régime des financiers, qui ne voient dans une compagnie que les opérations de finance dont elle peut être l'objet, et des ingénieurs, qui ne songent qu'à agrandir, qu'à installer de nouvelles machines. Il faudrait que nos lois vinssent à la rescousse et tentassent de réconcilier la vieille doctrine de l'individu-entrepreneur disposant de peu de

---

<sup>125</sup> François-Albert Angers, « Soixante ans de doctrine sociale catholique », *Op. Cit.*, p. 419. Il est parfois surprenant de constater le discours utilisé par Angers en rapport avec le problème des monopoles financiers, qui rappelle parfois celui utilisé par les militants marxistes-léninistes dans une optique de lutte des classes.

<sup>126</sup> François-Albert Angers, « Concentration financière des entreprises au Canada », *Op. Cit.*, p. 342-352.

capitaux, mais donnant tout son temps, toute sa vie à son entreprise, et la nouvelle doctrine de la grande société, à capitaux considérables, mais anonyme et irresponsable.<sup>127</sup>

Afin de favoriser la mise en place de cette classe d'entrepreneurs francophone, Angers émet l'idée de créer une banque d'affaires nationale dont l'État prendrait l'initiative afin d'accompagner la nouvelle génération d'entrepreneurs locaux :

Le rôle de cette banque serait de mobiliser l'épargne populaire, contre des obligations, afin de pouvoir ensuite avancer les capitaux, sans se porter actionnaire des entreprises, ni s'installer à leur conseil d'administration, à des entrepreneurs sérieux, honnêtes et compétents, sur les possibilités de succès de qui l'Office apporterait des garanties sérieuses par ses renseignements sur le marché, production, travail et consommation.<sup>128</sup>

Pour accompagner la nouvelle classe d'entrepreneurs, Angers prévoit aussi la création d'un office permanent d'orientation professionnelle qui serait responsable de fournir une main-d'œuvre spécialisée à partir d'un « système d'écoles techniques, professionnelles ou d'ateliers d'apprentissage rendu accessible à quiconque aurait le goût, le talent et la possibilité économique de réussir dans tel métier ou profession »<sup>129</sup>. Ce faisant, la reconquête économique ne serait pas uniquement basée sur la constitution d'une classe d'homme d'affaires, mais également sur une nouvelle classe de travailleurs spécialisés. À cela s'ajouterait la classe des travailleurs journaliers, les ouvriers, qui s'occuperaient de faire rouler la production manufacturière. Angers entrevoit donc que toute entreprise de reprise en main de l'économie ne sera possible qu'avec l'étroite collaboration entre le

---

<sup>127</sup> *Ibid.*, p. 351.

<sup>128</sup> François-Albert Angers, « La guerre ne tuera pas le chômage », *L'Action nationale*, décembre 1939, p. 279-280. Il est important de mentionner que cette banque nationale serait entièrement contrôlée par ses membres, tel une société d'État s'inspirant du modèle d'affaire des banques coopératives de développement.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 278.

patronat et les travailleurs, afin de donner un visage résolument humaniste et catholique à l'économie nationale canadienne-française.

En résumé, la pensée économique d'Angers des années 1930 et 1940 s'articule essentiellement en fonction des principes de la Doctrine sociale de l'Église. Fondant sa réflexion sur le principe de reconquête économique du Canada français, il entrevoit de multiples possibilités quant au devenir de sa collectivité par le biais d'une réappropriation des principaux leviers socio-économiques de la province. En cela, il s'inscrit en continuité avec Édouard Montpetit et Esdras Minville, qui ont articulé des visions semblables sans toutefois parvenir à une telle maîtrise des outils de la science économique<sup>130</sup>. Les réflexions d'Angers partagent également de nombreux points communs avec le Programme de restauration sociale de l'École sociale populaire ainsi qu'avec le programme politique de l'Action libérale nationale de Paul Gouin<sup>131</sup>. En cela, le professeur des HEC s'inscrit dans le courant intellectuel de l'époque, qui vise à trouver une solution définitive à la Crise des années 1930<sup>132</sup>. Au terme de la décennie, le contexte socio-économique sera complètement chamboulé en vertu du début de la Seconde Guerre mondiale.

### **3.3 Le baptême du feu : l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale**

La Deuxième Guerre mondiale est un catalyseur favorisant le regroupement des forces nationalistes au Canada français. Les réseaux intellectuels se mobilisent afin d'éviter

---

<sup>130</sup> Jonathan Fournier, *Op. Cit.*, p. 389-414.

<sup>131</sup> En étudiant la correspondance d'Angers, on note que celui-ci s'est notamment entretenu avec certaines têtes d'affiche de l'ALN, tels que Paul Gouin et Philippe Hamel. Le professeur des HEC exprime notamment une opinion positive à l'égard de Gouin, notamment dans sa volonté de se distancer des agissements politiques du PLQ mené par Taschereau. Il discute également abondamment du projet de nationalisation de l'électricité avec Philippe Hamel, considéré par plusieurs comme le père de ce projet central dans l'histoire contemporaine du Québec.

<sup>132</sup> Yvan Lamonde, *La modernité au Québec, vol. 1. La crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*, Montréal, Fides, 2011, p. 8-10.

de revivre l'épisode de conscription forcée de 1917. François-Albert Angers s'associe rapidement à ce courant d'opposition, en épousant les grandes thèses nationalistes anti-participationnistes. C'est notamment par le biais de son expertise économique qu'il s'oppose à une participation canadienne-française, mais aussi au processus de centralisation fédérale qui se met rapidement en place due au contexte particulier de la guerre. La Deuxième Guerre mondiale correspond au moment où le professeur des HEC adopte le rôle de l'intellectuel par vocation, lui qui défend alors un point de vue nationaliste et traditionaliste quant au devoir de neutralité relatif au rôle du Canada français dans le conflit qui se déroule en Europe.

### ***3.3.1 La Seconde Guerre mondiale et le Québec : un bref historique***

Le 1<sup>er</sup> septembre 1939, l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie sonne le début de la Seconde Guerre mondiale. Le jour même, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne, étant donné le jeu des alliances diplomatiques qui lie les deux puissances à la Pologne. Récemment indépendant sur le plan de ses relations internationales via la signature du Traité de Westminster (1931), le Canada se voit néanmoins pressé de se positionner dans le conflit, du fait de ses liens historiques avec la Grande-Bretagne<sup>133</sup>. Ne pouvant forcer ses dominions à prendre part à un conflit armé, comme ce fut le cas jusqu'à la guerre de 1914-1918, la Couronne britannique opère malgré tout une influence qui pousse nombre de politiciens canadiens-anglais à évoquer le sens du devoir afin de justifier une participation canadienne. Afin de démontrer symboliquement

---

<sup>133</sup> Sur le rôle joué par le Canada durant la Seconde Guerre mondiale, on consultera notamment le dossier thématique publié par le *Bulletin d'histoire politique* en 2013 qui comporte de nombreux articles pertinents et historiographiquement à jour : Samy Mesli et Olivier Courteau (dir.), « Le Canada et la Deuxième Guerre mondiale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 21, no. 3, printemps-été 2013, p. 7-251.

son autonomie, le Canada déclare son appui à la France et à la Grande-Bretagne une semaine après le début officiel des hostilités, le 9 septembre 1939.

Néanmoins, les promesses d'une participation restreinte ne sont pas longtemps respectées. Dès l'été 1940, la France capitule après seulement quelques mois d'affrontements armés, à la stupéfaction des forces alliées. Les défaites successives des grandes puissances européennes s'enchaînant rapidement, le gouvernement réalise que la participation canadienne devra être accentuée afin de répondre aux pressions politiques. L'idée de limiter l'effort de guerre à une participation matérielle s'efface progressivement, comme en témoigne l'application de la *Loi sur la mobilisation des ressources nationales* en juin 1940<sup>134</sup>. Des mesures associées à la conscription sont dès lors mises en place, même si le gouvernement parle plutôt d'un « processus d'engagement volontaire ». Toutefois, Mackenzie King est contraint de remettre en question sa promesse de ne pas instaurer la conscription obligatoire dès la fin de l'année 1941.

C'est dans cette optique qu'est organisé le plébiscite de 1942, visant à libérer Mackenzie King de sa promesse de ne pas imposer le service militaire. Les résultats de cette consultation sont caractéristiques du fossé qui sépare les deux solitudes canadiennes : le Canada anglais vote majoritairement en faveur de la conscription (66 %) alors que le Canada français vote massivement contre (72 %)<sup>135</sup>. La crise qui suit et qui secoue le Québec, mais aussi le Canada français dans son ensemble, est également attribuable à la médiatisation de l'attitude francophobe en vigueur au sein des forces armées<sup>136</sup>. L'usage

---

<sup>134</sup> Yves Tremblay, 1940, « La conscription (1<sup>re</sup> partie) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 26, no. 1, automne 2017, p. 335-350.

<sup>135</sup> Jack Granatstein, « Le Québec et le plébiscite de 1942 sur la conscription », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, no. 1, juin 1973, p. 43-62.

<sup>136</sup> *Ibid.*

exclusif de l'anglais dans les sphères de commandement, la dispersion des soldats francophones dans des unités anglophones, le manque de hauts gradés francophones et la conduite hostile des autorités militaires par rapport au fait francophone ont tôt fait de provoquer de vives tensions au sein de l'opinion publique. Qui plus est, les statistiques sur l'aide financière et militaire allouée par le Canada à la Grande-Bretagne font bondir les leaders nationalistes canadiens-français, outragés de constater la liquidation des ressources canadiennes<sup>137</sup>. Ainsi, la majorité des élites intellectuelles et politiques canadiennes-françaises se montrent opposées à l'engagement actif du Canada dans l'effort de guerre. Ils s'opposent également à l'attitude du Canada anglais, dont les vues sont diamétralement opposées à celles des francophones, notamment dus à la vivacité des liens historiques liant les anglophones à la Grande-Bretagne.

Dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale, la contribution de François-Albert Angers est régulièrement mise de l'avant afin d'analyser les impacts économiques de l'implication militaire canadienne. Durant cette période, il publie quelques pamphlets percutants et plusieurs textes dans *L'Action nationale*<sup>138</sup>. Il produit également de nombreuses études au bénéfice du Bloc populaire afin d'aider le parti dans sa lutte contre le gouvernement de Mackenzie King. En cela, Angers constitue l'un des penseurs les plus volubiles et les plus influents du mouvement anticonscriptionniste<sup>139</sup>. À partir de ses prises

---

<sup>137</sup> François-Albert Angers, « Le temps est venu pour les Canadiens de mettre le holà », *Op. Cit.*, p. 95.

<sup>138</sup> François-Albert Angers, *Est-ce ainsi qu'on fait la guerre sainte?*, Montréal, Les Éditions de L'Action nationale, 1942, 21 p.; *Le Travail féminin à l'usine et l'Effort de guerre*, Montréal, L'imprimerie populaire Ltée, 1942, 53 p.; *Le temps est venu pour les Canadiens de mettre le holà!*, Montréal, Éditions de L'Action nationale, 1943, 28 p.; *Pourquoi nous n'accepterons « jamais » la conscription pour service outre-mer*, Montréal, Éditions de L'Action nationale, 1946, 22 p.; *Le Bilan canadien d'un conflit*, Montréal, Éditions de L'Action nationale, 1946, 32 p.; *Le Culte de l'incompétence*, Montréal, Éditions de L'Action nationale, 1946, 24 p.

<sup>139</sup> En étudiant le périodique *L'Action nationale* durant la Deuxième Guerre mondiale, on constate que c'est François-Albert Angers qui signe le plus grand nombre de textes en défaveur de la participation canadienne

de position, on remarque également une tendance chez lui à s'orienter vers le modèle de l'intellectuel par vocation, où les analyses scientifiques cèdent le pas à un discours engagé.

### ***3.3.2 L'effort de guerre canadien: une colonie au service de l'Empire britannique ?***

Au regard de la manière dont la Grande-Bretagne interagit avec le Canada entre 1939 et 1945, Angers distingue une forme de colonialisme héritée de la tradition impérialiste anglo-saxonne. Il dénonce avec vigueur le fait que le Canada subit des pressions politiques du gouvernement britannique afin de céder à faible prix des ressources naturelles, alimentaires et industrielles<sup>140</sup>. Angers soutient que cette pratique ressemble à une forme de « réquisition coloniale », typique des guerres impérialistes où la Grande-Bretagne use de son statut de métropole afin de s'approprier les richesses de ses dominions pour combler ses besoins immédiats<sup>141</sup>. Comment expliquer, sinon, que le Canada se voit contraint de produire pour la seule année 1943 « 28 % de plus de porc, 41 % de plus de lait en poudre, 15 % de plus de beurre, 29 % de plus d'œufs, 67 % de plus de graines de lin, 42 % de plus de betteraves, 91 % de plus de fèves soya » ainsi que « les engrais, les machines et les approvisionnements nécessaires à l'amélioration des cultures »<sup>142</sup>? L'augmentation de la production nationale ne permet d'ailleurs pas aux Canadiens de profiter des retombées économiques, puisque les gouvernements décident des prix de vente pour les produits destinés à la Grande-Bretagne. Les agriculteurs se voient ainsi dépossédés

---

au conflit armé. Qui plus est, avec la publication de six pamphlets, Angers représente le pamphlétaire ayant été le plus publié durant la période 1939-1945. Couplé à des articles publiés dans de nombreux périodiques (revues et journaux), on peut donc affirmer qu'Angers fut l'une des figures de proue de la lutte anticonscriptionniste. Son jeune âge ainsi que son capital social alors limité – il est en début de carrière – peuvent expliquer pourquoi son implication durant cette période fut négligée par les spécialistes.

<sup>140</sup> François-Albert Angers, « Le Canada et le bloc anglo-saxon », *L'Action nationale*, février 1941, p. 147-148.

<sup>141</sup> François-Albert Angers, « Un peu d'intelligence s'il-vous-plait! », *L'Action nationale*, février 1940, p. 134-138.

<sup>142</sup> François-Albert Angers, « Le temps est venu pour les Canadiens de mettre le holà! », *L'Action nationale*, avril 1943, p. 272.

du fruit de leur travail, dû à la volonté de certains mandarins et membres du gouvernement libéral de ne pas effaroucher la Couronne britannique et de respecter les desseins de l'Empire. L'exploitation des ressources naturelles et la transformation des matières premières, dans le contexte de la guerre, n'enrichissent pas non plus le Canada, puisque :

Au lieu de consacrer ses efforts à transformer lui-même ses ressources naturelles pour ses besoins, il les applique à vider son sous-sol ou à épuiser son sol pour exporter des matières premières et les importer manufacturées. Non seulement la transformation de ses matières premières apporte la prospérité à des ouvriers étrangers, mais il s'outille en vue de répondre à des besoins étrangers anormaux: les besoins de guerre.<sup>143</sup>

En cela, le gouvernement canadien accepte de céder à bas prix les richesses du pays, le Canada en étant venu à constituer un « entrepôt outre-Atlantique pour la Grande-Bretagne »<sup>144</sup>. Conséquence directe de cette politique, les citoyens canadiens seraient contraints, selon Angers, de pratiquer diverses formes de rationnement. Par exemple, dû à la réquisition des matières combustibles, nombreux sont les « chefs de famille qui ont été obligés cet hiver de brûler leurs clôtures, leurs portes, leurs planchers, leurs meubles [...] pour chauffer leurs maisons durant les grands froids de l'hiver »<sup>145</sup>. L'exemple du blé des Prairies est également éclairant à cet égard, puisque la majorité de la production agricole des provinces de l'Ouest se voit redirigée vers la Grande-Bretagne, causant ainsi des pénuries chez bon nombre de fermiers albertains et manitobains<sup>146</sup>.

Malgré le fait que les usines de production de munitions et de matériaux militaires fonctionnent à plein régime, les retombées économiques de cette manne ne profiteraient

---

<sup>143</sup> François-Albert Angers, « La guerre ne tuera pas le chômage », *L'Action nationale*, décembre 1939, p. 274.

<sup>144</sup> <sup>144</sup> François-Albert Angers, « Le temps est venu pour les Canadiens de mettre le holà! », *Op. Cit.*, p. 273.

<sup>145</sup> *Ibid.*, p. 274.

<sup>146</sup> *Ibid.*, p. 274-278.



pas à la nation canadienne. Angers croit, contrairement à bon nombre de politiciens, que l'économie de guerre ne règle en rien le problème du chômage hérité de la Crise, puisque « les travailleurs que l'activité économique de guerre dévorera, elle les vomira fatalement un jour, après la paix venue, si nous ne savons pas prévoir »<sup>147</sup>. En ce sens, la reprise économique observée via le prisme de l'activité industrielle camouflerait une sombre réalité : le gouvernement canadien n'a aucun plan à long terme et risque de répéter les erreurs de 1914-1918<sup>148</sup>. Par conséquent, les anciens chômeurs œuvrant dans le domaine industriel risquent de se retrouver à la rue lorsque l'activité économique reprendra un rythme normal. À la fin des hostilités, le Canada pourrait ainsi se retrouver en situation de surproduction due à l'incapacité des marchés extérieurs d'absorber la production canadienne. Cette problématique risque d'être accentuée étant donné le fait que le marché intérieur canadien ne pourra pas absorber la surproduction industrielle. Malgré l'apparente reprise en main de l'économie et des différentes actions de l'État canadien (planification de la Reconstruction, mise sur pied d'un filet social, intérêt marqué pour le keynésianisme), Angers estime que la période de manne économique n'est que temporaire<sup>149</sup>.

Une autre problématique économique héritée de la participation militaire canadienne repose sur la fiscalité. Dès 1940, Angers estime que le gouvernement fédéral

---

<sup>147</sup> *Ibid.*, p. 270.

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 276. Angers écrit cela en avril 1943, quelques mois avant que le gouvernement canadien planche sur l'idée de la Reconstruction afin de ne pas répéter les erreurs de la Première Guerre mondiale. Dans ce contexte, le gouvernement King créera un ministère de la Reconstruction en 1944 et nommera C.D. Howe (également ministre des Munitions et des Approvisionnements) ministre de la Reconstruction. Il aura comme mission de plancher sur un plan économique d'après-guerre. À ce sujet, voir Leonard Kuffert, « Stabbing our spirits broad awake : Reconstructing Canadian Culture » dans Nancy Christie et Michael Gauvreau, *Cultures of Citizenship in Post-war Canada, 1940-1955*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2003, p. 27.

<sup>149</sup> Il est important toutefois de mentionner que les craintes d'Angers ne seront finalement pas avérées, au vu de la reprise économique phénoménale caractéristique des Trente Glorieuses.

devra bientôt trouver des sources supplémentaires de revenus afin de financer son effort de guerre, effort qui risque d'être assumé par les contribuables canadiens<sup>150</sup>. L'État fédéral a d'ailleurs vu ses dépenses grimper à un rythme effréné, soit à plus de cinq milliards de dollars pour la seule année 1943<sup>151</sup>. Afin de financer cet effort, le gouvernement s'est surtout concentré sur le front domestique en imposant des hausses d'impôts à l'ensemble de la population. Par conséquent, les contribuables canadiens sont parmi les individus les plus imposés des pays occidentaux engagés dans le conflit armé. Le taux d'imposition national du Canada dépasse même celui des Britanniques et des Américains, en vertu de l'indice d'effort total, qui permet de distinguer l'effort militaire fourni par chaque nation<sup>152</sup>. L'effort économique du Canada apparaît ainsi « comme l'une des pièces essentielles du rouage de guerre britannique », et ce, malgré le fait que cet effort se fasse au prix d'une improvisation quasi totale et dénuée de considération à l'égard des moyens réels du pays<sup>153</sup>.

Selon Angers, l'implication « outrancière » du Canada dans le conflit mondial témoignerait du peu de respect de la Grande-Bretagne à l'égard de l'autonomie politique de son ancien dominion. S'étant engagé de manière « autonome » dans le conflit, dans une « mascarade pseudo-démocratique », le Canada est contraint de fournir des ressources matérielles considérables à l'Empire britannique<sup>154</sup>. Le « patriotisme impérialiste aveugle de certains politiciens anglo-canadiens » issus notamment « du CCF, des cercles toriens et libéraux de l'Ontario » illustrerait la connivence idéologique du gouvernement fédéral, peu

---

<sup>150</sup> François-Albert Angers, « Démocratie autoritaire », *L'Actualité économique*, vol. 16, no. 1, avril 1940, p. 378-380.

<sup>151</sup> François-Albert Angers, « Le temps est venu pour les Canadiens de mettre le holà », *Op. Cit.*, p. 280.

<sup>152</sup> *Ibid.*, p. 282.

<sup>153</sup> François-Albert Angers, « Un peu d'intelligence s.v.p. », *L'Action nationale*, février 1940, p. 134.

<sup>154</sup> François-Albert Angers, « Le temps est venu pour les Canadiens de mettre le holà », *Op. Cit.*, p. 286.

disposé à démontrer une réelle autonomie politique<sup>155</sup>. Au lieu de miser sur le capital industriel du Canada, Angers croit que l'on assiste à une remise en scène des déboires de la Première Guerre mondiale, où le pays s'est massivement endetté sans considérer les avantages d'une telle participation. En cherchant à plaire à la Couronne britannique, le pays foncerait vers un mur :

Au son de trompette d'un patriotisme aveugle et guidé par la froide et cruelle raison de coloniaux qui n'ont guère d'égard pour ce qu'ils estiment leurs dépendances, alors que le château est en feu, nous avons vu nos gouvernants continuer à courir tête baissée dans la voie de l'intensification, sans se donner la peine de songer qu'au bout du chemin il y a le chaos, le déséquilibre économique et social, dont résultera nécessairement, malgré les apparences d'un coût financier plus élevé, un rendement physique et moral décroissant.<sup>156</sup>

Angers avance l'idée que les politiciens du Canada anglais ne comprennent pas la manière dont se positionne le Canada sur l'échiquier mondial, notamment depuis la mise en application du Traité de Westminster. En inscrivant la destinée collective dans le sillon de l'Empire britannique, les politiciens anglophones négligent le fait que le pays est une petite puissance dont le rôle au niveau international est celui de « gardienne de la moralité »:

Position de petite puissance, dont le rôle en temps de guerre est de conserver les valeurs civilisatrices les plus profondes, celles que l'exaltation patriotique concomitante à l'état de guerre menace d'effacer pour ramener l'homme à ses instincts les plus brutaux. En cela, les Canadiens français voient plus juste que les Anglo-Canadiens, qui regardent le Canada à travers les lunettes de la puissance impériale et oublient que, devenu puissance internationale, notre pays n'est qu'une petite puissance, une puissance qui n'a ni les mêmes intérêts, ni les mêmes responsabilités, ni les mêmes devoirs que les grandes.<sup>157</sup>

---

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 285-288.

<sup>156</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>157</sup> François-Albert Angers, « Pourquoi nous n'accepterons jamais la conscription », *L'Action nationale*, février 1942, p. 93.

Angers aura d'ailleurs des mots très durs à l'endroit de la Grande-Bretagne qui, selon lui, s'attend naturellement à recevoir une aide extraordinaire de ses anciens dominions:

Parce qu'elle a la chance d'avoir la Manche entre elle et les Allemands pour leur résister, l'Angleterre croit le monde obligé de lui accorder toutes les préférences... et toutes les déférences. Et le Canada, naturellement, marche dans la combine comme un gros innocent! Quand on nous parle, à notre Parlement, de secours à accorder, c'est toujours par l'expression « pour le Royaume-Uni et l'Europe libérée ».<sup>158</sup>

Angers maintiendra la ligne dure à l'égard de la Grande-Bretagne, en insistant sur le fait que « ce conflit est un conflit impérialiste comme celui qui l'avait précédé et l'Angleterre est surtout intéressée à défendre ses marchés et ses influences. La défense du droit n'est qu'un beau mot que l'on s'empressera d'abandonner après la victoire »<sup>159</sup>.

### **3.3.3 Menace d'une nouvelle conscription**

Les élites politiques et intellectuelles francophones se montrent extrêmement vigilantes à la suite de l'entrée du Canada dans le conflit mondial<sup>160</sup>. Redoutant la répétition de la crise de 1917, les intellectuels prennent d'assaut les pages de divers périodiques afin de tenter de dissuader le gouvernement Mackenzie King d'envisager la conscription. Angers aborde ce problème hypothétique dès 1940. En résumé, il met de l'avant trois arguments afin de justifier son opposition au principe de la conscription : une conception canadienne-française de la politique internationale, la situation défavorable des Canadiens français au pays et la menace à l'unité nationale entre anglophones et francophones.

---

<sup>158</sup> François-Albert Angers, « La France sera-t-elle nourrie? », *L'Action nationale*, janvier 1946, p. 65.

<sup>159</sup> François-Albert Angers, « Bilan canadien d'un conflit », *L'Action nationale*, décembre 1945, p. 275.

<sup>160</sup> Yvan Lamonde, *La modernité au Québec. La victoire différée du présent sur le passé, 1939-1965*, Montréal, Fides, 2016, p. 11-13.

En premier lieu, Angers juge que le Canada adopte une conception impérialiste de la défense nationale et des relations internationales, s'inscrivant dans le sillon idéologique de l'Empire britannique. Il croit que chez tout Anglo-Canadien « sommeille un monsieur qui, ayant vécu dans un empire mondial, transporte avec lui une conception impérialiste » et qui « ne se sent pas en sécurité si l'Empire ne reste pas intact »<sup>161</sup>. Dans cet ordre d'idées, « si l'Empire tel que nous le connaissons n'existait pas, si toute la force en était centrée au Canada, il estimerait nécessaire à la sécurité du Canada que nous nous installions dans toutes sortes de postes stratégiques, de bastions aussi avancés qu'il y a moyen »<sup>162</sup>. Une conception de sécurité absolue héritée du temps de l'Empire obligerait à maintenir partout dans le monde des postes que les autres grandes nations ont le droit de considérer comme situés dans leur propre zone de sécurité. Cette conception, qui s'observe dans le cas de l'implication canadienne dans le conflit mondial, s'inscrit dans une logique militaire impérialiste et serait défendue par un grand nombre de politiciens canadiens-anglais<sup>163</sup>. Or, cette conception de la politique internationale ne serait pas partagée par la collectivité canadienne-française, qui serait historiquement opposée au militarisme impérialiste :

Descendants d'un petit peuple qui a perdu depuis longtemps contact avec la conception impérialiste du monde, sauf pour en souffrir, trop faible pour avoir l'ambition de dominer qui que ce soit, d'en imposer à quelque autre nation que ce soit, ils ne demandent qu'une chose: vivre libres et en paix. Pour cela, ils ne se sentent nullement intéressés à se mêler aux querelles des grandes puissances, dont l'orgueil et le désir de prendre ou de maintenir des positions avancées constituent une cause permanente de conflit. Et ils n'approuvent pas la politique des grandes puissances qui veulent associer à leurs entreprises, entraîner dans leur giron toutes les petites puissances. Ils estiment que c'est à celles-ci de régler leurs chicanes entre elles, chicanes dans lesquelles la pureté

---

<sup>161</sup> François-Albert Angers, « Pourquoi nous n'accepterons jamais la conscription », *Op. Cit.*, p. 90.

<sup>162</sup> *Ibid.*

<sup>163</sup> *Ibid.*

d'intention ou d'action n'est jamais autant du même côté que le soutiennent toujours les intéressés.<sup>164</sup>

Angers suggère que les Canadiens français ne seraient pas nécessairement opposés à une participation volontaire au conflit en Europe, dû à leur opposition aux « solutions de force, aux violations du droit international et aux idéologies antichrétiennes »<sup>165</sup>. Il juge cependant que cette attitude participationniste serait peu répandue dû au fait que les Anglo-Canadiens sont « des amis importuns, indéliçats et indiscrets », ayant à cœur de prouver leur « sympathie pour l'Empire britannique »<sup>166</sup>. Angers croit que les Canadiens français seraient prêts à s'engager s'ils en avaient la liberté, si « une majorité d'origine raciale différente ne leur imposait pas plus qu'ils ne s'estiment capables de donner »<sup>167</sup>. La place réservée aux Canadiens français dans l'armée et l'attitude franchement francophobe de celle-ci, qui est décriée dans les journaux, ont d'ailleurs tôt fait de convaincre Angers que les visées militaires des deux collectivités sont diamétralement opposées<sup>168</sup>.

On en vient ainsi au deuxième argument contre la conscription, soit la situation défavorable des francophones au pays. Reconnaisant que les Canadiens français profitent d'une certaine forme de liberté politique grâce à la formule fédérative, Angers estime néanmoins que ses compatriotes « n'en jouissent pas dans leur plénitude comme les Canadiens anglais »<sup>169</sup>. En février 1942, il avance que « les libertés que nous avons, c'est

---

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 92-93.

<sup>168</sup> Angers omet pourtant de mentionner que de très nombreux Canadiens français du Québec et d'ailleurs vont s'engager dans l'armée quand même pour des raisons autres (avancement social, manque de travail, mère-patrie française, etc.). À ce sujet, voir Serge Bernier, « Participation des Canadiens français aux combats : évaluation et tentative de quantification », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, no. 3-4, été 1995, p. 15-24.

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 98.

en réalité celles de continuer la lutte commencée depuis 182 ans pour notre survivance et pour conserver ce que nous avons gagné et qu'on ne peut pas actuellement nous enlever » et que « la lutte n'est pas terminée, et la survivance n'est pas encore assurée »<sup>170</sup>. Il ajoute que le Canada français, « conquis par la force militaire en 1760, reste soumis aujourd'hui aux décisions de force d'une majorité anglo-saxonne dite démocratique », après avoir eu à lutter « contre les solutions de force politique et même armée (1837) de l'oligarchie coloniale »<sup>171</sup>. Selon lui, le malheur réside dans la force de la majorité, « cette espèce de totalitarisme démocratique dont une sage politique peut atténuer les effets », agitée par des « influences occultes qui n'ont pas encore démissionné de l'idée d'angliciser les Canadiens français »<sup>172</sup>. Du fait de l'industrialisation et de la prolétarianisation qui « ébranle nos trois bastions de défense, la famille, la paroisse et l'école », ces influences « poursuivent leur œuvre en pleine guerre et essayent de consolider les gains acquis par la centralisation à Ottawa »<sup>173</sup>. Angers voit d'ailleurs dans la propagande militariste anglophone la continuation du processus de centralisation fédérale entamé dans les années 1930, « car l'on nous accuse d'être contre la conscription par esprit d'agression et de domination, pour mieux justifier l'agression qu'on y prépare contre notre existence nationale »<sup>174</sup>. La conscription menace « d'arracher les fils de leurs maisons et les envoyer outre-mer », mettant en péril le poids démographique des francophones qui constitue le principal rempart à une « assimilation savamment orchestrée »<sup>175</sup>. Centralisation et conscription :

---

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> *Ibid.*, p. 98-99.

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> *Ibid.* Angers critique les conclusions du Rapport Rowell-Sirois, qui constitue la base théorique sur laquelle s'appuie le gouvernement fédéral afin de procéder à la centralisation des politiques économiques (contrôle de la monnaie par la banque centrale, investissements, développement de la sécurité sociale, etc.). Nous reviendrons plus explicitement sur la question de la centralisation dans le quatrième chapitre.

<sup>175</sup> François-Albert Angers, « Le pavé de l'ours », *Op. Cit.*, p. 47.

deux phénomènes qui témoignent de l'aliénation politique grandissante de la collectivité francophone au sein de la fédération canadienne.

Enfin, le dernier argument qu'Angers met de l'avant afin de se positionner contre la conscription est qu'une telle politique risque de mettre en péril l'unité nationale déjà fragilisée entre les collectivités francophones et anglophones. Le traitement réservé aux Canadiens français dans l'armée canadienne et les vues diamétralement opposées entre les deux nations quant au rôle que doit jouer le Canada dans le conflit menacent, selon lui, de provoquer une nouvelle crise politique dont le pays risque de ne pas se relever. Les frictions découlant d'une nouvelle crise de la conscription auraient pour effet de canaliser un sentiment de mécontentement, dont les braises n'ont pas su être éteintes par les autorités politiques après la crise de 1917. Une nouvelle conscription ne ferait que jeter de l'huile sur le feu, du fait que les Canadiens français ne sont pas disposés à se voir précipiter dans une guerre qui ne les concernent pas directement<sup>176</sup>. Une telle politique risquerait de rouvrir les « cicatrices du passé encore bien présentes », rendant du coup intolérable tout régime politique dans lequel le Canada français se verrait incapable d'assumer ses propres décisions<sup>177</sup>. En somme, la préservation de l'unité nationale devrait passer par la reconnaissance par Ottawa de l'existence politique du Canada français :

Une existence reconnue dans une charte où l'on n'aura pas peur des mots, où l'on reconnaîtra l'existence d'un peuple canadien-français, où l'on admettra son droit à une vie nationale, où l'on établira les bases d'une véritable collaboration dans une Confédération où les Canadiens français se verront garantir partout des droits fondamentaux à l'éducation dans leur langue et leur religion et la plus large autonomie dans le Québec, où des dispositions précises seront promulguées pour leur assurer la part proportionnelle à laquelle ils ont droit à tous les échelons du fonctionnarisme, même s'il faut

---

<sup>176</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>177</sup> François-Albert Angers, « Pourquoi nous n'accepterons jamais la conscription », *Op. Cit.*, p. 98-99.



pour cela réformer les cadres de notre organisation. C'est là une condition *sine qua non* de toute véritable union ou unité nationale en ce pays.<sup>178</sup>

Ainsi, pour Angers, l'enjeu de la conscription dépasse de loin la simple question de la participation à un conflit armé, puisqu'elle symbolise la liberté démocratique que doit posséder le Canada français afin d'assurer son épanouissement collectif. Forcer les Canadiens français à prendre les armes équivaldrait *de facto* à reconnaître l'absence de leurs droits nationaux et leur infériorisation politique au sein de la fédération canadienne.

### ***3.3.4 Catholicisme et conflit armé***

La question de la religion est centrale dans les réflexions d'Angers par rapport à la participation militaire canadienne dans la Deuxième Guerre mondiale. Or, comme bien des hommes de son époque, Angers est à la fois un anticonscriptionniste nationaliste ainsi qu'un catholique éclairé, guidé par les fondements philosophiques de la Doctrine sociale de l'Église et par les préceptes du catholicisme.

Par rapport à la question du judaïsme et de la persécution des Juifs par l'Allemagne nazie, la position d'Angers se veut plus empathique que celles de plusieurs de ses collègues nationalistes<sup>179</sup>. Durant la guerre, ce dernier se porte à la défense des Juifs allemands qui, selon lui, seraient les principales victimes de la Crise économique allemande des années 1930<sup>180</sup>. Ayant vent de certaines exactions qui ont cours depuis l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler par le biais des médias écrits, Angers estime que les Juifs allemands font face à un problème « d'antisémitisme officiel » dont doivent se saisir les gouvernements

---

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 103-104.

<sup>179</sup> Sur le sujet, on consultera l'étude suivante : Sandra Dubé, « « Personne n'est antisémite, mais tout le monde est opposé à l'immigration ». Les discours des responsables politiques québécois sur les réfugiés juifs, 1938-1945 », *Globe*, vol. 18, no. 1, 2015, p. 87-109.

<sup>180</sup> François-Albert Angers, « Bilan canadien d'un conflit », *Op. Cit.*, p. 277.

occidentaux<sup>181</sup>. Prenant conscience de l'étendue de la tragédie via la découverte des camps de concentration nazie en 1945, à la manière d'une large part d'intellectuels canadiens-français, il regrettera que les autorités politiques n'aient pas su éviter ce drame<sup>182</sup>.

En ce sens, le professeur des HEC fut un critique acerbe du fascisme, du fait que cette idéologie recèle des fondements profondément antichrétiens, notamment dans le cas de l'Allemagne nazie. Le sort réservé à l'Église catholique allemande, soumise au joug politique national-socialiste, mène Angers à affirmer que le nazisme hitlérien représente une menace à la pérennité des idéaux chrétiens. En cela, il adhère à l'encyclique *Mit brennender Sorge* (1937) du pape Pie XI, qui a condamné l'idéologie nationale-socialiste. Plus largement, Angers critique l'orientation des régimes politiques allemands et italiens, en insistant sur les valeurs antidémocratiques, antiétatiques et profondément populistes de leurs dirigeants<sup>183</sup>. S'il s'oppose au fascisme, Angers se veut également un critique acerbe du communisme, un système dans lequel Dieu, l'Église et le culte chrétien sont considérés comme des menaces nationales. Il verra dans l'opposition entre le communisme et le nazisme – et incidemment la démocratie libérale – une nouvelle forme de guerre impérialiste instituée au nom d'idéologies toutes-puissantes au sein desquelles le christianisme ne constitue plus un vecteur de cohésion civilisationnelle.

---

<sup>181</sup> *Ibid.*

<sup>182</sup> *Ibid.*

<sup>183</sup> Dans le cas particulier de l'Italie, Angers critiquera le modèle de corporatisme mis en place sous Mussolini. En soulignant le fait que le corporatisme italien plaçait les corporations à la solde de l'État, contrairement au corporatisme canadien-français qui mise sur un rééquilibrage des pouvoirs de l'État, Angers voyait dans ce système une contradiction fondamentale qui ne résultait en rien au principe de subsidiarité. Plutôt, on assista à une concentration démesurée des pouvoirs de l'État alors qu'il devait, théoriquement, en être tout autrement.

Respectant les fondements de la Doctrine sociale de l'Église, Angers se tourne régulièrement vers la parole du Pape afin d'orienter ses réflexions en lien avec le conflit mondial. Profondément catholique, à l'image d'une grande partie de ses collègues de *L'Action nationale*, il apprécie les orientations dictées par Pie XI pour qui il affiche un très grand respect<sup>184</sup>. Il s'exprime d'ailleurs sur le sujet en 1942, avançant que « les Canadiens français s'accordent mieux avec un homme qu'ils vénèrent, le Pape, dont l'activité dans tous les conflits modernes a consisté, et pour des raisons d'humanité et de civilisation évidentes, à limiter le champ et la ruée des conflits »<sup>185</sup>. Il souhaiterait que « les deux belligérants en viennent à oublier leurs intérêts de prestige et d'orgueil pour songer à une paix de justice et de charité »<sup>186</sup>. L'opposition ponctuelle de Pie XI à l'égard du militarisme s'inscrit d'ailleurs dans une perspective plus large, liée à une opposition idéologique et philosophique au principe de la guerre. Ce principe est partagé par Angers, qui affiche une aversion par rapport aux guerres impérialistes, « qui n'ont pas pour but de défendre un idéal spirituel, mais des intérêts marchands »<sup>187</sup>. En somme, il s'oppose à toute participation militaire qui ne s'inscrit pas dans un schème défensif lié à la pérennité des idéaux civilisationnels chrétiens. C'est pourquoi il affichera, jusqu'en 1945, un réel dégoût à l'égard de la participation canadienne aux actions militaires effectuées en sol européen.

Hormis les conséquences militaires reliées à la participation canadienne au conflit mondial, Angers se penche également sur les « vices moraux » qu'entraîne l'expansion de

---

<sup>184</sup> Entrevue avec Denise Angers, 29 janvier 2018.

<sup>185</sup> François-Albert Angers, « Pourquoi nous n'accepterons jamais la conscription », *Op. Cit.*, p. 86

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> *Ibid.*

l'industrie de guerre en sol canadien<sup>188</sup>. À la manière de certaines personnalités telles qu'Idola Saint-Jean, Thérèse Casgrain, André Laurendeau ou Joseph-Papin Archambault, Angers dénonce le fait que le travail des femmes dans les industries constitue une forme de sabotage de la famille et de la nation. *L'Action nationale* se positionne d'ailleurs de manière très critique par rapport à la question du travail féminin, plusieurs auteurs estimant que cela « détruit tous les facteurs de cohésion de la famille en faisant perdre aux mères canadiennes leurs âmes familiales »<sup>189</sup>. Dans cet ordre d'idées, la propagande profémminine de l'époque tendrait à faire « consister la dignité de la femme, non pas dans son rôle d'épouse, de mère et de reine de foyer, mais dans l'affirmation de sa personnalité » qui constitue en soi une forme de « sabotage déguisé de la nation »<sup>190</sup>. Le père Joseph-Papin Archambault énonce des critiques similaires, en affirmant que « la famille fut la première victime de la guerre, et peut-être la plus tragiquement blessée. Le père a été mobilisé pour l'armée, la mère attirée dans les usines, les enfants entassés dans des garderies » et que « les divorces se multiplient, la bigamie est devenue quasiment industrie nationale, les maladies vénériennes se développent de manière effarante [...] et la délinquance juvénile s'est accrue durant la guerre »<sup>191</sup>. Qui plus est, Angers estime que les hommes restés au pays qui travaillent dans les usines sont sujets aux vices qui rongent la société canadienne-française. La proximité physique des femmes, qui partagent les lieux de travail traditionnels des hommes, favorise des comportements immoraux mettant en péril la

---

<sup>188</sup> Sur cette question, voir l'étude suivante : Mathieu Lapointe, *Nettoyer Montréal, Les campagnes de moralité publiques, 1940-1954*, Québec, Septentrion, 2014, 400 p.

<sup>189</sup> Yvan Lamonde, *La modernité au Québec (tome 2), Op. Cit.*, p. 77.

<sup>190</sup> François-Albert Angers, « Pourquoi nous n'accepterons jamais la conscription », *Op. Cit.*, p. 77-78. On peut voir dans cette critique une crainte relative à l'autonomisation financière des femmes en lien avec leur nouveau statut de salariées. Angers y voit là une menace directe à la hiérarchie traditionnelle de la cellule familiale, basée en partie sur le travail ménager des femmes.

<sup>191</sup> Joseph-Papin Archambault, *Pour restaurer la famille*, Montréal, École sociale populaire, tract no. 371.

dignité morale de la collectivité nationale<sup>192</sup>. Qui plus est, l'énorme charge de travail que doit supporter la masse ouvrière favorise également la consommation d'alcool et de produits illicites, approfondissant le gouffre dans lequel s'enfonce le prolétariat canadien-français<sup>193</sup>. Les tripots où se pratiquent la prostitution, les bars clandestins où pullulent les jeux d'argent et les cabarets constituent les endroits où serait « liquidée "l'âme de la nation" »<sup>194</sup>. Angers se classe ainsi parmi les penseurs les plus critiques à l'égard des vices moraux de la société industrielle et militariste. Partageant les vues de ses collègues à *L'Action nationale*, il estime qu'il est nécessaire de « voir à la restauration de la famille »<sup>195</sup>, d'où sa volonté de participer, durant la décennie 1950, à la Commission Caron sur le vice et l'immoralité publique à Montréal<sup>196</sup>.

Ainsi, la Deuxième Guerre mondiale constitue pour Angers une première expérience d'engagement intellectuel à partir de laquelle il opère une influence certaine dans les milieux intellectuels et politiques, notamment du point de vue du rayonnement de ses écrits et de ses interventions médiatiques. Inscrivant ses réflexions dans un schème nationaliste et traditionaliste, semblable à celui de ses collègues de la Ligue d'action nationale, Angers propose néanmoins un cadre interprétatif qui tire parti de sa vivacité d'esprit et de sa formation d'économiste. En cela, l'analyse de sa trajectoire intellectuelle durant cette période nous mène à affirmer, à la manière de John Grube<sup>197</sup>, que le professeur

---

<sup>192</sup> François-Albert Angers, « Bilan canadien d'un conflit », *Op. Cit.*, p. 265-270. Cette vision de la femme, perçue comme un objet de tentation, illustre bien le caractère conservateur de la pensée d'Angers sur la question de la mixité hommes/femmes en milieu de travail.

<sup>193</sup> *Ibid.*

<sup>194</sup> *Ibid.*

<sup>195</sup> *Ibid.*

<sup>196</sup> Mathieu Lapointe, *Op. Cit.*

<sup>197</sup> John Grube, *Bâtitteur de pays : étude sur le nationalisme au Québec*, Montréal, Action nationale, 1981, p. 189.

des HEC est l'un des penseurs francophones les plus influents et articulés dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale.

### **Conclusion de chapitre**

La période 1937-1948 constitue un moment charnière dans la carrière professionnelle et intellectuelle du jeune François-Albert Angers. Opérant une influence de plus en plus marquée dans le milieu universitaire, économique et nationaliste, ce dernier devient rapidement un interlocuteur apprécié étant donné sa formation académique et son caractère foncièrement dynamique et entreprenant. Sa « froide logique » a tôt fait d'en faire un redoutable polémiste dont les textes ont des échos favorables dans les cercles nationalistes de la province de Québec, symbole de son capital symbolique en développement. Ces qualités permettent à Angers d'accroître son capital social, qui s'élargit désormais à des sphères d'influence externes au seul monde universitaire. L'année 1948 sonne pour Angers la fin de certains engagements institutionnels liés notamment au monde de l'expertise économique<sup>198</sup>. Elle symbolise également une certaine maturation d'un point de vue intellectuel, où le jeune professeur commence à se délester de ses influences formatrices afin de proposer un cadre réflexif plus autonome, qui repose néanmoins sur des schèmes à saveur traditionalistes et catholiques<sup>199</sup>.

---

<sup>198</sup> Angers cesse notamment d'être directeur de *L'Actualité économique* en 1948, poste qui exigeait de lui une attention considérable. À la suite de la fin de cet engagement, l'intellectuel par vocation prendra effectivement le pas sur l'intellectuel par fonction. L'obtention du statut de professeur titulaire en 1947 est également symbolique de l'évolution de la stature d'Angers dans les cercles intellectuels canadiens-français de l'époque.

<sup>199</sup> Qui plus est, le dossier de l'implication canadienne dans la Deuxième Guerre mondiale continue d'être au cœur des analyses d'Angers après l'Armistice de 1945. Ce dernier publiera d'ailleurs plusieurs textes sur le sujet jusqu'à ladite année 1948. De même, l'originalité des analyses d'Angers transparaît véritablement à partir de la fin des années 1940, au moment où il commence à publier des articles sur des questions de nature socioéconomiques relativement à la question du fédéralisme par exemple.

## **Chapitre 4**

### **La guerre à la centralisation fédérale (1948-1958)**

*Le groupe culturel apparaît lorsque la culture réussit vraiment à constituer une société, c'est-à-dire à se développer dans un cadre régional approprié. La société culturelle devient alors une société politique. Elle existe non pas pour brimer l'individu, mais au contraire pour lui permettre de s'épanouir. C'est pourquoi il est si important que chaque individu puisse se sentir gouverné selon les données de la culture à laquelle il appartient.<sup>1</sup>*

- François-Albert Angers, *Le problème fiscal et les relations fédérales-provinciales*, 1956.

*On ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens. Ainsi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière très dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes.<sup>2</sup>*

- Pie XI, *Quadragesimo Anno*, 1931.

Dans ce chapitre, nous étudions la période 1948-1958, qui représente une étape déterminante dans l'évolution idéologique de François-Albert Angers. Nous y analysons ses réflexions critiques relatives au processus de centralisation des pouvoirs législatifs

---

<sup>1</sup> François-Albert Angers, *Le problème fiscal et les relations fédérales-provinciales*, Québec, Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1955, annexe 5, p. 39

<sup>2</sup> Pie XI, « Quadragesimo Anno », dans Émile Marry (dir.), *La communauté humaine selon l'esprit chrétien*, Fribourg/Paris, Éditions St-Paul, 1949 [1931], p. 386.

opérée par l'État fédéral canadien au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Nous démontrons que le professeur des HEC devient l'une des figures dominantes du monde intellectuel canadien-français, étant donné sa présence médiatique soutenue, sa conception rassembleuse du militantisme nationaliste et son style intellectuel polémiste et flamboyant. Fondant toujours son discours dans des préceptes catholiques et nationalistes, Angers organise ses réflexions autour du principe de la « nation-confessionnelle », faisant de lui l'un des maîtres à penser du traditionalisme canadien-français, aux côtés d'Esdras Minville, Richard Arès et Lionel Groulx<sup>3</sup>. Le leitmotiv de l'économiste s'ancre alors dans une conception politique autonomiste, où la défense du fédéralisme décentralisateur des Pères de la Confédération constitue l'idéal type des relations entre les provinces et le gouvernement central. Ce cadre permet théoriquement d'assurer le succès économique du Québec et la permanence de l'identité du Canada français, ancrée dans le catholicisme, le fait français et l'autonomie politique.

La décennie 1950 est d'ailleurs riche en transformations. Au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, l'État fédéral et son vis-à-vis québécois entreprennent une lutte constitutionnelle où les forces nationalistes appuient Maurice Duplessis dans sa volonté de rapatrier des pouvoirs d'intervention dans la province. Décidés à mettre en place un État-providence keynésien, les gouvernements libéraux de Mackenzie King et de Louis Saint-

---

<sup>3</sup> Stéphane Saint-Pierre, *François-Albert Angers et la nation confessionnelle (1937-1960)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2006, 181 p. L'utilisation du concept de nation-confessionnelle fut utilisé par Saint-Pierre afin de décrire le projet nationaliste imaginé par Angers, soit celui d'un Canada français dont les assises sociopolitiques, culturelles et économiques reposent sur des prérogatives catholiques. Dans cet ordre d'idée, l'élément central à considérer sociologiquement pour comprendre le Canada français serait son rapport à la religion catholique. Le devenir de la collectivité doit absolument s'harmoniser aux préceptes de la Doctrine sociale de l'Église. Le développement doit également être pensé en fonction des idéaux traditionnels et culturels de la collectivité francophone, en plus de respecter le principe de la liberté individuelle et de la dignité humaine.



Laurent cherchent à assurer à leurs citoyens un niveau de vie comparable aux autres puissances occidentales. Plus largement, les courants d'idées modernistes, qui émergeront pleinement durant les années 1960, continuent à se frayer un chemin dans les milieux culturels. La pensée humaniste et centralisatrice de la « Nouvelle École », formée autour de *Cité libre* et du *Devoir*, fragmente d'ailleurs la grande famille nationaliste en de multiples factions. Durant les années 1950, le traditionalisme connaît ses dernières heures de gloire, au moment où une partie de ses représentants atteignent l'âge de la retraite.

#### **4.1 Une « centralité » déterminante : les réseaux en chantier d'Angers**

Dans les années 1950, François-Albert Angers est une figure centrale du monde des idées au Québec. Son capital social et symbolique étendu – acquis en grande partie durant la Deuxième Guerre mondiale – lui permet d'être au cœur de l'action intellectuelle et politique entreprise par les leaders nationalistes et traditionalistes. Cette décennie est celle où l'économiste parachève le style d'engagement qui le rendra célèbre, soit celui de l'intellectuel polémiste.

##### **4.1.1 L'exigeante condition universitaire**

Durant les années 1950, Angers est un universitaire respecté au sein du monde académique francophone. Professeur titulaire à l'École des HEC depuis 1947, il a réuni autour de lui une équipe dynamique de jeunes chercheurs qui perpétuent la tradition d'engagement lancée par Montpetit et Minville<sup>4</sup>. À l'École, Angers enseigne désormais selon un horaire de jour et s'occupe du prestigieux cours d'économie politique, l'un des

---

<sup>4</sup> Angers contribue à l'obtention de bourses prestigieuses pour ses étudiants les plus prometteurs, permettant à ceux-ci d'aller se former dans des établissements universitaires européens. Il s'assure également que l'École des HEC embauche ces étudiants lors de leur rentrée au pays, lorsque possible. Pierre Harvey, *Histoire de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal*. Tome II: 1926-1970, Montréal, Éditions Québec-Amérique et Presses HEC, 2002, p. 176-179.

plus fréquentés du cursus. Il enseigne également des cours qu'il a mis sur pied, notamment sur le coopératisme, sur les relations de travail, sur la sécurité sociale ainsi que sur l'histoire des idées économiques<sup>5</sup>. Bénéficiant d'une grande liberté académique, Angers a le loisir d'organiser les cours selon ses intérêts, du fait qu'Esdras Minville est toujours directeur de l'École et qu'il partage ses vues sur les besoins de l'institution<sup>6</sup>. Le capital symbolique d'Angers lui permet également d'enseigner en dehors des cadres de l'École des HEC. Entre 1950 et 1955, il est notamment chargé de cours à l'Université de Montréal, où il enseigne la sécurité sociale à l'École des relations industrielles. Il donne également des cours du soir en finances et en coopération pour le compte de l'École sociale populaire et pour les Semaines sociales du Canada, deux organisations dans lesquels il s'investit depuis plusieurs années et où il jouit d'une notoriété certaine<sup>7</sup>.

La correspondance d'Angers montre également qu'il possède un réseau de contacts universitaires très étendu, notamment des professeurs, chercheurs et spécialistes évoluant dans des institutions américaines, françaises, britanniques et canadiennes<sup>8</sup>. Ce réseau social étendu permet à l'économiste de bénéficier de plusieurs avantages: invitations à des colloques, demandes de contributions pour des revues et des ouvrages collectifs, offres de partenariat dans l'organisation de congrès économique, demandes d'expertises, accès aux nouvelles recherches de pointe, offres de direction pour les étudiants des HEC désireux de poursuivre des études outre-mer, etc. Par le biais de ces différentes sphères d'activités de

---

<sup>5</sup> École des Hautes études commerciales (HEC), Fonds François-Albert Angers (P027), boîtes P027/Z,0006, P027/Z,0007 et P027/Z,0008, « Arbitrages : données sommaires ».

<sup>6</sup> HEC, P027, boîte P027/W6,0001, « Cours, manuels ».

<sup>7</sup> David Rajotte, *Les Jeunes Laurentiens. Jeunesse, militantisme et nationalisme dans le Canada français des années 1940*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2006, p. 51-52.

<sup>8</sup> HEC, P027, boîte P027/A2,0001 à P027/A2,0005, « correspondances », janvier 1955 à décembre 1958.

nature académique, Angers contribue grandement au rayonnement de l'institution des HEC, mais aussi à celui de la science économique canadienne-française.

D'un point de vue professionnel, Angers est donc un homme extrêmement occupé. Qui plus est, il s'engage également de manière assidue dans les milieux économiques et nationalistes, ce qui lui cause des difficultés du point de vue de la recherche fondamentale. Universitaire de carrière, il doit s'assurer d'allouer une partie importante de son horaire à ses activités de recherches, auxquelles il accorde difficilement le temps nécessaire. Économiste de haut niveau, il tolère mal de ne pouvoir pousser de manière optimale ses recherches vers des avenues novatrices. Pour pallier cette difficulté, il emploie un nombre important d'assistants qui le supportent dans ses travaux, notamment via l'Institut d'économie appliquée<sup>9</sup>. D'ailleurs, comparée à la période 1937-1948 où il produisait un grand nombre d'articles dans la revue *L'Actualité économique*, Angers doit limiter ses activités de publication afin de consacrer son énergie à des dossiers extracurriculaires. Il s'y résout malgré tout, considérant que son statut d'expert en économie lui impose certains sacrifices pour la cause nationale. Sur le sujet, il s'exprimera ainsi en 1996 :

Ceux qui ont peur de l'indépendance à cause des coûts devraient penser à ce qu'aurait pu réaliser le peuple canadien-français avec tous les efforts et les fonds qu'il a dû consacrer à sa survie comme peuple! Et on ose dire que nous ne sommes pas opprimés! L'oppression, moi, je l'ai ressentie tous les jours de ma vie, où j'étais obligé de courir aux barricades par des écrits et des combats défensifs au lieu de pousser mes recherches dans des avenues vraiment novatrices.<sup>10</sup>

---

<sup>9</sup> « Entretien avec François-Albert Angers » dans Jean-Marc Léger, « Présentation du dossier François-Albert Angers, l'économiste et le combattant », dans *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, n° 5, printemps 1996, p. 61-62.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 62.

Ce dévouement, espère-t-il, finira par porter fruit. La cause en vaut la peine et le contexte immédiat l'exige.

#### ***4.1.2 Un économiste aux portes du pouvoir politique***

C'est par le biais de son expertise scientifique qu'Angers est amené à intégrer quelques-unes des grandes associations du pouvoir économique canadien-français durant la période duplessiste. Des liens très solides unissent d'ailleurs le professeur des HEC aux leaders économiques francophones de l'époque, ceux-ci appréciant particulièrement les positions nationalistes et pragmatiques proposées par l'économiste malbéen.

##### *La Chambre de commerce du district de Montréal*

Signe de son influence grandissante, Angers est élu membre du conseil d'administration de la Chambre de commerce du district de Montréal à l'automne 1948, un poste qu'il occupera jusqu'à l'automne 1953. Membre-consultant de l'organisation depuis 1937, Angers s'est progressivement fait connaître en participant à des sessions d'études sur le développement du transport urbain à Montréal et le développement industriel. Il s'intéresse d'ailleurs beaucoup aux questions débattues par les membres de la Chambre durant les décennies 1940 et 1950, notamment l'assainissement des mœurs politiques et l'amélioration de l'efficacité administrative et, plus généralement, la modernisation urbaine de Montréal<sup>11</sup>. Fait intéressant, c'est via l'interposition d'Esdras Minville, alors président du conseil d'administration de la Chambre, que la candidature d'Angers est amenée à l'attention de ses dirigeants<sup>12</sup>. Au sein de cet organisme, le professeur des HEC opère une influence marquée sur les dossiers liés au développement

---

<sup>11</sup> Justin Morena, *La revue de la Chambre de commerce de Montréal et la modernisation de la métropole dans les années 1950 et 1960*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2013, 94 p.

<sup>12</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0007, « Chambre de commerce de Montréal – correspondance ».

économique et il bénéficie d'une oreille attentive des hauts dirigeants de la Chambre, notamment par le respect qu'on accorde à son expertise<sup>13</sup>.

Formée par une majorité de gens d'affaires et d'administrateurs francophones libéraux, la Chambre de commerce de Montréal est alors caractérisée par son orientation nationaliste et elle met régulièrement de l'avant des propositions qui s'harmonisent aux revendications de la Ligue d'action nationale et des Sociétés Saint-Jean-Baptiste<sup>14</sup>. La Chambre fait d'ailleurs concurrence au célèbre *Board of Trade* de Montréal, formé d'administrateurs anglophones<sup>15</sup>. Qui plus est, la Chambre entretient des liens étroits avec l'École des HEC, dont plusieurs des professeurs sont membres-consultants ou administrateurs<sup>16</sup>. À l'époque, la Chambre est également un puissant groupe de pression et constitue l'un des hauts lieux décisionnels où s'organise le développement économique de la métropole. C'est d'ailleurs en partie grâce à ses nombreuses requêtes qu'est mise sur pied la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels en 1953<sup>17</sup>.

### *La Commission Tremblay*

La Commission Tremblay fut une vaste enquête entreprise sous le gouvernement de Maurice Duplessis, à la suite de requêtes émanant de la société civile<sup>18</sup>. Symbole de

---

<sup>13</sup> Michel Sarra-Bournet, *Entre le corporatisme et le libéralisme : les groupes d'affaires francophones et l'organisation sociopolitique du Québec de 1943 à 1969*, thèse de doctorat (histoire), Ottawa, Université d'Ottawa, 1995, p. 169-170. Durant cette période, Angers signe d'ailleurs de nombreux articles dans le *Bulletin de la Chambre de commerce de Montréal*, à raison d'environ 1 article par livraison.

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 170.

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 204

<sup>17</sup> Michel Sarra-Bournet, *Op. Cit.*, p. 185. Cette commission est communément appelée la « Commission Tremblay ».

<sup>18</sup> Angers mentionnera que « la Commission Tremblay est née de la pensée de Minville. Il en avait suggéré la création à Maurice Duplessis dès 1945. Minville croyait que devant l'armée d'experts qui travaillaient à Ottawa pour démolir la cause du Québec, il lui paraissait opportun de créer une commission où un groupe d'experts dresseraient scientifiquement la thèse du Québec ». Angers mentionnera que « Duplessis n'avait pas accordé la création de cette commission de gaieté de cœur. La présence massive de ses organisateurs

modernité pour les uns<sup>19</sup>, testament politique du traditionalisme pour les autres<sup>20</sup>, le rapport produit par les membres de la commission occupe une place centrale dans l'évolution du monde intellectuel canadien-français de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Présidée par le juge Thomas Tremblay, la commission a un mandat étendu : étudier le problème de la répartition des impôts entre le pouvoir central, les provinces, les municipalités et les corporations scolaires; analyser les interventions du pouvoir central dans le domaine de la taxation directe en matière d'impôt sur le revenu; considérer les conséquences de ces interventions sur le régime législatif et administratif de la province et, plus généralement, trouver une solution aux problèmes constitutionnels d'ordre législatifs et fiscaux<sup>21</sup>. René Durocher et Michèle Jean affirment que la tenue de la commission résulte d'une vaste prise de conscience de la société civile, et notamment de certaines organisations nationalistes :

Heureusement, il y avait au Québec, un groupe de nationalistes qui refusaient de capituler devant le centralisme arrogant. [Ceux-ci] se trouvaient notamment aux HEC, au département d'histoire de l'Université de Montréal, à *Relations*, au *Devoir*, à *L'Action nationale* et, assez curieusement à la Chambre de Commerce de Montréal. C'est ce mouvement nationaliste des années '40 et '50 qui a permis de résister à la politique brutale d'Ottawa en faveur de ce qu'on a appelé « l'intégration lucide ». <sup>22</sup>

---

dans la délégation des chambres de commerce de tout le Québec qui était allée la réclamer lui avait forcé la main. Il avait dit au juge Tremblay de faire ça vite! Ce n'était pas l'avis de Minville, qui, au contraire, voulait en profiter pour asseoir l'autonomie du Québec sur une étude exhaustive ». François-Albert Angers cité dans Jean-Marc Léger, *Op. Cit.*, p. 60-61.

<sup>19</sup> Jacques Lacoursière, Jean Provencher et Denis Vaugeois, *Canada-Québec : synthèse historique, 1534-2000*, Sillery, Québec, Septentrion, 2001, p. 495.

<sup>20</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, « Le Rapport de la Commission Tremblay (1953-1956), testament politique de la pensée traditionaliste canadienne-française », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, no. 3, hiver 2007, p. 257.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 258-261.

<sup>22</sup> René Durocher et Michèle Jean, « Duplessis et la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1953-1956 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 25, no. 3, décembre 1971, p. 339.

La Commission créée, il restait à choisir ses commissaires. Selon Angers, les individus retenus étaient tous « des amis de Duplessis et étaient nommés par la Chambre de commerce de Montréal » et formaient un groupe structuré et homogène, idéologiquement parlant<sup>23</sup>. Parmi eux, on retrouve Esdras Minville, Honoré Parent, Paul-Henri Guimont, John P. Rowat, Jean-Charles Bonenfant et Richard Arès. Angers fut quant à lui nommé expert en économie, bien qu'il joua un rôle beaucoup plus déterminant que la majorité des commissaires<sup>24</sup>. Celui-ci fut d'ailleurs accepté « d'assez mauvaise grâce par Duplessis, à la demande de la commission » et il dut travailler dans des conditions « épouvantables »<sup>25</sup>. Néanmoins, avec Esdras Minville et Richard Arès qui comptent parmi « les plus brillants disciples de Lionel Groulx », Angers fut l'un des grands artisans du Rapport Tremblay<sup>26</sup>.

Malgré l'opposition du « chef » unioniste, Angers joue un rôle décisif dans la démonstration économique et politique de l'incompatibilité de la centralisation fédérale en lien avec les desseins d'affirmation du Québec. Comme il le révéla à Jean-Marc Léger en 1996 : « la commission me confia trois études, soit le problème de la centralisation des pouvoirs, l'organisation du régime fiscal et celle du régime de sécurité sociale. Pour réaliser ces études, j'ai dû mobiliser tous mes collègues de l'École »<sup>27</sup>. Intellectuellement, il est alors aux portes du pouvoir politique et en cela, la synthèse qu'il produit dans le Rapport

---

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Angers rédige trois annexes qui forment un corpus de plus de 1 200 pages, portant sur la centralisation et les relations entre le gouvernement fédéral et les provinces, sur la sécurité sociale et sur la fiscalité. Nous analysons ces écrits dans la deuxième et la troisième partie de ce présent chapitre.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 345. Angers ne pouvait engager d'assistants et lui-même ne recevait qu'un salaire de 5 \$ de l'heure. Cette opposition de Duplessis vient du fait que le professeur des HEC avait une réputation de polémiste et que le premier ministre connaissait assez mal ce dernier, l'ayant rencontré seulement à quelques reprises. Duplessis redoutait de voir des positions tendancieuses se retrouver dans le rapport final de la Commission.

<sup>26</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, « Le Rapport de la Commission Tremblay (1953-1956), testament politique de la pensée traditionaliste canadienne-française », *Op. Cit.*, p. 262.

<sup>27</sup> Jean-Marc Léger, *Op. Cit.*, p. 61. Pierre Harvey, Jacques Parizeau et André Bergevin sont les assistants qui contribueront le plus (bénévolement) aux enquêtes menées par Angers.

Tremblay (annexes 3, 5 et 11) constitue son *Magnum opus*. Le capital symbolique que tire Angers de la publication de ce rapport lui permettra de se maintenir dans les hautes sphères du monde intellectuel canadien-français et lui assurera une notoriété qui n'est pas étrangère à sa pérennité dans le monde des idées durant la Révolution tranquille.

### *Les organismes externes*

Angers maintient durant les années 1950 une intense activité à titre d'expert-conseil. Il est notamment arbitre dans des conflits entre le patronat et les ouvriers, entre autres pour le compte de l'Imprimerie populaire (1950), de l'Aluminium Company (1951), de la Montreal Tramways Company (1951-1952), de la Northern Electric (1952 à 1954) et pour la Ville de Montréal (1953). Il est également mandaté à titre d'expert-conseil pour le compte de la Chambre de commerce de Montréal devant la Commission des transports du Canada sur la question de l'égalisation des taux de fret (1953), pour la Commission d'orientation économique du Saguenay pour la présentation d'un mémoire au ministre fédéral des Transports sur la construction du chemin de fer Chibougamau-Lac Saint-Jean (1953) et en tant que directeur technique du Conseil d'orientation de la Chambre de commerce de la Province de Québec (1955-1959). Angers travaille également pour le compte de la Commission des transports de Montréal (1955), pour la Commission d'orientation du Saguenay devant la Commission Gordon sur les perspectives économiques du Canada (1956), pour l'École d'arts et de métiers de Saint-Félicien (1957) et, enfin, pour les autorités de la Rive-Sud sur le problème de l'abolition des péages sur les ponts Victoria



et Jacques-Cartier (1958)<sup>28</sup>. En somme, Angers se révèle être un travailleur extrêmement actif dont l'activité professionnelle témoigne d'un réel souci de service à la collectivité.

#### ***4.1.3 Une famille nationaliste désunie : manœuvrer en temps de crise (I)***

Signe des temps à venir, le mouvement nationaliste canadien-français est en proie à des profondes remises en question durant la décennie 1950. Marquée par l'arrivée d'une nouvelle génération moins sensible aux idéaux traditionnels hérités des thèses groulxistes, le mouvement doit procéder à un examen de conscience qui divisera ses rangs. Dans ce contexte, Angers jouera un rôle stratégique de rassembleur.

#### ***La Ligue d'action nationale et L'Action nationale***

Membre de la Ligue d'action nationale depuis plus d'une décennie, Angers est au tournant des années 1950 l'un de ses penseurs les plus influents. Signe de sa notoriété, sa candidature à la présidence de la Ligue en 1954 fait l'unanimité auprès des membres et c'est dans un concert d'approbations que le professeur des HEC est porté à la tête de l'organisation<sup>29</sup>. Angers deviendra d'ailleurs une figure emblématique de la Ligue, lui qui restera à sa tête jusqu'en 1985, soit durant plus de trente ans<sup>30</sup>. Néanmoins, dans l'immédiat, son arrivée survient au moment où une profonde crise déchire l'organisation<sup>31</sup>. À la même époque, la revue *L'Action nationale* – sur laquelle Angers a peu d'influence malgré son statut de président – nomme alors le journaliste Pierre Laporte comme nouveau directeur, un poste que le futur ministre libéral occupera jusqu'en 1959.

---

<sup>28</sup> HEC, P027, boîtes P027/Z,0006, P027/Z,0007 et P027/Z,0008, « Arbitrages : données sommaires ».

<sup>29</sup> Pascale Ryan, *Penser la nation. La Ligue d'action nationale, 1917-1960*, Montréal, Leméac, 2006, p. 274-278.

<sup>30</sup> Angers est le président ayant été le plus longtemps à la tête de la Ligue dans toute son histoire.

<sup>31</sup> Sur l'épisode de la crise à la Ligue d'action nationale, on consultera avec intérêt les études suivantes : Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 116-127; Pascale Ryan, *Op. Cit.*, p. 221-297.

Or, l'arrivée de Laporte aura pour conséquence de fractionner le mouvement nationaliste entre deux factions : les nationalistes modernistes issus de la jeune génération et les nationalistes traditionalistes issus de l'ancienne. En fait, Laporte entreprend à son arrivée un virage éditorial éloignant la revue de ses idéaux traditionnels, privilégiant un langage très progressiste et misant sur de nouvelles plumes qui déplaisent à l'ancienne garde. Parmi ces recrues, on retrouve entre autres l'avocat Jean-Marc Léger, l'écrivain Pierre de Grandpré et le traducteur Jacques V. Poisson. Or, Léger et de Grandpré en particulier signent des textes jugés polémistes, qui questionnent les fondements du traditionalisme et qui lorgnent vers des idéaux « socialistes », qui privilégient le développement de l'État-providence et le retrait de l'Église de certains domaines sociaux (éducation, santé, sécurité sociale). Plus largement, ils cherchent à redéfinir le nationalisme en « s'inspirant de la doctrine personnaliste qui le réoriente vers l'esprit de gauche »<sup>32</sup>. Le personnalisme sera d'ailleurs au cœur des réflexions mises de l'avant par ces jeunes intellectuels progressistes qui, à la différence des traditionalistes ayant aussi connu l'influence de cette philosophie, en proposeront une synthèse dénuée d'un lien vital avec le passé et l'héritage culturel de leur collectivité nationale. Pour le résumer simplement, ces jeunes intellectuels condamnent l'idée de « notre maître, le passé », du fait qu'elle porterait en elle le germe d'une pensée totalisante susceptible de limiter le développement et l'épanouissement du Canada français dans la longue durée au profit de l'idéalisation d'un certain passé mythique et en grande partie fantasmé<sup>33</sup>. Cette interprétation entre alors directement en conflit avec l'idéologie des traditionalistes orthodoxes, pour qui le passé est

---

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 241.

<sup>33</sup> Sur l'influence du personnalisme dans la pensée néonationaliste, voir Pascale Ryan, *Op. Cit.*; Yvan Lamonde, *La modernité au Québec (tome 2). La victoire différée du présent sur le passé, Op. Cit.*

garant de l'avenir. Cela est d'autant plus vrai que la majorité d'entre eux adhère à l'idée selon laquelle la société canadienne-française, pour s'épanouir dans le temps, doit absolument maintenir ses assises sur trois éléments fondamentaux, soit la famille, la paroisse et l'Église. C'est là une réflexion à laquelle ne peuvent se résoudre la plupart des jeunes intellectuels qui prennent conscience de l'évolution sociologique et de la transformation des mœurs des Canadiens français, surtout depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Comme le résumait de manière éclairante les sociologues Jean-Philippe Warren et É.-Martin Meunier, la philosophie personnaliste, dans une perspective moderniste, remettait en question à la fois les modalités, mais aussi les finalités d'organisation sociétale basées sur le cléricalisme, et ce, dans une perspective globale :

L'éthique personnaliste contribua à la Révolution tranquille dans la mesure où, dans un premier temps, elle diffusa des normes garantissant, au sein de la catholicité, les éléments d'une critique de la légitimité du régime cléricaliste ; et où, dans un second temps, elle contribua à l'ébauche de finalités sociales orientant – du moins à l'origine – le sens des réformes institutionnelles des années 1960.<sup>34</sup>

Plus encore, le personnalisme entendu dans une perspective moderniste, montre un nouveau rapport au catholicisme, notamment en ce qui a trait à sa fonction collective. Ce rapport n'est plus du même ordre que celui prôné durant des décennies par les leaders traditionalistes et semble d'ailleurs s'inscrire dans un nouveau régime de religiosité, soit celui de la « religion culturelle »<sup>35</sup>. Selon Raymond Lemieux, spécialiste des sciences de

---

<sup>34</sup> É.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 2002, p. 88-89.

<sup>35</sup> Sur la notion de « religion culturelle », voir Louis Rousseau, « La construction religieuse de la nation », *Recherches sociographiques*, vol. 46, no. 3, 2005, p. 437-452; E.-Martin Meunier, « L'ancrage du catholicisme au Québec et sa déliaison progressive : une sociologie historique de l'exculturation », dans Solange Lefebvre, Céline Béraud et E.-Martin Meunier (dir.), *Catholicisme et cultures. Regards croisés Québec-France*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, p. 21-44; E.-Martin Meunier, Jean-François Laniel et Jean-Christophe Demers, « Entre permanence et recomposition de la religion culturelle au

la religion au Québec, la notion de « religion culturelle » se définit comme « une religion indifférente aux normes ecclésiales, sans référence communautaire concrète, voire sans Église », mais qui, « continue malgré tout d'intégrer la personnalité québécoise dans une sorte de référent commun qui, bien qu'éloigné des normes et des contraintes de la vie quotidienne, reste disponible en cas de besoin »<sup>36</sup>. Cette transformation paradigmatique marque d'ailleurs le remplacement de l'Église-nation canadienne-française en tant que lieu d'intégration sociétale par un potentiel État-nation québécois qui apporte avec lui la mise sur pied d'un nouveau mode de régulation sociale et une nouvelle conception de la légitimité politique<sup>37</sup>. La crise que traverse *L'Action nationale* est donc symptomatique, à maints égards, des grands bouleversements socioculturels qui transformeront le Québec durant les années 1960.

Fait intéressant à noter, Pierre Laporte lui-même joue un rôle central dans cette crise. En évitant de s'immiscer dans le conflit et en permettant des affrontements directs dans les pages de *L'Action nationale*, il donne une mauvaise impression à l'ancienne garde conservatrice. Pire encore, alors qu'il se présente comme candidat libéral aux élections provinciales de 1956, il omet de remettre sa démission aux instances de la Ligue et continue son travail de directeur à *L'Action nationale*. Or, depuis la fondation de la revue, les directeurs doivent éviter de s'engager en politique active afin de préserver leur liberté intellectuelle. En agissant ainsi, Laporte – de surcroît un libéral! – a tôt fait de retourner

---

Québec », dans Robert Mager et Serge Cantin (dir.), *Religion et modernité au Québec. Où en sommes-nous?*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, p. 79-128.

<sup>36</sup> Raymond Lemieux, « Le catholicisme québécois : une question de culture », *Sociologie et sociétés*, vol. 22, no. 2, p. 162,163.

<sup>37</sup> Jean-François Laniel, « Qu'en est-il de la "religion culturelle"? Sécularisation, nation et imprégnation culturelle du christianisme », dans Solange Lefebvre, Céline Béraud et E.-Martin Meunier (dir.), *Catholicisme et cultures. Regards croisés Québec-France*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, p. 143-168.

contre lui les militants de la première heure. Dû à sa gestion chaotique, Léopold Richer, Anatole Vanier, Dominique Beaudin, Albert Rioux, Gustave Lamarche, Rodolphe Laplante et René Chaloult menacent tous de claquer la porte de la Ligue. Certains passent à l'acte, dont André Dagenais, qui adresse son insatisfaction à Angers en novembre 1955 :

Tout bien considéré, il me semble que l'orientation de votre ligue manifeste une nette différenciation avec ce que l'on peut considérer comme mon orientation personnelle. Dans cette perspective, je ne crois pas utile de laisser figurer mon nom parmi ceux de vos membres directeurs [...] Je vous communique donc officiellement ma démission comme membre de la Ligue d'action nationale. Veuillez croire, cher monsieur Angers, que cette décision ne fait que confirmer une différenciation déjà marquée depuis longtemps.<sup>38</sup>

Tenant tant bien que mal de juguler la crise qui déchire le mouvement, Angers adopte une attitude conciliante et essaie de rallier les nationalistes à la cause qui les unit, jugée plus importante que les querelles idéologiques « secondaires » qui, historiquement, tendent à amenuiser la capacité d'action du Canada français. Il refuse de se lancer dans l'empoignade gauche-droite, considérée comme une « division française introduite ici artificiellement » et qui provoque des clivages « fratricides »<sup>39</sup>. En décembre 1955, Angers réplique à Dagenais en critiquant sa décision de quitter la Ligue d'action nationale:

Je ne puis que regretter une attitude trop générale qui conduit à ne pouvoir faire travailler ensemble des gens qui s'entendent sur des objectifs essentiels, simplement parce qu'ils ont des divergences sur d'autres points, sans doute importants, mais secondaires par rapport à cet essentiel. Dans la position où nous nous trouvons, j'ai l'impression que nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de ces divisions. C'est déjà bien assez de devoir nous opposer à ceux des nôtres qui sont franchement de l'autre côté de la barrière.<sup>40</sup>

---

<sup>38</sup> HEC, P027, boîte P027/A2,0001, « lettre d'André Dagenais à François-Albert Angers », 15 novembre 1955.

<sup>39</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 121.

<sup>40</sup> HEC, P027, boîte P027/A2,0001, « lettre de François-Albert Angers à André Dagenais », 2 décembre 1955. Angers se réfère ici à l'*intelligentsia* canadienne-française en faveur d'un fédéralisme centralisateur.

Malgré sa bonne volonté, le directeur de la Ligue ne parvient pas à limiter la colère des militants plus âgés. S'adressant à Angers en novembre 1956, Gustave Lamarche écrit « Purgez, purgez, purgez! Tandis qu'il en est encore temps! Sinon vous défaites d'une main ce que vous construisez de l'autre »<sup>41</sup>. La situation se corse en septembre 1957, alors que Anatole Vanier tourne lui aussi le dos à toute stratégie de bon-ententisme:

Je ne voudrais pas la paix aux prix d'une démission en faveur d'une orientation fausse. J'ai eu trop à cœur toute ma vie le bien de notre groupe ethnique pour finir en mauvais berger. Ma conscience m'interdit de tremper par le truchement de la Ligue dans ce que je considère comme une erreur et un danger.<sup>42</sup>

Puis, en 1958, la crise atteint son paroxysme : le chanoine Lionel Groulx, vieillissant mais toujours influent dans les milieux intellectuels du Québec, transmet une lettre lourde de sens au directeur de la Ligue d'action nationale :

Tout bien considéré, je ne vois pas ce que j'irais faire dans une *Action nationale* qui ne peut se réorganiser, si elle le peut, que par une nouvelle et jeune équipe. Je me demande, en effet, si nous, les aînés, nous rendons bien compte du fossé apparemment infranchissable qui nous sépare des générations qui nous suivent [...] Je ne reproche point à la jeune génération son interprétation de notre histoire. Elle prétend l'appuyer sur les faits. Et je la crois d'absolue bonne foi. Tout au plus lui reprocherais-je de ne pas oser tirer les ultimes conséquences de sa philosophie de l'histoire [...] Vous voudrez donc considérer cette lettre comme ma démission à *L'Action nationale*. En ma vie je n'ai pas donné beaucoup de démissions. Mais, en toute loyauté, je ne vois pas que je puisse me dérober à celle-ci et je vous prie de la tenir pour irrévocable. Je ne démissionne pas pour autant de la foi ni de l'espérance en notre avenir. Le spectacle de plus d'un demi-siècle d'évolution et de lâchage de toutes sortes, ne me laisse plus, je l'avoue, qu'une foi fragile aux hommes. Mais ma foi reste intacte en la prière et en la Providence.<sup>43</sup>

---

<sup>41</sup> HEC, P027, boîte P027/A2,0001, « lettre de Gustave Lamarche à François-Albert Angers », 20 novembre 1956.

<sup>42</sup> HEC, P027, boîte P027/A2,0001, « lettre d'Anatole Vanier à François-Albert Angers », 5 septembre 1957.

<sup>43</sup> HEC, P027, boîte P027/A2,0002, « lettre de Lionel Groulx à François-Albert Angers », 8 décembre 1958.

Une page d'histoire se tourne. Le chanoine Groulx, amer et pessimiste, quitte la Ligue après plusieurs décennies de collaboration. Angers accepte avec résilience le départ du chanoine, en lui soumettant sa volonté de maintenir en synergie les forces nationalistes<sup>44</sup>. Face à ces défections, il maintient le cap en « prônant et appliquant la collaboration des bonnes volontés et une politique de présence »<sup>45</sup>. Sa dignité et la grâce avec laquelle il réussit à maintenir en vie la Ligue lui méritent de nombreuses lettres d'admiration provenant des milieux ecclésiastiques, notamment de clercs qui applaudissent sa vision patriotique qui maintient en vie l'idéal catholique<sup>46</sup>. Des amis lui témoignent également leur soutien, dont Richard Arès, Gérard Turcotte, Jean Genest et George-Henri Fortin<sup>47</sup>. D'ailleurs, la notoriété d'Angers s'accroît à la suite de cet épisode, comme en font foi les demandes de collaborations de plusieurs groupes conservateurs.

En fait, au moment de la crise à *L'Action nationale*, plusieurs organisations traditionalistes sont mises sur pied en réaction au virage gauchiste de la revue: le Centre d'information nationale (CIN) de Robert Rumilly, l'Alliance laurentienne de Raymond Barbeau, *Les Cahiers de Nouvelle-France* de Gustave Lamarche et d'André Dagenais ainsi

---

<sup>44</sup> En fait, les hautes instances de la Ligue refusent d'abord la démission de Groulx, craignant que le départ du célèbre prêtre-historien affecte l'image du mouvement nationaliste. Toutefois, Angers comprend bien que Groulx ne reviendra pas et dès lors, une certaine distance s'insinue entre les deux hommes, malgré le fait que Groulx ait toujours manifesté beaucoup de respect envers le professeur des HEC.

<sup>45</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 120-121. Ce fait est attesté par l'adoption à l'unanimité de 3 principes fondamentaux (proposés par Angers) que doivent désormais défendre les membres de la Ligue d'action nationale : « 1- sur la nécessité de n'admettre aucune brèche à la défense de l'autonomie provinciale; 2- sur la défense du caractère français de l'État provincial du Québec; 3- sur l'interprétation de nos problèmes et des solutions à y apporter en fonction de la philosophie politique et sociale propre au catholicisme. »

<sup>46</sup> HEC, P027, boîte P027/A2,0001, « lettre de Pierre Gravel à François-Albert Angers », 26 avril 1950; boîte P027/A2,0001, « lettre de Joseph-Papin Archambault à François-Albert Angers », 20 avril 1954; boîte P027/A2,0001, « lettre de Gérard Dion à François-Albert Angers », 3 avril 1954; boîte P027/A2,0001, « Lettre de Engelbert Lacasse à François-Albert Angers », 10 juin 1956; boîte P027/A2,0001, « lettre d'Arthur Maheu à François-Albert Angers », 26 novembre 1956.

<sup>47</sup> HEC, P027, boîtes P027/A2,0001 et P027/A2,0002, 1957 et 1958.

que la revue *Tradition et progrès* d'Albert Roy<sup>48</sup>. Le CIN – sorte de club social droitiste – fait notamment parvenir à Angers plusieurs lettres afin qu'il se joigne aux réunions du groupe chez Rumilly<sup>49</sup>. Toutefois, le professeur des HEC ne s'implique pas dans le CIN, qu'il juge sévèrement, car « colportant des idées radicales » qui risquent de ternir le visage du mouvement nationaliste déjà fragilisé<sup>50</sup>. Angers ne s'implique pas non plus dans l'Alliance laurentienne – premier regroupement indépendantiste d'après-guerre – à la grande déception de son président Raymond Barbeau<sup>51</sup>. Angers entretient toutefois des liens amicaux avec le directeur de *Tradition et progrès*, Albert Roy, avec lequel il collabore en soumettant des articles économiques. Angers maintient aussi des liens amicaux avec Gustave Lamarche, puisqu'il accepte de publier quelques articles sur le coopératisme dans *Les Cahiers de Nouvelle-France*. En procédant de la sorte, le directeur de la Ligue d'action nationale maintient des liens stratégiques avec certaines figures conservatrices, cherchant à (re)créer des ponts au sein de la grande famille nationaliste désunie.

Malgré sa volonté, Angers ne parvient pas à maintenir des relations harmonieuses avec tous. Notamment, ses liens avec les dirigeants du *Devoir* se dégradent considérablement. Cela s'explique du fait qu'Angers est partisan de l'Union nationale de Duplessis alors que le *Devoir* est en guerre ouverte avec le « Chef » depuis le début des

---

<sup>48</sup> Sur l'historique de ces organisations, voir les études suivantes : Xavier Gélinas, *Op. Cit.*; Jean-Philippe Carlos, *Contacts, échanges et ruptures : l'évolution du réseau intellectuel indépendantiste québécois à travers ses revues (1956-1968)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2015, 169 p.

<sup>49</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 173. Robert Rumilly publia d'ailleurs le célèbre pamphlet *L'infiltration gauchiste au Canada français*, qui se voulait une attaque en règle contre le mouvement nationaliste de gauche qui émergea au sein de la Ligue d'action nationale et de sa revue et au sein du *Devoir*. Robert Rumilly, *L'infiltration gauchiste au Canada français*, Montréal, Éditions de l'homme, 1956, 147 p.

<sup>50</sup> « Lettre de François-Albert Angers à Robert Rumilly », 28 mars 1961, citée dans Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 122. On peut supposer que le traditionalisme de ces acteurs subordonnait leur catholicisme à leur nationalisme, à la manière des maurrassistes, inversant la hiérarchisation de ces valeurs dans les idéologies groulxiste et minvillienne, ce que ne pouvait tolérer Angers (à l'époque du moins).

<sup>51</sup> Angers se méfie de l'autoritarisme de Barbeau, qui dirige de manière autocrate l'Alliance laurentienne. Sur le sujet, voir : Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 115.



années 1950<sup>52</sup>. Une querelle éclate d'ailleurs avec Gérard Filion, qui attaque régulièrement Duplessis lors de son dernier mandat. L'économiste accuse alors Fillion de « distorsionner les vues du traditionalisme » à la manière de *Cité libre* :

C'est un procédé qui frise la malhonnêteté intellectuelle, chose qui n'est pas permise même à un journaliste. C'est parce que vous abusez de ce procédé à longueur d'année au *Devoir*, que vous avez perdu, depuis quelques années, une bonne partie de la confiance des esprits indépendants. Vous ne manquez pas d'amis pour cela, les esprits partisans de l'anti-quoi-que-ce-soit étant toujours plus nombreux que les esprits indépendants. À mon sens, un journal qui se veut sérieux doit commencer par respecter les opinions des autres.<sup>53</sup>

Les relations d'Angers avec le rédacteur en chef du *Devoir*, André Laurendeau, se détériorent également. D'un point de vue intellectuel, les deux hommes ont évolué de manière complètement opposée durant cette décennie, le premier se confortant dans son nationalisme autonomiste et le second se tournant vers un fédéralisme décomplexé. Le ton monte d'ailleurs entre les deux hommes, notamment lorsqu'Angers critique les positions anti-duplessistes que tient Laurendeau dans ses chroniques hebdomadaires<sup>54</sup>. Ce dernier devient durant cette période un fervent opposant au nationalisme traditionaliste, au grand dam de son ancien collègue, mais aussi de son ancien maître Lionel Groulx. Malgré tout, Angers demeure optimiste quant à la possibilité de voir le célèbre quotidien montréalais se réorienter dans la voie de la raison, puisqu'il écrit à Gustave Lamarche que « *Le Devoir*

---

<sup>52</sup> Sur les relations entre Duplessis et *Le Devoir*, voir l'étude suivante : Alexandre Turgeon, *Robert La Palme et les origines caricaturales de la Grande Noirceur duplessiste : conception et diffusion d'un mythe au Québec, des années 1940 à nos jours*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2015, 517 p.

<sup>53</sup> HEC, P027, boîte P027/A2,0003, « lettre de François-Albert Angers à Gérard Filion », 1<sup>er</sup> et 20 juin 1959.

<sup>54</sup> HEC, P027, boîte P027/A2,0001, « lettre de François-Albert Angers à André Laurendeau », 2 mai 1958. On se souvient que Laurendeau fut un critique acerbe de Duplessis dans la seconde moitié des années 1950. En réponse aux critiques d'Angers, Laurendeau rétorquera que les critiques de l'économiste à son égard ont tôt fait de lui démontrer qu'il était devenu un suppôt de Duplessis, et qu'en conséquence, il lui était difficile de considérer sérieusement son discours jugé réactionnaire.

reste malgré tout un chien de garde, mais auquel il faut quelques roquets jappants pour le tenir éveillé »<sup>55</sup>.

Au vu de ces événements, nous pouvons affirmer que François-Albert Angers est, au terme de la décennie 1950, au sommet de la hiérarchie intellectuelle du Canada français. Sa position d'universitaire et d'économiste en fait un interlocuteur prestigieux et redouté dans les débats de la Cité. Nous estimons d'ailleurs que la figure d'intellectuel polémiste, qui avait commencé à émerger grossièrement durant la Deuxième Guerre mondiale, se raffine progressivement pour aboutir à sa forme achevée au terme de la décennie 1950. Jouissant d'un capital social et symbolique pluridimensionnel qui recoupe les sphères du monde universitaire, économique, politique et nationaliste, il devient alors une figure dominante du traditionalisme canadien-français à l'orée de la Révolution tranquille.

#### **4.2 La guerre à la centralisation fédérale : fondements politiques et culturels**

Les années 1950 constituent un terrain fertile pour les affrontements constitutionnels entre Ottawa et Québec. Lancé durant la Crise des années 1930, le mouvement centralisateur correspond, dans les faits, à l'aménagement d'un État fédéral interventionniste et technocratique<sup>56</sup>. Or, pour les nationalistes canadiens-français, il s'agit d'une menace envers le caractère et les intérêts de la collectivité nationale du Québec et envers les droits et prérogatives de l'AANB de 1867. Angers se révélera très dynamique dans ce dossier, combattant les politiques socioéconomiques d'Ottawa et prônant le respect du pacte de 1867, de l'autonomie provinciale et du « vrai » fédéralisme.

---

<sup>55</sup> « lettre de François-Albert Angers à Gustave Lamarche », 18 février 1960, citée dans Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 121.

<sup>56</sup> J. L. Granatstein, *The Ottawa Men: The Civil Service Mandarins, 1935- 1957*, Toronto, Oxford University Press, 1982, 333 p.

#### 4.2.1 Le contexte de la guerre à la centralisation et son historique

Globalement, le processus de centralisation fédérale constitue en fait un vaste mouvement de modernisation de l'État canadien. Historiquement, la première manifestation de ce processus fut la création d'un impôt fédéral sur le revenu, créé par le gouvernement conservateur de Robert Borden en 1918<sup>57</sup>. Néanmoins, c'est dans le contexte de la Crise économique des années 1930 que le gouvernement fédéral accélère le processus de centralisation, via la récupération et la création de domaines d'interventions spécifiques. En principe, cette centralisation correspond à la création de l'État-providence canadien, le gouvernement cherchant alors à assumer de nouvelles responsabilités dans des domaines tels que la sécurité sociale, la taxation, le développement économique, la législation linguistique, etc. Ce processus s'inscrit d'ailleurs dans un cadre occidental où de nombreux pays, dont les États-Unis et la France, mettent en place un État providence. L'État canadien se dote alors de compétences juridiques et socioéconomiques afin d'assurer à ses citoyens un niveau de vie minimal<sup>58</sup>. Ces compétences permettent également à l'État d'intervenir dans l'économie afin d'éviter les aléas du capitalisme, le laissez-faire ayant en partie causé la Grande dépression. Mentionnons que le mouvement se caractérise aussi par la mise en place d'une fonction publique fédérale dont les fondations reposent sur l'expertise et le nombre<sup>59</sup>. En effet, le gouvernement effectue des embauches massives tout en recrutant

---

<sup>57</sup> Dans le contexte de la Première Guerre mondiale, au sein duquel le Canada est engagé aux côtés de la Grande-Bretagne, la taxe – temporaire – vise à financer l'effort de guerre. Touchant aussi les entreprises, ce nouvel impôt est une spécificité dans le domaine fiscal canadien, les provinces ayant depuis 1867 une prérogative sur ce palier. S'inscrivant dans le sillon de la Crise de la conscription de 1917, la *Loi sur l'impôt de guerre* provoque un grand mécontentement au Canada français, malgré les promesses de Borden d'abolir la loi dès la fin de la guerre. L'histoire nous prouvera le contraire et bon nombre de nationalistes pointeront du doigt la loi fiscale de 1918 comme étant le début du mouvement centralisateur à venir.

<sup>58</sup> Sur les racines de ce phénomène historique, voir Elsbeth Heaman, *Tax, Order and Good Government: A new political history of Canada 1867-1917*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2017, 600 p.

<sup>59</sup> J. L. Granatstein, *Op. Cit.*, p. 10-15.

des experts en économie, en ingénierie, en sociologie, en urbanisme, en administration publique, en éducation et en santé<sup>60</sup>. Ce mouvement s'opère parallèlement avec la création de nouveaux ministères chargés d'assurer le déploiement de l'État-providence.

Des commissions d'enquête sont également créées afin de guider les futures interventions de l'État canadien<sup>61</sup>. La Commission royale sur les relations entre le Dominion et les provinces (Commission Rowell-Sirois) est d'ailleurs emblématique du processus de centralisation. Mise sur pied en 1937, la commission dépose son rapport en trois volumes à la fin de l'année 1940 et propose des réformes qui s'inscrivent dans l'air du temps: dévolution des fonctions et des pouvoirs d'imposition au gouvernement fédéral; institution de subventions aux provinces afin d'assurer la péréquation des recettes fiscales provinciales; dévolution au fédéral de tous les pouvoirs en matière d'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations, ainsi que de droits sur les successions; création de l'assurance-chômage et des pensions contributives; création des allocations familiales; fin des programmes à frais partagés<sup>62</sup>. Dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement Mackenzie King met à profit les conclusions du rapport afin d'endiguer certains problèmes hérités de la Crise économique. Il met notamment en place des programmes de secours aux chômeurs, d'allocations familiales, de pensions de vieillesse et de contrôle des prix et des denrées. Il procède également à une réforme de la fiscalité,

---

<sup>60</sup> Alain-G. Gagnon, *La politique québécoise et canadienne. Acteurs, institutions, sociétés*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2017, p. 125.

<sup>61</sup> Sur le rôle historique des commissions d'enquête au Canada, voir l'article suivant : Émilie Guilbeault-Cayer et Valérie Lapointe-Gagnon, « Faire l'histoire du Québec et du Canada une commission d'enquête à la fois », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no. 3, printemps 2015, p. 13-20.

<sup>62</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, François Ricard, *Histoire du Québec contemporain: le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p.147-151. Mentionnons que le Rapport Rowell-Sirois fut la cible de nombreuses critiques des nationalistes conservateurs du Canada français.

au détriment des provinces<sup>63</sup>. En somme, le Rapport Rowell-Sirois est à la base d'une extension des charges de l'État fédéral<sup>64</sup>. Angers voit d'ailleurs dans le rapport une expression de la vaste entreprise centralisatrice à venir, « la commission ayant travaillé dans le sens des Pères de la Confédération les plus unitaristes, où les provinces sont conçues tels des parlements locaux municipaux »<sup>65</sup>.

Dans le même ordre d'idées, la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences (Commission Massey) provoque également une levée de boucliers au sein du mouvement nationaliste. Établie par le gouvernement libéral de Louis Saint-Laurent en 1949, la commission est chargée d'étudier l'état des arts et de la culture au Canada, et notamment les questions de l'aide financière aux universités et du rôle de la Société Radio-Canada. Cherchant à endiguer une américanisation de la culture canadienne, la commission propose plusieurs recommandations dans son rapport de 1951 : création de la Bibliothèque nationale du Canada et d'un centre d'archives nationales; création du Conseil des arts du Canada; subventions aux universités et à des projets de conservation de lieux historiques<sup>66</sup>. Selon certains spécialistes, ces recommandations constituent le

---

<sup>63</sup> Le Québec, sous la gouverne d'Adélard Godbout, cède notamment à Ottawa le droit d'exercer son pouvoir fiscal durant la période de la guerre en échange de subventions annuelles fixes. Le gouvernement fédéral met également en place des droits de succession sur le transfert d'actifs après le décès et un impôt sur les surplus de bénéfices tout en augmentant considérablement les taxes et les impôts fédéraux préexistants. À la fin de la guerre, le domaine de l'impôt direct devient ainsi un élément permanent des finances fédérales. Malgré tout, les provinces gardent le droit de percevoir des impôts directs. De plus, elles acquièrent des compétences étendues dans le domaine de l'éducation, de la santé et du bien-être social. Angers note toutefois que « le conflit résultant du partage des sources de revenus va devenir aigu après 1945. Il apparaît impossible au gouvernement central de remettre aux provinces leurs sources de revenus. Les propositions de centralisation fiscale prolongée qu'il leur soumet lui apparaissent des préliminaires essentiels à la réalisation de ses projets ». François-Albert Angers, *Le problème fiscal et les relations fédérales-provinciales*, *Op. Cit.*, p. 14.

<sup>64</sup> Jessica Squires, « Creating hegemony: consensus by exclusion in the Rowell-Sirois Commission », *Studies in Political Economy*, vol. 81, no. 1, 2008, p. 159-190.

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> Mireille McLaughlin, « Par la brèche de la culture : le Canada français et le virage culturel de l'État canadien, 1949-1963 », *International Journal of Canadian Studies*, no. 45-46, 2012, p. 141-161.

« premier grand pas que le gouvernement a fait pour le soutien, la préservation et la promotion de la culture canadienne »<sup>67</sup>. Le contenu du rapport fut d'ailleurs chaudement accueilli dans le Canada anglais et dans certaines parties du Canada français, la population y voyant une volonté de protéger la culture canadienne de l'hégémonie américaine. Dans les milieux nationalistes, toutefois, la réaction fut tout autre. Le rapport Massey eut l'effet d'une bombe, par l'ampleur des réformes proposées et du fait que le gouvernement fédéral ne se gênait plus pour s'immiscer dans le domaine culturel via un changement de tactique: « on acceptait l'idée que les méthodes brutales d'assimilation devaient être abandonnées. La guerre qui commençait devait consister, à l'avenir, à savoir jouer au plus fin »<sup>68</sup>. Cette « guerre » allait opposer les nationalistes autonomistes canadiens-français et les fédéralistes anglophones, mais aussi des groupes issus de la collectivité francophone elle-même, le Canada français comptant dans ses rangs plusieurs « fédéralistes centralisateurs insoucians »:

La première de nos faiblesses vient de ce que nous avons notre cinquième colonne. Si bien que ce ne sont pas des Anglo-Canadiens qui déroulent devant nos yeux la Thora des centralisateurs. Le fournil d'arguments fallacieux qu'elle contient est recueilli par des Canadiens français dans les conversations, les conférences, les congrès, les clubs et les journaux.<sup>69</sup>

---

<sup>67</sup> D. V. Smiley, « The Rowell-Sirois Report, provincial autonomy and post-war Canadian federalism », *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de science politique*, vol. 28, no. 1, février 1962, p. 54-69.

<sup>68</sup> François-Albert Angers, « Les solutions du rapport Massey – III : À qui la faute? », *L'Action nationale*, mai 1952, p. 264.

<sup>69</sup> François-Albert Angers, « Les solutions du rapport Massey – I : Un problème mal posé », *L'Action nationale*, février 1952, p. 267.

Qui plus est, Angers regroupe dans la catégorie des partisans de la centralisation les minorités francophones hors-Québec. Selon lui, les autorités fédérales profitent de la faiblesse politique de cette minorité pour capitaliser sur son projet de centralisation:

Et il faut malheureusement ajouter à cette catégorie un groupe de gens intensément patriotes dans leurs sentiments, mais que leur situation et leurs intérêts immédiats (exploités par une propagande qui les aveugle) induits en erreur: je veux parler de certains représentants de nos minorités des autres provinces. Des idées inquiétantes y sont en train de germer, dans la logique des thèses favorables à la centralisation, en vue de renforcer les positions des minorités par la jonction des forces françaises sur le plan fédéral.<sup>70</sup>

En somme, le débat sur la centralisation fédérale constitue le principal champ de bataille des nationalistes durant la décennie 1950. Pour comprendre les motivations de ces derniers, analysons la problématique de la centralisation d'un point de vue politique et culturel.

#### ***4.2.2 La problématique de la centralisation vue du Québec***

Le concept de fédéralisme et son interprétation ont beaucoup évolué depuis un demi-siècle et le lecteur d'aujourd'hui pourrait être surpris d'apprendre que les militants nationalistes de la période duplessiste militaient farouchement en faveur du respect des principes du fédéralisme, tel qu'institués dans l'AANB de 1867. François-Albert Angers lui-même est fortement attaché au fédéralisme des Pères de la Confédération et défendra cette option jusqu'aux premières années de la Révolution tranquille. Il faut donc être prudent afin de ne pas tomber dans une analyse anachronique du discours nationaliste, puisque ce n'est que durant la décennie 1960 qu'une grande partie des militants se détourneront de ce principe politique, et ce, pour deux raisons principales : du fait que

---

<sup>70</sup> François-Albert Angers, « Les solutions du rapport Massey – III : À qui la faute? », *L'Action nationale*, mai 1952, p. 272. Ce nationalisme excluant les minorités francophones hors-Québec et centré sur le territoire du Québec précède d'ailleurs d'une décennie le fameux discours des « dead ducks » de René Lévesque. À ce sujet, voir : Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroutes du Canada français (1867-1975)*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, 203 p.

l'application du fédéralisme semble impossible dans le cadre d'un pays composé de deux nations distinctes ainsi qu'en fonction de la croyance – en partie exagérée – selon laquelle le Canada anglais n'a aucun intérêt à dialoguer d'égal à égal avec le Canada français, dû à sa supériorité démographique. Toutefois, avant d'en arriver au point de rupture, les intellectuels nationalistes continuent de démontrer un attachement au système fédéraliste et aux droits et prérogatives évoqués dans l'AANB de 1867.

D'ailleurs, il semble opportun de définir le fédéralisme tel qu'il se conçoit dans les milieux traditionalistes dans les années 1950. Pour ce faire, il est intéressant de se pencher sur la définition qu'en donne le jésuite Richard Arès, dans le cadre du Rapport Tremblay:

- 1- Réalisation d'un ordre où la concentration des pouvoirs peut être évitée dans toute la mesure justifiée par les concepts philosophiques qui l'inspirent;
- 2- Organisation d'une vie sociale où peut exercer sa liberté d'initiative dans toute la mesure du possible;
- 3- Création d'associations politiques capables de réaliser certaines tâches d'ensemble sans sacrifier l'identité propre des associés, surtout quand ceux-ci entretiennent des conceptions différentes de la vie et de l'organisation sociale.<sup>71</sup>

Défini afin de respecter les particularités des deux nations majoritaires au pays, le fédéralisme est un système dans lequel s'opère une autonomie politique et culturelle visant l'épanouissement des collectivités nationales. Il y a donc un grand partage des domaines de compétences entre l'État central, qui a une autorité sur l'ensemble du pays, et les provinces, qui ont un pouvoir d'action permettant d'assurer un développement répondant

---

<sup>71</sup> Richard Arès, cité dans François-Albert Angers, *La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels*, Québec, Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1955, annexe 3, volume 1, p. 13.



à leurs aspirations distinctes<sup>72</sup>. Le fédéralisme, en tant que système politique plurinational, doit permettre aux Canadiens français de conserver la maîtrise de leurs institutions et d'ériger une société conforme à leur caractère français et catholique, en respect du principe de subsidiarité et de l'ordre divin<sup>73</sup>. Les propositions des traditionalistes concernant le fédéralisme visent donc à renforcer les pouvoirs de la majorité francophone au Québec, mais aussi ceux des minorités francophones du Canada, tout en respectant le modèle culturel anglo-saxon des autres provinces. Ce système politique répond ainsi, théoriquement, à la réalité sociologique canadienne marquée par la dualité nationale<sup>74</sup>.

Le fédéralisme se conçoit également dans une optique décentralisatrice et régionaliste, qui reconnaît l'autonomie des corps locaux et leurs aptitudes administratives. L'autonomie provinciale doit ainsi permettre à la collectivité francophone de préserver ses responsabilités et sa liberté d'action dans la tradition de la Doctrine sociale de l'Église<sup>75</sup>. Elle assure la survivance des traditions culturelles et sociopolitiques du Canada français, ancrées dans le catholicisme et s'inscrivant dans le sillon d'une civilisation franco-latine. Plus encore, le fédéralisme permet de maintenir des solidarités sociales au sein de la communauté, puisqu'il est « le régime du pluralisme, de l'autonomie des membres de la société et de leur association, ce qui constitue une source de de liberté »<sup>76</sup>. En soi, ce

---

<sup>72</sup> Sur la question de l'autonomie politique du Québec au sein de la fédération canadienne, on consultera l'étude suivante : Jean-François Caron, *Être fédéraliste au Québec. Comprendre les raisons de l'attachement des Québécois au Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, 98 p.

<sup>73</sup> Dominique Fois-Geoffroy, *Les idées politiques des traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, *Op. Cit.*, p. 224-225.

<sup>74</sup> Sur les racines intellectuelles de la dualité nationale au 20<sup>e</sup> siècle, on consultera l'étude de Sylvie Lacombe, *La rencontre de deux peuples élus: comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre 1896 et 1920*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2002, 291 p.

<sup>75</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Sillery, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 66.

<sup>76</sup> Dominique Fois-Geoffroy, *Les idées politiques des traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, *Op. Cit.*, p. 168. Angers écrit beaucoup sur la croissance des liens communautaires et de la solidarité sociale par le prisme d'un fédéralisme décentralisateur. Il est d'ailleurs influencé par les travaux de l'historien Louis

système synthétise « l'anthropologie catholique, parvenant à concilier primauté de l'autonomie des personnes et nécessité d'une orientation rationnelle des destinées de la société »<sup>77</sup>.

Or, cette perspective favorable au fédéralisme autonomiste se construit en grande partie contre le principe même de la centralisation. Dans le Rapport Tremblay, Angers s'exprime de manière éclairante sur le sujet. Dans l'annexe 11 sur la centralisation et les relations fédérales-provinciales, le professeur des HEC rappelle qu'historiquement, les grandes civilisations tendent toujours vers une « certaine forme de centralisation, dans une optique d'unité universelle »<sup>78</sup>. Ce phénomène s'accompagne toutefois, à terme, de leur effondrement, ces civilisations étant devenues incapables de gérer leur empire dû à la trop grande diversité de ses composantes<sup>79</sup>. La centralisation est donc un phénomène ancestral, qui continue à séduire bon nombre de dirigeants dus à son apparente efficacité. Pourtant, il ne s'agit pas d'un simple procédé de gestion, mais un mouvement qui touche à la fois la politique, l'administration, la sociologie et l'économie :

La centralisation n'est qu'un aspect du problème de la croissance des organismes. Un raisonnement simpliste incite à croire plus fort, plus résistant et plus efficace tout ce qui est gros. Sur le plan politique ou administratif, la concentration dans les mains d'un seul apparaît plus efficace. Elle assurerait une plus grande liberté d'action, une action plus rapide, plus cohérente, mieux intégrée [...] alors que la décentralisation correspond, au contraire, aux exigences les plus immédiates de la vie. La diversité est, en effet, de règle dans la nature [...] au plan social, la centralisation apparaît plutôt comme une

---

Lachance, qui a travaillé sur les liens entre la philosophie catholique et la démocratie politique. À ce sujet : François-Albert Angers, *La centralisation et les relations fédérales-provinciales*, Québec, Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1955, annexe 11, p. 19.

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> Angers s'inspire des thèses de l'anthropologue américain Russell Gordon-Smith sur les problèmes systémiques liant la centralisation à l'effondrement des grands empires. Sur le sujet, on consultera l'étude suivante : Russell Gordon-Smith, *Civilisation and Society*, Henry Holt & Co., New-York, 1932, p. 32-33.

<sup>79</sup> François-Albert Angers, *La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels*, *Op. Cit.*, p. 3-5. Angers cite les empires romains et ottomans pour illustrer la difficulté de gestion des grands ensembles géographiques.

donnée abstraite, une rationalisation à postériori de la façon de régir les relations humaines en vue de leur conférer un degré supérieur d'efficacité.<sup>80</sup>

En somme, une fédération qui ne tient pas compte de son caractère plurinational, en tentant de généraliser des politiques à un ensemble de corps régionaux, se heurtera invariablement à une résistance de ces différents corps qui se révéleront « en défaveur d'une politique intégratrice »<sup>81</sup>. Angers se réfère à certains pays, dont les États-Unis, afin de donner des exemples de fédérations qui démontrent un souci dans la délégation d'autonomie aux gouvernements locaux. Le voisin américain constitue d'ailleurs le modèle idéal pour le professeur des HEC, qui voit d'un œil très positif l'organisation du système de gouvernance américain :

Les États-Unis nous offrent un bel exemple. Ils sont un État nation, peut-être plus national que bien des États européens se disant tels. Pensons à la spontanéité avec laquelle tout citoyen des États-Unis veut être américain avant et par-dessus tout. Et pourtant chaque citoyen, à cause de son sens démocratique très aigu, tient aux indépendances locales et absolues qui résultent de son histoire traditionnelle. Le fédéralisme y paraît la seule force de décentralisation compatible avec un régime démocratique, sans doute parce que l'étendue du territoire indique, hors de tout doute, qu'il vaut mieux ne pas imposer à Washington la responsabilité de tout diriger.<sup>82</sup>

Selon lui, la formation des nations modernes « n'a pas correspondu à une évolution vers des unités sociales plus grandes, mais à la consolidation d'un type de conscience sociale axée sur l'aspect communautaire et régionaliste », en vertu du fait que « les expériences de centralisation se sont avérées peu concluantes aux États-Unis et en France, entre autres »<sup>83</sup>.

---

<sup>80</sup> François-Albert Angers, *La centralisation et les relations fédérales-provinciales*, Op. Cit., p. 7 et 18.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 42-44. Sur le sujet, Angers cite d'ailleurs les travaux du sociologue américain George Homans, professeur à l'Université Harvard. En outre, Homans développa des thèses sur les rapports sociaux dans une perspective régionaliste, en mettant de l'avant la primauté des liens sociaux au sein de petites communautés et mettant en lumière la difficulté persistante qu'ont les grandes civilisations à faire coexister au sein d'un ensemble géographique de multiples entités culturelles.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 102.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 11 et 16.

Angers croit donc que l'unité réalisée par suppression « ne saurait convenir au processus social, car les politiques d'unification, au nom de l'importance de la grandeur et de la grosseur, ont négligé les facteurs géographiques, économiques et culturels »<sup>84</sup>. S'inspirant des travaux de l'historien et sociologue américain Lewis Mumford, qui a notamment travaillé sur la gouvernance urbaine et régionale américaine<sup>85</sup>, Angers retient cinq éléments fondamentaux afin d'édifier un système politique fédéraliste, décentralisé et régionaliste:

- 1- Le monde moderne en est un d'interdépendance, non plus d'isolement;
- 2- La base de cette interdépendance est l'organisation régionale, qui permet de tenir compte des réalités géographiques et culturelles;
- 3- Le problème consiste à créer des structures permettant les intégrations régionales et les relations interrégionales;
- 4- Les institutions et les relations humaines changent avec le temps alors que les conditions géographiques demeurent relativement fixes. Il est donc important de maintenir le schéma politique et culturel dans un état de réajustement constant, dans les limites fixées par la région concernée;
- 5- Les limites administratives locales qui circonscrivent le regroupement des régions doivent être en fonction de la dévolution du pouvoir et de la construction de centres locaux d'initiative et de contrôle.<sup>86</sup>

Cette importance accordée aux régions dans le processus de gouvernance traduit l'influence d'Esdras Minville, qui milita toute sa carrière en faveur de l'autonomie des corps régionaux. Pour Angers, les raisons qui « conduiront à préférer un État fédéral à un État unitaire proviendront de l'importance des dissemblances d'une région à l'autre et d'un groupe à l'autre » en vue « de protéger l'identité de groupes ou de régions distinctes, soit pour des raisons culturelles, ou pour des raisons d'ordre pratique »<sup>87</sup>.

---

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 45-46.

<sup>85</sup> Lewis Mumford cité dans *Ibid.*, p. 46. À voir dans Lewis Mumford, *City Development; Studies in Disintegration and Renewal*, New York, Brace and Co., 1945, 248 p.

<sup>86</sup> François-Albert Angers, *La centralisation et les relations fédérales-provinciales*, *Op. Cit.*, p. 47.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 101.

Plus largement, Angers conçoit que la centralisation est une menace majeure à la survivance culturelle du Canada français. Il n'est d'ailleurs pas le seul intellectuel francophone à douter du fait que le gouvernement canadien soit un défenseur du « vrai » fédéralisme, théoriquement situé à l'opposé d'une politique centralisatrice. En cela, pour bon nombre de nationalistes, la centralisation représente l'exemple moderne des politiques assimilationnistes anglo-saxonnes. Il s'agirait d'une stratégie jugée plus insidieuse et moins brutale, du fait que celle-ci s'effectue avec le consentement des gouvernements provinciaux qui acceptent de bon gré de céder des pouvoirs d'intervention à Ottawa en échange de subventions. Le plan du gouvernement fédéral semble ainsi à la limite du machiavélisme :

S'infiltrer très progressivement dans les droits des autres, de façon que la victime ne trouve, dans aucun mouvement particulier, de raison suffisante de se révolter tellement le geste posé est fractionnaire par rapport à l'ensemble des droits en cause. Continuer ce jeu jusqu'à ce que par étapes successives et étapes savamment dosées, la substance des droits ait été suffisamment grignotée pour que la dernière opération trouve le peuple dépouillé, absolument sans ressort, et le place d'ailleurs dans une position ridicule s'il devait se soulever contre ce qui sera devenu si peu à ce moment-là, si peu par comparaison à des concessions antérieures, volontairement accepté.<sup>88</sup>

Évidemment, il faut relativiser cette assomption. Cherchant à rendre des services publics efficaces à sa population, le gouvernement canadien procède de la même manière qu'un grand nombre de gouvernements occidentaux durant la période des Trente Glorieuses<sup>89</sup>. Le rehaussement du niveau de vie et la croissance économique future montreront que la population canadienne a grandement bénéficié des réformes menées par Ottawa<sup>90</sup>.

---

<sup>88</sup> François-Albert Angers, « Un problème mal posé », *L'Action nationale*, mars 1952, p. 107-108.

<sup>89</sup> Sur le sujet, voir : Dominique Marshall, *Aux origines sociales de l'État-providence, Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.

<sup>90</sup> Shirley Tillotson, *Contributing Citizens: Modern Charitable Fundraising and the Making of the Welfare State, 1920-66*, Vancouver, UBC Press, 2009, p. 210-238.

Toutefois, au sein des sphères intellectuelles du Canada français, tous n'ont pas la même vision.

#### **4.2.3 L'intellectuel de combat : l'affaire Lévesque et l'affaire Trudeau**

Les années 1950 sont le théâtre d'affrontements entre les nationalistes conservateurs et les représentants de la « Nouvelle École ». Dû à des positions divergentes sur les fondements du nationalisme, des tensions naissent entre l'école traditionaliste, réunie autour de *L'Action nationale*, et la « Nouvelle École » moderniste, réunie autour de *Cité libre*, du *Devoir* et au sein même de la Ligue d'action nationale<sup>91</sup>. Face aux critiques d'auteurs nés durant l'entre-deux-guerres, François-Albert Angers investit le débat public afin de critiquer les partisans d'un fédéralisme centralisateur.

En ce sens, des études récentes ont montré comment les jeunes intellectuels des années 1950 ont articulé une vision du fédéralisme diamétralement opposée de celle proposée par les nationalistes conservateurs<sup>92</sup>. Malgré cela, peu de spécialistes ont étudié les affrontements directs ayant opposé ces deux visions durant la période duplessiste. Le cas d'Angers est en cela intéressant, le professeur des HEC ayant été au cœur de divers débats portant sur le devenir de la fédération canadienne ainsi que sur les principes du fédéralisme et de la centralisation. Porte-parole des traditionalistes, Angers brosse d'ailleurs un portrait peu élogieux de la « Nouvelle École », du fait qu'elle condenserait sans le savoir des éléments du discours historique nationaliste :

Nouvelle surtout par l'âge de ses adeptes et leur prétention d'apporter un renouvellement des traditions. En fait, elle ne fait que continuer une tradition

---

<sup>91</sup> À la fin de la décennie, une troisième frange idéologique émerge de ces terreaux intellectuels : les néo-nationalistes. Nous en traiterons dans le cinquième chapitre de la thèse.

<sup>92</sup> Pascale Ryan, *Op. Cit.*; Xavier Gélinas, *Op. Cit.*; Yvan Lamonde, *La modernité au Québec (tome 2). La victoire différée du présent sur le passé, Op. Cit.*

bien établie chez nous. Nos jeunes turcs représentent la tradition de la séduction des idées nouvelles dans le sens d'opposées au développement selon notre dynamisme propre; de la "largeur de vue" contre la prétendue "étroitesse d'esprit" d'un milieu menacé d'invasion et qui essaie de protéger ses valeurs; d'une attitude se voulant plus libérale par contraste avec le conservatisme de toute société qui veut durer dans ce qu'elle est et pour ce qu'elle représente [...] Plus révolutionnaire que ses devanciers sur le plan social, comme le veut la mode, la Nouvelle École l'est beaucoup moins sur le plan des idées fondamentales, en se montrant attachée aux valeurs catholiques. Un bon nombre de ses adeptes sortent d'ailleurs des mouvements d'Action catholique. Même s'ils laissent l'impression de ne pas savoir ce qu'ils veulent, ils sont à la recherche non pas d'un substitut au catholicisme comme facteur d'orientation de notre vie nationale, mais d'un approfondissement de ces valeurs. Cela est excellent en soi, mais pour qui n'est pas sûr de son affaire, il arrive qu'en voulant approfondir, on défonce et on ruine.<sup>93</sup>

Cette citation illustre comment les traditionalistes jugent la vacuité du discours des jeunes de *Cité libre* et du *Devoir*<sup>94</sup>. Mais qu'en est-il réellement ? Résumons ainsi : ces jeunes intellectuels se positionnent eux-mêmes à la gauche du spectre politique, tout en affichant une méfiance à l'égard de certains aspects du traditionalisme tels que la primauté accordée au rôle social de l'Église dans l'organisation de la société, le laissez-faire politique en matière de sécurité sociale, les fondements agriculturistes et ruralistes de l'idéologie conservatrice, mais aussi le discours « alarmiste » relatif à la majorité anglophone canadienne. Des penseurs tels que Pierre Elliott Trudeau et Gérard Pelletier affichent clairement un sens aigu de la justice sociale, voyant d'un œil positif les programmes sociaux du gouvernement fédéral. Pour les représentants de ce groupe, le développement de l'État-providence est au cœur du projet de renouvellement du fédéralisme canadien, où la centralisation représente un processus nécessaire à la réalisation d'un nouvel ordre politique altruiste centré sur l'égalité des chances. Qui plus est, l'opposition entre les

---

<sup>93</sup> François-Albert Angers, « Le grève de l'amiante I », *L'Action nationale*, septembre 1957, p. 10-11.

<sup>94</sup> Sur le sujet, voir : Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution: liberalism versus neo-nationalism*, 1945-1960, Kingston, McGill-Queens's University Press, 1985, 366 p.

nationalistes autonomistes et les fédéralistes centralisateurs s'apparente à une crise générationnelle où il est difficile de créer des ponts entre « anciens » et « modernes ».

Dans ce contexte, Angers joue le rôle ingrat de médiateur, tentant de tempérer les oppositions publiques qui affaiblissent dangereusement le mouvement nationaliste. Cette fracture témoigne d'ailleurs de l'érosion de l'idéal traditionaliste et de la difficulté qu'ont les militants plus âgés à inculquer leurs valeurs aux jeunes, auprès des membres de la « Nouvelle École », mais également auprès de la frange néo-nationaliste qui fait son apparition au courant de la décennie 1950<sup>95</sup>. De plus, par son statut de leader, le professeur des HEC est pris à parti par de nombreux intellectuels et il se voit notamment engagé dans plusieurs débats auxquels il témoigne une attention variable. Néanmoins, Angers ne peut éviter la confrontation directe avec deux poids lourds de la pensée fédéraliste centralisatrice: George-Henri Lévesque et Pierre Elliott Trudeau.

### *L'affrontement Angers-Lévesque*

Le premier affrontement étudié oppose Angers au père dominicain George-Henri Lévesque (1903-2000), fondateur de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval et auteur d'une œuvre sociologique marquée par la critique sociale de la société duplessiste<sup>96</sup>. L'origine de cette querelle réside dans la publication du rapport de la

---

<sup>95</sup> Pascal Ryan, *Op. Cit.*, p. 274-278. Selon Ryan, au sein de la Ligue d'action nationale, des personnalités comme André Laurendeau, Pierre Laporte et Jean-Marc Léger peuvent être associées à la frange néo-nationaliste. Limitée, l'influence du néo-nationalisme grandit rapidement au tournant de la décennie 1960 et finit par recouper divers milieux intellectuels, politiques et artistiques. Mentionnons que les fondements idéologiques du néo-nationalisme seront intégrés au discours indépendantiste durant la décennie 1960.

<sup>96</sup> Sur le discours moderniste de George-Henri Lévesque, on consultera l'étude suivante : Jules Racine Saint-Jacques, *L'engagement du père Georges-Henri Lévesque dans la modernité canadienne-française, 1932-1962. Contribution à l'histoire intellectuelle du catholicisme et de la modernité au Canada français*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2015, 454 p.



Commission Massey, au sein de laquelle Lévesque œuvra à titre de commissaire<sup>97</sup>. S'il est plus âgé que la majorité des représentants de la « Nouvelle école », Lévesque partage néanmoins leur point de vue sur bon nombre de questions.

D'emblée, les hostilités sont lancées par le Père Lévesque. Celui-ci critique de manière véhémement le mémoire produit par la Ligue d'action nationale et déposé durant les travaux de la Commission Massey<sup>98</sup>. Il juge notamment que le nationalisme traditionnel serait trop porté vers le sentimentalisme, ce qui empêcherait ses penseurs de voir au-delà de la politique du complot tout projet social émanant du gouvernement central<sup>99</sup>. Qui plus est, Lévesque critique les nationalistes de la Ligue d'action nationale, en accusant ses leaders de ne proposer aucune solution de compromis en vertu des politiques de subventions proposées par Ottawa. Lévesque estime que le « nationalisme étroit d'esprit et sentimentaliste » constitue un obstacle au développement des universités et des institutions d'éducation supérieure au Québec et paralyse toute initiative novatrice<sup>100</sup>. Il pointe également du doigt le fait que le gouvernement québécois « asphyxie » le monde universitaire par ses politiques frileuses en matière de financement et par ses manœuvres politiques douteuses qui ont « détruit plus d'une carrière »<sup>101</sup>. Pour Lévesque, le nationalisme traditionnel est la principale cause de la stagnation du Canada français.

---

<sup>97</sup> Jules Racine Saint-Jacques, *Op. Cit.* Durant la commission, la Ligue d'action nationale déposa un mémoire aux commissaires afin de leur faire part des positions de ses membres. Le mémoire insiste notamment sur le fait que la culture est une prérogative des gouvernements provinciaux, tels qu'en ferait foi l'AANB de 1867, et que le gouvernement fédéral n'a ni les compétences constitutionnelles nécessaires et ni l'autorité morale afin de s'ingérer dans ce domaine d'intervention.

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 346. Le mémoire en question porta la signature d'André Laurendeau, Richard Arès, François-Albert Angers et Jacques Perrault

<sup>99</sup> François-Albert Angers, « Patriotisme et raison. Par où pêchons-nous? Excès de sentimentalisme ou de réalisme? », *L'Action nationale*, novembre-décembre 1958, p. 98-108.

<sup>100</sup> « lettre de George-Henri Lévesque à François-Albert Angers », n.d. [~1953], cité dans Jules Racine Saint-Jacques, *Op. Cit.*, p. 380.

<sup>101</sup> *Ibid.*

Or, Angers est l'un des premiers intellectuels à répliquer aux conclusions du rapport Massey. Dans une série d'articles publiés dans *L'Action nationale* entre 1951 et 1954, il procède à une critique des orientations du père Lévesque. Entre autres, il dénonce féroce le programme fédéral de subventions aux universités, qui mènerait à une ingérence outrancière du gouvernement fédéral dans le domaine de l'éducation, un champ de compétences exclusivement dévolu aux provinces :

Le rapport ne constitue qu'un renouvellement des manœuvres centralisatrices. Au lieu de faire porter l'attaque sur le front, l'école primaire, on lance une attaque de flanc, avec manœuvre d'enveloppement, en parlant de culture en général au lieu d'école, en essayant de faire éclater la notion de culture et de confiner le champ d'action provincial à l'enseignement primaire, en suggérant l'intervention fédérale par la tête (l'université et l'enseignement secondaire).<sup>102</sup>

Angers ne comprend pas comment Lévesque, un érudit canadien-français catholique, a pu consentir à ces recommandations sans tenir compte des risques politiques associés à une telle entreprise. Pour le professeur des HEC, « les subsides conduisent graduellement aux suggestions, aux influences, aux interventions et finalement au contrôle »<sup>103</sup>. Flairant un « sombre complot », Angers soutient que le rapport Massey prône un nouveau patriotisme pancanadien, inculqué à la jeunesse par le biais des institutions scolaires :

Derrière le plaidoyer du rapport Massey se dissimule un acte d'accusation maintes fois formulé par de nombreux centralisateurs : nos institutions privées d'enseignement ont failli à leur devoir de créer un sens civique canadien et un patriotisme canadien. Il faudra nécessairement que le gouvernement fédéral se mette de la partie pour contrecarrer la déformation

---

<sup>102</sup> François-Albert Angers, « Deux modèles d'inconscience : le Premier Saint-Laurent et le Commissaire Lévesque », *L'Action nationale*, novembre 1951, p. 198.

<sup>103</sup> *Ibid.*

provincialiste, pour corriger l'enseignement de l'histoire donnée par la province de Québec, où on enseigne la haine de l'Anglais.<sup>104</sup>

En ce sens, les subventions fédérales aux universités risquent d'affaiblir le caractère national des hautes institutions du savoir, dans un contexte difficile où « le mépris où l'on tient le travail intellectuel chez nous est total et peu favorable au développement d'un milieu universitaire »<sup>105</sup>. Le monde de l'éducation supérieure constitue ainsi un bastion dont il faut défendre l'intégrité morale, afin d'assurer le droit collectif de « construire des institutions politiques et sociales conformes à notre génie [...] pour protéger et perpétuer des traditions françaises », mais surtout « pour nous permettre de créer un milieu plus favorable à la réalisation du salut éternel, que des traditions religieuses nous invitent à placer au premier plan de nos préoccupations »<sup>106</sup>.

En somme, la proposition d'un financement fédéral des universités constitue une « trahison impardonnable » du père Lévesque, puisque l'humanisme « dont se gargarisent les commissaires ne sert qu'à faire avancer l'hégémonie anglo-protestante et antireligieuse au Canada »<sup>107</sup>. La série d'articles que publie Angers dans *L'Action nationale* pose donc le problème de l'ingérence fédérale dans le domaine de l'éducation dans une perspective autonomiste de défense des idéaux culturels traditionnels.

À la suite de cette série d'articles, Angers et Lévesque s'échangent quelques lettres, la plupart portant sur le rapport Massey. Dans une lettre datée de février 1955, Angers

---

<sup>104</sup> François-Albert Angers, « Les raisonnements fallacieux du rapport Massey I. Éducation et culture », *L'Action nationale*, décembre 1951, p. 249.

<sup>105</sup> François-Albert Angers, « Les solutions du rapport Massey III. À qui la faute ? », *L'Action nationale*, mai 1952, p. 284.

<sup>106</sup> François-Albert Angers, « Les solutions du rapport Massey I. Un problème mal posé », *L'Action nationale*, février 1952, p. 13.

<sup>107</sup> Jules Racine Saint-Jacques, *Op. Cit.*, p. 374.

reprend les conclusions d'une étude menée par *L'Action nationale* en soulignant que le processus de centralisation est indiscutablement en marche depuis 1945, en vertu des nombreux pouvoirs que s'est attribués le gouvernement fédéral et du changement de paradigme qui s'est opéré au niveau des relations fédérales/provinciales. Il en vient à la conclusion que les ententes individuelles des provinces avec le fédéral, sur la question de la fiscalité et des subventions, trahissent le caractère originel du fédéralisme canadien et « menace de mener la fédération sur la voie du séparatisme »<sup>108</sup>! Face à ces dires, le père Lévesque rappelle son combat mené contre Duplessis pour maintenir une liberté intellectuelle à l'Université Laval. Il souligne que devant le manque d'engagement financier du provincial, il n'a d'autres choix que de se tourner vers Ottawa afin de trouver une « oreille attentive »<sup>109</sup>. En guise de réponse, Angers stipule que Lévesque et les représentants de la « Nouvelle École » souffrent « d'un complexe d'infériorité face aux autres groupes nationaux », se traduisant par une « honte de leur milieu d'origine » et par une « affinité idéologique avec les volontés centralisatrices et assimilatrices d'Ottawa »<sup>110</sup>. Il ajoute que les rédacteurs du rapport Massey ont omis d'inclure des données sérieuses sur les retombées financières de l'intrusion fédérale dans le domaine culturel<sup>111</sup>. À terme, cette ingérence pourrait avoir des coûts insoupçonnés et risque de priver la province de précieux deniers qu'elle pourrait elle-même gérer et distribuer. Dans une ultime lettre, Lévesque juge qu'Angers est aveuglé par la doctrine traditionaliste et qu'il arbore une vision tronquée

---

<sup>108</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0017, « lettre de François-Albert Angers à George-Henri Lévesque », 3 février 1955.

<sup>109</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0017, « lettre de George-Henri Lévesque à François-Albert Angers », 25 février 1955.

<sup>110</sup> François-Albert Angers, « Patriotisme et raison. Par où pêchons-nous? Excès de sentimentalisme ou de réalisme? », *Op. Cit.*, p. 108.

<sup>111</sup> *Ibid.*

de la centralisation administrative du gouvernement fédéral<sup>112</sup>. Il estime que là où le gouvernement ne cherche qu'à simplifier et à améliorer le cadre de vie des citoyens, Angers ne voit qu'un épouvantail assimilationniste.

À la fin des années 1950, l'affrontement entre les deux intellectuels est terminé, malgré quelques références d'Angers sur « la fourberie » du rapport Massey<sup>113</sup>. Lévesque restera sourd à ces accusations et s'envolera d'ailleurs vers le Rwanda pour y entreprendre une mission éducative. Néanmoins, cette confrontation représente un épisode éclairant sur la transition idéologique opérée dans le milieu francophone. Issus de la même génération, Angers et Lévesque défendent des visions diamétralement opposées du fédéralisme. Cette opposition sera d'ailleurs au cœur d'une deuxième querelle entre l'économiste des HEC et le poids lourd intellectuel Pierre Elliott Trudeau.

#### *L'affrontement Angers-Trudeau*

Trudeau est sans contredit le représentant par excellence de la « Nouvelle École ». Avocat de formation, brillant intellectuel et « Citizen of the world » autoproclamé<sup>114</sup>, Trudeau est l'un des fondateurs de la revue *Cité libre* et compte parmi les opposants les plus farouches du duplessisme et du nationalisme conservateur<sup>115</sup>. Dans le cas qui nous concerne, la confrontation qui oppose Trudeau à Angers se déroule de 1951 à 1957, et se déploie dans les pages de *Cité libre* et de *L'Action nationale*.

---

<sup>112</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0019, « lettre de George-Henri Lévesque à François-Albert Angers », 27 avril 1957.

<sup>113</sup> François-Albert Angers, « Par où pêchons-nous? Excès de sentimentalité ou de réalisme? », *L'Action nationale*, novembre 1958, p. 98-108.

<sup>114</sup> Max et Monique Nemni, *Trudeau transformed: The shaping of a Statesman 1944-1965*, Toronto, McClelland & Stewart, 2011, p. 13.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 78.

Le début des hostilités concorde avec la publication du premier numéro de *Cité libre*, en juin 1950, dans lequel Trudeau signe un réquisitoire intitulé « Pour une politique fonctionnelle » contre le *statu quo* politique et social ambiant dans la province de Québec. Dans ce texte, il procède à une attaque en règle contre le nationalisme traditionnel, mettant en relief ses fondements idéologiques réactionnaires, autoritaires et populistes :

Je me demande si le Canada français n'est pas engagé sur cette route sans issue. Les uns s'assurent le pouvoir en défendant le peuple contre des dangers souvent imaginaires. Les autres attachent leurs ouailles en brandissant des menaces de perdition éternelle. On paraît beaucoup moins soucieux de gagner des amis que de dénoncer des ennemis: communistes, anglais, juifs, impérialistes, centralisateurs, démons, libres penseurs, et que sais-je.<sup>116</sup>

Désirant faire table rase d'un passé jugé encombrant, Trudeau critique les fondements « dépassés » du nationalisme autonomiste. Ainsi, seuls valent la peine d'être considérés le fait chrétien et français, tout le reste méritant d'être « jeté aux orties »<sup>117</sup>. Devant l'immobilisme, il prône une liquidation des lieux communs traditionnels : « renversons les totems, enfreignons les tabous. Ou mieux, considérons-les comme non venus. Froidement, soyons intelligents »<sup>118</sup>. Trudeau juge que « c'est seulement le jour où la province se sera acquittée avec efficacité et clairvoyance des tâches qui lui incombent, qu'elle sera en posture de refuser au gouvernement central le droit de suppléer à ces manquements »<sup>119</sup>.

Ces arguments tournant autour de l'inefficacité des politiques autonomistes, de la désuétude de la pensée traditionaliste et de l'autoritarisme duplessiste composent l'essentiel du discours trudeauiste en matière de critique sociale. *De facto*, la revue *Cité*

---

<sup>116</sup> Pierre Elliott Trudeau, « Pour une politique fonctionnelle », *Cité libre*, vol. 1, no. 1, juin 1950, p. 20.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>118</sup> *Ibid.*

<sup>119</sup> *Ibid.*

*libre* devient rapidement l'ennemie naturelle de *L'Action nationale* et de François-Albert Angers, qui est ciblé à plusieurs reprises par le futur premier ministre du Canada. Néanmoins, c'est dans l'introduction du livre *La grève de l'amiante*, publié en 1956, que Trudeau synthétise sa pensée sur le sujet<sup>120</sup>. Il critique alors la faiblesse des politiques duplessistes, dénuées d'un cadre stratégique de planification économique, d'une mobilisation collective de l'épargne, de sociétés d'États (sauf pour l'hydroélectricité) et qui sont axées sur la valorisation des capitaux étrangers via l'exploitation des richesses naturelles. Il dénonce également les politiques de Duplessis en matière de relations de travail, marquées par la répression des mouvements ouvriers. Enfin, il critique avec véhémence l'accointance entre le gouvernement et la religion, l'Église catholique étant accusée d'immobilisme et d'aveuglement volontaire. Trudeau procède ainsi à une critique circonscrite autour du nationalisme traditionnel, accusé d'être à la source du monolithisme idéologique au Québec et assimilé à une pensée extrémiste, dangereuse et rétrograde. Devant ces récriminations, les nationalistes venaient de trouver en Trudeau un ennemi à abattre. Quant à Angers, en tant que président de la Ligue d'action nationale, il se devait de réagir fortement aux attaques portées par le citélibriste.

La réplique est ambitieuse : Angers décide de procéder à une analyse critique de *La Grève de l'amiante* dans une série d'articles publiés dans *L'Action nationale* entre 1956 et 1958. L'objectif de cette manœuvre est de démontrer que l'analyse de Trudeau présente des raccourcis intellectuels et une mauvaise foi « caractéristique d'une jeunesse socialiste

---

<sup>120</sup> Pierre Elliott Trudeau, « Introduction », dans Pierre Elliott Trudeau (dir.), *La grève de l'amiante*, Montréal, Éditions Cité libre, 1956, p. 6-35.

qui n'a pas digéré les idéologies qui l'entourent »<sup>121</sup>. D'emblée, l'économiste voit en Trudeau « le modèle type de la Nouvelle École » qui offre un condensé « des idées de gauche qui pullulent depuis des années »<sup>122</sup>. Pour lui, *Cité libre* est trop influencée par des penseurs étrangers – notamment les personnalistes français Emmanuel Mounier et Jacques Maritain –, provoquant une distorsion interprétative liée à la condition sociale canadienne-française. La philosophie personnaliste de *Cité libre*, que partage pourtant Angers dans une certaine mesure, fait « qu'ils ne conçoivent l'homme qu'en terme d'humanité et non de nationalité » et qu'ils versent dans un « angélisme de gauche »<sup>123</sup>. Ce que Trudeau perçoit comme une forme de monolithisme idéologique, Angers y voit plutôt une forme d'idéologie en constante évolution tentant de s'articuler aux besoins de la collectivité. Il se demande si Trudeau « peut vraiment penser que 3-4 générations de leaders nationalistes se seraient trompées sur toute la ligne, durant si longtemps ? »<sup>124</sup>. La grande faiblesse du discours trudeauiste résiderait dans le fait que ce dernier omet de considérer le contexte politique historiquement défavorable du Canada français dans la fédération canadienne. On en arrive ici à l'une des différences fondamentales du point de vue de l'interprétation de la philosophie personnaliste, entre sa variante traditionaliste et sa variante moderniste (trudeauiste), soit son rapport au passé. Si pour Angers et pour Trudeau « la personne est un être avant tout spirituel et c'est en cela que réside le fondement de sa dignité éminente au sein de la Création »<sup>125</sup>, il n'en demeure pas moins que pour le second, tout individu

---

<sup>121</sup> François-Albert Angers, « Pierre Elliott Trudeau et La grève de l'amiante I. Réflexions préliminaires », *L'Action nationale*, septembre 1957, p. 10.

<sup>122</sup> *Ibid.*

<sup>123</sup> *Ibid.*

<sup>124</sup> François-Albert Angers, « Pierre Elliott Trudeau et La grève de l'amiante II. Confusion et généralisations hâtives », *L'Action nationale*, octobre 1957, p. 87.

<sup>125</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2008, p. 88.



« demeure fondamentalement libre de disposer comme il l'entend de cet héritage qui, au contraire de la conception groulxiste, ne saurait prendre la figure d'une autorité qui engage l'homme face aux générations passées et futures »<sup>126</sup>. Ainsi, selon Dominique Foisy-Geoffroy, « poussé assez loin, l'esprit moderne peut cependant en arriver à valoriser à tel point l'apport de l'individu à la civilisation que celle-ci s'éclipse presque devant la construction du réel par la raison humaine »<sup>127</sup>. Cette interprétation de la philosophie personnaliste est d'ailleurs au cœur de l'affrontement Angers-Trudeau.

En novembre 1957, Angers étoffe sa critique. Il soutient que Trudeau arbore « une attitude britannisante de négation de l'existence culturelle du Canada français », dû au fait que le citélibriste aurait un complexe d'infériorité le poussant à prendre parti contre sa patrie<sup>128</sup>. Interprétant le nationalisme tel une « mythologie de la survivance », Trudeau ferait preuve d'une « spectaculaire mauvaise foi et d'une inculture profonde » liée aux fondements du discours nationaliste contemporain, à mille lieues des thèses du 19<sup>e</sup> siècle auxquelles il fait référence<sup>129</sup>. C'est dans cet état d'esprit que l'auteur de *Cité libre* associerait le nationalisme au populisme, faisant des amalgames boiteux entre le duplessisme et le discours nationaliste<sup>130</sup>. Dans le même article, Angers emprunte les sentiers économiques tracés par Trudeau dans sa critique du nationalisme, qu'il accuse d'être à l'origine du retard historique du Québec par rapport au reste du Canada. L'économiste souligne l'inexactitude de cette thèse, le « retard » économique du Québec

---

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>127</sup>

<sup>128</sup> François-Albert Angers, « Pierre Elliott Trudeau et La grève de l'amiante III. Les défauts de notre société », *L'Action nationale*, novembre 1957, p. 299.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 299-301.

<sup>130</sup> *Ibid.*, p. 305-306.

s'expliquant par l'arrivée tardive des idées économiques dans les milieux financiers, et le déploiement industriel du Québec ayant suivi « *grosso modo* les mêmes tendances que l'Ontario et le Nord-Est américain »<sup>131</sup>. Angers en conclut que les opinions de Trudeau trahissent sa pensée centralisatrice « aux accents socialistes », lui qui « s'affirme pourtant comme étant un chantre de la liberté d'action des provinces »<sup>132</sup>.

Trudeau réagit tardivement aux propos d'Angers et réitère son opinion sur le monolithisme idéologique au Québec, accusant la Ligue d'action nationale d'en être responsable<sup>133</sup>. Il précise aussi sa pensée fédéraliste, spécifiant que la centralisation constitue un modèle de gestion administrative et non une matrice culturelle unificatrice<sup>134</sup>. Il maintient également ses positions sur le dossier duplessiste, jugeant que le nationalisme a mauvaise presse auprès des jeunes dues aux liens entretenus entre le pouvoir unioniste et la Ligue d'action nationale. Trudeau touche d'ailleurs ici une corde sensible mettant en relief la faiblesse du mouvement nationaliste des années 1950, soit son amalgame à l'Union nationale<sup>135</sup>.

Angers n'est pas sourd aux critiques de Trudeau. Le professeur des HEC reconnaît que le Canada français est en transition, notamment en vertu du « relâchement des mœurs et de l'attachement moins solide aux vertus traditionnelles »<sup>136</sup>. Il reconnaît que les politiques duplessistes ont pu constituer un frein à l'intégration des jeunes au sein du mouvement nationaliste, par l'association qui prévalait entre les deux. Toutefois, il persiste

---

<sup>131</sup> *Ibid.*

<sup>132</sup> *Ibid.*

<sup>133</sup> Pierre Elliott Trudeau, « L'aliénation nationaliste », *Cité libre*, no. 35, mars 1961, p. 3-5.

<sup>134</sup> Pierre Elliott Trudeau, « À propos de domination économique », *Cité libre*, no. 21, mai 1958, p. 7-16.

<sup>135</sup> François-Albert Angers cité dans Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 85-86.

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 15-16.

dans sa critique des positions trudeauistes sur le « fédéralisme socialisant ». Le professeur des HEC perçoit dans le discours de Trudeau une finalité hermétique, voulant que l'histoire débouche naturellement sur le socialisme<sup>137</sup>. D'ailleurs, il décrit le citélibriste comme un « catholique qui s'ignore et qui se croit socialiste, mais qui n'a pas digéré les ouvrages sur le sujet » et qui fait preuve d'une « étroitesse d'esprit remarquable »<sup>138</sup>. Il clôt le dossier en affirmant que *Cité libre* est « un bateau qui chasse sur ses propres ancres », ses animateurs étant des héritiers de la grande tradition intellectuelle canadienne-française qui ne devraient pas tourner le dos à leur passé<sup>139</sup>. Quant à Trudeau, il continuera à pointer du doigt la Ligue d'action nationale, mais ses références à Angers demeureront rares.

Comme on le constate, le thème de la centralisation fédérale est une question sensible pour les nationalistes de la période duplessiste. D'un point de vue politique et culturel, il s'agit d'un phénomène complexe et influent dans le devenir des collectivités nationales du Canada, d'où la fermeté des discours proposés par les penseurs de l'époque. François-Albert Angers se révèle d'ailleurs être le grand spécialiste de la centralisation dans le Québec des années 1950, aucun auteur n'ayant écrit autant que lui sur cette question<sup>140</sup>. Le discours nationaliste, appuyé sur des thèses solides, pouvait désormais emprunter les sentiers de l'économie grâce aux réflexions proposées par Angers dans le

---

<sup>137</sup> François-Albert Angers, « Pierre Elliott Trudeau et la grève de l'amiante V. Mais ils n'étaient pas socialistes », *L'Action nationale*, mai 1958, p. 572.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 584.

<sup>139</sup> François-Albert Angers, « Pierre Elliott Trudeau et la grève de l'amiante VI », *L'Action nationale*, septembre 1958, p. 54.

<sup>140</sup> Ce fait est d'ailleurs attesté par la publication du collectif *Essai sur la centralisation* au terme de la décennie, qui fut dirigé par Angers et qui constitue la synthèse d'une pensée critique dont les assises reposent sur des fondements scientifiques et théoriques. François-Albert Angers, Pierre Harvey et Jacques Parizeau (dir.), *Essai sur la centralisation : Analyse des principes et perspectives canadiennes*, Montréal, Presses de l'Écoles des Hautes Études Commerciales, 1960, 331 p.

célèbre Rapport Tremblay. Jusqu'alors, jamais un économiste n'avait apporté d'éléments si percutants permettant de contredire précisément les thèses centralisatrices d'Ottawa.

#### **4.3 Points de vue économiques sur la centralisation**

Le Rapport Tremblay est une pièce centrale de l'histoire intellectuelle québécoise<sup>141</sup>. Ce document historique permet de comprendre les finalités de la réflexion traditionaliste, mais aussi la manière dont ses tenants entrevoient le devenir de la nation canadienne-française dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Le rapport est d'autant plus intéressant que certaines de ses recommandations économiques et politiques ont été adoptées par le gouvernement libéral de Jean Lesage durant la Révolution tranquille<sup>142</sup>. Néanmoins, le Rapport Tremblay constitue également un testament, dû au conservatisme de ses artisans en ce qui a trait aux questions sociales et culturelles, en lien avec la prééminence accordée au rôle de l'Église et de la religion dans l'organisation de la société.

En somme, la contribution de François-Albert Angers dans le Rapport Tremblay recoupe deux tendances, modernistes et conservatrices. Ses propositions en matière de réformes constitutionnelles traduisent sa double vocation d'économiste et de nationaliste : la première étant portée vers des considérations pragmatiques et la seconde reposant sur une conception confessionnelle du Canada français privilégiant l'autonomie socioéconomique du gouvernement québécois. Dans cette section, nous analysons la contribution d'Angers au Rapport Tremblay sur les questions du keynésianisme, de la fiscalité, de la sécurité sociale et des liens entre le pouvoir politique et financier. Nous

---

<sup>141</sup> Sur le Rapport Tremblay, voir : Dominique Foisy-Geoffroy, « Le Rapport de la Commission Tremblay (1953-1956), testament politique de la pensée traditionaliste canadienne-française », *Op. Cit.*

<sup>142</sup> Michel Sarra-Bournet, « La société civile devant la Commission Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no. 1, automne 2007, p. 47-48.

démontrons que son expertise lui permet de critiquer profondément les thèses économiques centralisatrices du gouvernement fédéral.

#### 4.3.1 Centralisation et keynésianisme

Le keynésianisme est une théorie économique développée par l'économiste anglais John Maynard Keynes durant la Grande dépression<sup>143</sup>. Haut fonctionnaire au Trésor, Keynes publie l'ouvrage *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* en 1936, dans lequel il explique les fondements de sa conception d'une économie encadrée par les gouvernements et opposée aux excès du capitalisme<sup>144</sup>. Le keynésianisme articule une vision dans laquelle l'État joue un rôle prépondérant dans l'économie d'un pays :

L'État doit intervenir pour corriger les maux engendrés par l'économie de marché: fluctuations de l'activité économique, chômage, inégalités de revenus inacceptables, pauvreté [...] l'État a la responsabilité d'assurer le plein emploi, la stabilité économique et une juste répartition des revenus [...] L'État-providence, qu'en anglais on appelle le *Welfare State*, pour désigner la conjonction et l'articulation entre les politiques économiques et les politiques sociales, est né. Les « trente glorieuses » commencent.<sup>145</sup>

Bien qu'elle ait beaucoup évolué depuis sa conceptualisation initiale, la théorie keynésienne originale repose fondamentalement sur trois éléments centraux qui permettent de la distinguer des autres doctrines économiques :

- 1- L'économie peut se trouver en situation de blocage dans des régimes où la demande globale est insuffisante;
- 2- Le chômage de masse est essentiellement un chômage *involontaire* (les chômeurs seraient prêts à travailler pour un salaire inférieur ou égal au salaire actuellement versé à ceux qui ont un emploi);

---

<sup>143</sup> Sur Keynes, voir : Bernard Gazier, *John Maynard Keynes*, Paris, éditions PUF, 2009, 128 p.; Bernard Maris, *Keynes ou l'économiste citoyen*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1999, 98 p.

<sup>144</sup> John Maynard Keynes, *The General Theory of Employment, Interest, and Money*, Cambridge, Cambridge University Press, 1936, 407 p.

<sup>145</sup> Gilles Dostaler et Frédéric Hanin, « Keynes et le keynésianisme au Canada et au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, no. 2, automne 2005, p. 153-154.

### 3- La monnaie joue un rôle essentiel dans les ajustements macroéconomiques.<sup>146</sup>

À la suite de l'effondrement économique des années 1930, le keynésianisme privilégie une « politique de stabilisation activement menée par les pouvoirs publics »<sup>147</sup>. Le but visé : augmenter substantiellement les dépenses du secteur public et réduire les impôts afin de stimuler la demande et de sortir les secteurs de la production et de l'emploi de la récession<sup>148</sup>. Or, le Canada fut l'un des premiers pays à s'engager dans le keynésianisme, grâce, entre autres, à l'influence d'universitaires ontariens<sup>149</sup>. Le Canada anglais fut d'ailleurs beaucoup plus sensible à l'égard du keynésianisme que le Canada français, qui compta peu d'adeptes de cette théorie jugée « obscure et trop théorique »<sup>150</sup>. L'un des principaux motifs de cette méfiance est que cette théorie s'harmonise au mouvement de centralisation fédérale. En effet, par le biais du rapatriement de certains domaines d'intervention, le gouvernement central est en mesure d'avoir une très grande influence dans la régulation du développement économique, d'où la crainte des nationalistes.

Dans les annexes qu'il rédige dans le Rapport Tremblay, Angers procède à une critique méticuleuse du keynésianisme à l'égard duquel il demeurera un éternel sceptique, comme il le rappellera lui-même à la fin de sa vie :

Dans l'économie, à un moment de l'histoire économique qui appelait de toute urgence l'application de la doctrine sociale de l'Église est arrivée la pensée keynésienne qui a tout submergé. Minville n'y voyait pas grand-chose de bon, et moi non plus. [...] Dans cette perspective, la révolution keynésienne nous

---

<sup>146</sup> Nicolas Piluso, « Le rôle de l'incertitude dans la théorie du chômage de Keynes », *Cahiers d'économie politique*, vol. 1, no. 52, 2007, p. 105-114.

<sup>147</sup> Sylvie Rivot, « La politique de l'emploi dans les écrits politiques de Keynes (1930-1939), *L'Actualité économique*, vol. 79, no. 1-2, juin 2003, p. 133-134.

<sup>148</sup> *Ibid.*

<sup>149</sup> Gilles Dostaler et Frédéric Hanin, *Op. Cit.*, p. 156-159. De nombreux étudiants ontariens ayant étudiés dans les universités anglaises ont été influencés par les écrits de Keynes qui étaient au cœur des formations offertes aux futurs économistes au début des années 1940.

<sup>150</sup> *Ibid.*

paraissait comme une tentative quasi désespérée, compte tenu de l'état d'esprit des années trente, de sauver les intérêts du capitalisme.<sup>151</sup>

Angers adresse de nombreuses critiques au keynésianisme. D'emblée, il juge que cette théorie est peu novatrice, car « par rapport à la théorie [libérale] classique, elle n'est révolutionnaire que dans ses conclusions. Autrement dit, en appliquant la méthode des classiques, Keynes aboutit aux conclusions interventionnistes de la nouvelle théorie économique »<sup>152</sup>. Angers juge que Keynes demeure fondamentalement rattaché à la méthode libérale, fondée sur des « observations générales plus que sur des études minutieuses des faits » et qu'en fin de compte, « il est abstrait, statique et déductif »<sup>153</sup>. Les observateurs contemporains auraient ainsi mal jugé la pertinence de la théorie keynésienne, celle-ci cherchant surtout à prévoir des mouvements économiques à partir de données volatiles. Keynes aurait fait « intervenir, dans sa construction, les anticipations des agents économiques, au lieu de raisonner sur des résultats acquis » et « les keynésiens, dont Gottfried Haberler, admettent eux-mêmes le caractère fixe de la théorie keynésienne »<sup>154</sup>. Cette école de pensée s'inscrirait ainsi à l'intérieur du classicisme puisque par des procédés identiques, elle aboutit à des conclusions contraires, en lien avec le contrôle des marchés et de l'emploi<sup>155</sup>. Dans cette perspective, la théorie de Keynes, « si elle était valable, aurait l'avantage d'une explication générale exprimée en des termes simplifiés, systématiques, cohérents et, par suite, susceptibles de faciliter les politiques interventionnistes »<sup>156</sup>.

---

<sup>151</sup> Jean-Marc Léger, *Op. Cit.*, p. 24-25.

<sup>152</sup> François-Albert Angers, *La centralisation et les relations fédérales-provinciales*, *Op. Cit.*, p. 139-140.

<sup>153</sup> *Ibid.*

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 140.

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> *Ibid.*, p. 141.

Or, pour Angers, toute ingérence de l'État menace directement la liberté individuelle et la capacité d'action des citoyens. Le Canada, qui est historiquement un pays possédant une organisation économique de type libérale, se doit de préserver une certaine imperméabilité à l'égard des théories économiques interventionnistes<sup>157</sup>. Or, depuis la fin des années 1930, le gouvernement fédéral procède à une vaste reconfiguration de son modèle opérationnel, en devenant l'un des premiers pays occidentaux à se convertir de manière systémique au modèle de gouvernance keynésien. Selon Angers, c'est d'ailleurs en fonction de ces théories que découlent « les plans interventionnistes d'après-guerre des gouvernements anglo-saxons, dont le nôtre. Et ce sont ces plans qui ont servi de base aux propositions centralisatrices auxquelles notre système fédéral est en butte »<sup>158</sup>. La centralisation serait ainsi la principale manifestation de la reconfiguration keynésienne et constituerait la solution pour éviter la répétition d'une crise économique. C'est d'ailleurs cette proposition que mettent de l'avant les auteurs du Rapport Rowell-Sirois (1940), qui affichent une « volonté nette de centraliser les pouvoirs économiques, sociaux et fiscaux à Ottawa en vue d'éviter la répétition des événements de 1930 à 1934 »<sup>159</sup>. Néanmoins, ce besoin de sécurité aurait également engendré une perte d'autonomie pour les provinces et leurs citoyens puisque « sur le plan politique, il a abouti, au Canada, à un souverain mépris des valeurs politiques, tellement la satisfaction d'avoir trouvé enfin la clef de la stabilité économique dans des formules simples paraissait l'emporter sur toute considération »<sup>160</sup>. À l'instar de la plupart des économistes francophones de l'époque, Angers croit que la

---

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 165.

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 142. Il faut toutefois noter que le nationalisme d'Angers semble parfois « aveugler » son jugement à l'égard du keynésianisme, notamment en vertu de la vigueur de ses critiques qui laissent à penser que rien de bon ne peut être tiré de cette théorie économique.

<sup>159</sup> *Ibid.*, p. 165-166.

<sup>160</sup> *Ibid.*, p. 203-204.



politique keynésienne du plein emploi doit être appliquée avec prudence puisque « l'état de la théorie ne justifie pas les sacrifices de droits fondamentaux à ce nouveau dieu de notre époque, le plein emploi, et à son prophète, Keynes »<sup>161</sup>. En somme, on ne peut douter de l'opinion défavorable d'Angers à l'égard des théories keynésiennes. En vertu de ses vues, celui-ci procède alors à une fine analyse portant sur trois domaines essentiels de la réforme du gouvernement canadien : la fiscalité, la sécurité sociale et le domaine bancaire.

#### **4.3.2 La question fiscale**

##### *Bref historique des politiques fiscales au Canada*

La question fiscale est fondamentale dans le débat opposant les gouvernements québécois et canadien dans les années 1950. Faut-il d'ailleurs rappeler avec quelle ardeur le premier ministre Duplessis lutta pour convaincre ses propres ministres de la pertinence d'un impôt provincial sur le revenu<sup>162</sup>?

Or, jusqu'au début du 20<sup>e</sup> siècle, la tradition fiscale canadienne repose sur l'entente tacite que les impôts directs sont prélevés par les gouvernements provinciaux et que les impôts indirects sont réservés au fédéral<sup>163</sup>. La « donnée historique qui conditionne ce fait

---

<sup>161</sup> *Ibid.*, p. 226.

<sup>162</sup> Sur le sujet, voir notamment Robert Rumilly, *Maurice Duplessis et son temps. Tome 2 : 1944-1959*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1971, p. 189-195. Il faut dire que Duplessis n'avait jamais pardonné à son prédécesseur, Adélard Godbout, d'avoir abdicqué le pouvoir de taxation du Québec en échange de subventions fédérales. Afin de pallier cette erreur, un impôt sur le revenu des corporations fut instauré en 1947 et, en 1954, l'Assemblée législative du Québec vota en faveur d'un impôt sur le revenu des particuliers à hauteur de 15 % de celui prélevé par le gouvernement fédéral. Cette politique reposait sur des schèmes nationalistes, dus à l'importance que représentait l'impôt pour les Canadiens français dans le maintien de leurs traditions culturelles, politiques et sociales.

<sup>163</sup> En résumé, « seraient indirects, tous les impôts de vente au détail comme au gros, les impôts de fabrication, les impôts douaniers, les impôts sur les services (repas, spectacles, etc.), les impôts sur les transferts propriété mobilière et immobilière. Seraient directs, les impôts fonciers, les impôts sur le capital ou la valeur de la propriété en général, les impôts sur les différentes catégories de revenu. Cette division des impôts correspond à des circonstances économiques parfaitement définies : les impôts indirects sont perçus pendant le processus de production et les impôts directs sur les résultats de ce processus sous la forme du revenu courant ou accumulé (capital). Elle correspond aussi à des circonstances sociales importantes du point de vue de l'organisation fédérative, les impôts indirects portant plutôt sur les choses, ayant donc un caractère moins

réside dans les articles 91 et 92 de l'AANB », qui stipule que le gouvernement central possède « le droit de prélever des deniers par tout mode ou système de taxation, mais pas d'une façon absolue »<sup>164</sup>. C'est ainsi que les gouvernements provinciaux ont pu maintenir une autonomie fiscale relative jusqu'à la Première Guerre mondiale, au moment où « le gouvernement central songeât à prélever des impôts directs sous la forme d'une loi taxant les profits d'affaires pour la guerre (1916) et d'une autre dite loi de l'impôt de guerre sur le revenu (1917) »<sup>165</sup>. L'épisode de la guerre créa ainsi une ouverture dans le schème fiscal traditionnel. Durant les années 1930, c'est le double paradigme de la Crise économique et de l'arrivée des théories keynésiennes qui amène le gouvernement canadien à revendiquer une plus grande marge de manœuvre en matière de prélèvement d'impôts :

Si ce sont les difficultés financières de certaines provinces pendant la crise qui ont constitué la cause initiale du mouvement centralisateur en matière fiscale, de nouvelles théories sont venues se substituer à ces considérations dans l'esprit de nos gouvernants [...] Le gouvernement central s'est surtout appuyé sur une nouvelle méthode d'administration budgétaire et sur une nouvelle conception de la structure idéale des impôts [...] Les changements dans la théorie générale des finances publiques, auxquels le gouvernement du Canada a adhéré pendant un temps, constituent la principale raison pour laquelle il veut centraliser l'initiative fiscale. Les premières manifestations de cette orientation firent leur apparition dans le Rapport Sirois. Elles se sont ensuite accentuées, au cours de la guerre, à mesure que la conception keynésienne prenait de l'ampleur. En cela, le gouvernement canadien a suivi un courant général dans le monde anglo-saxon.<sup>166</sup>

---

personnel, moins privé et se prêtant à un contrôle plus facile en un plus petit nombre de points stratégiques, affectant aussi la forme des institutions d'une manière moins directe, moins immédiate ». François-Albert Angers, *Le problème fiscal et les relations fédérales-provinciales*, Québec, Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1956, annexe 5, p. 209.

<sup>164</sup> *Ibid.*, p. 5-6.

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 34-35. Angers notera qu'« en 1929, l'interventionnisme était si peu répandu qu'un auteur comme Von Mises, dans un exposé de théorie pure, pouvait nier qu'il puisse exister un système intermédiaire entre le capitalisme libéral et le socialisme ». C'est donc dire que le mouvement interventionnisme s'est effectué rapidement sur une période de quelques années, entre la Grande dépression et la Seconde Guerre mondiale.

Influencé par les économistes Alvin Hansen et Maurice Lamontagne, qui ont étudié les rapports entre le pouvoir politique et les questions fiscales, Angers affirme que le gouvernement canadien a accordé à la fiscalité une importance spéciale, voyant en elle un moyen de « réaliser un équilibre keynésien de l'économie »<sup>167</sup>. C'est dans cette optique qu'Ottawa aurait investi le champ de la fiscalité dans les années 1940, dû au contexte de la Deuxième Guerre mondiale et de ses « nécessités financières ». Le gouvernement central instaura donc, avec l'assentiment des provinces, un impôt fédéral sur le revenu des particuliers et des sociétés en échange de subventions annuelles fixes<sup>168</sup>. En 1947, le régime fiscal fédéral étend son emprise sur les droits de succession, ce qui est néanmoins refusé par les provinces de l'Ontario et du Québec qui voient dans cette réforme une menace à leur autonomie fiscale. Malgré cela, les bénéfices tirés des nouveaux impôts enrichissent les coffres de l'État central, puisque 56 % des recettes du fédéral en 1946 proviennent des impôts directs<sup>169</sup>. Enthousiaste, le gouvernement canadien semblait avoir trouvé une solution à toute éventuelle récession, par le biais d'un impôt prélevé à même les contribuables et qui permettait à l'État de bénéficier d'une marge de manœuvre étendue. Pour les nationalistes, cette politique fiscale voile cependant des desseins centralisateurs, qui s'inscrivent dans le mouvement entrepris par Ottawa quelques années auparavant :

La nouvelle théorie fiscale subit actuellement le sort de toutes les théories. C'est d'abord l'enthousiasme des découvreurs. Ceux qui ont le moins d'esprit critique estiment alors que tout est expliqué et réglé. C'est aussi la période de l'exploitation par les réformateurs politiques qui affectionnent les solutions extrêmes [...] au Canada, la nouvelle théorie fiscale est tombée à pic pour

---

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 37-40.

<sup>168</sup> La perception de ces impôts devait théoriquement durer seulement le temps de la guerre.

<sup>169</sup> François-Albert Angers, *La centralisation et les relations fédérales-provinciales*, *Op. Cit.*, p. 40. Il n'est donc pas surprenant que le gouvernement ait maintenu cet impôt après la fin de la guerre

répondre aux désirs de l'opinion centralisatrice. Elle est devenue autant un instrument de domination politique, qu'un gage de stabilité économique.<sup>170</sup>

Outre les théories fiscales keynésiennes et celles relatives au type d'impôts, le gouvernement canadien soulève un autre argument en faveur de la centralisation des impôts, soit celui de « l'incapacité financière des provinces à faire face à leurs besoins »<sup>171</sup>. Cette idée est d'ailleurs à la racine de la politique de péréquation (1957), reposant sur des versements effectués par le gouvernement central aux provinces moins nanties<sup>172</sup>. Pour expliquer ce débalancement de richesses, le Rapport Rowell-Sirois cite « des causes constitutionnelles (fiscales et monétaires), et pour certaines, des causes géographico-économiques reliées à la localisation des industries »<sup>173</sup>. Du fait que les provinces ne peuvent juridiquement posséder une banque centrale, leur pouvoir d'emprunt se trouve ainsi limité et celles-ci seraient incapables de faire face aux difficultés financières d'une crise<sup>174</sup>. Par le rapatriement du contrôle des impôts directs, Ottawa souhaite assurer une stabilité économique *A mari usque ad mare*:

Le rapport Sirois croit que l'impôt direct doit se substituer aux impôts indirects. Il veut transférer les impôts directs au gouvernement central pour que celui-ci puisse s'en servir à ses fins habituelles, généralement couvertes par des impôts indirects, et pour de nouvelles charges sociales que les provinces lui transmettront. Ce qui aurait été logique au rapport Sirois de dire, c'est que la plus grande partie des difficultés financières des provinces venait de leur obstination à ne pas exploiter à fond les impôts à leur disposition.<sup>175</sup>

---

<sup>170</sup> François-Albert Angers, *Le problème fiscal et les relations fédérales-provinciales*, Op. Cit., p. 83.

<sup>171</sup> *Ibid.*, p. 174. Les politiques fiscales canadiennes ont notamment été influencées par les politiques américaines du *New Deal* de Roosevelt, où l'on chercha à trouver une alternative aux dépressions engendrées par les variations négatives dans les cycles économiques et au chômage. Notons que le *New Deal* visait aussi à favoriser le relèvement économique de régions plus pauvres comme le Tennessee. Sur le sujet, voir Dennis Guest, *The Emergence of Social Security in Canada*, Vancouver, UBC Press, 1980 (2003), p. 87.

<sup>172</sup> Vincent Defraiteur, « La péréquation financière au Canada : quelles sont les raisons de la difficulté de réformer cet élément essentiel du fédéralisme canadien ? », *Revue Gouvernance*, vol. 3, no. 2, 2006, p. 1-14.

<sup>173</sup> François-Albert Angers, *Le problème fiscal et les relations fédérales-provinciales*, Op. Cit., p. 174.

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 179.

<sup>175</sup> *Ibid.*, p. 175-179.

Malgré des réticences initiales, toutes les provinces sauf le Québec et l'Ontario avaient signé des ententes fiscales avec le gouvernement fédéral au milieu de la décennie 1950. En échangeant à Ottawa leur pouvoir de perception des impôts directs, les provinces bénéficient en contrepartie de subventions versées par le biais de programmes sociaux. Pour les autonomistes ontariens<sup>176</sup> et les nationalistes québécois, les subventions fédérales sont plutôt perçues comme une mesure de contrôle social et politique camouflée en « altruisme providentiel » :

Les subventions se sont révélées, au cours du 20<sup>e</sup> siècle, un moyen autrement plus efficace d'aboutir à l'avantage du pouvoir central [...] l'idée ne tarda pas à se développer au sein des administrations centrales, quand elle n'y était pas déjà, d'utiliser les subventions pour diriger la politique des autorités locales et les soumettre à des normes uniformisées.<sup>177</sup>

Angers souligne que la politique subventionnaire fédérale « en dépit qu'elle soit généreuse, porte atteinte à la souveraineté en établissant une dépendance auparavant inexistante » et que les subventions entraînent, avec la perte des libertés locales, une réduction d'efficacité dans l'emploi des ressources locales<sup>178</sup>. Il soutient que les provinces sont soumises à un nouveau type d'encadrement qui amenuise leur souveraineté financière :

La souveraineté financière comporte une double compétence : compétence de percevoir; compétence de dépenser. La souveraineté financière n'est parfaite que lorsque la compétence de perception et la compétence de consommation ne connaissent point d'entraves d'un organe supérieur [...] L'intervention d'un gouvernement central par des subventions exerce une influence sur l'évolution des institutions locales. Et une influence d'autant plus puissante qu'elle est liée au pouvoir de l'argent. Il est indiscutable que les subventions exercent une influence centralisatrice.<sup>179</sup>

---

<sup>176</sup> Shirley Tillotson, *Op. Cit.*, p. 306.

<sup>177</sup> François-Albert Angers, *La centralisation et les relations fédérales-provinciales*, *Op. Cit.*, p. 103.

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 105-109.

<sup>179</sup> *Ibid.*, p. 110 et 117.

Dans cet esprit, le mouvement de réforme fiscale entrepris par le gouvernement canadien s'intègre au processus global de centralisation et en constitue l'élément le plus « dangereux » pour l'avenir du Canada français<sup>180</sup>. Évidemment, dans une perspective économique, le rapatriement des pouvoirs fiscaux des provinces vers le pouvoir central prive ces dernières de revenus pouvant rivaliser avec les subventions d'Ottawa<sup>181</sup>. En cela, les critiques d'Angers sont pragmatiques et axées sur l'étude des ententes fédérales-provinciales. Mais il y a plus. L'un des aspects les plus intéressants de son discours repose sur la philosophie de la fiscalité. C'est là un des aspects méconnus du discours nationaliste, qui permet d'apprécier la pertinence des débats historiques entourant les politiques fiscales.

*Point de vue philosophique (et traditionaliste) sur la question fiscale*

L'historiographie québécoise demeure extrêmement lacunaire sur l'étude des discours entourant la fiscalité et les politiques de taxation, contrairement au Canada anglais où plusieurs spécialistes ont étudié ces questions dans des perspectives novatrices<sup>182</sup>. Les historiennes Elsbeth Heaman et Shirley Tillotson ont notamment démontré comment les questions de taxation pouvaient nous informer sur les modèles de citoyennetés et d'identités culturelles propres à certaines régions du Canada. Cela est d'autant plus vrai lorsque l'on se penche sur les discours philosophiques derrière les politiques fiscales. En

---

<sup>180</sup> Pour Angers, la fiscalité constitue le cœur du problème de la centralisation fédérale, puisque les revenus financiers constituent le moteur à partir duquel se mettront en branle les projets de réformes sociales.

<sup>181</sup> Cela est d'autant plus vrai que les subventions n'étaient pas nécessairement ajustées en fonction de l'inflation et qu'une fois l'entente signée avec Ottawa, une province ne pouvait revenir sur sa décision.

<sup>182</sup> Sur le sujet, on consultera surtout les études suivantes: Irwin Gillespie, *Tax, borrow and spend: Financing federal spending in Canada, 1867-1990*, Ottawa, Carleton University Press, 1991, 347 p.; Elsbeth Heaman, *Op. Cit.*; Shirley Tillotson, *Give and take. The citizen-taxpayer and the rise of Canadian democracy*, Vancouver, UBC Press, 2017, 448 p.

ce sens, le discours de François-Albert Angers nous permet de concevoir comment les traditionalistes des années 1950 percevaient ce domaine d'intervention gouvernemental.

D'emblée, Angers pose le problème de la fiscalité dans une perspective nationale, en soulignant les différences de vues entre les Anglo-saxons et les Canadiens français :

La tendance pragmatique de l'Anglo-saxon est une forme de philosophie sociale. Combinée au faible contenu social de ses convictions religieuses individualistes, elle l'induit à se satisfaire de réalisations immédiatement efficaces sans préoccupation de leurs tendances profondes [...] ce dessein politique a toujours comporté une version centralisatrice : la recherche de l'unitarisme politique, linguistique et religieux [...] Les Canadiens français, de leur côté, n'ont jamais fait mystère de leur opinion anti-unitariste. L'attitude contraire ne leur convient guère pour une raison évidente : leur situation minoritaire les conduirait à l'ensevelissement dans les traditions et les institutions anglo-canadiennes. De plus, leurs attitudes idéologiques comportent un idéal d'organisation politique hiérarchisée, selon un ordre de valeurs qui subordonnent les fins matérielles aux réalisations spirituelles.<sup>183</sup>

Devant cette réalité sociologique, Angers conçoit que la modalité idéale du règlement financier dans un ensemble fédératif serait le « partage strict des juridictions fiscales », où chaque niveau de gouvernement pourrait « prélever lui-même les revenus dont il a besoin sans venir en conflit avec l'autre »<sup>184</sup>. La nécessité pour les provinces de disposer du contrôle des sources de revenus et « de ne jamais risquer d'y être concurrencé par l'autre est sans aucun doute l'un des attributs essentiels de l'autonomie », puisque dans un ensemble fédératif centralisateur, celui qui ne dispose pas d'une source autonome de fonds « ne peut rien réaliser sans l'assentiment de celui qui l'alimente financièrement »<sup>185</sup>. Le pouvoir de taxation constitue non seulement un levier d'ordre économique, mais aussi l'une des fondations sur laquelle se base l'évolution culturelle d'une nation. La question fiscale

---

<sup>183</sup> François-Albert Angers, *Le problème fiscal et les relations fédérales-provinciales*, *Op. Cit.*, p. 197-198.

<sup>184</sup> *Ibid.*, p. 201.

<sup>185</sup> *Ibid.*

doit donc être conçue dans une perspective globale puisqu'elle a une incidence culturelle évidente, notamment du fait que les politiques fiscales sont capables « d'influencer la forme des institutions [...] et d'affecter d'une façon intime et étendue la vie personnelle des citoyens »<sup>186</sup>. En cela, le rapatriement des impôts directs par le gouvernement fédéral constitue un grand danger. Les impôts directs devraient plutôt, selon la philosophie fédérative, être laissés aux gouvernements locaux afin qu'ils préservent et jouissent des retombées provenant de ce pilier économique. Cette idée traduit des influences classiques du libéralisme économique, notamment en fonction de la volonté de limiter l'intervention de l'État central dans la vie privée des citoyens au profit de l'État provincial, plus à même de respecter la volonté des payeurs de taxes canadiens-français :

Les impôts portant sur les choses étrangères, sur les transactions commerciales par exemple, qui exigent moins d'intervention dans les affaires privées des citoyens ou d'un petit nombre de citoyens, sont par excellence les impôts du pouvoir central. Or, cette double description correspond avec la forme la plus traditionnelle de la division des impôts directs ou personnels, et en indirects ou sur les marchandises, les consommations, etc.<sup>187</sup>

La perspective d'Angers est également influencée par les théories de l'économiste allemand Adolph Wagner, spécialiste de la question du partage des charges fiscales dans les régimes fédératifs. Selon Wagner, « le système d'impôt fédéral est partout exclusivement constitué par les impôts dits indirects, c'est-à-dire les douanes, les impôts inférieurs de consommation, ou les impôts de circulation » alors que « le système d'impôt des états-membres se compose au contraire, exclusivement ou principalement d'impôts directs »<sup>188</sup>. Pour Wagner, les impôts sur le revenu et le capital sont ceux qui « peuvent le

---

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 203.

<sup>187</sup> Adolph Wagner cité dans François-Albert Angers, *Le problème fiscal et les relations fédérales-provinciales*, *Op. Cit.*, p. 203.

<sup>188</sup> *Ibid.*, p. 201.



mieux rester aux États particuliers » puisqu'avec l'extension des relations économiques, « le revenu tend à être gagné d'un bout à l'autre du territoire, sa base s'élargit, ce qui tend à lui donner un caractère national »<sup>189</sup>.

La question fiscale comporte également une dimension confessionnelle, qui rejoint les préoccupations catholiques d'une majorité de nationalistes<sup>190</sup>. Selon les préceptes subsidiaires de la Doctrine sociale de l'Église, le contrôle des impôts directs devrait revenir au gouvernement du Québec, qui serait le mieux placé pour gérer la régulation et la redistribution des richesses fiscales<sup>191</sup>. L'arrivée du gouvernement fédéral dans l'équation causerait une distorsion dans l'équilibre culturel et politique traditionnel, privant l'État québécois et sa collectivité de son autonomie fiscale. Ce faisant, Ottawa déposséderait le gouvernement du Québec de ses responsabilités politiques et morales, créant un état de dépendance risquant de se répercuter sur l'attitude de la population à l'égard de ses dirigeants politiques. Qui plus est, le contrôle des impôts directs opéré par Ottawa aboutirait à la création de programmes sociaux ne répondant pas à la volonté de la population québécoise<sup>192</sup>. D'ailleurs, cette incompatibilité entre les visées du gouvernement central et la volonté populaire des citoyens du Québec ne serait pas étrangère à une résistance démontrée par la population à l'égard de la perception des impôts, le manque d'enthousiasme de la population à payer des impôts élevés étant considéré comme une forme de résistance passive face à Ottawa<sup>193</sup>. Sans nul doute, il y aurait là matière à

---

<sup>189</sup> *Ibid.*

<sup>190</sup> Shirley Tillotson, *Op. Cit.*, p. 156.

<sup>191</sup> François-Albert Angers, « Réformes sociales et catholicisme », *L'Actualité économique*, vol. 27, no. 4, janvier 1952, p. 759-767.

<sup>192</sup> Dominique Marshall, *Op. Cit.*, p. 281-291.

<sup>193</sup> François-Albert Anger, « La grande misère des salariés », *Le Devoir*, 14 mars 1949, p. 5.

discussion! Néanmoins, pour Angers, il est fondamental qu'un véritable dialogue s'opère entre le gouvernement central et les provinces, voire une authentique « collaboration et coordination des mécanismes permanents » qui constituerait « la seule solution conforme à la philosophie de fédéralisme » imaginée par les Pères de la Confédération<sup>194</sup>.

Dans l'annexe 5 du Rapport Tremblay, Angers propose une série de mesures susceptibles de répondre aux besoins fiscaux des provinces, tout en assurant une marge de manœuvre au gouvernement central. Il propose une nouvelle répartition des impôts, entre l'État central et les provinces, déterminée par une stricte définition donnée aux impôts directs et indirects. Ainsi, les taxes suivantes seraient transférées des provinces vers le fédéral : taxe générale de vente au détail, taxe sur les divertissements et les spectacles, taxes sur l'essence de pétrole, taxe sur l'huile de chauffage, taxe sur le tabac, taxe sur les breuvages alcooliques (non compris licences et permis)<sup>195</sup>. En retour le fédéral remettrait aux provinces le contrôle de l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur le revenu des compagnies ainsi que l'impôt sur les successions<sup>196</sup>. En plus de proposer cet audacieux remodelage, Angers suggère « que les subventions statutaires ne soient plus versées par le gouvernement central », puisque les provinces auraient les outils fiscaux nécessaires à leur autosuffisance et ne dépendront plus des versements définis par Ottawa<sup>197</sup>. À ce sujet, l'économiste parle d'une « dignité retrouvée », du fait que les provinces auraient le loisir d'organiser la redistribution de leurs richesses selon leurs besoins et intérêts. Dans le cas du Québec, il s'agirait d'enrayer « l'idée anglo-saxonne » selon laquelle l'État est un

---

<sup>194</sup> François-Albert Angers, *Le problème fiscal et les relations fédérales-provinciales*, Op. Cit., p. 209-211.

<sup>195</sup> *Ibid.*, p. 226-228.

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 227-228.

<sup>197</sup> *Ibid.*

pourvoyeur de services et de programmes sociaux<sup>198</sup>. Malgré les répercussions positives du Rapport Tremblay dans les sphères politiques et intellectuelles, les programmes sociaux fédéraux demeureront en place et le système de péréquation accentuera le contrôle fiscal opéré par le gouvernement fédéral<sup>199</sup>. Néanmoins, les analyses d'Angers déboucheront sur une reconsidération positive relative à la question fiscale au sein des hautes sphères de l'État québécois. Durant la décennie 1960, le gouvernement Lesage mettra notamment de l'avant certaines politiques s'inspirant des recommandations des artisans du Rapport Tremblay<sup>200</sup>. L'ancien haut-fonctionnaire Claude Morin affirmera d'ailleurs que Lesage, dans une logique autonomiste, « réclamera, contre compensation fiscale, la fin des programmes conjoints fédéraux-provinciaux » et qu'en procédant ainsi, il « tenait à se démarquer de « l'autonomisme verbal de Duplessis » [...] en proposant des correctifs aux pratiques fiscales en cours »<sup>201</sup>.

Néanmoins, dans l'immédiat des années 1950 et devant la rigidité d'Ottawa, plusieurs nationalistes craignent que le contrôle des leviers fiscaux aboutisse à la construction de nouveaux modèles de citoyenneté incompatibles avec les traditions subsidiaires et autonomistes du Canada français<sup>202</sup>. En cela, l'arrivée d'Ottawa dans le domaine fiscal symbolise pour Angers et les traditionalistes le triomphe de la déresponsabilisation citoyenne et l'asservissement de la collectivité nationale à l'égard de

---

<sup>198</sup> *Ibid.*

<sup>199</sup> Alain Noël, « L'héritage de la Commission Tremblay : penser l'autonomie dans un cadre fédéral rigide », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no. 1, automne 2007, p. 110.

<sup>200</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, « Les sources intellectuelles du Rapport Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no. 1, automne 2007, p. 35-38.

<sup>201</sup> Claude Morin, « 1960. Artisans de la Révolution tranquille », *Cap-aux-Diamants. La revue d'histoire du Québec*, no. 73, printemps 2003, p. 36.

<sup>202</sup> Michel Sarra-Bournet, « La société civile devant la Commission Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no. 1, automne 2007, p. 52.

subventions sclérosantes qui subordonnent la sécurité absolue des individus à sa liberté d'action. En ce sens, la question de la sécurité sociale est elle aussi essentielle pour comprendre la critique traditionaliste du mouvement de centralisation fédérale.

#### **4.3.3 La sécurité sociale**

Sans nul doute, François-Albert Angers est l'un des interlocuteurs les mieux informés sur le thème de la sécurité sociale et sa contribution dans le Rapport Tremblay témoigne de son érudition. Dans le débat qui l'oppose aux fédéralistes centralisateurs, ses réflexions d'économiste et de nationaliste se rejoignent, faisant ressortir une critique implacable des politiques sociales fédérales et une préoccupation à l'égard de la survivance des traditions socioculturelles de la collectivité francophone au pays.

D'emblée, l'instauration de programmes de sécurité sociale au Canada s'inscrit dans le sillon du développement de l'État-providence en Occident<sup>203</sup>. En particulier, l'idéal du *New Deal* de Franklin Delano Roosevelt et la Charte des droits de l'homme de l'ONU ont particulièrement influencé le gouvernement canadien dans sa volonté de créer un filet social efficace, où « le citoyen a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux et les services sociaux nécessaires »<sup>204</sup>. Au Canada, c'est à partir de la fin des années 1920 que sont créés les premiers programmes de sécurité sociale<sup>205</sup>. Rapidement, de nombreux programmes voient le jour : pensions de vieillesse

---

<sup>203</sup> Bruno Thérêt, « La dynamique de la protection sociale au Canada et au Québec. Au regard de l'Union européenne et de la France », *Informations sociales*, vol. 143, no. 7, 2007, p. 28-41.

<sup>204</sup> François-Albert Angers, *La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels*, Québec, Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1956, annexe 3, volume 1, p. 7.

<sup>205</sup> Sur l'historique des programmes de sécurité sociale canadiens, voir l'étude suivante : Dennis Guest, *Histoire de la sécurité sociale au Canada*, Montréal, Boréal, 1993, 484 p.

(1927), aide aux personnes aveugles (1937), assurance-chômage (1940), allocations familiales (1945), assurance-hospitalisation (1961) et assurance-maladie (1971), entre autres. Ceux-ci visent alors à assurer à tous les citoyens un droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage et de vieillesse<sup>206</sup>. Selon de nombreux observateurs, dont Angers lui-même, « l'insistance mise sur l'identification de la sécurité sociale à l'État, soit sur l'existence d'un droit à la sécurité sociale, soit sur une certaine centralisation des services sociaux », modifiait profondément la conception que l'on se faisait jusqu'alors sur la nature de la sécurité sociale<sup>207</sup>. Auparavant, l'État jouait un rôle supplétif dans l'organisation et le financement des mesures sociales, laissant le champ libre à l'initiative privée et aux organismes de charité. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si l'Église catholique occupait jusqu'aux années 1960 un rôle si important dans la société canadienne-française, du fait qu'elle assumait une grande part des charges sociales<sup>208</sup>.

D'ailleurs, nombreux sont les nationalistes qui jugent que la sécurité sociale, telle que conçue par le gouvernement canadien, s'éloigne dangereusement de ses obligations premières<sup>209</sup>. Angers met en lumière cette transformation idéologique en regard des orientations empruntées par l'État central, qui s'écartent des coutumes historiques :

Mise en rupture avec les institutions du passé, la nouvelle sécurité sociale tend à s'identifier avec des assurances étatisées, universelles et gratuites, au point de ne pas considérer les autres formules [...] Idéalement, le système de sécurité sociale doit être l'ensemble des moyens et institutions qui contribuent à procurer aux hommes une impression de sécurité [...] Elle admet les

---

<sup>206</sup> *Ibid.*, p. 7-8.

<sup>207</sup> *Ibid.*, p. 10

<sup>208</sup> Amélie Bourbeau, *Techniciens de l'organisation sociale : la réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, 295 p.

<sup>209</sup> D. Béland et A. Lecours, « Nationalisme et protection sociale : une analyse comparative », *Canadian Public Policy. Analyse de politiques*, no. 30, 2004, p. 320-321.

organismes d'État ou subventionnés par l'État, mais aussi les organisations charitables privées, les compagnies d'assurance commerciale, etc.<sup>210</sup>

De surcroît, une telle politique « coûte cher à l'État étant donné son étroite relation avec la donnée financière du problème constitutionnel » et « soulève des conflits de juridiction dont la solution est indispensable au partage des sources de revenus »<sup>211</sup>. D'ailleurs, les statistiques des comptes publics fédéraux pour l'année 1953-1954 illustrent ce phénomène. Au total, Ottawa consacre un total de 1 021 000 000 \$ pour l'ensemble des programmes, dont plus de 350 000 000 \$ pour les allocations familiales, 339 000 000 \$ pour la sécurité de la vieillesse, 29 000 000 \$ en subventions à l'hygiène, 5 000 000 \$ en subventions aux universités et plus de 58 000 000 \$ en assurance-chômage<sup>212</sup>. L'argent versé en subventions a plus que triplé en l'espace d'une décennie, ce qui est symptomatique d'une tendance lourde. Certains intellectuels craignent alors que le gouvernement fédéral veuille reconsidérer les fondements de l'existence de la fédération canadienne, non plus conçue comme une alliance pragmatique et économique entre deux nations, mais plutôt comme un projet social dénué d'assises culturelles<sup>213</sup>. Angers s'inscrit dans ce courant interprétatif, arguant que « la sécurité sociale constituera éventuellement l'une des raisons majeures de l'existence d'une fédération au lieu et place d'un État unitaire » et que « la conception de l'État met en jeu toute la conception de l'homme et de sa place dans la société »<sup>214</sup>. Il

---

<sup>210</sup> François-Albert Angers, *La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels*, *Op. Cit.*, p. 8-11. Évidemment, cette position supposément commune à tout le Canada français se doit d'être relativisée, notamment lorsque l'on porte attention aux revendications sociales issues des milieux ouvriers, et ce, dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Sur le sujet, on consultera l'étude suivante : Martin Petitclerc, « *Nous protégeons l'infortune* ». *Les origines populaires de l'économie sociale au Québec*, Montréal, VLB, 2007, 283 p.

<sup>211</sup> François-Albert Angers, *La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels*, *Op. Cit.*, p. 1.

<sup>212</sup> *Ibid.*, p. 226.

<sup>213</sup> Sur cette conception particulière du fédéralisme canadien, on se référera à l'étude suivante : Stéphane Paquin, *L'invention d'un mythe. Le pacte entre deux peuples fondateurs*, Montréal, VLB, 1999, 171 p.

<sup>214</sup> François-Albert Angers, *La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels*, *Op. Cit.*, p. 14.

reproche d'ailleurs au gouvernement canadien de camoufler le coût exact des programmes et leur impact sur les finances publiques :

Il est important de pratiquer un type d'impôt parfaitement visible, qui oblige le citoyen à se rendre compte de ce qui lui coûte ses demandes à l'État, à comparer les avantages qu'il retire avec ceux qu'il pourrait lui-même se donner s'il préférerait compter sur lui-même plutôt que sur l'État [...] Quand il devient exigeant envers l'État, dans des domaines où il devrait d'abord l'être envers lui-même, il aliène sa liberté et sa personnalité et risque de tomber sous la tutelle de l'État, au bout de laquelle il y a le socialisme totalitaire. La démagogie électorale prend la place du jugement et de l'esprit critique. L'électeur accorde sa confiance à celui qui promet le plus sans rien lui demander en retour; il devient peu à peu la proie des démagogues.<sup>215</sup>

Angers critique d'ailleurs le Parti libéral fédéral pour ses positions « socialisantes » qui mettent en péril l'héritage politique des Pères de la Confédération, pour qui les questions sociales relevaient strictement du domaine provincial<sup>216</sup>. Le parti, sous la gouverne de Mackenzie King et de Louis Saint-Laurent, aurait ainsi entrepris un virage à gauche. Des critiques sont aussi adressées au Parti social démocratique du Canada (CCF), qui applaudit les mesures sociales du gouvernement de Saint-Laurent. Selon Angers, les libéraux « picorent ici et là » des propositions du CCF pour s'attirer la sympathie des milieux de gauche, afin de créer une « unanimité idéologique » derrière le processus de centralisation sociale<sup>217</sup>. Il craint alors de voir tomber entre les mains de l'État fédéral le contrôle des affaires sociales, un phénomène qui rapprocherait le Canada du socialisme qui « n'est pas un modèle de vertu en matière de respect des libertés individuelles ». L'objectif de sécurisation totale prôné par le gouvernement tend d'ailleurs à inculquer aux individus un

---

<sup>215</sup> *Ibid.*, p. 220.

<sup>216</sup> *Ibid.*, p. 22-25.

<sup>217</sup> François-Albert Angers, « Le parti CCF et la centralisation », *L'Action nationale*, novembre 1956, p. 222-231.

besoin de sécurité permanent. En ce sens, la perspective de l'économiste transpose une vision répandue dans les milieux conservateurs de l'époque, liée à la primauté accordée à l'initiative privée et à l'Église catholique dans l'organisation des services sociaux.

*Point de vue catholique sur le thème de la sécurité sociale*

Les critiques d'Angers sur la sécurité sociale se fondent sur sa conception catholique de la vie en société et sur l'importance qu'il accorde à la responsabilité et à la liberté individuelle. Dans son esprit, l'aspect culturel prime sur l'aspect politique, la sécurité sociale touchant d'une « façon si immédiate aux problèmes les plus intimes de la vie qu'elle est nécessairement l'expression d'une conception de la vie »<sup>218</sup>. Pour Angers, si le Québec tient à conserver « la pratique du culte catholique, l'esprit du catholicisme et sa civilisation particulière, il doit élaborer lui-même sa législation de sécurité sociale »<sup>219</sup>. Le projet de centralisation des programmes sociaux touche donc un point sensible, lié « à la culture d'un peuple et à sa façon de concevoir l'État, le travail, le chômage, la richesse, etc. »<sup>220</sup>.

D'emblée, Angers distingue trois types de sécurité sociale, très différents l'un de l'autre: libérale, socialiste et catholique<sup>221</sup>. La première, de type libérale, se retrouve dans des pays occidentaux, aux États-Unis et dans les pays d'Europe de l'Ouest. Elle n'est pas obligatoire puisqu'elle est le fruit d'ententes libres et volontaires entre le patronat et les ouvriers, l'État jouant ici un rôle limité d'encadrement. C'est donc sur le plan privé que la

---

<sup>218</sup> François-Albert Angers, *La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels*, Op. Cit., p. 203.

<sup>219</sup> *Ibid.*, p. 130.

<sup>220</sup> François-Albert Angers cité dans John Grube, *Bâtitteur de pays : étude sur le nationalisme au Québec*, Montréal, Action nationale, 1981, p. 60.

<sup>221</sup> François-Albert Angers, *La sécurité sociale et les problèmes constitutionnels*, Op. Cit., p. 204-205. Angers se révèle peu bavard concernant la sécurité de type mutuelle, pourtant présente au Canada français dès la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Sur le sujet, voir : Martin Petitclerc, « L'association qui crée une nouvelle famille » : l'expérience populaire de la mutualité lors de la transition à la société de marché », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, no. 3, hiver 2006, p. 259-291.



sécurité sociale s'organise, en fondant ses assises sur l'initiative communautaire, sur la libre association des individus et sur la délimitation des rôles sociaux et moraux du patronat et des travailleurs. La sécurité sociale socialiste se retrouve quant à elle dans les pays communistes, notamment en URSS et en Europe de l'Est. Elle est étroitement régulée par l'État, en plus d'être obligatoire pour tous les citoyens et d'être financée par les particuliers. Elle se traduit par une planification gouvernementale peu respectueuse de la propriété privée et qui n'encourage pas le sens des responsabilités chez les individus, car prévoyant pour lui une gamme complète d'avantages sociaux. Enfin, la sécurité sociale catholique s'inspire de la Doctrine sociale de l'Église et insiste sur le destin surnaturel de l'homme, lié aux réalisations humaines temporelles. La sécurité sociale y est conçue dans une perspective individualiste de type personnaliste, qui insiste sur la responsabilisation et la liberté d'action où « la société n'est pas conçue comme un simple contrat social » puisque « le fait social est intégré à la personne humaine et que le bien commun (spirituel) l'emporte sur le bien individuel (matériel) »<sup>222</sup>. Pour prévoir les difficultés inhérentes à l'économie de marché, les corporations « utilisent la mutualité et les œuvres de charité catholiques », qui ne contreviennent pas au « statut de droit public de la vie économique de la vie sociale en général, selon l'organisation professionnelle »<sup>223</sup>. Dans ces conditions, l'action de l'État sera supplétive et concernera uniquement les indigents<sup>224</sup>. La Doctrine sociale de l'Église est d'ailleurs claire sur le devoir d'aumône des chrétiens, sans laquelle « la charité d'État

---

<sup>222</sup> *Ibid.*, p. 125.

<sup>223</sup> *Ibid.*, p. 132.

<sup>224</sup> *Ibid.*, p. 145.

menacera la charité privée et les idéaux de bonté chrétiens »<sup>225</sup>. D'ailleurs Angers distingue clairement la sécurité sociale catholique des autres formes d'assistance :

La sécurité sociale catholique est conçue comme un ensemble d'institutions étagées de bas en haut, quant à l'ordre des responsabilités (famille, profession, institutions commerciales ou philanthropiques d'assurance ou d'assistance), mais au besoin coordonné dans leur action et stimulé par l'État [...] elle se distingue totalement de la sécurité sociale libérale et de la sécurité sociale socialiste. Elle se distingue entièrement de la première, dans son organisation, en ce qu'elle veut une société organique grâce à laquelle le principe de suppléance va pouvoir jouer par degrés et hiérarchiser les fonctions et les pouvoirs dans la société. Elle se sépare de la seconde, en ce qu'elle tient que cette organisation hiérarchique doit aller de bas en haut, afin de laisser le maximum possible d'initiative véritable, totale, au plus bas échelon.<sup>226</sup>

Pour les traditionalistes, « celui qui insiste sur la responsabilité individuelle de l'homme n'acceptera pas comme étant conforme à la dignité et aux intérêts de l'humanité de voir la société lui garantir un minimum » puisque « l'homme ne peut se réaliser en définitive que personnellement, dans l'exercice de sa personnalité, c'est-à-dire de ses responsabilités »<sup>227</sup>. Le fait que l'État se propose de devenir un instrument d'assurance collective rompt avec la conception traditionnelle de la prise en charge autonome des citoyens puisqu'« apporter au problème de la misère des solutions qui dispensent la personne de prendre ses responsabilités ne constitue pas une solution humaine »<sup>228</sup>. Évidemment, sur le plan matériel, « un minimum de biens est nécessaire à la pratique de la vertu, mais ce minimum devrait être atteint par soi-même », l'État n'ayant qu'un rôle supplétif à jouer pour

---

<sup>225</sup> *Ibid.* Il importe de souligner que la charité traditionnelle des œuvres, qui repose sur un travail féminin gratuit et invisibilisé (celui des religieuses, en particulier), témoigne en partie de la vision socialement conservatrice d'Angers relativement aux questions de sécurité sociale et à la place de la femme dans la société.

<sup>226</sup> *Ibid.*

<sup>227</sup> *Ibid.*, p. 15.

<sup>228</sup> *Ibid.*

permettre à l'individu de « gagner sa vie en vue du salut de l'âme »<sup>229</sup>. La sécurité sociale, avant d'être un programme de redistribution, « se fait politique de juste répartition des revenus à l'occasion de l'activité productrice elle-même, c'est-à-dire de juste salaire »<sup>230</sup>.

En ce sens, pour Angers, les différences de vues aux pays reposeraient sur deux conceptions opposées, du fait que « deux groupes sociologiques dominant, l'un anglo-saxon-protestant, l'autre latino-catholique » et que depuis la Dépression de 1929, on assiste à « l'affrontement des deux traditions sociales »<sup>231</sup>. Dans le Rapport Tremblay, il pousse cette réflexion en soulignant la différenciation culturelle entre les deux groupes :

L'élément anglo-canadien ne voit par conséquent rien qui touche à la religion dans la sécurité sociale. Il la recherche en fonction d'un humanitarisme plutôt sentimental et son éclectisme moral le conduit à se proposer la simplification administrative comme règle d'application. Cela correspond bien, au surplus, à la mentalité pratique de l'anglo-saxon. Le groupe latino-catholique est tout à l'opposé. Ses dispositions d'esprit latin le tournent davantage vers l'idéalisme que vers le pragmatisme, vers des systèmes logiques plutôt que vers des constructions empiriques. Mais surtout, il professe une religion qui informe l'homme et impose à chacune de ses activités une orientation imprégnée de moralité religieuse. L'humanitarisme pur et la simplicité technique ou administrative n'y jouent qu'un rôle second. Les exigences de la personnalité humaine sont avant tout ce qui compte.<sup>232</sup>

En bonne partie imaginé par des leaders canadiens-anglais, le système de sécurité sociale serait, selon Angers, conçu pour répondre aux caractéristiques culturelles de la majorité anglo-protestante. Néanmoins, il se questionne à savoir pourquoi le gouvernement central semble si déterminé à mettre en place un système unifié qui s'éloigne des idéaux de 1867 :

---

<sup>229</sup> *Ibid.*, p. 130. À ce sujet, Angers fait abstraction du fait que les initiatives individuelles et communautaires se révélèrent inefficaces afin de ramener une certaine prospérité durant la Grande dépression. Dans le cas contraire, il aurait reconnu l'utilité de l'interventionnisme étatique en cas d'urgence et, ainsi, il aurait désavoué en partie ses propres théories sur la question.

<sup>230</sup> *Ibid.*, p. 139.

<sup>231</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>232</sup> *Ibid.*, p. 18-19.

Le fédéralisme permet de décomposer l'organisme politique en cellules sociales homogènes et de rendre possible à chacun un type de législation approprié à ses caractéristiques. Il est supérieur à la séparation pure et simple, parce qu'il permet de conserver dans d'autres domaines les avantages d'une direction unique s'exerçant sur un territoire ou un groupe plus vaste; il rend également plus facile la collaboration des cellules pour des fins communes. Or, c'est en fonction de telles données que la formule fédérative fut adoptée au Canada de préférence à la formule unitaire.<sup>233</sup>

La sécurité sociale arborerait ainsi un caractère idéologique, Ottawa instaurant un système étatique, obligatoire, contraignant et « socialisant ». C'est dans cet état d'esprit qu'Angers entreprend une bataille judiciaire contre le gouvernement fédéral, qui en fera le principal critique à s'opposer publiquement contre le régime des allocations familiales.

« *Ma chicane avec l'impôt* » : récit d'une lutte judiciaire<sup>234</sup>

La bataille judiciaire en question oppose d'un côté Angers et son avocat, le futur maire de Montréal Jean Drapeau, et de l'autre, le ministère du Revenu national du Canada. La source du conflit repose sur le refus de l'économiste d'accepter les allocations familiales versées par le gouvernement fédéral à la suite d'un amendement les rendant obligatoirement encaissables par les mères de famille sous peine d'une amende. En vertu de ce refus, Angers réclame une exemption de 300 \$ pour chacun de ses cinq enfants<sup>235</sup>.

En continuité avec ses thèses anticentralisatrices, Angers croit que les allocations familiales sont « indiscutablement, objectivement, inconstitutionnelles »<sup>236</sup>. Ce dernier s'estimerait en « état de péché mortel que de contribuer, pour des avantages personnels, à

---

<sup>233</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>234</sup> Nous avons consacré un article détaillé sur la saga judiciaire opposant Angers au ministère du Revenu national : Jean-Philippe Carlos, « Ma chicane avec l'impôt : une critique traditionaliste de l'État-providence canadien (1945-57) », *Canadian Historical Review*, vol. 101, no. 1, mars 2020, p. 76-100.

<sup>235</sup> François-Albert Angers, « Ma bataille avec l'impôt I : Une décision et ses origines », *Le Devoir*, 7 mai 1957, p. 1 et 12.

<sup>236</sup> François-Albert Angers, « Ma bataille avec l'impôt II : Pourquoi j'ai refusé les allocations familiales! », *Le Devoir*, 8 mai 1957, p. 2.

favoriser l'intrusion dans nos droits nationaux d'un élément étranger qui travaille à les subvertir, et par conséquent à détruire la fibre de notre collectivité nationale »<sup>237</sup>. Il juge qu'il est nécessaire de prendre une action publique contre les politiques sociales du gouvernement, dû au fait que « cette mesure a été reçue dans la province de Québec avec des sentiments mêlés » et que la perspective de recevoir « 300 \$ par année n'était pas sans exercer bien des séductions [...], mais la conscience de plusieurs était inquiète »<sup>238</sup>. Selon lui, les allocations familiales représentent un domaine de compétence qui tombe exclusivement sous la juridiction provinciale<sup>239</sup>. En respect de l'AANB de 1867, le gouvernement fédéral n'aurait pas le droit de faire de la législation sociale, ce que « les avocats et le gouvernement savent très bien »<sup>240</sup>. Angers questionne d'ailleurs la constitutionnalité de la *Loi sur les allocations familiales*. À la suite de discussions avec Drapeau, le duo estime que le « bill n'est pas rédigé pour qu'on puisse dire qu'une personne a commis un délit si elle a touché les allocations et en a fait un mauvais usage », de sorte que les sommes versées par le gouvernement pourraient être utilisées pour d'autres fins que l'entretien des enfants<sup>241</sup>. Le duo juge donc que le texte de loi est ambigu, car il existerait peu de moyens de s'assurer de la conformité des dépenses des familles, en harmonie avec l'esprit de la loi<sup>242</sup>.

Angers et Drapeau jugent également que la *Loi sur les allocations familiales* de 1945 menace l'intégrité du système scolaire au Québec. Selon eux, pour s'astreindre aux

---

<sup>237</sup> *Ibid.*

<sup>238</sup> François-Albert Angers, « Ma bataille avec l'impôt III : Une grave et malheureuse erreur de stratégie », *Le Devoir*, 9 mai 1957, p. 1-2.

<sup>239</sup> François-Albert Angers, « Ma bataille avec l'impôt IV : Les allocations familiales tombent-elles dans une catégorie de sujets réservés aux provinces? », *Le Devoir*, 11 mai 1957, p. 9-10.

<sup>240</sup> *Ibid.*

<sup>241</sup> *Ibid.*

<sup>242</sup> *Ibid.*

conditions de versements des allocations fixées par le gouvernement fédéral, les parents pourraient être appelés à démontrer que leurs enfants fréquentent un établissement scolaire ou qu'ils atteignent des standards fixés par le ministère des Affaires sociales. Angers souligne que du fait que « la seule sanction aux fautes des parents tenant en la suppression de l'allocation, on peut conclure que la Loi des allocations pourrait influencer sur les lois scolaires des provinces ou sur les dispositions des parents »<sup>243</sup>. On revient ainsi à une crainte historique des milieux traditionalistes, soit d'ouvrir la porte à une action fédérale, voire à la création d'une législation scolaire fédérale concurrente à la législation provinciale sur les normes d'éducation<sup>244</sup>.

L'argumentaire juridique d'Angers sur les allocations familiales présente aussi d'intéressantes perspectives sur le thème de la parentalité. On y retrouve notamment des extraits portant sur la tradition familiale et sur le rôle du père et de la mère :

La loi des allocations familiales n'est pas un don. Elle comporte des conditions auxquelles le récipiendaire doit se soumettre. Il doit admettre que le gouvernement fédéral enquête à son sujet pour déterminer si ses enfants fréquentent l'école et reçoivent une éducation appropriée. Il doit se désister des droits d'administration du patrimoine familial que lui confère notre code civil et admettre la juridiction de la mère. Il doit consentir à ce que le gouvernement décide éventuellement que ni le père ni la mère ne sont les personnes qualifiées pour recevoir les allocations, et désigne lui-même les administrateurs. Il accepte que le gouvernement définisse ce qu'est l'éducation appropriée de ses enfants, si les autorités provinciales ne lui fournissent pas les renseignements qui paraissent nécessaires [...] le père doit ainsi se désister de sa puissance paternelle en faveur de la mère ».<sup>245</sup>

---

<sup>243</sup> François-Albert Angers, « Ma bataille avec l'impôt VI : Le jugement de la Cour de l'Échiquier », *Le Devoir*, 14 mai 1957, p. 4-5.

<sup>244</sup> Sur ce point, toutefois, on peut raisonnablement penser que l'argumentaire est quelque peu tiré par les cheveux, comme le reconnaîtra d'ailleurs le juge Dumoulin, pour qui l'argument éducatif constitue le point le plus faible du dossier d'Angers.

<sup>245</sup> François-Albert Angers, « Ma bataille avec l'impôt V : La constitutionnalité de la loi des allocations familiales », *Le Devoir*, 13 mai 1957, p. 3-4.

La *Loi des allocations familiales* invaliderait ainsi certaines dispositions du Code civil du Québec liées à l'administration du patrimoine familial, le gouvernement fédéral ayant décidé que « la femme serait la gérante de cette partie des biens familiaux »<sup>246</sup>. Pour les traditionalistes, une telle loi menace l'intégrité de la famille canadienne-française, dont les assises historiques sont basées sur le rôle maternel de la femme et sur le rôle de pourvoyeur de l'homme<sup>247</sup>. La loi menacerait également l'intégrité de la sphère privée, car « de tous les domaines de la sécurité sociale, celui des allocations familiales est le plus sensible, puisqu'il s'agit d'une intervention permanente et constante dans la vie familiale »<sup>248</sup>.

Après plusieurs témoignages, de nombreux passages en cours de justice et à la suite d'une ultime demande d'appel, le juge Jacques Dumoulin de la Cour de l'Échiquier doit trancher le débat. Celui-ci rejette catégoriquement l'appel, prétextant qu'il n'y a « pas eu preuve de fait d'abus réels résultant de l'immixtion fédérale dans une question de nature provinciale » et que dans l'ensemble, les arguments juridiques sont insuffisamment étoffés<sup>249</sup>. Angers et Drapeau se montrent très critiques du jugement, estimant que « pour le profane, c'est un peu comme si en droit civil, j'aurais à poursuivre un individu qui se serait décidé à monter sa tente sur ma propriété et qui aurait refusé de décamper à mes récriminations »<sup>250</sup>. Angers croit qu'il est aberrant, dans une cause portant sur la défense de droits constitutionnels, qu'un juge ait pu renvoyer l'appel sans considérer sérieusement

---

<sup>246</sup> *Ibid.* Selon la loi, les chèques d'allocations du gouvernement étaient adressés au nom de la mère. La loi visait notamment à favoriser une certaine autonomisation des mères à l'égard des chefs de famille. Là encore, les positions d'Angers témoignent d'une vision paternaliste et autoritaire par rapport à la stature civile et juridique privilégiée du père de famille.

<sup>247</sup> Dominique Marshall, *Op. Cit.*, p. 29.

<sup>248</sup> François-Albert Angers, « Ma bataille avec l'impôt V : La constitutionnalité de la loi des allocations familiales », *Op. Cit.*

<sup>249</sup> François-Albert Angers, « Ma bataille avec l'impôt VI : Le jugement de la Cour de l'Échiquier », *Op. Cit.*

<sup>250</sup> *Ibid.*

les preuves à l'appui<sup>251</sup>. Selon lui, le verdict vient en quelque sorte nier « l'existence et la préservation du droit défini et se contente de constater que dans le moment présent, l'action fédérale dans un domaine provincial n'a pas d'effet néfaste immédiat »<sup>252</sup>.

À la suite de ce revers, le duo décide de ne pas porter la cause devant la Cour suprême, car bien que celle-ci soit la seule instance pouvant « donner une opinion ayant vraiment force de loi [...] il n'y a plus moyen d'avoir confiance en cette institution ». Pour eux, les « politiques centralisatrices de nos politiciens fédéraux ont complètement vicié cet organisme essentiel au bon fonctionnement d'une démocratie fédérative »<sup>253</sup>. Angers juge d'ailleurs que sa défaite montre que « nous nous acheminons rapidement vers le parti unique et la ligne de pensée unique, auquel on plie tous les intérêts et tous les textes juridiques »<sup>254</sup>. Le processus de centralisation fédérale aurait ainsi amenuisé les fondements démocratiques de l'appareil politico-juridique du pays, « formé dans un âge où on croyait à la liberté », qui ne servirait « plus qu'à nous donner l'illusion de la liberté dans un univers qui évolue rapidement vers les solutions concentrationnaires »<sup>255</sup>. Le jugement s'inscrirait ainsi en continuité avec les politiques keynésiennes, qui dénaturent les positions catholiques du gouvernement québécois en matière de régulation sociale :

Cette politique s'agence avec les conceptions keynésiennes de distributions d'argent par l'État en vue de soutenir le pouvoir d'achat et d'amortir l'effet des crises. Mais dans son principe, la formule d'une pension d'État permanente relève indiscutablement de l'idéologie socialiste, sous sa forme inacceptable de garantir à tout un chacun le minimum essentiel à l'existence.

---

<sup>251</sup> *Ibid.*

<sup>252</sup> *Ibid.*

<sup>253</sup> François-Albert Angers, « Ma bataille avec l'impôt VII : Pourquoi je n'ai pas appelé à la Cour suprême? », *Le Devoir*, 16 mai 1957, p. 3-4.

<sup>254</sup> *Ibid.*

<sup>255</sup> *Ibid.*



Elle vient en contradiction avec l'idée catholique que l'économie relève de l'initiative des individus et de leurs associations librement organisées.<sup>256</sup>

Par la suite, Angers mit fin aux procédures judiciaires, estimant qu'il avait malgré tout remporté une certaine victoire auprès de l'opinion publique. Malgré sa défaite devant la Cour de l'Échiquier, l'action judiciaire du professeur des HEC a provoqué une certaine prise de conscience au sein du Canada français<sup>257</sup>. Et n'était-ce pas là son but ultime? Selon nous, cette entreprise judiciaire a représenté une vitrine extraordinaire pour les revendications autonomistes et en ce sens, Angers a su user de la médiatisation de sa cause afin de capitaliser sur les refus répétés d'Ottawa à son endroit. Sinon, comment expliquer qu'un homme de son acabit et que des avocats de renom aient poursuivi leur démarche durant une décennie? Selon nous, Angers avait tout intérêt à faire de sa bataille judiciaire un spectacle médiatique, non seulement pour sensibiliser l'opinion publique, mais également pour illustrer publiquement la volonté d'Ottawa de maintenir ses législations sociales malgré les récriminations du Québec. En maintenant la pression, Angers a certainement influencé le cours des événements. Un exemple qui tire parti de cette interprétation est l'adoption par le gouvernement de Duplessis d'un impôt québécois sur le revenu. Votée en 1954, cette politique fait échos aux recommandations préliminaires issues de la Commission Tremblay. Malgré une certaine réticence initiale, Duplessis, sous les recommandations d'intellectuels tels qu'Angers, en vient à la conclusion que la province

---

<sup>256</sup> *Ibid.* Il est intéressant de noter qu'Angers refuse de considérer que l'État québécois pourrait lui aussi utiliser les politiques keynésiennes au profit de la population francophone.

<sup>257</sup> Angers insiste pour dire que lors de ses conférences publiques tenues dans des milieux ouvriers, nombreux sont les travailleurs qui partageaient ses vues relatives au danger de l'immixtion du gouvernement fédéral dans les affaires sociales québécoises. Dominique Marshall mentionne également que les critiques des nationalistes tels qu'Angers ont contribué à une prise de conscience des mères québécoises relativement à l'ingérence dans la vie privée qu'engendrait le programme d'allocations familiales canadien. À voir dans Dominique Marshall, *Op. Cit.*, p. 221-223.

« doit administrer elle-même sa propre juridiction sociale et utiliser à cette fin ses pouvoirs fiscaux. C'est le retour de la sécurité sociale aux provinces qui est préconisé »<sup>258</sup>. Durant les années 1960, le gouvernement Lesage poursuivra cette entreprise de rapatriement des leviers législatifs liés aux questions sociales afin de mettre sur pied les programmes sociaux de la Révolution tranquille<sup>259</sup>. La création du ministère de la Famille et du Bien-être social (1963) s'inscrit d'ailleurs dans ce processus de conscientisation de la classe politique entrepris durant la décennie précédente<sup>260</sup>. Comme le souligne Angers, la mise à l'index du rapport Tremblay par Duplessis aura finalement bien servi les intérêts de la collectivité:

Si Duplessis avait adopté le Rapport, l'opposition l'aurait démolì. Cette attitude a fait du Rapport un document fondamental, une Bible des Canadiens français. Une commission royale a établi la base de toute notre survivance. C'est un document approuvé par le gouvernement (au départ), et repris par les libéraux. Duplessis a rendu ainsi un fier service à la province. Les cohortes du père Lévesque seraient sorties pour le démolir s'il l'avait approuvé.<sup>261</sup>

En somme, la prise de parole d'Angers aura su toucher différentes couches de la société canadienne-française. Cela est avéré par le fait que le professeur fut un invité recherché des médias à la fin de la décennie 1950, notamment à la radio, la télévision, dans les journaux et les revues d'actualité<sup>262</sup>. Tel que le précisera Jean Genest, Angers « a peut-être perdu une bataille juridique, mais pas la guerre! »<sup>263</sup>. Angers affirmera d'ailleurs au terme de la décennie 1950 que « c'est en nous portant activement à un effort de reconquête

---

<sup>258</sup> René Durocher et Michèle Jean, « Duplessis et la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1953-1956 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 25, no. 3, décembre 1971, p. 355.

<sup>259</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, « Le Rapport de la Commission Tremblay (1953-1956), testament politique de la pensée traditionaliste canadienne-française », *Op. Cit.*, p. 259-260.

<sup>260</sup> Dale C. Thompson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1984, p. 192-195.

<sup>261</sup> François-Albert Angers cité dans René Durocher et Michèle Jean, *Op. Cit.*, p. 362.

<sup>262</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, 60-62.

<sup>263</sup> Jean Genest, « Bâisseur de pays » dans « François-Albert Angers, l'économiste et le combattant », *Op. Cit.*, p. 91.

par la pression de l'opinion publique que nous pourrions le plus sûrement arrêter l'offensive fédérale »<sup>264</sup>. La saga judiciaire opposant Angers à l'État fédéral aura fait de lui une figure publique de la défense des compétences provinciales en matière de législation sociale.

#### **4.3.4 Une centralisation financière par le haut : le cas de la Banque du Canada**

Durant la décennie 1950, Angers s'est aussi penché sur les relations entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, et en particulier celui de la Banque du Canada. Les analyses de l'économiste portent sur le contrôle et la production de la monnaie, les investissements, mais aussi le contrôle des prix et des taux d'intérêt. Angers est alors l'un des seuls intellectuels au Québec à se pencher sur ces questions pointues.

D'emblée, la création de la Banque du Canada s'inscrit dans le sillon des politiques keynésiennes du gouvernement fédéral<sup>265</sup>. L'idée de créer une Banque centrale est d'abord proposée dans le cadre des travaux de la Commission Macmillan sur le système financier canadien (1933-1934), dont le mandat est de trouver une alternative à la multitude de petites institutions bancaires disséminées sur le territoire<sup>266</sup>. C'est à la suite des pressions des agriculteurs que le gouvernement vote, en 1934, la *Loi sur la Banque du Canada*<sup>267</sup>. L'année suivante, l'institution ouvre officiellement ses portes et devient, en 1938, redevable du gouvernement. Ses activités couvrent alors quatre sphères principales : la gestion de la masse monétaire du pays, la supervision d'émission d'obligations et de la gestion des avoirs en devises étrangères, l'administration des politiques monétaires ayant

---

<sup>264</sup> François-Albert Angers, « Ma bataille avec l'impôt IX : Vers l'avenir », *Le Devoir*, 19 mai 1957, p. 12-15.

<sup>265</sup> Sur la Banque du Canada, voir: George S. Watts, *The Bank of Canada. Origins and Early History*, Ottawa, Carleton University Press, 1993, 111 p.

<sup>266</sup> Éric Pineault, « Sociétés, monnaie et politique : éléments pour une théorie de l'institution monétaire et une typologie des formes historiques de sa régulation politique », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 32, 1999, p. 70-71.

<sup>267</sup> George S. Watts, *Op. Cit.*, p. 39.

une incidence sur le rendement de l'économie (exemple : les taux d'intérêt) ainsi que la gestion du secteur financier global du Canada et les relations économiques entretenues avec d'autres nations<sup>268</sup>. Ce faisant, l'État canadien reconnaissait le rôle essentiel que devait jouer une institution centralisée dans la régulation des activités économiques. Cette idée supposait la concentration et la standardisation des opérations bancaires au sein même d'un seul corps administratif susceptible de surveiller et de réglementer les activités financières et de prévenir, au besoin, les épisodes de crise. La Banque du Canada devait également fournir les ressources au gouvernement pour l'assister dans ses plans de développement<sup>269</sup>.

À propos de la Banque du Canada, François-Albert Angers eut de nombreuses réticences s'inscrivant directement dans sa critique de la centralisation. D'abord, l'économiste s'interroge sur l'impact de la perte de pouvoirs des institutions financières régionales au profit de la banque centrale. Il soupçonne que la vitalité économique des régions éloignées, leur potentiel de développement et même le dynamisme des entrepreneurs locaux risquent d'être perturbés par l'ascendant opéré par la banque centrale, via le contrôle des taux d'intérêt et de la monnaie. Reprenant des thèmes chers aux nationalistes conservateurs, Angers croit que « la régionalisation des gouvernements dans une coordination appropriée avec les gouvernements nationaux, puis internationaux, serait une nécessité pour assurer le développement économique rationnel du globe »<sup>270</sup>. S'inspirant des thèses développées par Minville sur le développement des régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, le professeur des HEC estime que l'éloignement des pôles

---

<sup>268</sup> Éric Pineault, *Op. Cit.*, p. 74-76.

<sup>269</sup> Derek Chisholm, « La banque du Canada était-elle nécessaire », *L'Actualité économique*, vol. 59, no. 3, septembre 1983, p. 551-558.

<sup>270</sup> François-Albert Angers, *La centralisation et les relations fédérales-provinciales*, *Op. Cit.*, p. 76

décisionnels et financiers vers les grands centres risque d'inciter les hommes d'affaires à désertier les régions et d'engendrer « sous l'apparence d'une certaine efficacité économique, la congestion et la mauvaise utilisation des ressources »<sup>271</sup>. En citant les exemples des États-Unis et de l'Angleterre, où les banques centrales ont affaibli le pouvoir des petites succursales, Angers note que « les localités tendent à s'intégrer, à se fondre dans les régions, et les régions dans l'économie nationale, qui gagne en unité et en cohésion, au détriment de l'autonomie régionale »<sup>272</sup>. L'existence même de la Banque du Canada amenuiserait le pouvoir d'action des institutions financières locales en les rendant dépendantes au pouvoir central dû à une politique de stabilisation économique. Cette opinion est d'ailleurs partagée par d'autres figures intellectuelles, telles que Jean-Charles Harvey, qui, même s'il ne dédaigne pas l'entreprise privée libérale, reconnaît que la centralisation des activités financières par la banque centrale amenuise le pouvoir d'action des petits entrepreneurs et favorise la mise en place de monopoles<sup>273</sup>. Esdras Minville, dans le volume 4 du Rapport Tremblay, note lui-aussi que les problèmes économiques des régions ont pour source la congestion des capitaux dans les grandes villes et le manque de contrôle des institutions financières locales<sup>274</sup>.

Les opérations monétaires menées par la Banque du Canada ouvrent également la voie à une analyse critique de la part d'Angers. D'emblée, il estime que les mandats confiés à la Banque seraient trop nombreux et étendus, rendant difficile l'atteinte d'une politique

---

<sup>271</sup> *Ibid.*

<sup>272</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>273</sup> Jean-Charles Harvey, « Seul l'individu est créateur », dans *Les grenouilles demandent un roi*, Montréal, Éditions du Jour, 1943, p. 45.

<sup>274</sup> Esdras Minville, « Analyse des besoins fondamentaux », *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Québec, vol. 3, tome 1, 1956, p. 35-63.

du plein emploi. Il juge que « l'investissement est la clé du plein emploi et par conséquent, le contrôle des investissements suffit »<sup>275</sup>. Le contrôle opéré par la banque centrale constituerait une première forme de socialisation économique, s'opérant en harmonie avec les visées centralisatrices de l'État fédéral. En souhaitant opérer au-delà de son rôle de gestionnaire, la Banque du Canada doit ainsi abandonner le modèle libéral traditionnel car « pour assurer constamment le volume d'investissement correspondant au revenu de plein emploi, il faudra avoir recours à la socialisation des investissements »<sup>276</sup>.

Plus largement, l'économiste estime que les vues de Keynes sur le contrôle monétaire et son impact sur l'emploi reposent sur des théories douteuses. Dans le Rapport Tremblay, il affirme que Keynes « ramène la politique économique à une opération indifférenciée d'expansion ou de contraction du volume de la monnaie par l'institut d'émission » et que, de cette théorie, découle tout un ensemble de moyens destinés à « agir sur les composantes de la circulation monétaire (vitesse, répartition, utilisation), autant que sur le volume de la monnaie »<sup>277</sup>. Angers critique ainsi l'influence politique dans le contrôle de la monnaie :

Le préambule de la Banque du Canada est révélateur des idées du temps en matière de politique économique. Elle doit régler le crédit et la monnaie dans le meilleur intérêt de la vie économique de la nation; mitiger par son influence les fluctuations du niveau général de la production, du commerce, des prix et de l'emploi de la main-d'œuvre autant que possible dans le cadre de l'action monétaire; favoriser la prospérité économique et financière du dominion [...] Mais en réalité, le gouvernement central exerce le contrôle sur le système monétaire et bancaire. C'est lui qui décide de l'orientation de la politique.<sup>278</sup>

---

<sup>275</sup> François-Albert Angers, *La centralisation et les relations fédérales-provinciales*, Op. Cit., p. 156.

<sup>276</sup> *Ibid.*

<sup>277</sup> *Ibid.*, p. 162.

<sup>278</sup> *Ibid.*, p. 168-169 et 184-185.

En ce sens, il juge que « ni les nouvelles théories fiscales, ni la doctrine des impôts directs, ni la prétendue incapacité des provinces ne peuvent étayer une thèse centralisatrice »<sup>279</sup>. Il ne peut ainsi acquiescer au bien-fondé de la banque centrale, qui constituerait une nouvelle tentative du gouvernement d'infiltrer le pouvoir des provinces par le biais d'une puissante institution régulant à la fois le développement économique, mais aussi les marchés. Dans cet esprit, le domaine financier se trouvait donc assiégé, lui aussi, par Ottawa.

Ainsi, l'analyse économique que propose Angers sur le thème de la centralisation constitue l'un des apports novateurs de sa pensée nationaliste. Rares sont les intellectuels qui ont approfondi comme lui une réflexion portant sur les répercussions négatives des politiques fiscales, sociales et financières du gouvernement fédéral. En ce sens, il fut l'un des premiers penseurs au pays à proposer une critique étayée de l'État-providence, fondée sur la défense de l'autonomie provinciale, de la liberté et du respect des traditions sociales.

#### **4.4 Conclusion de chapitre**

Au terme de ce chapitre, que pouvons-nous retenir? D'abord, que la pensée d'Angers s'inscrit toujours dans une perspective traditionaliste, où prime la philosophie sociale catholique prônant la liberté d'action et la responsabilisation des individus. En cela, nous pouvons parler d'un cadre interprétatif fondé sur le principe de la nation-confessionnelle, où une collectivité nationale se définit par le biais de son attachement culturel et historique au catholicisme et à ses valeurs profondes. Angers ne se distingue donc pas nécessairement de ses collègues à *L'Action nationale* sur le point de ses affinités idéologiques. Ce qui le distingue est plutôt l'acuité et la profondeur de son raisonnement sur la centralisation fédérale, fixé sur la dualité entre son nationalisme et sa formation

---

<sup>279</sup> François-Albert Angers, *Le problème fiscal et les relations fédérales-provinciales*, Op. Cit., p. 197.

d'économiste. Rares sont les intellectuels ayant offert une analyse si minutieuse quant aux nombreuses incidences socio-économiques, politiques et culturelles liées à l'aménagement des programmes de sécurité sociale canadien de l'après-guerre. À n'en point douter, l'analyse des réflexions d'Angers nous a permis de dégager certaines des grandes thèses francophones liées au conservatisme fiscal. Cette philosophie politique, relativement peu étudiée dans le cadre québécois, mériterait d'ailleurs une attention plus soutenue de la part des spécialistes en vertu de son potentiel scientifique.

Signe de leur pertinence, les recommandations d'Angers, et plus largement celles des commissaires de la Commission Tremblay, seront en partie mises en application par le gouvernement québécois durant la Révolution tranquille<sup>280</sup>. Toutefois, cette période sonnera également la disparition du traditionalisme et l'hégémonie d'une nouvelle génération de penseurs, réticents aux réflexions conservatrices. Angers parviendra à maintenir son influence, notamment en raffermissant son nationalisme et en devenant un critique des politiques réformistes québécoises. C'est d'ailleurs durant cette période qu'il deviendra un rebelle traditionaliste, pour qui le salut de la nation passe fondamentalement par une valorisation de son passé culturel et non pas par une politique de la table rase.

---

<sup>280</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, « Le Rapport de la Commission Tremblay (1953-1956), testament politique de la pensée traditionaliste canadienne-française », *Op. Cit.*, p. 293-294. Selon l'auteur, « certaines recommandations plus techniques du rapport en matière d'éducation, d'institutions culturelles, de planification économique, de même que l'idée générale d'un nationalisme politique proactif, ont réussi à trouver leur chemin jusqu'à nous ».



## Chapitre 5

### Une tradition en transition: Angers et la Révolution tranquille (1958-1968)

*Le malheur de trop de nos esprits réformistes, c'est qu'ils préfèrent les actions d'éclats bruyantes, à l'action lente, persévérante et constructive des véritables bâtisseurs.<sup>1</sup>*

- François-Albert Angers, *L'Action nationale*, janvier 1961.

*La droite intellectuelle n'a pas à rougir de ses propos tenus durant la Révolution tranquille. [...] Elle conviait ses contemporains à un renouveau dont elle ne niait pas la nécessité mais elle avertissait qu'il serait trompeur, voire fatal s'il ne s'opérait dans la fidélité aux points forts de l'histoire canadienne-française et à des principes jugés éternels. Si ses voix les plus avisés avaient été davantage suivies plutôt que reléguées au musée imaginaire de la Grande Noirceur, le Québec aurait fait l'économie d'expériences sociales, spirituelles et politiques qui, pour avoir eu l'attrait de la nouveauté, se sont soldés par des réveils douloureux ou des questionnements sans cesse repris.<sup>2</sup>*

- Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, 2007.

Dans ce chapitre, nous étudions les positions intellectuelles adoptées par François-Albert Angers par rapport aux grandes réformes de la Révolution tranquille et nous analysons sa place au sein des réseaux d'acteurs durant cette période phare de la l'histoire moderne du Québec. Nous démontrons que le professeur des HEC se retrouve alors dans

---

<sup>1</sup> François-Albert Angers, « Conférence interprovinciale », *L'Action nationale*, janvier 1961, p. 438.

<sup>2</sup> Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 452.

une position paradoxale. Si Angers occupe désormais la place de « berger » du traditionalisme, notamment dans les milieux intellectuels conservateurs où ses talents d'organisateur et de théoricien sont largement reconnus, il devient également une figure controversée dans le paysage médiatique dû à son opposition ouverte aux politiques du gouvernement Lesage. L'économiste des HEC s'inscrit alors en faux contre la plupart des mesures sociopolitiques, culturelles et économiques prônées par les élites politiques québécoises, y voyant la « liquidation spirituelle » de la tradition canadienne-française catholique. Angers parvient néanmoins à maintenir son influence dans les milieux intellectuels, grâce à son expertise économique ainsi qu'en raffermissant son nationalisme, ce qui le rapproche des milieux indépendantistes en émergence dans la province. Alors que la famille traditionaliste avance vers sa disparition prochaine, Angers réoriente en partie son action intellectuelle en devenant l'un des chantres du droit à l'autodétermination du Québec<sup>3</sup>. C'est ainsi qu'il parvient à demeurer dans les enceintes de l'Agora, en résistant au souffle de la Révolution tranquille.

En ce sens, la décennie 1960 est l'une des plus emblématiques de l'histoire récente du Québec, notamment par l'ampleur des réformes proposées et orchestrées par le gouvernement Lesage<sup>4</sup>. Alors que les élites politiques libérales mettent en place un programme d'inspiration néonationaliste, les propositions des intellectuels traditionalistes

---

<sup>3</sup> Mentionnons que son statut d'économiste renommé lui assure également des tribunes régulières dans différents milieux, et ce, malgré son idéologie conservatrice. Ce fait explique également la présence assidue et continue du professeur des HEC dans le paysage québécois des années 1960.

<sup>4</sup> Sur les réformes politiques entreprises par Jean Lesage et, plus globalement, sur la Révolution tranquille, on notera les études suivantes : Dale C. Thompson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Saint-Laurent, Éditions du Trécaré, 1984, 615 p.; Léon Dion, *La révolution déroutée : 1960-1976*, Montréal, Boréal, 1998, 326 p.; Yves Bélanger, Robert Comeau et Céline Métivier (dir.), *La Révolution tranquille : 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB, 2000, 316 p.; Guy Berthiaume et Claude Corbo (dir.), *La Révolution tranquille en héritage*, Montréal, Boréal, 2011, 304 p.

se voient cantonnées dans les pages des dernières revues d'idées conservatrices. Le déclin de cette famille s'étant amorcé durant les années duplessistes, la Révolution tranquille viendra en quelque sorte clore cette page de l'histoire intellectuelle du Canada français.

### **5.1 Des réseaux en mouvement : naviguer à contre-courant de l'histoire**

Dans cette section, nous démontrons que les réseaux d'Angers sont en restructuration durant la période de la Révolution tranquille. Ses proches collaborateurs atteignant l'âge de la retraite, Angers se retrouve alors, du fait de sa stature intellectuelle et de son expérience militante, au sommet de la hiérarchie du mouvement nationaliste canadien-français. Malgré une sensibilité idéologique qui l'éloigne des idées en vogue, il demeure attentif aux changements qui s'opèrent au Québec. Bénéficiant toujours d'un capital social et symbolique important étant donné son statut d'universitaire, le professeur des HEC articule un discours nationaliste politisé qui rallie bon nombre de figures conservatrices. Néanmoins, cette inclinaison militante freine par le fait même l'ascension professionnelle d'Angers, l'École des HEC refusant de lui offrir le poste de direction auquel il aspirait à titre de successeur d'Esdras Minville.

#### **5.1.1 De nouveaux chantiers de recherche**

À la fin des années 1950, François-Albert Angers est l'une des grandes figures du monde universitaire canadien-français et l'un des professeurs les plus respectés de l'École des HEC<sup>5</sup>. Évoluant au sein de l'institution montréalaise depuis plus de deux décennies, Angers y a acquis un statut enviable qui lui permet de déléguer certaines tâches d'enseignement aux nouveaux professeurs de l'École et de consacrer plus de temps à la

---

<sup>5</sup> Pierre Harvey, *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal. Tome II : 1926-1970*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 2002, p. 245.

recherche. Durant la décennie 1960, il planche notamment sur de nouveaux chantiers. Il travaille entre autres à la réédition du premier volume de son *Initiation à l'économie politique*, dans lequel il peaufine sa pensée au vu des nouvelles connaissances en économie via l'ajout d'une introduction bonifiée et de nouveaux chapitres. En 1966, il publie un deuxième volume pédagogique destiné à la clientèle étudiante<sup>6</sup>. Il consacre également son énergie à mettre sur pied les bases d'une histoire de la pensée économique canadienne-française, un sujet qui le passionne et sur lequel peu de spécialistes se sont penchés. Angers s'intéresse à ce sujet du fait qu'il cherche à démonter la thèse, émise notamment par les citélibristes, selon laquelle le Canada français aurait été dénué d'une pensée économique originale aux 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles. Ses travaux seront publiés dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française* et seront marqués par la prééminence accordée au rôle pionnier joué, entre autres, par les économistes des HEC Édouard Montpetit et Esdras Minville<sup>7</sup>.

D'un point de vue institutionnel, l'École des HEC est à un tournant de son histoire à la suite du départ à la retraite d'Esdras Minville. Ce dernier, qui fut à la tête de l'institution de 1938 à 1962, a marqué l'histoire des HEC notamment par sa volonté de rehausser les standards d'admission et de diplomation afin d'en faire une université reconnue internationalement. Le règne de Minville fut également marqué par le développement d'un nationalisme institutionnaliste ancré dans la reconquête économique, qui sera d'ailleurs au

---

<sup>6</sup> François-Albert Angers, *Initiation à l'économie politique II : Initiation à l'analyse économique*, Montréal, Fides, 1966, 345 p.

<sup>7</sup> François-Albert Angers, « Naissance de la pensée économique au Canada français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 15, no. 2, septembre 1961, p. 204-229; François-Albert Angers, « L'évolution économique du Canada et du Québec depuis la Confédération », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 21, no. 3a, 1967, p. 635-655; François-Albert Angers, « Nationalisme et vie économique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 22, no. 4, mars 1969, p. 587-610.

cœur de la culture politique durant la période de la Révolution tranquille<sup>8</sup>. Son départ marque, pour ainsi dire, la fin d'une époque. Ce faisant, tous se demandent qui prendra les rênes de l'institution universitaire. Rapidement, les yeux se tournent vers François-Albert Angers, disciple, ami fidèle et successeur naturel de Minville. Les rumeurs vont d'ailleurs bon train quant aux chances d'Angers d'être nommé directeur. Néanmoins, le conseil d'administration de l'École a d'autres projets en tête<sup>9</sup>. À la suite du départ de Minville, le conseil souhaite opérer une réorientation quant à la mission des HEC. Selon Pierre Harvey, les dirigeants veulent développer l'orientation scientifique de l'institution de la rue Viger et souhaitent s'éloigner du style de direction de Minville<sup>10</sup>. On juge alors qu'il serait à propos de nommer un directeur qui n'est pas engagé dans le mouvement nationaliste.

Plusieurs candidatures sont proposées aux membres du conseil d'administration, dont celle de François-Albert Angers. Après des semaines de réflexion, toutefois, sa candidature est finalement écartée. Selon Pierre Harvey, Angers aurait été écarté dû à sa trop grande implication dans le mouvement nationaliste<sup>11</sup>. Ajoutons à cela le fait que les réflexions économiques d'Angers, ancrées dans des schèmes catholiques plus ou moins bien vus dans les milieux scientifiques de l'époque, a également pu constituer un autre facteur jouant contre sa candidature. Ultimement, les administrateurs se tourneront vers la

---

<sup>8</sup> Antoine Brousseau Desaulniers, *L'évolution du débat constitutionnel québécois en regard de la question constitutionnelle (1960-1971)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2016, 166 p.

<sup>9</sup> Le conseil est notamment formé de plusieurs membres proches du Parti libéral du Québec. Roland Parenteau, *Dans les coulisses de la Révolution tranquille : mémoires du fondateur de l'École nationale d'administration publique*, Québec, Fondation littéraire Fleur de Lys, 2008, p. 155.

<sup>10</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 334-335.

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 337-338. On se souvient d'ailleurs que les travaux de recherche d'Angers furent grandement ralentis durant la décennie 1950, notamment due à ses nombreuses implications dans différentes organisations nationalistes et gouvernementales. Pierre Harvey souligne à ce sujet que les activités extracurriculaires d'Angers pouvaient déranger certains de ses collègues de l'École, pour qui le rôle d'un universitaire est d'abord et avant tout de faire avancer les connaissances dans son domaine d'expertise.

candidature de Roger Charbonneau, qui sera directeur de 1962 à 1972 et de 1974 à 1975<sup>12</sup>. Ce dernier opérera le virage souhaité par les membres du conseil, en œuvrant à la construction de l'édifice Descelles et en implantant le modèle américain de *business school*. De plus, Charbonneau donnera à l'École sa première véritable expansion à l'international, ce qui lui permettra d'acquérir le statut de « grande École de gestion québécoise »<sup>13</sup>.

Au regard de cette décision, peu de sources nous informent sur la réaction d'Angers, mais l'on peut supposer que ce dernier fut déçu de la décision du conseil d'administration<sup>14</sup>. Quant à la réorientation de la mission de l'École, les écrits d'Angers montrent qu'il voit d'un bon œil l'orientation prise par l'institution. Il jugera toutefois sévèrement la tiédeur nationaliste du nouveau directeur, en rupture avec le style de son prédécesseur<sup>15</sup>.

### ***5.1.2 Une expertise appréciée des milieux économiques***

François-Albert Angers demeure une personnalité populaire dans les milieux économiques et, à preuve, ses engagements à titre d'expert-conseil sont très nombreux au tournant de la décennie 1960. Son expertise est notamment mise à contribution pour le profit de la ville de Montréal-Sud dans le projet d'annexion de Longueuil-Montréal-Sud (1959), de la Commission royale d'enquête sur les transports au Canada (1960), de la Chambre de commerce de la province de Québec (1962), des Caisses populaires Desjardins

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 139. Ce dernier était jusqu'alors professeur d'économie à l'École. Pierre Harvey affirme d'ailleurs que Charbonneau était proche des milieux libéraux, ce qui pourrait expliquer en partie sa nomination à la tête des HEC. Ce dernier occupa également le poste de directeur adjoint entre 1959 et 1962.

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> Certaines sources suggèrent toutefois que des étudiants et des professeurs proches d'Angers furent déçus que ce dernier ne soit pas nommé directeur de l'institution. C'est notamment ce qui ressort des lettres échangées entre Angers et le professeur Marcel Clément au début des années 1960, dans lesquelles celui-ci désapprouve la nomination de Charbonneau à la tête de l'École. HEC, P027, boîte P027/A1,0024, « lettre de Marcel Clément à François-Albert Angers », 22 novembre 1962.

<sup>15</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*, p. 339-342.

auprès de la Commission Porter sur la banque et le crédit (1962), d'un arbitrage entre les coopératives d'électricité de Baie-Comeau et d'Hydro-Québec (1963), d'un arbitrage de salaire pour le Comité des hôpitaux (1963), d'un arbitrage entre la Conférence religieuse canadienne et la taxation des biens d'Église (1968), ainsi que de la Commission sur les institutions financières du Québec (Commission Parizeau) sur le contrôle des institutions par la Banque du Canada (1968-1969)<sup>16</sup>. Parallèlement à cela, Angers est nommé vice-président du Centre international de recherches sur les entreprises publiques et les coopératives (1964). Il est également l'un des membres fondateurs de l'Académie des sciences morales et politiques (1964-1974). Enfin, il est élu à la présidence de la Société canadienne de science économique (1968-1971), l'une des plus prestigieuses associations d'économistes au pays<sup>17</sup>. Ces collaborations témoignent de la valeur de son capital symbolique, lui qui évolue dans des organisations québécoises et canadiennes réputées.

Angers est également un conférencier populaire. Il présente plusieurs dizaines de conférences durant les années 1960, notamment au sein des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, dans les collèges religieux ainsi que dans des établissements universitaires collégiaux<sup>18</sup>. Ses sujets de conférences sont très variés, mais plusieurs portent entre autres sur ses travaux récents dans le domaine du coopératisme. Certaines conférences données dans les milieux nationalistes portent aussi sur les politiques économiques des gouvernements québécois et canadiens. D'autres, de nature plus informative, portent sur l'importance de l'épargne et des placements dans la vie économique nationale. Celles-ci sont d'ailleurs populaires en milieu collégial, Angers étant un communicateur apprécié auprès de la clientèle

---

<sup>16</sup> HEC, P027, boîtes P027/Z,0006, P027/Z,0007 et P027/Z,0008, « Arbitrages : données sommaires ».

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> HEC, P027, boîte P027/Z0071, « Inventaire résidence (99/10) ».

estudiantine des collèges classiques. En calculant le nombre de communications présentes dans son fonds d'archives, on constate qu'il donne entre dix et quinze conférences par année, ce qui constitue un effort important du point de vue du service à la communauté. Somme toute, le professeur des HEC ne ralentit pas la cadence à l'aube de la cinquantaine.

Fait intéressant à noter, Angers œuvre également à titre d'expert-conseil – de manière discrète – pour le profit de certains hommes politiques. Plus exactement, sa correspondance nous montre qu'il a réalisé des études et rédigé des textes pour le compte de Paul Sauvé et d'Antonio Barrette, les successeurs de Maurice Duplessis à la tête de l'Union nationale. Angers a notamment fourni à Paul Sauvé quelques notes manuscrites concernant les politiques fiscales canadiennes des années 1950 ainsi que des précisions en lien avec la nouvelle politique de péréquation<sup>19</sup>. Dans le cas de Barrette, il semble que c'est ce dernier qui aurait écrit à Angers afin de lui demander des conseils en matière de politique fiscale et de péréquation au début des années 1960<sup>20</sup>. Ayant entretenu des relations troubles avec Maurice Duplessis, Angers s'entend néanmoins cordialement avec Sauvé et Barrette. Toutefois, malgré des accointances idéologiques certaines avec Daniel Johnson, nous n'avons trouvé aucune correspondance entre le chef unioniste et Angers.

Durant les années 1960, Angers recommence également à collaborer à *L'Actualité économique*. Alors qu'il avait délaissé ce médium durant la décennie 1950, il recommence à y collaborer régulièrement, dû à la présence de son ami Pierre Harvey à la tête de la revue (1962-1966) et à la présence d'une jeune équipe éditoriale dynamique<sup>21</sup>. Au total, il publie

---

<sup>19</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0021, « lettre de François-Albert Angers à Paul Sauvé », 23 octobre 1959.

<sup>20</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0024, « lettre de Antonio Barrette à François-Albert Angers », 21 février 1962.

<sup>21</sup> Ruth Dupré, Yves Gagnon et Paul Lanoie, « D'une revue d'affaires à une revue économique : 75 ans dans la vie de *L'Actualité économique* », *L'Actualité économique*, vol. 76, no. 1, 2000, p. 12.



une vingtaine d'articles durant la décennie 1960, la plupart portant sur la question fiscale canadienne, sur la nouvelle formule de péréquation, sur le système monétaire canadien ainsi que sur la pensée économique des HEC. Il estime d'ailleurs que d'un point de vue économique, le Québec a fait des pas de géants dans les dernières décennies :

Je n'ai plus, pour ma part, d'inquiétude sur l'avenir économique du groupe Canadien français, pour autant que notre population voudra bien faire la part indispensable qui lui revient. Ne blâmons plus l'étranger, ne nous disons plus opprimés dans le domaine économique. Le présent importe peu, si l'avenir est assuré. Et l'avenir l'est si nous savons nous servir des moyens qui sont à notre disposition. Notre libération économique? Elle n'attend plus que nous.<sup>22</sup>

Angers est heureux de constater que le monde politique et financier canadien-français daigne enfin faire appel aux économistes afin de mettre en place des politiques de développements efficaces et réfléchis et que « d'après la tendance qui s'est manifestée au cours des dix dernières années, cette demande augmentera régulièrement dans les entreprises privées et gouvernementales »<sup>23</sup>. Il y voit là une heureuse démonstration de la pertinence de son travail d'expertise.

### ***5.1.3 Naviguer en temps de crise (II) : Angers devant les factions néonationalistes, indépendantistes et révolutionnaires***

Depuis 1954, Angers agit à titre de président la Ligue d'action nationale. Or, à la suite de la démission de Pierre Laporte à titre de directeur de *L'Action nationale*, en 1959, il se voit contraint de prendre les rênes de la revue puisqu'aucun membre ne souhaite en assumer la direction. C'est donc à contrecœur qu'il accepte de voler au secours de la revue, qui est à l'agonie. Le nombre d'abonnements atteint alors un plancher historique (400) et

---

<sup>22</sup> François-Albert Angers, « Le problème économique au Canada français », *L'Action nationale*, novembre 1959, p. 183.

<sup>23</sup> François-Albert Angers, « L'économie, une clé à notre portée », *L'Action nationale*, janvier 1959, p. 375.

la revue est en proie à des dettes de près de 15 000 \$<sup>24</sup>. De plus, *L'Action nationale* paraît de manière irrégulière, le nombre de collaborateurs est en chute libre et la qualité des articles laisse parfois perplexes même ses lecteurs les plus assidus.

Mais comment expliquer une telle débandade? En fait, comme expliqué au dernier chapitre, la Ligue est traversée par une crise idéologique depuis le début des années 1950. Or, à la fin de la décennie, c'est une véritable guerre ouverte qui déchire les rangs de la Ligue d'action nationale et de sa revue, guerre qui oppose les factions traditionalistes et néonationalistes<sup>25</sup>. La faction néonationaliste, qui regroupe des jeunes issus de la génération suivant celle d'Angers, présente un nouveau nationalisme qui s'éloigne du traditionalisme défendu par les militants plus âgés<sup>26</sup>. En résumé, le néonationalisme se définit par son penchant politique (et non plus culturel), qui tend à donner un rôle central à l'État dans le déploiement économique de la province, qui privilégie la laïcité plutôt que l'attachement aux traditions catholiques, qui favorise la social-démocratie par rapport au libéralisme et qui se définit comme l'antithèse du fédéralisme bon-ententiste. En émergence durant la décennie 1950, le néonationalisme se déploie de manière organique et systématique durant la Révolution tranquille, comme le note Éric Bélanger :

Avec la Révolution tranquille, on s'est mis à considérer l'État du Québec comme l'instrument d'émancipation collective des Québécois, comme

---

<sup>24</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 126. *L'Action nationale* a alors plus de 15 000 \$ de dettes en souffrance chez son imprimeur Pierre Des Marais, un sympathisant de la Ligue.

<sup>25</sup> Sur le néonationalisme, on notera avec intérêt les études suivantes : Pascale Ryan, *Penser la nation : la Ligue d'action nationale (1917-1960)*, Montréal, Leméac, 2006, 309 p.; Yvan Lamonde, *La modernité au Québec. Tome II : la victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)*, Montréal, Fides, 2016, 456 p.; Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet (1944-1969)*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1993, 568 p.; Michael D. Behiels, *Prelude to Quebec's Quiet Revolution : liberalism versus neo-nationalism, 1945-1960*, Kingston, McGill-Queens's University Press, 1985, 444 p.

<sup>26</sup> Au sein de la Ligue d'action nationale, les figures de Jean-Marc Léger et de Pierre de Grandpré sont les principales à émerger du courant néonationaliste et à proposer une réflexion intellectuelle qui s'inscrit directement dans ce schème de pensée. À voir dans Pascale Ryan, *Op. Cit.*, p. 256-258.

« l'expression politique du Canada français » pour reprendre les mots de Jean Lesage. Alors qu'auparavant on ne pensait qu'en termes d'une minorité francophone en territoire canadien, on conçoit maintenant une majorité francophone en territoire québécois, majorité qui devient le noyau central de la conception d'une « nation » [...] La première rupture politique survenue au cours de la Révolution tranquille réside donc en une prise de conscience par les Canadiens français du Québec qu'ils constituent une nation, et qu'ils peuvent utiliser l'État du Québec comme instrument de modernisation et d'émancipation de leur nation. En sens, le nouveau nationalisme québécois devient extrêmement politisé : la nation québécoise doit posséder son propre État doté des pouvoirs nécessaires à son affirmation et à son développement comme société distincte. Le Québec n'étant pas une province comme les autres, on ne se contente plus de revendiquer une simple autonomie: on désire la reconnaissance de deux nations à l'intérieur du Canada.<sup>27</sup>

Pour résumer ce changement paradigmatique, les néonationalistes ne se considèrent non plus comme des Canadiens français, mais comme des Québécois, avec toutes les transformations et les ruptures que cela implique du point de vue culturel<sup>28</sup>. S'en suivent d'ailleurs des querelles qui se déroulent dans les pages de *L'Action nationale*. Lorsqu'Angers est nommé directeur, la situation est pour le moins dramatique.

À son arrivée, il entreprend de remettre en ordre l'administration de la revue. Pour y arriver, il entend régulariser la publication de chaque numéro (mensuellement) et mettre fin aux querelles idéologiques dans les pages de la revue qui nuisent à la crédibilité du mouvement nationaliste. Angers réussit également à trouver de nouveaux partenaires publicitaires, ce qui permet d'améliorer les finances et de rembourser les dettes dues à l'imprimeur Pierre des Marais. Dès l'hiver 1960, la revue adopte également un nouveau style qui dénote un souci dans la présentation et la qualité générale des articles. Pour arriver

---

<sup>27</sup> Éric Bélanger, « « Égalité ou indépendance ». L'émergence de la menace de l'indépendance politique comme stratégie constitutionnelle du Québec », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 2, no. 1, 1999, p. 120-121.

<sup>28</sup> Jean-Herman Guay et Serge Gaudreau, *Les élections québécoises : 150 ans d'une histoire mouvementée*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, p. 286.

à ce résultat, Angers s'est astreint à une tâche colossale qui, selon Jean Genest, témoigne de son éthique de travail « impeccable »<sup>29</sup>. Pour remettre à flot la revue, Angers signe également un nombre impressionnant de textes (environ vingt par années) comprenant des éditoriaux, des chroniques et des textes d'analyse<sup>30</sup>. En 1967, son successeur Jean Genest brosse un portrait éloquent du rôle joué par l'économiste dans le sauvetage de la revue :

Une telle puissance de travail exige des journées de 15 à 16 heures. M. Angers reste un grand maître à penser au Canada français. Ses principaux articles nous permettent de voir à l'œuvre une des plus belles intelligences du Canada français, l'une des plus cohérentes et des mieux organisées. À partir d'un petit nombre de principes, il éclaire tout le multiple des événements et tout le mystérieux de l'enchaînement des actes humains. Il voit clair et, à le lire, nous participons tous de sa lucidité. Une telle production pourrait laisser croire à un éparpillement désastreux. Avec M. Angers il n'en est rien.<sup>31</sup>

Cette citation illustre l'orientation que donne Angers à *L'Action nationale*, mais aussi au mouvement d'action nationale. Durant son mandat, il réoriente la ligne éditoriale de la revue vers une idéologie traditionaliste. En l'espace de quelques années, le périodique se réaligne et compte essentiellement sur la collaboration d'auteurs faisant consensus au sein de la Ligue. Ce réalignement est d'ailleurs emblématique du style de direction opéré par Angers, décrit comme un administrateur responsable, rassembleur, mais autoritaire. Qui plus est, le réajustement idéologique de *L'Action nationale* représente en fait un retour de

---

<sup>29</sup> Jean Genest, « Notre merci à Monsieur Angers », *L'Action nationale*, octobre 1967, p. 101-104.

<sup>30</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 174. Ayant purgé plusieurs plumes dissidentes, Angers doit produire un grand nombre de textes, car il peine à trouver des auteurs intéressants. Ce n'est qu'à partir de 1961-1962 que la revue commence à faire appel à de nouveaux collaborateurs réguliers. Qui plus est, Angers croyait bien avoir trouvé en la personne d'Albert Roy (directeur de *Tradition et progrès*) un digne successeur à la tête de *L'Action nationale*. Les deux périodiques avaient même conclu une entente de fusion à la fin de l'année 1962, en préparation de l'arrivée de Roy à la tête de *L'Action nationale*. Toutefois, ce scénario ne se réalisera jamais, puisque Roy périra dans un accident d'avion en novembre 1963, au grand désespoir d'Angers.

<sup>31</sup> Jean Genest, « Notre merci à Monsieur Angers », *Op. Cit.*, p. 103.

balancier, celle-ci ayant flirté avec des idéaux progressistes durant la décennie précédente.

Afin de rappeler la mission de la revue, Angers publie en 1962 une mise au point éditoriale:

Son objectif est de faire de la collectivité canadienne-française une collectivité vivante, éveillée au sens de la solidarité nationale dans l'ordre politique et économique. Le réveil des dernières années, la victoire des idées de *L'Action nationale* sur l'autonomie provinciale en dépit de la puissance des forces adverses, l'impulsion qu'a prise l'économie canadienne-française, voilà autant de signes qui justifient d'être fiers de l'œuvre accomplie.<sup>32</sup>

Les principes traditionalistes d'Angers transparaissent également dans un éditorial de septembre 1962, où l'économiste rappelle que tout changement n'est pas nécessairement souhaitable à une époque où les gouvernants semblent décidés à jeter aux rencarts certains fondements de la culture canadienne-française au profit de « nouvelles idées » :

Elle [*L'Action nationale*] n'approuve pas le changement pour le changement, l'idée que le changement est nécessairement synonyme de progrès et, par suite, la pure et simple agitation qui ne donne que l'illusion du changement [...] En ce sens, *L'Action nationale* n'a aucune leçon à recevoir de personne en termes de radicalisme. Elle est radicale justement parce qu'elle a des principes et qu'elle tient à les faire vivre au peuple canadien-français.<sup>33</sup>

*L'Action nationale* se pose ainsi en contre-pouvoir au gouvernement Lesage, qui prend les rênes de l'État québécois en juin 1960. Évidemment, malgré le rôle d'animateur et d'organisateur qu'il joue durant cette période, Angers n'est pas le seul acteur dans l'entreprise de redressement de *L'Action nationale*. En effet, l'inventaire des articles signés durant la décennie 1960 nous montre que les individus les plus actifs sont pour la plupart des militants nationalistes de longue date, tels que Jean Genest, Patrick Allen et Rosaire Morin. Le vétéran Rodolphe Laplante, trésorier de la Ligue et retraité depuis quelques

---

<sup>32</sup> François-Albert Angers, « Histoire du mouvement », *L'Action nationale*, novembre 1962, p. 200.

<sup>33</sup> François-Albert Angers, « Renouveau », *L'Action nationale*, septembre 1962, p. 9.

années, demeure lui-aussi un auteur important. On remarque également la plume récurrente d'Odina Boutet, écrivain et poète qui s'implique activement dans la section culturelle de la revue. Enfin, signe de l'adoucissement idéologique de *L'Action nationale*, notons que le jésuite Richard Arès et Mgr Jules-Bernard Gingras, des vétérans de la Ligue, sont les seuls membres issus de la cléricature à s'impliquer dans la revue durant cette période.

De nouveaux collaborateurs font également leur marque dans les pages de *L'Action nationale*<sup>34</sup>. Parmi eux, notons Maximilien Laroche, étudiant d'origine haïtienne en lettres à l'Université de Montréal, détenteur d'une licence en droit et professeur au Collège Sainte-Marie de Montréal; Jean-Claude Germain, dramaturge et journaliste au *Petit Journal*, fondateur du *Théâtre Même Nom* de Montréal en 1969, collaborateur à la revue *Dimensions* et au magazine *Maclean's* et futur professeur à l'École nationale de théâtre; Jean Tétreau, romancier, dramaturge et traducteur, pigiste dans plusieurs publications (*Le Devoir*, *L'Information médicale et paramédicale*, *Amérique française*) et futur fonctionnaire fédéral. Notons aussi la présence surprenante d'André Major, l'un des cofondateurs de *Parti pris*, devenu collaborateur régulier de *L'Action nationale* en 1966, où il dirige la section culturelle. Enfin, soulignons l'arrivée de Michel Brochu, professeur et directeur du Centre de recherches arctiques de l'École des hautes études commerciales de Montréal entre 1966 et 1971 et militant nationaliste au sein des SSJB. En somme, *L'Action nationale* des années 1960 présente un juste amalgame entre les militants vétérans et les nouvelles recrues, ce qui témoigne d'une revitalisation certaine au sein de la direction éditoriale<sup>35</sup>.

---

<sup>34</sup> Jean-Philippe Carlos, *Contacts, échanges et ruptures : l'évolution du réseau intellectuel indépendantiste québécois à travers ses revues (1956-1968)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2015, p. 138-139.

<sup>35</sup> *Ibid.*

Évidemment, la place centrale qu'occupe Angers dans le mouvement nationaliste l'amène à jouer un rôle proactif dans la sphère publique. Dès le milieu des années 1950, il mène de front la campagne en faveur du Château Maisonneuve. Appuyée par la Chambre de commerce de Montréal et les SSJB, la Ligue d'action nationale souhaite alors que le nouvel hôtel du Canadien National, le *Queen Elizabeth*, soit renommé afin de respecter le caractère francophone de la métropole québécoise, ce qui sera toutefois refusé par le président Donald Gordon<sup>36</sup>. Puis, en 1961, Angers mène ses troupes dans « l'affaire du recensement », qui se soldera par une victoire face au gouvernement fédéral<sup>37</sup>. L'année suivante, il entreprend également une campagne de mobilisation contre l'affichage en anglais dans la métropole et se pose en partisan de l'affichage unilingue francophone (15 ans avant l'adoption de la loi 101 par le gouvernement Lévesque)<sup>38</sup>. Puis, à partir de 1964, Angers est à la tête des protestations contre le projet de rapatriement de la constitution canadienne et de la mise en application de la formule Fulton-Favreau<sup>39</sup>. Sous sa direction, la Ligue d'action nationale semble ainsi renaître de ses cendres.

---

<sup>36</sup> « La bataille du Château Maisonneuve », site web de *L'Action nationale* [en ligne], <http://100e.action-nationale.qc.ca/exhibits/show/100e/1949-1969/la-bataille-du-chateau-maisonn>. L'article nous apprend d'ailleurs qu'au plus fort de la campagne, la Ligue a réussi à mettre sur pied une pétition de plus de 200 000 signatures en faveur de leur revendication.

<sup>37</sup> François-Albert Angers, « L'affaire du recensement », *L'Action nationale*, février 1961, p. 497. L'affaire du recensement est un épisode dans lequel la Ligue d'action nationale protesta contre une modification faite par le gouvernement fédéral dans les nouveaux formulaires de recensement, où était absente toute référence à la nationalité canadienne-française dans le choix de l'origine ethnique des citoyens canadiens.

<sup>38</sup> Angers et les membres de la Ligue seront d'ailleurs appuyés par de nombreuses associations nationalistes durant cet épisode, notamment la SSJB de Montréal. À noter que le RIN revendique lui aussi l'affichage unilingue francophone à la même époque.

<sup>39</sup> La formule prévoyait que toute modification apportée à la constitution devait recevoir le concours de toutes les législatures provinciales. Au regard de la position minoritaire du Québec dans la fédération, le gouvernement Lesage décida – sous les pressions de plusieurs organisations nationalistes – de s'opposer à cette mesure et le projet tomba finalement en déroute dans la seconde moitié de la décennie 1960. À ce sujet, voir Antoine Brousseau-Desaulniers, *L'évolution du débat politique québécois en regard de la question constitutionnelle (1960-1971)*, *Op. Cit.*

À titre de dirigeant du mouvement d'action nationale, Angers doit également prendre position à l'égard de différentes organisations militantes et politiques qui voient le jour durant la Révolution tranquille. Tel que mentionné plus tôt, il critique régulièrement le gouvernement libéral de Jean Lesage, pour qui il affiche un scepticisme certain durant ses deux mandats au pouvoir<sup>40</sup>. Angers se méfie du soudain regain d'enthousiasme des libéraux par rapport à la question nationale, eux qui ont toujours dénigré les positions autonomistes de Duplessis. D'ailleurs, durant les années 1960, Angers appuie publiquement l'Union nationale et tient en haute estime son chef Daniel Johnson. Du point de vue de la politique fédérale, le professeur des HEC est également très critique des gouvernements de John Diefenbaker et de Lester B. Pearson, par rapport auxquels il témoigne la même désaffection due à leurs visions centralisatrices<sup>41</sup>. Angers a beaucoup plus d'affinités avec certains élus locaux, notamment avec le maire de Montréal Jean Drapeau, un ami de longue date pour lequel il a un grand respect<sup>42</sup>. Une correspondance soutenue illustre d'ailleurs les liens amicaux entre les deux hommes.

Les prises de position d'Angers, surtout celles à l'égard du gouvernement Lesage, en feront toutefois l'une des cibles du journal *Le Devoir*. Les relations entre le journal et le mouvement d'action nationale, déjà tendues durant les années duplessistes, ne s'améliorent

---

<sup>40</sup> François-Albert Angers, « Les élections provinciales », *L'Action nationale*, septembre 1960, p. 5-13. Cela est dû au fait que Lesage fut ministre au sein du gouvernement de Louis Saint-Laurent entre 1953 et 1957.

<sup>41</sup> Malgré une certaine ouverture de Lester B. Pearson à l'égard du fédéralisme coopératiste au début de la décennie 1960, Angers et une majorité de nationalistes conservateurs demeureront foncièrement méfiants à son égard durant toute la durée de son mandat. Sur le sujet, voir : Kenneth McRoberts, « La politique de l'édification nationale », dans François Rocher et Benoît Pelletier (dir.), *Le nouvel ordre constitutionnel canadien. Du rapatriement de 1982 à nos jours*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2013, p. 99-110.

<sup>42</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0024, « lettre de François-Albert Angers à Jean Drapeau », 31 octobre 1962. Au lendemain de la victoire de Drapeau aux élections municipales de 1962, Angers lui écrit : « Laisse-moi te féliciter chaudement de la réussite sensationnelle que tu viens d'obtenir [...] Que le pouvoir te rende encore plus sévère sur toi-même afin que ce témoignage de confiance et d'estime puisse être renouvelé... peut-être sur une scène encore plus grande un jour! ».



guère durant la Révolution tranquille. En fait, la correspondance échangée entre Angers et le directeur du *Devoir*, Gérard Filion, dénote une animosité intellectuelle certaine. Fillion accuse alors le professeur des HEC de s'accrocher à un idéal passéiste et qualifie sa pensée de doctrinaire, tandis qu'Angers accuse son ancien collègue de miner les bases du journalisme par l'usage de procédés d'analyses malhonnêtes qui dénaturent les fondements du nationalisme traditionaliste<sup>43</sup>. De ce fait, les ponts entre *L'Action nationale* et *Le Devoir* demeureront coupés durant toute la décennie 1960.

### *L'épisode des États généraux du Canada français (1965-1969)*

Durant son mandat à la tête de *L'Action nationale*, Angers met sur pied plusieurs projets de grande envergure. C'est ainsi que la Ligue d'action nationale, en partenariat avec les SSJB, met en branle le projet des États généraux du Canada français en 1965<sup>44</sup>. Le but de ce projet est de consulter le peuple canadien-français sur son avenir constitutionnel et politique<sup>45</sup>. L'idée de ce vaste chantier a été formulée par des membres des SSJB en 1961, mais ses antécédents remontent à la décennie précédente<sup>46</sup>. Angers rappelle d'ailleurs que :

C'est au Père Gustave Lamarche qu'il faut attribuer la paternité lointaine des états généraux. En 1952, à l'occasion du troisième congrès de la langue française, il avait exprimé, dans les *Carnets viatoriens*, l'idée que notre nation arrivait à un tournant de son histoire; et qu'il faudrait reposer aux corps dirigeants du peuple canadien-français le problème de la vie nationale selon toutes ses données, matérielles, intellectuelles, spirituelles, selon ses données dans le temps (historiques) et l'espace (géographiques).<sup>47</sup>

---

<sup>43</sup> Il est toutefois amusant de suivre les échanges des deux hommes sur plusieurs années, chacun s'envoyant des vœux de bonne année sur une base régulière, et ce, malgré une animosité intellectuelle certaine.

<sup>44</sup> Au sujet des États généraux du Canada français, voir : Joseph-Yvon Thériault et Jean-François Laniel (dir.), *Retour sur les États généraux du Canada français : continuités et ruptures d'un projet national*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016, 410 p.

<sup>45</sup> François-Albert Angers, « Éditorial – L'œuvre des États généraux », *L'Action nationale*, vol. 57, no. 3-4 (novembre-décembre 1967), p. 209-212.

<sup>46</sup> Marcel Martel, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttres et déroutte du Canada français : les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne, 1867-1975*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, p. 148.

<sup>47</sup> François-Albert Angers, « Succès des États généraux », *L'Action nationale*, janvier 1967, p. 199.

C'est à partir de 1965 que *L'Action nationale* s'intéresse à ce projet<sup>48</sup>. Rapidement, Angers en devient l'un des principaux organisateurs, aux côtés de Jacques-Yvan Morin et de Rosaire Morin. La correspondance contenue dans le fonds d'Angers nous montre d'ailleurs que celui-ci joue un rôle central dans l'organisation des États généraux, notamment en procédant à des invitations personnalisées envoyées à des organisations de la société civile franco-canadienne<sup>49</sup>. Avec Jacques-Yvan Morin, il prépare également les ordres du jour des assises de 1966, 1967 et 1969. Ainsi, en novembre 1966, se tiennent les assises préliminaires des États généraux, qui servent à préparer les thèmes qui seront discutés durant les assises ultérieures. C'est en novembre 1967 que se tiennent les assises nationales, tenues à Montréal l'année du centenaire de la fédération et qui réunissent 1623 délégués et 436 observateurs<sup>50</sup>. Selon Angers, les États généraux constituent un « pied de nez » à la Commission Laurendeau-Dunton, dont les travaux tendent à démontrer le cul-de-sac politique dans lequel se trouve la fédération canadienne<sup>51</sup>. Il stipule que le rôle des États généraux est « d'exprimer la volonté nationale sur le type de gouvernement qu'une nation veut, ou les changements majeurs qu'il faut effectuer dans la forme de gouvernement en vigueur »<sup>52</sup>.

En ce sens, Angers est une figure intimement associée aux États généraux. Nous sommes d'ailleurs en mesure d'affirmer que son capital symbolique atteint alors un sommet, alors même que la famille traditionaliste est en déroute en cette fin de décennie. En effet, Angers est choisi afin d'effectuer la déclaration préliminaire aux assises de 1967 portant sur

---

<sup>48</sup> Anonyme, « L'origine des états généraux en France », *L'Action nationale*, décembre 1965, p. 505-510.

<sup>49</sup> HEC, P027, boîte P027/Z,0054, « États généraux du Canada français : correspondances ».

<sup>50</sup> Marcel Martel, *Op. Cit.*, p. 154.

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> François-Albert Angers, « Succès des États généraux », *Op. Cit.*, p. 198.

le droit à l'autodétermination du Québec. Nous analyserons les fondements de ce positionnement plus loin dans ce chapitre, mais mentionnons déjà que la déclaration d'Angers témoigne de la valeur de son capital symbolique. Elle illustre notamment le statut dominant que le professeur occupe dans la grande famille nationaliste, sa stature et son engagement soutenu envers la cause nationale ayant influencé le choix final des organisateurs<sup>53</sup>. Qui plus est, le geste de la déclaration en lui-même a une grande résonance symbolique, tant au Québec que dans le reste du Canada. Il inspire d'ailleurs une certaine crainte dans le Canada anglais, où l'on commence à prendre au sérieux l'option indépendantiste<sup>54</sup>. À partir de ce moment, Angers devient une figure publique de l'indépendantisme, alors même qu'il n'a pas encore complètement adhéré à cette idée<sup>55</sup>! Le professeur des HEC retire néanmoins une grande expérience de cet épisode, qui lui permettra de se dissocier de l'image du « traditionaliste radical » qui lui collait à la peau.

Ainsi, durant la décennie 1960, François-Albert Angers se situe au sommet du réseau nationaliste canadien-français, tant par sa fonction d'animateur intellectuel que par sa stature de militant vétéran. Moins orthodoxe que ses prédécesseurs, il réussit à sauvegarder l'œuvre de la Ligue d'action nationale, tout en délimitant une frontière nette par rapport aux nouveaux regroupements radicaux qui cherchent à ramener l'idéal nationaliste à gauche. Par le fait même, il en vient à représenter l'idéal-type du contre-discours aux politiques réformistes de la Révolution tranquille.

---

<sup>53</sup> Éric Bédard, « René Lévesque et la fin du Canada français » dans Jean-François Laniel et Joseph-Yvon Thériault (dir.), *Op. Cit.*, p. 310.

<sup>54</sup> Marcel Martel, « « C'est un rassemblement... ». La GRC s'invite aux États généraux du Canada français » dans Jean-François Laniel et Joseph-Yvon Thériault (dir.), *Op. Cit.*, p. 322.

<sup>55</sup> Voilà d'ailleurs l'un des signes de la volonté d'Angers de demeurer au diapason de l'évolution du nationalisme québécois et qui témoigne également de sa souplesse d'esprit quant aux avenues constitutionnelles possibles liées au statut politique du Québec dans le Canada.

## 5.2 Vues sur le nationalisme économique de « l'équipe du tonnerre »

Dans cette section, nous analysons les positions d'Angers par rapport aux réformes économiques du gouvernement Lesage. Bien que les traditionalistes voient d'un œil positif certaines politiques libérales, dont la création de la Caisse de dépôt et placement, ils critiquent vertement le rôle « excessif » de l'État québécois. Aspirant à une reconquête au profit de la majorité francophone, les traditionalistes sont déçus de constater que le nationalisme économique du gouvernement se traduit par un mouvement de bascule, où le pouvoir autrefois entre les mains du capital étranger passe désormais entre celles de l'État. Dans cette optique, l'idéal traditionaliste subsidiaire, coopératiste et corporatiste se trouve associé à un imaginaire passéiste, opposé à une modernité technocratique et étatique.

### 5.2.1 Aux fondements du nationalisme économique du gouvernement Lesage

L'une des caractéristiques du gouvernement libéral de Jean Lesage, qui traduit la culture politique ambiante au Québec dans les années 1960, réside dans son nationalisme économique. Terme polysémique s'il en est un, le nationalisme économique est notamment défini par l'historien Dominique Foisy-Geoffroy, qui en retient trois éléments centraux :

Premièrement, l'idée que le progrès économique va de pair avec le progrès moral et intellectuel d'où découle le principe d'interdépendance des aspects de la vie collective. Deuxièmement, le recours suggéré à l'État pour contrer les effets pervers du régime de la libre entreprise. Finalement, l'idée que le progrès national exige le développement équilibré de la nation et des régions qui la composent, et ce, dans tous les aspects de la vie économique, autant industriel qu'agricole que commercial.<sup>56</sup>

Le nationalisme économique se conçoit également en opposition aux courants dominants du 20<sup>e</sup> siècle, une idée développée par les théoriciens Friedrich List, Henry C. Carey et

---

<sup>56</sup> Dominique Foisy-Geoffroy, *Esdra Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Sillery, Éditions du Septentrion, 2004, p. 45.

Paul Hugon. Pour ces derniers, le nationalisme économique se veut un « mouvement prenant le contre-pied du libéralisme économique et du marxisme » et où « l'économique est conçu comme un instrument ordonné à des fins supérieures, dont l'épanouissement de la nation »<sup>57</sup>. À cela, le politologue Éric Boulanger ajoute que le nationalisme économique traduit une « vision politique commune et en constante évolution du développement économique et des sociétés en général axée sur les caractéristiques historiques, socioculturelles, économiques et politiques de chaque nation » et s'inscrit comme « une théorie du développement et de la croissance économiques dans un monde volatile, instable et non sécuritaire »<sup>58</sup>. N'étant pas considérés comme une politique protectionniste au sens strict du terme, les plans économiques du gouvernement Lesage misent plutôt sur la création d'institutions pouvant appuyer la collectivité francophone via le levier étatique. En cela, les historiens John A. Dickinson et Brian Young soutiennent la thèse de l'orientation nationaliste des politiques économiques libérales :

Sous le slogan « Maîtres chez nous », le gouvernement du Québec entra dans le jeu économique dans les années 1960, contribuant au progrès des francophones sur ce plan. Son geste le plus spectaculaire fut la nationalisation des compagnies d'électricité en 1963 [...] De pair avec la réussite d'Hydro-Québec, le gouvernement ne créa pas moins de treize sociétés publiques dans les années 1960. Les plus importantes parmi celles-ci étaient la Caisse de dépôt et placement du Québec et la Société Générale de financement. La création d'un État-providence au niveau provincial [...] le développement rapide de structures d'éducation indépendantes de tout contrôle religieux, ainsi qu'une fonction publique pour administrer les nouveaux programmes créèrent de nouvelles possibilités pour les francophones.<sup>59</sup>

---

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> Éric Boulanger, « Théories du nationalisme économique », *L'Économie politique*, vol. 3, no. 31, 2006, p. 112.

<sup>59</sup> John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec* (nouvelle édition), Québec, Bibliothèque québécoise, 2014, p. 391-392.

Du point de vue de l'interventionnisme étatique, les politiques économiques du gouvernement Lesage sont en rupture avec celles prônées par l'Union nationale de Duplessis<sup>60</sup>. On se souvient que celui-ci prônait l'importance des capitaux étrangers dans le développement de la province, notamment dans le secteur des richesses naturelles. Duplessis misait également sur l'industrialisation dans les centres urbains afin de faire fructifier l'économie nationale, un secteur d'activité qui était néanmoins lui aussi contrôlé par des capitaux étrangers, notamment américains et anglo-canadiens<sup>61</sup>. Malgré les étiquettes de conservatisme qui lui étaient souvent associées, le gouvernement duplessiste demeurait néanmoins un partisan du libéralisme économique, ce qui tend à diminuer l'enrichissement collectif des citoyens au profit des compagnies privées<sup>62</sup>. Surtout, Duplessis réfutait la thèse voulant que l'État ait un rôle important à jouer dans l'activité économique, une croyance à l'opposé des thèses keynésiennes. Ainsi, malgré son affiliation à une forme d'autonomisme politique, le gouvernement Duplessis possédait une vision opposée au nationalisme économique. En cela, la différence de vue entre les unionistes et les libéraux est remarquable et le gouvernement Lesage fut l'un des premiers dans l'histoire du Québec à chercher à réorienter les structures fondamentales des activités économiques. En ce sens, les visées du gouvernement s'alignaient en partie sur les plans des économistes pionniers de l'École des HEC, dont Angers. Ce dernier sera d'ailleurs l'un des principaux interlocuteurs à juger de la pertinence des mesures libérales entre 1960 et 1966.

---

<sup>60</sup> Sur le gouvernement Duplessis, voir : Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal, 1988, 402 p.

<sup>61</sup> Léon Dion, *Québec 1945-2000 : Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1993, p. 90.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 56.

### 5.2.2 Planifier, épargner et investir: savoir orienter les capitaux du Canada français

Globalement, Angers affiche une opinion positive quant aux politiques libérales visant à créer des institutions et des organismes d'investissements, d'entrepreneuriats et d'épargnes collectives. Plusieurs initiatives s'inscrivent d'ailleurs dans ce schème précis, dont le Conseil d'orientation économique du Québec (1961), la Société Générale de financement (1962), le système des Obligations d'épargne du Québec (1963), la Caisse de dépôt et placement (1965) ainsi que la Régie des rentes (1965)<sup>63</sup>. Faut-il d'ailleurs rappeler que ces politiques étaient au cœur des préoccupations des intellectuels nationalistes depuis la fin de la décennie 1920<sup>64</sup>. Il n'est donc pas surprenant qu'un économiste tel qu'Angers se montre satisfait des orientations du gouvernement, après des décennies de débats.

Amorçons l'analyse avec le Conseil d'orientation économique du Québec (COEQ). Rappelons qu'un premier Conseil économique fut institué sous le gouvernement d'Adélard Godbout au début des années 1940, dont le mandat était toutefois flou et visait à orienter sommairement les investissements (gouvernementaux et privés) dans la province<sup>65</sup>. Il connut d'ailleurs une courte existence, Maurice Duplessis décidant de l'abolir dès 1944. Ainsi, jusqu'au début de la décennie 1960, aucune institution du genre n'existe sur le territoire québécois. Cela amène Angers, en avril 1960, à réclamer « de toute urgence » la mise sur pied d'un véritable conseil économique apte à orienter les investissements « via une stratégie d'ensemble répondant aux nécessités immédiates de la réalité canadienne-

---

<sup>63</sup> Sur les politiques économiques de Lesage, voir: Dale C. Thompson, *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, *Op. Cit.*, p. 245-246. Pour les besoins de cette section, nous traiterons surtout du Conseil d'orientation économique du Québec, de la Société générale de financement et de la Caisse de dépôt et placement.

<sup>64</sup> Michel Sarra-Bournet, *Entre le corporatisme et le libéralisme : les groupes d'affaires francophones et l'organisation sociopolitique du Québec de 1943 à 1969*, thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1995, p. 83-88.

<sup>65</sup> Jean-Guy Genest, *Godbout*, Québec, Septentrion, 1996, p. 259-260.

française »<sup>66</sup>. Pour le professeur des HEC, le développement économique des dernières décennies rend nécessaire la création d'un tel organisme :

La population a acquis passablement de maturité dans le domaine économique depuis trente ans et elle veut des réalisations. L'absence d'organismes appropriés au niveau gouvernemental pour que ces réalisations s'effectuent dans l'ordre constitue un danger singulièrement plus grave aujourd'hui qu'hier. À l'époque, le danger en était un d'inaction; aujourd'hui, c'est celui de l'improvisation, des mesures remplies de ces bonnes intentions dont est pavé l'enfer et qui peuvent signifier du gaspillage, des impôts excessifs, des faillites économiques et politiques spectaculaires, toutes éventualités qui se paient par de nouveaux retards de développement.<sup>67</sup>

À l'époque, Angers n'est pas le seul économiste à énoncer un tel besoin, plusieurs de ses collègues des HEC présentant un point de vue similaire. Favorables à cette idée, les libéraux font du COEQ l'une de leurs priorités économiques lors de leur arrivée au pouvoir. De ce fait, six mois après sa victoire, le gouvernement Lesage institue la *Loi concernant le Conseil d'orientation économique du Québec*, qui crée « un organisme d'étude, de recherche et de consultation en matière économique » ayant pour mission « a) d'élaborer le plan de l'aménagement économique de la province en prévoyant l'utilisation la plus complète de ses ressources matérielles et humaines; b) de conseiller le gouvernement, de sa propre initiative ou sur demande, sur toute question économique »<sup>68</sup>. Le COEQ est également conçu comme un organisme situé entre le pouvoir gouvernemental et l'entreprise privée et apte à appuyer les entrepreneurs francophones<sup>69</sup>. Il jouera d'ailleurs

---

<sup>66</sup> François-Albert Angers, « Urgence d'un conseil économique », *L'Action nationale*, avril 1960, p. 598.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 599.

<sup>68</sup> Conseil de rédaction, « Le Conseil d'orientation économique du Québec », *Relations industrielles*, vol. 18, no. 1, 1963, p. 110-119.

<sup>69</sup> Yves Bélanger, *Québec Inc.: l'entreprise québécoise à la croisée des chemins*, Montréal, HMH, 1998, p. 109-111.



un rôle clé dans l'édification des futurs organismes économiques mis en chantier durant les deux mandats du gouvernement Lesage<sup>70</sup>, au grand bonheur d'Angers<sup>71</sup>.

En ce sens, l'une des grandes réalisations du COEQ est notamment la création de la Société générale de financement (SGF). Mise sur pied en 1962, celle-ci fut imaginée par des hauts fonctionnaires provinciaux, dont Jacques Parizeau, et mise sur pied avec le concours de divers intervenants de la société civile et du pouvoir politique. Autre manifestation de la nouvelle culture politique en place au Québec, la SGF concrétise les aspirations de la classe dirigeante canadienne-française en matière de reconquête économique. Celle-ci vise notamment à financer des projets entrepreneuriaux qui, généralement, ne respectent pas tous les critères de sélection des banques commerciales<sup>72</sup>. Plus globalement, la SGF entend permettre à des entrepreneurs locaux de jouer un rôle plus actif dans l'économie québécoise, notamment d'un point de vue local et régional. Durant ses premières années, la SGF reçoit un financement du gouvernement québécois, d'institutions financières et d'entreprises privées. Durant la décennie 1960, elle appuie plusieurs projets d'investissements dans les secteurs de la sidérurgie et de l'automobile<sup>73</sup>. Or, déjà dans les années 1940, Angers préconisait la mise sur pied d'un organisme de ce type, alors que des intellectuels comme Esdras Minville évoquaient dans les années 1920 l'importance de la possession d'un capital permettant d'outrepasser le pouvoir décisionnel

---

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> François-Albert Angers, « Les positions autonomistes de M. Lesage », *L'Action nationale*, octobre 1961, p. 151-152.

<sup>72</sup> Dale C. Thompson, *Op. Cit.*, p. 261.

<sup>73</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 429-442.

des banques commerciales<sup>74</sup>. À l'annonce du projet de la SGF, à l'automne 1961, Angers dresse un bilan positif de la proposition libérale :

M. Lesage annonce la formation d'une société de financement, dont les caractéristiques seraient les suivantes: a) participation minoritaire du gouvernement afin de revêtir la société du crédit nécessaire pour commander la confiance de la population, sans battre en brèche le principe de la libre entreprise, et risquer le danger d'une mainmise politique; b) participation très large du grand public, en lui assurant les garanties suffisantes, à du placement industriel susceptible d'être considéré comme de tout repos; c) participation de toutes les sociétés d'épargne et de finance du Québec, rendue possible par les garanties de stabilité liées à la présence gouvernementale; d) participation du capital étranger sans danger de contrôle, en vertu même de l'ensemble de cette structure. Ajoutons qu'il faut féliciter le gouvernement d'avoir résisté à deux tentations: celle de multiplier les entreprises mixtes et de généraliser la participation du gouvernement dans des entreprises industrielles spécifiques et celle de faire de la nouvelle société de financement une entreprise d'État, fût-ce à titre de participation majoritaire de l'État seulement.<sup>75</sup>

La SGF se veut ainsi un organisme à la structure avant-gardiste, qui réunit un ensemble diversifié de joueurs économiques, allant du public à la société civile en passant par une participation limitée de l'État et des capitaux étrangers. Alors que la COEQ permit au gouvernement d'orienter ses politiques de développement économique, la SGF dégagait quant à elle une marge d'opérabilité quant aux sources de financement et de capitaux disponibles pour la réalisation de projets d'envergure. Les pièces du puzzle commençant à se mettre en place, il devenait évident à partir de la fin de l'année 1962 que le paysage économique de la province de Québec entrait dans une nouvelle phase de croissance savamment orchestrée par le pouvoir politique (et technocratique) en place<sup>76</sup>.

---

<sup>74</sup> François-Albert Angers, « De quoi demain sera-t-il fait ? », *L'Actualité économique*, vol. 17, no. 1, avril 1941, p. 865-872; Pascal Ryan, *Op. Cit.*, p. 92.

<sup>75</sup> François-Albert Angers, « La nouvelle société de financement », *L'Action nationale*, octobre 1961, p. 154-155.

<sup>76</sup> Jocelyn Létourneau, « Québec d'après-guerre et mémoire collective de la technocratie », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 90, janvier-juin 1991, p. 69-70.

Parallèlement à ces institutions, le gouvernement Lesage met également en chantier l'un des symboles forts de la Révolution tranquille : la Caisse de dépôt et placement (CDPQ). Initialement, la création de la CDPQ permet à un organisme public de gérer les fonds d'un régime de pension universel et obligatoire pour tous les Québécois. Le projet de la CDPQ se concrétise lorsque le gouvernement fédéral annonce dans un discours du trône, en 1963, son intention d'implanter un régime de retraite universel au Canada. Désireux de mettre en place un régime distinct pour le Québec, les mandarins du gouvernement Lesage élaborent l'ambitieux projet du régime des rentes québécois, qui est présenté durant la conférence fédérale-provinciale de 1964 et qui force le premier ministre Pearson à accepter le principe du régime distinct<sup>77</sup>. L'année suivante, le gouvernement Lesage crée la CDPQ, dont le premier mandat est celui de la gestion du régime des rentes du Québec. Rapidement, toutefois, la CDPQ se voit dotée d'un mandat élargi et intervient également dans les grands domaines de la finance tels que les produits dérivés, les marchés boursiers, les investissements dans les entreprises, l'immobilier et les infrastructures<sup>78</sup>. La CDPQ participe également au financement de certains services publics : régime de retraite, systèmes de santé et d'éducation, secteurs de l'électricité et de la sidérurgie, etc.<sup>79</sup>. Grâce à la CDPQ, le gouvernement du Québec n'était plus « soumis aux sociétés anglophones qui forment un lobby financier pour contracter des emprunts » et qui, par le passé, constituaient des remparts à une réelle politique économique expansionniste<sup>80</sup>. Symbole de

---

<sup>77</sup> Mario Pelletier, *La machine à milliards : l'histoire de la Caisse de dépôt et placement du Québec*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 1989, p. 67-68.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 24-28.

<sup>79</sup> Frédéric Hanin, *La Caisse de dépôt et placement du Québec à l'épreuve de la financiarisation*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 3.

<sup>80</sup> Mario Pelletier, *Op. Cit.*, p. 33.

son dynamisme, l'actif de la CDPQ dépasse les 1,3 milliard de dollars en 1970 et atteint les 10 milliards de dollars en 1980.

Angers présente une opinion favorable au sujet de la CDPQ<sup>81</sup>, notamment du fait que son ancien étudiant, Jacques Parizeau, en soit l'un des grands artisans<sup>82</sup>. Il est possible que Parizeau ait été en partie inspiré par son ancien mentor, qui déjà dans les années 1950 souscrivait à l'idée de la création d'une institution permettant de constituer un « bas de laine » pour les Canadiens français et qui serait également en mesure de recueillir des capitaux en dehors de la rue St-Jacques<sup>83</sup>. Le professeur des HEC verra également dans la CDPQ un outil « accessible et performant » susceptible de participer à la promotion et à la constitution d'une nouvelle classe d'affaires francophone, et ce, grâce à des moyens financiers permettant d'assister à la mise sur pied de petites, moyennes et grandes entreprises. Dans ses textes portant sur l'histoire de la pensée économique au Québec, Angers abordera d'ailleurs le rôle majeur joué par la CDPQ dans la reprise en main du « destin économique » du Québec<sup>84</sup>. Ultimement, la création de la CDPQ aura des échos très positifs dans les milieux nationalistes du Canada français.

Au regard des nombreuses institutions visant à accroître le capital de la collectivité, les positions d'Angers face au gouvernement Lesage sont donc, dans l'ensemble, assez positives. Qui plus est, le professeur des HEC adopte une position pragmatique et nationaliste, visant à capitaliser sur la fenêtre d'opportunité ouverte par l'arrivée des

---

<sup>81</sup> François-Albert Angers, « Épargne volontaire et épargne forcée », *L'Actualité économique*, vol. 29, no. 1, avril 1953, p. 639-664.

<sup>82</sup> Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau : Le croisé, 1930-1970*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 2001, p. 451.

<sup>83</sup> François-Albert Angers, « Épargne volontaire et épargne forcée », *Op. Cit.*, p. 640-641.

<sup>84</sup> François-Albert Angers, « Nationalisme et vie économique », *Op. Cit.*

libéraux à la tête de la province. Selon lui, le gouvernement québécois entreprend une réorientation que seule la province de Québec – et non le Canada – peut mettre en place :

L'urgence actuellement, étant donné la reconnaissance d'un besoin de politiques régionales pour rendre efficace la politique générale, c'est la revivification des gouvernements provinciaux comme organismes actifs de politique économique. Ce sont eux qui ont la responsabilité première de la majeure partie des grandes sources de travaux publics, ce sont eux qui ont autorité pour adopter les mesures relatives aux opérations économiques dans la province, et c'est par eux seulement que peut s'élaborer une politique différenciée selon les circonstances propres à chaque province, le gouvernement fédéral devant toujours légiférer pour l'ensemble du pays sans jamais paraître faire de différences qui passeraient pour de la discrimination.<sup>85</sup>

Délaissant ses arguments traditionalistes au profit d'un discours utilitariste, les analyses d'Angers épousent en partie les nouvelles orientations politiques du Québec. Toutefois, son enthousiasme ne sera pas aussi éclatant en rapport avec la création des sociétés d'État œuvrant à l'exploitation des ressources naturelles<sup>86</sup>.

### ***5.2.3 D'un extrême à l'autre ? Les excès de l'étatisation et le refus du principe subsidiaire***

Entre 1960 et 1966, le gouvernement Lesage entreprend de mettre en place des sociétés d'État liées, notamment, à l'exploitation des ressources naturelles présentes sur le territoire québécois. Alors qu'autrefois les gouvernements s'étaient montrés réticents à l'idée de baliser ce secteur d'activités par crainte de faire fuir les capitaux étrangers, le gouvernement libéral entend tirer profit du potentiel économique des richesses naturelles<sup>87</sup>.

---

<sup>85</sup> François-Albert Angers, « Urgence d'un conseil économique », *Op. Cit.*, p. 601.

<sup>86</sup> Pour l'économiste des HEC, la situation économique du Québec du début des années 1960 nécessite l'assistance initiale du gouvernement afin de planifier l'économie nationale qui, selon ses dires, en est encore à ses balbutiements par rapport aux grandes puissances économiques occidentales. Toutefois, il juge que l'assistance du gouvernement se doit d'être limitée à la phase initiale de planification, les phases de développement et d'exploitation devant être essentiellement assurée par la sphère privée. Cette logique subsidiaire est redevable des préceptes de la Doctrine sociale de l'Église, le gouvernement ne devant pas outrepasser les responsabilités individuelles liées à l'activité économique.

<sup>87</sup> Ce phénomène s'inscrit d'ailleurs dans un courant occidental observé durant la période d'après-guerre, où de nombreux pays européens procédèrent à la nationalisation d'entreprises ou de secteurs d'activités

En cela, Lesage s'inscrit en continuité avec son prédécesseur Adélard Godbout, au pouvoir de 1939 à 1944, et artisan de la première nationalisation de l'électricité dans la province<sup>88</sup>. Durant ses deux mandats, le gouvernement Lesage met en place de nombreuses sociétés d'État dans les domaines des forêts, des mines, de la recherche pétrolifère et de l'hydroélectricité. C'est ainsi que sont créées la Société de Sidérurgie du Québec (1964) et la Société québécoise d'exploration minière (1965). Néanmoins, celle qui retient le plus l'attention est la société Hydro-Québec, véritable monument économique de la Révolution tranquille<sup>89</sup>. En favorisant une expansion massive d'Hydro-Québec, créée en 1944, Lesage parachevait la deuxième nationalisation de l'électricité en nationalisant les grandes compagnies privées de la province. Sous le slogan « Maître chez nous », les libéraux remportèrent une victoire éclatante lors des élections provinciales de 1962, qui portaient sur la question de la nationalisation des compagnies d'électricité. Ainsi naissait la plus puissante société d'État du Québec, qui deviendra dans les décennies suivantes un pilier du développement économique de la province<sup>90</sup>. Rappelons d'ailleurs que, juridiquement, cette dernière est une société d'État dont l'unique actionnaire est le gouvernement québécois. Hydro-Québec est ainsi responsable de la production, du transport et de la distribution de l'électricité, ce qui fait qu'elle possède un monopole sur ce secteur

---

spécifiques (dont l'électricité) afin de relancer leur économie nationale. Sur le sujet, voir notamment : Antoine Prost, « Les nationalisations en Europe occidentale au sortir de la Deuxième Guerre mondiale », *Le mouvement social*, no. 134, janvier-mars 1986, p. 3-8.

<sup>88</sup> Stéphane Savard, *Hydro-Québec et l'État québécois, 1944-2005*, Sillery, Septentrion, 2013, p. 40-42.

<sup>89</sup> Angers s'intéresse surtout au cas spécifique d'Hydro-Québec dans ses textes des années 1960, ce pourquoi nous avons choisi de ne pas aborder les sociétés d'États créées dans les secteurs des mines par exemple.

<sup>90</sup> Stéphane Savard, *Op. Cit.*, p. 15.

d'activités<sup>91</sup>. Avec cette expansion, le gouvernement mettait un terme à l'existence des *trusts* de l'électricité, réalisant un souhait cher aux nationalistes des années 1930<sup>92</sup>.

L'historien Stéphane Savard dira d'ailleurs qu'Hydro-Québec est « davantage qu'une simple entreprise publique, elle devient un instrument privilégié de promotion de représentations symboliques du Québec francophone, représentations qui se retrouvent inévitablement aux fondements des références identitaires en constants changements »<sup>93</sup>. Symbole identitaire et moteur économique du Québec moderne, rares sont les spécialistes qui pourraient remettre en question l'apport positif d'Hydro-Québec dans l'histoire récente du Québec. Néanmoins, dans l'immédiat des années 1960, certaines voix s'élèvent et remettent en question la pertinence du projet de nationalisation complète du réseau d'électricité. Parmi elles, celle de François-Albert Angers sera sans contredit l'une des plus fortes<sup>94</sup>. Ses critiques, formulées d'un point de vue traditionaliste, nous permettent de comprendre ses limites en matière d'interventionnisme économique.

En résumé, Angers formule deux principales critiques au projet du gouvernement Lesage. La première repose sur le fait que la nationalisation de l'électricité serait en opposition avec la Doctrine sociale de l'Église. En cela, la nationalisation ne respecterait pas les principes de la coopération et de la subsidiarité, au cœur même des préoccupations des économistes traditionnels. Quant à la deuxième critique, elle repose sur l'idée que la

---

<sup>91</sup> Dans les années 1960, ces trois services font partie intégrante d'Hydro-Québec. Ce n'est qu'à la fin des années 1990 que sont créées les sociétés sœurs Hydro-Québec Production, Hydro-Québec TransÉnergie, Hydro-Québec Distribution et Hydro-Québec Équipement, ce qui transforme le mode de fonctionnement interne de la société d'État.

<sup>92</sup> Patricia Dirks, « Dr. Philippe Hamel and the Public Power Movement in Quebec City, 1929-1934: The Failure of a Crusade », *Urban History Review*, vol. 10, no. 1, juin 1981, p. 17-29.

<sup>93</sup> Stéphane Savard, *Op. Cit.*, p. 14-15.

<sup>94</sup> John Grube, *Bâtisseur de pays : étude sur le nationalisme au Québec*, Montréal, Action nationale, 1981, p. 201-203.

nationalisation correspond à une idéologie se rapprochant dangereusement du socialisme<sup>95</sup>. Le gouvernement québécois aurait ainsi initié un mouvement de bascule, où le pouvoir financier de l'électricité serait passé des mains des trusts étrangers aux mains de l'État, sans égards au potentiel de la gestion coopératiste. Ainsi, contrairement à la CDPQ et au COEQ, Hydro-Québec reproduirait un mode de gestion monopolistique<sup>96</sup>.

Analysons d'abord sa première critique, liée à la défense des idéaux coopératistes et subsidiaires<sup>97</sup>. Fondamentalement, Angers aurait préféré que le démantèlement du réseau des compagnies privées d'électricité résulte en une reprise de cette industrie par le monde de la coopération et non par le biais de la « main toute-puissante de l'État ». Dès 1962, il critique l'argument selon lequel un système de coopératives ne puisse pas venir à bout du monopole des entreprises privées :

À vouloir justifier l'étatisation par l'affirmation qu'une forme particulière de lutte contre les trusts - la coopérative - ne serait pas possible dans le cas de l'électricité, c'est se raccrocher à une raison plutôt faible. En fait, rien ne serait plus facile, avec l'intervention appropriée de l'État, de transformer une entreprise comme la *Montreal Light, Heat* selon la formule coopérative de telle façon que les profits, avec rémunération fixe du capital assaini et transformé en obligations, soient répartis entre les usagers, qui pourraient être mués en actionnaires par une mise de capital faible. Au surplus, il ne faudrait pas bien des années, avec une politique appropriée toujours, pour couvrir toute la Province de petites coopératives de distribution et de production.<sup>98</sup>

---

<sup>95</sup> Stéphane Savard, *Op. Cit.*, p. 45-49. Rappelons toutefois que l'étatisation a consisté au rachat par le gouvernement québécois des actions des compagnies privées d'électricité à un très bon prix de vente.

<sup>96</sup> Évidemment, cette thèse est sujette à discussions, surtout lorsque l'on étudie les retombées positives d'Hydro-Québec pour l'État et la population québécoise depuis plus d'un demi-siècle.

<sup>97</sup> La méfiance des économistes nationalistes à l'égard de l'étatisation de l'électricité est d'ailleurs largement répandue au début du 20<sup>e</sup> siècle. À ce sujet, voir : Stéphane Savard, « Les ressources naturelles », *L'Action nationale*, janvier-février 2017, [en ligne], <https://action-nationale.qc.ca/tous-les-articles/307-numeros-publies-en-2017/janvier-fevrier-2017/1006-les-ressources-naturelles>, page consultée le 29 avril 2019.

<sup>98</sup> François-Albert Angers, « Coopératives d'électricité », *L'Action nationale*, avril 1962, p. 651.



Angers soutient que la formule coopérative est une avenue « avant-gardiste » qui n'est exploitée que depuis la fin des années 1930 dans la province de Québec. Il rappelle que la coopération a fait ses preuves dans une multitude de secteurs, dont « des caisses populaires valant 700 millions, des coopératives agricoles qui brassent une centaine de millions et des coopératives de consommation qui valent la dizaine de millions »<sup>99</sup>. Il y aurait donc un net avantage à se tourner vers cette option, plutôt que vers la nationalisation :

Des deux voies et des deux formules, la plus puissante et la plus sûre est la coopération. Et parmi les forces de coopératives, celle qui joue le rôle central, celle qui a joué le rôle central dans tous les pays qui ont voulu se servir de ce moyen pour assurer leur libération nationale, c'est la coopérative de consommation [...] La formule coopérative est, dans notre situation, la formule pour réaliser notre libération économique, dans un temps record, sans bruit et sans avoir à heurter les puissances financières. Après tout, notre pouvoir d'achat n'est-il pas la seule chose que personne ne peut nous enlever, et que personne ne peut diriger autrement que nous le voudrions.<sup>100</sup>

Angers juge toutefois que la formule coopératiste continue à avoir mauvaise presse dans les milieux politiques du Canada français, ce pourquoi cette voie est si peu discutée dans le secteur de l'électricité. Pour l'économiste, l'obstacle au développement du mouvement coopératif repose sur une « tendance à ne voir d'action nationale constructive que dans la politique »<sup>101</sup>. Que l'État devienne responsable du secteur de l'électricité risque ainsi de corrompre l'esprit d'initiative de la collectivité canadienne-française catholique :

Si l'on part d'une doctrine sociale que nous devrions mieux connaître, le meilleur patron ne saurait être l'État que par exception. Dans cette doctrine sociale, l'économie n'est pas fonction d'État, mais relève de l'initiative privée et des associations qu'elle peut engendrer pour atteindre l'efficacité économique et sociale. Le rôle de l'État est d'intervenir comme collectivité supérieure, qui ne doit assumer la fonction économique que dans la mesure où les forces individuelles inférieures ne le peuvent pas. Le contraire constitue

---

<sup>99</sup> François-Albert Angers, *Le problème économique au Canada français*, Op. Cit., p. 174.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 175.

<sup>101</sup> *Ibid.*, p. 179.

un désordre moral grave. En conséquence, il est normal que l'initiative privée soit reconnue comme responsable de toutes les activités rentables. Et il est dans l'ordre des choses que l'État ne se charge que activités qui, n'étant pas rentables, seront nécessairement négligées par l'initiative privée. Dans ce dernier cas, si des formes d'organisation comme les coopératives peuvent assumer les entreprises non rentables, dussent-elles obtenir l'appui de l'État pour pouvoir fonctionner en concurrence avec le secteur capitaliste, cette solution doit être préférée à l'étatisation.<sup>102</sup>

Cette citation illustre bien l'idéologie traditionaliste d'Angers, pour qui l'idéal subsidiaire et coopératiste relève d'un devoir moral à partir duquel doit être limitée l'intervention de l'État dans les affaires économiques. Qui plus est, ce dernier privilégie l'action du secteur privé dans l'établissement d'un réseau national d'électricité, du fait que l'ingérence du secteur public ne constituerait pas un gage de succès. En somme, Angers croit que « l'action supplétive doit s'exercer sur le double plan de la libération économique du Canada français et d'une révolution sociale pacifique qui favoriserait les formes de développement économique les plus conformes à notre génie propre », d'où l'idée selon laquelle l'étatisation serait « une si mauvaise formule »<sup>103</sup>. Sur papier, les thèses d'Angers sont intéressantes, bien qu'elles soient peu prisées par le monde politique québécois des années 1960. L'économiste des HEC y voit là un symptôme de la philosophie moderniste bien-pensante, peu centrée sur les idéaux du catholicisme basé sur le principe supplétif « dont tant de gens aiment se moquer à l'heure actuelle parce qu'il nous vient des papes. Et pourtant, ces papes ont vu plus lucidement les vraies exigences de la liberté et de l'efficacité que la plupart de nos démocrates patentés et de nos technocrates mécanisés »<sup>104</sup>.

---

<sup>102</sup> François-Albert Angers, « Coopératives d'électricité », *L'Action nationale*, avril 1962, p. 651.

<sup>103</sup> François-Albert Angers, « L'expérience coopérative américaine », *L'Action nationale*, novembre 1962, p. 224.

<sup>104</sup> François-Albert Angers, « L'Hydro décentralise », *L'Action nationale*, février 1965, p. 627.

Toutefois, Angers ne se limite pas à une critique intellectuelle du projet d'étatisation de l'électricité. En bon économiste, il prend note du succès de certains modèles étrangers, dont celui des coopératives d'électricité américaines. En fait, dès la fin des années 1930, Angers évoque l'intérêt de la politique de la *Rural Electrification Administration*, lancée par le président Franklin Delano Roosevelt durant la Crise économique qui vise à « brancher » les milieux ruraux dépourvus d'un accès à l'électricité<sup>105</sup>. Dans cette entreprise, l'État fédéral américain aidait financièrement les coopératives à mettre en place des réseaux autonomes qui, par la suite, furent pris en charge par les coopérateurs devenus responsables de la production, de la distribution et de l'entretien de leur réseau local et/ou régional. Avec ce plan audacieux, les États-Unis constituèrent rapidement un réseau national de coopératives d'électricité. Pour des intellectuels tels qu'Angers, le modèle américain est un idéal-type qui tire parti de l'aide financière de l'État et de l'organisation indépendante et performante du réseau via l'initiative privée. Il affirme d'ailleurs, en 1962, que le modèle américain constitue un archétype sur lequel devraient se baser les Canadiens français afin de bâtir leur propre réseau<sup>106</sup>. Il utilise aussi l'exemple américain afin de miner les critiques libérales de l'option coopérative :

Quand le gouvernement américain voulut, en 1935, réaliser l'électrification rurale, qui n'était pas alors étendue à plus de 10 % du territoire et que les compagnies se refusaient à développer, c'est dans la formule coopérative qu'il trouva la solution efficace. L'idée ne lui en vint pas du premier coup. La *Rural Electrification Administration* qu'il créa, devait aider les compagnies. C'est avec les coopératives qu'elle obtint du succès.<sup>107</sup>

---

<sup>105</sup> François-Albert Angers, « Coopératives d'électricité », *Op. Cit.*, p. 653.

<sup>106</sup> *Ibid.*, p. 651.

<sup>107</sup> François-Albert Angers, « L'expérience coopérative américaine », *Op. Cit.*, p. 224.

Il rappelle également que les coopératives américaines, à la suite de l'obtention d'une aide financière de l'État, sont entièrement libres d'organiser leur entreprise selon leur bon vouloir, démontrant le réel pouvoir d'action des membres coopérateurs :

Aux États-Unis, les coopératives font tout. Elles distribuent de l'électricité qu'elles achètent des compagnies privées: elles en vendent pour 23 milliards de kilowatts-heures, ce qui est à peu près autant que la production de la province de Québec. Mais elles font plus que cela : elles génèrent aussi de l'électricité. Elles sont propriétaires de centrales électriques pour environ trois milliards de kilowattheures. Trois milliards de kilowattheures, c'est aussi gros que la [centrale] Bersimis!<sup>108</sup>

Un exemple à suivre, voilà ce que représentent les coopératives américaines pour Angers. Mais il y a plus. Son opinion positive du modèle américain nous informe aussi sur sa perception à l'égard du modèle de gouvernance socio-économique. Le modèle américain, en plus de répondre aux prérogatives subsidiaires, est également à l'opposé du modèle étatique du gouvernement Lesage<sup>109</sup>. Voilà donc la deuxième critique de la nationalisation de l'électricité, soit « l'orientation socialiste » du gouvernement libéral.

Comme la plupart des conservateurs, Angers est opposé à une (sur)intervention gouvernementale en matière de régulation économique. Dans une entrevue donnée en 1996, il rappelait d'ailleurs sa conception du rôle des gouvernements dans l'économie :

L'intervention de l'État devait être régie par un principe qui est remis à la mode en Europe actuellement, celui de la subsidiarité. On y revient parce que l'intervention directe de l'État s'est révélée décevante [...] Ce que l'initiative

---

<sup>108</sup> François-Albert Angers, « Avenir des coopératives », *l'Action nationale*, avril 1964, p. 749. Par la bande, Angers répond d'ailleurs à l'argument de René Lévesque selon lequel il faut uniformiser le réseau électrique sous une seule entité publique. À voir dans : Stéphane Savard, *Hydro-Québec et l'État québécois : 1944-2005*, *Op. Cit.*, p. 183-194.

<sup>109</sup> Selon Angers, le modèle de développement des coopératives d'électricité américaines démontre qu'il est possible de créer un réseau national de coopératives à la grandeur d'un territoire géographique très étendu. Il y voit là la concrétisation de son idée selon laquelle le Québec pourrait compter sur une fédération de coopératives d'électricité étendue à l'ensemble de la province, venant ainsi contredire les thèses gouvernementales selon lesquelles il serait impossible de mettre sur pied un tel réseau.

privée individuelle ou collective n'aurait pu faire, l'État aurait dû le faire [...] Prenez le cas de l'étatisation de l'électricité, j'acceptais que l'État intervienne pour exproprier les intérêts étrangers, étant donné les désordres financiers qui polluaient l'action de la Montreal Light Heat and Power, mais pas une expropriation qui engagerait le secteur à l'intervention directe de l'État [...] Mais à partir du moment où, pendant des années, rien n'a été fait de ce qu'il aurait fallu faire, où se sont accumulées des nécessités pressantes, il vient un moment où le principe même de la subsidiarité rend nécessaire l'intervention massive de l'État [...] Mais ma conviction persiste que les résultats auraient été meilleurs si les choses avaient été faites plus convenablement, à temps.<sup>110</sup>

En somme, Angers peut tolérer une certaine assistance de l'État dans l'établissement préliminaire d'un système coopératiste viable et autonome. Toutefois, comme on le sait, Hydro-Québec deviendra rapidement responsable de la production, de la distribution et de l'administration du secteur de l'électricité au Québec<sup>111</sup>. Angers utilisera alors un discours virulent afin de révéler « l'agenda socialiste » du gouvernement Lesage en matière de gestion des ressources naturelles<sup>112</sup>. Le professeur des HEC, à la manière de l'Union nationale de Daniel Johnson et des financiers anglophones de Montréal, manifeste publiquement son opposition contre le projet d'expansion d'Hydro-Québec<sup>113</sup>. À partir de ce moment, Angers élabore un argumentaire extravagant relatif aux « réelles » intentions libérales, qui n'est pas sans rappeler les propos d'un Robert Rumilly une décennie plus tôt :

---

<sup>110</sup> « Entretien avec François-Albert Angers » dans Jean-Marc Léger, « Présentation du dossier François-Albert Angers, l'économiste et le combattant », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, n° 5, printemps 1996, p. 53-54. Par cette citation, Angers reconnaît a posteriori que l'intervention de l'État était rendue nécessaire au vu de la situation socioéconomique en vigueur au début de la décennie 1960.

<sup>111</sup> Pour Angers, cela signifie notamment qu'Hydro-Québec (en tant qu'entreprise monopolistique) décidera du prix de vente de l'électricité, de l'étendue du réseau de clients desservis, de la qualité des services rendus, des relations économiques entretenues avec d'autres provinces et États américains et que, fondamentalement, l'approche étatique sera irréversible. Angers aurait évidemment privilégié l'approche privée, qui aurait selon lui garanti une meilleure performance globale quant aux performances de l'entreprise.

<sup>112</sup> L'argument d'Angers, que l'on peut qualifier de farfelu, est renforcé par le fait que les redevances versées au gouvernement par Hydro-Québec serviraient à financer d'autres projets de nature économique qui, dans cet esprit, accentuent l'intervention du gouvernement dans la régulation des activités économiques.

<sup>113</sup> Sur l'opposition de l'Union nationale de Daniel Johnson à l'égard d'Hydro-Québec, voir l'article suivant : Stéphane Savard, « La poésie raisonnée du discours : quelques réflexions sur Daniel Johnson, la question de l'électricité et l'influence de la « raison d'État », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, no. 2, p. 155-170.

Une autre pensée s'est introduite chez nous, qui a au contraire stimulé un courant interventionniste d'inspiration toute différente : la pensée socialiste. Chez quelques-uns, elle est cohérente. Mais plusieurs des nôtres n'y adhèrent guère que par une sorte de sentimentalité qui rend leur position assez mêlée. D'ailleurs, d'une façon générale, cette école, peut-être à cause de l'impossibilité où elle s'estime être d'exprimer carrément ces idées, se présente le plus souvent à nous comme une sorte de scepticisme envers tous les principes. On est pour l'intervention de l'État, pourquoi ? Comment ? En définitive, il appert, aux réactions observées, que c'est pour n'importe quoi, et n'importe comment ? C'est l'État à toutes les sauces; et toujours l'État !<sup>114</sup>

Et il ne s'arrête pas là. Le directeur de *L'Action nationale* pousse sa réflexion en affirmant que le type de société d'État qu'est Hydro-Québec est à l'opposé d'un modèle de gestion décentralisé et démocratique :

Dans un système étatisé, le gouvernement aurait pu orienter sa politique pour confier tout son système de distribution à des coopératives au lieu d'avoir à ouvrir des bureaux régionaux. Invoquer le morcellement et les difficultés de planification, c'est montrer qu'on parle de coopérative sans savoir de quoi on parle! Il faut le dire, car la formule de restauration sociale et nationale, elle est dans cet appui de l'État pour créer dans notre société des organismes vivants et libres comme ceux de Hauterive, avant qu'un barbare décide de dévaster ce début de vraie civilisation pour y substituer l'hydre, c'est le cas de le dire, l'hydre monstrueuse de l'État omnipotent, annihilateur.<sup>115</sup>

Allant au-delà de la question des structures du système, Angers en vient à une critique plus générale du principe de l'étatisation. Pour lui, l'étatisation et la collectivisation sont des synonymes qui renvoient aux fondements du socialisme des pays d'Europe de l'Est. En nationalisant certains pans du secteur des richesses naturelles, le gouvernement dévoile une partie de son plan qui ne laisserait aucun doute sur la suite des événements à venir :

Quoi qu'on en pense quand on a les yeux collés sur l'immédiat, ce sont les idées qui mènent le monde, car les institutions ne sont en somme que le reflet des idées appliquées à la direction des événements. C'est donc dans la logique

---

<sup>114</sup> François-Albert Angers, « Champ de bataille désert », *L'Action nationale*, mars 1961, p. 662.

<sup>115</sup> François-Albert Angers, « L'exemple de la coopérative de Manicouagan », *L'Action nationale*, avril 1964, p. 781.

des idées que se produit l'évolution des institutions. Et cette logique est beaucoup plus forte que les bonnes intentions des politiciens. Une fois un germe jeté en terre, l'histoire prouve qu'il grandit immanquablement, à moins qu'un autre système d'idées ne vienne en étouffer les pousses ou le stériliser dans le sol même. L'étatisation, c'est indiscutable, fait partie du système d'idées socialiste, dans ce qu'il a d'ailleurs de plus dépassé pour autant qu'il s'agisse de l'évolution même du socialisme.<sup>116</sup>

Opiniâtre, Angers demeure sur ses positions jusqu'à la fin du mandat des libéraux en 1966 et demeurera toute sa vie un critique d'Hydro-Québec. Ce fait dénote une méfiance quant à la nature de l'interventionnisme gouvernemental en matière de régulation économique.

Cette méfiance est également liée au fait qu'Angers demeure, encore dans les années 1960, intéressé par la question du corporatisme. Si ses écrits de la période portent peu sur cette question précise, du fait notamment de l'impopularité de ce mode d'organisation socio-économique dans le Québec de la Révolution tranquille, il est clair que les critiques du professeur des HEC à l'égard de l'État-entrepreneur québécois s'ancrent en partie dans la défense du corporatisme. Selon lui, l'idéal corporatiste demeure un modèle pertinent, notamment par rapport à l'étatisme prôné par le gouvernement libéral de Jean Lesage. À ce propos, Angers condamne d'ailleurs le « néocorporatisme » qui provient de l'État et non de la base de la société, du fait que c'est le gouvernement qui organise la participation de groupes structurés dans la gestion de certains domaines d'activité<sup>117</sup>. Or, il est intéressant de noter que les critiques d'Angers s'inscrivent dans les théorisations qu'en donnent certains spécialistes qui ont travaillé sur la question du néocorporatisme. Par exemple, telle que définit par le politologue américain Philippe C.

---

<sup>116</sup> François-Albert Angers, « Les principes seraient-ils plus idiots que les sentiments? », *L'Action nationale*, septembre 1961, p. 88.

<sup>117</sup> François-Albert Angers, « Où sont les vrais fascistes ? », *L'Action nationale*, janvier 1963, p. 477-483.

Schmitter, le néocorporatisme d'État désigne un « système de représentation des intérêts dans lequel des unités constitutives [...] autorisées par l'État qui leur concède délibérément le monopole de la représentation à l'intérieur de leurs catégories respectives en échange d'un certain contrôle dans les processus de sélection des dirigeants et de formulation des demandes politiques »<sup>118</sup>. Cette définition rejoint d'ailleurs celle émise par Paul-André Turcotte, selon qui « les années 1960 marqueraient l'entrée [...] du Québec dans le néocorporatisme politique en dépit de l'abandon de l'idéologie corporatiste »<sup>119</sup>. Il faut d'ailleurs mentionner qu'Angers n'est pas le seul intellectuel catholique à maintenir en vie l'idéal du corporatisme durant les années 1960. Comme le souligne Xavier Gélinas, « les têtes dirigeantes des *Cahiers de Nouvelle-France*, de *Nouvelle-France* et de *Nation nouvelle* s'affirment corporatistes sans détour, de même qu'André Dagenais »<sup>120</sup> ainsi qu'Esdras Minville, qui fait un vibrant plaidoyer en 1965 :

Pour faire écho à l'enseignement de l'Église, on parlait naguère dans la province de Québec de corporatisme social ou corporatisme d'association, de la coordination sous la haute surveillance de l'État des forces économiques dans les cadres d'une économie organisée selon un plan dérivé lui-même des virtualités du territoire, de la démographie, de l'histoire, etc. Ni le mot, ni l'idée n'ont été accueillis par crainte, prétendait-on, du corporatisme étatique dont certains états totalitaires se faisaient alors les promoteurs. On parle plutôt aujourd'hui de « planification démocratique ». Mais si l'on cherche à deviner le sens de l'expression nouvelle, on constate qu'elle ne s'éloigne pas tellement de ce qu'avaient naguère dans l'esprit les tenants du corporatisme social. Quel que soit le mot, l'idée est à reprendre et l'institution à réaliser comme structure de l'économie et mode de contrôle de l'entreprise.<sup>121</sup>

<sup>118</sup> Philippe C. Schmitter, « Still the Century of Corporatism? », dans Gerhard Lehmbruch, Philippe C. Schmitter, *Trends toward Corporatist Intermediation*, Londres, Sage, 1979, p. 7-10.

<sup>119</sup> Paul-André Turcotte, *L'éclatement d'un monde. Les Clercs de Saint-Viateur et la Révolution tranquille*, Montréal, Bellarmin, 1981, p. 189. Léon Dion affirme lui aussi qu'une première forme de néocorporatisme voit le jour au Québec durant les années 1960. Selon lui, c'est néanmoins sous le règne du PQ, à partir de 1976, que le néocorporatisme se déploiera de manière organique. Léon Dion, « Les sommets socio-économiques : vers un corporatisme libéral? », *Revue internationale de gestion*, vol. 6, no. 4, 1981, p. 7-18.

<sup>120</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 228.

<sup>121</sup> Esdras Minville, *Les affaires. L'homme – Les carrières*, Montréal, Fides, 1965, p. 172-173.



Pour les Minville et les Angers de ce monde, le nœud du problème est lié au fait que le pouvoir politique se présente désormais comme l'unique responsable de la concertation entre les différents membres de la société civile et des pouvoirs publics. Ils y voient là une atteinte au principe subsidiaire de la liberté et de la responsabilité individuelle, au cœur même de doctrine corporatiste. Il s'agit là d'une divergence interprétative qui s'avérera irréconciliable.

Pour conclure, nous constatons que les réformes économiques entreprises par les libéraux de Jean Lesage entre 1960 et 1966 ont provoqué des oppositions importantes au sein des cercles conservateurs. Dans ce contexte, Angers et les intellectuels traditionalistes s'inscrivirent dans un courant d'opposition plus large réunissant notamment l'Union nationale de Daniel Johnson ainsi que des groupes d'hommes d'affaires anglophones de Montréal<sup>122</sup>. Pour ces différents groupes, les politiques économiques libérales constituaient une intrusion dans un champ réservé à la sphère privée ce qui, en somme, allait constituer l'un des principaux points de friction opposant ceux-ci au gouvernement Lesage.

### **5.3 « Faire table rase du passé » : l'épisode de la réforme de l'éducation québécoise**

Dans cette section dédiée à l'aspect culturel de la Révolution tranquille, nous portons notre attention sur le dossier de l'éducation, et plus spécifiquement sur la réforme entreprise par le gouvernement Lesage pour donner suite à la tenue de la Commission Parent. Dans les années 1960, François-Albert Angers consacre un très grand nombre d'articles à l'analyse des conclusions et des recommandations proposées par les membres de la commission Parent et par le ministre Paul Gérin-Lajoie. Symbole de la modernisation

---

<sup>122</sup> Stéphane Savard, « L'instrumentalisation d'Hydro-Québec par l'Union nationale (1944-1960) : quels rôles pour le développement hydroélectrique ? », dans Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir), *Duplessis. Son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010, p. 175-195.

culturelle s’opérant durant la Révolution tranquille, la réforme de l’éducation est néanmoins critiquée dans différents cercles conservateurs où l’on craint de voir disparaître le particularisme culturel canadien-français.

### ***5.3.1 Le rapport Parent et ses suites, un bref aperçu historique***

Le rapport Parent constitue un document emblématique de la Révolution tranquille. Il s’inscrit dans le courant réformiste du gouvernement Lesage et devient rapidement l’une des pièces maîtresses de la politique libérale<sup>123</sup>. Précédé par l’adoption de la Grande charte de l’éducation (1961) du ministre de la Jeunesse Paul Gérin-Lajoie<sup>124</sup>, le rapport Parent propose une restructuration complète du monde de l’éducation. Publié en cinq volumes entre 1963 et 1966, le document commandé par Gérin-Lajoie redéfinit la mission de l’école québécoise ainsi que la structure du système scolaire. Les réformes appliquées de manière systématique jusqu’au début des années 1970 feront du Québec un pionnier en matière d’éducation, lui qui était autrefois un « cancre » à l’échelle nord-américaine<sup>125</sup>.

Fort nombreuses, les réformes s’inspirent notamment des sciences de l’éducation américaines et européennes, où l’on souhaite former des citoyen(ne)s éclairé(e)s qui participent à la vie publique et qui sont aptes à assumer la liberté des choix individuels et collectifs. Le rapport stipule que c’est désormais l’État qui est entièrement responsable de

---

<sup>123</sup> Sur la commission Parent, on consultera notamment : Claude Corbo (dir.), *L’éducation pour tous : une anthologie du rapport Parent*, Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 2002, 432 p.; Jean-Pierre Charland, *Histoire de l’éducation au Québec : de l’ombre du clocher à l’économie du savoir*, Saint-Laurent, Éditions du Renouveau pédagogique, 2005, 205 p.; Pierre Doray et Claude Lessard (dir.), *50 ans d’éducation au Québec*, Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 2016, 308 p.

<sup>124</sup> La Grande charte de l’éducation met alors en place la gratuité scolaire jusqu’à la 11<sup>e</sup> année, en plus de rendre l’école obligatoire jusqu’à l’âge de 15 ans. La Charte prévoit également de rapatrier toutes les responsabilités administratives entre les mains des commissions scolaires, d’augmenter les subventions aux écoles privées et d’allouer une allocation aux parents d’élèves. La Charte crée un premier système uniformisé de prêts et bourses pour les étudiants collégiaux et universitaires. Enfin, elle institue la création de la commission Parent.

<sup>125</sup> Jean-Pierre Charland, *Op. Cit.*, p. 165.

l'éducation, mettant fin au pouvoir religieux en vigueur depuis le 19<sup>e</sup> siècle<sup>126</sup>. Pour y parvenir, le gouvernement crée – non sans rencontrer certaines résistances – le ministère de l'Éducation (1964), qui remplace l'ancien Département de l'instruction publique formé essentiellement de clercs et d'hommes d'Église. Le ministère laïc devient responsable de la mise en œuvre des politiques éducatives, de la maternelle à l'université. C'est ainsi qu'est réorganisé tout le réseau scolaire selon des principes généraux: normalisation des programmes d'études, standardisation des établissements et formation obligatoire jusqu'à 16 ans<sup>127</sup>. Les écoles primaires deviennent les creusets de formation des futurs citoyen(ne)s, qui poursuivent leur instruction secondaire dans les nouvelles polyvalentes. Le ministère crée également les cégeps et le réseau de l'Université du Québec, pour favoriser la poursuite des études supérieures de sa jeune et nombreuse population<sup>128</sup>. Également, le rapport Parent impose une formation universitaire obligatoire aux futurs enseignant(e)s.

Enfin, le rapport Parent remet en question le caractère confessionnel de l'école québécoise, cherchant à mettre en place un système sécularisé. Ce vœu pieux, qui s'inscrit dans le courant de la baisse de la pratique religieuse au Québec depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, traduit la volonté du ministre Gérin-Lajoie de mettre fin à l'enseignement religieux et de limiter le pouvoir des clercs dans l'administration du système d'éducation. La vision de Gérin-Lajoie traduit également une certaine forme de réalisme politique, la population immigrante non chrétienne étant en croissance depuis la fin de la décennie

---

<sup>126</sup> Notons toutefois que le Conseil supérieur de l'éducation demeure confessionnel.

<sup>127</sup> Claude Corbo, « Les origines de la Commission Parent », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, no. 2, hiver 2004, p. 24-32.

<sup>128</sup> Pierre Lucier, « L'université du rapport Parent », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, no. 2, hiver 2004, p. 81-94.

1940<sup>129</sup>. Malgré son insistance, le ministre ne parvient pas à retirer la religion des enceintes du système scolaire, l'enseignement religieux y étant maintenu et les commissions scolaires demeurant confessionnelles jusqu'en l'an 2000. Malgré tout, au travers du rapport Parent, le gouvernement a pu reprendre les rênes du secteur de l'éducation.

En somme, le gouvernement Lesage a opéré une véritable révolution dans le monde scolaire québécois, en sortant celui-ci de son carcan traditionnel<sup>130</sup>. En s'inspirant des grands courants en vogue dans les sciences de l'éducation et en reprenant en partie les modèles institutionnels présents sur le territoire américain, le système d'éducation québécois rompait avec l'ancien modèle hérité de la France. Qui plus est, la sécularisation partielle du système illustre également le processus de modernisation culturelle qui se met progressivement en place dans ce secteur. Enfin, la démocratisation de l'accès à l'éducation rompt avec l'élitisme d'antan, où seuls les jeunes issus de milieux favorisés accédaient à une formation supérieure. En somme, si l'expression « faire table rase du passé » peut s'appliquer à un secteur durant la Révolution tranquille, c'est bien à celui de l'éducation. Et c'est d'ailleurs en vertu de cette perception que les traditionalistes dénonceront les interventions « excessives » du monde politique dans le monde scolaire. Aux yeux de ces derniers, le rapport Parent, par ses ambitions séculaires et interventionnistes, mettait en péril l'héritage culturel et spirituel canadien-français.

Dans cet épisode, Angers sera l'un des critiques les plus acerbes des politiques de Paul Gérin-Lajoie. Multipliant les interventions médiatiques afin de contester les politiques

---

<sup>129</sup> Jean-Claude Corbeil, *L'embarras des langues : Origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec/Amérique, 2007, p. 235.

<sup>130</sup> Martial Dassylva, « “Le meilleur système d'éducation au monde”. Omer-Jules Desaulniers et l'idéologie scolaire catholique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 62, no. 3-4, hiver-printemps 2009, p. 501-532.

libérales, il sera l'un des rares intervenants – avec Lionel Groulx – à baser son argumentaire sur des schèmes traditionalistes. Il peut d'ailleurs sembler curieux de voir l'économiste se passionner pour la question de l'éducation, lui qui avait assez peu écrit sur le sujet dans le passé. Néanmoins, cet intérêt s'explique en partie par la position de « magister » qu'occupe Angers au sein du mouvement nationaliste et de la Ligue d'action nationale, faisant en sorte qu'il est de son devoir d'intervenir sur des sujets touchant de près les intérêts nationaux du Canada français. C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'Angers conçoit son action, en vertu de la dimension nationale attachée à la réforme Parent :

À *L'Action nationale*, ces questions liées à l'éducation nous préoccupent quand elles sortent du domaine purement technique pour revêtir une certaine dimension nationale, c'est-à-dire qu'elles mettent en jeu le fondement même du "national" chez nous: notre culture-type et les valeurs particulières qu'elle représente sur le continent américain, valeurs qui justifient notre volonté de survivre, de nous épanouir selon nos virtualités propres et de disposer à cette fin d'un État national suffisamment libre de ses mouvements.<sup>131</sup>

Voilà donc pourquoi le professeur des HEC consacre des dizaines d'articles à la réforme Parent, réforme qui revêtirait un caractère résolument idéologique.

### 5.3.2 « *L'américanisation des esprits* »

L'un des aspects essentiels afin de comprendre le rapport Parent est l'influence du modèle américain, et ce, tant du point de vue institutionnel, pédagogique qu'idéologique. Plusieurs facteurs expliquent cela. En outre, notons que certains commissaires ont effectué des études aux États-Unis, dont le sociologue Guy Rocher et le professeur d'administration Arthur Tremblay, qui ont tous deux étudié à Harvard. D'autres membres de la commission

---

<sup>131</sup> François-Albert Angers, « C'est la culture qui est menacée », *L'Action nationale*, février 1965, p. 542. Un signe de l'importance du thème de l'éducation pour Angers réside notamment dans le fait que celui-ci signe plus d'une trentaine de textes sur ce sujet durant la décennie 1960 et qu'il présente près d'une vingtaine de conférences sur le sujet durant la même période.

sont également au fait des pratiques éducatives américaines étant donné leurs professions, tels que David Munroe, directeur de l'Institut d'Éducation de l'Université McGill, et John McIlhone, directeur adjoint de la commission des Écoles catholiques de Montréal. Cette familiarité a mené les commissaires à effectuer plusieurs voyages d'études au sud de la frontière, notamment en Californie. D'ailleurs, à l'époque, les sciences de l'éducation américaines connaissent des développements majeurs, comme en témoigne l'émergence du constructivisme, l'une des principales théories de l'apprentissage en Amérique du Nord<sup>132</sup>. Le rapport Parent fera d'ailleurs une large place au constructivisme, dont les fondements avant-gardistes en feront la voie privilégiée des pédagogues. Angers, en 1965, critique cette vision en insistant sur les « fondations fragiles » du constructivisme :

"Pédagogie centrée sur l'enfant", "méthode active", ces mots sonnent bien, mais quelles vraies réalités couvrent-ils? Le danger dans tout cela c'est qu'on s'illusionne gravement sur des procédés dont les vrais résultats agissent plus sur la pensée-réflexe, jusqu'à nous en éblouir au point de nous faire croire que nous sommes en face de véritables manifestations d'une pensée réfléchie.<sup>133</sup>

Dans cette optique, le constructivisme menacerait le modèle relationnel maître-étudiant et ouvrirait la porte à une remise en question des connaissances du professeur. Pour Angers, l'autorité du maître est un prérequis au fonctionnement d'une classe et d'une institution. Une approche centrée sur la construction des connaissances menacerait donc de compromettre le niveau de compétence de jeunes qui n'auraient pas eu à surmonter les défis du « surpassement personnel » en passant par le cours primaire supérieur et le cours

---

<sup>132</sup> Marie Larochelle et Nadine Bednarz, « À propos du constructivisme et de l'éducation », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 20, no. 1, 1994, p. 5-19; Jean-Louis Le Moigne, *Les épistémologies constructivistes*, Paris, PUF, Que sais-je?, 1995, 127 p.; David Auclair, *Le constructivisme et la logique des compétences en tant que relativisme scientifique : Les réformes de l'éducation sous les impératifs utilitaires de la mondialisation néolibérale*, mémoire de maîtrise (sociologie), Université du Québec à Montréal, 2013, 110 p.

<sup>133</sup> François-Albert Angers, « C'est la culture qui est menacée », *Op. Cit.*, p. 549.

classique<sup>134</sup>. Il conçoit cette nouvelle approche comme étant « molle », celle-ci risquant d'appauvrir la qualité et le niveau des diplômés. Angers se fait donc l'avocat de l'école « à l'ancienne », où le « travail acharné et le respect de la discipline et des conventions » sont au cœur des devoirs de l'étudiant qui souhaite parvenir au terme de ses études<sup>135</sup>.

L'influence américaine dans le rapport Parent se traduit également par une nouvelle approche du savoir, qui rompt avec les conceptions implantées au 19<sup>e</sup> siècle. Dès l'entrée au secondaire, le rapport Parent suggère une formation axée sur la technique, notamment avec des cours à option et des formations professionnelles. Cette restructuration affecterait toutefois l'aspect humaniste de la formation secondaire, relégué aux matières à option. Ce n'est qu'avec l'implantation du palier collégial que la culture générale serait remise de l'avant via l'introduction d'un tronc commun. Quant au palier universitaire, le rapport Parent émet des recommandations similaires, en privilégiant la formation spécialisée. Via cette restructuration, les humanités classiques semblent déconsidérées au profit d'une vision utilitaire de l'éducation<sup>136</sup>.

---

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 550.

<sup>135</sup> Il faut évidemment rappeler qu'Angers n'est pas un expert en sciences de l'éducation et que ses idées en matière de pédagogie proviennent essentiellement de son expérience en tant que professeur des HEC. Néanmoins, son opinion semble être partagée des années plus tard, du moins en partie, par des spécialistes qui critiquent les fondements du constructivisme. Voir notamment : Maria Arcà et Silvia Caravita, « Le constructivisme ne résout pas tous les problèmes », *Modèles pédagogiques*, no. 16, 1993, p. 77-101; W. A. Suchting, « Constructivism deconstructed », *Science Education*, vol. 1, no. 3, 1992, p. 223-254.

<sup>136</sup> Joshua Ménard-Suarez, *Les conceptions de l'homme dans la réforme de l'éducation au Québec : luttes politiques et perspectives pédagogiques, 1960-1966*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2014, p. 49-50. C'était d'ailleurs là un argument régulièrement mis de l'avant par des ténors de l'Union nationale dans leurs critiques du rapport Parent. De même, le spécialiste Yves Lenoir dresse un bilan éclairant au sujet de ce changement de paradigme, arguant que « le rapport Parent a conduit, à travers des débats socio-idéologiques qui ont débuté à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, à l'abandon du modèle éducatif émanant de France et fondé sur les humanités classiques, mais aussi dominé par les conceptions néothomistes. Lui a été progressivement substitué, à travers différents changements de curriculums et au rythme de l'évolution sociale et économique, un modèle pragmatique centré sur l'adaptation aux exigences économiques et utilitaristes que promeut le néolibéralisme. Cette transformation a été supportée par un discours idéologique dominant qui est passé de l'humanisme des humanités à un humanisme renouvelé, celui du pluralisme humaniste – présenté comme transhistorique, car il venait assurer la continuité entre les deux

En ce sens, les observateurs conservateurs de l'époque soulignent ce changement paradigmatique, de l'humanisme vers la technique, de l'alignement du modèle québécois au modèle anglo-saxon nord-américain<sup>137</sup>. Aux côtés de l'Union nationale<sup>138</sup>, Angers sera l'un des critiques de cette réorientation, en rappelant que les racines françaises du système scolaire devraient être maintenues afin de préserver les fondements culturels du Canada français :

Je vois bien dans tout cela la technique, la savante technique qui trouve solution pratique à tout. Mais où est l'humanisme, au-delà d'une certaine sentimentalité viscérale devant la tragédie de la maladie! Et cela pose la question cruciale : sommes-nous encore Français? Et si nous avons perdu du terrain en la matière, tenons-nous à le regagner ou si nous optons définitivement pour l'assimilation. Si nous tenons encore à faire au moins un choix conscient, le temps est venu où jamais de poser brutalement les questions et d'y répondre clairement, car je crois que nous arrivons à l'étape finale. C'est la culture qui est définitivement menacée chez nous! Et l'application intégrale du rapport Parent, en dépit de tout ce qu'il contient de bon, risque de sceller le sort de la culture au Canada français.<sup>139</sup>

Dans la perspective d'Angers, les humanités classiques sont considérées comme des vecteurs d'appartenance à la civilisation gréco-latine<sup>140</sup>. En cela, les critiques du rapport Parent au sujet des collèges classiques représentent une « insulte qui traduit l'insensibilité historique » des commissaires « qui semblent oublier leur culture d'origine »<sup>141</sup>. Avoir une tête bien faite plutôt que bien remplie, voilà le mot d'ordre pour les traditionalistes :

---

modèles – à une pédagogie humaniste et, finalement, à un pluralisme culturel ». Yves Lenoir, « Le « rapport Parent », point de départ de l'ancrage de l'école québécoise dans la logique anglophone nord-américaine », *Canadian Journal of Education*, vol. 28, no. 4, 2005, p. 638.

<sup>137</sup> François-Albert Angers, « C'est la culture qui est menacée », *Op. Cit.*, p. 569. Voir aussi à ce sujet : Éric Bédard, « L'État français sans la jeunesse : Lionel Groulx et la Révolution tranquille », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 16, no. 2, printemps 2016, p. 37-63.

<sup>138</sup> Sur les critiques de l'Union nationale du rapport Parent, voir Joshua Ménard-Suarez, *Op. Cit.*, p. 97-131.

<sup>139</sup> François-Albert Angers, « C'est la culture qui est menacée », *Op. Cit.*, p. 552.

<sup>140</sup> Joshua Ménard-Suarez, *Op. Cit.*, p. 103-104.

<sup>141</sup> François-Albert Angers, « C'est la culture qui est menacée », *Op. Cit.*, p. 552.



Il faut aller vers la "recentration" du cours secondaire vers un objectif de qualité de pensée, plutôt que de quantité de choses vues. Elle est dans la pratique d'une méthodologie qui travaille à dégager l'aptitude à penser, en y mettant le temps qu'il faut, sans se préoccuper plus que de raison du nombre de chapitres couverts. Elle est dans la distinction nette entre ce qui, dans le cours, est instruments de formation, avec totale préséance, et ce qui est instruments d'information, ordonnés aux premiers sans jamais les dominer.<sup>142</sup>

Toutefois, le temps des collèges classiques tire bel et bien à sa fin, puisque les rédacteurs du rapport Parent proposent un nouveau projet audacieux : les cégeps. Là encore, l'influence américaine est palpable, comme le souligne le sociologue Guy Rocher à propos des *community colleges* californiens et de leur influence dans la création du modèle collégial québécois<sup>143</sup>. Par le fait même, les responsables politiques conçoivent un nouveau type d'école secondaire : les polyvalentes. Le rapport Parent recommande incidemment l'abolition des collèges classiques, au grand dam de l'intelligentsia conservatrice<sup>144</sup>. Finalement, en remplacement du cours classique, le ministère de l'Éducation crée deux institutions tranchant radicalement avec le modèle traditionnel canadien-français. L'historien Xavier Gélinas résume avec acuité ce changement opéré par les fonctionnaires du ministère, qui constitue une rupture dans l'histoire de l'éducation au Québec :

L'humanisme à l'américaine donne une idée tronquée de l'éducation, de la vie. Cela se contraste de la manière la plus empirique. Il ne restera guère d'humanité, de fraternité dans ces grandes polyvalentes, situées souvent très loin des résidences, regroupant jusqu'à trois mille élèves qui ne se connaîtront jamais, d'autant plus qu'ils n'auront rien en commun, les uns se dirigeant vers des métiers manuels, les autres vers l'université.<sup>145</sup>

---

<sup>142</sup> François-Albert Angers, « L'éducation », *L'Action nationale*, février 1961, p. 570.

<sup>143</sup> Guy Rocher, « Un bilan du rapport Parent : vers la démocratisation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, no. 2, hiver 2004, p. 117-128.

<sup>144</sup> Claude Galarneau, *Les collèges classiques au Canada français*, Montréal, Fides, 1978, p. 237.

<sup>145</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 376.

Plusieurs collègues d'Angers partagent son opinion sur les dangers de l'appropriation du modèle américain. C'est le cas de Richard Arès, pour qui les institutions américaines sont « d'énormes usines automatisées d'où sortiront en série des citoyens de formation planétaire, mais déracinés et interchangeable, neutres d'esprit et de cœur »<sup>146</sup>. Le chanoine Lionel Groulx propose des remarques similaires, selon lesquelles la réorientation de l'école québécoise « tend à un rétrécissement de l'esprit, puisqu'elle le tourne vers un champ limité de connaissances et qu'elle se borne à un nombre restreint de facultés »<sup>147</sup>.

Dans l'ensemble, les critiques traditionalistes portent sur le fait que les responsables du monde de l'éducation chercheraient à conformer le modèle canadien-français au modèle anglo-saxon. En ce sens, Angers, estime qu'« il n'y a rien de plus triste que de voir glorifier l'intégration de notre système d'éducation aux structures anglo-américaines »<sup>148</sup>. Ce comportement traduirait la « maudite lâcheté, d'un peuple sans fierté, qui préfère se conformer aux institutions de l'Autre plutôt que d'affirmer sa personnalité et de faire reconnaître ses droits »<sup>149</sup>. Angers va d'ailleurs jusqu'à affirmer – en 1961! – que les bouleversements dans le monde scolaire menacent la mission providentielle du Canada français en terre américaine, rien de moins. Ces propos rejoignent ceux d'un Lionel Groulx pour qui « l'homme nord-américain, pragmatique, peut s'occuper de technologie et de science, mais l'homme canadien-français doit être inspiré par les idéaux chrétiens humanistes et l'esprit du classicisme français »<sup>150</sup>. En somme, si la civilisation canadienne-

---

<sup>146</sup> Cité dans *Ibid.*, p. 376-377.

<sup>147</sup> Cité dans *Ibid.*, p. 377.

<sup>148</sup> François-Albert Angers, « Conférence interprovinciale », *L'Action nationale*, janvier 1961, p. 476-479.

<sup>149</sup> *Ibid.*

<sup>150</sup> Sylvie Beaudreau, « Déconstruire le rêve de nation : Lionel Groulx et la Révolution tranquille », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 56, no. 1, été 2002, p. 58.

française souhaite assurer son épanouissement, c'est en privilégiant une éducation qui a traversé les siècles et qui a permis de maintenir ses particularismes culturels intemporels. Se tourner vers des modèles anglo-saxons ferait du Canada français une succursale culturelle des États-Unis et conduirait, à terme, à son assimilation spirituelle. Voilà pourquoi la question de l'éducation passionne tant les intellectuels traditionalistes, eux pour qui les institutions scolaires représentent un bastion de résistance à la culture anglophone<sup>151</sup>. Pour paraphraser Angers, laisser tomber l'école d'inspiration humaniste équivaut à abandonner son âme de Canadien français.

### 5.3.3 Une « fausse et mortelle démocratie scolaire »

Selon le sociologue Guy Rocher, corédacteur du rapport Parent, l'aspect central à retenir de la réforme de l'éducation est son aspiration à une démocratisation articulée autour de quatre points centraux :

- 1- Démocratisation de l'accès à tous les niveaux de l'enseignement, ou « le droit de chacun à la meilleure éducation possible »;
- 2- Démocratisation de l'administration générale du système d'enseignement via la création du ministère de l'Éducation et conséquemment, le retrait des instances religieuses dans la direction générale du système;
- 3- Démocratisation du pouvoir politique, du point de vue des administrations scolaires locales et des responsables de la gestion de l'enseignement primaire et secondaire public;
- 4- Démocratisation du financement de ces institutions via un train de mesures destinées, d'une part, à uniformiser le fardeau fiscal, jusque-là très inégal d'une localité à l'autre et, d'autre part, à répartir avec justice et équité les ressources financières et matérielles entre toutes les administrations scolaires et toutes les régions.<sup>152</sup>

---

<sup>151</sup> Joshua Ménard-Suarez, *Op. Cit.*, p. 48-52.

<sup>152</sup> Guy Rocher, *Op. Cit.*, p. 117-228. Il est néanmoins intéressant de noter que Daniel Johnson, chef de l'Union nationale, utilisera lui aussi l'argument démocratique afin de critiquer la réforme Parent. Il avancera notamment en février 1964 que « l'État est enclin à se prendre pour une fin en soi, comme la valeur suprême devant laquelle toutes les autres doivent s'incliner ». Joshua Ménard-Suarez, *Op. Cit.*, p. 71.

En vertu de ces quatre points, l'école québécoise avait désormais le mandat d'être égalitaire. Elle devait également être administrée par des citoyens par le biais d'une revalorisation des commissions scolaires. De même, grâce à la présence d'un ministère laïc, le monde de l'éducation se trouvait désormais à l'abri des contingences politiques relatives aux changements de régime. Le système d'éducation se voyait aussi attribuer un financement stable, lui permettant de se développer de manière organique. Mais surtout, le rapport Parent amorçait le processus de sécularisation au sein du système d'éducation québécois, processus qui allait se clore à la fin du siècle avec l'abolition des commissions scolaires confessionnelles. Démocratisation et sécularisation : deux principes auxquels s'opposeront les penseurs conservateurs durant les années 1960.

D'emblée, Angers se montre méfiant à l'égard du principe de l'accès démocratique à une éducation adaptée aux besoins de tout un chacun, y voyant « la lubie du siècle chez nous : démocratiser tout, selon une conception de la démocratie niveleuse et égalitaire qui est en retard d'un siècle, datant de la période du romantisme social du 19<sup>e</sup> siècle »<sup>153</sup>. Inquiet des conséquences de la fermeture des collèges classiques, il se demande comment le réseau scolaire (secondaire) pourra absorber une masse d'étudiants dont le potentiel risque d'être sapé. Ce scepticisme repose sur l'idée que les écoles secondaires du rapport Parent s'éloignent de la « qualité et des idéaux traditionnels » des collèges classiques :

Au nom même du principe démocratique qu'invoque le rapport Parent comme un droit de chaque enfant de recevoir le type d'enseignement qui lui permet le développement maximum de ses aptitudes intellectuelles, l'abolition d'une distinction nette entre deux secteurs de l'enseignement, dans la phase secondaire, constitue une violation des droits des plus intelligents.<sup>154</sup>

---

<sup>153</sup> François-Albert Angers, « C'est la culture qui est menacée », *Op. Cit.*, p. 544.

<sup>154</sup> François-Albert Angers, « Les ambiguïtés pédagogiques du rapport Parent », *L'Action nationale*, mars 1965, p. 657.

À ce chapitre, Angers tient un discours relativement élitiste, lui qui émet une distinction entre l'intelligence « humaniste » et « technique », la première étant transmise dans les collèges classiques et la seconde dans les écoles professionnelles<sup>155</sup>. Chercher à mettre sur pied un cursus secondaire commun apparaît être une aberration:

D'ailleurs, le rapport reconnaît lui-même l'impossibilité mentale de 80 % des enfants à faire le cours classique. Il n'en commet pas moins l'erreur d'affirmer que la majorité des jeunes suivent maintenant le cours secondaire, ce qui ne peut être vrai que si le cours secondaire d'aujourd'hui n'est plus de la nature et de la qualité du cours secondaire traditionnel, donc un autre cours qui sacrifie la valeur virtuelle de 20 % des meilleures intelligences.<sup>156</sup>

Angers s'insurge aussi contre la structure du cursus scolaire proposé par le rapport Parent, reposant sur une formation primaire de six ans, une formation secondaire de cinq ans et une formation collégiale de deux ans, qui ferait fi des prérogatives culturelles liées aux anciens collèges classiques, responsables de la création d'une élite canadienne-française :

Que peut-on dégager de tout cela quant à la qualité de la nouvelle école Parent ? Qu'au lieu de créer un véritable secondaire public pour faire droit à certaines réclamations anticléricales et faire face aux besoins croissants, la Commission détruit pour toutes fins pratiques le véritable enseignement secondaire, et sublime l'ancien primaire supérieur enrichi. Dans le régime qui nous est proposé, ce qu'on nous donne, c'est un primaire élémentaire de 6 ans, un primaire supérieur de 5 ans, et une espèce de secondaire de 2 ans dans les instituts. C'est extrêmement grave pour ceux qui ont de la culture une autre conception que la seule formation à caractère technique et professionnel, et qui reste convaincue que le Canada français doit sa survivance et son originalité à la formation d'une élite culturelle par un enseignement d'esprit authentiquement secondaire.<sup>157</sup>

---

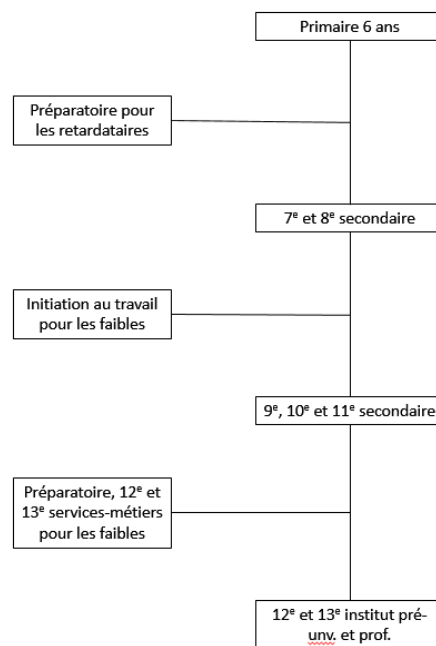
<sup>155</sup> Il est d'ailleurs surprenant de voir Angers se porter si ardemment à la défense du cours classique et des humanités, lui qui fut pourtant un élève des frères et qui n'a jamais fréquenté le collège classique.

<sup>156</sup> *Ibid.*, p. 659.

<sup>157</sup> François-Albert Angers, « Incompréhensions du rapport Parent », *L'Action nationale*, avril 1965, p. 744-745.

Le professeur des HEC se révolte contre la vision du rapport Parent, où l'humanisme transmis dans les collèges classiques représente un mode d'éducation passéiste non aligné sur le monde du travail<sup>158</sup>. Les traditionalistes associent cette idée à une vision mercantile et américaine de l'éducation. La démocratisation de l'accès à l'éducation viserait ainsi à former une main-d'œuvre nombreuse et qualifiée, répondant aux « aléas de l'offre et la demande ». En réponse aux propositions du rapport Parent, Angers propose un remodelage complet du cursus scolaire. Reproduit ici-bas, le premier schéma correspond au cursus développé par la commission alors que le second est celui imaginé par Angers :

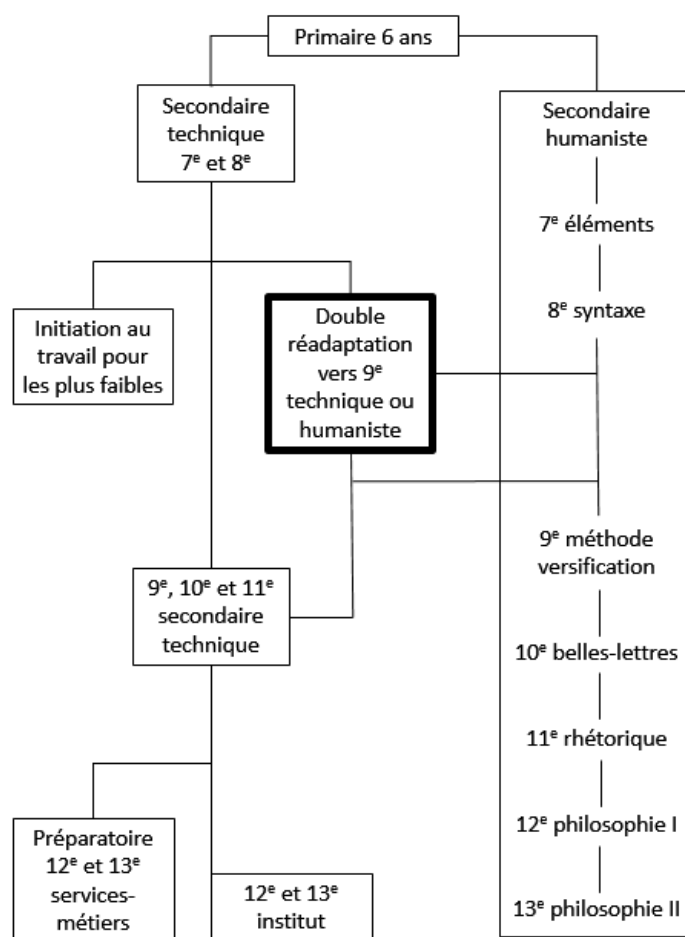
**Figure 1 : Cursus scolaire normalisé proposé par la commission Parent<sup>159</sup>**



<sup>158</sup> Cette vision traduite dans le rapport Parent était d'ailleurs partagée par certains dans la décennie 1950. C'est notamment le cas de l'écologiste et professeur Pierre Dansereau qui, en 1956, énonça publiquement son opinion négative à l'endroit des collèges classiques qui, dit-il, perpétuent une tradition de cloisonnement des savoirs réservés à l'élite de la société. À noter que Dansereau fut notamment obligé de s'expatrier quelques années aux États-Unis afin de pouvoir travailler dans des conditions de travail optimales, notamment à l'Université du Michigan entre 1950 et 1955. À voir dans Pierre Dansereau, *Contradictions & biculture : communications 1955-1961*, Montréal, Les éditions du Jour, 1964, p. 78-89.

<sup>159</sup> Extrait du rapport Parent reproduit dans : François-Albert Angers, « Les ambiguïtés pédagogiques et le rapport Parent », *Op. Cit.*, p. 667.

**Figure 2 : Cursus scolaire révisé proposé par François-Albert Angers<sup>160</sup>**



Notons, que le schéma d’Angers inclut le modèle du collège classique, dont la structure reprend, pour l’essentiel, celle retrouvée dans une majorité de collèges canadiens-français au tournant de la décennie 1960. Quant au secteur secondaire régulier, Angers privilégie une voie professionnalisante faisant une large part à la formation aux métiers. Il y a donc un cloisonnement net entre le secteur public (professionnalisant) et privé (classique). Au regard de cette proposition, qui est d’ailleurs bien accueillie dans les rangs de la Ligue

<sup>160</sup> *Ibid.*, p. 668.

d'action nationale<sup>161</sup>, le professeur des HEC souhaite uniformiser le système d'éducation par une division claire des secteurs d'études. Cette distinction vise à préserver le caractère élitiste de la formation collégiale classique et à assurer la formation d'une main-d'œuvre spécialisée participant aux activités économiques de la province<sup>162</sup>.

Le deuxième principe de démocratisation contre lequel s'insurge Angers est celui de la création du ministère de l'Éducation et du retrait des instances religieuses dans la direction du système scolaire. Ferme tenant du rôle de l'Église dans l'administration du monde scolaire, il se positionne contre le ministère qui remplace l'ancien Département de l'instruction publique. Sceptique aux dires du ministre Gérin-Lajoie, selon qui la création du ministère vise à centraliser les processus décisionnels, il pense que d'autres avenues auraient dû être envisagées pour préserver le caractère religieux du système d'éducation :

La solution au désordre que déplorent le ministre et ses souffleurs n'exige donc pas un ministère. Elle exige une autorité unique, ayant besoin sans doute du parlement, de l'État, pour exister et qui, dès qu'elle aura été ainsi habilitée, devient aussi puissante et aussi efficace qu'un ministre, sans être un ministre ou un ministère. L'ordre étant ainsi remis dans nos idées nous pourrions en remettre dans les choses. N'étant plus obnubilés par la thèse du ministère indispensable, nous pourrions aborder le vrai problème de coordination qui se posait dans le Québec, avant qu'un ministre lui-même se soit chargé de nous en créer un autre sur le plan administratif.<sup>163</sup>

Angers perçoit dans cette entreprise une volonté de l'État de prendre sous son aile tout le réseau de l'enseignement et d'en orienter le développement, écartant ainsi l'Église, mais

---

<sup>161</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0027, « lettre de Gérard Turcotte François-Albert Angers », 7 avril 1965.

<sup>162</sup> Dans l'esprit d'Angers, le principe d'égalité d'accès à l'éducation ralentit par le fait même l'entrée de techniciens et de travailleurs spécialisés sur le marché du travail dû au fait que ceux-ci sont contraints de demeurer sur les bancs d'école jusqu'à un âge relativement avancé. Ce faisant, le principe défendu par Gérin-Lajoie nuirait au développement économique du Québec. Qui plus est, les étudiants portés vers les métiers vivraient des difficultés scolaires engendrant des coûts supplémentaires au système scolaire, notamment du point de vue des services spécialisés (ex. orthopédagogues), rendant encore moins désirable l'imposition du principe de l'école obligatoire jusqu'à 16 ans.

<sup>163</sup> François-Albert Angers, « Ministère de l'éducation », *L'Action nationale*, septembre 1963, p. 5.



aussi les parents d'élèves qui jouent un rôle important dans la vie scolaire : « Cela suppose à l'État un droit premier qui appartient aux parents, de sorte que ce devoir ne peut lui incomber que si des parents le veulent ainsi; et dans le cadre des lois des Églises, que si ces Églises y consentent pour leurs ouailles »<sup>164</sup>. Angers se méfie de l'ingérence d'un ministère unique dans les affaires scolaires puisque selon lui, « aucun catholique digne de ce nom ne saurait accepter cette prépotence de l'État »<sup>165</sup>. On en arrive donc au cœur du problème du rapport Parent, qui afficherait « un mépris des Églises qu'inspire un indifférentisme militant en faveur de l'irréligion » et pour qui « la religion n'était qu'une institution nécessaire à l'ordre social; comme si elle n'était que tolérée, telle une forme quelconque de superstition »<sup>166</sup>. La création du ministère s'inscrirait donc dans un processus visant à séculariser le réseau d'enseignement. Ce faisant, Gérin-Lajoie opérerait dans une optique fonctionnaliste, peu soucieuse du caractère culturel lié à l'ancien mode de gouvernance qui visait à préserver le caractère sociologique du Canada français :

En confiant le tout à l'État, et en réduisant les autres au rang consultatif, nous montrons le peu de prix que nous attachons à ces droits des parents et de l'Église. L'éducation s'assimile à la voirie, au sujet de laquelle nous sommes bien disposés à sacrifier la satisfaction d'avoir notre bout de chemin frontal fait à notre goût, afin d'avoir un régime de voirie administrativement et pratiquement plus efficace.<sup>167</sup>

Angers conteste par le fait même les motivations de Gérin-Lajoie à vouloir écarter du pouvoir décisionnel l'Église et les institutions ecclésiastiques<sup>168</sup>. Pour le directeur de

---

<sup>164</sup> François-Albert Angers, « Le quatrième volume du rapport Parent », *L'Action nationale*, avril 1967, p. 755.

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 756.

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 757-758.

<sup>167</sup> François-Albert Angers, « Ministère de l'Éducation », *Op. Cit.*, p. 17.

<sup>168</sup> Léon Dion a d'ailleurs démontré qu'un grand nombre d'associations religieuses, dans le cadre de la Commission Parent, ont vertement critiqué les orientations laïques prônées par Gérin-Lajoie. Dans son étude sur le bill 60, Dion relate notamment les propos tenus par l'abbé Germain Lavallée, lors des travaux de la

*L'Action nationale*, il ne fait aucun doute que cette politique camoufle un anticléricalisme radical voué à faire échec au pouvoir religieux en matière d'éducation :

Du point de vue des droits fondamentaux, je vois mal, en dehors d'un sectarisme anticlérical net, comment fonder sérieusement le droit exclusif qu'auraient les laïques de contrôler l'enseignement et de le dispenser [...] sorte de théorie qu'en occupant ainsi des postes importants pour le développement d'une culture, les religieux gênent le progrès culturel de la nation [...] En définitive, cette discussion est surtout faite de mauvais esprit syndicaliste. Des laïques en sont venus à considérer que des hommes identifiés par leur soutane prenaient la place d'autres hommes identifiés par le complet-veston. Ils raisonnent donc comme le syndicat des peintres qui ne veut même plus permettre au propriétaire d'une maison de faire lui-même son peinturage, sous prétexte qu'il enlève ainsi du travail à ses membres.<sup>169</sup>

Angers se montre sévère à l'endroit des parents catholiques qui pourraient être tentés d'envoyer leurs enfants dans des institutions « neutres », affirmant « qu'un catholique n'a pas le droit d'envoyer ses enfants dans une école neutre, tout particulièrement là où il existe un régime scolaire qui permet aux catholiques d'envoyer leurs enfants à l'école catholique »<sup>170</sup>. Anti-interventionniste, il estime que la réforme Parent atteint l'un des fondements du système scolaire francophone, soit celui du libre-choix des parents :

Est-ce nous qui décidons où et comment sont élevés nos enfants ou l'État ? Cet État dont d'aucuns aiment dire qu'il est "nous", est-il "nous" à la mode fasciste pour prétendre nous régenter; ou "nous" à la mode démocratique pour nous faciliter l'expression et la réalisation de ce que nous voulons?<sup>171</sup>

---

commission de mai 1961, qui affirmait que « si le Rapport est adopté tel quel, ce serait la première fois dans l'histoire de l'Église qu'un peuple foncièrement catholique se bâtit une loi de l'éducation qui est faite à la mesure des incroyants et en leur seule faveur, tous les risques étant du côté des croyants ». Léon Dion, *Le bill 60 et la société québécoise*, Montréal, Éditions Hurtubise, 1967, p. 50.

<sup>169</sup> François-Albert Angers, « La singulière théorie du désengagement », *L'Action nationale*, septembre 1961, p. 38-42. À ce sujet, rappelons toutefois que l'historiographie récente a démontré que la mainmise de l'Église sur le système d'éducation a empêché celui-ci de se développer uniformément entre les années 1860 et 1960. Sa position monopolistique sur ce secteur fut d'ailleurs favorisée par le retrait de l'État de toute intervention directe, hormis pour le financement. À voir dans : Jean-Pierre Charland, *Op. Cit.*

<sup>170</sup> François-Albert Angers, « Commission scolaire neutre », *L'Action nationale*, mars 1965, p. 724.

<sup>171</sup> François-Albert Angers, « Les ambiguïtés pédagogiques du rapport Parent », *Op. Cit.*, p. 670.

Nous en arrivons ici à une autre critique des traditionalistes à l'endroit du rapport Parent, soit la place faite à l'école privée dans l'écosystème scolaire. Dans la conception traditionaliste, il est inconcevable que le système canadien-français soit dépourvu d'institutions privées proposant une alternative au cursus pédagogique du ministère de l'Éducation<sup>172</sup>. Il en va de la liberté de choix des parents dans le parcours des enfants :

S'il doit y avoir des institutions privées, c'est au nom de la liberté de pensée. Comme un moyen à ceux qui ne pensent pas comme l'État, que ce soit en termes de pédagogie, de structure ou de programme. Pour que ces libertés soient assurées, il semble qu'il faille admettre la liberté de tout individu ou de toute société d'individus de créer des institutions d'enseignement et d'offrir au public des services en laissant aux parents la responsabilité de décider s'ils préfèrent patronner ces institutions et payer ce qu'il en coûte pour y faire instruire leurs enfants plutôt que de les envoyer aux écoles publiques.<sup>173</sup>

Qui plus est, l'instauration d'une taxe scolaire obligatoire visant à financer le système public constitue l'ultime argument menant Angers à critiquer les propositions interventionnistes du rapport Parent. L'économiste traditionaliste aurait préféré, et de loin, que les institutions religieuses demeurent responsables du financement des écoles, en partenariat avec le gouvernement, les parents, les institutions caritatives et les fondations. Se tourner entièrement vers la population pour le financement constituerait ainsi une énième forme de « pseudo-socialisme voilé sous le couvert d'un providentialisme égalitaire » visant à réguler le coût des études dans l'ensemble du réseau scolaire<sup>174</sup>.

---

<sup>172</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 380-383.

<sup>173</sup> François-Albert Angers, « Les institutions privées », *L'Action nationale*, mai 1966, p. 1041. Il est néanmoins important de noter que le rapport Parent ne mettra pas fin au financement des institutions scolaires privées. De ce fait, le Québec mettra subséquemment en place le système d'écoles privées le plus développé du Canada. Sur le sujet, voir : Jean-Pierre Charland, « L'histoire de l'éducation au Québec. Regard sur la production récente », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 50, no. 4, printemps 1997, p. 608-609.

<sup>174</sup> *Ibid.*, p. 1038.

Un dernier aspect de la réforme Parent à propos duquel Angers s'oppose vivement est l'élargissement de l'accessibilité aux études universitaires. Par le biais de la création du réseau de l'Université du Québec et par la standardisation du cursus scolaire primaire, secondaire et collégial, l'État québécois souhaite former une génération d'universitaires aptes à mener le Québec sur le chemin du développement continu<sup>175</sup>. Cette nouvelle perspective ouvre ainsi les portes des universités aux individus issus des classes populaires, mais aussi aux femmes. Il en résulte un accroissement spectaculaire des taux d'admission ce qui, ultimement, se répercutera sur les finances publiques dues au fait que les établissements universitaires sont essentiellement financés par le gouvernement<sup>176</sup>. Pour Angers, il s'agit là d'un non-sens qui s'inscrit dans la logique interventionniste du gouvernement libéral, qui risque d'affecter la vitalité économique de la province étant donné le peu de ressources que tirent les institutions des frais de scolarité payés par les étudiants<sup>177</sup>. L'économiste aurait préféré que les universités québécoises soient modelées sur les universités privées américaines, qui sont principalement financées par le biais de la philanthropie et les frais de scolarité. Qui plus est, Angers se montre sceptique à l'égard du fait que les femmes puissent accéder en masse aux études universitaires. Le professeur des HEC arbore une vision très traditionnelle du rôle des femmes dans la société canadienne-française, dont la place serait « au foyer familial et non dans des classes universitaires »<sup>178</sup>. Ces propos rejoignent d'ailleurs ceux émis par sa collègue à *L'Action*

---

<sup>175</sup> Martial Dassylva, « L'Université du Québec : université nouvelle, nouvelles universités », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no. 2, 2008, p. 233-263.

<sup>176</sup> Gérard Bélanger, « Le financement de l'enseignement supérieur au Québec », *L'Actualité économique*, vol. 49, no. 4, octobre-décembre 1973, p. 467-468.

<sup>177</sup> François-Albert Angers, « L'université », *L'Action nationale*, mai 1966, p. 1048.

<sup>178</sup> François-Albert Angers, « Les incompréhensions majeures du rapport Parent », *L'Action nationale*, avril 1965, p. 742. Inutile de dire que de tels propos tenus durant la décennie 1960 ne feront pas d'Angers la coqueluche des étudiantes québécoises! À la suite de cette prise de position, Angers reçut quelques lettres (4)

*nationale*, Marthe Handfield (l'une des rares collaboratrices féminines de la revue), pour qui les anciennes « Écoles de bonheur » constituaient l'institution scolaire par excellence pour les jeunes filles canadiennes-françaises :

Mais, toutes les jeunes filles doivent-elles, pour se valoriser, devenir femmes universitaires ou directrices d'entreprises? L'épouse et la mère de famille ne joue-t-elle pas un rôle social au moins aussi éminent que la femme médecin, la femme professeur, la femme avocate? La grande majorité des femmes ne trouve-t-elle pas à l'intérieur de son foyer, l'équilibre de sa personnalité et l'occasion du don de soi qui caractérise l'adulte et l'insère dans la société? Faut-il sortir la femme de son foyer pour lui rendre sa dignité?<sup>179</sup>

À n'en point douter, les positions d'Angers sur la question de l'accession des femmes aux études universitaires mettent en lumière le caractère foncièrement réactionnaire de certains aspects de son discours. Cela, à une époque traversée par le déploiement du mouvement féministe québécois et par l'apparition de nombreux regroupements militants lui étant associés. Qui plus est, en plus d'être opposé à l'accès des femmes aux études supérieures, Angers est également réticent à l'idée que des jeunes hommes issus des classes populaires accèdent à l'université, une institution réservée à l'élite de la société<sup>180</sup>.

Malgré des positions anachroniques, voire réactionnaires, Angers n'en demeure pas moins l'un des principaux commentateurs de la réforme de l'éducation dans la sphère publique et médiatique. D'ailleurs, au lendemain de la défaite des libéraux aux élections

---

de femmes mécontentes de ses propos jugés « rétrogrades ». La majorité de ces lettres ne sont néanmoins pas signées, une seule portant la signature d'une certaine « Louise ». HEC, P027, boîte P027/A1,0027, mai 1965.

<sup>179</sup> Marthe Handfield, « Éducation familiale versus femmes universitaires », *L'Action nationale*, mars 1965, p. 680.

<sup>180</sup> François-Albert Angers, « Trois libertés à sauver à l'heure actuelle », *L'Action nationale*, mai 1966, p. 1028-1029. Cet élitisme, caractérisé par une forme d'attachement au cloisonnement des classes sociales, est néanmoins assez rare dans les écrits d'Angers, et ce, à toute époque.

de 1966, il soutient que c'est la question de la réforme de l'éducation et du mécontentement de la population qui aurait eu raison du gouvernement :

La population du Québec vient de confirmer qu'elle s'est trompée en 1960. Car ne nous trompons pas en cherchant des explications à midi et quatorze heures: un corps électoral ne change pas un gouvernement qui a effectivement tant fait s'il n'éprouve pas un mécontentement profond, après expérience, de l'esprit même de ces réformes, dont il voit maintenant les conséquences. Mais ceux dont c'est le métier de penser et qui sont dans l'esprit des traditions populaires savaient cela dès 1960. *L'Action nationale*, pour sa part, l'a dit dès le résultat de l'élection de 1960 et n'a cessé de le dire depuis.<sup>181</sup>

Des spécialistes partagent cette réflexion critique, dont Léon Dion qui affirme en 1967 que « les adversaires du projet, dont le chef de l'opposition, Daniel Johnson, accusèrent le gouvernement d'être de mauvaise foi, de vouloir précipiter l'adoption de la loi, de mépriser les opinions publiques, bref de procéder de façon non démocratique. Des voix non-partisanes abondèrent dans le même sens »<sup>182</sup>. Il pourrait d'ailleurs être intéressant de creuser la question de l'impact de la réforme Parent et de son application parfois chaotique dans le retour au pouvoir de l'Union nationale, peut-être verrait-on là une preuve que le discours d'Angers n'était, finalement, pas si éloigné des préoccupations d'une tranche non négligeable de la population<sup>183</sup>. La défaite électorale libérale nous amène donc à relativiser le mythe triomphal de la Révolution tranquille, en lien avec la réforme de l'éducation<sup>184</sup>.

#### **5.4 Une victoire à rebours? La question nationale durant la Révolution tranquille**

L'élection du gouvernement Lesage et la mise en place d'une véritable politique autonomiste durant la Révolution tranquille suggère la pérennité d'un certain héritage issu

---

<sup>181</sup> François-Albert Angers, « La surprise des élections de 1966 », *L'Action nationale*, septembre 1966, p. 4.

<sup>182</sup> Léon Dion, *Op. Cit.*, p. 94-95.

<sup>183</sup> *Ibid.*

<sup>184</sup> Jacques Rouillard, « La mythique Révolution tranquille », *Le Devoir*, 28 septembre 2010, p. A9.

des milieux traditionalistes. Qui plus est, les années 1960 représentent un terreau fertile en ce qui a trait à l'évolution du nationalisme canadien-français. Autrefois tourné vers ses racines culturelles, le nationalisme tend désormais à s'orienter dans une perspective politique, qui témoigne d'un raffermissement de ses finalités idéologiques. Ce n'est donc pas par hasard que réapparaît la question de l'indépendance durant cette période. Quant à Angers, s'il fut longtemps un avocat du fédéralisme autonomiste, les événements l'amènent à se rapprocher de la voie indépendantiste. À la veille du centième anniversaire de la fédération, la situation politique canadienne ne saurait se trouver dans pire position.

#### ***5.4.1 Des signes troublants de la faillite de la fédération canadienne***

L'historiographie est éloquente quant à l'ampleur de la crise politique qui secoue le Canada durant la décennie 1960<sup>185</sup>. Les spécialistes s'entendent pour dire que ce sont les tensions entre le Canada anglais et le Canada français et la question de la place du Québec dans la fédération qui alimentent cette crise<sup>186</sup>. Certains spécialistes parlent également de cette période comme étant celle où s'institutionnalise une véritable identité canadienne<sup>187</sup>. Ce fait s'observe notamment par le biais des interventions socio-économiques et culturelles du gouvernement fédéral entre 1947 et 1965 : institution d'une citoyenneté canadienne, abolition des appels au Conseil privé, travaux de la Commission Massey, création du réseau de télévision SRC-CBC, nomination d'un premier gouverneur général canadien, naissance du Conseil des arts, subventions aux universités et adoption d'un drapeau distinct<sup>188</sup>. La

---

<sup>185</sup> Ramsay Cook, *The Maple Leaf forever. Essays on Nationalism and Politics in Canada*, Toronto, MacMillan, 1971, 253 p.; George Grant, *Lament for a nation. The defeat of Canadian nationalism*, Kingston, McGill-Queen's University Press, 1965, 112 p.

<sup>186</sup> Valérie Lapointe-Gagnon, « Les années 1960, la crise canadienne et l'engagement intellectuel de Ramsay Cook », *Études canadiennes/Canadian Studies*, vol. 83, 2017, p. 165-170.

<sup>187</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 267.

<sup>188</sup> *Ibid.*

construction d'une identité canadienne, en réaction à l'américanisation de la culture, crée cependant un mécontentement au Québec, où les élites craignent de voir l'entreprise de *nation building* compromettre les particularismes du Canada français<sup>189</sup>.

Or, dans le contexte des années 1960, le déséquilibre lié aux aspirations distinctes du Canada anglais et du Canada français s'approfondit<sup>190</sup>. De nombreux événements viennent d'ailleurs témoigner des relations tendues entre les deux collectivités. D'emblée, faut-il souligner que le mouvement de centralisation fédérale, entrepris au tournant des années 1950, reprend de la vigueur après le décès de Duplessis<sup>191</sup>. Pour Angers, il est clair que la disparition du « Chef » a réouvert la porte au mouvement de centralisation fédérale, car « avec sa mort, il n'y a pas de doute que ceux qui avaient désespéré de pouvoir réaliser leur objectif de centralisation ont relevé la tête »<sup>192</sup>. À la suite de l'arrivée de Lesage au pouvoir en juin 1960, Angers estime que les schèmes centralisateurs reprennent une certaine vigueur. Ce phénomène serait tributaire du fait que Lesage entretient des positions ambivalentes par rapport à Ottawa, lui qui est notamment un ancien député fédéral. Il soupçonne même le premier ministre de jouer un double jeu, se traduisant par une attitude bienveillante à l'égard d'Ottawa et par la mise en place de politiques autonomistes. En ce sens, Angers propose des recommandations au chef libéral :

---

<sup>189</sup> José E. Igartua, *The other Quiet Revolution: National identities in English Canada, 1945-71*, Vancouver, UBC Press, 2007, p. 201-206.

<sup>190</sup> Bryan D. Palmer, *Canada's 1960's. The ironies of identity in a rebellious era*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, p. 236.

<sup>191</sup> Elsbeth Heaman, *A short history of the State in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, p. 184-190. Parmi les initiatives de l'État fédéral de l'époque, notons : l'intervention du gouvernement fédéral dans la formation professionnelle pour la réorientation des chômeurs; la création d'un ministère de l'Industrie; la création à l'intérieur de ce ministère d'une agence de développement régional; l'intervention fédérale dans le financement municipal par la création d'un Office de prêt municipal; la création d'un Conseil économique du Canada; la création d'une Société de développement; l'intervention fédérale dans le développement des ressources naturelles et l'établissement d'un système universel contributif de pensions de vieillesse.

<sup>192</sup> François-Albert Angers, « La fin d'un régime », *L'Action nationale*, octobre 1959, p. 93-94.



Que M. Lesage oublie le Lesage d'Ottawa. Qu'il reprenne les discours de Laurier, de Taschereau et de Lapointe, plutôt que ceux de Saint-Laurent. Qu'il y intègre certaines précisions que M. Duplessis y a ajoutées en interprétant les événements des dernières années et qui ont reçu l'approbation des nationalistes. Il verra ensuite augmenter le nombre des "patriotes sincères" capables d'avoir plus de considération pour le parti libéral.<sup>193</sup>

Angers se fait ainsi le porte-voix d'une large part des militants de la Ligue d'action nationale qui souhaitent voir le Parti libéral opposer une véritable politique de résistance à l'égard des gouvernements Pearson et Diefenbaker. De ce fait, « l'avancée irrésistible » des politiques centralisatrices durant la décennie provoquent des tensions importantes entre les deux paliers de gouvernement, qui débordent de l'espace de la joute politique pour s'insinuer dans l'espace public, médiatique et culturel<sup>194</sup>.

Afin de cerner les origines de la crise qui secoue la fédération, le gouvernement libéral de Lester B. Pearson institue en 1963 la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (Laurendeau-Dunton), tenue de 1963 à 1971<sup>195</sup>. Pilotée par l'éditorialiste en chef du journal *Le Devoir* André Laurendeau et par le président de l'Université Carleton Davidson Dunton, la commission publie son rapport préliminaire en 1965 et dresse un bilan alarmant de la situation politique au pays, stipulant que :

Le Canada traverse la crise majeure de son histoire. Il en résultera soit la rupture, soit un nouvel agencement des conditions de son existence [...] Il y eut d'autres crises auparavant. Mais jamais on n'eut comme aujourd'hui le sentiment que les principes sur lesquels se fonde l'existence du peuple canadien étaient en jeu. Le conflit d'aujourd'hui n'est plus le conflit traditionnel entre une majorité et une minorité. C'est un conflit entre deux majorités : l'anglophone du Canada et la francophone du Québec.<sup>196</sup>

---

<sup>193</sup> François-Albert Angers, « Lesage s'engage à quoi? », *L'Action nationale*, novembre 1959, p. 231.

<sup>194</sup> Valérie Lapointe-Gagnon, *Panser le Canada. Une histoire intellectuelle de la commission Laurendeau-Dunton*, Montréal, Boréal, 2018, p. 304-306.

<sup>195</sup> Sur la commission Laurendeau-Dunton, voir *Ibid.*

<sup>196</sup> André Laurendeau et Davidson Dunton (dir.), *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, p. 5.

En résumé, la commission Laurendeau-Dunton témoigne de l'indifférence entre les deux collectivités nationales au pays<sup>197</sup>. Elle note également l'émergence du nationalisme francophone qui se manifeste au sein de la culture politique, la collectivité franco-québécoise étant à la recherche d'une plus grande reconnaissance dans la fédération<sup>198</sup>. Les commissaires remarquent aussi que le Canada anglais est peu réceptif aux demandes francophones, cette insouciance étant en partie à l'origine de la crise. Enfin, ils notent que le Québec est la seule province véritablement bilingue du pays, les autres provinces faisant fi de ce principe cardinal. Dans le rapport de 1967, les commissaires recommandent la mise en place d'un bilinguisme institutionnel et la reconnaissance du biculturalisme d'un point de vue culturel et sociologique, des éléments devant conduire à l'émergence d'une nouvelle identité canadienne propre à reconnaître les particularismes des deux groupes majoritaires au pays<sup>199</sup>. Au Québec, ces recommandations sont généralement reçues avec peu d'enthousiasme dans les cercles nationalistes<sup>200</sup>. Angers lui-même demeure insensible à cette formule, lui qui se déclarait ouvertement en faveur d'une politique unilinguiste francophone, et ce, dès 1961 :

Le bilinguisme au Canada français n'est pas une force pour nous, mais une faiblesse, une indication que nous acceptons notre infériorité, une manifestation que les Anglo-Canadiens prennent "as granted" et qui les confirme dans le fait de notre dépendance, au lieu de les convaincre de la supériorité que peut présenter pour nous, sur le plan purement intellectuel, le fait d'être bilingue [...] Faisons d'abord du Québec une province française d'aspect et de comportement; et non pas une province bilingue. Que tout soit mis en français partout, et exclusivement en français.<sup>201</sup>

---

<sup>197</sup> Valérie Lapointe-Gagnon, *Panser le Canada. Une histoire intellectuelle de la commission Laurendeau-Dunton*, *Op. Cit.*, p. 216.

<sup>198</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>199</sup> *Ibid.*, p. 264.

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 120.

<sup>201</sup> François-Albert Angers, « Québec doit être un État français », *L'Action nationale*, octobre 1961, p. 102.

Pour lui, les commissaires démontrent une incompréhension profonde du problème historique de la coexistence entre francophones et anglophones. Il note que le rapport donne « beaucoup trop l'impression que le problème canadien est un problème nouveau résultant d'un réveil soudain du Québec, auquel on consent à souscrire à l'anglaise comme à un fait inéluctable dont il faut que le Canada anglais s'accommode »<sup>202</sup>. On sent d'ailleurs que les conclusions préliminaires du rapport agacent franchement le professeur des HEC, qui soutient que « le droit de sécession du Québec devrait être inscrit dans la nouvelle constitution des États associés, comme garantis que ses droits ne seront jamais violés sans que puisse être remis en cause tout l'équilibre constitutionnel même »<sup>203</sup>.

Puis, entre 1964 et 1966, un autre événement vient fragiliser les liens entre le Québec et le reste du Canada : la question du rapatriement de la constitution et la formule Fulton-Favreau<sup>204</sup>. Désireux de pouvoir lui-même modifier la constitution à l'aube du centième anniversaire de la fédération, le gouvernement Pearson réussit à trouver une formule d'amendement qui rallie les gouvernements provinciaux. En résumé, la formule Fulton-Favreau implique qu'une modification de la constitution donne à toutes les provinces le droit de refuser l'extension du pouvoir de l'une d'entre elles. Les élites nationalistes voient dans ce stratagème un moyen de couper court aux revendications du Québec, qui serait incapable de modifier son statut<sup>205</sup>. Angers lui-même publie plusieurs textes afin de dénoncer la formule d'amendement qui selon lui « consacre l'hégémonie du Parlement du

---

<sup>202</sup> François-Albert Angers, « Le premier rapport Laurendeau-Dunton », *L'Action nationale*, avril 1965, p. 831.

<sup>203</sup> François-Albert Angers, « Reconnaissance de l'autodétermination », *L'Action nationale*, avril 1965, p. 735.

<sup>204</sup> Antoine Brousseau Desaulniers, « Le débat constitutionnel chez les responsables politiques québécois à l'heure de la Révolution tranquille », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no. 1, automne 2014, p. 179-181.

<sup>205</sup> *Ibid.* Pour faire avaliser la formule, il faut l'appui du deux tiers des provinces représentant 50 % de la population.

Canada sur tous les parlements provinciaux, en érigeant le gouvernement fédéral en une sorte de puissance coloniale se substituant à Londres, dans la position où il se trouvait vis-à-vis des colonies en 1867 »<sup>206</sup>. Le professeur des HEC croit d'ailleurs que la formule « donne de fausses garanties sur les points essentiels, en démembrant au surplus les juridictions provinciales dont elle soumet une partie à une formule d'amendement qui met le Québec en position d'infériorité permanente »<sup>207</sup>. Si le gouvernement Lesage donne initialement son appui à la formule, il est contraint de reculer dû à la grogne populaire et aux critiques de l'Union nationale de Daniel Johnson<sup>208</sup>. En janvier 1966, Lesage retire le Québec de l'entente, faisant échouer le projet. De part et d'autre du Canada, cet échec provoque des dissensions et approfondit le fossé entre les ordres de gouvernements<sup>209</sup>.

Ces événements assombrissent les festivités entourant le 100<sup>e</sup> anniversaire du Canada qui, à la veille des célébrations nationales, fait face à une crise sans précédent, au point où certains en viennent à se demander s'il faut célébrer dans les circonstances ou, pire encore, si le pays survivra jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1967<sup>210</sup>! À la veille des célébrations, *L'Action nationale* brosse un portrait très négatif de l'histoire canadienne, allant jusqu'à questionner la pertinence pour le Canada français de rester dans le cadre fédéral :

À bien y penser, pour les Canadiens français ce centenaire est bien plutôt le temps de la colère. Cent ans d'intolérance et d'incompréhension. Cent ans de refus à la coexistence. Cent ans où tout a été essayé pour changer une confédération en une union législative, en une centralisation où notre dépendance économique et culturelle aurait été une affaire consommée.<sup>211</sup>

---

<sup>206</sup> François-Albert Angers, « Le problème du rapatriement de la constitution », *L'Action nationale*, novembre 1964, p. 291-292.

<sup>207</sup> *Ibid.*

<sup>208</sup> Gil Rémillard, « Historique du rapatriement », *Les Cahiers de droit*, vol. 25, no. 1, 1984, p. 44.

<sup>209</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>210</sup> François-Albert Angers, « Fêtons-nous le centenaire? », *L'Action nationale*, mai 1966, p. 1011-1020

<sup>211</sup> *Ibid.*, p. 1013.

Angers n'est d'ailleurs pas le seul à poser la question de l'avenir politique du Québec. Depuis le début de la décennie, de nombreux regroupements ouvertement séparatistes militent afin que la nation québécoise se dote d'un État indépendant. Des factions intellectuelles, politiques et artistiques mènent le mouvement, qui demeure néanmoins marginal dans le contexte des années 1960<sup>212</sup>. Ce n'est qu'avec l'entrée en scène du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) – mouvement de pression devenu parti politique en 1963 – et du Ralliement national que le mouvement réussit à s'exprimer politiquement. Aux élections de 1966, ces deux partis parviennent notamment à recueillir près de 10 % du vote populaire dans la province. De même, les partis politiques traditionnels, tels que le Parti libéral et l'Union nationale, comportent eux aussi des éléments favorables à l'indépendance du Québec<sup>213</sup>. Enfin, les actions du FLQ, un groupuscule radical, rallient – durant un certain temps – la sympathie du public à l'égard de la cause nationale<sup>214</sup>. Pour reprendre les propos de Pierre Bourgault, l'indépendance semble alors bel et bien « en marche » au Québec<sup>215</sup>.

D'ailleurs, l'idée d'un Québec indépendant n'est pas seulement discutée dans les limites de la province. À l'été 1967, le général Charles de Gaulle effectue un voyage diplomatique en terre canadienne pour le 100<sup>e</sup> anniversaire de la fédération<sup>216</sup>. De passage

---

<sup>212</sup> Claude Cardinal, *Une histoire du RIN*, Montréal, VLB, 2015, p. 22-27.

<sup>213</sup> Réjean Pelletier, « Daniel Johnson, Égalité ou indépendance : 25 ans plus tard à l'heure du Lac Meech », *Recherches sociographiques*, vol. 32, no. 1, 1991, p. 89-90.

<sup>214</sup> Sur le FLQ, voir l'étude suivante : Louis Fournier, *FLQ : Histoire d'un mouvement clandestin*, Outremont, Lanctôt, 1998, 533 p.

<sup>215</sup> Pierre Bourgault, « Désormais, c'est l'indépendance ou rien », *L'Indépendance*, vol. 1, no. 3, décembre 1963, p. 2.

<sup>216</sup> Sur la visite du général au Québec, voir notamment : André Duchesne, *La traversée du Colbert. De Gaulle au Québec en juillet 1967*, Montréal, Boréal, 2017, 336 p.; David Meren, *With friends like these. Entangled nationalisms and the Canada-Quebec-France triangle, 1944-1970*, Vancouver, UBC Press, 2012, p. 105-129.

à Montréal le 24 juillet, de Gaulle prononce un discours impromptu devant une foule enflammée composée, en partie, de militants indépendantistes. Devant l'enthousiasme de l'auditoire, de Gaulle prononce son célèbre « Vive le Québec libre! ». Cette phrase, qu'applaudissent chaleureusement les militants sur place, provoque néanmoins un froid diplomatique entre la France et le Canada. En effet, Ottawa voit dans cette déclaration une forme de validation internationale de la cause séparatiste. Toutefois, au Québec, le discours de De Gaulle est accueilli très positivement, le général devenant un héros légitimant les revendications nationales des francophones. À l'écoute du discours, Angers lui-même est submergé par un « fort sentiment de fierté » et affirme que la date du 24 juillet 1967 fait désormais partie du grand récit historique du Canada français, rien de moins :

Ne plus être seuls, avoir l'appui réel d'une Grande Puissance à qui au surplus on ne peut refuser ce droit d'intérêt pour les raisons qu'explique fort bien le communiqué du Général, c'est non seulement notre reconnaissance comme nation, mais notre entrée dans le concert des nations. Et à un jour à l'autre, du 22 au 23 juillet 1967, tout se trouve changé dans notre histoire.<sup>217</sup>

En vertu de ces nombreux épisodes de tensions, bon nombre de nationalistes réorientent leur pensée politique. Angers est d'ailleurs l'un de ceux dont l'évolution idéologique est emblématique de la période des années 1960. Étant allé au bout de ce qu'il pouvait espérer tirer de la formule fédérative, il ne pouvait plus tolérer le *statu quo* :

Il n'est qu'un moyen d'arriver à obtenir le respect de ses droits légitimes : c'est de les réclamer sans cesse, de lasser l'assaillant et de le convaincre qu'il ne gagnera rien de définitif, par aucun moyen et à aucun prix tant qu'il n'aura pas cédé. Compter sur des largeurs de vue instinctives ou sur des manifestations spontanées d'amitiés obtenues par des concessions, c'est tout simplement se montrer naïf [...] L'irrédentisme ce n'est pas de l'extrémisme. C'est au contraire la politique des modérés qui refusent de se payer de mots. Des réalistes qui savent qu'en dehors de cette attitude, il ne peut y avoir que

---

<sup>217</sup> François-Albert Angers, « Éditorial I », *L'Action nationale*, septembre 1967, p. 5.

la mort lente par l'assimilation si un peuple minoritaire accepte de se laisser subjugué, ou il ne peut y avoir que les solutions extrémistes et les révoltes incontrôlables qui résultent du réveil explosif et des indignations si ce peuple minoritaire prend soudain conscience qu'il est au bord de l'abîme.<sup>218</sup>

En raffermissant sa pensée nationaliste et en délaissant ses références orthodoxes au traditionalisme d'antan, Angers en vient à exemplifier l'évolution idéologique qui mènera le nationalisme culturel canadien-français vers une tangente résolument politique. Au terme de la décennie 1960, la pensée politique d'Angers est à un cheveu de l'indépendance.

#### ***5.4.2 Du culturel au politique : de l'autonomie aux États associés***

Fervent fédéraliste depuis la fin des années 1930, le professeur des HEC est amené à reconsidérer son attachement à la formule fédérale au vu des nombreux épisodes d'affrontements décrits précédemment. En cela, l'évolution de sa pensée politique est significative, lui qui deviendra durant la décennie 1970 un militant de la cause indépendantiste. Qui plus est, le raffermissement du nationalisme d'Angers ne s'effectue pas en complète rupture avec l'ancienne doctrine groulxiste, mais en fonction d'un examen minutieux de la situation québécoise. Cette réorientation répond ainsi aux critères de la « raison et de l'observation », qui constituent les principaux motifs pouvant mener un traditionaliste à restructurer sa pensée politique<sup>219</sup>. En cela, le traditionalisme d'Angers répond aux besoins de la collectivité québécoise de la Révolution tranquille et révèle une pensée dégagée et libérée<sup>220</sup>. Ce sont donc ses convictions traditionalistes qui l'amènent à embrasser progressivement la cause indépendantiste :

---

<sup>218</sup> François-Albert Angers, « Nécessité de l'irréductibilisme », *L'Action nationale*, février 1960, p. 406.

<sup>219</sup> Pierre Trépanier, « Qu'est-ce que le traditionalisme? », Causerie-débat tenue à Montréal, 8 juin 2002, Club du 3 juillet, p. 3.

<sup>220</sup> *Ibid.*

Nous devons notre survie à la combinaison intime de la barrière linguistique et de l'influence religieuse [...] Adopter une attitude de reniement du fondement catholique de notre culture serait d'autant plus grave que c'est là qui fait notre originalité dans le monde contemporain. Il est donc absurde, sinon canaille, de demander à l'Église catholique au Québec de se retirer du politique et du culturel et de consentir à ne plus l'influencer dans un pays où l'unité catholique est encore une réalité vivante. On ne sépare ni la politique, ni la culture de la religion [...] L'essentiel est d'avoir foi en notre destin. On s'est à tort moqué de notre destin providentiel qui veut, comme le rappelle si bien Mgr Paquet, que l'honneur pour un peuple n'est pas de vaincre, mais de vivre, coûte que coûte, jusqu'au jour où Dieu doit triompher à sa place.<sup>221</sup>

Difficile, donc, de contredire la thèse d'une pérennité de l'élément traditionaliste dans la pensée nationaliste d'Angers. Alors que les politologues et historiens se sont surtout intéressés aux éléments novateurs associés au courant néonationaliste, très peu de spécialistes se sont penchés sur la question de l'adaptation du discours traditionaliste durant les années 1960, en lien notamment avec la question de l'indépendance. En cela, la pensée d'Angers peut nous éclairer sur la manière dont s'opère la restructuration de la pensée politique des intellectuels conservateurs, tel un chaînon manquant entre le nationalisme canadien-français et le nationalisme québécois. Pour ces penseurs, « le catholicisme n'est pas seulement vécu dans le sanctuaire des consciences, il est aussi une incarnation sociale et nationale. L'héritage de la Révolution tranquille est, à cet égard, une atteinte à la durée nationale, la perte de quelque chose d'essentiel »<sup>222</sup>. Enraciné dans le catholicisme mais dénué d'assises providentialistes, le nationalisme d'Angers n'en demeure pas moins ancré dans les réalités contemporaines, du fait de sa volonté de protéger la culture francophone et de mettre sur pied un État national québécois.

---

<sup>221</sup> François-Albert Angers, « Faut-il choisir entre la fidélité ou l'humanisme? Texte de la causerie prononcée à l'occasion de la remise du prix Duvernay », 24 janvier 1962, HEC, P027, boîte P027/Z,0046.

<sup>222</sup> Pierre Trépanier, « Qu'est-ce que le traditionalisme? », *Op. Cit.*, p. 35.



Durant la décennie 1960, la plupart des intellectuels de *L'Action nationale* font leur deuil du fédéralisme bon-ententiste, conscients de l'impasse historique qui empêche les deux collectivités majoritaires au pays de se développer selon leurs caractéristiques propres. En l'espace de quelques années, les membres de la Ligue sont amenés à se tourner vers une formule plus radicale, qui prône une reconsidération constitutionnelle des liens politiques et économiques liant le Québec au reste du Canada. Dans le cas d'Angers, cette réorientation représente plus de 25 années de réflexion et de « frustrations devant l'immobilisme et le refus d'Ottawa d'en venir à un véritable dialogue afin de revoir les termes du contrat de 1867 »<sup>223</sup>. Cette réflexion est d'ailleurs menée en parallèle dans d'autres organisations nationalistes, notamment au sein des SSJB où l'option du *statu quo* n'est plus envisageable<sup>224</sup>. Alors que *L'Action nationale* avait passablement modifié sa position constitutionnelle au milieu de la décennie 1950, la revue se positionne de manière avant-gardiste à partir de 1964 en mettant de l'avant la thèse des États associés<sup>225</sup>. La Ligue d'action nationale est d'ailleurs la première organisation militante à privilégier cette option, plusieurs années avant la fondation du Parti québécois. Mais en quoi consiste la thèse des États associés? Angers explique son point de vue en septembre 1964 :

La notion d'États associés prend racine dans un principe de liberté, celui qui, à l'heure actuelle, paraît le plus propre à dissiper les confusions introduites par une mauvaise pratique dans les techniques insuffisamment claires et nettes de notre régime constitutionnel actuel. Elle clarifie l'expression de nos volontés en obligeant Canadiens français comme Canadiens anglais à repenser à neuf le problème canadien selon le principe de l'association d'États nationalement significatifs plutôt que dans l'ambiguïté de "provinces"

---

<sup>223</sup> François-Albert Angers, « Fêtons-nous le centenaire? », *Op. Cit.*, p. 1012.

<sup>224</sup> Marc-André Gagnon, *À mon drapeau : je jure d'être fidèle : le mouvement des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, 1947-1984*, thèse de doctorat (histoire), Université de Guelph, 2017, p. 182.

<sup>225</sup> Depuis la fin des années 1950, *L'Action nationale* se positionnait plutôt en faveur d'un statut particulier pour le Québec. À ce sujet, voir notamment : Jean-Philippe Carlos, « Exprimer la conscience d'un peuple : le réseau des revues intellectuelles de droite et la question de l'indépendance nationale du Québec (1957-1968) », *MENS. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 15, no. 2, printemps 2015, p. 7-47.

de facture extérieure purement territoriale, et d'après un véritable contrat librement consenti et sanctionné dans une loi constitutionnelle plutôt que dans l'ambiguïté toujours d'une loi décrétée par la métropole après consultation des parties, mais dont l'une - le Canada français - prise dans son état de sujétion à la majorité des quatre provinces initiales.<sup>226</sup>

La thèse des États associés s'ancre dans un projet de reconstruction relatif aux principes de la coexistence pacifique. En somme, il s'agit d'une ultime tentative de préserver la philosophie du fédéralisme qui constituerait « la seule conception fondamentale valable permettant de concilier les exigences de solidarité et d'interdépendance, sans léser les droits individuels, culturels et territoriaux »<sup>227</sup>. Le professeur des HEC s'éloigne ainsi des thèses bon-ententistes où la création du Canada relèverait d'un pacte entre deux nations alors que dans les faits, cette vision n'a jamais été reconnue du côté du Canada anglais<sup>228</sup>. Il s'exprime sur le sujet en 1963, stipulant que « pour le Canada anglais, l'AANB n'a pas été un pacte, mais un compromis qui reste constamment à refaire » et que, dans cette perspective, l'autonomie provinciale du Québec a « été un compromis approprié aux exigences de la stabilité gouvernementale en 1867 »<sup>229</sup>. Angers ne rejette pas totalement l'idée d'un pacte, voyant dans la formule des États associés un moyen pour les deux nations d'être « associées sur une base d'égalité pour former un seul pays », mais que pour y parvenir, « les bases juridiques de cette association doivent en refléter la nature »<sup>230</sup>. Il prévient toutefois que les Anglo-Canadiens devront « trouver au plus vite leur chemin de Damas pour ce qui est de leurs relations avec le Canada français, car il ne faudra plus

---

<sup>226</sup> François-Albert Angers, « États associés », *L'Action nationale*, septembre 1964, p. 16.

<sup>227</sup> *Ibid.*

<sup>228</sup> Stéphane Paquin, *L'invention d'un mythe. Le pacte entre deux peuples fondateurs*, Montréal, VLB, 1999, p. 22.

<sup>229</sup> François-Albert Angers, « Victoire du nationalisme », *L'Action nationale*, janvier 1963, p. 428.

<sup>230</sup> François-Albert Angers, « États associés, formule d'indépendance », *L'Action nationale*, juin 1965, p. 964.

beaucoup de temps pour que les esprits les plus modérés deviennent séparatistes »<sup>231</sup>. En résumé, la thèse des États associés précise les principes politiques du fédéralisme:

Elle précise que le Canada français n'acceptera rien de moins, en 1967, que la situation de fait qui a été reconnue en droit dès 1867: 1) la reconnaissance de l'existence d'une nation canadienne-française; 2) son droit à réaliser son destin dans la pleine mesure de self-government, car il est géographiquement facile à réaliser et que les expériences passées démontrent l'impraticabilité d'une solution unitariste; 3) la nécessité de donner au Canada, s'il doit continuer d'exister, une base d'association des deux nations pionnières comme telles et sur un pied de parfaite égalité établie en fait et reconnue constitutionnellement en droit; 4) la nécessité pour les individus des deux nations de jouir de droits personnels égaux à titre de minorité privilégiée dans l'un ou l'autre cas des États associés.<sup>232</sup>

Il s'agit donc de mettre sur pied une « nouvelle » fédération qui respecterait les principes les droits et privilèges des provinces, comme prévu dans la constitution de 1867. De telle sorte, les dirigeants politiques de la province s'assureraient de favoriser l'épanouissement d'une culture francophone et catholique libérée des interventions « insidieuses » du gouvernement fédéral dans des domaines « privés » de la vie collective. À la manière de Lionel Groulx, Angers demeure fermement convaincu que la collectivité francophone « sera catholique ou ne sera rien »<sup>233</sup>. Malgré le fait que nous soyons au milieu de la décennie 1960, l'idéal de la mission providentielle du Canada français en terre d'Amérique continue bel et bien à séduire une certaine frange d'intellectuels conservateurs. Voilà donc une preuve que la modernité n'a pas tout déraciné sur son passage.

En somme, en prônant l'option des États associés à partir de septembre 1964, les militants de *L'Action nationale* s'arrêtent à un cheveu de l'indépendance:

---

<sup>231</sup> François-Albert Angers, « À quand le biculturalisme? », *L'Action nationale*, février 1964, p. 516.

<sup>232</sup> François-Albert Angers, « États associés », *Op. Cit.*, p. 15.

<sup>233</sup> Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Québec, Septentrion, 2003, p. 67.

Elle fait l'indépendance sans rupture prématurée par la reconnaissance exigée du droit des Canadiens français à l'autodétermination. Elle donne vie à l'indépendance en faisant accepter le principe de la parité des représentations canadiennes-françaises et canadiennes-anglaises, nécessaire à la prise de toute décision vraiment libre des deux communautés par le jeu des doubles majorités. Elle la réalise en faisant dans l'organisation constitutionnelle une place égale à chacune des collectivités nationales. Et elle en rend la réalisation plus facile en indiquant une voie de négociation, de considération des intérêts mutuels, plutôt qu'une procédure de rupture brutale.<sup>234</sup>

Fait intéressant, l'option prônée par *L'Action nationale* est très proche de la position politique proposée par l'Union nationale de Daniel Johnson. Rappelons que celui-ci publie en 1965 le livre *Égalité ou indépendance*, qui propose notamment une reconfiguration des liens politiques entre le Québec et le Canada par le biais de :

L'égalité des minorités francophones du Canada comme pour la minorité anglophone du Québec, le droit à l'autodétermination des Québécois, leur droit à s'épanouir normalement selon leur entité ethnique et culturelle distincte, dans un cadre juridique politique et institutionnel clairement défini, la reconnaissance effective des Canadiens français comme l'un des deux peuples fondateurs du Canada et du statut particulier qui en découle pour le Québec, leur foyer national et la reconnaissance élargie du français comme l'une des deux langues officielles.<sup>235</sup>

Johnson y affirme du même souffle que « la Confédération n'est pas une fin en soi; et que si, après avoir tout tenté pour la rendre également habitable à nos deux communautés culturelles, nous constatons un jour la vanité de nos efforts, elle ne nous paraîtra plus digne d'être sauvée »<sup>236</sup>. Ainsi, la position politique que le chef unioniste propose est, fondamentalement, très proche de celle d'Angers<sup>237</sup>. En ce sens, la formule des États

---

<sup>234</sup> François-Albert Angers, « États associés, formule d'indépendance », *Op. Cit.*, p. 975.

<sup>235</sup> Daniel Johnson, *Égalité ou indépendance*, Montréal, Éditions renaissance, 1965, p. 105.

<sup>236</sup> *Ibid.*

<sup>237</sup> Il nous est difficile à dire si les deux hommes ont eu des échanges à ce sujet, puisque ceux-ci n'ont jamais échangé aucune correspondance. Toutefois, on notera qu'Angers a souvent vanté les mérites de la position constitutionnelle de Johnson, surtout à la suite de la publication de son livre *Égalité ou indépendance*. À ce sujet, voir François-Albert Angers, « La surprise des élections de 1966 », *Op. Cit.*, p. 6.

associés constitue un moyen de démontrer au Canada le mécontentement du Québec, sans tourner le dos à la voie des négociations. La thèse des États associés permet de « préparer les esprits » à une éventuelle rupture avec le reste du Canada, qui constitue une avenue possible advenant le maintien du *statu quo* ou le refus du fédéral d'entreprendre des renégociations constitutionnelles<sup>238</sup>. Néanmoins, dans l'immédiat, Angers croit qu'il y a encore du positif à tirer de la situation, surtout d'un point de vue économique et culturel :

Or qu'est-ce que leur adhésion à une fédération canadienne pouvait apporter aux Canadiens français à ce sujet? Deux choses: 1- un renforcement du développement économique, par la participation à un marché commun, qui permet de garder le plus possible de gens au Québec; 2- un espace géographique au-delà du Québec où pourraient s'établir, sur une base privilégiée de droits culturels totalement reconnus, les excédents de population s'en échappant, de sorte qu'ils puissent aisément rester reliés culturellement à la patrie commune et continuer de rayonner la culture française à travers l'ensemble du territoire.<sup>239</sup>

En se positionnant de manière ferme, Angers et les militants de *L'Action nationale* venaient ainsi de modifier profondément les caractéristiques du nationalisme canadien-français. Et pourtant, cette transformation relativement rapide ne satisfait pas une frange de la famille nationaliste québécoise, soit celle associée à la jeunesse radicale de gauche.

#### **5.4.3 Une indépendance... à gauche?**

La gauche québécoise est en plein essor durant la Révolution tranquille<sup>240</sup>. Refoulés aux marges de la Cité durant la période duplessiste, les regroupements gauchistes profitent de l'atmosphère politique des années 1960 pour se frayer un chemin dans l'espace public. Diversifié, le mouvement de gauche embrasse alors des causes variées allant du féminisme

---

<sup>238</sup> François-Albert Angers, « États associés, formule d'indépendance », *Op. Cit.*, p. 974.

<sup>239</sup> François-Albert Angers, « Bilan économique d'un centenaire », *L'Action nationale*, février 1967, p. 573.

<sup>240</sup> Sean Mills, *Contester l'empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, 360 p.

à l'environnementalisme, en passant par la condition ouvrière et étudiante et la lutte pour la laïcité de l'État<sup>241</sup>. La gauche québécoise de l'époque est également associée au mouvement nationaliste, puisque l'on retrouve de nombreux regroupements militant pour la cause de l'indépendance<sup>242</sup>. D'ailleurs, si les nationalistes de *L'Action nationale* raffermissent leur pensée politique durant la décennie 1960, c'est en bonne partie en réaction à la récupération du discours nationaliste au sein des cercles gauchistes.

Étant donné sa position d'autorité, Angers doit se positionner par rapport à ces nouveaux regroupements. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, celui-ci ne condamne pas unilatéralement les jeunes militants de gauche. Prenons en exemple le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN)<sup>243</sup>. Évoluant à la gauche du spectre politique, le RIN est le principal parti à prôner l'indépendance nationale du Québec durant la première moitié des années 1960. Le parti remporte un certain succès d'estime auprès des jeunes, notamment sous la présidence de Pierre Bourgault. Face au RIN, Angers adopte initialement une attitude bienveillante, en vertu de la formule séparatiste qui, juge-t-il, ne peut être écartée au seul motif de sa radicalité. Celui-ci juge d'ailleurs que le RIN, en tant que groupe de pression, joue un rôle crucial dans l'optique d'une démythification des avenues politiques nationalistes. Angers tissera notamment des liens d'amitié avec certains membres conservateurs du RIN, dont Marcel Chaput, Jean Garon et Guy Pouliot. Il aura néanmoins des réticences par rapport à la faction socialiste du mouvement riniste associée

---

<sup>241</sup> Jean-Philippe Warren, *Une douce anarchie. L'année 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008, p. 9-17.

<sup>242</sup> Nicole Laurin, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, no. 2, 2005, p. 183-207; Daniel Béland et André Lecours, « Le nationalisme et la gauche au Québec », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, no. 1, 2011, p. 37-52.

<sup>243</sup> Sur le RIN, voir : Claude Cardinal, *Op. Cit.* Voir aussi le numéro spécial (vol. 22, no. 3, printemps-été 2014) du *Bulletin d'histoire politique* consacré à l'histoire du RIN et qui comporte plusieurs articles qui analyse le rôle du parti indépendantiste dans le monde politique et intellectuel québécois des années 1960.

à Andrée Ferretti. Angers sera également déçu de voir le RIN tenter la voie électorale à partir de 1963 qui, dans l'immédiat, constitue « une option vouée à l'échec » :

À mon sens, le RIN erre en se muant en parti politique. Il aurait fallu qu'il demeurât le mouvement désintéressé, auquel des hommes acceptent de se dévouer indéfiniment sans songer à aller dans la politique. Inspirant finalement d'autres hommes faits pour la politique, c'est ceux-ci qui auraient fondé le parti indépendantiste sans engager ni compromettre politiquement l'action des autres [...] Il est bien sûr que la position du RIN comme parti indépendantiste du Canada français est précaire, et dangereuse pour l'avenir même du Canada français. C'est un parti qui, dans ses tendances socialistes et agnostiques, ne représente qu'une petite minorité, peut être grandissante, mais encore fortement minoritaire du Canada français.<sup>244</sup>

Le professeur des HEC tiendra d'ailleurs des propos beaucoup plus positifs à l'endroit du Ralliement national, parti politique conservateur issu du RIN<sup>245</sup>. Même s'il ne se déclare pas encore en faveur de l'indépendance, Angers affirme que la fondation du Ralliement national était nécessaire, car « il fallait un parti dont l'objectif soit l'indépendance dans l'ordre d'un mouvement discipliné, pour asseoir les progrès de la nation sur une évolution assise sur les valeurs les plus profondes du Canada français traditionnel »<sup>246</sup>.

Angers garde également une oreille attentive aux revues de gauche qui se multiplient durant la Révolution tranquille. L'une d'elles, *Parti pris*, sera au cœur des transformations idéologiques de la province. Mise sur pied par Paul Chamberland, Pierre Maheu, André Major, Jean-Marc Piotte et André Brochu, la revue paraît pour la première fois en octobre 1963. Animée par des étudiants universitaires, *Parti pris* est publiée de manière mensuelle

---

<sup>244</sup> François-Albert Angers, « Encore un parti indépendantiste », *L'Action nationale*, novembre 1964, p. 288.

<sup>245</sup> Sur le Ralliement national, voir : Janie Normand, *L'indépendance à droite. L'histoire politique du Regroupement national et du Ralliement national entre 1964 et 1968*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2010, 190 p.

<sup>246</sup> *Ibid.*

jusqu'à l'été 1968<sup>247</sup>. Dès le premier numéro, ses rédacteurs se désignent comme « l'avant-garde intellectuelle de la révolution »<sup>248</sup> et se donnent le mandat de « démystifier la situation coloniale québécoise » afin que s'enclenche le processus révolutionnaire devant mener à l'indépendance nationale et socialiste<sup>249</sup>. Prônant initialement une certaine forme de violence politique, la revue s'éloigne peu à peu du radicalisme de ses débuts afin de se tourner vers une théorisation approfondie de la situation québécoise, surtout à partir de la fin de l'année 1965. Très influencé par l'anticolonialisme, l'existentialisme sartrien et le marxisme-léninisme, le discours de *Parti pris* inspirera plusieurs groupes gauchistes de la décennie 1970<sup>250</sup>. Angers entretient une réaction ambivalente à l'égard des partipristes. S'il tisse des liens avec André Major, qui se joindra éventuellement à l'équipe de *L'Action nationale*, il se méfie des autres animateurs. Rebuté par le discours révolutionnaire de la revue, Angers est la cible de certains partipristes qui s'en prennent à son « catholicisme exacerbé » et à son idéologie « réactionnaire »<sup>251</sup>. Qui plus est, au fil de la décennie, les partipristes dénoncent la position ambiguë d'Angers sur la question de l'indépendance. Conscients de son influence, ils l'interpellent plusieurs fois afin qu'il prenne position une fois pour toutes. Inutile de dire qu'Angers ne sera jamais au diapason des idées défendues par *Parti pris*, surtout dans sa volonté de faire « table rase du passé ». Nous y reviendrons.

Dans un même ordre d'idées, Angers aura également des mots très durs à l'endroit de Pierre Vallières, l'une des figures emblématiques du militantisme révolutionnaire

---

<sup>247</sup> Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec, 1930-2000 : les réseaux de la revue Esprit avec La Relève, Cité libre, Parti pris et Possibles*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, p. 126. La maison d'édition *Parti pris* est également mise sur pied en 1963. À son sommet, la revue a un tirage d'environ 3 500 exemplaires par numéro, ce qui constitue un succès pour l'époque.

<sup>248</sup> *Parti pris*, « Manifeste 1965-66 », *Parti pris*, vol. 3, no. 1-2, août-septembre 1965, p. 30

<sup>249</sup> *Parti pris*, « Présentation », *Parti pris*, vol. 1, no. 1, octobre 1963, p. 2.

<sup>250</sup> Nicole Laurin, *Op. Cit.*, p. 192.

<sup>251</sup> Paul Chamberland, « Bilan d'un combat », *Parti pris*, vol. 2, no. 1, septembre 1964, p. 21.



québécois de l'époque. Lors de la publication de *Nègres blancs d'Amérique*, paru en 1968 aux éditions Parti pris, Angers publie un compte rendu très critique du livre dans *L'Action nationale*. Il soutient que l'essai de Vallières, qui n'est pas dénué d'intérêt dans la forme, est néanmoins coupable de raccourcis intellectuels, ce dernier n'ayant pas « digéré » les classiques de la littérature marxiste et présentant un discours peu ancré dans les réalités sociales et politiques du Canada français<sup>252</sup>. Ces critiques ressemblent d'ailleurs à celles qu'il émet à l'endroit du FLQ. Bien qu'il ait peu écrit sur ce mouvement clandestin, Angers présente une réflexion semblable à celles émises par de nombreux observateurs de l'époque, soit qu'il adhère aux réflexions nationalistes des felquistes sans pour autant agréer à leurs méthodes violentes<sup>253</sup>. Angers n'a d'ailleurs entretenu aucune correspondance avec les membres de ces différentes factions.

En en sens, la réticence d'Angers à l'égard des mouvements de jeunesse radicales n'est pas surprenante étant donné sa sensibilité traditionaliste. Mais quels reproches fait-il exactement à ces derniers? Un premier élément de réponse renvoie à la célèbre formule « faire table rase du passé », un slogan fort populaire dans les milieux de gauche de l'époque et qui est à l'opposé des convictions traditionalistes d'Angers. Or, dans le contexte des années 1960, de nombreux regroupements intellectuels accusent le catholicisme

---

<sup>252</sup> François-Albert Angers, « Les nègres blancs d'Amérique de Pierre Vallières », *L'Action nationale*, mars 1969, p. 642-644. Au sujet de Vallières, Angers écrit notamment : « La génération des terroristes et des contestataires de l'heure actuelle, c'est aussi celle des enfants qui ont été élevés selon certaines idées nouvelles faisant trop aisément bon marché de l'expérience acquise des siècles. La génération de ceux qui, enfants, se sont vus chouchoutés ou libérés à l'extrême par des parents qu'on ne cessait de troubler en mettant tous les défauts de leurs enfants sur leur manque d'amour. La génération des parents qui n'osaient plus violenter la conscience de leurs enfants en exigeant qu'ils accomplissent certains devoirs et en prennent l'habitude. Bref, c'est la génération des enfants « mal élevés » en termes traditionnels qui arrive à l'âge adulte et qui exige de la société le même chouchoutage auquel ils sont habitués dans la famille. »

<sup>253</sup> François-Albert Angers, « Devant cet octobre tragique », *L'Action nationale*, décembre 1970, p. 287-288. Cette réflexion est également partagée par Fernand Dumont, qui publia un célèbre essai sur la question : Fernand Dumont, *La vigile du Québec*, Montréal, Éditions HMH, 1971, 234 p.

d'avoir été à la source d'une « Grande Noirceur » ayant enveloppé le Québec depuis au moins la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Cette thèse est d'ailleurs amplement explicitée dans les premiers numéros de *Parti pris*, où les auteurs affirment qu'au Québec, la religion est utilisée « comme un instrument de domination des classes populaires »<sup>254</sup> par une certaine « élite intellectuelle clérico-bourgeoise soutenant le pouvoir de ceux qui nous colonisent et nous exploitent en entretenant les mythes humanistes qui perpétuent et justifient notre soumission »<sup>255</sup>. Cette vision négative est d'ailleurs partagée par une majorité d'intellectuels associés à la jeunesse radicale des années 1960, tels que Pierre Vallières, Charles Gagnon, ainsi qu'au sein des équipes des revues *Socialisme* et *L'Indépendance*<sup>256</sup>. En somme, les représentants de cette frange idéologique ne perçoivent rien de positif dans l'idéologie traditionaliste, qu'ils associent à une forme de mysticisme qui « valorise l'idée d'être né pour un petit pain » et qui maintient la société québécoise dans un état de « misérabilisme »<sup>257</sup>. Cette idéologie serait ainsi un exemple du colonialisme culturel qui fait du Québec une société dominée et maintenue dans un état de domination auquel participent ses élites intellectuelles. Le traditionalisme est incidemment associé à une idéologie obscurantiste qui privilégie le maintien du *statu quo* qui profiterait à la petite-bourgeoisie près du pouvoir clérical. S'ils attaquent sans vergogne les intellectuels associés à la génération citélibriste, ce sont toutefois les intellectuels conservateurs qui sont la principale cible des partipristes. Faire table rase du passé implique donc une dévalorisation de

---

<sup>254</sup> Parti pris, « Chronique de l'éducation », *Parti pris*, no. 3, décembre 1963, p. 60.

<sup>255</sup> Parti pris, « Présentation », *Parti pris*, no. 1, octobre 1963, p. 3. Précisons que *Parti pris* prône alors ouvertement une laïcité étatique complète et le retrait de la religion de toutes les sphères sociales.

<sup>256</sup> Jean-Philippe Carlos, *Contacts, échanges et ruptures : l'évolution du réseau intellectuel indépendantiste québécois à travers ses revues (1956-1968)*, *Op. Cit.*, p. 81-87.

<sup>257</sup> Hubert Aquin, « Profession : écrivain », *Parti pris*, no. 4, janvier 1964, p. 26.

l'idéologie traditionaliste afin de légitimer le cadre anticolonialiste, socialiste et laïc de ces jeunes hommes en colère<sup>258</sup>.

Évidemment, de telles critiques font réagir Angers, qui voit là une excellente occasion de remettre à leur place ces jeunes militants à la verve dégourdie. D'emblée, il perçoit dans les analyses partipristes un certain déjà-vu, lui qui a eu à répondre une décennie plus tôt aux critiques des citélibristes. À ce sujet, il constate que les discours antinationalistes ont relativement peu évolué depuis les années 1950, malgré l'utilisation de nouveaux cadres interprétatifs. Il soutient que les accusations des partipristes illustrent une méconnaissance profonde de la jeune génération en regard de l'histoire du nationalisme et aux progrès qu'ont engendrés les luttes nationales<sup>259</sup>. Comme Trudeau, Pelletier et Marchand avant eux, les Jean-Marc Piotte, Pierre Maheu et Paul Chamberland de ce monde chasseraient eux aussi sur leurs « propres ancres » en méprisant l'action intellectuelle de plusieurs générations de nationalistes. Qui plus est, Angers est très sceptique quant au cadre d'analyse anticolonialiste, dont les fondements concernent des pays ayant historiquement connu des vagues de colonisation par des puissances impériales européennes<sup>260</sup>. Appliquer ce cadre à la situation québécoise constituerait une absurdité au vu des différences entre le Québec et les pays qui luttent pour leur décolonisation. Pour le professeur des HEC, la violence politique systémique, les difficultés économiques et l'instabilité sociale, qui constituent des réalités inhérentes à ces sociétés du Tiers-monde, ne se comparent quand même pas à la situation du Canada français, tant s'en faut.

---

<sup>258</sup> Sean Mills, *Op. Cit.*, p. 11-15.

<sup>259</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0027, « lettre de François-Albert Angers à Rodolphe Laplante », 22 avril 1965.

<sup>260</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0027, « lettre de François-Albert Angers à Gérard Turcotte », 3 mai 1965.

Angers est également très critique du projet de société socialiste des nationalistes de gauche. Il ne conçoit pas qu'un véritable nationalisme puisse émerger d'une conscience dénuée de racines historiques, qui prône le renversement des valeurs traditionnelles au profit d'un modèle utopique de régulation sociale et politique<sup>261</sup>. Amalgamer la libération nationale à une libération sociale tend à suggérer que cette dernière importe davantage aux yeux de la jeunesse radicale. Les partipristes idéaliseraient donc un projet incompatible à la réalité sociale du pays. Voilà pourquoi il faut se distancer des « nationalistes » de gauche:

Nous faisons face à une faction qui n'accepte pas plus le Canada français sur le plan idéologique et social que les Anglo-Canadiens ne l'acceptent sur le plan de l'égalité politique. L'indépendance qu'elle veut réaliser c'est celle d'un pays qui n'est pas encore fait, dont les orientations sont sans racines, et qui se ferait, sous le feu de l'étranger, en combattant pour son indépendance.<sup>262</sup>

Malgré ces condamnations, Angers est forcé de constater la vigueur de l'idée indépendantiste qui représente une force sociopolitique impossible à ignorer. Le directeur de *L'Action nationale* sera d'ailleurs rapidement amené à reformuler sa pensée politique durant les États généraux du Canada français. En fait, en vertu de la correspondance échangée entre les principaux organisateurs, il apparaît qu'Angers a joué un rôle majeur dans le positionnement de l'assemblée aux assises de 1967, portant sur le droit à l'autodétermination du Québec. Ce positionnement marquait dès lors une nouvelle étape dans l'évolution du nationalisme québécois et c'est dans cette optique qu'à la Place des Arts de Montréal le 24 septembre 1967, Angers affirmait haut et fort que :

*1- Les Canadiens français constituent une Nation.*

*2- Le Québec constitue le territoire national et le milieu politique fondamental de cette nation.*

---

<sup>261</sup> François-Albert Angers, « Les nègres blancs d'Amérique de Pierre Vallières », *Op. Cit.*, p. 642-643.

<sup>262</sup> François-Albert Angers, « Encore un parti indépendantiste », *Op. Cit.*, p. 288.

3- *La nation canadienne-française a le droit de disposer d'elle-même et de choisir librement le régime politique sous lequel elle entend vivre.*<sup>263</sup>

Endossant personnellement la position adoptée par l'assemblée, Angers venait de franchir une nouvelle étape dans son évolution intellectuelle. S'il n'est pas encore indépendantiste, sa réflexion l'amène toutefois aux portes de cette option politique, comme bon nombre de nationalistes. Alors qu'il revendiquait une modification constitutionnelle par le biais de la formule des États associés en 1964, Angers s'est rapidement rapproché de la thèse indépendantiste en regard du *statu quo* ambiant. S'il ne laisse pas complètement tomber la formule fédérale, force est d'admettre que cette option semble de moins en moins en harmonie avec les nouveaux besoins de la collectivité francophone du Québec<sup>264</sup>. Qui plus est, à partir de 1967, le regard d'Angers se modifie. Lui qui entrevoyait un Canada français étendu à la grandeur de l'Amérique du Nord réoriente son regard au seul territoire du Québec. Comme bon nombre de militants nationalistes de son temps, le directeur de *L'Action nationale* « abandonne » à son tour les minorités francophones hors-Québec qui, selon l'expression malheureuse de René Lévesque, seraient vouées à devenir tôt ou tard des « *dead ducks* » qui, ultimement, risquent même de nuire à la cause nationale du Québec<sup>265</sup>. En somme, la déclaration préliminaire d'Angers constitue un ultime

---

<sup>263</sup> François-Albert Angers, « Déclaration préliminaire sur le droit d'autodétermination », dans *Les États Généraux du Canada français, Assises nationales tenues à la Place des Arts de Montréal, du 23 au 26 novembre 1967*, Montréal, Éditions de L'Action nationale, 1967, p. 41.

<sup>264</sup> L'hésitation d'Angers à agréer unilatéralement la formule indépendantiste au milieu de la décennie 1960 se fonde principalement par des questions économiques pointues. À l'époque, aucune étude gouvernementale n'a fait le point sur les finances éventuelles d'un Québec indépendant, faisant en sorte qu'il existe un flou quelque peu angoissant pour des économistes tels qu'Angers. Par exemple, comment la dette du Canada serait-elle divisée? Un marché commun intercanadien survivrait-il à la sécession du Québec? Quelle orientation économique prendrait le Québec en devenant indépendant (capitalisme, socialisme, coopératisme, etc.)? En cela, la thèse des états associés constitue une assurance visant à prévenir tout bouleversement des structures économiques fondamentales.

<sup>265</sup> Michael D. Behiels, *Canada's Francophone Minority Communities: Constitutional Renewal and the Winning School of Governance*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, p. 55.

avertissement adressé au gouvernement fédéral, une dernière chance de reconstruire les ponts entre les deux solitudes. Sans une réelle considération par rapport aux récriminations du Québec, la formule indépendantiste deviendrait ainsi l'unique sortie de secours. Cette position rejoint ainsi celle proposée par Daniel Johnson dans *Égalité et indépendance*.

En réponse à ses détracteurs qui souhaitent le voir se convertir rapidement à l'indépendantisme, Angers réplique qu'il ne faut pas se précipiter dans une telle entreprise:

On écrit au directeur de *L'Action nationale*: « Vous allez toujours aux frontières du séparatisme sans les franchir. Qu'espérez-vous? De quoi désespérez-vous? ». La mise au pied du mur est cette fois sans issue; et percutant est l'esprit qui a pu ramener à aussi peu de mots et a aussi essentiels le dilemme des nationalistes qui ne sont pas d'emblée des militants séparatistes. Le directeur de *L'Action nationale* a donc décidé de ne pas esquiver ces interrogations [...] Pourquoi *L'Action nationale*, en continuant sa lutte traditionnelle, ne se prononce-t-elle pas, par son directeur, en faveur définitive, claire et nette, du séparatisme? Tout simplement parce que le séparatisme n'est qu'une formulation verbale, différemment intégrée dans une formule politique dont la réalisation nous est donnée pour demain sans que le cheminement en soit concrètement évident, d'un idéal qui est celui de *L'Action nationale* depuis toujours. Depuis toujours: pas nécessairement par la manifestation particulière et peut-être pas nécessaire, d'une souveraineté totale conférée à un gouvernement du Québec; mais d'une indépendance politique réelle, dans des structures appropriées et dont personne ne peut actuellement prévoir vraiment les fixations juridiques définitives, à réaliser progressivement par une politique lucide et ferme autant qu'habile.<sup>266</sup>

Stratégiquement, Angers souhaite évaluer toutes les options et ne pas précipiter son adhésion à la thèse indépendantiste. Une décision hâtive en ce sens risquerait de confiner le Québec dans une logique de « jusqu'au-boutisme » et affaiblirait son rapport de force avec Ottawa<sup>267</sup>. Toutefois, à l'heure de « l'accélération de l'histoire », le professeur des HEC ne demeurera pas longtemps sur ses positions. L'évolution de sa pensée politique à

---

<sup>266</sup> François-Albert Angers, « Qu'espérons-nous, de quoi désespérons-nous? », *L'Action nationale*, janvier 1966, p. 525.

<sup>267</sup> *Ibid.*

cette époque est donc à la fois symptomatique du bouillonnement socioculturel qui a cours au Québec durant la Révolution tranquille, mais aussi d'une certaine fracturation des liens entre sa pensée traditionaliste et sa pensée nationaliste. Pour suivre le cours de l'histoire, la stratégie d'Angers semble ainsi s'orienter dans une logique de réalisme politique (ou intellectuel), faisant en sorte qu'il devient stratégique de laisser en marge les références à la culture catholique historique du Canada français afin de mettre de l'avant l'idée d'une certaine souveraineté politique. Qui plus est, la pensée politique d'Angers, relativement au statut constitutionnel du Québec, évolue également au gré de la dégradation des relations entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec. S'il se refuse à prendre ouvertement position en faveur de l'indépendance, il n'en demeure pas moins que les revendications politiques de la collectivité francophone l'amènent à réfléchir sur la manière d'harmoniser les traditions culturelles aux nouveaux besoins nationaux. Leader nationaliste et figure médiatique reconnue, le positionnement d'Angers en faveur de l'indépendance aurait un impact important sur la vitalité de cette option, ce que savent les jeunes militants indépendantistes. Initialement déçus des hésitations d'Angers, ils seront soulagés de voir l'économiste se rallier à leur cause au tournant de la décennie 1970, tel que nous le montrerons dans le prochain chapitre.

## **5.5 Conclusion de chapitre**

François-Albert Angers a entretenu une relation fondamentalement ambiguë par rapport aux réformes et aux idées de la Révolution tranquille. S'il se réjouit de constater la récupération du nationalisme au sein de la culture politique gouvernementale, il se désole néanmoins que les projets politiques libéraux de Jean Lesage se réalisent en opposition par rapport aux fondements traditionnels de la culture canadienne-française. Si l'émancipation

économique semble possible par le biais de la création d'institutions contrôlées par les capitaux francophones, cela est moins vrai dans le cas du contrôle étatique opéré dans le secteur des richesses naturelles. Qui plus est, la réforme complète du système d'éducation, qui fait une large place aux modèles étrangers et qui expulse la composante religieuse, menace le caractère catholique de la collectivité francophone. Alors qu'il critiquait l'interventionnisme « excessif » du gouvernement fédéral dans les affaires québécoises durant les années 1950, Angers en vient à produire une critique semblable à l'égard du gouvernement québécois, dont les interventions outrepassent les limites acceptables pour les partisans d'un certain conservatisme socioéconomique et culturel. Privilégier le sens des responsabilités et de la liberté chez les individus, voilà le mantra du professeur des HEC.

C'est d'ailleurs en fonction de cette conviction qu'Angers est amené à reconsidérer sa pensée politique par rapport au statut constitutionnel du Québec. S'il se définit toujours comme un nationaliste autonomiste au terme de la décennie 1950, son expérience de la lutte à la centralisation le pousse à revoir son attachement à la formule bon-ententiste. Qui plus est, l'arrivée de regroupements nationalistes de gauche durant la Révolution tranquille l'amène à reconsidérer le bien-fondé de son fédéralisme. Malgré qu'il rejette l'idéologie socialiste, Angers n'en demeure pas moins conscient que la voie du *statu quo* est impossible. Pour assurer la plénitude du fait français et catholique en terre américaine, le chemin de l'indépendance se révélera bientôt être le seul à pouvoir assurer la permanence des traditions historiques du Canada français. Le point de rupture n'est plus très loin.



## Chapitre 6

### **Demeurer « Canadien-français » dans un Québec libre (1968-1982) ?**

*Well, I am trying to put Quebec in its place. And the place of Quebec is in Canada, nowhere else.<sup>1</sup>*

-Pierre Elliott-Trudeau, *Winnipeg Free Press*, 25 juin 1968.

*C'est la prise de conscience, après 100 ans de Confédération, qu'il n'y avait eu aucun progrès dans le bon sens, qui nous a fait opter pour la solution indépendantiste.<sup>2</sup>*

-François-Albert Angers, *L'Action nationale*, septembre 1978.

Dans ce chapitre, nous analysons la période 1968-1982 qui correspond à la dernière grande phase d'activité intellectuelle de François-Albert Angers. Atteignant l'âge de la retraite, celui-ci demeure néanmoins au cœur de l'Agora en intervenant régulièrement dans les débats nationaux qui font rage au Québec au tournant des années 1970. À ce titre, il devient l'une des principales figures médiatiques de la défense de la langue française, dorénavant perçue comme l'élément central de l'identité québécoise. Qui plus est, Angers entreprend durant cette période une grande enquête – la première du genre – sur la viabilité économique d'un Québec souverain au terme de laquelle il se convertit finalement à la thèse indépendantiste. Ce faisant, le professeur des HEC s'achemine (et, avec lui, une partie des traditionalistes que l'on peut qualifier de « non-orthodoxes ») vers une conception plus

---

<sup>1</sup> Pierre Elliott Trudeau, « Speech on the Separatist Movement », *Winnipeg Free Press*, 25 juin 1968.

<sup>2</sup> François-Albert Angers, « La montée historique d'un Québec maître de son destin », *L'Action nationale*, septembre 1978, p. 34.

« populaire » de la souveraineté, délaissant le référent providentialiste qu'il défendait encore dans les années 1960, mais demeurant toutefois critique à l'égard de l'éthique démocratique qui sous-tend le processus référendaire de 1980.

En somme, nous chercherons dans ce chapitre à comprendre la manière par laquelle la pensée intellectuelle d'Angers opère un changement paradigmatique partiel, en se délestant de ses références les plus orthodoxes au traditionalisme et en se réalignant dans une ligne de pensée plus modérée, affiliée au conservatisme<sup>3</sup>. Partielle, cette réorientation l'est dû au fait qu'Angers maintient des affinités idéologiques au référent historique canadien-français<sup>4</sup>, en refusant les fondements du nationalisme véhiculé par le Parti québécois (PQ), qui dénaturerait les racines culturelles de l'identité collective des francophones du Québec. Angers demeure ainsi un penseur dont les racines idéologiques s'ancrent dans une conception traditionnelle de la vie en société. D'ailleurs, ses positions sur la baisse du taux de natalité des femmes québécoises, sur la place des immigrants et sur le mouvement de sécularisation en feront un penseur à contre-courant des idées en vogue dans le Québec post-Révolution tranquille.

---

<sup>3</sup> Sur le concept de conservatisme, les lecteurs se référeront à la définition donnée par le théoricien américain Russell Kirk et qui est reproduite à la note 117 du premier chapitre de notre thèse. Cette définition précise est d'ailleurs approuvée par l'historien Xavier Gélinas, qui estime qu'elle « convient tout à fait à la droite québécoise des années 1960 ». Ce passage paradigmatique s'opérant entre le traditionalisme et le conservatisme s'explique essentiellement par l'abandon (relatif) des références publiques à la religion catholique et au destin providentiel des Canadiens français en Amérique du Nord qui, depuis l'époque de Lionel Groulx, constituait l'élément central de la pensée traditionaliste. Mentionnons néanmoins que malgré cette absence de référence religieuse dans la sphère publique, Angers continuera à pratiquer son catholicisme dans sa vie privée et persistera à croire aux fondements intellectuels de la Doctrine sociale de l'Église, comme en fait notamment foi sa correspondance personnelle. Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, p. 18-19.

<sup>4</sup> Sur la notion de référent canadien-français, voir les études suivantes : Jean Jacques Simard, *L'éclosion : de l'ethnicité canadienne-française à la société québécoise*, Septentrion, Québec, 2005, 352 p.; Jean-François Caron et Marcel Martel, *Le Canada français et la Confédération : fondements et bilan critique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, 198 p.; Joseph-Yvon Thériault, « Le Canada français : un fait politique plus qu'une méprise », *Argument*, [en ligne], <http://www.revueargument.ca/article/1969-12-31/718-le-canada-francais-un-fait-politique-plus-une-meprise.html>.

En ce sens, la période allant de la fin des années 1960 au début de la décennie 1980 est marquée par les débats constitutionnels entre les gouvernements québécois et canadien. Si l'année 1968 est celle où naît le PQ, l'année 1982 consacre quant à elle l'échec du mouvement indépendantiste, en vertu du rapatriement de la Constitution par le gouvernement Trudeau<sup>5</sup>. Qui plus est, cette période est également marquée par la fin des Trente Glorieuses, qui engendre une contraction globale de l'activité économique ainsi qu'une remise en question du modèle d'État interventionniste<sup>6</sup>. Notons aussi qu'au Québec, cette période marque l'essoufflement des réformes héritées de la Révolution tranquille. Les coûts exponentiels des programmes sociaux lancés durant les années 1960 forcent les gouvernements de Robert Bourassa et de René Lévesque à adopter périodiquement des politiques d'austérité afin de rééquilibrer les finances publiques<sup>7</sup>. Dans ce climat d'instabilité, le mouvement nationaliste se tourne vers la thèse indépendantiste qui, croit-on, pourrait constituer la solution à l'impasse systémique dans laquelle est enfermé le Québec dû à sa situation minoritaire au Canada et en Amérique du Nord.

### **6.1 Les leçons de l'expérience : un passeur culturel au terme de sa trajectoire**

Dans cette section, nous démontrons que le capital social et symbolique d'Angers continue à se déployer de manière étendue dans les milieux nationalistes au tournant de la décennie 1970. S'il cède sa place de directeur de la revue *L'Action nationale* en 1968, c'est notamment afin de s'investir à titre de président de la Société Saint-Jean-Baptiste de

---

<sup>5</sup> Sur l'épisode du rapatriement de la Constitution, voir les études suivantes : Kenneth McRoberts, *Un pays à refaire : l'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, Montréal, Boréal, 1999, 483 p.; Frédéric Bastien, *La bataille de Londres. Dessous, secrets et coulisses du rapatriement constitutionnel*, Montréal, Boréal, 2013, 480 p.

<sup>6</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 697-699.

<sup>7</sup> Jean-Charles Panneton, *Le gouvernement Lévesque (Tome 2) : Du temps des réformes au référendum de 1980*, Québec, Septentrion, 2017, p. 44-47.

Montréal et du Mouvement Québec-français, en plus de continuer son œuvre au sommet de la Ligue d'action nationale. Malgré une pensée qui s'éloigne des idées phares de l'époque, Angers réussit néanmoins à unifier le mouvement nationaliste en se présentant comme un rassembleur privilégiant l'unité dans la diversité plutôt que les luttes fratricides au nom d'idéologies antinomiques. Le militantisme d'Angers engendre toutefois une baisse notable du nombre de collaborations dans les milieux intellectuels et économiques. Cela s'explique également du fait des chantiers de recherche entrepris par le professeur des HEC au terme de sa carrière académique.

### ***6.1.1 L'École des HEC : l'âge des grandes œuvres et de la retraite***

Atteignant l'âge de soixante ans en 1969, François-Albert Angers entreprend au tournant de la décennie 1970 la dernière ligne droite de sa carrière au sein de l'École des HEC. En cela, il prépare sa sortie en s'immergeant dans un chantier de recherche qu'il connaît bien, soit la pensée coopératiste. Après environ une dizaine d'années de travail, et en partenariat avec l'Institut d'économie appliquée, Angers publie les deux tomes de *La coopération: de la réalité à la théorie économique*, en 1974 et 1976<sup>8</sup>. Cette synthèse représente l'un des apports les plus importants du professeur des HEC à la science économique québécoise. Elle constitue la première du genre dans le monde universitaire franco-canadien et propose une interprétation plurielle des théories et des réalités socio-économiques liées à l'organisation coopérative dans le monde et au Québec. Très bien reçue lors de sa sortie<sup>9</sup>, l'étude d'Angers sera utilisée systématiquement par les étudiants en

---

<sup>8</sup> François-Albert Angers, *La coopération : de la réalité à la théorie économique. Tome 1 : le monde vivant de la coopération*, Montréal, Fides, 1974; *Tome 2 : l'action coopérative en théorie économique*, Montréal, Fides, 1976.

<sup>9</sup> Bruno Jean, « Recension de François-Albert Angers, *La coopération, de la réalité à la théorie économique*, I. Le monde vivant de la coopération », *Sociologie de la santé*, vol. 16, no. 1, 1975, p. 131-132. Dans son compte rendu, Jean mentionnera notamment que « Nous retrouvons là le professeur chevronné qui, tel un

économie à l'École des HEC et à l'Université de Sherbrooke<sup>10</sup>. Pour donner suite à cette publication, Angers sera d'ailleurs invité à de nombreux colloques internationaux afin de rendre compte de ses analyses, notamment en France et en Angleterre<sup>11</sup>.

Puisqu'il concentre son attention de chercheur sur le coopératisme et qu'il est en fin de carrière, Angers n'enseigne plus beaucoup à l'École des HEC au tournant de la décennie 1970. Passant le flambeau à la nouvelle génération d'économistes, il n'enseigne qu'à raison d'un ou deux cours par année<sup>12</sup>. Fait intéressant, Angers persiste à offrir un enseignement qui trahit à la fois son âge, mais aussi ses idées en matière économique. À la fin des années 1960, il enseigne systématiquement les encycliques papales qui forment la fondation intellectuelle de la Doctrine sociale de l'Église<sup>13</sup>, une réalité qui en fait le dernier représentant de l'école nationaliste initiée par Esdras Minville dans les années 1930. D'ailleurs, Paul Dell'Aniello (1972-1974) et Pierre Laurin (1975-1982), les directeurs qui succèdent à Pierre Charbonneau à la tête des HEC, poursuivent la modernisation de l'institution de la rue Viger en créant les premiers programmes de maîtrise et de doctorat en sciences économiques. L'École des HEC telle qu'elle apparaît dans les années 1970 et 1980 est bien différente de celle au sein de laquelle Angers a œuvré durant la plus grande partie de sa carrière.

---

excellent musicien, présente, en plusieurs variations, un même thème. Dès l'ouverture, la pièce est au crescendo qui nous entraîne au mouvement majeur de l'œuvre, juste avant l'accord final ».

<sup>10</sup> Pierre Harvey, *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal. Tome II : 1926-1970*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 2002, p. 382.

<sup>11</sup> École des Hautes études commerciales (HEC), Fonds François-Albert Angers (P027), « Dossier de voyage : 1936-1970 », boîte P027/Z,0074.

<sup>12</sup> Entrevue avec Denise Angers, 31 janvier 2018.

<sup>13</sup> HEC, P027, « Notes de cours annotées 1938-1975 », boîte P027/Z,0003.

D'ailleurs, à l'aube de sa retraite de l'École, de nombreuses personnalités lui rendent hommage. Son ancien étudiant, Jacques Parizeau, résume ainsi son apport considérable à la science économique québécoise:

Vous avez été le patron d'une équipe d'économistes pendant un grand nombre d'années. Vous avez été au centre de travaux dont le prolongement dans les structures économiques du milieu n'est pas terminé et pourtant a déjà produit des résultats spectaculaires [...] Vous avez créé et dirigé le premier centre d'études économiques à l'Université de Montréal, qui a fourni et continue de fournir une combinaison d'idées, de travaux et d'hommes dont la marque sur le milieu est indéniable [...] Vous avez donné à tous vos assistants une humilité devant le fait, et peut-être surtout devant le chiffre, qui n'a jamais été et n'est pas davantage maintenant, très répandue dans notre métier [...] Et puis finalement vous avez marqué votre équipe en lui imposant, si je peux m'exprimer ainsi, un esprit de tolérance prodigieux. Les termes ne sont pas trop forts. Cet esprit vous l'avez imposé et il était en effet prodigieux.<sup>14</sup>

Dans le même ordre d'idées, Roland Parenteau, professeur, fondateur de l'École nationale d'administration publique et ancien collègue d'Angers, le décrit comme un « économiste de grande valeur »<sup>15</sup>, alors que l'économiste Bernard Bonin parle de lui comme un « polémiste redoutable, vulgarisateur habile, esprit scientifique brillant, écrivain engagé » qui faisait « la fierté de ses collègues »<sup>16</sup>. Pierre Harvey, collègue d'Angers et futur directeur des HEC (1982-1987), reconnaît son apport du point de vue de l'histoire de la pensée économique au Canada français. Harvey poursuivra d'ailleurs l'œuvre d'Angers, en planchant notamment sur une synthèse de l'histoire des HEC dans les années 1990<sup>17</sup>.

Durant les dernières décennies du 20<sup>e</sup> siècle, l'École des HEC effectue un renouvellement important de son corps professoral et de ses programmes d'études, ce qui lui

---

<sup>14</sup> Jacques Parizeau, « Présentation », *L'Action nationale*, septembre 1969, p. 14-16.

<sup>15</sup> Roland Parenteau, *Dans les coulisses de la Révolution tranquille*, Laval, Fondation littéraire Fleur de Lys, 2008, p. 76.

<sup>16</sup> Bernard Bonin, « La coopération. Hommage à François-Albert Angers : introduction », *L'Actualité économique*, vol. 57, no. 3, 1981, p. 287-288.

<sup>17</sup> Pierre Harvey, *Op. Cit.*

confère un nouveau visage. Toutefois, Angers ne disparaîtra jamais complètement des enceintes de l'École. En signe de reconnaissance pour ses services rendus à l'institution, la direction lui offrira un accès privilégié à un bureau personnel, aux bibliothèques et à l'Institut d'économie appliquée afin qu'il puisse poursuivre ses travaux d'édition des œuvres d'Esdras Minville. Jusqu'aux années 1990, Angers sera présent à son bureau de la rue Viger, lui qui sera un bourreau de travail jusqu'à un âge très avancé, comme le remarquent les quotidiens de l'époque<sup>18</sup>. Signe de sa grande contribution à l'École des HEC et au monde universitaire et scientifique québécois, Angers recevra le titre de professeur-émérite de son *alma mater* en 1980. Il recevra également la très prestigieuse médaille de l'Ordre national du Québec en 1985, des mains de René Lévesque, en reconnaissance des services rendus à la collectivité durant sa carrière universitaire et en hommage à son engagement dans la Cité.

#### ***6.1.2 Les milieux économiques : des collaborations plurielles dans la francophonie***

Malgré un horaire du temps chargé, François-Albert Angers collabore avec plusieurs grandes organisations de science économique, au Canada, mais également en France. En sol canadien, on le retrouve à la tête de la Société canadienne de science économique (1968-1971), un important carrefour d'échanges pour les spécialistes et les universitaires francophones et anglophones du pays. Variant ses collaborations, il agit également à titre de président de l'Économie mutuelle-vie (1979-1981), de vice-président de la Société nationale de fiducie (1970-1980) et de secrétaire de l'Académie des sciences morales et politiques du Québec (1970-1980). Puis, au tournant de la décennie 1970, Angers développe son capital social et symbolique du côté de l'Europe, en devenant président du Centre international de recherche sur les entreprises publiques et les coopératives

---

<sup>18</sup> Pierre Gravel, « François-Albert Angers, à 80 ans, ne veut pas arrêter », *La Presse*, 27 mai 1989, p. B4.

(1975-1981), situé en Suisse et voué au développement international de l'économie sociale et mutuelle. Effectuant de nombreux séjours de recherche à Paris entre 1965 et 1973, Angers en profite pour fréquenter les milieux de la science économique française. C'est ainsi qu'il en vient à être nommé vice-président de l'Association régionale de langue française (1970-1974) et vice-président de la Commission du congrès des économistes de langue française (1965-1972), deux associations de réputation internationale basées à Paris.

S'il collabore volontiers aux organisations mentionnées ci-haut, Angers freine néanmoins ses collaborations à titre d'expert-conseil. Cela s'explique étant donné son âge, son désintérêt croissant pour ce genre de travail, mais aussi du fait que de nombreux jeunes économistes sont désormais disponibles afin d'effectuer ces mandats. Pour la période étudiée, le professeur se limite à œuvrer à titre de conseiller auprès de la Commission d'enquête sur les institutions financières au Québec (1969). Dans le cadre du rapport produit par les membres de la commission, Angers publiera un mémoire en deux volumes, intitulé *La Banque du Canada et le contrôle des institutions financières*, dans lequel il critique le rôle monopolistique joué par celle-ci du point de vue des indicateurs et des règles financières structurant l'activité économique nationale<sup>19</sup>.

De même, Angers est peu consulté par les gouvernements en place à la fin des années 1960. Ses archives nous montrent qu'il n'est pas sollicité par les gouvernements de Daniel Johnson, de Jean-Jacques Bertrand, de Robert Bourassa ou de René Lévesque afin de fournir des recommandations économiques. Cela s'explique par la nature même des gouvernements modernes et technocratiques qui, dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle,

---

<sup>19</sup> François-Albert Angers, *La banque du Canada et le contrôle des institutions financières*, Québec, Commission d'enquête sur les institutions financières, mémoire présenté au Comité d'étude sur les institutions financières, 1969, 2 volumes.



comptent désormais dans leurs rangs des économistes et des spécialistes capables de les aiguiller efficacement. Mentionnons aussi que l'émergence des *thinks tanks* durant les années 1960 et 1970 fait en sorte que le gouvernement québécois a accès à davantage de ressources<sup>20</sup>. Évidemment, l'âge et les idées plutôt conservatrices d'Angers en font également un candidat moins privilégié par les élites politiques de la période post-Révolution tranquille. C'est donc en fonction des circonstances politiques et d'un certain désintérêt qu'Angers se montre plus sélectif du point de vue de ses collaborations.

### ***6.1.3 L'intellectuel et le militant : au sommet de la nébuleuse nationaliste***

Si Angers se fait plus discret dans les milieux économiques au tournant des années 1970, il en va tout autrement pour ce qui est des milieux nationalistes. En fait, il n'est pas exagéré d'affirmer qu'Angers est, de la fin des années 1960 à la fin des années 1970, l'une des figures de proue du mouvement nationaliste tel qu'il s'observe du point de vue de la société civile – ce qui exclut le PQ de l'équation. Cette position s'explique par plusieurs facteurs : sa longue expérience des luttes nationales, son curriculum impressionnant, sa verve dégourdie, son sens réflexif aiguisé, mais également le capital social et symbolique qu'il possède dans les rangs nationalistes. Néanmoins, ce qui semble avoir propulsé Angers au-devant de la scène nationaliste est son expérience des États généraux du Canada français (ÉGCF) durant lesquels sa stature a acquis une importance certaine aux yeux d'une partie de la population. À la suite des ÉGCF, le professeur des HEC s'active à titre de militant, notamment au sein de la Ligue d'action nationale, mais aussi au sein de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJB) et du Mouvement Québec-français (MQF). Moins orthodoxe que par le passé, Angers s'affiche comme un nationaliste rassembleur cherchant

---

<sup>20</sup> Marie-Odile Savard-Lecomte, *L'Institut économique de Montréal, un Think Tank influent sur la scène des idées au Québec*, mémoire de maîtrise (science politique), Université de Montréal, 2009, p. 14-19.

à faire front commun avec toutes les tendances du mouvement. S'il se révèle initialement méfiant à l'égard du PQ, il finit néanmoins par appuyer le parti dans la seconde moitié de la décennie 1970, à l'image d'une majorité de militants. Cet appui est d'autant plus important du fait qu'il symbolise l'adhésion de la frange conservatrice au projet péquiste<sup>21</sup>.

Néanmoins, dans l'immédiat, on se souvient qu'Angers a cédé son poste de directeur de la revue *L'Action nationale* au triumvirat formé de Jean Genest, Rosaire Morin et Patrick Allen à la toute fin de l'année 1967<sup>22</sup>. Estimant qu'il avait suffisamment consacré d'énergie à sauvegarder le périodique, c'est sans regret qu'il recentre son attention sur son poste de président de la Ligue d'action nationale. Cette fonction requiert d'ailleurs beaucoup moins d'obligations que celle de directeur de *L'Action nationale*, celui-ci étant responsable de l'orientation intellectuelle du mouvement d'action nationale, mais aussi de la publication de la revue et de toutes les fonctions d'édition y étant liées. D'ailleurs, à ce titre, on notera une certaine réorientation idéologique du périodique vers le centre à la suite du départ d'Angers, la nouvelle direction souhaitant s'éloigner du caractère conservateur en vigueur depuis la fin des années 1950<sup>23</sup>. Le professeur des HEC verra d'un bon œil cette réorientation, estimant que la revue pourrait ainsi jouer un rôle plus efficace<sup>24</sup>. D'ailleurs, les références au traditionalisme disparaissent complètement des pages de la revue dès le début de la décennie 1970, signe que ses dirigeants tentent d'en « moderniser » le discours.

---

<sup>21</sup> Le processus de ralliement des forces conservatrices et indépendantistes au sein du PQ est néanmoins enclenché dès 1968, au moment de la fondation du parti. À ce sujet, voir : Éric Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les bleus », dans Alexandre Stefanescu (dir.), *René Lévesque. Mythes et réalités*, Montréal, VLB, 2008, p. 147-159

<sup>22</sup> Sur l'évolution de *L'Action nationale* durant la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, on consultera l'étude de Lucia Ferretti, *L'Action nationale : 50 ans de lutte pour le Québec*, Montréal, Del Busso Éditeur, 2019.

<sup>23</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0035, « lettre de Rosaire Morin à François-Albert Angers », 12 décembre 1973.

<sup>24</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0035, « lettre de François-Albert Angers à Rosaire Morin », 21 décembre 1973.

À titre de président de la Ligue d'action nationale, Angers continue de collaborer aux activités de l'organisation. Entre autres, il s'assure de participer et de régenter toutes les réunions mensuelles. Il veille aussi au bon fonctionnement des activités promotionnelles et s'assure que l'on recrute sur une base régulière de nouveaux membres afin de maintenir un certain dynamisme au sein de la Ligue. Enfin, il conseille le nouveau triumvirat à la tête de *L'Action nationale* qui, même à trois têtes, nécessite parfois l'œil bienveillant du professeur des HEC dans des dossiers précis<sup>25</sup>. D'ailleurs, en signe de reconnaissance, les membres de la Ligue organisent une journée hommage à l'ancien directeur de la revue, à laquelle participent « plus de 300 personnes ayant accepté de payer la somme de 25 \$ pour exprimer leur haute opinion envers la personne et l'œuvre de M. Angers et afin de lui offrir un hommage d'exceptionnelle qualité »<sup>26</sup>. L'argent recueilli servira à l'édition d'un recueil des grands textes signés par Angers durant son mandat de directeur<sup>27</sup>.

Un autre fait d'armes d'Angers durant cette période est la création de la Fondation Esdras-Minville en 1969<sup>28</sup>. Nommée en l'honneur du (re)fondeur du mouvement d'action nationale et rattachée directement à la Ligue d'action nationale, la fondation a pour mandat

---

<sup>25</sup> La correspondance entretenue entre les nouveaux directeurs et Angers montre que ce dernier conseille le triumvirat dans le cas de dossiers chauds, tels que les questions linguistiques et les conférences fédérales-provinciales.

<sup>26</sup> « La journée hommage à François-Albert Angers », *L'Action nationale*, septembre 1969, p. 12.

<sup>27</sup> François-Albert Angers, *Pour orienter nos libertés*, Montréal, Fides, 1969, 280 p. Dans une recension, le sociologue Fernand Dumont en tire un portrait élogieux : « On sait quelle contribution décisive François-Albert Angers a apportée au développement de la recherche et de renseignement de la science économique en notre pays. Ses publications techniques, les initiatives diverses qu'il a suscitées auraient suffi déjà à bien remplir la carrière d'un savant très laborieux. Pourtant, Angers a poursuivi en parallèle une autre carrière, aussi chargée que la première, vouée à l'engagement social et national. Le livre dont il est ici question rassemble des textes qui témoignent de cet engagement dans divers domaines: l'éducation, l'économie, le national, la constitution. Le choix est excellent, mais il constitue avant tout une sorte de symbole: la masse énorme des écrits du militant Angers ne saurait être résumée dans ces quelques prélèvements ». Fernand Dumont, « Compte rendu », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 24, no. 4, mars 1971, p. 597.

<sup>28</sup> La fondation reçoit ses lettres patentes en 1973. Selon le répertoire des entreprises québécoises, la fondation est toujours active en date du mois de juillet 2019. À voir sur le site du répertoire [en ligne], <http://www.quebecentreprises.com/fondation-esdras-minville-h1hg/>.

de servir de plateforme de financement pour les activités de la revue afin de garantir la régularité des publications. Dans le numéro de septembre 1969, on apprend que plusieurs dizaines de membres de la ligue et de sympathisants ont contribué financièrement au projet d'Angers, allouant plus de 1 500 \$ à la fondation<sup>29</sup>. Grâce à ces dons, la problématique du financement de la revue était écartée pour un certain temps.

Président de la Ligue depuis 1954, Angers occupe depuis près de deux décennies une position enviable dans la nébuleuse nationaliste. Néanmoins, c'est par le biais d'une autre organisation que le rayonnement du professeur des HEC connaîtra des développements significatifs, surtout d'un point de vue médiatique. En effet, à l'automne 1969, Angers est élu à la présidence de la SSJB de Montréal. Membre depuis plusieurs années de l'organisation, Angers y possédait déjà une stature enviable du fait de sa position de président de la Ligue d'action nationale. Libéré de sa fonction de directeur de *L'Action nationale* et désirant collaborer davantage à titre de militant politique, c'est dans cette optique qu'il joint l'organisation montréalaise<sup>30</sup>. Il est d'ailleurs important de noter que des liens naturels existent entre la Ligue et la SSJB depuis les années 1930<sup>31</sup>. Au tournant des années 1970, la SSJB compte dans ses rangs plusieurs personnages influents du monde intellectuel et politique québécois : l'historien Michel Brunet, le poète Gaston Miron, le jésuite Richard Arès, l'avocat Jacques-Yvan Morin, le président de l'Association québécoise des professeurs de français André Gaulin ou encore les militants indépendantistes Raymond Barbeau et André Turcotte. En somme, la SSJB de Montréal rassemble des individus aux idéologies diverses qui se rejoignent sur la question de la

---

<sup>29</sup> La rédaction, « La journée hommage à François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 12.

<sup>30</sup> Marc-André Gagnon, « À mon drapeau : je jure d'être fidèle » : le mouvement des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, 1947-1984, thèse de doctorat (histoire), Université Guelph, 2017, p. 159.

<sup>31</sup> Pascale Ryan, *Penser la nation. La Ligue d'action nationale (1917-1960)*, Montréal, Leméac, 2006, p. 46.

défense des intérêts du Québec. La SSJB, à la différence des autres organisations nationalistes de l'époque, est toutefois caractérisée par son militantisme politique qui, selon Xavier Gélinas, en ferait un « groupe de pression sans vocation intellectuelle »<sup>32</sup>. Toutefois, Marc-André Gagnon a relativisé ces propos en démontrant que la SSJB, surtout dans les années 1960 et 1970, était un haut lieu de « discussion et de diffusion des idées [voire] un lieu de convergence entre les forces politiques, militantes et intellectuelles » et dont « la production intellectuelle n'est pas dépourvue d'intérêts et participe à la définition des valeurs et des objectifs du mouvement nationaliste »<sup>33</sup>. Angers semble quant à lui vouer un grand respect à la SSJB et au rôle historique qu'elle joue depuis sa fondation en 1834, lui qui affirme en 1971 que « seules nos Sociétés Saint-Jean-Baptiste ont pour fonction la défense et la représentation des intérêts nationaux de notre collectivité francophone »<sup>34</sup>. À titre de président de la SSJB de Montréal, Angers est très actif au cœur des crises linguistiques qui secouent la province au tournant de la décennie 1970, au point de devenir une figure incontournable du débat sur la place du français dans les institutions scolaires (loi 63) de 1969 ou celui sur le statut de la langue française dans la sphère publique (loi 22) de 1974<sup>35</sup>. Du fait de sa position, Angers doit également répondre à certaines crises politiques qui marquent le paysage politique québécois. Il doit notamment réagir aux événements de la Crise d'octobre, qui constitue un électrochoc pour le mouvement nationaliste qui sort affaibli de cet épisode. Par le biais d'entrevues radiophoniques, il dénonce l'arbitraire des arrestations massives des forces de l'ordre. Dans un éditorial de décembre 1970, il fait le point sur cet épisode « honteux » de l'histoire canadienne :

---

<sup>32</sup> Xavier Gélinas, *Op. Cit.*, p. 340.

<sup>33</sup> Marc-André Gagnon, *Op. Cit.*, p. 17

<sup>34</sup> François-Albert Angers, « L'exigence impérieuse de l'heure », *L'Action nationale*, juin 1971, p. 790.

<sup>35</sup> Marc-André Gagnon, *Op. Cit.*, p. 162.

Tout en comprenant la nécessité d'une action policière vigoureuse pour tâcher d'atteindre rapidement les terroristes, nous réprouvons vivement, comme les autres corps intermédiaires qui l'ont fait jusqu'ici, le mépris des plus élémentaires droits de l'homme et du respect de la dignité humaine dans la façon de mener les perquisitions et les arrestations [...] Oui, un homme est mort. Il est mort victime plus notoire que d'autres des malaises de notre société. Sa mort crie vengeance au ciel. Elle crie vengeance contre ceux qui ont perpétré l'acte ignoble. Mais n'oublions pas qu'elle criera vengeance également contre ceux qui ne sauront pas tirer les leçons appropriées.<sup>36</sup>

Durant son passage à la SSJB de Montréal, le professeur des HEC réussit à rehausser considérablement le statut médiatique de l'organisation, étant donné ses nombreuses apparitions publiques, et à en faire une puissante composante de la société civile. Qui plus est, Angers amène l'organisation à se tourner vers l'option indépendantiste, elle qui privilégiait jusqu'alors l'autonomie provinciale<sup>37</sup>. C'est d'ailleurs à partir de la seconde moitié des années 1970 que la SSJB de Montréal appuiera la formule indépendantiste.

Au total, Angers demeurera quatre ans à la tête de la SSJB de Montréal, soit jusqu'à l'automne 1973. La principale raison qui explique son départ de la présidence est son élection comme président du Mouvement Québec-Français (MQF) en 1972. Le MQF succède à l'ancien Front Québec-Français (FQF) (1969-1972), qui fut d'ailleurs mis sur pied par Angers et une quinzaine de collaborateurs en réaction au projet de loi 63 du gouvernement unioniste de Jean-Jacques Bertrand<sup>38</sup>. Son mandat est alors clair: « faire échec à ce que la restructuration scolaire de l'île de Montréal serve de prétexte à consacrer dans les lois la situation privilégiée dont jouisse la minorité anglophone au Québec, en

---

<sup>36</sup> François-Albert Angers, « Devant cet octobre tragique », *L'Action nationale*, décembre 1970, p. 287 et 291. Il est à noter qu'Angers n'a pas été mis en état d'arrestation lors de la Crise d'octobre. Sa fille Denise nous a toutefois informés du fait qu'il a bel et bien craint d'être la cible des forces de l'ordre dû à sa position au sein du mouvement nationaliste. Entrevue avec Denise Angers, 31 janvier 2018.

<sup>37</sup> Marc-André Gagnon, *Op. Cit.*, p. 279-319.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 159-160.

reconnaissant un statut officiel à l'anglais comme langue d'enseignement »<sup>39</sup>. C'est au sein du FQF qu'Angers développe un intérêt grandissant pour les questions linguistiques, d'où son souhait de participer à la mise sur pied d'un mouvement structuré qui se constituera sous la forme du MQF<sup>40</sup>. C'est finalement en 1972 que la décision fut prise de créer un organisme autonome – le FQF était alors un organisme issu de la SSJB de Montréal – qui serait le fer de lance du mouvement nationaliste en lien avec les questions linguistiques<sup>41</sup>. À l'assemblée de fondation du MQF, les quelques dizaines de collaborateurs présents votent en majorité pour qu'Angers accède à la fonction de premier président élu, ce qu'il accepte avec enthousiasme<sup>42</sup>. Le professeur des HEC demeurera à la tête de l'organisation jusqu'à la fin de l'année 1980 et sera au cœur des débats linguistiques entourant l'adoption du projet de loi 22 par le gouvernement de Robert Bourassa et du projet de loi 101 du gouvernement de René Lévesque. La médiatisation de la figure d'Angers sera également alimentée par la publication de nombreux articles dans *L'Action nationale*, mais aussi dans l'édition de l'ouvrage *Les droits du français au Québec* (1971). Alimentée par des échanges avec des spécialistes des questions linguistiques, tels qu'André d'Allemagne et Camille Laurin, le professeur des HEC deviendra lui-même un spécialiste des questions politiques, économiques et culturelles entourant les législations linguistiques. On constate d'ailleurs que ce dernier a consacré beaucoup d'énergie au MQF, au point où l'organisation a connu

---

<sup>39</sup> François-Albert Angers *et al.*, « Déclaration émise par les initiateurs du front commun contre la division linguistique », 9 octobre 1969, BAnQ, Fonds JYM, CLG35, 2009/08/003/684.

<sup>40</sup> Fait intéressant à noter : au moment de la création du Front, Angers considère que la bataille contre le Bill 63 est « une nouvelle bataille des plaines d'Abraham, et déjà, les forces vouées à la défense des anglophones sont en place : le général Wolfe s'appelle Jean-Jacques Bertrand ». Louis-Bernard Robitaille, « Bertrand tenterait un coup de force », *La Presse*, 27 octobre 1969.

<sup>41</sup> Marc-André Gagnon, *Op. Cit.*, p. 159.

<sup>42</sup> Denis Turcotte, *La culture politique du Mouvement Québec-Français*, Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme, 1976, p. 10-12.

une croissance excessivement rapide durant ses premières années d'existence<sup>43</sup>. Ainsi, par les exemples de la Ligue d'action nationale, de la SSJB et du MQF, nous sommes à même d'apprécier les talents d'animateur d'Angers. Signe de sa notoriété dans la sphère publique, celui-ci est régulièrement la cible des journaux humoristiques de l'époque qui s'amuse à le dépeindre comme un militant excessif, notamment dans la revue *Croc*<sup>44</sup>.

L'engagement d'Angers dans le militantisme politique signifie toutefois qu'il doit restreindre ses activités de nature intellectuelle, notamment en termes de collaboration au sein des revues d'idées et d'essais. Pour la période étudiée, on remarque qu'il collabore surtout avec *L'Action nationale*, où il publie la vaste majorité de ses articles entre la fin des années 1960 et le début des années 1980. Cela s'explique par le canal privilégié que représente l'organe de presse de la Ligue d'action nationale, auquel Angers a d'ailleurs accès grâce à sa stature de président de l'organisation<sup>45</sup>. Cela s'explique aussi du fait que les revues d'orientation conservatrices se font rares durant la décennie 1970 et qu'il n'y a pas de réseau intellectuel externe à celui de *L'Action nationale* au sein duquel Angers pourrait s'intégrer<sup>46</sup>. En fait, l'inventaire de son fonds d'archives nous montre que la seule autre publication avec laquelle il collabore est la revue *Alerte*, l'organe de presse de la SSJB, dans laquelle il publie trois articles au début des années 1970.

---

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 44-56.

<sup>44</sup> Par exemple, dans son numéro de janvier 1982, le magazine décerne le « Prix K.K.K. à François-Albert Angers pour l'ensemble de son œuvre », tandis que l'on mentionne, dans le numéro d'août 1983, qu'il « a été confirmé que M. François-Albert Angers repose toujours dans un état critique dans une unité de soins intensifs, après avoir appris qu'il était anglogène. Le président de la SSJB-Montréal, M. Gilles Rhéaume, s'est dit atterré par cette nouvelle : « M. Angers, un anglogène? C'est incroyable. Dès qu'il ira mieux, nous l'expulserons de nos rangs! » ». À voir dans : « Les Crocs d'or », *Croc*, janvier 1982, p. 12; Serge Grenier, « Un nouveau groupe : les francogènes », *Croc*, août 1983, p. 35.

<sup>45</sup> Selon notre inventaire, Angers publie une quarantaine de textes dans *L'Action nationale* entre 1968 et 1982.

<sup>46</sup> Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-1994)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006 (2<sup>e</sup> édition), p. 230-232.



Il importe également d'aborder la question des relations d'Angers avec le PQ. Fondé en 1968 via la fusion du Mouvement souveraineté-association (MSA) et du Ralliement national, le PQ est rapidement investi par des militants nationalistes de tous horizons (gauche radicale, droite économique, nationalistes conservateurs, etc.), ce qui contribue à la popularité initiale du parti. S'il voit d'un bon œil la naissance d'un parti indépendantiste, Angers demeurera un éternel sceptique à l'endroit du PQ et de son chef René Lévesque. Nous aborderons ce point plus loin dans l'analyse, mais rappelons déjà que les relations entre les deux hommes n'ont jamais été harmonieuses, et ce, dès l'époque où Lévesque était ministre au sein du cabinet Lesage<sup>47</sup>. S'il possède de bonnes relations avec certains membres influents du parti – pensons à Jacques Parizeau, Jacques-Yvan Morin, Claude Morin et Gilles Grégoire – le professeur des HEC maintiendra toujours une certaine distance à l'égard du PQ. Angers reprochera au PQ d'être plutôt méprisant à l'égard des mouvements nationalistes évoluant à l'extérieur du cadre politique traditionnel, en soulignant que le parti accapare la question nationale comme s'il était l'unique intervenant digne de confiance en la matière<sup>48</sup>. Le manque de reconnaissance de Lévesque à l'égard de ses prédécesseurs constituera un éternel irritant pour les militants vétérans du mouvement nationaliste ayant connu les luttes constitutionnelles des années 1940 et 1950.

En somme, le capital social et symbolique de François-Albert Angers, bien qu'en relative décroissance dans le milieu académique et économique, atteint un sommet dans la nébuleuse nationaliste durant la décennie 1970. Délaissant ses références publiques au nationalisme traditionnel et au catholicisme et s'affichant comme un militant rassembleur,

---

<sup>47</sup> Angers ne pardonnera jamais à Lévesque d'avoir été l'artisan de la deuxième nationalisation de l'électricité au début des années 1960.

<sup>48</sup> François-Albert Angers, « Les élections du 15 novembre 1976 », *L'Action nationale*, janvier 1977, p. 328.

il parvient à coaliser une large part de la société civile associée au mouvement nationaliste qui portera en partie le PQ au pouvoir lors des élections de 1976. En dirigeant la Ligue d'action nationale, la SSJB et le MQF, Angers est ainsi à la tête d'une puissante coalition, ce qui témoigne de ses qualités de dirigeant. En se positionnant pour l'indépendance, il tournait définitivement le dos à l'ancienne tradition autonomiste qu'avait porté le mouvement nationaliste depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

## **6.2 La « poudrière linguistique »<sup>49</sup> : quelle place pour le français au Québec?**

À titre de leader du mouvement nationaliste, Angers a eu à s'impliquer de manière très active dans le dossier linguistique au tournant des années 1970. La place du français étant considérée en danger au vue de la situation minoritaire du Québec dans la fédération canadienne et en Amérique du Nord, les gouvernements québécois tentent de pallier cette faiblesse systémique via l'adoption de mesures législatives – souvent inadaptées – qui démontrent la complexité du dossier. Partisan d'un unilinguisme francophone intégral, Angers déploie un discours qui s'éloigne du traditionalisme pour s'orienter vers une tangente nationaliste rassembleuse. Nous montrerons que la question linguistique vient à représenter un argument de poids dans la conversion d'Angers à la thèse indépendantiste, notamment en regard de la vision pessimiste que pose l'économiste sur la réglementation juridique de l'usage du français au Québec dans le cadre politique canadien.

### **6.2.1 La langue française dans la pensée de François-Albert Angers**

Avant d'amorcer l'étude des critiques d'Angers relativement aux lois linguistiques québécoises, il importe d'analyser la place qu'occupe la langue française dans sa pensée. Notons que jusqu'à la décennie 1960, ce thème est peu présent dans ses écrits, hormis

---

<sup>49</sup> Terme utilisé par Pierre Godin dans son ouvrage *La poudrière linguistique*, Montréal, Boréal, 1990, 384 p.

certaines références anecdotiques. À la différence d'intellectuels du début du siècle tels que Joseph Papin-Archambault, Paul Bouchard ou Olivar Asselin, Angers ne porte initialement pas un regard original – voire attentionné – sur la question linguistique<sup>50</sup>. Il faut d'ailleurs rappeler que dans la pensée traditionaliste, la langue représente un élément parmi d'autres de l'identité canadienne-française. En ce sens, l'importance croissante que prend le dossier linguistique dans les années 1960, du point de vue traditionaliste, peut être interprétée en relation avec la désuétude de son discours. En regard du mouvement de sécularisation, de l'évolution des mentalités et de la popularité d'un discours progressiste pluriel, la langue en vient à représenter un thème rassembleur, contrairement à la question religieuse qui ne constitue plus le ciment social qu'elle représentait auparavant dans la conscience collective. Il y a donc un intérêt certain pour Angers à orienter ses réflexions vers la question de la langue, notamment du point de vue de sa pertinence publique et médiatique.

Étant donné son statut au sein des principales organisations nationalistes, Angers est d'ailleurs rapidement sollicité afin de prendre position sur le dossier linguistique. À la différence de certains intellectuels qui l'ont précédé – pensons au traducteur André d'Allemagne, au poète Gaston Miron ou encore à l'équipe de *Parti pris* –, le professeur des HEC propose un discours ancré dans une logique pluridimensionnelle tirant parti des aspects juridiques, historiques et politiques liés au statut de la langue française au Québec. Il manie ainsi des notions de droits constitutionnels<sup>51</sup>, des idées phares de la littérature

---

<sup>50</sup> Sur l'importance de la langue française chez les intellectuels traditionalistes du début du siècle, voir les études suivantes : Harold Bérubé, « « Redonner à la langue française sa place normale » : déploiement d'une réflexion critique sur le bilinguisme chez Joseph-Papin Archambault, s.j. (1912-1922) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 26, no. 2, hiver 2018, p. 21-42; Harold Bérubé et Olivier Lemieux, « "Un petit examen de conscience" : Joseph-Papin Archambault et la reconquête linguistique de Montréal (1912-1922) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 24, no. 3, printemps 2016, p. 51-64.

<sup>51</sup> La correspondance et les dossiers d'archives d'Angers nous montrent que c'est son collègue Jacques-Yvan Morin, juriste de formation, qui l'aide à s'orienter dans les détails juridiques liés aux droits linguistiques.

anticoncoloniale<sup>52</sup> et des notions historiques tirées de l'École de Montréal<sup>53</sup>. Bien qu'il fasse partie d'une constellation de penseurs ayant articulé une réflexion sur la langue durant la décennie 1970, Angers représente une figure caractéristique des transformations à l'œuvre dans le Québec post-Révolution tranquille, où les intellectuels conservateurs cherchent à trouver un point d'appui afin de se faire entendre dans la sphère publique et médiatique.

À n'en point douter, la langue devient en l'espace de quelques années le thème de ralliement d'une large part de militants nationalistes conservateurs. Compte tenu du recul de la religion catholique au Québec, la langue représente un point de repère historique, culturel et politique à partir duquel des penseurs comme Angers vont orienter leur réflexion pour bâtir un nouveau cadre de référence national. En somme, il s'agit de reconsidérer le cadre référentiel canadien-français traditionnel afin de l'harmoniser aux nécessités sociologiques et politiques immédiates<sup>54</sup>. L'actualisation de la pensée traditionaliste passe donc par la recherche d'un référent commun, historiquement retraçable et doté d'un potentiel unificateur. La langue française concorde avec ces objectifs de restructuration

---

<sup>52</sup> Dans certains de ses textes, Angers fait référence aux écrits d'André d'Allemagne et de Raymond Barbeau, des auteurs phares de la littérature anticolonialiste québécoise qui ont beaucoup écrit sur le thème de la langue. Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'Angers récupère une partie du discours anticolonialiste qui, durant la décennie 1960, était plutôt associée aux milieux gauchistes. Ce fait est d'autant plus surprenant au regard des critiques qu'Angers a adressé à Pierre Vallières lors de la sortie de *Nègre blancs d'Amérique*. Sur le sujet, voir : Sean Mills, *Contester l'empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, 360 p.

<sup>53</sup> Une correspondance soutenue entre Angers et Michel Brunet montre que le professeur des HEC écrivait régulièrement au professeur de l'Université de Montréal afin de lui demander des conseils de nature historique. Mentionnons également qu'Angers et Brunet se fréquentaient régulièrement au sein de la SSJB de Montréal et qu'ils étaient, somme toute, de bons amis. Angers fait également référence dans certains textes aux écrits de Guy Frégault, avec lequel il entretenait une correspondance périodique. Enfin, l'historien et homme politique conservateur Thomas Chapais semble également avoir beaucoup influencé les écrits d'Angers sur le thème de l'histoire des droits linguistiques au Canada.

<sup>54</sup> La notion de « cadre référentiel » est polysémique et ne se réfère pas uniquement à un seul cadre en particulier. Mentionnons que nous analysons spécifiquement le cadre référentiel conservateur issu des réflexions d'Angers sur les contours de l'identité canadienne-française post-Révolution tranquille, qu'il partage avec de nombreux membres du mouvement nationaliste issus de la société civile.

référentielle et explique l'abandon du paradigme de la religion au profit de celui de la nation<sup>55</sup>.

Et comment résumer l'importance de la langue chez Angers? En somme, il s'agit d'un vecteur identitaire qui permet au Québec de se distinguer culturellement et historiquement du reste de l'Amérique du Nord, mais aussi d'un facteur de « légitimé de l'identité nationale québécoise »<sup>56</sup>. La langue française est également vectrice de référents utilitaires s'inscrivant dans le schème plus large du cadre référentiel national :

L'utilité suprême, que celle d'avoir besoin d'une chose, ici la langue française, pour être et pouvoir rester ce que l'on est et veut rester. En fonction de cette utilité suprême, le Québec a évidemment un intérêt majeur à ce que la langue française, à cause de sa place propre dans le monde en termes de culture ou de communications de divers genres, soit considérée comme utile pour fins de conservation à l'intérieur même des autres entités politiques nord-américaines, où le problème de l'identité s'exprime par l'anglophonie.<sup>57</sup>

En somme, la langue française constitue la fondation de la culture québécoise et l'assurance de son originalité sur le continent nord-américain. De ce fait, Angers estime que pour pouvoir s'épanouir, une communauté nationale doit pouvoir assumer le contrôle entier de sa langue, car il en va de la « possibilité d'y organiser la vie sociale selon ses normes et selon ses propres critères de bonheur, de qualité de vie et de niveau de vie pour un ensemble [collectif] »<sup>58</sup>. De là s'enracinent ses critiques des premières lois linguistiques québécoises, lui qui aurait préféré que soit privilégiée la voie de l'unilinguisme permettant de démontrer

---

<sup>55</sup> Gérard Bouchard, *Les deux chanoines. Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Boréal, 2003, p. 128.

<sup>56</sup> François-Albert Angers, « De l'utilité du français au Québec », *L'Action nationale*, septembre 1975, p. 4. C'est d'ailleurs au début de la décennie 1970 qu'Angers commence à utiliser le terme « Québécois » et non plus « Canadiens français », non sans regret. Il s'agit là d'un autre signe de la modernisation de son discours.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>58</sup> François-Albert Angers, « Les droits du français au Québec », *L'Action nationale*, septembre 1975, p. 14.

que le Québec est « une terre d'expression française »<sup>59</sup>. Tout compromis en dehors de ce cadre juridique menacerait la vitalité de la langue française. Le professeur des HEC se pose ainsi comme un défenseur de l'unilinguisme francophone, à l'image de plusieurs intellectuels de gauche, de syndicalistes, d'associations de parents et d'enseignants, etc.<sup>60</sup>.

Et comment Angers émet-il ses critiques sur le sujet? Du point de vue intellectuel, il signe près d'une vingtaine de textes dans *L'Action nationale*. Il publie également en 1971 l'ouvrage *Les droits du français au Québec*, qui présente un argumentaire juridique approfondi, jusque-là peu présent dans les textes d'intellectuels. Le professeur des HEC ne se limite pas aux enceintes de l'action intellectuelle, lui qui est à la tête de la SSJB de Montréal et du MQF. Par le biais de ces deux associations, il s'impose comme un militant de la défense du français, présent sur de nombreuses tribunes. Il organise également des manifestations, notamment lors de l'adoption de la loi 22 en 1974, ainsi que des conférences où il s'adresse à des auditoires de plusieurs centaines de personnes<sup>61</sup>. Angers fait également front commun avec des personnalités aux idées opposées aux siennes. C'est par le biais de son militantisme qu'il se lie d'amitié avec le syndicaliste Michel Chartrand, personnage haut en couleur proche des milieux socialistes. Ce fait démontre comment la question de la langue a pu engendrer un sentiment d'urgence au sein du mouvement nationaliste, en lien avec les failles juridiques des premières lois linguistiques québécoises.

---

<sup>59</sup> *Ibid.*

<sup>60</sup> Jean-Charles Panneton, *Le gouvernement Lévesque (Tome II) : du temps des réformes au référendum de 1980*, *Op. Cit.*, p.60-62. Au sein même du PQ, les partisans de l'unilinguisme sont surtout les anciens membres du Rassemblement pour l'indépendance nationale.

<sup>61</sup> Marcel Martel, « “La Police de la langue” : la Gendarmerie royale du Canada et les groupes de pression favorables à l'unilinguisme français au Québec, 1968-1974 », dans Stéphane Savard et Jérôme Boivin (dir.), *De la représentation à la manifestation, groupes de pression et enjeux politiques au Québec, XIXe et XXe siècle*, Québec, Septentrion, 2014, p. 214-233.

### 6.2.2 Les droits du français au Québec: une « mentalité de colonisé »?

Dans le contexte de la Révolution tranquille, la langue « acquiert une nouvelle signification cruciale pour les francophones: elle constitue un élément central de la définition de l'État-nation, traduisant le bien commun d'une communauté cherchant à se perpétuer, mais aussi à réduire ses inégalités socioéconomiques », d'où la volonté « de promouvoir et de revaloriser le français »<sup>62</sup>. Plusieurs lois, amplement étudiées par l'historiographie<sup>63</sup>, sont d'ailleurs mises en vigueur durant cette période, dont la *Loi pour promouvoir la langue française au Québec* (1969), la *Loi sur la langue officielle* (1974) et la *Charte de la langue française* (1977)<sup>64</sup>. Ces lois visent à résoudre des épisodes de tensions opposant la collectivité francophone et la minorité anglophone résultant de l'inexistence d'un cadre juridique résumant les droits de chacune des communautés culturelles de la province. Elles visent aussi à prévenir la décroissance numérique de la communauté francophone au Québec et au Canada, observable depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En ce sens, la publication du Recensement canadien de 1971 constitue une douche froide dans les milieux francophones. Angers lui-même est atterré de constater un net recul du poids démographique des francophones au pays, le recensement indiquant que 27 % de la population possède le français comme langue maternelle, alors que ce pourcentage frôlait les 30 % dix ans plus tôt<sup>65</sup>. Dans son ensemble, la situation linguistique des francophones est, deux siècles après la Conquête, franchement inquiétante. Certains y

---

<sup>62</sup> Martin Pâquet et Marcel Martel, *Langue et politique au Canada et au Québec: une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010, p. 45.

<sup>63</sup> Marcel Martel et Martin Pâquet (dir.), *Légiférer en matière linguistique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, 449 p.

<sup>64</sup> Dans le cadre de notre analyse, notons que nous n'étudions pas la *Loi sur les langues officielles* de 1969. De juridiction fédérale, elle ne s'intègre pas au cadre national (Québec) de référence d'Angers qui, par ailleurs, porte peu d'attention au projet de loi promu par le gouvernement libéral de Pierre Trudeau.

<sup>65</sup> Statistique Canada, « L'évolution des populations de langue maternelle au Canada, de 1901 à 2016 », site web de *Statistique Canada* [en ligne], <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-630-x/11-630-x2018001-fra.htm>, page consultée le 11 février 2019.

voient d'ailleurs « le succès des stratégies d'assimilation des élites anglophones »<sup>66</sup>. Au vu des événements, Angers ne pouvait rester les bras croisés. Par le biais de *L'Action nationale*, il publie au début des années 1970 une série d'articles sur la question linguistique au Québec.

D'emblée, Angers juge que l'AANB de 1867 porte en lui une faille juridique majeure, du fait que seuls les institutions parlementaires et les tribunaux fédéraux sont assujettis aux dispositions de la loi selon lesquelles le français doit être utilisé comme langue d'usage officielle. Quant aux lois scolaires, de juridiction provinciale, celles-ci ne concernent pas la langue d'enseignement, mais bien le droit des minorités confessionnelles à recevoir une instruction religieuse de leur choix. En résumé, l'AANB ne reconnaît pas le français comme langue officielle ni au Canada, ni au Québec. Quant à l'État québécois, celui-ci ne possède aucune législation provinciale sur le statut de la langue française, une situation qui ne sera renversée qu'en 1969. Selon Angers, ce vide juridique constituerait un signe du statut de domination culturelle dans lequel serait enfermé le Québec :

Indiscutablement, Québec est un pays français, où l'anglais ne règne que par droit de conquête. Les Anglo-Canadiens ont concédé l'existence de la « réserve française ». Ils ont tout fait ensuite pour confiner le fait français-canadien à la « réserve québécoise ». Qu'ils aient continué d'entretenir d'obscurs, et de moins obscurs desseins, de nous déjouer et de nous assimiler finalement, fait aussi partie du « fond des choses ».<sup>67</sup>

Selon lui, l'AANB symbolise un malaise politique et culturel, centré sur l'humiliation subie par la collectivité francophone en lien avec son inexistence culturelle au sens juridique :

---

<sup>66</sup> François-Albert Angers, « L'heure de la dernière chance de la francophonie », *L'Action nationale*, septembre 1972, p. 17.

<sup>67</sup> François-Albert Angers, « La Ligue d'action nationale et la langue française », *L'Action nationale*, janvier 1970, p. 430.



Plus importante que la pauvreté comme facteur de malaise politique et social, il y a l'humiliation. Le malaise du fait des multiples refus que notre société oppose à la personne, à la reconnaissance de son identité et de son droit à la fierté. Et tout particulièrement du refus qui nous est opposé depuis deux cents ans de reconnaître notre identité française comme collectivité libre de s'épanouir dans l'exercice de ses droits nationaux, à travers lesquels doivent s'interpréter l'application des droits individuels et les politiques sociales.<sup>68</sup>

L'AANB conférerait également des privilèges à la langue anglaise au Québec, du fait de la reconnaissance des droits confessionnaux de la minorité anglophone qui sont respectés par les gouvernements québécois – et non-reconnus forcément par les autres gouvernements provinciaux en regard des droits des catholiques. Ce faisant, le fossé entre anglophones et francophones au Québec se serait approfondi au fil des décennies, par le biais « de notre générosité, de notre tolérance et de notre imprudence »<sup>69</sup>. Les anglophones du Québec en seraient venus à considérer les multiples accommodements linguistiques comme des droits acquis. L'absence d'initiative du gouvernement québécois, relativement à la mise en place de législations linguistiques, relèverait de la « mentalité coloniale de la collectivité francophone », historiquement réticente à prendre son destin politique en main<sup>70</sup>.

Or, c'est à la fin de la décennie 1960 que le gouvernement québécois entreprend de légiférer en matière linguistique. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas étranger au fait que le thème de la langue a fait l'objet d'une intense réflexion intellectuelle durant cette décennie, nombreux étant les intervenants qui ont mis en exergue l'état scandaleux de la langue parlée au Québec<sup>71</sup>. La judiciarisation de la question linguistique au Québec est également

---

<sup>68</sup> François-Albert Angers, « Devant cet octobre tragique », *Op. Cit.*, p. 291.

<sup>69</sup> François-Albert Angers, « La langue française au Québec », *L'Action nationale*, avril 1974, p. 622-623.

<sup>70</sup> François-Albert Angers, « La Ligue d'action nationale et la langue française », *Op. Cit.*, p. 436.

<sup>71</sup> Pensons notamment au Frère Untel (Jean-Paul Desbiens) qui publia le percutant essai *Les insolences du Frère Untel* en 1960, aux écrits avant-gardistes de l'équipe de *Parti pris* ou encore au travail effectué par la revue *Liberté*. Sur le contexte littéraire et intellectuel des années 1960, voir Yvan Lamonde, *La modernité au Québec. Tome II : la victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)*, Montréal, Fides, 2016, 456 p.

provoquée par les crises sociales, notamment celle de Saint-Léonard (1967-1969), qui force le gouvernement à réagir et à clarifier le statut des langues française et anglaise dans la province. C'est dans ce contexte que le gouvernement unioniste de Jean-Jacques Bertrand met de l'avant la *Loi pour promouvoir la langue française au Québec* (loi 63) en 1969. Concrètement, la loi 63 s'avère un fiasco politique, du fait qu'elle fut adoptée à la hâte avant que les membres de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et des droits linguistiques au Québec (Commission Gendron), mandatés pour étudier les problèmes linguistiques au Québec, n'aient pu faire part de leurs recommandations. Cherchant à accommoder l'électorat anglophone et néo-québécois à la suite des troubles de Saint-Léonard, la loi donne le droit aux parents de choisir la langue d'enseignement de leurs enfants, sans considération pour l'intégration des nouveaux arrivants dans la société francophone. La loi provoque la colère de la population francophone, plusieurs mouvements de contestation se mettant rapidement en branle afin de la renverser.

La loi 63 est la première législation sur laquelle Angers se penche. Dans un article de *L'Action nationale*, il critique les visées électoralistes des responsables unionistes qui chercheraient à « nous faire croire qu'il est impossible de respecter les droits et privilèges des Anglo-Canadiens si l'anglais n'est pas mis sur pied d'égalité avec le français »<sup>72</sup>. Selon lui, la langue anglaise tend « à être la langue d'usage la plus courante dans certains secteurs en raison de l'environnement anglophone du continent » et que, dans ce contexte, « il faudra des lois au Québec pour que le français s'y établisse comme langue d'usage courant tel

---

<sup>72</sup> François-Albert Angers, « Ottawa à l'heure de Moscou », *L'Action nationale*, novembre 1968, p. 286.

l'anglais en Ontario »<sup>73</sup>. Au sujet de la loi 63, son verdict est sans appel : la loi équivaut « à donner au loup le droit de dévorer l'agneau en toute liberté s'il le veut » :

Un premier ministre canadien-français du Québec vient d'accorder au Conquérant ce que celui-ci n'a jamais eu l'audace de nous imposer. Jamais dans toute notre histoire depuis la Conquête, un gouvernement de la Nouvelle-France, du Bas-Canada, du Canada ou du Québec n'a osé proclamer juridiquement des droits égaux à l'anglais et au français sur le territoire québécois. C'est ce que l'Assemblée nationale vient de décréter par la loi 63, tout en nous offrant en trompe-l'œil l'obligation pour les anglophones d'apprendre le français comme langue seconde dans leurs écoles anglaises, où la liberté de choix des parents leur laisse toute latitude d'entraîner Canadiens-Français et immigrants pour l'œuvre de l'anglicisation finale du Québec.<sup>74</sup>

Alors que la loi constitutionnelle de 1867 n'accordait à la minorité anglophone que « des privilèges très limités dans l'exercice de la vie communautaire courante », la loi 63, en octroyant des privilèges juridiques, crée « une situation de bilinguisme officiel, faisant en sorte qu'il faudra une batterie d'articles pour engendrer un équilibre où la langue française deviendra au moins prioritaire »<sup>75</sup>. Angers estime d'ailleurs que la loi 63, en lien avec l'existence juridique du libre-choix de la langue d'enseignement, mènera la population immigrante à se détourner des écoles francophones au profit des écoles anglophones qui « ouvrent toutes grandes les portes du continent nord-américain »<sup>76</sup>. Le principe du libre-choix contribuerait ainsi à renforcer le poids politique de la communauté anglophone du Québec. La loi 63, en menaçant la pérennité du fait français en Amérique, engendrerait également des tensions entre la communauté immigrante et la population francophone :

---

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 288.

<sup>74</sup> François-Albert Angers, « 210 ans après, une nouvelle capitulation de Québec? », *L'Action nationale*, février 1970, p. 524-525. À noter que René Lévesque a lui-même utilisé une figure de style semblable pour décrire la loi, disant qu'« avec le bill 63, on donne la liberté aux renards dans le poulailler de dévorer les poules une par une ».

<sup>75</sup> François-Albert Angers, « La situation de droit », *L'Action nationale*, novembre 1974, p. 209.

<sup>76</sup> *Ibid.*

Or le Québec n'est pas un « British country », mais une terre française conquise par les Britanniques. Aujourd'hui, plus que jamais après deux cents ans d'histoire, il n'y a pas d'injustice à vouloir l'intégration des Néo-Québécois à la communauté française au Québec, dans le respect de certains droits et privilèges de la minorité anglophone véritable. Et sans l'instigation constante de la communauté anglophone de Montréal, afin de conserver son privilège de pouvoir intégrer les Néo-Québécois au profit de l'anglicisation, il n'y aurait sans doute aucun problème entre les Québécois et les Néo-Québécois.<sup>77</sup>

La loi 63 instituerait donc des iniquités politiques à l'égard des francophones, en plus d'être instrumentalisée par les anglophones en regard du libre-choix de la population immigrante.

Dans cet esprit, Angers mène une campagne de front afin de mobiliser la population et la société civile contre la loi unioniste. Il est néanmoins déçu de constater le manque de courage de certains politiciens nationalistes, dont René Lévesque, lui qui s'oppose pourtant à la loi 63. Plus particulièrement, Angers critique la position de Lévesque en lui reprochant son manque de principes et son penchant pour l'électoralisme:

Nous touchons là le cœur de la position de faiblesse de René Lévesque. Une part de cette faiblesse vient du jeu politique: tendre, souvent contre toute évidence, à vouloir soutenir que tels problèmes ne peuvent être réglés que par et après la souveraineté, afin de convaincre l'opinion publique d'une nécessité absolue de la forme particulière de souveraineté qui est celle que propose le Parti Québécois. Mais la part principale va plus loin, beaucoup plus loin. Elle se situe en un point que René Lévesque n'aimera pas me voir rappeler, car il m'en a voulu aux jours qu'il était ministre de l'avoir rappelé tout en lui faisant certains compliments, un peu comme maintenant : son refus, déclaré à ce moment-là, de consentir à être un homme de principes; son mépris des principes devant son sens du relativisme des situations et des solutions à apporter aux problèmes de chaque moment en fonction des seules situations.<sup>78</sup>

Angers critique également Lévesque sur sa position réfractaire à la judiciarisation des droits linguistiques, du fait qu'un tel processus contribuerait, dans un ensemble binational, à

---

<sup>77</sup> François-Albert Angers, « Trudeau et sa justice », *L'Action nationale*, décembre 1968, p. 351.

<sup>78</sup> François-Albert Angers, « La bataille de la langue IV – Le cas René Lévesque », *L'Action nationale*, octobre 1970, p. 108.

bafoyer les droits des minorités. D'ailleurs, Lévesque est l'une des rares figures du PQ à s'opposer à une législation en matière de droits linguistiques, ce qui est perçu comme un signe de faiblesse pour certains ténors du mouvement nationaliste :

René Lévesque n'a pas pu trouver mieux que la thèse des deux injustices, une conviction qu'il y aurait injustice à franciser totalement le Québec (ce qui n'est pourtant pas incompatible avec le respect de droits minoritaires), comme il y a injustice dans un jeu qui concourt à sa défrancisation. Or, quoi qu'on dise, cela condamne d'avance le Québec à ne jamais pouvoir devenir français authentiquement, puisqu'en telle hypothèse, il faudra chercher des solutions de compromis qui harmonisent les égos des deux communautés culturelles.<sup>79</sup>

Lévesque réagit rapidement à ces critiques. Il défend notamment les droits historiques de la minorité anglophone, en insistant sur la légitimité de ses revendications et sur le fait que ce n'est pas elle qui dicte ses orientations politiques au gouvernement québécois:

Tous ces gens-là ont fait un choix dans une société qui n'avait pas les couilles de leur dire autre chose. Ils ont des droits qu'ils ont acquis. Il y a des gens qui jouent sur la notion des droits en disant: on ne reconnaît pas des droits acquis parce que ç'a été conquis. On nous ramène quasiment aussi loin que la bataille de Hastings du député de Brome. Je n'ai pas envie de remonter à la bataille de Hastings, ni à celle des Plaines d'Abraham.<sup>80</sup>

Angers « trouve ce masochisme odieux » et y voit « un manque de courage dont Lévesque reproche lui-même à tant de ses compatriotes »<sup>81</sup>. Somme toute, les critiques d'Angers illustrent la fermeté de sa position. Elles montrent également la mésentente qui divise les membres de la société civile nationaliste et les dirigeants péquistes sur des sujets sensibles.

---

<sup>79</sup> François-Albert Angers, « La bataille de la langue V – Le cas René Lévesque II », *L'Action nationale*, novembre 1970, p. 187.

<sup>80</sup> *Ibid.* La citation est tirée de la première intervention de Lévesque lors de la séance de deuxième lecture en chambre du bill 63.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 195.

Dans l'immédiat, l'action énergique des mouvements de contestation à la loi 63 a des effets évidents, l'Union nationale étant défaite aux élections de 1970. Devant le tollé ambiant, le gouvernement libéral de Robert Bourassa ne peut se permettre d'éluder la question et entreprend de revoir les termes de la loi 63. Cherchant à éviter toute dérape, Bourassa attend les conclusions de la Commission Gendron. Celle-ci présente son rapport final le 13 février 1973 et recommande que la langue française soit reconnue comme étant « la langue commune des Québécois, c'est-à-dire une langue qui, étant connue de tous, puisse servir d'instrument de communication dans les situations de contact entre francophones et non francophones »<sup>82</sup>. Elle recommande également que le français soit « la seule langue officielle du Québec » et que « le français et l'anglais soient identifiés comme étant les langues nationales de la province »<sup>83</sup>. Le gouvernement Bourassa s'inspirera des conclusions de la commission dans l'adoption, le 19 juillet 1974, de la *Loi sur la langue officielle* (loi 22). En résumé, celle-ci fait du français la langue de l'administration, des services et du travail. Elle stipule que « seuls les enfants qui peuvent faire la preuve d'une connaissance suffisante d'une autre langue peuvent être exemptés de l'obligation de recevoir leur enseignement en français ». Loin de satisfaire les membres de la société civile et la population, la loi 22 engendre un mouvement de résistance semblable à celui observé lors du dépôt de la loi 63. En fait, « les groupes nationalistes et les organisations ouvrières trouvent le projet trop timide » tandis que « les groupes ethniques et les anglophones jugent injustes les tests imposés pour autoriser l'accès à l'enseignement en anglais »<sup>84</sup>.

---

<sup>82</sup> Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec. *Rapport, Livre I : La langue de travail*, Québec, Éditeur officiel, 1972, p. 305.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 305-306.

<sup>84</sup> Jean-Claude Corbeil, *L'embaras des langues – Origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec Amérique, 2007, p. 178.

François-Albert Angers s'oppose à la loi 22 qui, même si elle endigue certaines des failles de la loi 63, dénoterait un manque de considération à l'égard de la majorité francophone. Qui plus est, la loi approfondit le fossé avec les minorités culturelles, en rapport avec les difficultés systémiques liées à leur intégration dans le régime linguistique. Elle crée des exceptions basées sur la maîtrise de la langue anglaise ce qui, évidemment, ne règle en rien le problème de l'intégration en milieu francophone. Le professeur des HEC juge que la volonté libérale – électoraliste – teinte en grande partie l'orientation de la loi 22. En proposant des avenues conciliantes pour les minorités culturelles et pour la majorité francophone, la loi engendrerait un découpage législatif des communautés linguistiques qui officialiserait, *de facto*, le principe du biculturalisme en terre québécoise :

L'astuce ou l'inconscience de la loi 22, et c'est pourquoi elle constitue une immense duperie pour les deux éléments linguistiques, c'est qu'elle pratique les deux systèmes de droit à la fois pour chacun des deux groupes (dans la même loi). Et par le fait même, elle concourt à établir définitivement au Québec, et le bilinguisme officiel et le biculturalisme communautaire [...] Jusqu'à la loi 22, en vertu de l'évolution historique de nos différentes lois constitutionnelles, le français était juridiquement la seule langue officielle au Québec. L'article 133 de *l'Acte de l'Amérique du Nord britannique* avait accordé finalement des privilèges importants sur le plan personnel, mais très limité dans l'exercice pratique de la vie communautaire courante, aux descendants des conquérants dans Québec.<sup>85</sup>

Ainsi, la loi 22 exprimerait une nouvelle fois l'incapacité chronique de la classe politique québécoise à prendre en main le destin de la collectivité francophone, de manière à assurer son épanouissement culturel par le biais d'une législation protectrice. Pour Angers, la loi « laisse le français dans le *statu quo* de langue officielle, de langue en possession d'état »<sup>86</sup>. Bourassa serait ainsi assujetti aux « revendications de la minorité anglophone réclamant un

---

<sup>85</sup> François-Albert Angers, « 210 ans après, une nouvelle capitulation de Québec », *Op. Cit.*, p. 211.

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 211-212.

statut égal pour leur langue », ce que traduirait « l'ouverture d'esprit "suicidaire" de nos gouvernements à ce niveau »<sup>87</sup>. Angers dresse d'ailleurs des parallèles entre la situation politique telle qu'elle apparaît en 1974 à celle observée à la suite de la Conquête, en s'inspirant notamment des travaux de l'historien Thomas Chapais<sup>88</sup>. Pour le professeur des HEC, la lutte à venir comporte « une signification historique » basée sur « notre responsabilité [...] d'empêcher un gouvernement d'enlever aux Québécois un caractère français que même Georges III avait reconnu »<sup>89</sup>. Le gouvernement Bourassa serait ainsi à l'origine d'une rupture dans l'histoire politique de la province, car « depuis 1774, le gouvernement du Québec est celui d'un pays français, juridiquement établi comme tel, et où l'anglais ne dispose que de droits limités, tel que fixé par l'AANB »<sup>90</sup>.

Au sein du MQF, Angers mène de front une campagne de mobilisation contre la loi 22 qui rallie une large part du mouvement nationaliste. Le MQF n'est d'ailleurs pas le seul groupe à organiser une résistance contre la loi libérale. Certains, tels que le MNQ, incitent leurs membres à pratiquer une « guérilla linguistique » en représailles à la loi 22<sup>91</sup>. Le MQF s'oriente quant à lui vers une forme de militantisme plus traditionnel : dépôt d'un mémoire en commission parlementaire visant à l'abrogation de la majorité des articles de la loi; publication d'articles; interventions radiophoniques et télévisuelles; manifestations à Montréal et à Québec, etc. En somme, l'argumentaire déployé par Angers et le MQF se

---

<sup>87</sup> Mouvement national des Québécois, *L'Acte de Québec, 1774-1974*, Éditions du MNQ, 1975, p. 22.

<sup>88</sup> François-Albert Angers, « Le dossier de l'Acte de Québec », *L'Action nationale*, septembre 1974, p. 905.

<sup>89</sup> Mouvement national des Québécois, *L'Acte de Québec, 1774-1974*, *Op. Cit.*, 22.

<sup>90</sup> François-Albert Angers, « À propos du Bill 22 », *L'Action nationale*, septembre 1974, p. 928.

<sup>91</sup> Marc-André Gagnon, *Op. Cit.*, p. 168. D'ailleurs, l'utilisation du terme « guérilla » représente bien la reprise d'un certain discours anticolonialiste au sein de la nébuleuse nationaliste conservatrice.



résume à ceci : la loi 22 ne devrait comporter qu'un seul article, énonçant clairement le fait que le français est la seule langue officielle du Québec, et ce, dans tous les domaines :

Dans un pays normal, l'article 1 à lui seul aurait suffi. Dans tous les pays normaux du monde, on sait ce que parler veut dire; et ce que signifie pour une langue d'être la langue officielle du pays. On n'a qu'à s'en remettre aux tribunaux pour interpréter ensuite toute situation où un citoyen se verrait léser dans ses droits linguistiques [...] La nécessité de ces articles de loi au Québec souligne la présence perpétuée du problème créé par les artisans la Conquête et de leurs descendants devenus inconscients ou ignorants des constitutions et des lois du pays dans lequel ils vivent.<sup>92</sup>

Le MQF n'est pas la seule organisation à critiquer l'orientation des politiques linguistiques québécoises, la SSJB partageant largement ses vues. Ses membres s'exprimeront d'ailleurs dans un mémoire soumis à la Commission Gendron où l'on stipule que l'État du Québec, dans sa politique de la langue, devrait poursuivre deux grands objectifs suivants :

- 1- Conférer à la langue française le statut de langue nationale et, par une législation appropriée, en faire la véritable et seule langue officielle du Québec, afin de la rendre non seulement utile, mais indispensable et suffisante dans tous les domaines de la vie collective;
- 2- Assurer la restauration de la qualité du français parlé et écrit au Québec, afin de le conformer au français international et d'en faire l'instrument d'une civilisation dynamique et progressive.<sup>93</sup>

En procédant autrement, Bourassa trahirait sa patrie, lui qui proclame fièrement être le « premier » premier ministre à avoir fait du français la langue officielle du Québec :

Il veut annuler l'accusation de trahison que nous avons formulée contre lui en affirmant qu'il est au contraire le premier ministre à avoir reconnu la langue du conquérant. Nous parlons de droits que ni Londres, ni la Confédération canadienne n'avaient jamais osé proclamer, préférant laisser la question vague

---

<sup>92</sup> François-Albert Angers, « La situation de droit », *L'Action nationale*, novembre 1974, p. 215 .

<sup>93</sup> Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, *Mémoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal déposé dans le cadre de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec*, dans François-Albert Angers, *Les droits du français au Québec*, *Op. Cit.*, p. 97. Le mémoire fut corédigé par Angers, Yvon Groulx, Ronald Laviolette, Émile Bessette, Michel Brochu, Pierre-Paul Rioux et Gérard Turcotte.

que de soulever l'hostilité du Québec [...] M. Bourassa ment quand il essaie de faire avaler au Québec sa loi truquée. Mais laissons-le mentir, car son mensonge constitue une admission de la validité de nos réclamations.<sup>94</sup>

En somme, les critiques d'Angers et des militants nationalistes auront des échos certains au sein de la population. Comme on le sait, le gouvernement Bourassa sera délogé du pouvoir aux élections provinciales de 1976, une partie de l'électorat anglophone et allophone lui ayant tourné le dos par mécontentement et l'électorat francophone ayant massivement voté en faveur du PQ. Toutefois, le départ des libéraux ne signifie pas pour autant la fin des querelles linguistiques, le dossier étant au centre des débats à la fin de la décennie 1970.

### **6.2.3 La Charte de la langue française : un marqueur référentiel historique**

L'élection du PQ en novembre 1976 apparaît comme un soulagement pour le mouvement nationaliste à la suite des politiques linguistiques désastreuses des gouvernements unioniste et libéral. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement Lévesque entend rectifier la situation et c'est dans cet état d'esprit qu'est mandaté le député Camille Laurin afin de corriger le tir. Ministre d'État au Développement culturel, Laurin possède une vision influencée par sa formation de psychiatre, mais aussi par son nationalisme ancré dans une interprétation historique de la condition culturelle québécoise<sup>95</sup>. Il ne se gêne d'ailleurs pas pour affirmer publiquement que la loi qu'il souhaite mettre en place priorisera la collectivité d'origine canadienne-française qui, juge-t-il, a été négligée par les anciens gouvernements. Précédée par la publication du *Livre blanc sur la politique de la langue*

---

<sup>94</sup> François-Albert Angers, « Après l'État de droit, l'État de fait », *L'Action nationale*, décembre 1974, p. 296-297.

<sup>95</sup> Alexandre Klein, « Préparer la révolution psychiatrique depuis Paris : Camille Laurin et l'histoire médicale française au service de la réforme du système québécois de santé mentale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 71, numéro 3-4, hiver-printemps 2018, p. 87-110.

*française au Québec* au début de l'année 1977, la *Charte de la langue française* constitue l'une des législations les plus avant-gardistes dans l'histoire politique québécoise<sup>96</sup>. Et pourtant, sa mise sur pied fut extrêmement difficile, du fait de la résistance des minorités anglophones et allophones, mais aussi étant donné l'opposition de René Lévesque et d'une partie de *l'establishment* péquiste<sup>97</sup>. Une opposition au projet de loi de Laurin émane également de certaines instances de la société civile, notamment dans les milieux d'affaires, où l'on craint une diminution de l'activité économique liée aux restrictions linguistiques. Le journal *Le Devoir*, dirigé par Claude Ryan, s'oppose lui aussi au projet de Camille Laurin, craignant les effets négatifs que celui-ci pourrait avoir sur la minorité anglophone à long terme<sup>98</sup>. Après une tournée d'information à travers la province au printemps, le projet de loi est finalement présenté en Chambre au début de l'été. Après de longs et houleux débats opposant les députés péquistes aux députés libéraux et unionistes, le projet est finalement adopté le 26 août 1977 par l'Assemblée nationale. En résumé, la *Charte de la langue française* fait du français la langue officielle de l'État et des tribunaux au Québec, mais aussi la langue normale et habituelle au travail, dans l'enseignement, dans les communications, dans le commerce et dans les affaires<sup>99</sup>. Elle limite également l'accès aux écoles primaires et secondaires anglaises aux enfants dont le père ou la mère a reçu un enseignement primaire en anglais au Québec<sup>100</sup>. Enfin, la loi officialise le principe de

---

<sup>96</sup> Guy Rocher, « La politique et la loi linguistique du Québec en 1977 », dans Michel Plourde (dir.), *Le Français au Québec*, Montréal, Fides, 2000, p. 273-284.

<sup>97</sup> Jean-Charles Panneton, *Le gouvernement Lévesque (Tome 2) : Du temps des réformes au référendum de 1980*, Op. Cit., p. 56-60.

<sup>98</sup> Pierre Pagé, *Claude Ryan. Un éditorialiste dans le débat social*, Montréal, Fides, 2012, p. 227-233.

<sup>99</sup> André Bernard, « Les répercussions sociales et politiques de la loi 101 », dans Michel Plourde (dir.), *Le Français au Québec*, Montréal, Fides, 2000, p. 292-298.

<sup>100</sup> Martin Pâquet et Marcel Martel, *Langue et politique au Canada et au Québec: une synthèse historique*, Op. Cit., p. 146. La loi 101 débouche également sur une entente entre les États fédéral et québécois en matière de sélection des immigrants, dite entente Couture-Cullen.

l'unilinguisme français dans l'affichage commercial. La *Charte de la langue française* est ainsi une « solution globale au problème du statut du français au Québec, ainsi que l'expression d'une volonté soucieuse du bien commun sur l'ensemble du territoire »<sup>101</sup>. Selon les historiens Martin Pâquet et Marcel Martel, elle s'inscrit « dans le mouvement universel de revalorisation des cultures nationales qui confère à chaque peuple l'obligation d'apporter une contribution particulière à la communauté internationale »<sup>102</sup>. En somme, la charte vient « clore » le débat linguistique en vigueur depuis plus d'une décennie et constitue un « prélude à l'indépendance politique à venir »<sup>103</sup>.

Dans les milieux nationalistes, les réactions à l'égard de la loi 101 sont généralement positives. La SSJB de Montréal, le MQF et la Ligue d'action nationale sont enthousiastes quant aux retombées tangibles que cette mesure législative aura dans le futur pour les francophones du Québec. François-Albert Angers se montre lui aussi favorable au projet de loi de Camille Laurin, qui « vient annuler les horribles lois précédemment votées »<sup>104</sup>. Le professeur des HEC s'estime « enchanté » par le caractère historique de la loi, qui s'inscrit dans le fil évolutif de la culture francophone et qui vise à protéger celle-ci afin d'en permettre l'épanouissement en terre d'Amérique<sup>105</sup>. Plus encore, la loi 101 représenterait « le plus grand moment de notre histoire depuis la fondation de Québec » car après « 217 ans d'occupation, d'asservissement et d'infériorisation du fait français, le peuple québécois

---

<sup>101</sup> *Ibid.*

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 144.

<sup>103</sup> Guy Bouthillier, *À armes égales : combat pour le Québec français*, Québec, Septentrion, 1994, p. 122.

<sup>104</sup> François-Albert Angers, « La loi 101, un grand moment de notre histoire », *L'Action nationale*, octobre 1977, p. 98.

<sup>105</sup> *Ibid.*

a réussi à reconquérir le contrôle de son identité culturelle »<sup>106</sup>. L'adoption de la loi 101 symboliserait la victoire des francophones contre les influences anglophones en vigueur depuis la Conquête de 1760 :

C'est là le résultat d'une lutte incessante de plus de deux siècles, au cours de laquelle notre peuple, tout petit et complètement séparé de sa mère patrie, a eu à affronter des obstacles qui paraissaient insurmontables: défaite militaire aux mains d'une des nations les plus puissantes au monde, rébellion écrasée dans le feu, le sang et les terreurs de la potence, domination coloniale et subordination parfois quasi inévitable d'une partie de ce qu'on appelait l'élite aguichée par la tentation du succès personnel à collaborer avec une majorité étrangère dans des institutions d'apparence démocratique, etc.<sup>107</sup>

Par le biais de la loi 101, l'État québécois venait légitimer l'identité nationale franco-québécoise par le biais d'une « forteresse juridique » qui la protégera des contingences de sa situation minoritaire en Amérique du Nord<sup>108</sup>. À la suite de son adoption, Angers et le mouvement nationaliste pouvaient enfin crier victoire après plusieurs années de militantisme. S'adressant au nom du MQF, Angers estime que l'organisation a accompli sa mission consistant à faire renverser la loi 22 :

Le MQF peut dire qu'il a mené à bonne fin son premier objectif d'obtenir la proclamation d'un Québec où la seule langue officielle de travail est le français; et où l'enseignement en anglais n'existera que pour les véritables anglophones. Le MQF se réunira prochainement pour définir les nouvelles tâches à assumer, s'il y a lieu, dans la situation créée par le vote d'une loi qui consacre l'essentiel de nos aspirations, celles du peuple québécois.<sup>109</sup>

Ainsi, avec la mise en application de la loi 101, les milieux nationalistes ont réussi leur projet d'assurer la reconnaissance des droits linguistiques des francophones du Québec.

---

<sup>106</sup> *Ibid.* Il est intéressant de noter que cette réflexion d'Angers est semblable à celles formulées par le père de la loi 101, Camille Laurin. À voir dans : Camille Laurin, *Le français, langue du Québec*, Montréal, Éditions du Jour, 1977, p. 31-33.

<sup>107</sup> François-Albert Angers, « La loi 101, un grand moment de notre histoire », *Op. Cit.*, p. 99-100.

<sup>108</sup> *Ibid.*

<sup>109</sup> *Ibid.*, p. 101.

En attendant l'indépendance politique, la protection juridique de la langue française assurait la perpétuation d'une culture francophone originale en Amérique. Quant à Angers, celui-ci a articulé un discours relativement novateur, s'éloignant des thèmes traditionnels du nationalisme canadien-français afin d'embrasser un argumentaire centré sur les nécessités immédiates de la condition culturelle québécoise. C'est d'ailleurs en grande partie par le biais de son engagement dans le dossier linguistique qu'il en viendra à représenter, pour certains spécialistes, un intellectuel plutôt moderniste<sup>110</sup>. Voilà donc un penseur conservateur qui aura su, malgré l'air du temps, s'adapter aux contingences du débat public.

### **6.3 Penser l'économie de l'indépendance**

Au tournant des années 1970, aucun spécialiste n'a encore tenté de mettre en relief le profil économique d'un Québec indépendant, notamment dû au fait que les économistes séparatistes sont encore rares à cette époque. Voyant là l'une des grandes faiblesses du mouvement indépendantiste, Angers s'attelle à mettre sur pied une première synthèse en faveur de cette option afin de rallier les nationalistes hésitants. Déployant un argumentaire ancré dans le conservatisme économique, le professeur des HEC cherche à démonter la thèse du système économique fédéraliste hérité de l'AANB de 1867. Critiquant les théories économiques classiques, Angers propose des alternatives issues de modèles théoriques contemporains afin de montrer le potentiel économique des petites nations et leur viabilité dans les grands ensembles géopolitiques. Novatrice, cette étude publiée dans *L'Action nationale* aura des échos dans les hautes sphères du mouvement nationaliste.

---

<sup>110</sup> Marc-André Gagnon, *Op. Cit.*

### **6.3.1 Les finances d'un Québec libre : talon d'Achille du mouvement indépendantiste**

L'économie constitue sans contredit le talon d'Achille historique du mouvement indépendantiste québécois. Si les indépendantistes ont toujours su articuler un discours percutant sur des thèmes liés à la politique ou aux dossiers socioculturels, il en va tout autrement en ce qui a trait à l'économie. Et pour cause, avant les années 1970, aucun expert n'a tenté d'évaluer la vitalité économique d'un Québec indépendant. Cela s'explique par les difficultés logistiques qu'engendre la production d'une telle étude, mais aussi parce que les partis politiques eux-mêmes ne présentent pas encore un intérêt soutenu pour les questions liées à la planification économique<sup>111</sup>. Le fait que l'option indépendantiste demeure une voie politique marginale, jusqu'à la fondation du PQ, explique en partie pourquoi les ténors de ce mouvement n'ont pas cru bon de se pencher sur cette question, et ce, même au sein des instances dirigeantes du Rassemblement pour l'indépendance nationale et du Ralliement national<sup>112</sup>. Toutefois, le thème de l'économie a certainement trouvé une oreille attentive chez les économistes et politiciens fédéralistes, au point d'en devenir le fer de lance de leur contre-discours. À leurs yeux, l'indépendance du Québec engendrerait la destruction des structures économiques de la province, la fuite des capitaux et mènerait ses habitants à avoir un niveau de vie comparable à celui du Tier-Monde. Ce discours alarmiste, forgé à la fin des années 1960, persiste jusqu'à nos jours, les politiciens

---

<sup>111</sup> Michel Sarra-Bournet, « Un fédéralisme rentable? Les premières études des flux financiers entre le Québec et Ottawa », communication prononcée dans le cadre de la journée d'étude « Histoire de la pensée fédéraliste contemporaine au Québec : émergence, déploiement et essoufflement (1960-aujourd'hui) » tenue à l'Université du Québec à Montréal le 1<sup>er</sup> novembre 2018. Le professeur Stéphane Savard nous a donné accès à une version non complète du texte de M. Sarra-Bournet, décédé en février 2019.

<sup>112</sup> Claude Cardinal, *Une histoire du RIN*, Montréal, VLB, 2015, p. 182.

fédéralistes ne se gênant pas pour mettre de l'avant l'épouvantail économique chaque fois que l'option indépendantiste reprend de la vigueur dans les sondages<sup>113</sup>.

Même le PQ, fondé en 1968, mettra quelques années avant d'avoir un programme économique structuré. À la fin des années 1960, le programme péquiste s'articule autour d'une reprise en main générale des grands leviers de développement par les francophones<sup>114</sup>. Bien qu'il puisse compter sur l'apport de plusieurs conseillers, dont Jacques Parizeau dès 1969, le PQ sera régulièrement la cible d'attaques de politiciens et d'intellectuels dénonçant son manque de réalisme<sup>115</sup>. Évidemment, le contexte politique de l'époque rend difficile la réalisation d'une étude systémique, coûteuse en temps et en argent. Faut-il d'ailleurs rappeler que le PQ, lors des élections de 1970, ne parvient pas à faire élire un nombre suffisant de députés lui permettant d'être reconnu comme parti officiel à l'Assemblée nationale et de bénéficier d'un montant forfaitaire alloué par l'État pour ses dépenses en recherche. Et pourtant, avec la popularité croissante de l'option indépendantiste, plusieurs associations de la société civile nationaliste aimeraient avoir l'heure juste sur les finances hypothétiques d'un Québec indépendant. Toutefois, il n'est pas évident en dehors des cadres politiques traditionnels de trouver des spécialistes volontaires à effectuer ce genre de travail. Au lendemain de la Crise d'octobre, il peut d'ailleurs être risqué d'être associé publiquement au mouvement indépendantiste. Dans ce contexte, il est donc difficile d'avoir un portrait juste de la situation.

---

<sup>113</sup> Alexandre Millette, *Dette publique, notation financière et nationalisme: le cas de la province de Québec de 1970 à 2012*, mémoire de maîtrise (science politique), Université de Sherbrooke, 2014, 108 p.

<sup>114</sup> Parti québécois, *Le programme du Parti québécois présenté par René Lévesque*, Montréal, Les Éditions du Jour, 1970, 89 p.

<sup>115</sup> Gilles Lesage, « Le budget du PQ vu par Bourassa », *La Presse*, 13 octobre 1973, p. A1. Robert Bourassa dira notamment du budget de l'An 1 du PQ qu'il s'agit du « créditisme pour intellectuel ».



Or, au début des années 1970, des membres de la Ligue d'action nationale et de la SSJB de Montréal font pression sur Angers afin de savoir s'il serait intéressé à mettre sur pied un tel projet d'étude. Incertain de pouvoir rassembler une équipe compétente et volontaire à mener ce projet à terme, ce dernier réfléchit plusieurs semaines avant de donner sa réponse. Entretemps, il approche certains collaborateurs de l'Institut d'économie appliquée des HEC – des jeunes chercheurs surtout – afin de tester leur intérêt, sans grand succès. Devant composer avec un maigre financement et un effectif très réduit, il réalise que s'il accepte, il devra effectuer par lui-même l'étude en question. Il finit néanmoins par se laisser convaincre par son collègue Gérard Turcotte, qui met de l'avant deux arguments de poids: premièrement, Angers possède une expertise de pointe sur l'économie des systèmes fédéraux; et deuxièmement, étant en fin de carrière, il possède une liberté intellectuelle qui le protège contre d'éventuelles menaces de mise à pied<sup>116</sup>. À force d'insister, Turcotte finit par convaincre Angers de se lancer.

À la suite de son acceptation, Angers travaille périodiquement sur ce chantier de recherche, de la fin de l'année 1971 au début de l'année 1973. Vu les maigres ressources qui lui sont allouées par les organisations concernées, il ne peut évidemment pas réaliser une étude de grande précision portant sur tous les aspects de la vie économique québécoise post-indépendance. Au fil de ses recherches, il décide de porter son attention sur la réfutation des thèses alarmistes des économistes fédéralistes ainsi que sur la définition d'un modèle de développement adapté au cadre québécois. Après plusieurs dizaines de soirées passées à éplucher des études, Angers s'estime prêt à mettre sur papier le fruit de ses

---

<sup>116</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0034, « lettre de Gérard Turcotte à François-Albert Angers », 3 novembre 1972.

réflexions. C'est via *L'Action nationale* qu'il publie une demi-douzaine de textes qui seront diffusés entre 1973 et 1974. Ces textes se divisent thématiquement et portent sur des aspects précis, soit: 1- une critique globale de la théorie classique du fédéralisme économique canadien; 2- les finances générales d'un Québec indépendant; 3- le coopératisme comme voie de développement dans un Québec indépendant. Ces thématiques sont au cœur de l'analyse visant à déconstruire le mythe selon lequel Québec a tout intérêt à demeurer dans le Canada et à tourner le dos à une indépendance dont il ne pourrait assumer le coût. Ce faisant, Angers devenait le premier économiste à publier une étude globale sur les finances d'un Québec indépendant, démontrant son engagement pour la cause.

### **6.3.2 La théorie économique « retardataire » du fédéralisme canadien**

L'une des motivations d'Angers à démontrer la viabilité d'un Québec indépendant est son aversion envers le discours pessimiste des économistes fédéralistes qui affirment que le Québec ne pourrait survivre en dehors de la fédération canadienne<sup>117</sup>. Il faut dire que certains intervenants exagèrent les risques advenant la souveraineté du Québec, qui apparaissait comme une voie de non-retour vers l'appauvrissement de la province<sup>118</sup>. Angers y voit là un discours au service du *statu quo*, éloigné des standards de la science économique :

Certains de nos économistes ont prétendu que le Québec ne pouvait pas se séparer de la Confédération sans voir baisser son niveau de vie de 50 %. Et ce chiffre effarant, qui n'a jamais été autrement prouvé qu'affirmé, sur une impression et une évaluation dont je saisis d'ailleurs très bien la perspective, toute théorique, est bien de nature à donner froid dans le dos à bien des gens. Nous, Québécois, qui n'avons pas su, malgré bien des objurgations en ce sens, être les héros de « l'achat chez nous » même s'il fallait pour cela payer quelques sous ou quelques dollars de plus, donc réduire peut-être de 5 à 15 %

---

<sup>117</sup> Les cible de choix d'Angers durant la décennie 1970 sont Maurice Lamontagne et Robert Bourassa.

<sup>118</sup> Fulgence Charpentier, « Le monde des affaires et les Canadiens français », *Le Nouvelliste*, 1<sup>er</sup> octobre 1971, p. 6; « Le manifeste du PQ : erreurs et mensonges selon Trudeau », *La Presse*, 12 septembre 1972, p. A1; « Lamontagne répète : l'indépendance nous mènerait au fascisme », *Le Devoir*, 24 avril 1964, p. 1.

notre niveau de vie pour un temps (et je ne critique pas, je constate, car il y a plusieurs dimensions à ce problème).<sup>119</sup>

Le manque d'études sur les finances d'un Québec souverain constitue ainsi un problème central du point de vue de la crédibilité de l'option indépendantiste, ce qui n'aide en rien à convaincre une population encore réticente à se positionner sur la question nationale. Et pourtant, Angers estime qu'il est irresponsable pour une collectivité de ne prendre en considération que les aspects financiers dans l'entreprise d'accession à la souveraineté:

Quand on dit « il faut en payer le prix », on sous-entend que cela nous coûte cher de vouloir l'indépendance, comme si elle était bien peu désirée, en contrepartie de certains biens matériels qui pourraient devenir plus coûteux. Or tel n'est pas le problème. Le problème se situe au point de considérer quelle place prend dans l'échelle de valeurs des Québécois, la liberté de vivre selon leur culture propre, sous un gouvernement qui sera leur et qui poursuivra des politiques conformes à l'épanouissement de cette culture.<sup>120</sup>

En cela, il s'éloigne des positions traditionnelles retrouvées dans les milieux militants, où « l'idée dominante était qu'il nous fallait plus d'autonomie, parce qu'un peuple ne peut pas sans périr, confier la direction et l'administration des choses culturelles et sociales à une majorité étrangère », mais où « il était généralement accepté que l'indépendance devait autant que possible être évitée à cause de son coût économique »<sup>121</sup>. Afin de clarifier la situation, Angers procède d'abord à une analyse centrée sur la critique du libéralisme économique et de son application dans le cadre confédératif canadien.

Comme l'ont démontré certains historiens, l'idéologie libérale se trouve au cœur du projet canadien et imprègne la pensée politique et économique de ses élites, depuis au moins

---

<sup>119</sup> François-Albert Angers, « Le Québec acculé à l'indépendance », *L'Action nationale*, septembre 1973, p. 18.

<sup>120</sup> François-Albert Angers, « La thèse fédéraliste », *L'Action nationale*, novembre 1973, p. 198.

<sup>121</sup> François-Albert Angers, « Économie et souveraineté-association », *L'Action nationale*, mars 1979, p. 538.

la Confédération de 1867<sup>122</sup>. Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, le libéralisme économique occupe également une place de choix dans les plans de développement de l'État canadien, plusieurs haut-fonctionnaires étant des partisans de cette théorie centrale dans la science économique moderne<sup>123</sup>. En résumé, la théorie libérale, surnommée « fédéraliste » par Angers, suggère que le développement d'un ensemble géographique donné (Canada) dépend en grande partie des interrelations entre ses composantes (provinces). Ces interrelations – ou interdépendances – se structurent autour d'un marché commun libre d'accès, qui facilite la redistribution des richesses (d'un point de vue étatique) ainsi que la mobilité des acteurs économiques en fonction des besoins du marché, et qui assure une croissance continue de l'activité économique nationale<sup>124</sup>. Il s'agit d'une pensée capitaliste, héritée de la tradition anglo-saxonne du 19<sup>e</sup> siècle, où prime la concurrence entre les agents économiques qui, par sa nature même, privilégie l'individualisme au détriment de la pensée communautariste. Du fait de l'influence des agents économiques individuels, la pensée libérale s'inscrit dans une économie de marché, qui elle-même est opposée à une économie planifiée où les grandes orientations sont dictées par l'État. Enfin, la pensée libérale oriente la mission de l'État central, où celui-ci intervient de manière ordonnée, mais limitée, dans l'économie afin d'en stimuler la croissance, sans toutefois outrepasser les prérogatives des agents économiques<sup>125</sup>. Pour Angers, le pouvoir d'attraction de la pensée libérale vient de sa globalité et de sa simplicité :

---

<sup>122</sup> Ian McKay, « The Liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History », *Canadian Historical Review*, vol. 81, no. 4, 2000, p. 230-259.

<sup>123</sup> Gilles Dostaler et Frédéric Hanin, « Keynes et le keynésianisme au Canada et au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, no. 2, 2005, p. 153-154.

<sup>124</sup> François-Albert Angers, « La thèse fédéraliste », *Op. Cit.*, p. 198-202.

<sup>125</sup> Cela s'observe notamment via les actions de la Banque du Canada, qui s'occupe, entre autres, de gérer les taux d'inflation, de contrôler les politiques monétaires et de superviser les investissements de l'État canadien.

D'où vient donc la force de cette thèse? Ce pouvoir de conviction qu'elle parait avoir auprès, non seulement des partisans intéressés du régime confédératif, mais d'un grand nombre d'économistes et d'autres gens sérieux? Elle vient de ce qu'elle dérive d'une grande théorie générale, dont tous ceux qui ont étudié la science économique ont été systématiquement pénétrés depuis deux siècles. Elle est devenue un évangile pour tant d'économistes, qu'elle leur sert automatiquement à expliquer toute situation concrète.<sup>126</sup>

Concrètement, les partisans du fédéralisme vantent les avantages d'un grand ensemble géographique possédant de nombreux champs d'activités répartis en régions distinctes, mais interconnectées. Par le biais d'un marché national commun en constante expansion, le Canada serait une force économique qui doit sa puissance à sa spécialisation régionale du travail, identifiée comme étant le principal facteur de prospérité et de haut niveau de vie de sa population<sup>127</sup>. Cette puissance résiderait dans les interrelations provinciales, qui constituent une « forteresse étanche » aux crises économiques ou aux périodes d'instabilité internationales<sup>128</sup>. À mesure que se développe l'intégration régionale des provinces, celles-ci en viennent naturellement à développer une interdépendance qui, à terme, doit faciliter leurs échanges et favoriser leur croissance. Historiquement, ce dessein particulier trouverait ses origines dans la mise sur pied de l'AANB de 1867, les Pères de la Confédération ayant cherché à travers la création du pays à coaliser économiquement les provinces afin de pallier la défaveur des États-Unis et de la Grande-Bretagne. Entre la fin du 19<sup>e</sup> siècle et la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, l'intégration des provinces a d'ailleurs contribué à doter le Canada d'une autonomie économique, notamment du point de vue du

---

<sup>126</sup> François-Albert Angers, « La thèse fédéraliste », *Op. Cit.*, p. 192.

<sup>127</sup> Jérôme Choquette, « Le choc des idées », *Le Devoir*, 22 avril 1970, p. 2. Choquette est notamment ministre de la Justice dans le cabinet de Robert Bourassa et a également été ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives.

<sup>128</sup> Jean-Luc Pépin, « Pour favoriser le développement régional, il faut préserver le marché commun national », *Le Devoir*, 10 novembre 1971, p. 5. Notons que Pépin est ministre fédéral de l'Industrie et du commerce au sein du gouvernement Trudeau.

développement de ses marchés intérieurs et extérieurs. Au regard de la croissance sans précédent que connaît le pays durant la période des Trente Glorieuses, rares sont les spécialistes prêts à remettre en question le bien-fondé de la thèse libérale.

Or, avant la décennie 1970, ce sont surtout les indépendantistes québécois qui critiquent la structure de ce système, sans toutefois proposer une alternative viable en contrepartie<sup>129</sup>. Même des économistes proches du PQ, tels que Jacques Parizeau, n'osent pas encore énoncer une alternative susceptible de remplacer le modèle existant<sup>130</sup>. Ce fait n'est d'ailleurs pas étranger au modèle d'indépendance prôné par les ténors péquistes, centrés sur la souveraineté-association, qui vise à préserver le marché commun canadien au lendemain de la proclamation d'une indépendance politique<sup>131</sup>. Durant la décennie 1970, bon nombre de spécialistes affirment d'ailleurs qu'un Québec souverain ne saurait survivre économiquement en contexte nord-américain. Se basant sur les préceptes du libéralisme, des économistes tels que Robert Bourassa et Maurice Lamontagne mettent de l'avant plusieurs arguments visant à frapper l'imaginaire de la population. Ainsi, le Québec serait trop pauvre pour être indépendant, du fait de sa structure économique peu diversifiée et trop axée sur le secteur primaire<sup>132</sup>. Couplé à ces problèmes structuraux, le Québec ne pourrait pas non plus compter sur une population active suffisamment nombreuse afin d'assurer le

---

<sup>129</sup> Yvan Lamonde, *La modernité au Québec. Tome II : la victoire différée du présent sur le passé (1939-1965)*, Op. Cit., p. 252-256.

<sup>130</sup> Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau tome 2 : Le baron (1970-1985)*, Montréal, Québec Amérique, 2001, p. 80-81.

<sup>131</sup> *Ibid.*, p. 89.

<sup>132</sup> Les économistes de l'époque estimaient que la structure industrielle du Québec, bien que diversifiée, était fortement axée sur l'industrie légère. Comme le souligne Pierre Fréchette, « par comparaison avec le secteur manufacturier ontarien, celui du Québec reposait davantage sur des secteurs faisant appel à la main-d'œuvre qu'à la machinerie, ce qui le rendait plus vulnérable à la concurrence internationale. La forte présence de ces industries dans l'économie québécoise faisait aussi en sorte que celle-ci était relativement peu productive. Ainsi, la productivité moyenne du secteur manufacturier québécois, telle que mesurée par la valeur ajoutée par travailleur à la production, était de 19 624 \$ en 1975 comparativement à 22 231 \$ pour le Canada, soit un écart de 13 % ». Pierre Fréchette, *L'économie du Québec*, Montréal, Éditions HRW, 1979, p. 308.

bon roulement de l'économie nationale<sup>133</sup>. Malgré une population dépassant les six millions d'individus en 1971, certains spécialistes ne conçoivent pas comment une si petite collectivité pourrait survivre dans un ensemble aussi vaste que l'Amérique du Nord, un continent anglophone<sup>134</sup>. L'idée que le Québec pourrait trouver sa place dans le marché économique nord-américain en évoluant hors du cadre canadien paraît saugrenue, du fait de la compétitivité entre les acteurs concernés et des différences entre les collectivités anglophones et francophones du point de vue de la culture des affaires<sup>135</sup>. Cette vision infantilissante suggère qu'une fois la souveraineté du Québec proclamée, à la fois les marchés américains, canadiens, mais aussi européens lui fermeront leurs portes. De possibles réouvertures seront envisageables, mais après des années de négociations durant lesquelles le peuple québécois verrait son niveau de vie chuter de manière vertigineuse<sup>136</sup>. La structure politique canadienne apparaît ainsi comme la voie d'accès privilégiée aux marchés internationaux. D'un point de vue géographique, la sécession du Québec entraînerait également des difficultés considérables. Les provinces de l'est et de l'ouest seraient obligées de transiger avec une entité autonome qui, étant donné sa position, compromettrait l'efficiencia du marché commun canadien dorénavant couper en deux. L'indépendance du Québec constitue donc une barrière au développement des provinces canadiennes et une menace globale à l'économie du pays. Pour les tenants du fédéralisme, le *statu quo* relève d'un choix judicieux, contrairement à la voie du séparatisme utopique.

---

<sup>133</sup> Claude Lemelin, « Selon Robert Bourassa, il faut articuler l'économie québécoise », *Le Devoir*, 11 octobre 1967, p. 3.

<sup>134</sup> Michel Brunet, « Victime de l'accélération de l'histoire Trudeau deviendra-t-il le fossoyeur du Canada », *Le Devoir*, 30 décembre 1970, p. A6. Dans cet article, Brunet démonte la thèse trudeauiste selon laquelle le Québec ne posséderait pas une population suffisante grande pour devenir souverain.

<sup>135</sup> Claude Ryan, « Éditorial : le premier budget du PQ », *Le Devoir*, 10 octobre 1973, p. 4.

<sup>136</sup> *Ibid.*

Or, dans ses articles sur l'économie d'un Québec souverain, Angers procède à une critique des arguments des élites fédéralistes dans leur entreprise de « délégitimation » de l'option indépendantiste. Il estime que la province est vouée, à plus ou moins long terme, à connaître une décroissance économique si les structures nationales dans lesquelles elle évolue ne sont pas revues. Cela s'explique parce que « les jeux économiques sont arrangés en fonction des données de la géographie et des politiques amorcées sous l'Union et continuées sous la Confédération » et qu'incidemment, les paramètres économiques en vigueur à la fin du 20<sup>e</sup> siècle sont très différents de ceux observés lors de la mise sur pied de l'AANB en 1867<sup>137</sup>. Pour l'économiste, l'idée reçue selon laquelle la prospérité du Québec serait assurée au sein de la structure canadienne est une fausseté visant à masquer ses inégalités chroniques :

Le Québec n'est pas économiquement prospère dans la fédération. On peut prétendre qu'il ne le serait pas plus en dehors; mais les ressources dont il dispose et l'exemple de ce que peuvent faire d'autres pays avec moins forment une base pour que cette affirmation soit mise en doute. En tel cas, ce serait la présence même du Québec dans ce grand ensemble qu'est le Canada qui sanctionnerait sa décadence; alors qu'en étant libre, il retrouverait une chance de faire mieux, à l'instar d'autres pays libres d'aménager leurs ressources sans d'autres soucis que celui de leur intérêt propre. En ce cas, ce qui rend l'indépendance nécessaire, c'est le souci économique [...] En définitive, c'est l'avenir économique du Québec qui nous accule, au point où en sont rendues les choses économiques au Canada, à faire l'indépendance au plus vite.<sup>138</sup>

Le Québec, proportionnellement parlant, serait donc moins prospère que les autres provinces en raison des contraintes politiques liées à l'accession au marché commun national. La province francophone ne serait pas la bienvenue dans le concert économique canadien, comme en témoigneraient les politiques subventionnaires, fiscales et

---

<sup>137</sup> François-Albert Angers, « Le Québec est acculé à l'indépendance », *L'Action nationale*, septembre 1973, p. 19.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 20-21.



régionalistes du gouvernement canadien. Pour Angers, « un peuple comme celui du Québec ne peut être à l'aise dans une fédération ou dans un marché commun que s'il y est bienvenu, qu'il est libre d'en sortir ou d'y rester, et que par la suite il peut compter sur une collaboration intéressée des autres membres » alors que dans les faits, « nous sommes loin d'une telle situation, où nous sommes obligées d'affronter une politique fédérale qui met des bâtons dans les roues de toute tentative de politique économique proprement québécoise »<sup>139</sup>. La distance entre le discours et la pratique illustre cette singularité, « d'où la liaison qui s'établit entre développement économique et indépendance politique »<sup>140</sup>. Angers critique d'ailleurs le premier ministre Bourassa, qui affirme que le Québec est très prospère et qu'il connaît l'un des plus hauts niveaux de vie du monde grâce à son appartenance à un « grand Canada dont il serait désastreux de se séparer »<sup>141</sup>. Selon lui, le discours de Bourassa illustre le penchant qu'ont les fédéralistes à argumenter de manière fallacieuse :

Généralement, la démonstration ne va pas plus loin, sauf à donner quelques détails sur les interrelations qui existent entre l'économie du Québec et l'économie canadienne. Que signifie alors la quête des 100,000 emplois, que M. Bourassa et ses amis diront n'être que conjoncturelle, mais qui est le signe de déficiences structurelles sérieuses sur le plan de l'économie québécoise, sur le plan de l'activité manufacturière, et sur le plan politique?<sup>142</sup>

Cette distance observée entre la théorie et la réalité s'observerait aussi du point de vue de l'intégration régionale des provinces dans le marché commun canadien. Pour le professeur des HEC, l'importance que l'on accordait autrefois aux interrelations

---

<sup>139</sup> François-Albert Angers, « Si nous avions de vrais gouvernements », *L'Action nationale*, novembre 1973, p. 111.

<sup>140</sup> *Ibid.*

<sup>141</sup> Robert Bourassa cité dans « L'organisation du désordre », *Le Devoir*, 13 mai 1972, p. 4.

<sup>142</sup> François-Albert Angers, « La thèse fédéraliste », *Op. Cit.*, p. 189. Durant la campagne électorale de 1970, Robert Bourassa promettait notamment de créer 100 000 emplois dans la province de Québec s'il était élu, et ce, afin de « relancer l'économie ».

économiques ne constitue plus, à l'ère de la mondialisation et de l'ouverture des frontières, un motif suffisant pour justifier l'appartenance du Québec à la fédération. L'argument selon lequel un Québec indépendant perdrait accès au marché commun canadien représente une preuve supplémentaire du discours infantilisant des fédéralistes :

Quant à l'argument des interrelations entre les économies québécoise et canadienne, qui nous riveraient au char confédératif d'une façon irréversible, il est d'une lamentable faiblesse. Aucun pays au monde n'assure sa prospérité sans établir des relations avec des régions extérieures à ses frontières. La Belgique, par exemple, reste, depuis ses origines, attachée à son indépendance, qu'elle a recherchée de préférence à l'inclusion dans les empires où elle s'était autrefois trouvée enclavée, quoique son PNB repose pour 40 % sur des interrelations avec des pays étrangers. Le Canada lui-même dépend pour 20 % de son PNB, de ses relations économiques internationales. La nécessité de ces interrelations, et à haute dose, n'empêche nullement ces pays, ni tous les autres pays, de vouloir rester séparés.<sup>143</sup>

Partisan d'un désenclavement des relations économiques québécoises, Angers estime qu'il serait préférable que le Québec ouvre ses horizons à l'extérieur du cadre fédéral, où le potentiel de croissance des échanges internationaux paraît sans limites. L'idée-réflexe de vouloir préserver à tout prix l'intégrité du marché commun canadien dénoterait ainsi la volonté centralisatrice des élites politiques à contrôler le flux économique du commerce interprovincial. Au vu de la variabilité des champs d'activités des provinces, Angers croit plutôt que celles-ci ont intérêt à se tourner vers les marchés internationaux afin de capitaliser sur leur force de production. Étant donné la répartition des ressources selon les territoires, « il y a avantage économique pour tous à ce que chacun se consacre aux exploitations les plus productives sur son territoire, et échange avec d'autres pays des surplus afin de s'assurer d'une meilleure posture du point de vue productivité »<sup>144</sup>. La

---

<sup>143</sup> *Ibid.*, p.190.

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 193.

volonté des fédéralistes de maintenir une structure commune engendrerait ainsi des difficultés d'ordre socioéconomiques se manifestant par un déséquilibre des richesses :

Dans le cadre du Canada, ce système de pensée constitue le fondement de toute la thèse fédéraliste. Le Canada étant un territoire plus vaste que le Québec doit être par définition un ensemble où il y aura plus de prospérité pour tous que si on le tronçonne en pays distincts, parce que l'absence de frontières politiques et d'entraves aux relations économiques y permet (en théorie) la meilleure allocation des ressources. Si certaines régions se développent moins intensément que d'autres, c'est tout simplement (en théorie, toujours!) que leurs ressources y sont moins avantageusement exploitables que celles d'autres parties du Canada. Toute tentative pour bloquer ce processus « normal » abaissera fatalement (en théorie, nécessairement!) le niveau de vie du Canada en général, et tout particulièrement celui des régions dites « défavorisées ». <sup>145</sup>

C'est à partir de cette théorie que bon nombre d'intervenants concluent que le Québec n'aurait pas les ressources pour être un pays prospère, puisque « ce serait la fédération qui nous permettrait de participer à un niveau de vie garanti par notre présence à la table commune » <sup>146</sup>. Angers estime que le Québec se retrouve enclavé dans la structure du système économique canadien, surtout en regard de son importante croissance économique amorcée au sortir de la Seconde Guerre mondiale. C'est que, dans une perspective fédéraliste, « une province plus développée, avec sa grande ville ou son noyau urbain développé, finit par constituer une barrière à l'entrée du développement économique dans les autres provinces de la même fédération » <sup>147</sup>. En telle hypothèse, « la fédération peut devenir en elle-même un obstacle au développement de ces provinces qui tirent de l'arrière et risquent, en y restant, d'être retardées davantage » <sup>148</sup>. Selon Angers, la théorie du

---

<sup>145</sup> *Ibid.*, p. 201.

<sup>146</sup> *Ibid.*, p. 190.

<sup>147</sup> *Ibid.*

<sup>148</sup> François-Albert Angers, « Les démentis de l'expérience vécue du fédéralisme canadien », *L'Action nationale*, décembre 1973, p. 271.

développement économique au Canada ne semble régie que par l'expérience passée, sans égard aux réalités socioéconomiques et géographiques des grands ensembles nationaux :

Le Québec se trouve à cheval sur les domaines des théories des relations économiques internationales et des théories du régionalisme. D'une part, il est une région du Canada dans un espace non international, régi par un super-gouvernement; mais d'autre part, il est habité en grande majorité par un peuple qui a des prétentions nationales et fait intervenir ainsi, dans la discussion des problèmes économiques, des données qui ne sont pas purement économiques. Il se trouve qu'à l'intérieur même du territoire québécois, par le double jeu des firmes plurinationales et des intérêts financiers canadiens, les 80 % au moins de l'économie tombent sous le contrôle d'intérêts anglophones, alors que 80 % de la population est francophone. En vertu de ce double plurinationalisme, le problème du développement économique du Québec n'est donc pas posé uniquement en termes de régionalisation du développement, mais d'une façon très singulière en termes de nationalisation (non pas au sens étatique, mais au sens culturel) du développement.<sup>149</sup>

Tous ces éléments réunis mènent Angers à affirmer que le système économique canadien, d'inspiration anglo-saxonne, libérale et keynésienne, en vient naturellement à s'opposer aux besoins économiques de la nation québécoise. Globalement, le Québec se trouve à être un simple acteur dans le marché canadien et ne peut planifier sa croissance, ses relations extérieures et le type d'économie qu'il souhaiterait mettre en place. Si la nature même du système économique canadien mène Angers à croire que l'indépendance est nécessaire, ce positionnement est renforcé aux vues des possibilités qu'offrirait une souveraineté complète en regard des données statistiques du début des années 1970.

### ***6.3.3 Portrait économique d'un Québec indépendant***

La seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle représente une période de croissance économique extraordinaire pour le Québec. Entre 1961 et 1995, le PIB de la province s'est notamment

---

<sup>149</sup> François-Albert Angers, *La coopération, de la réalité à la théorie économique, I. Le monde vivant de la coopération*, Op. Cit., p. 182-183.

vu multiplié par 20, passant de 15 000 000 000 \$ à près de 180 000 000 000 \$<sup>150</sup>. Les statistiques démontrent également que durant cette période, le solde des échanges commerciaux avec des pays et des provinces canadiennes représente près de 50 % du PIB national, illustrant l'importance du commerce extérieur dans les finances du Québec. On note également qu'entre 1976 et 1996, le nombre de Québécois sur le marché du travail augmente pratiquement du tiers (1,3 % annuellement en moyenne), tandis que le revenu moyen des ménages s'accroît de 23 % durant la même période<sup>151</sup>. La prospérité des Québécois se traduit notamment par la hausse du niveau de vie, qui est démontrée par la baisse des dépenses en biens non durables et en biens semi-durables (16,1 % et 5,9 % respectivement en 1995 comparativement à 23,3 % et 8,6 % en 1961) et la hausse des dépenses en biens durables de 7,5 % en 1981 et de 9,0 % en 1995)<sup>152</sup>. La croissance économique du Québec durant cette période est d'ailleurs l'une des plus rapides en Amérique du Nord, dépassant la majorité des provinces canadiennes<sup>153</sup>. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer ce phénomène, dont les investissements du gouvernement québécois dans de jeunes entreprises locales et régionales par le biais des sociétés d'État (Caisse de dépôt, Société de financement, etc.)<sup>154</sup>. Également, le lancement de plusieurs grands projets d'envergure (Expo 67, Jeux olympiques de 1976, barrages hydroélectriques du Nord québécois, etc.) stimule le marché du travail qui, malgré l'incertitude économique caractéristique de la fin des Trente Glorieuses, permet au Québec de maintenir un rythme

---

<sup>150</sup> Henri-Claude Joseph, « L'économie du Québec en ce dernier quart de siècle : un survol », *Revue trimestrielle l'écostat*, mars 1997, p. 9.

<sup>151</sup> Gouvernement du Québec, *Données sociales du Québec (édition 2005)*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 2005, p. 162.

<sup>152</sup> Henri-Claude Joseph, *Op. Cit.*, p. 10.

<sup>153</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1986, p. 429-442.

<sup>154</sup> *Ibid.*

de croissance important au tournant de la décennie 1970. Dans ce contexte, la région métropolitaine de Montréal accapare une bonne part des retombées financières, mais la majorité des régions du Québec connaissent également une période faste, faisant en sorte que la province dans son ensemble profite du contexte de manne économique. Les réformes issues de la Révolution tranquille semblent ainsi porter fruit, démontrant la justesse des prévisions et des orientations prises par les élites politiques au début de la décennie 1960.

Angers, qui est bien au fait des travaux de recherche réalisés au cœur de l'Institut d'économie appliquée des HEC, est conscient que ces paramètres constituent en soi des arguments de poids en faveur de l'option de l'indépendance. D'ailleurs, il estime que la croissance économique sans-précédent que connaît le Québec depuis 1945 est avant tout redevable des politiques québécoises et du contexte international favorable, les politiques économiques fédérales étant perçues peu influentes dans ce processus de développement accéléré – du moins dans le cadre québécois. Afin d'approfondir l'analyse des données disponibles, il décide de procéder à un inventaire systémique qui permettrait d'avoir un portrait global de la situation financière du Québec, notamment en lien avec le poids économique de chacune des régions, les revenus engendrés par les industries opérant dans les principaux champs d'activités de la province, mais aussi avec les revenus engendrés par le commerce extérieur. Pour ce faire, Angers procède selon une méthodologie précise, l'étude du milieu, qui fonctionne en combinant des données statistiques d'une région spécifique (revenus d'entreprise, potentiel d'exploitation des ressources, champs de spécialisation, population active, etc.) et en observant leur rendement sur une période donnée. Ce faisant, il est possible d'obtenir le portrait économique d'une région et, en combinant ces données, d'obtenir un résultat global des finances de la province. Cette

technique fut d'ailleurs utilisée par Minville au début de la décennie 1940 afin d'évaluer la santé économique de la province au lendemain de la Crise des années 1930<sup>155</sup>. Du fait du stade embryonnaire de la science économique de l'époque, cette tâche avait d'ailleurs accaparé de nombreuses années de recherche à Minville et ses collègues. Néanmoins, vu l'évolution de la science économique québécoise et l'expertise gouvernementale dans le domaine, une grande majorité des données nécessaires à Angers sont déjà accessibles au public. C'est via l'Institut d'économie appliquée et les bureaux de statistiques du gouvernement du Québec et du Canada que le professeur des HEC réussit à réunir la documentation nécessaire pour son étude<sup>156</sup>. Après quelques mois, Angers en vient à réaliser tout le potentiel économique de la province (existant ou inexploité) qui, finalement, viendra le conforter dans ses convictions indépendantistes.

Étant publiée dans *L'Action nationale*, l'analyse d'Angers se doit d'être intelligible au plus grand nombre de lecteurs et c'est pourquoi les textes qu'il produit se révèlent courts, synthétiques et denses. Globalement, le professeur des HEC brosse un portrait prometteur de la situation économique québécoise qui, au début des années 1970, semble être dans une phase de croissance continue. Cela s'observe du point de vue de la vitalité des régions étudiées qui, dans l'ensemble, montrent une bonne santé financière. Dans ses notes manuscrites, Angers souligne entre autres une hausse marquée des investissements publics dans le secteur des services (finances, assurances, services immobiliers) dans des régions comme l'Estrie, Lanaudière, les Laurentides, la Côte-Nord et les grands centres comme Montréal, Québec et Laval<sup>157</sup>. Le secteur public (santé, éducation, loisirs) connaît lui aussi

---

<sup>155</sup> Esdras Minville, *Notre milieu : aperçu général sur la province de Québec*, Montréal, Fides, 1942, 484 p.

<sup>156</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), « Dossier concernant l'Institut d'économie appliquée », boîte, P027/Z,0033.

<sup>157</sup> *Ibid.*

une croissance au tournant des années 1970, grâce à l'expansion de l'administration gouvernementale qui engendre des investissements colossaux et l'embauche de dizaine de milliers de fonctionnaires un peu partout dans la province, mais principalement dans les grands centres urbains<sup>158</sup>. Ce fait dénote l'importance croissante du secteur tertiaire dans l'économie québécoise, puisque la part de l'emploi dans les services tourne autour de 60 % au début de la décennie 1970<sup>159</sup>. Cette progression s'effectue néanmoins aux dépens du secteur primaire, dont la part décroît d'environ 8 % en 1970, et du secteur secondaire, dont la part décroît d'environ 32 %. Le secteur secondaire est également un axe important de l'économie québécoise durant cette période, propulsé par le développement d'industries de pointe telles que l'aéronautique et les moteurs d'avions, l'hydroélectricité, la pharmaceutique, les pâtes et papiers et l'agroalimentaire. Le secteur primaire, même s'il est en décroissance, constitue encore à l'époque un maillon important de l'économie (aluminium, cuivre, or et produits chimiques). En somme, les économies régionales du Québec apparaissent fortes et spécialisées.

La force économique du Québec s'observe également dans les statistiques liées au commerce extérieur. Au début des années 1970, près de 50 % du PIB de la province est tiré de ses exportations à l'international, un pourcentage qui devance de loin celui associé aux exportations interprovinciales (20 %)<sup>160</sup>. Pour Angers, les « interrelations libres entre pays libres suffisent à éliminer les effets négatifs de la petitesse en termes d'espace politique » et illustrent l'impertinence de la thèse fédéraliste en matière de protectionnisme des marchés intérieurs<sup>161</sup>. Les retombées financières liées au commerce international étant deux fois et

---

<sup>158</sup> *Ibid.*

<sup>159</sup> *Ibid.*

<sup>160</sup> *Ibid.*

<sup>161</sup> François-Albert Angers, « La thèse fédéraliste », *Op. Cit.*, p. 194.



demie supérieures à celles du commerce interprovincial, la thèse de l'incapacité du Québec à trouver sa place dans l'économie internationale devient ainsi rapidement caduque.

D'autres données viennent renforcer la thèse de l'autonomie économique du Québec. Par exemple, Angers note la croissance impressionnante de la population instruite, un phénomène lié à la réforme Parent des années 1960. Possédant désormais un grand bassin de jeunes travailleurs hautement qualifiés (diplômes universitaires ou collégiaux), le Québec a rattrapé en quelques années son retard historique en éducation<sup>162</sup>. Ce fait n'est d'ailleurs pas étranger à l'accroissement de la richesse de la population, le PIB par habitant étant de 28 707 \$ en 1970 alors que celui de l'Ontario, la province la plus riche du Canada, est de 31 445 \$<sup>163</sup>. Le PIB par habitant du Québec a ainsi connu une croissance de 10 % en quatre ans, puisqu'il se situait à 26 863 \$ en 1966, ce qui constitue une hausse significative. Couplées au faible taux de chômage observé au début de la décennie 1970, qui oscille entre 5 et 7 %, ces statistiques donnent une certaine idée du contexte socioéconomique favorable au Québec et des moyens économiques de sa jeune population, dotée d'un pouvoir d'achat sans-précédent<sup>164</sup>. La province possède d'ailleurs une dette publique n'accaparant que 12 % de son PIB, un pourcentage bien moindre qu'aux États-Unis ou en France<sup>165</sup>. Enfin, le Québec des années 1970 voit également émerger un véritable *Québec Inc.*, une nouvelle génération d'entrepreneurs québécois qui représentent un poids significatif dans la balance

---

<sup>162</sup> HEC, P027, « Dossier concernant l'institut d'économie appliquée », *Op. Cit.* Néanmoins, on se souviendra qu'Angers craignait de voir une hausse trop marquée de la population instruite une décennie auparavant!

<sup>163</sup> Pierre Fortin, « La Révolution tranquille et l'économie : où étions-nous, qu'avons-nous accompli, que nous reste-t-il à faire? », Texte de la conférence présentée dans la série « La Révolution tranquille, 50 ans d'héritages » à la Grande Bibliothèque, Montréal, 11 mai 2010.

<sup>164</sup> Henri-Claude Joseph, *Op. Cit.*, p. 12-13.

<sup>165</sup> *Ibid.*, p. 9-10.

économique de la province<sup>166</sup>. Ceux-ci contribuent à la mise sur pied de milliers de PME réparties sur l'ensemble de la province. Des entrepreneurs tels que Pierre Péladeau (Québecor), Jean Coutu (pharmacies) et Rolland Jeanneau (Metro) fondent quant à eux de grandes entreprises qui constitueront les fleurons économiques du Québec moderne et qui marqueront la libération psychologique des Québécois « en tant qu'agents économiques de rangs inférieurs »<sup>167</sup>. En l'espace d'un demi-siècle, la distance parcourue est fulgurante.

### *Une croissance économique à nuancer : les défis de l'avenir*

Malgré ces faits positifs, certains indicateurs inquiètent Angers au plus haut point. Entre autres, le phénomène de décroissance industrielle semble bel et bien s'accélérer durant la décennie 1970, comme en témoigne la baisse du nombre d'établissements manufacturiers, du nombre d'ouvriers ou du poids financier de ce secteur dans l'économie du Québec<sup>168</sup>. Les grandes compagnies privilégiant la délocalisation outre-mer afin d'épargner sur les coûts de production engendrent le déclin du secteur industriel québécois. En lien avec cette problématique, certains spécialistes pointent du doigt « la présence d'industries à croissance lente qui jouent un rôle excessif dans la structure économique » de la province, ce qui a pour effet d'empirer le phénomène de décroissance industrielle<sup>169</sup>. Un autre élément préoccupant réside dans le problème historique des monopoles, dont celui des grands capitaux américains dans certaines sphères d'opérations (secteurs primaires et secondaires). Au regard de la structure économique nord-américaine, capitaliste, il est

---

<sup>166</sup> Germain Hébert, « Les multiplicateurs d'emploi de l'économie québécoise », *Revue statistique du Québec*, Bureau de la statistique du Québec, mars 1974, p. 16-20.

<sup>167</sup> François-Albert Angers, « Le fédéralisme canadien : une théorie non seulement par les faits, mais théoriquement retardataire », *L'Action nationale*, mars 1974, p. 530-532.

<sup>168</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Op. Cit.*, p. 478.

<sup>169</sup> Robert D. Hirsch, *Les origines et la nature des déséquilibres régionaux du Québec*, Québec, Conseil d'orientation économique du Québec, 1967, p. 3-4.

difficile pour le Québec d'affronter les *trusts*, toujours à l'œuvre dans des secteurs tels que les mines et les industries manufacturières, mais aussi dans le commerce de détail.

D'un point de vue systémique, Angers estime également qu'il est nécessaire que les régions approfondissent les liens qui les unissent, afin de mettre sur pied un « authentique marché commun québécois »<sup>170</sup>. Des régions comme le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie ou l'Abitibi-Témiscamingue se retrouvent, au début des années 1970, comme des enclaves éloignées des pôles économiques et font face à des défis plus difficiles du fait de leur isolement<sup>171</sup>. En favorisant l'intégration régionale, le Québec serait en mesure de faciliter les échanges sur son territoire et de répartir équitablement la croissance selon les régions concernées. D'ailleurs, le professeur des HEC juge qu'il serait à propos que les régions possèdent éventuellement des ordres de gouvernement décentralisés, afin de favoriser la prise de décisions au niveau local ainsi que pour accroître l'autonomie régionale dans l'administration économique. Le gouvernement du Québec devra éviter, dans l'éventualité de l'indépendance, de recréer le contexte de centralisation opéré par le gouvernement canadien. À ce point de vue, la France paraît être pour Angers un exemple éclairant :

La France est divisée en régions dotées, jusqu'à un certain degré, de leur propre gouvernement pour le développement économique. Dans chacune de ces régions, il y a un Conseil Exécutif composé des députés et sénateurs de la région, et une Assemblée composée de représentants des diverses institutions régionales émanant du milieu. En somme, on a pris conscience, qu'une politique régionale peut se concevoir, mais non se réaliser d'en haut, du moins dans l'état actuel de nos économies très centralisées. Si aujourd'hui, la politique de développement d'un pays ne peut plus être qu'une politique de développement régional bien intégrée, à fortiori est-il évident qu'un territoire fédéralisé, qui prendra généralement les dimensions d'un continent, ne peut

---

<sup>170</sup> François-Albert Angers, *La coopération, de la réalité à la théorie économique, I. Le monde vivant de la coopération*, Op. Cit., p. 183-187.

<sup>171</sup> Robert D. Hirsch, Op. Cit., p. 23-25.

être économiquement valide, efficace, « rentable », que si la politique économique y est fortement décentralisée, régionalisée.<sup>172</sup>

En misant sur une approche foncièrement régionaliste et en privilégiant la gestion concertée des agents économiques locaux, l'économie du Québec ne pourra que mieux se porter.

Dans ses analyses, Angers en vient également à souligner le rôle que pourrait jouer le coopératisme dans l'organisation économique nationale. Quatre décennies après ses premiers écrits sur le sujet, le professeur des HEC pense toujours que ce système permettrait au Québec de s'affranchir de certaines des problématiques structurelles qui persistent à la fin de 20<sup>e</sup> siècle (monopoles financiers, capitaux étrangers dans l'économie, etc.). C'est principalement par le biais de sa synthèse sur le coopératisme qu'il émet le souhait que ce mode d'organisation prenne une place fondamentale dans l'économie québécoise. De cette façon, Angers maintient certains fondements intellectuels du traditionalisme, qu'il harmonise aux réalités socioéconomiques post-Révolution tranquille. Il se réfère d'ailleurs au coopératisme comme étant une branche de « l'économie sociale » ou de « l'économie solidaire », terme populaire dans les années 1970 et qui recoupe une panoplie d'organisations privées axées sur les besoins collectifs et la conciliation entre les activités économiques et l'équité sociale<sup>173</sup>. Depuis ses balbutiements au début du 20<sup>e</sup> siècle, le coopératisme a d'ailleurs connu une croissance significative dans le champ de l'économie québécoise. Au début des années 1970, on retrouve des coopératives dans des domaines variés tels que les assurances, l'habitation, l'agriculture, les banques, la production, la distribution, la consommation, les services funéraires et l'exploitation forestière, entre

---

<sup>172</sup> François-Albert Angers, « Le fédéralisme canadien : une théorie non seulement par les faits, mais théoriquement retardataire », *Op. Cit.*, p. 535.

<sup>173</sup> François-Albert Angers, *La coopération, de la réalité à la théorie économique, I. Le monde vivant de la coopération*, *Op. Cit.*, p. 209.

autres. Au tournant de la décennie 1970, ce sont environ une centaine de nouvelles coopératives qui voient le jour annuellement au Québec, ce qui démontre l'intérêt des entrepreneurs francophones envers cette formule<sup>174</sup>.

Les raisons pour lesquelles Angers privilégie le système coopératiste demeurent les mêmes depuis sa jeunesse, soit une volonté « d'humaniser » l'économie et la tourner vers des idéaux collectifs. Délaissant les références à la Doctrine sociale de l'Église, il juge que le coopératisme demeure la voie privilégiée pour remédier aux injustices du capitalisme ainsi qu'aux graves défaillances du socialisme telles qu'observées dans les pays d'Europe de l'Est. Réaliste en regard des chances de renverser le système capitaliste au profit du coopératisme, Angers privilégie un juste équilibre entre ces deux types d'entreprises au sein de la nébuleuse économique québécoise. À la longue, il espère que la conscience sociale des coopérateurs en viendra à se généraliser, du fait de ses avantages évidents :

L'avantage de la formule coopérative, qui vise aussi, prise extérieurement, à un type d'organisation ou de contrôle du marché, c'est qu'elle en appelle à un intérêt économique des consommateurs pour leur propre avantage, à un élément de concurrence essentiellement aussi loyal et souvent plus loyal que les méthodes vraiment ou prétendument loyales du commerce capitaliste. En somme et pour résumer, la formule est irrésistible et incontestable : qui contrôle les marchés contrôle l'économie.<sup>175</sup>

Selon lui, il est primordial que le coopératisme québécois, s'il veut se constituer en force économique, s'articule autour d'une collaboration plurielle entre les coopérateurs de tous horizons. Ce faisant, les Québécois pourraient s'organiser autour d'un marché commun national, élément central qui permettrait à la province de s'extirper du carcan capitaliste :

---

<sup>174</sup> Benoît Lévesque et Martin Petitclerc, « L'économie sociale au Québec à travers les crises structurelles et les grandes transformations (1850-2008) », *Les générations et l'économie sociale*, vol. 39, no. 2, 2008, p. 14-37.

<sup>175</sup> François-Albert Angers, *La coopération, de la réalité à la théorie économique, I. Le monde vivant de la coopération*, Op. Cit., p. 202.

Où est donc alors la véritable vertu de la coopération, qui serait de nature à permettre de réaliser au Québec pour les Québécois ce que les structures capitalistes ne peuvent pas réussir? Elle est dans le fait qu'un mouvement coopératif bien structuré trouve sa force, non pas dans sa puissance financière, qui peut cependant devenir un appoint précieux, mais dans sa capacité de contrôler l'autre pôle de la vie économique, sans quoi la finance elle-même est sans objet : le marché! Cela veut dire qu'un système coopératif puissant, et forcément populaire, est finalement plus puissant que toute puissance financière. Cela veut dire aussi qu'un mouvement coopératif n'a cette force et cette valeur que s'il est d'abord appuyé sur un vaste réseau de coopératives de consommation, autour duquel toutes les autres formes de coopérations prennent leur place pour donner encore plus de puissance à l'ensemble.<sup>176</sup>

Un réseau structuré de coopératives à travers le Québec assurerait « la capacité de l'ancrage coopératif dans le marché et stimulerait le développement industriel québécois »<sup>177</sup>. À court et moyen terme, cela permettrait d'engendrer « une plus grande production au Québec des produits consommés localement, à partir d'une transformation complète des ressources du Québec pour les besoins locaux » ce qui, à long terme, assurera un « contrôle final des principaux éléments de l'économie québécoise par les Québécois eux-mêmes »<sup>178</sup>.

Pour Angers, un changement paradigmatique des structures économiques n'est pas impossible. De ce fait, l'économiste évoque les exemples de certains pays européens qui, dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, ont réorienté leurs structures vers des modèles d'économie sociale. Il cite notamment le cas de la Suède, qui constitue un « exemple de l'accélération du mouvement dans l'histoire et de sa capacité, à partir d'un certain moment, d'arriver à des résultats foudroyants en peu de temps ». Il souligne que la Suède « avait connu ce qu'on peut appeler des vagissements coopératifs au cours du 19<sup>e</sup> siècle », mais que c'est à la suite d'une prise de conscience nationale au tournant des années 1950 qu'un

---

<sup>176</sup> *Ibid.*, p. 199-200.

<sup>177</sup> *Ibid.*

<sup>178</sup> *Ibid.*, p. 219.

grand nombre d'entrepreneurs suédois se sont tournés vers ce modèle « avec un succès retentissant »<sup>179</sup>. La clé du succès de l'entreprise de conversion du système économique québécois réside ainsi dans la volonté des politiciens et des entrepreneurs à prendre le virage qui s'impose, comme la Suède qui est, après tout, « un pays semblable au Québec »<sup>180</sup>.

Ainsi, à la vue des statistiques disponibles, Angers conclut qu'il est temps de donner à « ce pays du Québec un gouvernement capable d'appliquer sans restriction les politiques nécessaires pour réaliser le plein emploi et le plein développement des ressources du territoire québécois »<sup>181</sup>. C'est d'ailleurs cette volonté qui l'incite à s'éloigner de la thèse des États associés du PQ, car « la souveraineté-association, avec ses avantages à court terme, risque d'avoir un désavantage à long terme : celui d'ancrer dans la mentalité populaire l'idée que le Québec ne peut pas se passer du Canada et aspirer à la vraie souveraineté »<sup>182</sup>.

À première vue, il est difficile d'évaluer l'impact qu'a eu la publication de l'étude d'Angers. D'emblée, celle-ci soulève un enthousiasme certain dans les organisations nationalistes, où l'on félicite l'auteur pour la justesse de ses analyses et son audace à démentir les opposants au projet d'indépendance. Toutefois, peu de sources nous renseignent sur les retombées que l'étude a pu avoir au sein du monde politique. La correspondance échangée entre Jacques Parizeau et Angers nous montre que ceux-ci discutent abondamment des statistiques sur les données financières du Québec. Selon toute vraisemblance, Parizeau aurait d'ailleurs repris certaines des conclusions de l'étude d'Angers dans son fameux *Budget de l'an I*<sup>183</sup>. Publiée quelques mois avant la parution du

---

<sup>179</sup> *Ibid.*, p. 218-219.

<sup>180</sup> *Ibid.*

<sup>181</sup> François-Albert Angers, « Le Québec est acculé à l'indépendance », *Op. Cit.*, p. 20.

<sup>182</sup> François-Albert Angers, « Économie et souveraineté-association », *L'Action nationale*, mars 1979, p. 541.

<sup>183</sup> HEC, P027, boîte P027/A1,0035, « lettre de François-Albert Angers à Jacques Parizeau », 2 février 1973; « lettre de Jacques Parizeau à François-Albert Angers », 19 février 1973. Notons toutefois que le *Budget de l'an I* fut très mal reçu lors de sa publication et que Parizeau lui-même en renia rapidement sa paternité.

budget péquiste, l'étude d'Angers a le mérite d'être la première du genre et son auteur. Quant au professeur des HEC, il est le premier économiste universitaire à prôner publiquement l'indépendance du Québec. Malgré le fait que l'étude ne propose en réalité que des orientations générales, sa publication constitue un symbole fort de l'avancée de l'indépendantisme puisque quelques années plus tôt, aucun économiste n'aurait osé prendre une telle position dans l'espace public. Le positionnement d'Angers endiguera d'ailleurs en bonne partie les craintes économiques des nationalistes de la SSJB et de la Ligue d'action nationale. Toutefois, au sein de la population générale, la peur des conséquences économiques de l'indépendance persistera encore bien des années.

#### **6.4 Cap vers l'indépendance politique ?**

Le nationalisme québécois est en profonde mutation durant la décennie 1970, au moment où l'idéal indépendantiste rallie progressivement les rangs du mouvement nationaliste. En regard des politiques du PQ et de son discours axé sur la souveraineté (association), Angers oppose un contre-discours qui illustre les défaillances de la stratégie péquiste étagée. Critique du nationalisme péquiste et de la mollesse de certaines positions de René Lévesque, le professeur des HEC voit dans la gouvernance péquiste le reflet de la mentalité électoraliste caractéristique des mouvements politiques nationalistes depuis le 19<sup>e</sup> siècle. L'échec de la stratégie péquiste se révélera à travers la défaite référendaire de 1980 et la déroute du mouvement nationaliste qui s'ensuivit, déroute qui persistera jusqu'au retour de Jacques Parizeau à la tête du PQ en 1988.

##### ***6.4.1 Urgence de l'indépendance***

Pour François-Albert Angers, la situation politique et culturelle du Québec du début des années 1970 comporte un lot de problèmes endémiques qui, selon lui, ne sauraient être



réglés que par l'indépendance. Hormis les facteurs associés à la question linguistique, à la centralisation des pouvoirs à Ottawa et au potentiel de l'économie québécoise dont nous avons traité précédemment, quatre facteurs en particulier expliquent cette position, soit la baisse d'influence du Québec dans la fédération canadienne, la baisse du taux de natalité, le problème de l'intégration des immigrants et le mouvement de sécularisation.

En premier lieu, il est vrai que l'influence politique du Québec au Canada, en vertu du poids démographique de la province, est en décroissance depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, un phénomène qui est d'ailleurs en accélération depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>184</sup>. Alors que le poids démographique de la province francophone représente 30,7 % de la population canadienne en 1901, ce pourcentage chute à 28,9 % en 1951 puis à 27,9 % en 1971<sup>185</sup>. En l'espace d'un demi-siècle, le poids du Québec glissa de près de 3 %. Pour Angers, ce phénomène représente une menace politique des plus inquiétantes, du fait que le Québec, en tant que nation co-fondatrice du Canada, avait toujours su maintenir une certaine influence politique due au poids numérique de sa population, et ce, grâce à sa croissance continue<sup>186</sup>. La chute du taux de natalité depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle se heurte d'ailleurs à la croissance des autres provinces canadiennes, un phénomène qui tire ses origines des courants migratoires qui avantagent les régions anglophones<sup>187</sup>. Devant cette réalité, Angers craint de voir les desseins assimilationnistes anglophones reprendre de la

---

<sup>184</sup> Bien que le phénomène du baby-boom ait ralenti la vitesse de décroissance du poids démographique du Québec au Canada entre les années 1945 et 1960, le poids politique du Québec a néanmoins poursuivi sa décroissance en vertu du fait que les autres provinces ont elles aussi connu une hausse des naissances durant les années d'après-guerre.

<sup>185</sup> Statistique Canada, « Recensement de 2016 », *Site web de Statistique Canada* [en ligne], <https://www.statcan.gc.ca/recensement2016>, page consultée le 21 février 2019.

<sup>186</sup> François-Albert Angers, « Montréal et son visage français », *L'Action nationale*, octobre 1971, p. 126-127.

<sup>187</sup> H. V. Nelles, *Une brève histoire du Canada*, Montréal, Fides, 2005, p. 264-265.

vigueur en réaction à l'affaiblissement politique du Québec. Dès la fin des années 1960, il discerne une accélération des politiques centralisatrices émanant d'Ottawa:

D'aucuns aiment à répéter, et Trudeau encore récemment, que le Québec doit et peut commencer par utiliser au maximum les pouvoirs dont il dispose avant d'en réclamer davantage. Mais cette thèse-là aussi retarde considérablement sur les événements. D'abord sans doute parce que les pouvoirs vraiment libres que peut exercer le Québec actuellement ont été si restreints par la politique des dernières trente années qu'il n'en est presque plus qui peuvent être utilisées efficacement sans être contrecarrées par les autres où Ottawa s'est immiscé.<sup>188</sup>

L'affaiblissement politique du Québec dans la fédération est un phénomène qui risque de s'accélérer dans les décennies à venir, jusqu'à en arriver à un « point de non-retour » au tournant du nouveau millénaire<sup>189</sup>. Les actions des mouvements sociaux et politiques n'auront ainsi plus aucune incidence au vu des données statistiques. Cette réflexion est d'ailleurs alimentée par le deuxième facteur concourant à la nécessité de l'indépendance, soit la baisse de la natalité au Québec.

Historiquement, le Québec possédait l'un des taux de fécondité les plus élevés de la planète. Ce phénomène est associé, dans la mémoire collective et l'historiographie, à la période allant de la fin du 18<sup>e</sup> siècle au début du 20<sup>e</sup> siècle, où la « revanche des berceaux » aurait assuré la survivance de la collectivité francophone et empêché toute tentative d'assimilation anglophone<sup>190</sup>. Le taux de fécondité historiquement élevé de la population francophone s'observe par le biais de la croissance de la population de la province, qui doubla en l'espace d'un demi-siècle, passant de 1 111 566 habitants en 1861

---

<sup>188</sup> François-Albert Angers, « Le temps des paroles est passé, il faut des actes M. Trudeau », *L'Action nationale*, décembre 1968, p. 338.

<sup>189</sup> François-Albert Angers, « Montréal et son visage français », *Op. Cit.*, p. 128-129.

<sup>190</sup> *Ibid.*

à 2 005 776 en 1911<sup>191</sup>. Cependant, dans les premières décennies du 20<sup>e</sup> siècle, le taux de fécondité des mères canadiennes-françaises décroît de manière importante, et ce, pour plusieurs raisons: exode rural et urbanisation massive, perte d'influence de l'Église dans les mœurs de la population, intégration des femmes dans le marché du travail, hausse du coût de la vie, développement des moyens de contraception, développement de programmes d'aide aux familles, etc.<sup>192</sup>. Le déclin du nombre de naissances s'observe également via l'évolution du taux de natalité moyen : de 38,5 pour la période 1901-1910, il décroît à 29,5 pour la période de 1941-1950 puis à 15,0 pour la période 1971-1980<sup>193</sup>. Angers est l'un des intervenants qui énonce ses craintes, du fait que la résistance historique des francophones au courant assimilationniste a toujours été basée sur leur croissance démographique:

Notre succès, il a été tout entier fondé sur une extraordinaire vitalité démographique, un extraordinaire taux de natalité qui a multiplié les 65,000 Canadiens de 1760 en 8,000,000 de descendants en 200 ans, dont la moitié se sont dispersés et en partie assimilés et l'autre moitié a constitué le Québec français. Pendant longtemps nous avons été une menace hallucinante pour notre Conquérant, qui inondait le pays d'immigrants à angliciser sans réussir à plus que de nous empêcher de reprendre du terrain pour aller vers le contrôle majoritaire de tout le Canada, que leurs analyses prévoient pour 1980. La baisse spectaculaire de notre taux de natalité au cours de ces mêmes années d'après-guerre a fait de nous une société démographiquement vieille, stabilisée et menacée de décroissance, alors que le développement économique du Canada continuera d'attirer des immigrants sur notre sol.<sup>194</sup>

---

<sup>191</sup> Institut de la statistique du Québec, « Québec et Canada, 1851-2006 », *Site web de l'Institut de statistique du Québec* [en ligne], <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/102.htm>, page consultée le 21 février 2019.

<sup>192</sup> Danielle Gauvreau et Benoît Laplante, « Baby-boom et déclin de la fécondité : l'évolution paradoxale de la fécondité durant les années 1950 au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 24, no. 1, automne 2015, p. 42-55.

<sup>193</sup> Institut de la statistique du Québec, « Naissances et taux de natalité, Québec, 1900-2017 », *Site web de l'Institut de statistique du Québec* [en ligne], <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/naissance-fecondite/401.htm>, page consultée le 11 mars 2019.

<sup>194</sup> François-Albert Angers, « Montréal et son visage français », *Op. Cit.*, p. 127-128. Il est intéressant de noter que les positions d'Angers sur la question des taux de natalité en feront une cible des militantes féministes de l'époque. Celui-ci a d'ailleurs reçu quelques lettres de militantes lui reprochant d'adopter des positions rétrogrades en la matière. À ce sujet, voir notamment : Micheline Dumont, « La culture politique durant la Révolution tranquille : l'invisibilité des femmes dans *Cité libre* et *l'Action nationale* », *Recherches féministes*, vol. 21, no. 2, 2008, p. 116.

Cette baisse de la natalité est aggravée par la faible possibilité de recrutement « d'apports nouveaux de France, à la fois parce que les Français émigrent peu, mais aussi parce que leur gouvernement est hostile à la propagande visant à inciter les Français à émigrer »<sup>195</sup>. On en arrive d'ailleurs ici au troisième facteur d'où découle la nécessité de l'indépendance, soit le problème de l'intégration des immigrants dans la société francophone.

D'emblée, précisons qu'Angers n'est pas opposé à l'immigration, qu'il n'a jamais articulé de discours xénophobe ou raciste et qu'il n'a pas non plus eu recours à des procédés populistes visant à dépeindre négativement la population immigrante. Plutôt, le professeur des HEC a articulé une critique liée au fait que le Québec ne contrôle pas entièrement ses compétences en matière de politiques d'immigration et d'intégration des nouveaux arrivants. De ce fait, avant la loi 101, peu de paramètres juridiques encadrent l'intégration des immigrants dans la société francophone. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si une majorité de nouveaux arrivants choisissent de faire instruire leurs enfants dans des écoles anglophones et de s'intégrer à la communauté anglophone, croyant ainsi s'intégrer au sein de la majorité canadienne, voire nord-américaine. Pour Angers, cette réalité débouche sur une problématique systémique, où les immigrants en viennent à représenter une menace pour la majorité francophone, qui elle-même est une minorité au sein du Canada et de l'Amérique du Nord<sup>196</sup>. Le flou juridique et politique entourant l'intégration des immigrants entraînerait également la propagation d'un discours populiste et xénophobe:

On parle à leur sujet de ce qui leur a été dit quand ils ont décidé de venir au pays. Des conditions qu'ils y ont trouvées et auxquelles ils ont choisi de s'adapter d'une façon plutôt que d'une autre. Ce sont des raisonnements qui

---

<sup>195</sup> François-Albert Angers, « Si nous avions de vrais gouvernements », *L'Action nationale*, octobre 1973, p. 105.

<sup>196</sup> François-Albert Angers, « La bataille de la langue V – Le cas René Lévesque II », *Op. Cit.*, p. 194-195.

ne mènent nulle part; et s'il fallait les prendre au sérieux, les Néo-Canadiens auraient plus de droits que les Canadiens eux-mêmes.<sup>197</sup>

Il existerait ainsi un décalage entre la volonté politique d'intégrer les nouveaux arrivants de manière civilisée au sein de la collectivité francophone et les nécessités de mettre en place des « législations pro-francophones » visant à protéger les Québécois de « l'océan anglophone »<sup>198</sup>. Il en résulte des législations en demi-mesure, qui ne satisfont aucune des parties concernées et qui entraînent des troubles liés à la coexistence entre les nouveaux arrivants et les francophones<sup>199</sup>. Pour Angers, l'indépendance entraînerait un changement de paradigme, puisque l'État québécois contrôlerait le nombre d'immigrants admis sur son territoire annuellement et pourrait offrir de meilleures conditions d'admission aux nouveaux arrivants<sup>200</sup>. L'indépendance réglerait toute confusion relative aux attentes des nouveaux arrivants, ceux-ci connaissant les caractéristiques sociales, culturelles et politiques de leur pays d'accueil, le Québec. La souveraineté politique mettrait fin aux antagonismes entre immigrants et francophones, du fait des incohérences du système d'immigration canadien et des rivalités politiques opposant les francophones aux anglophones. Ainsi, les immigrants seraient accueillis « comme il se doit, plutôt que d'être coincés dans des guerres de tranchées desquelles ils ne devraient pas avoir à se soucier »<sup>201</sup>.

Enfin, il est un dernier phénomène à considérer dans la réflexion relative à la nécessité de l'indépendance, soit celui de la sécularisation accélérée de la société québécoise. Comme bien des intellectuels de sa génération, Angers s'inquiète de la baisse

---

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> *Ibid.*, p. 196-197.

<sup>199</sup> François-Albert Angers, « La bataille de la langue VIII – La solution René Lévesque II », *L'Action nationale*, janvier 1971, p. 390.

<sup>200</sup> François-Albert Angers, « Si nous avions de vrais gouvernements », *Op. Cit.*, p. 109-110.

<sup>201</sup> François-Albert Angers, « La bataille de la langue V – Le cas René Lévesque II », *Op. Cit.*, p. 195.

d'influence de l'Église catholique au Québec depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il estime que ce phénomène est en partie redevable à l'émergence du néo-nationalisme durant la Révolution tranquille, où le Québec aurait perdu son âme catholique en se mettant à l'heure de l'Amérique du Nord<sup>202</sup>. Le néo-nationalisme aurait créé une rupture au sein du nationalisme traditionnel, où les composantes religieuse et linguistique étaient considérées comme étant consubstantielles. La religion en aurait été amenée à devenir un élément indésirable de la nouvelle référence identitaire québécoise, consacrant la rupture avec la culture historique canadienne-française<sup>203</sup>. Ainsi, cette modernisation culturelle expliquerait en partie l'accélération du processus de sécularisation dans la société québécoise. Toutefois, Angers estime que la baisse de la pratique religieuse s'explique également du fait de la porosité « des frontières politiques et culturelles » de la province au sein du Canada et de l'Amérique du Nord<sup>204</sup>. Cette porosité expliquerait en partie la raison pour laquelle la jeune génération se tourne vers « des modes spirituels » comme le mouvement hippie ou la contre-culture, issus de la Californie<sup>205</sup>. Ces modes spirituelles engendreraient « l'idéalisation du principe de révolution » contre l'ordre ancien et la « liquidation des bonnes mœurs », et plus généralement une opposition marquée contre les caractéristiques fondamentales de la pratique religieuse catholique<sup>206</sup>. La diffusion au

---

<sup>202</sup> François-Albert Angers, « L'encyclique Humanae Vitae », *L'Action nationale*, septembre 1968, p. 41-42.

<sup>203</sup> Sur le sujet, on notera notamment les deux études suivantes du sociologue Jacques Beauchemin : « Le poids de la mémoire franco-québécoise dans un Québec pluraliste », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 5, no. 2, 2002, p. 21-55; « Nationalisme québécois et crise du lien social », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 25, 1995, p. 101-123.

<sup>204</sup> Voir les textes suivants de François-Albert Angers : « L'encyclique Humanae Vitae », *L'Action nationale*, septembre 1968, p. 40-45; « Où va l'Église? », *L'Action nationale*, octobre 1968, p. 179-189.

<sup>205</sup> Ces propos sont d'ailleurs relatés dans une entrevue que donne Angers à Jean-Marc Léger à la fin de sa vie : « Entretien avec François-Albert Angers » dans Jean-Marc Léger, « Présentation du dossier François-Albert Angers, l'économiste et le combattant », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, no. 5, printemps 1996, p. 76-78. Sur l'influence de la contre-culture au Québec dans les années 1960 et 1970, on consultera l'étude suivante : Jean-Philippe Warren et Andrée Fortin, *Pratiques et discours de la contre-culture au Québec*, Québec, Septentrion, 2015, 266 p.

<sup>206</sup> « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 78.

niveau local de ces courants spirituels favoriserait également l'américanisation des esprits et constituerait un symptôme de l'assimilation du Québec à la culture de masse américaine. En établissant son indépendance politique, il y a lieu de croire que la diffusion de ces courants « pseudo-spirituels » serait en régression. Certes, la souveraineté du Québec ne raviverait peut-être pas la pratique du catholicisme, mais elle pourrait concourir à en préserver l'héritage historique. L'indépendance pourrait également limiter l'introduction de nouveaux cultes et limiter la propagation « d'idéaux farfelus » chez la jeune génération<sup>207</sup>. Enfin, l'indépendance permettrait de réaffirmer l'adhésion des francophones au catholicisme, l'élément sociologique « le plus profond de notre culture même »<sup>208</sup>.

Ainsi, l'indépendance devient pour Angers une nécessité au début des années 1970. Ce dernier sera néanmoins amené à réaliser que ses positions ne sont pas nécessairement partagées par les dirigeants du PQ. Les spectres des espérances déçues rattraperont bien vite le professeur des HEC, éternel méfiant des partis politiques « nationalistes ».

#### ***6.4.2 Angers et le PQ : de l'espérance au désespoir***

Depuis son entrée dans les milieux intellectuels à la fin des années 1930, Angers a toujours été méfiant à l'égard des partis nationalistes du Québec. Que ce soit par rapport à l'Union nationale de Maurice Duplessis ou à « l'équipe du tonnerre » libérale de Jean Lesage, Angers l'intellectuel a toujours dédaigné la politique partisane. Associé de près au régime duplessiste, le professeur des HEC fut pourtant un critique du leg du « Chef » :

En réalité, Duplessis avait la frousse. Il était loin d'être sûr, devant ces ambiguïtés, de l'appui du peuple québécois s'il osait vraiment affronter le fédéral pour vrai. Il se contentait d'exposer les principes de notre position, de dénoncer le vol de notre butin, dans l'espoir d'engendrer dans la population

---

<sup>207</sup> *Ibid.*

<sup>208</sup> François-Albert Angers, « L'heure de la foi », *L'Action nationale*, septembre 1967, p. 36.

un sentiment fort qui lui permettrait de prendre des actions qui lui seraient utiles pour ses élections. Car Duplessis pensait en termes de pouvoir.<sup>209</sup>

Plus largement, il s'inscrit dans le sillon de penseurs traditionalistes qui ont critiqué les fondements de la démocratie québécoise, peu ancrée dans la défense des intérêts nationaux :

Le malheur du Canada français depuis la Conquête, c'est qu'il n'a pas eu de vrais gouvernements pour avoir le souci de son destin. Ce souci, seuls l'ont entretenu des groupes, longtemps restreints, comme la Société Saint-Jean Baptiste, le *Devoir*, la Ligue d'action nationale... Des groupes démunis de tout pouvoir réel d'exercer une action efficace pour l'accomplissement de ce destin; et étant toujours l'objet de la haine véritable (car ils refusaient d'entrer dans le rang conformiste de la règle des deux partis) des gens en place.<sup>210</sup>

Il existerait ainsi un fossé historique entre le monde des idées et celui de la politique, l'un privilégiant des idéaux et des principes et l'autre privilégiant la perpétuation du régime en place<sup>211</sup>. Toutefois, avec l'arrivée au pouvoir des unionistes de Daniel Johnson en 1966, le vent semble tourner. Dénonçant les excès de la Révolution tranquille et prônant la politique constitutionnelle de « l'égalité ou indépendance », Johnson enthousiasme les nationalistes conservateurs déçus de la faiblesse de Lesage à l'égard d'Ottawa<sup>212</sup>. Avec la publication d'un programme politique aux accents indépendantistes et en regard des déclarations enflammées de Johnson devant les médias, bon nombre d'observateurs semblent croire que l'Union nationale est en passe de devenir séparatiste<sup>213</sup>. Malheureusement, Daniel Johnson

---

<sup>209</sup> François-Albert Angers, « L'exigence impérieuse de l'heure », *Op. Cit.*, p. 781.

<sup>210</sup> François-Albert Angers, « Si nous avions de vrais gouvernements », *Op. Cit.*, p. 100.

<sup>211</sup> L'opposition entre le monde des idées et celui de la politique est étudiée de manière approfondie par l'historien Dominique Foisy-Geoffroy. À voir dans : *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2008, p. 103-160.

<sup>212</sup> Éric Bélanger, « « Égalité ou indépendance ». L'émergence de la menace de l'indépendance politique comme stratégie constitutionnelle du Québec », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 2, no. 1, 1999, p. 117-138.

<sup>213</sup> Claude Cardinal, *Une histoire du RIN*, *Op. Cit.*, p. 235. Cardinal affirme que des négociations ont eu lieu entre les dirigeants de l'Union nationale et ceux du RIN, et ce, afin de plancher sur une possible stratégie de convergence politique qui, finalement, n'aboutit pas dû à la méfiance de Pierre Bourgault.



décéda de manière inattendue le 26 septembre 1968, victime d'une foudroyante crise cardiaque à l'âge de 53 ans. À la suite de sa mort, les ténors du parti réorientèrent leur programme afin d'en adoucir les contours. Pour Angers, ce changement de cap est symptomatique du manque de courage historique de la classe politique québécoise :

La mort de Daniel Johnson allait engendrer, à l'intérieur de l'Union nationale, une crise de conscience. Sous le règne de Jean-Jacques Bertrand se sont montrées plus évidentes les ficelles qui créent ces crises de conscience dans les partis, soit la pression silencieuse de ceux qui contrôlent les intérêts économiques, et par là les moyens financiers des gouvernements.<sup>214</sup>

Devant la déconfiture idéologique et politique de l'Union nationale – terrassée aux élections de 1970 –, le PQ devient l'alternative de choix en tant que parti nationaliste. Au début de la décennie, et malgré une publicité négative due aux actions du FLQ, le parti jouit d'une grande popularité au sein de la population et au sein de divers milieux : intellectuels, artistiques, ouvriers et syndicaux. Comptant près de 150 000 membres au milieu de la décennie, le PQ est un parti sur lequel les élites nationalistes doivent s'aligner en regard de son pouvoir d'attraction<sup>215</sup>. Angers est quant à lui prudent à l'égard du jeune parti. Faut-il rappeler qu'une certaine distance existe entre lui et René Lévesque depuis le début de la décennie 1960. Le professeur des HEC est d'ailleurs réticent à appuyer le PQ durant ses premières années d'existence, estimant que son chef joue la carte de la politique partisane de la même manière que les autres partis de la scène québécoise et « qu'il ne peut se dégager des ambiguïtés inhérentes à ce type de régime »<sup>216</sup>. En 1971, il affirme que « la tentation est grande de dire: tout le monde au Parti Québécois, puisque c'est le seul à l'heure actuelle

---

<sup>214</sup> François-Albert Angers, « L'exigence impérieuse de l'heure », *Op. Cit.*, p. 785.

<sup>215</sup> Jean-Philippe Carlos, « « Le temps des revues est peut-être passé? » : les réseaux intellectuels indépendantistes face au Parti québécois (1967-1971) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 72, no. 1, été 2018, p. 5–29.

<sup>216</sup> François-Albert Angers, « L'exigence impérieuse de l'heure », *Op. Cit.*, p. 788.

qui incarne nos aspirations nationales d'une façon un peu audacieuse »<sup>217</sup>. Angers demeure sur ses positions jusqu'aux élections de 1973, au moment où le PQ devient l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale. On assiste alors à un revirement de situation :

La montée du Parti québécois au rang d'opposition officielle à l'Assemblée nationale est un événement de retrouvailles chez les Québécois, une répudiation de cette expérience de 136 ans de démission nationale. René Lévesque devient le successeur direct de Louis-Joseph Papineau, avec la même mission de défendre les intérêts du peuple québécois et de le libérer des conséquences de la Conquête. Les Québécois viennent ainsi, après 136 ans sans leaders politiques véritables, de se donner un chef politique national. Cette formule peut néanmoins surprendre : Lafontaine, Mercier, Duplessis, Johnson, Lesage, n'ont-ils pas été des chefs politiques qui ont joué un rôle important dans la défense de nos intérêts nationaux? Ils ont joué un certain rôle... Mais justement, la naissance du Parti québécois et son progrès constituent la preuve même de leur échec.<sup>218</sup>

Cette réorientation s'explique par le fait que le PQ, jusqu'en 1974, prône un mécanisme clair d'accession à l'indépendance. Angers est également séduit par le programme économique péquiste, mis sur pied par son ancien élève Jacques Parizeau dans son *budget de l'An I*<sup>219</sup>. Néanmoins, le professeur des HEC tient des propos prophétiques au début de l'année 1974 et prévoit que le PQ se « ramollira » rapidement afin de jouer le jeu de la politique partisane et électoraliste, affirmant que « ce à quoi on peut s'attendre du système ou de la « machine » dans les prochains mois, c'est à une énorme pression, avec alternance de propos séducteurs et critiques, pour que le PQ rentre dans le rang des partis de compromis »<sup>220</sup>. C'était là des écrits précurseurs puisqu'au courant de l'année 1974, le PQ

---

<sup>217</sup> *Ibid.*

<sup>218</sup> François-Albert Angers, « Les élections du 29 octobre », *L'Action nationale*, janvier 1974, p. 386.

<sup>219</sup> Angers est l'un des rares intervenants ouvertement favorables au *Budget de l'an I*, qui fut grandement critiqué par les journalistes et les politiciens et qui fut d'ailleurs renié par Parizeau lui-même quelques semaines seulement après sa publication. À ce sujet, voir Michel Roy, « Le PQ publie son budget », *Le Devoir*, 10 octobre 1973, p. 1.

<sup>220</sup> *Ibid.*

entreprend son célèbre virage étapiste, sous la gouverne de Claude Morin. Selon Simon-Pierre Savard-Tremblay, ce virage s'explique par le fait que plusieurs acteurs clés du PQ ont la conviction que l'option indépendantiste plafonne au sein d'une population encore craintive d'appuyer cette formule<sup>221</sup>. Pour une majorité de ténors péquistes, le référendum est « devenu la condition de base à la réalisation de l'indépendance. La prise du pouvoir et la gouvernance de l'État québécois devenant des enjeux distincts de la réalisation de l'indépendance, reportant celle-ci à une consultation ultérieure »<sup>222</sup>. Pour des indépendantistes de la première heure, cette réorientation constitue une trahison<sup>223</sup>. Quant à Angers, il affirme qu'une « telle défection du PQ risque d'engendrer chez ses partisans des désespoirs et des colères dont il est difficile de dire comment ils seront évacués, mais qui se tourneront sûrement contre le parti »<sup>224</sup>. Selon plusieurs analystes, le virage étapiste aurait néanmoins permis au PQ de se porter au pouvoir lors des élections de 1976, grâce à l'adoucissement de ses revendications politiques<sup>225</sup>. Pour Angers, la stratégie étapiste apparaît injustifiée, et ce, malgré la victoire électorale éclatante du parti :

Mais de quel PQ s'est-il agi? Du PQ indépendantiste, ou du PQ promettant de s'en tenir à une bonne administration provinciale? La stratégie étapiste m'a toujours paru déficiente, même si le résultat produit empêche qu'on en conteste l'efficacité. Au départ du raisonnement, l'orientation vers cette stratégie se fondait sur l'idée que, par rapport à la proposition d'indépendance, le PQ avait atteint un plafond avec les 30 % du vote à l'élection de 1973. Or une telle perception des choses était contraire à toutes les lois de la dynamique des phénomènes: il était invraisemblable de penser en termes de plafonnement après une poussée de 9 % à 30 % en trois élections, surtout

---

<sup>221</sup> Simon-Pierre Savard-Tremblay, *Les souverainistes et l'étapisme : un changement de paradigme (1968-1980)*, mémoire de maîtrise (sociologie), Université du Québec à Montréal, novembre 2014, 110 p.

<sup>222</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>223</sup> *Ibid.*, p. 20.

<sup>224</sup> François-Albert Angers, « Les élections du 29 octobre », *Op. Cit.*, p. 399.

<sup>225</sup> Graham Fraser, *René Lévesque and the Parti Québécois in Power*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2001 (1984), p. 191.

quand aucun accommodement n'est venu d'Ottawa pour arrondir les angles des relations fédérales-provinciales.<sup>226</sup>

Le professeur des HEC estime qu'il aurait été préférable que le PQ ne s'engouffre pas dans la voie référendaire, considérée par certains intellectuels conservateurs comme étant peu démocratique, voire une menace pour les droits individuels, et propice à la prise de mauvaises décisions collectives. Plutôt, il aurait misé sur le principe de l'assemblée constituante développée lors des États généraux du Canada français :

Si nos gouvernements sont sérieux et soucieux de démocratie dans nos temps difficiles, c'est l'expérience des États généraux, élargie, perfectionnée, approfondie, que nos gouvernements devraient vouloir reprendre, afin de pouvoir écouter le peuple parler selon ce qu'il veut. Et la Constituante, demandée par les premiers États généraux, devrait être mise sur pied sans délai dans l'esprit vraiment démocratique de donner au peuple du Québec l'occasion de se donner le régime politique et constitutionnel qu'il désire.<sup>227</sup>

Le virage étapiste du PQ restera longtemps gravé dans la mémoire des militants de la première heure. Néanmoins, le dynamisme des politiques péquistes et le professionnalisme du gouvernement Lévesque parviennent à rassurer une partie de la famille indépendantiste. Bon nombre d'analystes notent la qualité du travail effectué par les membres du cabinet Lévesque, qui forment le gouvernement le plus scolarisé de l'histoire de la fédération<sup>228</sup>. Angers apprécie grandement certaines législations péquistes, dont la *Charte de la langue française*, la *Loi du zonage agricole*, la *Loi sur la protection du consommateur* et la *Loi sur le développement des entreprises québécoises dans le domaine du livre*<sup>229</sup>. Les figures de

---

<sup>226</sup> François-Albert Angers, « Les élections du 15 novembre 1976 », *L'Action nationale*, janvier 1977, p. 328.

<sup>227</sup> François-Albert Angers, « Devant cet octobre tragique », *Op. Cit.*, p. 290.

<sup>228</sup> Graham Fraser, *Op. Cit.*, p. 80-82.

<sup>229</sup> François-Albert Angers, « La montée historique vers un Québec maître de sa destinée », *L'Action nationale*, septembre 1978, p. 28-45.

Jean Garon, Camille Laurin, Denis Vaugeois, Jacques-Yvan Morin et Jacques Parizeau font rayonner le PQ grâce à leurs apports novateurs dans leur domaine d'expertise.

Malgré ces points positifs, Angers sera nettement moins enthousiaste à l'endroit du PQ en regard des fondements de son nationalisme, qui constitue l'un des irritants majeurs pour les nationalistes conservateurs. Faut-il d'ailleurs rappeler que durant la décennie 1970, René Lévesque s'applique à présenter un nationalisme qui rompt avec les fondements culturels du nationalisme traditionnel et qui s'oriente vers une optique « internationaliste, démocratique et réaliste »<sup>230</sup>. Plus encore, le nationalisme lévesquien, au cœur du projet péquiste, tend à se distancer de ses connotations ethniques relatives à l'identification à la majorité historique canadienne-française présente sur le territoire laurentien depuis l'époque de la Nouvelle-France. Or, pour l'économiste des HEC, il existe bel et bien au Québec une majorité historique, d'expression et de culture française, devant être reconnue dans la définition qu'on donne d'une nation souveraine :

Inutile de dire que dans la tradition de *L'Action nationale*, le nouveau Québec "français et pluraliste" est trop plein de l'équivoque du Québécois indifférencié. Ce qu'il s'agit de faire respecter, ce sont les droits de notre nation française d'Amérique, de retrouver la possession pleine et entière du territoire national qui lui reste de sa longue histoire de lutte pour le triomphe d'un lieu de civilisation française en Amérique. Cela ne veut pas dire que nous nions les droits des minorités ethniques, qui ne peuvent qu'être une cause d'enrichissement de notre propre culture. Mais cela veut dire que nous devons cesser d'avoir peur de parler d'une politique intelligente et humaine d'intégration de ces individus à notre culture nationale de façon que leurs membres deviennent progressivement de véritables Québécois-Canadiens-Français avec les générations. Il faut cesser de parler d'intégration et d'assimilation des minorités à notre civilisation.<sup>231</sup>

---

<sup>230</sup> Louis Balthazar, « Le nationalisme de René Lévesque », *Québec français*, no. 69, mars 1988, p. 82-83.

<sup>231</sup> François-Albert Angers, « Les dangers d'une opération référendaire mal conduite », *L'Action nationale*, octobre 1980, p. 92.

Pour Angers, il y aurait une profonde méconception des fondements de la nation aux officines du PQ, notamment lorsque ses ténors évitent consciencieusement de mentionner le terme « Canadien français » au profit de celui de « Québécois »<sup>232</sup>. Angers y voit là une récusation de toute une tradition historique liée à la culture traditionnelle canadienne-française de la part des élites péquistes. Il affirme que « dans un sursaut de fierté anticolonialiste mal dirigée, on a voulu mettre à l'index jusqu'au nom "Canadien", pour ne plus être que des "Québécois" », une pratique qui aurait correspondu à un processus général de « répudiation des valeurs que véhiculait notre histoire nationale, de construction d'un nouveau nationalisme proprement québécois qui n'aurait rien de commun avec l'ancien, dont on voulait totalement se dissocier »<sup>233</sup>. Ces écrits visent directement le PQ qui, au moment de son virage étapiste, propose un discours nationaliste qui rompt en partie avec le programme lévesquien d'*Option-Québec*, ancré dans les réalités historiques du Canada français et la reconnaissance du statut de nation des francophones du Québec. En tendant vers un électoralisme exacerbé, illustré par le virage étapiste et un discours inclusif, le PQ se serait progressivement éloigné de ses idéaux d'antan afin d'augmenter ses chances d'accéder au pouvoir. Cette stratégie aurait assuré la victoire du parti aux élections de 1976 et constituerait le *leitmotiv* de la stratégie référendaire des ténors péquistes. Pour Angers, ce repositionnement s'expliquerait du fait que les stratèges péquistes chercheraient à éviter toute association avec un nationalisme « ethnique » :

Dans cette perspective, le caractère français du Québec n'est plus qu'une question de majorité actuelle, non plus une question de droits nationaux fondamentaux, historiques, donnant droit de réclamer la latitude d'aménager le territoire en nation française de langue et de civilisation. La nouvelle situation présuppose que les autres groupes ne se distinguent de nous que par

---

<sup>232</sup> *Ibid.*

<sup>233</sup> *Ibid.*

le nombre, et constituent des communautés aussi valides que la nôtre et dont nous devons, comme majorité, respecter les particularités en renonçant aux efforts d'intégration et d'assimilation, exactement comme nous avons fait; mais nous de plein droit dans l'intérieur du Canada comme minorité. Voilà à quoi nous sommes en train de nous laisser acculer.<sup>234</sup>

Angers estime que l'orientation du nationalisme péquiste tient en partie sa source du statut de domination politique auquel est soumis le Québec dans la fédération canadienne, mais aussi de la déliquescence de la religion comme facteur de cohésion sociale et nationale. La volonté des élites politiques et intellectuelles de moderniser certains traits de la culture francophone, en privilégiant l'aspect linguistique au détriment de l'aspect religieux, aurait engendré une rupture dans le récit historique, où les Québécois auraient « perdu leurs repères »<sup>235</sup>. Pour le professeur des HEC, le nationalisme péquiste des années 1970 est symptomatique d'un colonialisme psychologique puisqu'au Québec, « la rectitude de nos raisonnements est faussée par les équivoques et les ambiguïtés d'une situation de conquête et de domination; et dans notre psychologie, un manque de maturité qui conduit à considérer normales ces équivoques ».<sup>236</sup> Cette forme particulière de nationalisme réduirait ainsi les chances du mouvement indépendantiste d'accéder à la victoire, puisqu'il liquiderait toute trace de la culture historique canadienne-française, nécessaire à sa réussite :

Certes dans l'esprit de ceux qui ont initié cette évolution des termes, cela ne changeait rien que de faire disparaître l'idée fédéraliste exécrée que charriait le mot "canadien"; et aussi la connotation "français et catholique" qui avait défini la civilisation propre des "Anciens Canadiens". Mais ils n'ont pas tenu compte que l'expression "Québécois", elle, n'avait pas d'histoire et que tout le monde allait nous engager dans une lutte de signification de ce qu'est un Québécois. Tant que nous nous disions Canadiens-Français, personne d'autre ne pouvait s'identifier à notre histoire, à nos droits, sans accepter de s'identifier à nous. Dès que nous nous sommes dit Québécois s'est amorcé la

---

<sup>234</sup> François-Albert Angers, « Les dangers d'une opération référendaire mal conduite », *Op. Cit.*, p. 93-94.

<sup>235</sup> *Ibid.*

<sup>236</sup> François-Albert Angers, « La Ligue d'action nationale et la langue française », *Op. Cit.*, p. 446.

prétention de beaucoup d'être Québécois autant que nous. Nous venions de leur offrir la chance de nous voler notre nom, mais aussi notre pays.<sup>237</sup>

Le manque de considération à l'égard de la culture canadienne-française se révélerait dans le discours péquiste, mais aussi dans sa stratégie d'accession à une « souveraineté de façade »<sup>238</sup>. Pour Angers, le concept de souveraineté-association est ancré dans des peurs anciennes liées aux conséquences économiques d'une indépendance complète du reste du Canada et traduirait un manque de confiance à l'égard de la collectivité francophone, du point de vue de ses aspirations politiques, du fait de la persistance de liens économiques, politiques et militaires avec la fédération canadienne. Cette demi-souveraineté est d'ailleurs intrinsèque au discours du chef péquiste, qui l'énonce à plusieurs reprises :

Au-delà de l'association économique de départ, fondée sur une union douanière, bien d'autres perspectives sont possibles : une communauté maritime pour gérer la navigation sur le Saint-Laurent qui débouche sur les Grands Lacs, et une interdépendance dans le domaine monétaire. Cela peut aller jusqu' à l'élimination de la citoyenneté exclusive et la création de passeports conjoints. Des arrangements sont possibles pour la défense, y compris pour notre appartenance à l'OTAN. Le Québec n'a pas de raison de cesser d'appartenir au Commonwealth s'il réussit à se différencier de la politique traditionnelle d'Ottawa. Autre exemple : plutôt que de lancer le Québec dans le développement de lignes aériennes internationales ruineuses, pourquoi ne pas pratiquer sur ces liaisons une politique commune?<sup>239</sup>

En somme, plusieurs analystes estiment que le PQ des années 1970 représente le paradoxe du destin collectif de la nation canadienne-française, aspirant à l'émancipation politique, mais incapable d'en assumer les risques<sup>240</sup>. Les conservateurs tels qu'Angers ne sont d'ailleurs pas les seuls intervenants à critiquer ouvertement le PQ car, comme le

---

<sup>237</sup> François-Albert Angers, « Les dangers d'une opération référendaire mal conduite », *Op. Cit.*, p. 93.

<sup>238</sup> *Ibid.*

<sup>239</sup> René Lévesque, *La passion du Québec*, Montréal, Québec Amérique, 1978, p. 109-110.

<sup>240</sup> Léon Dion, *Le Québec et le Canada : les voies de l'avenir*, Montréal, Éditions Québecor, 1980, p. 56.



souligne Léon Dion, plusieurs groupes et associations associés à la gauche « éprouvent beaucoup de gêne vis-à-vis du Parti québécois [...] et lui reprochent de sacrifier la doctrine au profit de l'efficacité électorale »<sup>241</sup>. Devant l'incongruité des positions péquistes, plusieurs se montrent inquiets des conséquences éventuelles d'une défaite référendaire.

#### **6.4.3 Mesure de l'échec référendaire de 1980**

Le référendum de 1980 représente une date importante dans l'histoire québécoise. Pour certains spécialistes, l'échec référendaire confirme la fin de la Révolution tranquille, dont l'aboutissement logique devait se concrétiser à travers l'accession du Québec à la souveraineté politique<sup>242</sup>. Plus largement, cet épisode marque une certaine rupture au sein de la famille indépendantiste. Le PQ étant le centre de ralliement de militants de tous horizons, l'échec référendaire provoqua un éclatement dans cet équilibre fragile, à la suite de quoi bon nombre de « purs et durs » décident de quitter le navire amiral péquiste. Pour beaucoup d'entre eux, le processus référendaire en soi était voué à l'échec avant même le vote du 20 mai 1980<sup>243</sup>, vicié par le « manque de courage politique » de la classe dirigeante, un fait observable notamment par le biais de la question référendaire<sup>244</sup>. Quelques mois avant la tenue du référendum, bon nombre de militants sont d'ailleurs inquiets de la tournure possible des événements, où une défaite de l'option du « Oui » risquerait de sceller à double tour le sort du Québec pour les décennies à venir. Angers est l'un des militants qui s'inquiètent au plus haut point de la voie empruntée par les ténors péquistes.

---

<sup>241</sup> Léon Dion, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise, 1975, p. 75.

<sup>242</sup> Gilles Labelle, « Sens et destin de la colère antithéologique au Québec », dans Alain G. Gagnon *et Al.*, *Diversité et identités au Québec et dans les régions d'Europe*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, p. 353.

<sup>243</sup> Jean-Charles Panneton, *Le gouvernement Lévesque. Tome 2 : Du temps des réformes au référendum de 1980*, Québec, Septentrion, 2017, p. 333-335.

<sup>244</sup> Gérard Bergeron, *Syndrome québécois et mal canadien*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981, p. 75. La question posée lors du référendum de 1980, longue et complexe, comportait un total de 116 mots.

En fait, dès le début de la décennie 1970, Angers prévenait ses collègues de la difficulté à faire avaliser une possible indépendance, la mécanique d'accession à la souveraineté étant considérée moins importante par rapport à la reconnaissance même de cette souveraineté par les instances canadiennes et internationales. C'est ainsi qu'il affirme, dans un article de 1971, que les indépendantistes oublient une chose majeure : « c'est qu'en droit constitutionnel comme dans les réalités politiques internationales, une indépendance proclamée n'a d'existence que quand elle est reconnue. Le "comment la proclamer" ne saurait jamais exclure le "comment la faire reconnaître" »<sup>245</sup>. Avec le virage étapistes et la préférence accordée à la méthode référendaire, Angers estime que les stratèges péquistes se tirent dans le pied. Le référendum ne constituerait donc pas le moyen démocratique idéal pour un peuple, puisqu'il serait notamment soumis à des pressions indues des acteurs politiques impliqués. L'économiste soutient qu'un processus aussi fondamental que l'accession d'un peuple à son indépendance ne devrait en aucun cas être décidé par voie référendaire, l'enjeu étant trop grave pour n'être soumis qu'à un vote de la population<sup>246</sup>. À l'évidence, donc, la méfiance d'Angers à l'égard de la souveraineté populaire ne s'est pas dissipée entièrement, de sorte que sa position par rapport à la question de la mobilisation des masses à des fins politiques reste ambiguë. Si Angers a délaissé le référent providentialiste relatif à la souveraineté politique du Québec, contrairement à plusieurs traditionalistes plus orthodoxes qui ont toujours éprouvés de forts scrupules à revendiquer clairement une indépendance nationale pour des raisons théologiques, il n'en demeure pas

---

<sup>245</sup> François-Albert Angers, « Nécessité du parti canadien-français », *L'Action nationale*, septembre 1971, p. 10. De ce point de vue, il y a d'ailleurs des parallèles à faire avec le catalan. On se souvient que la population a voté en faveur de la séparation de la Catalogne du reste de l'Espagne lors d'un référendum en 2017, mais que le résultat de celui-ci n'a pas été reconnu par l'État espagnol. Le mouvement séparatiste catalan s'est ainsi heurté à la question des modalités de reconnaissance de son indépendance, modalités qui n'ont toujours pas trouvé de solutions à l'automne 2019.

<sup>246</sup> François-Albert Angers, « Les dangers d'une opération référendaire mal conduite », *Op. Cit.*, p. 94-95.

moins que le professeur des HEC démontre une méfiance certaine à l'égard de la politique partisane et aux processus démocratiques et populaires tels que le référendum. Plutôt, Angers aurait souhaité que l'indépendance du Québec soit déclarée unilatéralement par le gouvernement Lévesque, ce gouvernement ayant selon lui, et selon plusieurs purs et durs, la légitimité politique nécessaire pour revendiquer l'indépendance du Québec sans autre consultation.

Toutefois, le chemin vers la souveraineté apparaît une réalité de moins en moins réaliste aux yeux de beaucoup de militants péquistes à l'aube de la décennie 1980, un constat que note l'ancienne directrice de cabinet de René Lévesque, Martine Tremblay. Dans un ouvrage paru en 2006 et traitant de son expérience au sein de la machine péquiste, elle affirme que « sur le fond de la question, sur la nécessité de faire la souveraineté, son bien-fondé, ses avantages concrets pour le Québec, il n'y a pas eu de véritable avancée après 1976 »<sup>247</sup>. Plusieurs facteurs expliquent le plafonnement de l'option politique de la souveraineté-association : la possibilité d'avoir un « bon gouvernement » provincial dans les enceintes de la fédération canadienne; le manque d'études d'expertise entourant les négociations post-référendaires avec Ottawa; la méconnaissance du public à l'égard des fondements de la souveraineté-association; le manque d'appui de la société civile au projet péquiste; la mauvaise image (radicale) du PQ chez une portion de la population (immigrants, personnes âgées, indécis); la neutralité de la presse francophone dans le dossier, etc.<sup>248</sup>. Ces éléments peuvent d'ailleurs expliquer les statistiques des sondages effectués par le politologue Édouard Cloutier, qui notait en 1979 que l'appui à la

---

<sup>247</sup> Martine Tremblay, *Derrière les portes closes. René Lévesque et l'exercice du pouvoir (1976-1985)*, Montréal, Québec Amérique, 2006, p. 219.

<sup>248</sup> *Ibid.*, p. 220-238.

souveraineté-association « n'atteignait pas le seuil du soutien accordé au mandat péquiste de 1976 »<sup>249</sup>. Devant ces constats, plusieurs péquistes craignent de frapper un mur, surtout en vertu de la volonté de Lévesque d'honorer sa promesse faite en campagne électorale de tenir un référendum durant son premier mandat. Pire encore, alors qu'ils croyaient avoir le champ libre du côté d'Ottawa grâce à la présence du gouvernement minoritaire de Joe Clark, les péquistes sont atterrés par l'annonce d'élections hâtives à l'hiver 1980. À la suite d'une campagne désastreuse, les progressistes-conservateurs de Clark sont remplacés par les libéraux de Pierre Elliott Trudeau, dans ce qui ressemble à un scénario de film d'horreur pour les stratèges péquistes. Ainsi, au déclenchement de la campagne référendaire, les chances de voir le Québec prendre place au concert des nations semblent minces, ce que savent déjà les hauts dirigeants du PQ et Lévesque lui-même<sup>250</sup>.

Au regard du référendum de 1980, la position d'Angers est ambivalente. Si ses écrits publics témoignent d'un certain enthousiasme pour la campagne référendaire, ses écrits privés montrent qu'il est profondément convaincu que toute l'entreprise est vouée à l'échec<sup>251</sup>. Il juge notamment que la question référendaire est superficielle et qu'elle est difficile à comprendre pour l'électeur moyen<sup>252</sup>. Qui plus est, malgré une improbable victoire du camp du « Oui », la mécanique en place ne déboucherait pas sur une déclaration unilatérale d'indépendance, mais plutôt sur une tentative de négociations avec le gouvernement fédéral sur les arrangements constitutionnels d'un nouveau pacte confédéral. Et là encore, rien n'est moins sûr, du fait que les leaders fédéraux du camp du « Non » ont

---

<sup>249</sup> *Ibid.*, p. 242.

<sup>250</sup> Jean-Charles Panneton, *Op. Cit.*, p. 330-331.

<sup>251</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/A1,0042, « lettre de François-Albert Angers à Patrick Allen », 13 avril 1980; « lettre de François-Albert Angers à Robert Chartier », 29 avril 1980.

<sup>252</sup> François-Albert Angers, « Les dangers d'une opération référendaire mal conduite », *Op. Cit.*, p. 99.

tôt fait de signifier à la population qu'il n'y aurait aucune négociation, point final. Devant l'impasse, Angers participe à quelques assemblées partisans et prononce quelques discours en faveur de l'option du « Oui », mais le cœur n'y est pas<sup>253</sup>. Le professeur des HEC se retrouve dans la même situation que certains militants indépendantistes de la première heure, dont Pierre Bourgault, « forcés » de faire campagne en faveur de la souveraineté-association en dépit d'une déconfiture quasi assurée le soir du 20 mai 1980<sup>254</sup>. Angers signe d'ailleurs peu de textes dans *L'Action nationale* concernant le référendum durant l'année 1980, se limitant à présenter les avenues économiques du Québec en tant qu'État-associé du Canada. Comme bon nombre de militants « purs et durs », il redoute les conséquences d'une victoire du « Non ». L'attente lui paraît insupportable<sup>255</sup>, du fait que la partie semble perdue d'avance, et ce, malgré la publication de sondages positifs en mars et avril 1980<sup>256</sup>.

Le soir du 20 mai, le rideau tombe : l'option du « Non » remporte le référendum avec près de 60 % des voix, contre 40 % pour le camp du « Oui ». Pire encore, seulement 43 % de l'électorat francophone a voté en faveur d'un mandat pour négocier une nouvelle entente constitutionnelle, une véritable gifle pour les stratèges péquistes. Également, les statistiques montrent que plus de 80 % de la population allophone a voté « Non », démontrant que l'indépendance est loin de rallier les communautés culturelles. Devant l'hécatombe, Angers présente un discours empreint d'espoir afin de remonter le moral des troupes, même s'il est lui-même atterré par les résultats. Dans un article paru à l'automne

---

<sup>253</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/A1,0042, « lettre de François-Albert Angers à Patrick Allen », 13 avril 1980. Angers affirme notamment dans cette lettre qu'il a « hâte que le référendum soit chose du passé ».

<sup>254</sup> Jean-François Nadeau, *Bourgault*, Montréal, Lux Éditeur, 2007, p. 417.

<sup>255</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/A1,0042, « lettre de François-Albert Angers à Gérard Parizeau », 1<sup>er</sup> mai 1980.

<sup>256</sup> Martine Tremblay, *Op. Cit.*, p. 220-225.

1980, l'économiste dresse un bilan de la campagne référendaire. Selon lui, le simple fait que le Québec ait pu tenir un référendum sur son statut politique constitue un symbole fort de l'évolution de la mentalité francophone au Québec, car « pour un peuple conquis, à qui l'on a imposé toute une série de constitutions, c'est un exploit dont il y a peu d'exemples dans l'histoire. Il reste à savoir si ce référendum fut tenu au moment opportun »<sup>257</sup>. Angers note l'immense chemin parcouru depuis les années 1950, une époque où le terme « indépendance » n'était pas sans causer de sérieuses craintes dans la population. Plutôt, il blâme le PQ d'avoir introduit la notion de souveraineté-association dans l'équation et d'avoir engendré un plafonnement « qu'il estimait réel, contre toute logique tendancielle statistique et psychologique », alors que les statistiques démontraient l'avancée irrésistible de l'option indépendantiste:

En 1966, 10 % des électeurs votaient pour une plateforme RIN-RN totalement indépendantiste. En 1970, 20 % disent "oui" à une souveraineté-association qui, à ce moment-là, n'a pas encore de trait d'union et est présentée comme une formule non équivoque d'indépendance. En 1973, le pourcentage passe à 30 % pour la même formule. Mais voilà que dans le PQ, des gens friands du pouvoir prétendent, qu'il faut "mettre de l'eau dans le vin" de l'idée d'indépendance, "qui plafonnerait". Le truc, c'est d'introduire un trait d'union à la souveraineté-association, un projet assujéti au succès de négociations préalables. On se fera élire pour n'être qu'un bon gouvernement ordinaire, en profitant de la conjoncture du gâchis du gouvernement Bourassa et en ne promettant qu'un référendum sur l'opportunité de mettre en branle la réalisation de la souveraineté-association.<sup>258</sup>

Angers ne se penche pas longuement sur le cas du PQ, espérant que le parti tirera des leçons de l'expérience référendaire. Rassembleur, il critique les militants et les analystes qui affirment que l'option indépendantiste est morte et enterrée<sup>259</sup>. Continuer la lutte, tel est le

---

<sup>257</sup> François-Albert Angers, « Mesure de l'échec », *L'Action nationale*, septembre 1980, p. 14.

<sup>258</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>259</sup> *Ibid.*, p. 26.

mot d'ordre qu'il adresse à ceux et celles qui auraient perdu espoir. Se refuser de poursuivre la lutte équivaldrait à jouer « le jeu de l'adversaire qui martèle la fausseté de la "défaite écrasante" du 40 % et la "victoire éclatante" du 60 % ». Angers ridiculise d'ailleurs les « plus fervents nationalistes "débinés" au point de ne plus avoir le goût de célébrer la fête nationale », une attitude qu'il juge relever de la « faiblesse psychologique typique des Canadiens français » peu combattifs dans l'adversité<sup>260</sup>. La clé du succès résiderait selon lui dans une revalorisation des mouvements populaires tels que la SSJB ou la Ligue d'action nationale, ceux-ci ayant porté le projet indépendantiste depuis la décennie 1960. La politique partisane, voilà la cause fondamentale de l'échec de la démarche péquiste :

Et nous revoilà devant le problème qui a pourri l'histoire de toutes nos luttes nationales: l'esprit de parti et le désir du pouvoir à tout prix et au plus vite. Chaque fois que le nationalisme a commencé à déboucher dans l'action politique concrète, cette maladie contagieuse, attrapée des vieux partis, a fait avorter les tentatives qui étaient prometteuses de succès.<sup>261</sup>

Pour le professeur des HEC, toute l'expérience référendaire devrait mener le mouvement indépendantiste vers un processus réflexif visant à identifier ses objectifs à moyen et à long terme, afin d'élaborer une stratégie victorieuse. À court terme, il faudra essayer de « sauver les meubles et de préserver le mouvement de toute fracture inhérente » à une distanciation naturelle entre les militants purs et durs et ceux plus modérés<sup>262</sup>. Et dans l'immédiat, il faut essayer de parer aux conséquences constitutionnelles de l'échec référendaire, le gouvernement fédéral étant constitué d'individus « qui attendent impatiemment de remettre

---

<sup>260</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>261</sup> *Ibid.*, p. 26.

<sup>262</sup> *Ibid.*, p. 26-27.

le Québec à sa place »<sup>263</sup>. L'épisode du rapatriement unilatéral de la Constitution de 1982 et l'imposition de la Charte canadienne des droits et libertés constituant, pour Angers, des conséquences directes de l'échec référendaire<sup>264</sup>.

En somme, il apparaît qu'en moins de quelques années, le PQ a saboté les petites victoires nationales qui auraient pu, au gré du temps, aboutir naturellement à un processus d'émancipation politique structuré et démocratique<sup>265</sup>. En cela, Angers estime que le PQ porte sur lui le poids de l'échec d'une nation à se constituer politiquement. Le conservateur en lui estimant que seule l'indépendance politique permettait de préserver et d'assurer l'épanouissement de la culture historique du Canada français, il paraissait évident que l'affaiblissement constitutionnel du Québec allait, dans les dernières années du 20<sup>e</sup> siècle, constituer un défi de taille pour les nationalistes de tous horizons. Néanmoins, c'est là un combat auquel l'économiste n'allait pas participer de manière active, estimant que le temps était venu pour lui de passer le flambeau à la nouvelle génération<sup>266</sup>.

## **Conclusion de chapitre**

Que retenir de cette dernière grande phase d'activité intellectuelle chez François-Albert Angers? En somme, la période 1968-1982 représente la fin du cycle évolutif de la pensée nationaliste du professeur des HEC, autrefois fédéraliste convaincu devenu au fil des événements un indépendantiste « pur et dur » en fonction d'un seul et même critère: la survivance et l'épanouissement du fait français et catholique en terre d'Amérique. S'étant

---

<sup>263</sup> C'est là une expression régulièrement utilisée par Pierre Trudeau lors de ses discours concernant la situation politique du Québec durant les années 1960 et 1970. Pierre Elliott Trudeau, « Speech on the Separatist Movement », *Op. Cit.*

<sup>264</sup> François-Albert Angers, « Les Québécois doivent en avoir assez », *L'Action nationale*, mai 1982, p. 917-928.

<sup>265</sup> *Ibid.*, p. 921-922.

<sup>266</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/A3,0008, « lettre de François-Albert Angers à Gérard Turcotte », 2 février 1981.



en partie éloigné de l'orthodoxie traditionaliste durant la décennie 1970, Angers a su maintenir une influence certaine dans les débats publics et dans les milieux militants, grâce à son éthique solidaire et à ses profondes convictions quant au potentiel de la collectivité francophone du Québec. En dehors des enceintes des partis politiques traditionnels, il aura été l'un des acteurs de la société civile ayant le plus contribué à la démocratisation de l'idéal indépendantiste. La décennie 1970 aura, sans l'ombre d'un doute, montré la capacité d'adaptation et la résilience d'un intellectuel au crépuscule de sa vie publique.

De même, Angers aura contribué à la réorientation idéologique du mouvement nationaliste, proposant à celui-ci d'abandonner la défense de l'autonomie provinciale au profit d'une indépendance politique complète. En misant sur un discours axé sur la sauvegarde de la langue française, la viabilité économique d'un Québec souverain et l'importance des principes dans la vie politique nationale, il aura su inspirer une nouvelle génération de militants et de politiciens qui sauront, le temps venu, porter ses aspirations. L'élection de Jacques Parizeau à la tête du PQ en 1988 et sa volonté de mener une campagne référendaire axée sur l'indépendance pure et simple en 1995 n'étaient pas sans rappeler les enseignements de son ancien maître, dont l'influence aura été formatrice<sup>267</sup>.

---

<sup>267</sup> Pierre Duchesne, *Jacques Parizeau Tome III (1985-1995) : le régent*, Montréal, Québec Amérique, 2004, p. 36 et 555.

## Épilogue

### **Faire œuvre utile : les exigences vertueuses de l'expérience intellectuelle (1982-1996)**

*La remise en cause des valeurs fondamentales, le rejet du passé et la confusion dans les concepts élémentaires autorisent l'inquiétude pour notre survivance comme peuple.<sup>1</sup>*

- François-Albert Angers, printemps 1996.

Dans cet épilogue, nous abordons la dernière courbe de la trajectoire intellectuelle de François-Albert Angers, qui s'étire du début de la décennie 1980 au milieu des années 1990. Retraité de l'École des HEC depuis 1974 et se retirant complètement des organisations militantes au sein desquelles il s'est investi des décennies durant, l'heure est venue pour lui d'amorcer un projet de fin de carrière intellectuelle. Contrairement à de nombreux penseurs de son acabit, Angers ne consacre pas ses années de retraite à la rédaction de ses mémoires. En fait, l'ancien professeur décide de poursuivre un projet de grande envergure qui l'occupera durant près de quinze années, soit l'édition des œuvres complètes de son ancien mentor et maître à penser, Esdras Minville.

Plus largement, les années 1980 et 1990 sont riches en bouleversements, du point de vue des luttes constitutionnelles entre le Québec et le Canada. S'il fut longtemps un défenseur de l'autonomie politique du Québec, Angers freine ses ambitions militantes à partir des années 1980, lui qui atteint l'âge de 70 ans en 1979. C'est d'ailleurs sans regret

---

<sup>1</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers » dans Jean-Marc Léger, « Présentation du dossier François-Albert Angers, l'économiste et le combattant », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, no. 5, printemps 1996, p. 81.

qu'il se limite au rôle de spectateur avisé à la suite de l'échec référendaire de 1980. Ainsi, il ne prend pas part aux débats entourant le rapatriement de la Constitution de 1982, ni à ceux de l'échec de l'Accord du lac Meech ou encore à la campagne référendaire de 1995. Il décide plutôt de concentrer la somme de ses énergies à son projet d'édition des œuvres minvilliennes, satisfait qu'il est de pouvoir enfin se consacrer à une activité de nature purement intellectuelle. En somme, les projets de retraite d'Angers s'inscrivent dans une logique intellectuelle caractéristique, visant à synthétiser les bases théoriques du traditionalisme et à assurer la postérité de cette idéologie auprès des futures générations. En cela, le professeur retraité des HEC représente le dernier représentant de cette famille idéologique ainsi que le disciple fidèle de son penseur le plus abouti, Esdras Minville.

S'il se retire complètement des milieux nationalistes, Angers maintient néanmoins des liens avec certains foyers intellectuels de la science économique québécoise, lui qui demeure après tout dans les enceintes des HEC jusqu'au milieu des années 1990. S'intéressant de près aux développements scientifiques en économie appliquée, il publie quelques textes dans la revue *L'Actualité économique* et prononce plusieurs conférences sur la naissance de la pensée économique au Canada français. Néanmoins, Angers maintient sa ligne de pensée traditionnelle, lui qui critique « l'étatisme exacerbé » pratiqué par les gouvernements canadien et québécois. Le conservateur fiscal en lui ne saurait ainsi appuyer les nombreuses mesures sociales mises en œuvre par les gouvernements ainsi que l'interventionnisme tous azimuts prôné par les élites politiques en place.

Puis, en fin d'analyse, nous posons la question à savoir si Angers a eu des successeurs s'étant inscrits dans sa lignée intellectuelle. Nous pourrions ainsi évaluer si

l'ancien professeur des HEC a su rejoindre une portion de la jeune génération par la voie de son enseignement, de ses écrits et de ses conférences publics.

### ***Passer le flambeau à la jeune génération***

À la suite de l'échec référendaire de 1980, Angers prend la décision consciente de mettre un terme à ses activités de militant et se retire de la majorité des associations et organisations nationalistes dans lesquelles il s'est impliqué durant les décennies 1960 et 1970. Il demeure néanmoins président de la Ligue d'action nationale jusqu'en 1985 sans toutefois y jouer un rôle actif, se contentant de superviser le bon fonctionnement de l'organisation et de la revue *L'Action nationale*. Là encore, les raisons qui motivent l'ancien militant à se distancer des milieux naturels dans lesquels il s'est investi depuis sa jeunesse sont essentiellement pragmatiques, son âge avancé ainsi que sa volonté de laisser la place aux jeunes expliquant sa décision. D'ailleurs, dès le début de la décennie 1980, Angers cesse plus ou moins ses activités au sein des réseaux nationalistes, se limitant à présenter quelques conférences annuelles sur des sujets tels que la faible natalité au Québec et la baisse de la pratique religieuse en milieu francophone<sup>2</sup>. Qui plus est, lui qui a été si prolifique dans la production de textes destinés à *L'Action nationale* cesse presque complètement de collaborer à la revue à partir de 1982. C'est qu'entretiens, de nouveaux et jeunes collaborateurs se sont joints au comité de rédaction de la revue, tels que Denis Monière, Gilles Rhéaume, Pierre Trépanier, Marcel Laflamme ou encore Claude Trottier. Dirigée par Jean Genest, la revue s'est d'ailleurs rapprochée d'une ligne idéologique centriste et privilégie la coexistence de différents points de vue relativement au discours nationaliste. Devant le dynamisme des nouvelles recrues, Angers préfère prendre un pas de

---

<sup>2</sup> HEC, P027, boîte P027/W5, « Conférences, discours, colloques ».

recul, afin de leur permettre de présenter leur point de vue sur la question nationale. Cette humilité en fera un personnage apprécié de la jeune génération nationaliste, dont plusieurs membres verront en lui un vétéran doté d'un esprit réflexif encore vivace<sup>3</sup>. S'il demeure à la tête de la Ligue d'action nationale, c'est d'ailleurs sous l'insistance de jeunes militants, lui qui souhaitait se retirer complètement de la Ligue à la fin de l'année 1980<sup>4</sup>.

Les rares interventions publiques d'Angers durant les décennies 1980 et 1990 sont d'ailleurs en rapport avec les querelles constitutionnelles qui opposent les gouvernements québécois et canadien. En ce sens, la défaite référendaire de 1980 a engendré une série de tentatives politiques visant à régler la question nationale du Québec dans le contexte canadien qui, finalement, se sont toutes soldées par des échecs<sup>5</sup>. Que l'on pense au rapatriement de la constitution de 1982, aux échecs des accords du Lac Meech (1990) et de Charlottetown (1992) ou encore à l'échec référendaire de 1995, tous ces épisodes ont comme point d'ancrage l'échec du référendum de 1980. Plus encore, ils témoignent de la persistance dans le temps de la non-reconnaissance du Québec comme nation fondatrice de la fédération canadienne. Devant ce cul-de-sac constitutionnel, Angers en vient à se questionner sur les avenues accessibles à la nation québécoise dans son entreprise d'accession à la souveraineté politique. En somme, l'économiste pense que les difficultés éprouvées par le mouvement nationaliste durant les décennies 1980 et 1990 s'expliquent par la déconnexion des partis politiques – lire ici le PQ – avec la culture historique canadienne-française, un phénomène en marche depuis la Révolution tranquille. Selon lui, il y a tout intérêt à reconsidérer positivement les fondements culturels du nationalisme

---

<sup>3</sup> HEC, P027, « lettre de Jean Genest à François-Albert Angers », 28 décembre 1983.

<sup>4</sup> HEC, P027, « lettre de Gilles Rhéaume à François-Albert Angers », 4 mars 1982.

<sup>5</sup> À ce sujet, voir l'étude suivante : Louis Balthazar, Guy Laforest et Vincent Lemieux (dir.), *Le Québec et la restructuration du Canada, 1980-1992 : enjeux et perspectives*, Québec, Septentrion, 1991, 313 p.

traditionnel, puisqu'il considère qu' « un peuple sans histoire ne va nulle part et ne peut se projeter dans l'avenir »<sup>6</sup>. Durant cette période, Angers se contente de rappeler l'intérêt historique de la culture canadienne-française dans ses rapports avec le nationalisme, mais il ne propose guère de réflexion approfondie sur la question. D'ailleurs, il ne s'implique pas non plus dans les mobilisations partisans entourant la tenue du second référendum en 1995, se contentant d'appuyer la démarche de Jacques Parizeau en privé<sup>7</sup>. En fait, depuis le milieu de la décennie 1980, l'ancien professeur des HEC s'abstient consciemment de tout débat public, cherchant à éviter les distractions l'éloignant de ses principaux projets de retraite. Même s'il se révèle silencieux, Angers demeure néanmoins un passionné de la vie politique, lui qui suit avec intérêt les différentes étapes menant à la consultation populaire de 1995. Il émet d'ailleurs quelques critiques par rapport à l'évolution récente du mouvement nationaliste, comme en témoigne cette citation tirée de la dernière entrevue à vie donnée par Angers et qui s'adresse directement aux ténors du PQ :

Il n'y a plus de nation, il n'y a plus de nationalisme, on fait l'indépendance sans nationalisme, on est tout juste « territorial et démocratique ». Démocratique : tout le monde sur le même pied, pas de différences, pas de distinctions; le territoire, la superficie matérielle. Et la superficie culturelle? J'oserais dire que c'est là un concept primaire, inculte, de la démocratie [...] Ce que nous sommes en train de vivre, ne serait-ce pas le triomphe d'une inculture profonde, en dépit de tant de manifestations culturelles brillantes? En serions-nous au bouquet de ce qui ne serait qu'un feu d'artifice, à la fin du spectacle de notre civilisation? Le scientifique en moi est alors porté à dire : « Que voulez-vous, c'est comme cela que ça se passe! On n'y peut rien ». Peut-être que c'est comme ça! Mais c'est tragique!<sup>8</sup>

Au lendemain de la deuxième défaite référendaire, Angers estime qu'il est nécessaire que le mouvement nationaliste reconnecte avec les fondements culturels de l'ancienne tradition

---

<sup>6</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 73-74.

<sup>7</sup> HEC, P027, « lettre de François-Albert Angers à Jacques Parizeau », 25 novembre 1994.

<sup>8</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 81-82.

canadienne-française. Profondément catholique et convaincu qu'un projet d'indépendance ne peut être écarté de sa dimension spirituelle, il réitère l'importance du catholicisme comme facteur de cohésion sociologique et renoue, pour ainsi dire, avec un discours traditionaliste :

Nous sommes de tradition catholique. C'est notre base culturelle profonde. On n'y peut rien et cela sera jusqu'à la fin des temps. C'est une partie de notre héritage. Qu'on ait cessé d'être catholique, religieusement, personnellement, ça ne change pas le fait que tel est le cours de notre histoire et de nos traditions. Si la foi est disparue, ce n'est pas une raison pour ne pas avoir du respect pour la foi de nos ancêtres. Rester attachés au fil de notre histoire, pour ne pas créer de solution de continuité avec la culture qui nous a formés, signifie avoir le souci d'en dégager ce qui est valable, plutôt que de monter en épingle ce que nous y voyons d'inacceptable. Sans cela, où allons-nous?<sup>9</sup>

Angers persiste donc à penser que l'indépendance politique du Québec n'advient qu'à partir du moment où les leaders du mouvement accepteront de « reconnaître et de valoriser leurs racines canadiennes-françaises »<sup>10</sup>. D'ici là, le mouvement est condamné à évoluer dans une « fausse et mortelle démocratie », jusqu'au moment où « nous aurons déterminé les justifications à avoir un pays à nous »<sup>11</sup>. Pessimiste, Angers estime que « nous sommes bien, à mon sens, dans une situation extrêmement précaire, dont il est urgent de prendre conscience pour réagir, s'il en est encore temps »<sup>12</sup>. Malgré des avancées remarquables dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, l'indépendantisme québécois semblait, à l'aube du deuxième millénaire, dans une situation pour le moins inquiétante, en vertu des paramètres du projet sociétal proposé par ses ténors et des chances du mouvement d'atteindre ses objectifs dans les années à venir. Au regard de la déconfiture du mouvement dans les

---

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 81.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 81-82.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 83.

premières décennies du 21<sup>e</sup> siècle, nous pouvons nous demander dans quelle mesure les inquiétudes d'Angers étaient avérées?

**« Soyons collectivement rationnels » : Angers devant la nouvelle doxa économique**

S'il s'abstient d'intervenir dans les milieux nationalistes durant les décennies 1980 et 1990, Angers collabore néanmoins avec des organisations de sciences économiques à quelques occasions. L'ancien professeur est notamment intéressé par les nouvelles recherches menées dans les départements des HEC, au sein de l'Institut d'économie appliquée ou encore dans les pages de la revue *L'Actualité économique*. La science économique québécoise, durant la décennie 1980, s'articule d'ailleurs de plus en plus avec l'élaboration des politiques publiques (fiscalité, chômage, inflation, sécurité du revenu, développement des ressources et relations fédérales-provinciales). Le débat sur le libre-échange avec les États-Unis et sur les échanges internationaux intéresse également de nombreux économistes canadiens et québécois, reflétant le contexte de mondialisation en marche à la fin du 20<sup>e</sup> siècle<sup>13</sup>. De même, l'étude économique du fédéralisme, et plus généralement la question de la répartition des pouvoirs de dépense et de taxation entre les différents ordres de gouvernement, est le sujet de nombreuses études, du fait des frictions entre les gouvernements canadien et québécois<sup>14</sup>. L'amalgame entre les questions économiques et les politiques publiques intéresse au plus haut point Angers, qui est impressionné par la qualité des recherches de la nouvelle génération d'économistes<sup>15</sup>. Rendu à un âge avancé, Angers ne participe pas à ces nouveaux chantiers de recherche,

---

<sup>13</sup> José E. Iguarta, « L'histoire économique contemporaine : où sont passés les historiens ? », dans Yves Roby et Nive Voisine (dir.), *Érudition, humanisme et savoir. Actes du colloque en l'honneur de Jean Hamelin*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 153-168.

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), « lettre de François-Albert Angers à Pierre Harvey », 2 juillet 1989.



bien qu'il l'aurait souhaité « ayant été plus jeune de quelques décennies! »<sup>16</sup>. L'ancien professeur se limite à deux types d'interventions dans les milieux économiques, soit la publication d'articles critiquant les programmes économiques du gouvernement québécois et la présentation de conférences portant sur les débuts de la science économique au Québec.

En regard du contexte de la fin des Trente Glorieuses et de la contraction générale de l'économie à la suite du Choc pétrolier de 1973, Angers estime qu'il avait raison de se méfier des fondements scientifiques du keynésianisme, lesquels auraient institué une mentalité interventionniste aux gouvernements occidentaux. S'inspirant notamment des critiques émises par l'économiste américain Milton Friedman, qui posait l'hypothèse que toute relance budgétaire est financée par des emprunts gouvernementaux et amène invariablement une hausse des taux d'intérêt, Angers conclut que l'interventionnisme gouvernemental en économie n'est profitable qu'à court terme<sup>17</sup>. Plus largement, il estime que le chemin emprunté par les gouvernements québécois depuis l'époque de la Révolution tranquille a conduit l'économie du Québec dans un cul-de-sac dont il sera très difficile de se sortir. Dans le contexte des années 1990, Angers est d'ailleurs un partisan des politiques d'austérité menées par le gouvernement péquiste de Lucien Bouchard dans son entreprise de redressement des finances publiques. Pour l'ancien professeur, la solution à court terme passe par un renversement des pratiques et des mentalités en matière de politiques publiques liées, notamment, au rôle des gouvernements dans la vie économique des nations :

Les finances publiques du Québec souffrent du même mal que celles de tous les pays occidentaux: s'être avancées, à la faveur d'une théorie économique erronée, sur la glace mince des déficits systématiques et de l'endettement supposé stratégique. Aujourd'hui, nous sommes rendus au milieu du lac et la glace craque de toutes parts. Il faut revenir à une conception plus

---

<sup>16</sup> *Ibid.*

<sup>17</sup> François-Albert Angers, « La pensée économique d'Esdras Minville », *Op. Cit.*, p. 383.

traditionnelle : équilibrer les dépenses et les revenus et limiter l'endettement à la mise en place d'actifs productifs. Mais comment maintenant revenir à la berge sans que la glace ne défonce et qu'il faille risquer la noyade? Les seuls moyens à effet immédiat et certain sont la réduction massive des dépenses et l'accroissement des impôts : il n'y a pas de miracle possible en la matière.<sup>18</sup>

Angers souligne également que ce changement de paradigme, sous le signe du conservatisme fiscal, est nécessaire afin de redresser les finances publiques du Québec. De même, il estime que cela ne pourra se faire sans le concours de la population, qu'il juge plutôt réticente à devoir se « serrer la ceinture » afin d'éviter que la province subisse une décote boursière à l'international ou qu'elle soit incapable d'assumer le paiement de ses dettes à ses créanciers<sup>19</sup>. Ici, la cohésion est centrale au succès du processus de transition :

Il apparaît évident que les gouvernements n'aboutiront à rien de sensé et de valable, sans le concours de la population, au lieu de l'atmosphère actuelle de contestation perpétuelle, de tout et de rien [...] Nous nageons à l'heure actuelle en pleine irrationalité. Mon impression, c'est que nous vivons en pleine improvisation, sans vues d'ensemble suffisamment précises pour bien apprécier les véritables conséquences des politiques mises en œuvre. Et alors, les pressions exercées sur les plus démunis sans que des mesures efficaces soient prises pour imposer des sacrifices au moins équivalents aux milieux favorisés constituent un outrage au sens commun et cela peut mener de surcroît à de graves désordres politiques.<sup>20</sup>

Rétablir un juste équilibre dans les finances publiques le plus tôt possible, tel devrait être le mandat du gouvernement québécois à l'aube du nouveau millénaire.

Durant sa retraite, Angers est régulièrement invité dans des colloques québécois et canadiens de science économique. Ces rencontres constituent pour lui l'occasion de présenter des conférences sur les débuts de la science économique québécoise et sur le rôle

---

<sup>18</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 56.

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 57-58.

pionnier de l'École des HEC durant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Appréciant particulièrement ce genre d'exercice intellectuel, Angers est d'ailleurs l'objet de plusieurs dizaines d'invitations auxquelles il répond positivement la majorité du temps. Ce dernier se rend également en France à quelques reprises au milieu de la décennie 1980 pour présenter des communications, notamment à l'Université Paris-Sorbonne ainsi qu'à l'École libre des sciences politiques, son ancienne *alma mater*<sup>21</sup>. Les textes des conférences ne sont pas présents dans son fonds d'archives, mais nous disposons de certaines notes manuscrites d'Angers qui nous éclairent sur le contenu des conférences. Ainsi, les communications de l'ancien professeur sont l'occasion de rappeler l'influence importante de la science économique française dans la structuration de la science économique québécoise, surtout pour la période 1920-1940. Angers met également de l'avant le rôle significatif des premiers directeurs de l'École des HEC, Auguste-Joseph de Bray et Henry Laureys, deux économistes d'origine belge dont la formation a contribué au développement du curriculum académique de l'institution de la rue Viger. Évidemment, il accorde également beaucoup d'importance à Esdras Minville et à Édouard Montpetit, qu'il considère comme étant les premiers véritables économistes francophones qu'a connus la province et qui ont contribué à l'essor de l'économie comme science autonome dans le panorama universitaire québécois. Enfin, il porte une grande attention au rôle social et politique des HEC dans le processus de reconquête économique mené par les francophones, une caractéristique fondamentale de l'École durant ses premières années d'existence. Prolongeant ses réflexions entamées durant la décennie 1960 dans des revues historiques, Angers offre un point de vue intimiste en tant que témoin et acteur du processus d'autonomisation de la

---

<sup>21</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), « Conférences, discours, colloques », boîte P027/W5.

science économique québécoise, d'où l'intérêt de plusieurs organisateurs à le compter parmi leurs invités de marque. Par ce canal de diffusion, Angers met ainsi en lumière le rôle fondamental joué par les HEC. Jusqu'au début de la décennie 1990, il participe en moyenne à quatre colloques par année, ce qui témoigne de son enthousiasme pour ce genre de rencontre scientifique<sup>22</sup>.

**« Si Dieu me prête vie et santé » : l'édition de l'œuvre intellectuelle d'Esdras Minville**

Le fait qu'Angers décide de consacrer sa retraite à l'édition des écrits de son ancien maître nous en dit beaucoup sur le respect et l'admiration qu'il témoigne à son endroit. Discutant des motivations derrière ce vaste chantier avec son ancien collègue Jean-Marc Léger en 1996, Angers affirme simplement qu'il n'avait « rien de mieux à faire dans les circonstances »<sup>23</sup>. Nous estimons toutefois que d'autres indices permettent de saisir les motivations de l'ancien professeur des HEC à réaliser l'édition des œuvres minvilliennes.

D'emblée, Angers a affirmé dans certaines entrevues que la pensée de Minville constituait en soi l'aboutissement de la pensée nationaliste traditionnelle (traditionalisme), et que tous les aspects idéologiques liés à ce cadre d'analyse se trouvaient dans les écrits que ce dernier publia entre les années 1920 et 1940<sup>24</sup>. Selon lui, aucun autre penseur, pas même Lionel Groulx, n'aurait mieux synthétisé les fondements culturels et sociologiques de la nation canadienne-française traditionnelle, d'où l'importance de regrouper, classer et présenter son œuvre dans un cadre logique et structuré<sup>25</sup>. De même, en s'engageant dans

---

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Op. Cit.*, p. 54-55.

<sup>24</sup> François-Albert Angers, « La pensée économique d'Esdras Minville », *L'Actualité économique*, vol. 72, no. 4, décembre 1996, p. 375-396.

<sup>25</sup> François-Albert Angers, « L'Action nationale et son fondateur : Esdras Minville », *L'Action nationale*, janvier 1983, p. 397-407.

un tel processus intellectuel, Angers s'inscrit comme un authentique disciple de Minville, lui qui a cherché durant toute sa carrière à poursuivre et à approfondir l'œuvre de ce dernier.

D'ailleurs, il est intéressant de noter qu'avec du recul, Angers et Minville sont finalement deux hommes très semblables. En outre, les deux hommes partageaient le même modèle d'engagement intellectuel, le même souci du service à la collectivité ainsi que la même éthique de travail d'inspiration catholique. Qui plus est, ils se trouvaient au centre de vastes réseaux pluridisciplinaires, opérant une influence déterminante dans les milieux académiques, nationalistes et économiques et agissant comme animateurs, organisateurs et têtes pensantes au sein des institutions concernées.

En se consacrant à ce projet d'édition, Angers cherche à diffuser l'œuvre de Minville, une œuvre qui, faut-il le mentionner, est très dense, éparse et difficile d'approche<sup>26</sup>. Pour mener son projet à terme, Angers doit procéder à un travail de moine afin de réunir la somme des écrits de Minville et de déterminer une manière efficace de présenter sa pensée dans un style intelligible et accessible au grand public. Pour ce faire, il bénéficie notamment d'une bourse allouée par le ministère des Affaires culturelles qui lui permet d'engager une secrétaire ainsi que des chercheurs qui l'épauleront durant plusieurs années. Dans le premier volume publié des œuvres complètes, Angers souligne d'ailleurs le rôle prépondérant joué par son assistante Ruth Paradis dans le travail de défrichage préalable à la préparation des volumes, elle qui l'accompagnera durant près de quinze ans dans ce chantier de recherche<sup>27</sup>. Avec un financement assuré, Angers réussit

---

<sup>26</sup> École des Hautes études commerciales (HEC), Fonds François-Albert Angers (P027), « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 », boîte P027/Y99,0001.

<sup>27</sup> Esdras Minville, *La vie économique (tome I) : l'économie du Québec et la science économique*, Montréal, Fides, 1979, p. 43. Angers souligne que « madame Paradis, après avoir passé à travers toute l'œuvre, pour le choix des textes et pour les indexer à divers égards dans le cadre du travail à poursuivre, a pris un tel intérêt au projet que son rôle a de beaucoup excédé celui d'un simple attaché de recherche ».

également à négocier un contrat de publication avec la maison d'édition Fides, en partenariat avec les Publications des Hautes Études commerciales de Montréal, qui publiera la somme des volumes préparés entre 1979 et 2005.

Afin de présenter de manière intelligible l'œuvre de Minville, chaque volume publié porte sur une thématique précise. Ainsi, les huit premiers tomes portent sur la pensée économique de l'intellectuel gaspésien et sur sa contribution à l'édification de la science économique québécoise: *L'économie du Québec et la science économique* (1979), *Systèmes et structures économiques* (1980), *Plan et aménagement : les données fondamentales* (1981), *Plan et aménagement : les secteurs de base* (1981), *Le travail* (1982), *Propos sur la conjoncture des années 1925-1938* (2 volumes; 1984), *Syndicalisme et législation ouvrière* (1987). Le 9<sup>e</sup> et le 11<sup>e</sup> volume, intitulés respectivement *Les étapes d'une carrière* (1988) et *Quarante ans de carrière à l'École des Hautes Études commerciales* (1994), retracent quant à eux le parcours professionnel de Minville au sein de l'École des HEC. Le 10<sup>e</sup> volume, *Visions d'histoire du Canada et du Canada français* (1992), met de l'avant les textes de nature historique signés par Minville, en lien avec les questions économiques. Le 12<sup>e</sup> volume, *Le nationalisme canadien-français* (1992), retrace les origines intellectuelles du nationalisme traditionnel et ses transformations entre les décennies 1920 et 1940. Enfin, le 13<sup>e</sup> volume, *Propos sur l'éducation* (2005), fut mis en chantier au milieu de la décennie 1990, mais Angers ne put porter à terme son édition.

En effet, en 1996, ce dernier subit un accident vasculaire cérébral qui le laissa paralysé jusqu'à la fin de sa vie, mettant un terme au projet d'édition. C'est sous l'insistance de la famille d'Angers que son ancien collègue des HEC, Pierre Harvey, accepta de mener à terme l'édition du 13<sup>e</sup> tome afin de terminer le travail amorcé. Non sans difficulté, ce

volume fut publié après plusieurs années de travail, en 2005. Le projet d'Angers se révéla, pour ainsi dire, inachevé puisque ce dernier espérait publier un total de 17 volumes<sup>28</sup>. En l'absence d'une personne compétente et susceptible de poursuivre cet ambitieux projet – Ruth Paradis ne semblant pas avoir été en mesure de continuer seule –, le processus d'édition s'arrêta en 2005. Malgré cela, l'imposant corpus rassemblé par Angers et ses assistants a permis de remettre au goût du jour la pensée de l'un des intellectuels les plus influents de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Qui plus est, la publication de ce corpus rend accessible à la communauté scientifique québécoise une œuvre riche et dense, susceptible de nous éclairer sur de nombreux aspects liés à l'histoire intellectuelle et économique du Québec pré-Révolution tranquille. Pour toute personne intéressée par le traditionalisme, il s'agit d'ailleurs là d'une référence sans égale qui demande encore à être explorée.

Évidemment, une telle entreprise savante comporte son lot de sacrifices. Le projet d'édition des œuvres d'Esdras Minville lui ayant pris près d'une quinzaine d'années à réaliser, Angers a notamment négligé de rédiger ses mémoires ou un récit autobiographique qui lui auraient permis d'assurer sa pérennité dans l'espace public. Son cas est d'ailleurs particulier dans le panorama intellectuel québécois, de nombreux penseurs du 20<sup>e</sup> siècle ayant publié, sous une forme ou une autre, leurs mémoires au terme de leur vie<sup>29</sup>. Peu d'informations nous indiquent les motifs pour lesquels l'ancien professeur n'a pas cru bon de mettre sur pied ce projet de rédaction. Néanmoins, certains indices nous laissent croire qu'Angers n'a jamais cru que le récit de sa vie aurait pu intéresser qui que ce soit, lui qui a

---

<sup>28</sup> Esdras Minville, *Propos sur l'éducation. La vie sociale 2*, Montréal, Fides, 2005, p. 7-16.

<sup>29</sup> Pensons notamment aux écrits autobiographiques de Lionel Groulx, de Fernand Dumond, de Pierre Bourgault ou d'André Laurendeau. À voir dans : Lionel Groulx, *Mes mémoires* (4 tomes), Montréal, Fides 1970-1974; Fernand Dumont, *Récit d'une émigration : mémoires*, Montréal, Boréal, 1997, 268 p.; Pierre Bourgault, *Moi je m'en souviens*, Montréal, Stanké, 1989, 278 p.; André Laurendeau, *Journal tenu pendant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Montréal, VLB, 1990, 385 p.

toujours été de nature réservé et peu enclin à l'autocongratulation<sup>30</sup>. D'autres indices suggèrent également qu'Angers comptait peut-être plancher sur l'écriture de ses mémoires au terme de l'édition des œuvres de Minville, mais la maladie l'ayant happé, il n'aura jamais pu y donner suite<sup>31</sup>. L'absence de mémoires est compensée en partie par l'existence de quelques entrevues de fond qu'a réalisé Angers avec des journalistes au tournant de la décennie 1990, dont certaines nous informent sur des détails concernant sa jeunesse et sa vie professionnelle, mais là encore, nous sommes très loin d'un portrait satisfaisant<sup>32</sup>. En somme, l'absence de mémoires conventionnelles nous prive d'un témoignage éclairant. Selon nous, cela peut également expliquer l'absence relative d'Angers dans la mémoire collective et l'historiographie, sa pérennité n'ayant pas été assurée dans l'espace médiatique par un récit permettant de démystifier le parcours complexe de cet homme aux multiples visages. Du reste, il en résulte une carence significative du point de vue des sources pouvant nous éclairer sur certains aspects plus méconnus de sa personnalité.

### *Quels successeurs?*

D'un point de vue intellectuel, il est intéressant de se pencher sur la question de la succession et de la pérennité de l'œuvre d'un penseur. Cela permet notamment de comprendre dans quelle mesure un individu a pu transmettre ses idées et son éthique de travail à la jeune génération. Si Angers lui-même apparaît clairement comme le successeur de l'école de pensée nationaliste des HEC, initié par Édouard Montpetit et Esdras Minville,

---

<sup>30</sup> HEC, P027, « Invité François-Albert Angers. - Télé-université, GERFI; no 98 », boîte P027/Y99,0001

<sup>31</sup> Delmas Lévesque, « François-Albert Angers, un authentique grand homme », *L'Action nationale*, mai 1992, p. 423-427.

<sup>32</sup> HEC, P027, boîte P027/Y99,0001, « Gala Grands Montérégiens de 1993 »; « Points de vue sur l'économie »; « François-Albert Angers à la vie municipale ».



nous pouvons nous demander s'il a lui-même su transmettre l'une ou l'autre de ses caractéristiques intellectuelles à ses protégés.

D'emblée, d'un point de vue strictement idéologique, il nous apparaît qu'Angers représente, aux côtés de Richard Arès, le dernier grand représentant de la famille traditionaliste. Néanmoins, les idées et le style de direction pratiqués par Angers semblent avoir inspiré plusieurs futurs directeurs de *L'Action nationale* telles que Jean Genest, Rosaire Morin, Gérard Turcotte, Patrick Allen ou Robert Laplante<sup>33</sup>. Le statut de directeur de *L'Action nationale* est d'ailleurs marqué par un esprit de joute intellectuelle qui fut institué par Angers à la fin des années 1950. Le ton frondeur et l'inflexibilité relative à la position indépendantiste de la revue tirent également leurs origines du règne d'Angers, qui aura fait de *L'Action nationale* un lieu de rassemblement des « purs et durs ». Cette tradition lancée dans les années 1970 demeure l'apanage de la revue encore aujourd'hui, celle-ci demeurant l'un des rares carrefours intellectuels en faveur de cette option politique dans le paysage québécois du 21<sup>e</sup> siècle.

De même, en élargissant la perspective sur la question de la sensibilité nationaliste, il apparaît évident qu'Angers a su inspirer certains militants par son style d'engagement caractéristique. Prenons par exemple le cas de Gérard Turcotte (1924-1995), un membre influent de la SSJB et la de Ligue d'action nationale, qui s'est lui-même réclamé de la tradition nationaliste instituée par Angers, avec qui il s'est lié d'amitié dans les années 1960<sup>34</sup>. Son parcours impressionnant et ses nombreuses collaborations dans le mouvement

---

<sup>33</sup> Louis Cornellier, « 100 ans de reconquête », *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> avril 2017, [en ligne] <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/495267/100-ans-de-reconquete>, page consultée le 26 mars 2019.

<sup>34</sup> Pierre Godin, *Les frères divorcés*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1986, p. 334.

nationaliste, notamment en milieu régional, font de lui l'une des principales figures dont nous pouvons retracer l'influence formatrice d'Angers. De même, Jacques Parizeau et Pierre Harvey, deux étudiants et collègues d'Angers, ont eux aussi emprunté la voie du militantisme politique en collaborant directement avec le PQ à partir des années 1970<sup>35</sup>. Leur sensibilité économique couplée à l'idéal indépendantiste qu'il défendait n'était pas sans rappeler le type d'engagement pratiqué par Angers lui-même, pour qui les questions économiques ont toujours été pensées – ou presque – en fonction de la question nationale du Québec. D'autres figures éminentes du PQ, notamment Bernard Landry, se sont également réclamées de l'héritage d'Angers en mettant de l'avant le fait que le professeur des HEC avait contribué à leur faire « entailler les préjugés qui régnaient à l'époque sur l'économie et les Québécois »<sup>36</sup>. De même, plusieurs militants de l'ombre semblent avoir été inspirés par la démarche de l'économiste. En effet, la correspondance de ce dernier nous montre que plusieurs jeunes militants ont, au fil des années, entretenu des échanges avec lui dans le but de s'intégrer au mouvement nationaliste (SSJB, Ligue d'action nationale)<sup>37</sup>.

Plus globalement, il nous apparaît évident que c'est par la voie de son enseignement à l'École des HEC qu'Angers a su opérer sa plus grande influence auprès de plusieurs dizaines de cohortes d'étudiant(e)s ayant suivi ses cours durant sa carrière académique de 35 années. En raison de son statut de pionnier dans le développement de la science économique et étant donné son implication au sein des HEC, Angers a certainement opéré

---

<sup>35</sup> Jacques Parizeau fut rapidement l'une des étoiles montantes du PQ. Il fut élu en 1976 et devint ministre des Finances au sein du gouvernement Lévesque. Élu chef du PQ au tournant des années 1990, il devint premier ministre en 1994. Pierre Harvey fut quant à lui conseiller au sein du cabinet Lévesque.

<sup>36</sup> Alec Castonguay, « Décès de François-Albert Angers : Landry salue l'indépendantiste convaincu », *Le Devoir*, 16 juillet 2003, [en ligne] <https://www.ledevoir.com/societe/31914/deces-de-francois-albert-angers-landry-salue-l-independantiste-convaincu>, page consultée le 25 mars 2019. .

<sup>37</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), « Correspondance Action nationale (1936-1982) », P027/A2.

une influence par les voies de son enseignement. Ses proches s'entendent d'ailleurs pour dire qu'au-delà de son rôle d'animateur intellectuel, c'est avant tout par la voie de l'enseignement qu'Angers espérait sensibiliser ses semblables par rapport à l'importance de l'économie dans la vie de tous les jours. Comme le signale sa fille Denise, ce dernier aurait très bien pu se passer de la vie militante, mais il n'aurait pu se passer de la vie académique, un milieu pour lequel il vouait une véritable passion<sup>38</sup>. Son engagement dans la cité québécoise du 20<sup>e</sup> siècle aura d'ailleurs été en partie orienté par son statut de professeur, lui qui cherchait avant tout à « démystifier le réel », afin de conscientiser ses semblables à l'égard des responsabilités individuelles relatives au devenir d'une nation souveraine.

---

<sup>38</sup> Entrevue avec Denise Angers, 31 janvier 2018.

## **Conclusion**

*Lorsque s'effrite l'identité collective, ne faut-il pas se demander par quel processus elle s'était imposée autrefois, revenir à sa genèse, si l'on veut parvenir à une nouvelle conscience de soi?*<sup>1</sup>

- Fernand Dumont, *Récit d'une émigration*, 1997.

Que devons-nous retenir de la trajectoire intellectuelle de François-Albert Angers? Afin de répondre à cette question, il convient de rappeler notre problématique initiale organisée autour de deux axes principaux. Le premier était centré sur l'étude de l'architecture intellectuelle de son système de pensée, la hiérarchisation des valeurs lui étant associée, les racines de son engagement intellectuel ainsi que les modes de (re)composition de son réseau. Le deuxième axe reposait sur une extrapolation du cas de figure d'Angers visant à analyser certains thèmes spécifiques tels que les mutations du traditionalisme canadien-français entre les années 1930 et 1980, l'applicabilité de la thèse de la rupture ainsi que le passage d'un nationalisme culturel canadien-français à un nationalisme politique québécois dans une perspective intellectuelle et, enfin, l'influence des intellectuels sur le monde politique et la société civile au Québec durant le 20<sup>e</sup> siècle. Par cette approche, nous souhaitons mettre en valeur le rôle des figures de transition dans l'histoire intellectuelle, et plus précisément d'exemplifier le rôle de « rebelles traditionalistes » dans le contexte spécifique de la Révolution tranquille.

---

<sup>1</sup> Fernand Dumont, *Récits d'une émigration. Mémoires*, Montréal, Boréal, 1997, p. 13-14.

Rappelons que nous avons divisé notre analyse de la trajectoire intellectuelle d'Angers en cinq périodes distinctes. La première (1909-1937) portait sur ses années de jeunesse, sa formation académique ainsi que ses influences formatrices d'un point de vue intellectuel. Nous y avons montré que l'étudiant malbéen reçut une formation salvatrice au sein de l'École des HEC, où il acquerra une sensibilité nationaliste typique des milieux traditionalistes sous la tutelle de son mentor Esdras Minville. Nous y avons également montré qu'Angers s'inscrivit dans un courant culturel particulier, celui des « retour-d'Europe », dont les représentants étaient envoyés dans des universités européennes afin d'y recevoir une formation par la suite transférée dans le contexte canadien-français. En ce sens, Angers participa de manière concrète à ce processus culturel par le biais de sa formation à l'École libre de Sciences politiques de Paris.

La deuxième période étudiée (1937-1948) portait quant à elle sur ses premières années d'enseignement à l'École des HEC de Montréal. Nous avons notamment analysé ses premières collaborations à titre d'intellectuel engagé, notamment en lien avec ses prises de position dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale et à son intégration dans les milieux intellectuels de l'époque. À l'époque, Angers présentait ainsi un cadre interprétatif typique des milieux traditionalistes et nationalistes francophones, comme le démontrent notamment ses réflexions puisées à même les préceptes des Groulx, Minville et Bourassa de ce monde. C'est par le biais de ses écrits économiques que le professeur des HEC parvint à élever sa voix au-dessus de la mêlée, en proposant des analyses approfondies liées aux orientations socioéconomiques du gouvernement québécois et canadien, notamment dans le contexte de la guerre. De point de vue scientifique, Angers participa également de manière active au processus d'autonomisation de la science économique québécoise,

notamment par le biais de ses collaborations à *L'Actualité économique* ainsi qu'à travers ses travaux de recherche menés dans les enceintes des HEC.

La troisième période (1948-1958) correspond à celle où Angers devint l'une des figures dominantes du monde intellectuel canadien-français, étant donné sa présence médiatique soutenue, sa conception rassembleuse du militantisme nationaliste ainsi que par son style intellectuel polémiste. Cette influence apparaissait d'autant plus évidente du fait de sa collaboration à la Commission Tremblay et de son accession aux hautes sphères décisionnelles du mouvement nationaliste. Capitalisant sur la valeur de son capital social et symbolique, Angers fut à même d'influencer les orientations idéologiques de plusieurs associations et regroupement lié à la société civile canadienne-française, en lien notamment avec ses idées socioéconomiques et politiques relatives à la centralisation fédérale et à l'autonomie provinciale.

La quatrième période (1958-1967) fut quant à elle l'occasion d'aborder la période de la Révolution tranquille, où l'économiste des HEC entreprit d'extirper le mouvement nationaliste – conservateur – de sa position de faiblesse héritée de la période duplessiste, notamment par le biais d'un raffermissement de ses positions politiques ainsi que par une critique étoffée du programme réformiste du gouvernement libéral de Jean Lesage. Nous y avons notamment démontré qu'Angers offrit une critique nuancée des politiques socioéconomiques et culturelles du gouvernement Lesage, en présentant une réflexion traditionaliste s'inscrivant à contre-courant des idées en vogue à l'époque. Partageant les critiques de l'Union nationale de Daniel Johnson, l'économiste en vint à représenter le contre-discours opposé à la modernité technocratique prônée par le Parti libéral du Québec. Signe du bien-fondé de sa démarche, le gouvernement Lesage fut incidemment défait aux

élections provinciales de 1966, remettant ainsi en question le bien-fondé du récit mémoriel progressiste et triomphal de la Révolution tranquille. De même, l'opposition d'Angers au gouvernement libéral durant la décennie 1960 constitua l'élément-clé qui solidifia son image de « rebelle traditionaliste », défenseur des traditions du Canada français et opposé à la modernité philosophique visant à faire table rase du passé.

Puis, la cinquième période (1968-1982) nous permet de mettre en contexte les nombreux affrontements constitutionnels opposant les gouvernements canadiens et québécois. Dans ce contexte mouvementé, Angers opéra un virage idéologique marquant en abandonnant notamment ses références les plus orthodoxes au traditionalisme et en adhérant à la thèse indépendantiste, et ce, en fonction d'arguments de nature économique. Déçu de la mollesse des positions politiques des ténors du mouvement souverainiste, représentées à travers les positions du Parti québécois de René Lévesque, le professeur des HEC milita en faveur d'une revalorisation de la culture traditionnelle canadienne-française, afin de renforcer le pouvoir d'attraction de l'option souverainiste au sein de la population. Angers s'opposera farouchement au nationalisme civique mis de l'avant par les ténors péquistes, voyant en cela la source de l'échec référendaire de 1980 et de la dispersion des forces nationalistes dans le contexte de la décennie 1980. Pour le professeur des HEC, le rejet du catholicisme par la collectivité francophone avait engendré une crise d'identité marquée, notamment, par la disparition de l'âme de la nation canadienne-française.

Enfin, la période 1982-1996, durant laquelle Angers se consacre essentiellement à l'édition des œuvres complètes d'Esdras Minville, aura été l'occasion pour lui de démontrer son attachement à l'idéologie traditionaliste et de s'inscrire en tant que disciple fidèle de son maître à penser. Au mitan de sa vie, Angers insistait sur une nécessaire revalorisation

des coutumes culturelles du Canada français traditionnel afin d'enraciner le Québec dans une trame historique à laquelle il avait échappé durant la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Selon lui, il en allait du destin de la collectivité nationale, toute société devant s'inscrire dans le temps et l'espace à partir d'un référent historique commun.

Au regard de notre démonstration, nous sommes ainsi en mesure de confirmer nos hypothèses de départ, soit que François-Albert Angers, du fait de sa formation, de ses réseaux de contacts, de la valeur de son capital social et symbolique et de sa conception catholique de la vie en collectivité, fut un acteur fondamental dans la survivance du traditionalisme durant et après la Révolution tranquille. S'il fut un disciple des grands maîtres l'ayant précédé, tels qu'Henri Bourassa, Lionel Groulx et, surtout, Esdras Minville, Angers peut être considéré à juste titre comme étant le dernier représentant de cette grande famille intellectuelle qui fut au cœur des transformations sociopolitiques, culturelles et économiques dans le Québec du 20<sup>e</sup> siècle. S'il ne peut être considéré comme étant un théoricien à proprement dit du traditionalisme, comme le sont Groulx ou Minville, Angers contribua néanmoins à la diffusion de ses grandes thèses, notamment au sein de la société civile ainsi qu'au sein du monde de la politique partisane. De même, il en vint aussi à actualiser la pensée traditionaliste, notamment dans une optique socioéconomique axée sur l'analyse des besoins de la collectivité francophone en relation étroite avec les préceptes de la Doctrine sociale de l'Église. C'est d'ailleurs du point de vue de ses idées économiques que la figure d'Angers nous apparaît la plus innovatrice dans le champ intellectuel, malgré le fait que l'économiste proposa des réflexions politiques et culturelles approfondies qui eurent des échos importants dans les différents milieux du Canada français et du Québec. Véritable disciple des grands penseurs du traditionalisme, Angers chercha à assurer la



pérennité de cette philosophie dans la sphère publique québécoise, en rappelant notamment que les origines de la Révolution tranquille s'ancraient, à maints égards, dans les orientations prônées par des penseurs du début du siècle. Par ce fait, il en vint à constituer l'exemple type du contre-discours au progressisme ambiant dans la province de Québec dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, comme l'illustre cette citation tirée de sa dernière entrevue à vie datée de 1996 :

Ce qui a caractérisé la Révolution tranquille, c'est d'abord la victoire idéologique, de *Cité libre* sur *L'Action nationale*. Mais par un retournement, la victoire de *L'Action nationale* sur les idées antinationalistes de *Cité libre*. La Révolution tranquille a combiné ces deux aspects. Et c'est en cela que prend naissance, à travers les interprétations de certains historiens, une sorte de mépris à l'égard de nos origines. Le résultat aujourd'hui, c'est une espèce de volonté, même chez les nôtres, d'oublier notre passé et de créer un nouveau Québec [...] Selon moi, la Révolution tranquille a eu comme conséquence, dans le domaine idéologique, de nous couper de nos racines. Les déblocages qu'on y constate ne sont que l'achèvement d'une transformation en préparation depuis longtemps, dans la mouvance du nationalisme traditionnel. À cause de son opposition radicale aux valeurs que véhiculait le nationalisme traditionnel, le mouvement citélibriste a réussi à accaparer à son profit la paternité de tout ce qu'a produit la Révolution tranquille, accentuant ainsi l'apparence de soudaineté des changements. En réalité, tout le côté pratique des changements politiques, économiques et sociaux est en marche dans le nationalisme traditionnel, depuis le premier quart du 20<sup>e</sup> siècle.<sup>2</sup>

À n'en point douter, Angers fit tout en son pouvoir afin de présenter une synthèse intellectuelle alliant les préceptes catholiques de la Doctrine sociale de l'Église à la question nationale, et ce, afin d'œuvrer à la sauvegarde de la culture franco-québécoise en terre d'Amérique.

---

<sup>2</sup> Jean-Marc Léger, « Entrevue avec François-Albert Angers », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, no. 5, printemps 1996, p. 68-69.

## **Horizons et perspectives de recherches**

Avec la rédaction de cette thèse de doctorat, l'auteur de ces lignes complète un cycle de recherche entamé il y a quelques années déjà. Au fil du temps, il nous est apparu évident que de nombreux thèmes mériteraient une plus grande attention de la part des spécialistes dans les années à venir. Voici une liste sommaire de thèmes de recherche liés à notre sujet de thèse qu'il serait, selon nous, pertinent de mettre en valeur d'un point de vue historiographique.

Tel que nous l'avons démontré, François-Albert Angers constitue en quelque sorte l'un des chaînons manquants entre le monde intellectuel traditionnel et celui issu de la Révolution tranquille. Or, dans le cadre de l'histoire intellectuelle, il apparaît que les penseurs faisant le pont entre différents courants d'idées ou différentes époques sont rarement pris en compte par les spécialistes. Les courants intellectuels sont encore de nos jours majoritairement abordés tel des blocs monolithiques figés dans le temps, imperméable aux idées concurrentes. Ce phénomène peut être dû, en partie, au fait que les figures intellectuelles sont souvent étudiées sans prise en considération des contextes sociaux et culturels dans lesquels ils s'inscrivent. Malgré le fait que des spécialistes tels qu'Yvan Lamonde aient cherché à reconsidérer le bien-fondé de la pratique de l'histoire des idées, force est d'admettre que les intellectuels ne sont pas toujours mis en relation par rapport à leur insertion dans le champ culturel d'une époque ou d'un courant donnés. Qui plus est, il est important de considérer le fait qu'une bonne partie des intellectuels publics québécois du 20<sup>e</sup> siècle ont été amenés, d'une manière ou d'une autre, à transformer leur cadre réflexif. C'est d'ailleurs le cas d'Angers, un ancien nationaliste autonomiste qui devint un indépendantiste pur et dur en l'espace de trente ans. Ce fait démontre que les

figures de transition doivent être étudiées sur le long terme, d'où l'intérêt des biographies intellectuelles qui permettent d'envisager les trajectoires individuelles dans toute leur complexité. L'identification systématique de ces figures de transition demeure encore à faire, mais pourrait constituer le premier pas dans une entreprise historiographique novatrice.

Tel que nous l'avons démontré dans notre thèse, François-Albert Angers participa de manière importante à la vie des idées au Québec durant le 20<sup>e</sup> siècle, notamment du point de vue des idées économiques. Or, tout comme le champ de l'histoire économique, l'histoire de la pensée économique au Québec fait actuellement office, et ce depuis fort longtemps, d'enfant pauvre de la science historique québécoise. À ce sujet, l'historien José E. Iguarta se questionnait déjà à la fin des années 1990 à savoir « où étaient passés les historiens? »<sup>3</sup>, en rapport à la pénurie d'études sur le sujet dans les universités québécoises. Malgré une certaine résurgence dans l'historiographie récente, qui est surtout le fait d'étudiant(e)s à la maîtrise et au doctorat, force est de constater que ce sous-champ demeure actuellement nettement sous-étudié dans les sphères universitaires. En ce sens, les tenants de l'histoire intellectuelle ont eux-mêmes très peu étudié les fondements de la pensée économique canadienne-française et québécoise au 20<sup>e</sup> siècle, à quelques exceptions près. Contrairement au Canada anglais, aux États-Unis ou à la France où l'étude de la pensée économique est depuis longtemps assise sur une solide réputation, le Québec fait figure de mouton noir en la matière. Et pourtant, il y a dans cette avenue historiographique un riche filon demandant encore à être exploité, comme nous l'avons démontré dans notre thèse. Par

---

<sup>3</sup> José E. Iguarta, « L'histoire économique contemporaine : où sont passés les historiens ? », texte de conférence présenté dans le cadre du colloque en honneur de Jean Hamelin, 1996, [en ligne], <https://www.erudit.org/fr/livres/culture-francaise-damerique/erudition-humanisme-savoir-actes-colloque-en-lhonneur-jean-hamelin/000482co.pdf>.

exemple, le conservatisme fiscal prôné par Angers durant les années 1950 s'inscrivait dans le cadre plus général du traditionalisme et servait notamment à critiquer les fondements des politiques centralisatrices de l'État fédéral canadien. Nous y avons montré que les idées économiques, dans cette perspective, touchaient également les questions d'ordre socioculturelles, notamment en rapport avec les questions liées à la famille et aux rôles genrés ainsi qu'à la conception de la citoyenneté par rapport aux liens entretenus avec l'État-pourvoyeur. Si Angers fut l'un des premiers économistes à s'engager publiquement dans les débats de la Cité, il fut néanmoins suivi par un grand nombre de spécialistes dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Par le biais de revues telles que *L'Actualité économique*, un périodique sous-étudié, il serait possible de retracer les grandes tendances liées à l'évolution de la pensée économique québécoise. À n'en point douter, il reste de nombreuses ombres à éclairer de ce point de vue.

Un autre thème de recherche qui pourrait être intéressant d'explorer est celui de la pensée conservatrice, notamment dans le contexte de la période post-duplessiste. Si depuis une vingtaine d'années plusieurs spécialistes liés à la « nouvelle sensibilité » ont exploré le conservatisme à partir de ses manifestations de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, force est d'admettre que peu d'études se sont intéressées à la pensée conservatrice de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Il s'agit là, dans un certain sens, de la persistance du mythe de la rupture des années 1960 qui aurait entraîné dans son sillage la disparition de toute trace de conservatisme dans la province de Québec. Et pourtant, comme nous l'avons montré, François-Albert Angers est l'un des intellectuels issus de la famille traditionaliste qui réussit à demeurer dans les enceintes de la Cité jusqu'au tournant de la décennie 1980. Et il n'est pas le seul dans cette situation, comme l'illustre notamment l'existence d'une revue comme

*L'Action nationale* qui connaît, durant les décennies 1970 et 1980, une croissance remarquable. Par ailleurs, des spécialistes comme Éric Bédard ont également démontré que le Parti québécois, dès ses origines, fut investi en masse par des militants conservateurs issus notamment des rangs du Ralliement national, de la Ligue d'action nationale et des Sociétés-Saint-Jean-Baptiste. Dans les années 1980, le parti fut d'ailleurs tiraillé par des querelles idéologiques au centre desquelles se retrouvaient des militants d'allégeance conservatrice, un phénomène qui se répéta la décennie suivante à la suite du second échec référendaire. Si nous avons montré que la Révolution tranquille n'avait pas tout déraciné sur son passage, idéologiquement parlant, il n'en demeure pas moins qu'une importante entreprise d'investigation historique demeure encore à faire afin de mieux comprendre comment se sont articulés les débats d'idées dans le Québec post-Révolution tranquille. Car si les intellectuels progressistes ont longtemps accaparé une large part de l'attention des spécialistes, il est évident qu'ils devaient avoir des adversaires opposés à leur réflexion en lien avec les thèmes de la vie en société, du rôle des gouvernements, de la vie économique nationale et des questions identitaires. La résurgence des mouvements politiques conservateurs durant les premières décennies du 21<sup>e</sup> siècle a certainement des antécédents historiques qui méritent de plus amples investigations.

L'historiographie canadienne-anglaise allie depuis plusieurs années des méthodes d'analyses transversales tirant profit de l'histoire sociale, politique et culturelle afin de rendre compte des relations entretenues entre les citoyens canadiens par rapport à l'État, notamment depuis l'époque de la Confédération de 1867. Les études novatrices menées par Dennis Guest, Elsbeth Heaman et Shirley Tillotson nous ont notamment permis de comprendre la manière dont s'étaient construites les conceptions relatives à la mission de

l'État envers les individus et à la construction d'une identité citoyenne nationale par le biais de la contribution des « *tax payers* ». Ces études ont démontré l'intérêt d'une démarche axée sur une histoire politique renouvelée prenant en considération le rôle des représentations citoyennes et individuelles dans l'édification de l'État-providence canadien durant le 20<sup>e</sup> siècle. Dans cette perspective, les questions relatives à la fiscalité et aux impôts, aux programmes sociaux et à la sécurité sociale et à l'organisation politique des États fédéraux et provinciaux nous permettent de comprendre comment l'édification des États-pourvoyeurs, dans le contexte des Trente Glorieuses, a pu être influencée par la contribution des acteurs sociaux longtemps laissés en marge des récits historiques. Si ces tendances historiographiques ont cours dans le Canada anglais depuis la fin des années 1980, force est d'admettre qu'il n'en est pas de même en milieu francophone. De larges pans demeurent encore à explorer du côté de la province de Québec, pans dont l'auteur de ces lignes espère pouvoir éclairer par sa lanterne dans les prochaines années.

\*\*\*

Pourquoi s'intéresser au parcours de François-Albert Angers? Il est vrai que le discours de ce dernier par rapport aux femmes, à la place de la religion dans la « destinée de la nation » ou sur le rôle de l'État dans les affaires socioéconomiques en fait, dans une certaine mesure, un reliquat du 20<sup>e</sup> siècle. Et pourtant, il y a manifestement quelque chose de singulier dans le parcours exceptionnellement long et prolifique d'Angers. À ce titre, il existe bien peu d'intellectuel(le)s au Québec qui ont eu une influence si durable dans les débats de la Cité, à quelques exceptions près.

Plus que tout, la trajectoire intellectuelle d'Angers nous apparaît être emblématique de l'évolution de la société canadienne-française durant le 20<sup>e</sup> siècle. D'une société franco-catholique adhérant aux principes de la vie paroissiale et subissant plus qu'elle ne maîtrise les processus d'industrialisation et d'urbanisation, la collectivité francophone du Québec s'est progressivement mise à l'heure de la modernité occidentale, laissant derrière elle certains de ses traits identitaires fondamentaux, dont au premier chef la religion catholique. Angers, comme bien des hommes de son temps, croyait profondément au fait que le catholicisme constituait la clef de voute des structures socioéconomiques, politiques et culturelles de la société traditionnelle canadienne-française, sans laquelle celle-ci ne pourrait assurer sa permanence dans le temps et l'espace, notamment en vertu du poids de l'histoire et de sa situation particulière en Amérique du Nord. En cela, le processus de redéfinition identitaire qui marque le Québec depuis la seconde défaite référendaire de 1995 semble faire écho aux réflexions d'Angers, notamment par rapport au statut politique du Québec. À l'heure du retour du Canada français<sup>4</sup> et de l'autonomie provinciale<sup>5</sup> ainsi qu'en vertu de la déliquescence du rêve indépendantiste<sup>6</sup>, les voies du nationalisme civique et territorial ont été identifiées comme les racines de l'échec du mouvement souverainiste. Le rejet du caractère culturel et historique du nationalisme canadien-français par les leaders du mouvement indépendantiste – sujet brûlant s'il en est un – serait, selon certains<sup>7</sup>, aux sources des échecs référendaires et de l'incapacité de la nation québécoise à assumer politiquement son destin. Pour un intellectuel tel qu'Angers, il apparaissait évident dès les

---

<sup>4</sup> François-Olivier Dorais et Jean-François Laniel, « Éléments de réflexion pour une repolitisation du Canada français », *L'Action nationale*, février 2019, p. 41-64.

<sup>5</sup> Fanny Lévesque, « Conseil de la fédération : après les tensions, la quête de consensus », *La Presse*, 2 décembre 2019.

<sup>6</sup> Jacques Beauchemin, *La souveraineté en héritage*, Montréal, Boréal, 2015, 168 p.; Serge Cantin, *La souveraineté dans l'impasse*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 250 p.

<sup>7</sup> Jacques Beauchemin, *Op. Cit.*

années 1960 qu'un projet de souveraineté nationale dénué de ses assises culturelles historiques – donc vide de sens – n'avait aucune chance de rallier la faveur de la population. À la fin de sa vie, Angers affirmait d'ailleurs qu'« oublier l'histoire et remettre en cause l'identité nationale, c'est courir à sa perte »<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Jean-Marc Léger, « Entretien avec François-Albert Angers », *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, no. 5, printemps 1996, p. 47.



## **Bibliographie**

### **I- Fonds d'archives**

#### **Centre d'archives des HEC**

- Fonds François-Albert Angers (P027)
- Fonds Esdras Minville (P035)
- Fonds Édouard Montpetit (P004)

#### **Centre BAnQ de Montréal**

- Fonds Ligue d'Action nationale (CLG20)
- Fonds Société Saint-Jean-Baptiste-de-Montréal (P82)

### **II- Périodiques**

#### **Revue**

- *L'Action nationale* (1937-1996)
- *L'Actualité économique* (1935-1996)
- *Culture* (1941-1952)
- *Notre Temps* (1947-1950)
- *Les Cahiers de Nouvelle-France* (1958-1960)
- *Laurentie* (1957-1961)
- *Tradition et progrès* (1958-1962)
- *Parti Pris* (1963-1968)

#### **Journaux**

- *Le Devoir* (1937-1985)
- *La Presse* (1937-1985)

### **III- Publications de François-Albert Angers**

*Coopératives de consommation et Marchands indépendants*, Montréal, Conseil supérieur de la coopération, 1940, 20 p.

*Vers la république du Canada*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1940, 68 p.

*L'Art de déplacer les questions. A propos du bilinguisme mercantile*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1940, 24 p.

*Est-ce ainsi qu'on fait la guerre sainte?*, Montréal, Les Éditions de l'Action nationale, 1942, 21 p.

*Le Travail féminin à l'usine et l'Effort de guerre*, Montréal, L'imprimerie populaire Ltée, 1942, 53 p.

*Le temps est venu pour les Canadiens de mettre le holà!*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1943, 28 p.

*Pourquoi nous n'accepterons «jamais» la conscription pour service outre-mer*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1946, 22 p.

*Le Bilan canadien d'un conflit*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1946, 32 p.

*Le Culte de l'incompétence*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1946, 24 p.

*Initiation à l'économie politique*, Montréal, Fides, 1948, 308 p.

*Deux modèles d'inconscience: le Premier Ministre St-Laurent et le commissaire Lévesque*, Montréal, L'Action catholique, 1951, 24 p.

*La Sécurité sociale et les Problèmes constitutionnels. Commission d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Québec, Imprimerie de la Reine, 1955, 2 volumes.

*Le Problème fiscal et les Relations fédérales-provinciales. Étude présentée à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, Québec, Imprimerie de la Reine, 1956, 337 p.

*Essai sur la centralisation. Analyse de principes politique et économique dans les perspectives canadiennes*, Montréal, Les Presses de l'École des Hautes Études commerciales/Éditions de la Librairie Beauchemin, 1960, 331 p.

*La Confessionnalité et le Rapport Parent*, Sherbrooke, [s.é.], 1967, 30 p.

*Le Contrôle des institutions financières et la Banque du Canada*, Québec, Imprimeur du Québec, 1969, 2 vol.

*Les Droits du français au Québec*, Montréal, Éditions du Jour, 1971, 189 p.

*La Coopération: de la réalité à la théorie économique*, Montréal, Fides, 1974-1976, 2 vol.: vol. 1, *Le Monde vivant de la coopération*, 1974, 227 p.; vol. 2, *L'Actualité coopérative en théorie économique*, 1976, 411 p.

#### IV- Monographies

ANCTIL, Pierre, *Le Devoir, les Juifs et l'immigration. De Bourassa à Laurendeau*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1988, 172 p

ANGERS, Stéphanie et FABRE, Gérard, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec, 1930-2000: Les réseaux de la revue Esprit avec La Relève, Cité Libre, Parti Pris et Possibles*, Presses de l'Université Laval, Québec, 2004, 248 p.

ANGERS, François-Albert, HARVEY, Pierre et PARIZEAU, Jacques, *Essai sur la centralisation : Analyse des principes et perspectives canadiennes*, Montréal, Presses de l'Écoles des Hautes Études Commerciales, 1960, 331 p.

ARCHIBALD, Clinton, *Un Québec corporatiste? Corporatisme et néocorporatisme : du passage d'une idéologie corporatiste sociale à une idéologie corporatiste politique. Le Québec de 1930 à nos jours*, Hull, Asticou, 1984, 429 p.

BALTHAZAR, Louis, LAFOREST, Guy et LEMIEUX, Vincent (dir.), *Le Québec et la restructuration du Canada, 1980-1992 : enjeux et perspectives*, Québec, Septentrion, 1991, 313 p.

BASTIEN, Frédéric, *La bataille de Londres. Dessous, secrets et coulisses du rapatriement constitutionnel*, Montréal, Boréal, 2013, 480 p.

BEAUDOIN, Roger, *Doctrine sociale de l'Église : Une histoire contemporaine*, Paris, Cerf, 2012, 329 p.

BÉDARD, Éric et Al., *Parole d'historiens. Anthologie des réflexions sur l'histoire au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2006, 487 p.

BÉDARD, Éric, « René Lévesque et l'alliance avec les bleus », dans Alexandre Stefanescu (dir.). *René Lévesque. Mythes et réalités*. Montréal, VLB Éditeur, 2008, p. 147-159.

BÉDARD, Éric, « René Lévesque et la fin du Canada français » dans Joseph-Yvon Thériault et Jean-François Laniel (dir.), *Retour sur les États généraux du Canada français : continuités et ruptures d'un projet national*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016, p. 395-406.

BEHIELS, Michael D., *Prelude to Quebec's Quiet Revolution: liberalism versus neo-nationalism, 1945-1960*. Kingston, McGill-Queens's University Press, 1985, 444 p.

BEHIELS, Michael D., *Canada's Francophone Minority Communities: Constitutional Renewal and the Winning School of Governance*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004, 438 p.

BÉLANGER, Damien-Claude, COUPAI, Sophie et DUCHARME, Michel, *Les idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, 281 p.

BÉLANGER, André J, *L'apolitisme des idéologies québécoises: le grand tournant de 1934-1936*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974. 392 p.

BÉLANGER, Réal, « le Nationalisme ultramontain : le cas de Jules-Paul Tardivel », dans Nive Voisine et Jean Hamelin (dir.), *Les Ultramontains canadiens-français*, Montréal, Boréal, 1985, p. 267–303.

BÉLANGER, Réal, *Henri-Bourassa : le fascinant destin d'un homme libre (1968-1914)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2013, 552 p.

BÉLANGER, Yves, COMEAU, Robert, et MÉTIVIER, Céline (dir.), *La Révolution tranquille : 40 ans plus tard : un bilan*, Montréal, VLB, 2000, 316 p.

BÉLANGER, Yves, *Québec Inc.: l'entreprise québécoise à la croisée des chemins*, Montréal, HMH, 1998, 201 p.

BERGERON, Gérard, *Syndrome québécois et mal canadien*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981, 297 p.

BERNARD, Jean-Philippe, « Crise, État et territoires : les programmes de colonisation et la consolidation du pouvoir politique sur le territoire abitibien, 1923-1939 », dans Harold Bérubé et Stéphane Savard (dir.), *Pouvoir et territoire au Québec depuis 1850*, Québec, Septentrion, 2017, p. 125-160.

BERNARD, André, « Les répercussions sociales et politiques de la loi 101 », dans Michel Plourde (dir.), *Le Français au Québec*, Montréal, Fides, 2000, p. 292-298.

BERTHIAUME, Guy et CORBO, Claude (dir.), *La Révolution tranquille en héritage*, Montréal, Boréal, 2011, p. 304 p.

BIENVENUE, Louise, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Boréal, 2003, 294 p.

BIENVENUE, Louise, HUBERT, Ollivier et HUDON, Christine, *Le collège classique pour garçons : études historiques sur une institution québécoise disparue*, Anjou, Fides, 2014, 424 p.

BIGO, Pierre, *La Doctrine sociale de l'Église : Recherche et dialogue*, Paris, Presses universitaires de France, 1965, 540 p.

BOCK, Michel, *Quand la nation débordait des frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Hurtubise, 2004. 452 p.

BOCK, Michel, « L'influence du maurrassisme au Canada français : retour sur le cas de Lionel Groulx », dans Olivier Dard (dir.), *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Berne, Éditions Peter Lang, 2009, p. 135-152.

BOILY, Frédéric, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Sillery, Septentrion, 2003, 228 p.

BOUCHARD, Éric, *Raymond Barbeau et l'Alliance laurentienne : les ultras de l'indépendantisme québécois*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1997, 218 p.

BOUCHARD, Gérard, *Les deux chanoines. Contradiction et ambivalence dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Boréal, 2003, 313 p.

BOUCHARD, Roméo, *La Reconquête du Québec, Esdras Minville et le modèle gaspésien*, Montréal, Écosociété, 2011, 228 p.

BOUCHER, François-Emmanuel, « Argumenter la décadence au 21<sup>e</sup> siècle : Égards et la Révolution tranquille » dans Marie-Christine Weidmann Koop (dir.), *Le Québec à l'aube du nouveau millénaire. Entre tradition et modernité*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 78-87.

BOURBEAU, Amélie, *Techniciens de l'organisation sociale : la réorganisation de l'assistance catholique privée à Montréal (1930-1974)*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 2015, 295 p.

BOURDIEU, Pierre, *Contre-Feux 2 : pour un mouvement social européen*, Paris, Raisons d'agir, 2001, 112 p.

BOURGAULT, Pierre, *Moi je m'en souviens*, Montréal, Stanké, 1989, 278 p.

BOURQUE, Gilles et DUCHASTEL, Jules, *Restons traditionnels et progressifs. Pour une nouvelle analyse du discours politique. Le cas du régime Duplessis au Québec*, Montréal, Boréal, 1988, 402 p.

BOUTHILLIER, Guy, *À armes égales : combat pour le Québec français*, Québec, Septentrion, 1994, 156 p.

BOYER-Weinmann, Martine, *La relation biographique, enjeux contemporains*, Seyssel, Champ Vallon, 2005, 476 p.

BRUNET, Jean-Marc, *Le prophète solitaire: Raymond Barbeau et son époque*, Montréal, Ordre naturiste social de Saint-Marc l'Évangéliste, 2000, 582 p.

BURELLE, André, *Pierre Elliott Trudeau : l'intellectuel et le politique*, Montréal, Fides, 2005, 469 p.

CARDINAL, Claude, *Une histoire du RIN*, Montréal, VLB, 2015, 512 p.

CARON, Jean-François et MARTEL, Marcel, *Le Canada français et la Confédération : fondements et bilan critique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, 198 p.

CASTONGUAY, Stéphane, *Le gouvernement des ressources naturelles. Sciences et territorialités de l'État québécois 1867-1939*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2016, 203 p.

CHABOT, Jean-Luc, *La Doctrine sociale de l'Église*, Paris, Presses universitaires de France, 1989, 127 p.

CHARLAND, Jean-Pierre, *Histoire de l'éducation au Québec : de l'ombre du clocher à l'économie du savoir*, Saint-Laurent, Éditions du Renouveau pédagogique, 2005, 205 p.

CLINTON, Archibald, *Un Québec corporatiste? Corporatisme et néocorporatisme : du passage d'une idéologie corporatiste sociale à une idéologie corporatiste politique. Le Québec de 1930 à nos jours*, Hull, Asticou, 1984, 429 p.

COLEMAN, William D., *The independence movement in Quebec, 1945-1980*, Toronto, University of Toronto Press, 1984, 274 p.

COMEAU, Paul-André, *Le Bloc populaire, 1942-1948*, Montréal, Boréal, 1998, 480 p.

COMEAU, Robert (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. Tome I, 1834-1968*, Montréal, VLB, 2010, 286 p.

COMEAU, Robert (dir.), *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois. Tome II, 1968-2012*, Montréal, VLB, 2012, 370 p.

COMEAU, Robert (dir.), *André Laurendeau. Un intellectuel d'ici*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1990, 306 p.

COOK, Ramsay, *The Maple Leaf forever. Essays on Nationalism and Politics in Canada*, Toronto, MacMillan, 1971, 253 p.

CORBEIL, Jean-Claude, *L'embaras des langues : Origine, conception et évolution de la politique linguistique québécoise*, Montréal, Québec/Amérique, 2007, p. 235.

CORBIN, Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot : sur les traces d'un inconnu, 1798-1876*, Paris, Flammarion, 2002, 336 p.

CORBO, Claude (dir.), *L'éducation pour tous : une anthologie du rapport Parent*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2002, 432 p.

CÔTÉ, Louise, *En garde! Les représentations de la tuberculose au Québec dans la première moitié du XXe siècle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2000, 318 p.

COURTOIS, Charles-Philippe, *Lionel Groulx : le penseur le plus influent de l'histoire du Québec*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2017, 584 p.

DARD, Olivier, *Charles Maurras. Le Maître et l'action*, Paris, Armand Colin, 2013, 352 p.

DELISLE, Esther, *Le traître et le Juif : Lionel Groulx, Le Devoir, et le délire du nationalisme d'extrême droite dans la province de Québec 1929-1939*, Outremont, Éditions l'Étincelle, 1992, 284 p.

DICKINSON, John A. et YOUNG, Brian, *Brève histoire socio-économique du Québec* (nouvelle édition), Québec, Bibliothèque québécoise, 2014, 494 p.

DION, Léon, *Le bill 60 et la société québécoise*, Montréal, Éditions Hurtubise, 1967, 197 p.

DION, Léon, *Québec 1945-2000. Tome II. Les intellectuels et le temps de Duplessis*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, 458 p.

DION, Léon, *La révolution déroutée. 1960-1976*, Montréal, Boréal, 1998, 324 p.

DION, Léon, *Nationalismes et politique au Québec*, Montréal, Hurtubise, 1975, 177 p.

DION, Léon, *Le Québec et le Canada : les voies de l'avenir*, Montréal, Éditions Québecor, 1980, 236 p.

DIRKS, Patricia, *Failure of L'Action Libérale Nationale*, Montreal & Kingston, McGill-Queen's University Press, 1991, 198 p.

DORAY, Pierre et LESSARD, Claude (dir.), *50 ans d'éducation au Québec*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2016, 308 p.

DOSSE, François, *La Marche des idées. Histoire des intellectuels, histoire intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2003, 353 p.

DOSSE, François, *Le pari biographique*, Paris, La Découverte, 2005, 480 p.

DUCHESNE, Pierre, *Jacques Parizeau. Tome I – Le croisé (1935-1970)*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 2001, 624 p.

DUCHESNE, Pierre, *Jacques Parizeau. Tome II – Le baron (1970-1985)*, Montréal, Québec Amérique, 2001, 544 p.

DUCHESNE, Pierre, *Jacques Parizeau. Tome III – Le régent (1985-1995)*, Montréal, Québec Amérique, 2004, 608 p.

DUCHESNE, André, *La traversée du Colbert. De Gaulle au Québec en juillet 1967*, Montréal, Boréal, 2017, 336 p.

DUMONT, Fernand, *La vigile du Québec*, Montréal, Éditions HMH, 1971, 234 p.

DUMONT, Fernand, *Idéologies au Canada français*, Ste-Foy, Presses de l'Université Laval, 1971-1981. (4 vol.)

DUMONT, Fernand, *Récits d'une émigration. Mémoires*, Montréal, Boréal, 1997, 268 p.

DUROCHER, René et JEAN, Michèle, « Duplessis et la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1953-1956 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 25, no. 3, décembre 1971, p 337-363.

FERRETTI, Lucia, *L'Action nationale : 50 ans de lutte pour le Québec*, Montréal, Del Busso Éditeur, 2019, 320 p.

FILION, Gérard, *Fais ce que peux*, Montréal, Boréal, 1989, 383 p.

FLEURY, Laurent, *Max Weber : la responsabilité devant l'histoire*, Paris, Armand Colin, 2017, 288 p.

FOISY-GEOFFROY, Dominique, *Esdras Minville. Nationalisme économique et catholicisme social au Québec durant l'entre-deux-guerres*, Sillery, Éditions Septentrion, 2004, 270 p.

FORTIN, Andrée, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2006, 406 p.

FOURNIER, Louis, *FLQ : Histoire d'un mouvement clandestin*, Outremont, Lanctôt, 1998, 533 p.

FOURNIER, Marcel. *L'entrée dans la modernité: Science, société et culture au Québec*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986. 239 p.

FRASER, Graham, *René Lévesque and the Parti Québécois in Power*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2001 (1984), 496 p.

FRÉCHETTE, Pierre, *L'économie du Québec*, Montréal, Éditions HRW, 1979, 436 p.

FRÉGAULT, Guy, *Lionel Groulx tel qu'en lui-même*, Montréal, Leméac, 1978, 237 p.



GABOURY, Jean-Pierre, *Le nationalisme de Lionel Groulx. Aspects idéologiques*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1970, 227 p.

GAGNON, Alain-G., *La politique québécoise et canadienne. Acteurs, institutions, sociétés*. Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2017, 532 p.

GALARNEAU, Claude, *Les collèges classiques au Canada français*, Montréal, Fides, 1978, 288 p.

GAUVREAU, Michael, *Les origines catholiques de la Révolution tranquille*. Montréal, Fides, 2008, 457 p.

GAUVREAU, Michael, *The Hand of God. Claude Ryan and the Fate of Canadian Liberalism, 1925-1971*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2017, 704 p.

GAZIER, Bernard, *John Maynard Keynes*, Paris, éditions PUF, 2009, 128 p.

GÉLINAS, Xavier, *La droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 486 p.

GÉLINAS, Xavier, « Notes sur René Lévesque et le traditionalisme canadien-français » dans STEFANESCU, Alexandre. *René Lévesque: mythes et réalités*, Montréal, VLB, 2008, p. 37-49.

GENEST, Jean-Guy, *Godbout*, Québec, Septentrion, 1996, 388 p.

GILLEPSIE, Irwin, *Tax, borrow and spend: Financing federal spending in Canada, 1867-1990*, Ottawa, Carleton University Press, 1991, 347 p.

GIOCANTI, Stéphane et Tisserand, Axel (dir.), *Charles Maurras*, Paris, L'Herme, 2011, 391 p.

GIOCANTI, Stéphane, *Maurras. Le chaos et l'ordre*, Paris, Flammarion, 2006, 582 p.

GODIN, Pierre, *La poudrière linguistique*, Montréal, Boréal, 1990, 384 p.

GODIN, Pierre, *Les frères divorcés*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1986, 360 p.

GORDON-SMITH, Russell, *Civilisation and Society*, Henry Holt & Co., New-York, 1932, 118 p.

GOULET, Denis et GAGNON, Robert, *Histoire de la médecine au Québec, 1800-2000. De l'art de soigner à la science de guérir*, Québec, Septentrion, 2014, 456 p.

GOYET, Bruno, *Charles Maurras*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 306 p.

GRANATSTEIN, Jack HITSMAN, J. Mackay, *Broken promises: A History of Conscription in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1977, 281 p.

GRANT, George, *Lament for a nation. The defeat of Canadian nationalism*, Kingston, McGill-Queen's University Press, 1965, 112 p.

GROULX, Lionel, *Mes mémoires* (4 tomes), Montréal, Fides 1970-1974, 1731 p.

GRUBE, John, *Bâtisseur de pays : la pensée de François-Albert Angers*, Montréal, Action nationale, 1981, 256 p.

GUAY, Jean-Herman et GAUDREAU, Serge, *Les élections québécoises : 150 ans d'une histoire mouvementée*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, 508 p.

GUEST, Dennis, *Histoire de la sécurité sociale au Canada*, Montréal, Boréal, 1993, 475 p.

HANIN, Frédéric, *La Caisse de dépôt et placement du Québec à l'épreuve de la financiarisation*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2007, 274 p.

HARVEY, Pierre, *Histoire de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal. Tome II: 1926-1970*. Montréal, Éditions Québec-Amérique et Presses HEC, 2002, 353 p.

HEAMAN, Elsbeth, *A short history of the State in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2015, 279 p.

HEAMAN, Elsbeth, *Tax, Order and Good Government: A new political history of Canada 1867-1917*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2017, 600 p.

HIRSCH, Robert D., *Les origines et la nature des déséquilibres régionaux du Québec*, Québec, Conseil d'orientation économique du Québec, 1967, 129 p.

HORTON, Donald J., *André Laurendeau : la vie d'un nationaliste, 1912-1968*, Montréal, Les Éditions Bellarmin, 1995, 375 p.

HUGUENIN, François, *À l'école de l'Action française : un siècle de vie intellectuelle*, Paris, J.-C. Lattès, 1998, 637 p.

IGUARTA, José E., *The other Quiet Revolution: National identities in English Canada, 1945-71*, Vancouver, UBC Press, 2007, 288 p.

IGUARTA, José E., « L'histoire économique contemporaine : où sont passés les historiens ? » dans Yves Roby et Nive Voisine (dir.), *Érudition, humanisme et savoir. Actes du colloque en l'honneur de Jean Hamelin*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1996, p. 153-168.

JOUBERT, Rodolphe, *Essai sur la vie et l'œuvre d'Édouard Montpetit*, Montréal, Éditions Élysée, 1975, 449 p.

KELLY, Stéphane (dir.), *Les idées mènent le Québec. Essais sur une sensibilité historique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2003, 222 p.

KIRK, Russell, *The Conservative Mind: From Burke to Santayana*, Chicago, H. Regnery Co., 1953, 458 p.

KLEIN, Alexandre, « Préparer la révolution psychiatrique depuis Paris : Camille Laurin et l'histoire médicale française au service de la réforme du système québécois de santé mentale », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 71, numéro 3-4, hiver-printemps 2018, p. 87–110.

LABELLE, Gilles, « Sens et destin de la colère antithéologique au Québec », dans Alain G. Gagnon et Al., *Diversité et identités au Québec et dans les régions d'Europe*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2006, 353 p.

LACROIX, Michel, *L'invention du retour d'Europe : réseaux transatlantiques et transferts culturels au début du XXe siècle*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2014, 334 p.

LACROIX, Michel, LAMONDE, Yvan, BERGERON, Marie-Andrée et LIVERNOIS, Jonathan, *Les intellectuel. Les au Québec – Une brève histoire*, Montréal, Del Busso, 2015, 160 p.

LAFOREST, Guy, *Un Québec exilé dans la fédération*, Montréal, Québec Amérique, 2014, 280 p.

LAMMARE, Jean, Jean Lamarre, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet (1944-1969)*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1993, 568 p.

LAMONDE, Yvan, *Louis-Antoine Dessaulles, 1818-1895 : un seigneur libéral et anticlérical*, Ville Saint-Laurent, Fides, 1994, 369 p.

LAMONDE, Yvan. *Histoire sociale des idées au Québec*. 2 volumes. Montréal, Fides, 2000-2001, 572 et 336 p.

LAMONDE, Yvan, *La modernité au Québec. La crise de l'homme et de l'esprit, 1929-1939*. Montréal, Fides, 2011, 323 p.

LAMONDE, Yvan, *La modernité au Québec. La victoire différée du présent sur le passé, 1939-1965*, Montréal, Fides, 2016, 456 p.

LAMONDE, Yves, *Brève histoire des idées au Québec (1763-1965)*, Montréal, Boréal, 2019, 224 p.

LAMONDE, Yvan et TRÉPANIÉ, Esther, *L'avènement de la modernité culturelle au Québec*, Québec, Institut de la recherche sur la culture, 1986, 320 p.

LAMONDE, Yvan et SAINT-JACQUES, Denis, *1937 : un tournant culturel*, Sillery, Presses de l'Université Laval, 2009, 382 p.

LAMONDE, Yvan, *Fais ce que dois, advienne que pourra. Papineau et l'idée de nationalité*, Montréal, Lux, 2015, 244 p.

LAMONDE, Yvan et LIVERNOIS, Jonathan, *Papineau. Erreur sur la personne*, Montréal, Boréal, 2012, 216 p.

LAPOINTE, Mathieu, *Nettoyer Montréal, Les campagnes de moralité publiques, 1940-1954*, Québec, Septentrion, 2014, 400 p.

LAPOINTE-GAGNON, Valérie, *Panser le Canada. Une histoire intellectuelle de la commission Laurendeau-Dunton*, Montréal, Boréal, 2018, 416 p.

LAURENDEAU, André, *Journal tenu pendant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Montréal, VLB, 1990, 385 p.

LEGOFF, Jacques et NORA, Pierre (dir.), *Faire de l'histoire, tome I. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1986, 248 p.

LEGOFF, Jacques, *Saint Louis*, Paris, Gallimard, 1996, 976 p.

LE MOIGNE, Jean-Louis, *Les épistémologies constructivistes*, Paris, PUF, Que sais-je?, 1995, 127 p.

LÉVESQUE, Andrée, *Éva Circé-Côté : libre-penseuse 1871-1949*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2010, 478 p.

LÉVESQUE, René, *La passion du Québec*, Montréal, Québec Amérique, 1978, 238 p.

LEVITT, Joseph, *Henri Bourassa on Imperialism and Biculturalism, 1900-1918*, Toronto, Copp. Clark Pub Co., 1970, 183 p.

LINTEAU, Paul-André, DUROCHER, René, ROBERT, Jean-Claude et RICARD, François, *Histoire du Québec contemporain: le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal, 1989 [1986], 834 p.

LIVERNOIS, Jonathan, *Un moderne à rebours. Biographie intellectuelle et artistique de Pierre Vadeboncoeur*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2012, 355 p.

LUNEAU, Marie-Pier, *Lionel Groulx. Le mythe du berger*, Montréal, Leméac, 2003, 226 p.

MAIGNEN, Charles, *La doctrine sociale de l'Église d'après les encycliques de Léon XIII, Pie X, Pie XI, de 1891 à 1931*, Paris, Téqui, 1933, 295 p.

MAJOR, Robert, *Parti pris. Idéologies et littérature*, Saint-Laurent, Hurtubise, 1979, 489 p.

MARIS, Bernard, *Keynes ou l'économiste citoyen*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1999, 98 p.

MARSHALL, Dominique, *Aux origines sociales de l'État-providence, Familles québécoises, obligation scolaire et allocations familiales, 1940-1955*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1998, 317 p.

MARTEL, Marcel, *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroutes du Canada français (1867-1975)*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997, 203 p.

MARTEL, Marcel, « « C'est un rassemblement... ». La GRC s'invite aux États généraux du Canada français » dans Jean-François Laniel et Joseph-Yvon Thériault (dir.), *Retour sur les États généraux du Canada français : continuités et ruptures d'un projet national*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2016, p. 407-422.

MARTEL, Marcel, « “La Police de la langue” : la Gendarmerie royale du Canada et les groupes de pression favorables à l'unilinguisme français au Québec, 1968-1974 », dans Stéphane Savard et Jérôme Boivin (dir.), *De la représentation à la manifestation, groupes de pression et enjeux politiques au Québec, XIXe et XXe siècle*, Québec, Septentrion, 2014, p. 214-233.

MARTEL, Marcel et PÂQUET, Martin (dir.), *Légiférer en matière linguistique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, 449 p.

MCROBERTS, Kenneth, « La politique de l'édification nationale », dans François Rocher et Benoît Pelletier, *Le nouvel ordre constitutionnel canadien. Du rapatriement de 1982 à nos jours*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2013, p. 99-110.

MEREN, David, *With friends like these. Entangled nationalisms and the Canada-Quebec-France triangle, 1944-1970*, Vancouver, UBC Press, 2012, 372 p.

MEUNIER, E.-Martin, *Le pari personnaliste. Modernité et catholicisme au XXe siècle*, Montréal, Fides, 2007, 337 p.

MEUNIER, É.-Martin et WARREN, Jean-Philippe, *Sortir de la « Grande noirceur ». L'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 2002, 207 p.

MILLS, Sean, *Contester l'empire: pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972*, Montréal, Hurtubise, 2011, 349 p.

MONIÈRE, Denis, *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec/Amérique, 1983, 347 p.

NADEAU, Jean-François, *Bourgault*, Montréal, Lux Éditeur, 2007, 616 p.

NEILL, Robin, *A History of Canadian Economic Thought*, Routledge, London, New York, 1991.

NELLES, H. V., *Une brève histoire du Canada*, Montréal, Fides, 2005, 330 p.

NEMNI, Max et Monique, *Trudeau transformed: The shaping of a Statesman 1944-1965*, Toronto, McClelland & Stewart, 2011, 544 p.

NOËL, Mathieu, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste québécois des années 1930*, Montréal, VLB, 2011, 142 p.

NADEAU, Jean-François, Robert Rumilly: l'homme de Duplessis, Montréal, Lux, 2009. 410 p.

NOËL, Mathieu, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste québécois des années 1930*, Montréal, VLB, 2011, 142 p.

ORY, Pascal et Jean-François SIRINELLI, *Les intellectuels en France. De l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2002, 263 p.

PAGÉ, Pierre Pagé, *Claude Ryan. Un éditorialiste dans le débat social*, Montréal, Fides, 2012, 544 p.

PALMER, Bryan D., *Canada's 1960's. The ironies of identity in a rebellious era*, Toronto, University of Toronto Press, 2009, 480 p.

PANNETON, Jean-Charles Panneton, *Le gouvernement Lévesque (Tome 2) : Du temps des réformes au référendum de 1980*, Québec, Septentrion, 2017, 376 p.

PAQUET, Gilles, *La pensée économique au Québec français: Témoignages et perspectives*, Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 1989, 324 p.

PÂQUET, Martin et MARTEL, Marcel, *Langue et politique au Canada et au Québec: une synthèse historique*, Montréal, Boréal, 2010, 264 p.

PAQUIN, Stéphane, *L'invention d'un mythe. Le pacte entre deux peuples fondateurs*, Montréal, VLB, 1999, 171 p.

PARENTEAU, Roland, *Dans les coulisses de la Révolution tranquille : mémoires du fondateur de l'École nationale d'administration publique*, Québec, Fondation littéraire Fleur de Lys, 2008, 416 p.

PELLETIER, Mario, *La machine à milliards : l'histoire de la Caisse de dépôt et placement du Québec*, Montréal, Éditions Québec Amérique, 1989, 330 p.

PETITCLERC, Martin, « *Nous protégeons l'infortune* ». *Les origines populaires de l'économie sociale au Québec*, Montréal, VLB, 2007, 283 p.

PINTO, Louis, *Pierre Bourdieu et la théorie du monde social*, Paris, Seuil, 2002, 256 p.

POMEYROLS, Catherine, *Les intellectuels québécois, formations et engagements, 1919-1939*, Paris, Harmattan, 1996, 537 p.

ROBERT, Camille et TOUPIN, Louise (dir.), *Travail invisible. Portraits d'une lutte féministe inachevée*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2018, 198 p.

ROBERT, Camille, *Toutes les femmes sont d'abord ménagères. Histoire d'un combat féministe pour la reconnaissance du travail ménager*, Montréal, Éditions Somme toute, 2017, 178 p.

ROCHER, Guy, « La politique et la loi linguistique du Québec en 1977 », dans Michel Plourde (dir.), *Le Français au Québec*, Montréal, Fides, 2000, p. 273-284.

ROUILLARD, Jacques, *Le syndicalisme québécois. Deux siècles d'histoire*, Montréal, Boréal, 2004, 329 p.

ROY, Fernande, *Histoire des idéologies au Québec aux XIXe et XXe siècles*, Montréal, Boréal, 1993, 127 p.

ROY, Fernande, *Progrès, Harmonie, Liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988, 301 p.

RUDIN, Ronald, *Faire de l'histoire au Québec*, Québec, Septentrion, 1998, 278 p.

RUMILLY, Robert, *Histoire de l'École des Hautes Études commerciales de Montréal*, Montréal, Beauchemin, 1966, 215 p.

RUMILLY, Robert, *Maurice Duplessis et son temps. Tome 2 : 1944-1959*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1971, 487 p.

RYAN, Pascale, *Penser la nation. La Ligue d'action nationale, 1917-1960*. Montréal, Leméac, 2006, 324 p.

SARRA-BOURNET, Michel, *Entre le corporatisme et le libéralisme : les groupes d'affaires francophones et l'organisation socio-politique du Québec de 1943 à 1969*, thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1995, 462 p.

SARRA-BOURNET, Michel (dir.), *Les grands commis et les grandes missions de l'État dans l'histoire du Québec*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2016, 296 p.

SAVARD, Pierre, *Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis (1851-1905)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1967, 499 p.

SAVARD, Stéphane, *Hydro-Québec et l'État québécois, 1944-2005*, Québec, Septentrion, 2013, 452 p.

SAVARD, Stéphane, « L'instrumentalisation d'Hydro-Québec par l'Union nationale (1944-1960) : quels rôles pour le développement hydroélectrique ? », dans Xavier Gélinas et Lucia Ferretti (dir.), *Duplessis. Son milieu, son époque*, Québec, Septentrion, 2010, p. 175-195.

SCRUTON, Roger, *A Dictionary of Political Thought*, New York, Hill & Wang, 1982, 744 p.

SEYMOUR, Michel, « Le Canada reconnaît-il l'existence des droits collectifs linguistiques du peuple québécois ? » dans Marcel Martel et Martin Pâquet (dir.), *Légiférer en matière linguistique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 423-446.

SIEGFRIED, André, *Le Canada, puissance internationale*, Paris, Librairie Armand Colin, 1939, 234 p.

SIMARD, Jean Jacques, *L'éclosion : de l'ethnicité canadienne-française à la société québécoise*, Septentrion, Québec, 2005, 352 p.

SIRINELLI, Jean-François et Pascal ORY, *Les Intellectuels en France de l'affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Éditions Perrin, 2004 (1<sup>re</sup> éd. 1986), 435 p.

SIRINELLI, Jean-François, (dir.), *Dictionnaire de la vie politique française au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, PUF, 1995, 1088 p.

SIRINELLI, Jean-François, *Le pari biographique. Écrire une vie*, Paris, Éditions La Découverte, 2005, 480 p.

THOMPSON, Dale C., *Jean Lesage et la Révolution tranquille*, Saint-Laurent, Éditions du Trécarré, 1984, 615 p.

TILLOTSON, Shirley, *Give and take. The citizen-taxpayer and the rise of Canadian democracy*, Vancouver, UBC Press, 2017, 448 p.



TREMBLAY, Martine, *Derrière les portes closes. René Lévesque et l'exercice du pouvoir (1976-1985)*, Montréal, Québec Amérique, 2006, 710 p.

TREMBLAY, Rodrigue, (dir.), *L'économie québécoise : histoire, développement, politiques*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1976, 493 p.

TRÉPANIÉ, Pierre, « L'historien et la tradition », dans Damien-Claude Bélanger, Sophie Coupal et Michel Ducharme, (dir.), *Les Idées en mouvement : perspectives en histoire intellectuelle et culturelle du Canada*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2004, p. 77-105.

TROFIMENKOFF, Susan Mann, *Visions nationales: une histoire du Québec*, Saint-Laurent, Éditions du Trécarré, 1986, 455 p.

TURCOTTE, Denis, *La culture politique du Mouvement Québec-Français*, Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme, 1976, 88 p.

TURCOTTE, Paul-André, *L'éclatement d'un monde. Les Clercs de Saint-Viateur et la Révolution tranquille*, Montréal, Bellarmin, 1981, 366 p.

WARREN, Jean-Philippe et E.-Martin MEUNIER, *Sortir de la « grande noirceur » : l'horizon personnaliste de la révolution tranquille*, Sillery, Septentrion, 2002, 207 p.

WARREN, Jean-Philippe, *Une douce anarchie. L'année 68 au Québec*, Montréal, Boréal, 2008, 311 p.

WARREN, Jean-Philippe et FORTIN, Andrée, *Pratiques et discours de la contre-culture au Québec*, Québec, Septentrion, 2015, 266 p.

WATTS, George S., *The Bank of Canada. Origins and Early History*, Ottawa, Carleton University Press, 1993, 111 p.

WHITE, Harrison C., *Chains of Opportunity; System Models of Mobility in Organizations*, Cambridge, Harvard University Press, 1970, 434 p.

## **V- Articles scientifiques**

ANGERS, François-Albert, « Naissance de la pensée économique au Canada français », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 15, no. 2, 1961, p. 204-229.

ANGERS, François-Albert, « L'évolution économique du Canada et du Québec depuis la Confédération », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 21, no. 3a, 1967, p. 635-655.

ANGERS, François-Albert, « Nationalisme et vie économique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, volume 22, no. 4, mars 1969, p. 587-610.

ANGERS, François-Albert, « Esdras Minville et l'École des Hautes Études commerciales », *L'Action nationale*, mai-juin 1976, p. 643-676.

ARCÀ, Maria et CARAVITA, Silvia, « Le constructivisme ne résout pas tous les problèmes », *Modèles pédagogiques*, no. 16, 1993, p. 77-101.

BEAUCHEMIN, Jacques, « Le poids de la mémoire franco-qubécoise dans un Québec pluraliste », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 5, no. 2, 2002, p. 21-55.

BEAUCHEMIN, Jacques, « Nationalisme québécois et crise du lien social », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 25, 1995, p. 101-123.

BEAUD, Michel Beaud, « Effet de domination, capitalisme et économie mondiale chez François Perroux », *L'économie politique*, vol. 4, no. 20, 2003, p. 64-77.

BEAUDRAU, Sylvie, « Déconstruire le rêve de nation : Lionel Groulx et la Révolution tranquille », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 56, no. 1, 2002, p. 29-61.

BÉDARD, Éric, « L'État français sans la jeunesse : Lionel Groulx et la Révolution tranquille », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 16, no. 2, printemps 2016, p. 37-63.

BÉLAND, Daniel et LECOURS, André, « Le nationalisme et la gauche au Québec », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 14, no. 1, 2011, p. 37-52.

BÉLANGER, Éric, « « Égalité ou indépendance » : l'émergence de la menace de l'indépendance politique comme stratégie constitutionnelle du Québec », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 2, no. 1, 1999, p. 117-138.

BELISLE, Donica et MITCHELL, Kiera, « Mary Quayle Innis : Faculty Wives's Contributions and the Making of Academic Celebrity », *Canadian Historical Review*, vol. 99, no. 3, automne 2018, p. 456-486.

BERTHO LAVENIR, Catherine, « La biographie en histoire culturelle », *Globe*, vol. 15, no. 1-2, 2012, p. 183-199.

BONIN, Bernard, « La coopération: hommage à François-Albert Angers », *L'Actualité économique*, vol. 57, no. 3, juillet-septembre 1981, p. 287-342.

BOULANGER, Éric, « Théories du nationalisme économique », *L'Économie politique*, vol. 3, no. 31, 2006, p. 82-95.

BOURDIEU, Pierre, « Le Capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 31, 1982, p. 2-3.

BOURDIEU, Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 62-63, juin 1986, p. 69-72.

BROUSSEAU DESAULNIERS, Antoine, Antoine Brousseau Desaulniers, « Le débat constitutionnel chez les responsables politiques québécois à l'heure de la Révolution tranquille », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no. 1, automne 2014, p. 177-193.

CARLOS, Jean-Philippe, « Exprimer la conscience d'un peuple : le réseau des revues intellectuelles de droite et la question de l'indépendance nationale du Québec (1957-1968) », *MENS. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 15, no. 2, printemps 2015, p. 7-47.

CARLOS, Jean-Philippe, « « Le temps des revues est peut-être passé? » : les réseaux intellectuels indépendantistes face au Parti québécois (1967-1971) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 72, no. 1, été 2018, p. 5-29.

CARLOS, Jean-Philippe, « Ma chicane avec l'impôt : une critique traditionaliste de l'État-providence canadien (1945-57) », *Canadian Historical Review*, vol. 101, no. 1, mars 2020, p. 76-100.

CHARLAND, Jean-Pierre, « L'histoire de l'éducation au Québec. Regard sur la production récente », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 50, no. 4, printemps 1997, p. 599-614.

CORBO, Claude, « Les origines de la Commission Parent », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, no. 2, hiver 2004, p. 24-32.

DAMMAME Dominique, « D'une école des sciences politiques », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, no. 3-4, 1988, p. 6-12.

DASSYLVA, Martial, « “Le meilleur système d'éducation au monde”. Omer-Jules Desaulniers et l'idéologie scolaire catholique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 62, no. 3-4, hiver-printemps 2009, p. 501-532.

DASSYLVA, Martial, « L'Université du Québec : université nouvelle, nouvelles universités », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no. 2, 2008, p. 233-263.

DEFRAITEUR, Vincent, « La péréquation financière au Canada : quelles sont les raisons de la difficulté de réformer cet élément essentiel du fédéralisme canadien ? », *Revue Gouvernance*, vol. 3, no. 2, 2006, p. 1-14.

DION, Léon, « Les sommets socio-économiques : vers un corporatisme libéral? », *Revue internationale de gestion*, vol. 6, no. 4, 1981, p. 7-18

DIRKS, Patricia, « Dr. Philippe Hamel and the Public Power Movement in Quebec City, 1929-1934: The Failure of a Crusade », *Urban History Review*, vol. 10, no. 1, juin 1981, p. 17-29.

DOSTALER, Gilles et HANIN, Frédéric, Gilles Dostaler et Frédéric Hanin, « Keynes et le keynésianisme au Canada et au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, no. 2, automne 2005, p. 153-181.

DUBÉ, Sandra, « « Personne n'est antisémite, mais tout le monde est opposé à l'immigration ». Les discours des responsables politiques québécois sur les réfugiés juifs, 1938-1945 », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 18, no. 1, 2015, p. 87-109.

DUCLERC, Vincent, « Les intellectuels, un problème pour l'histoire culturelle », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, no. 31, 2003, p. 1-14.

DUPRÉ, Ruth, GAGNON, Yves et LANOIE, Paul, « D'une revue d'affaires à une revue d'économique : 75 ans dans la vie de *L'Actualité économique* », *L'Actualité économique*, vol. 76, no. 1, mars 2000, p. 9-36.

DUMONT, Micheline, « La culture politique durant la Révolution tranquille : l'invisibilité des femmes dans *Cité libre* et *l'Action nationale* », *Recherches féministes*, vol. 21, no. 2, 2008, p. 103-125.

FABRE, Gérard, « Le comparatisme d'André Siegfried », *Recherches sociographiques*, vol. 43, no. 1, janvier-avril 2002, p. 111-131.

FOISY-GEOFFROY, Dominique, « Le Rapport de la Commission Tremblay (1953-1956), testament politique de la pensée traditionaliste canadienne-française », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 60, no. 3, hiver 2007, p. 257-294.

FORTIN, Pierre, « Les étapes de la science économique au Québec : Démarrage, construction et maturité », *L'Actualité économique*, vol. 76, no. 1, mars 2000, p. 67-73.

FOURNIER, Jonathan, « Les économistes canadiens-français pendant l'entre-deux-guerres, entre la science et l'engagement », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, no. 3, 2005, p. 389-414.

FOURNIER, Marcel, « Édouard Montpetit et l'Université moderne, ou échec d'une génération », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 36, no. 1, juin 1982, p. 3-30.

GAGNON, Robert et GOULET, Denis, « Les « boursiers d'Europe », 1920-1959 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, no. 1, automne 2011, p. 60-71.

GAGNON, Gabriel, « Populisme et progrès : les créditistes québécois », *Recherches sociographiques*, vol. 17, no. 1, 1976, p. 23-34.

GAUVREAU, Danielle et LAPLANTE, Benoît, « Baby-boom et déclin de la fécondité : l'évolution paradoxale de la fécondité durant les années 1950 au Québec », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 24, no. 1, automne 2015, p. 42-55.

GINGRAS, Yves, « Pour une biographie sociologique », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, no. 1, 2000, p. 120-131.

GRANATSTEIN, Jack, « Le Québec et le plébiscite de 1942 sur la conscription », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, no. 1, juin 1973, p. 43-62.

GUILBAULT-CAYER, Émilie et LAPOINTE-GAGNON, Valérie, « Faire l'histoire du Québec et du Canada une commission d'enquête à la fois », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no. 3, printemps 2015, p. 13-20.

HÉBERT, Germain, « Les multiplicateurs d'emploi de l'économie québécoise », *Revue statistique du Québec*, Bureau de la statistique du Québec, mars 1974, p. 16-20.

JOSEPH, Henri-Claude, « L'économie du Québec en ce dernier quart de siècle : un survol », *Revue trimestrielle l'éconostat*, mars 1997, p. 8-16.

KENNEDY, Sean, « A Tocqueville for the North? André Siegfried and Canada », *Journal of the Canadian Historical Association*, vol. 14, no. 1, 2003, p. 117-136.

LACROIX, Michel, « Littérature, analyse de réseaux et centralité : esquisse d'une théorisation du lien social concret en littérature », *Sciences sociales et littérature*, vol. 44, no. 3, septembre-décembre 2003, p. 475-497.

LALIBERTÉ, G. Raymond, « Dix-huit ans de corporatisme militant. L'École sociale populaire de Montréal, 1933-1950 », *Recherches sociographiques*, vol. 21, no. 1-2, 1980, p. 55-96.

LAMONDE, Yvan, « Les intellectuels francophones au Québec au XIXe siècle : questions préalables », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 48, no. 2, automne 1994, p. 154-156.

LAMONDE, Yvan, « L'histoire culturelle comme domaine historiographique au Québec », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 51, no. 2, 1997, p. 285-299.

LAMONDE, Yvan, « Problèmes et plaisirs de la biographie », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, no. 1, 2000, p. 89-94.

LAPOINTE, Mathieu, « Entre nationalisme et socialisme : Raoul Roy (1914-1996) et les origines d'un premier indépendantisme socialiste au Québec, 1935-1965 », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 8, numéro 2, printemps 2008, p. 281-322.

LAPOINTE-GAGNON, Valérie, « Les années 1960, la crise canadienne et l'engagement intellectuel de Ramsay Cook », *Études canadiennes/Canadian Studies*, vol. 83, 2017, p. 165-170.

LAPPERIÈRE, Guy, « Les dix ans de *Mens* », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 11, no. 1, 2010, p. 9-35.

LAROCHELLE, Marie et BEDNARZ, Nadine, « À propos du constructivisme et de l'éducation », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 20, no. 1, 1994, p. 5-19.

LAURIN, Nicole, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Sociologie et sociétés*, vol. 37, no. 2, 2005, p. 183-207

LAVENIR, Catherine Berto, « La biographie en histoire culturelle », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, vol. 15, no. 1-2, 2012, p. 183-199.

LÉGER, Jean-Marc, « Présentation du dossier François-Albert Angers, l'économiste et le combattant », dans *Les Cahiers d'histoire du Québec au XX<sup>e</sup> siècle*, no. 5, printemps 1996.

LEGOFF, Jacques, Jacques Le Goff, « Les « retours » dans l'historiographie française actuelle », *Réflexions historiographiques*, no. 22, 1999, p. 2-9.

LEMIEUX, Raymond, « Le catholicisme québécois : une question de culture », *Sociologie et sociétés*, vol. 22, no. 2, p. 145-164.

LENOIR, Yves, Le « rapport Parent », point de départ de l'ancrage de l'école québécoise dans la logique anglophone nord-américaine », *Canadian Journal of Education*, vol. 28, no. 4, 2005, p. 638-668.

LÉTOURNEAU, Jocelyn, « Québec d'après-guerre et mémoire collective de la technocratie », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. 90, janvier-juin 1990, p. 67-87.

LÉVESQUE, Andrée, « Réflexion sur la biographie historique en l'an 2000 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 54, no. 1, 2000, p. 95-102.

LÉVESQUE, Benoît et PETITCLERC, Martin, « L'économie sociale au Québec à travers les crises structurelles et les grandes transformations (1850-2008) », *Les générations et l'économie sociale*, vol. 39, no. 2, 2008, p. 14-37.

LEVI, Giovanni, « Les usages de la biographie », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations.*, 44<sup>e</sup> année, no. 6, 1989, p. 1325-1336.

LHOMME, Jean, « L'influence intellectuelle d'Albert Aftalion », *Revue économique*, vol. 67, no. 3, 1957, p. 353-366.

LUCIER, Pierre, Pierre Lucier, « L'université du rapport Parent », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, no. 2, hiver 2004, p. 81-94.

MARÉCHAL, Jean-Paul, « L'héritage négligé de François Perroux », *L'Économie politique*, vol. 4, no. 20, 2003, p. 47-63.

MCKAY, Ian, « The Liberal Order Framework: A Prospectus for a Reconnaissance of Canadian History », *Canadian Historical Review*, vol. 81, no. 4, 2000, p. 230-259.

MCLAUGHLIN, Mireille, « Par la brèche de la culture : le Canada français et le virage culturel de l'État canadien, 1949-1963 », *International Journal of Canadian Studies*, no. 45-46, 2012, p. 141-161.

MOORE, Leonard J., « Good Old-Fashioned New Social History and the Twentieth-Century American Right », *Reviews in American History*, vol. 24, no. 4, 1996, p. 555-573.

PAQUET, Gilles, « Réflexions iconoscopiques sur la pensée économique au Québec français », *L'Actualité économique*, vol. 76, no. 1, mars 2000, p. 51-66.

PELLETIER, Réjean, « Daniel Johnson, Égalité ou indépendance : 25 ans plus tard à l'heure du Lac Meech », *Recherches sociographiques*, vol. 32, no. 1, 1991, p. 89-90.

PETITCLERC, Martin, « "Je ne serais ni Bleu ni Rouge, je serais de la Commission des Assurances Sociales..." : l'impartialité de la commission Montpetit à l'épreuve de la partisanerie politique dans le Québec des années 1930 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 23, no. 3, 2015, p. 38-59.

PETITCLERC, Martin, « L'association qui crée une nouvelle famille » : l'expérience populaire de la mutualité lors de la transition à la société de marché », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 59, no. 3, hiver 2006, p. 259-291.

PIKETTY, Guillaume, « La biographie comme genre historique? Étude de cas », *Vingtième Siècle Revue d'histoire*, no. 63, 1999, p.119-126.

PILUSO, Nicolas, « Le rôle de l'incertitude dans la théorie du chômage de Keynes », *Cahiers d'économie politique*, vol. 1, no. 52, 2007, p. 105-114.

PINEAULT, Éric, « Sociétés, monnaie et politique : éléments pour une théorie de l'institution monétaire et une typologie des formes historiques de sa régulation politique », *Cahiers de recherche sociologique*, no. 32, 1999, p. 47-83.

POMEYROLS, Catherine, « Les intellectuels nationalistes québécois et la condamnation de l'Action française », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, no.73, janvier-mars 2002, p. 83- 98.

RÉMILLARD, Gil, « Historique du rapatriement », *Les Cahiers de droit*, vol. 25, no. 1, 1984, p. 15-97.

RÉMOND, René, « Les intellectuels et la politique », *Revue française de science politique*, vol. 9, no. 4, décembre 1959, p. 860-880.

RIVOT, Sylvie, « La politique de l'emploi dans les écrits politiques de Keynes (1930-1939), *L'Actualité économique*, vol. 79, no. 1-2, juin 2003, p. 133-146.

ROCHER, Guy, « Un bilan du rapport Parent : vers la démocratisation », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 12, no. 2, hiver 2004, p. 117-128.

ROUSSEAU, Louis, « La construction religieuse de la nation », *Recherches sociographiques*, vol. 46, no. 3, 2005, p. 437-452.

ROY, Christian, « La « nouvelle sensibilité » en quête d'une autre Révolution tranquille », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 18, no. 2, hiver 2010, p. 195-204.

RYAN, Pascale, « Des intellectuels en Europe et en Amérique. Un état de la question », *Mens : revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 4, no. 1, 2003, p. 9-37.

SARRA-BOURNET, Michel, « La société civile devant la Commission Tremblay », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, no. 1, automne 2007, p. 43-64.

SAVARD, Stéphane, « La poésie « raisonnée » du discours : quelques réflexions sur Daniel Johnson, la question de l'électricité et l'influence de la « raison d'État », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 20, no. 2, p. 155-170.

SCOTT, Joan, « Genre : Une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du GRIF*, no. 37-38, [1986] 1988, p. 125-153.

SMILEY, D. V., « The Rowell-Sirois Report, provincial autonomy and post-war Canadian federalism », *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne de science politique*, vol. 28, no. 1, février 1962, p. 54-69.

SOLCHANY, Jean, « Retour sur expérience : une biographie intellectuelle de l'économiste Wilhelm Ropke », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, no. 59, mai 2012, p. 131-148.

SQUIRES, Jessica, « Creating hegemony: consensus by exclusion in the Rowell-Sirois Commission », *Studies in Political Economy*, vol. 81, no. 1, 2008, p. 159-190.

ST-AMANT, Jean-Claude, « La propagande de l'École sociale populaire en faveur du syndicalisme catholique 1911-1949 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, no. 2, septembre 1978, p. 203-228.

SUCHTING, W. A., « Constructivism deconstructed », *Science Education*, vol. 1, no. 3, 1992, p. 223-254.



TREMBLAY, Yves, 1940, « La conscription (1<sup>re</sup> partie) », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 26, no. 1, automne 2017, p. 335-350.

TRÉPANIÉ, Pierre, « Notes pour une histoire des droites intellectuelles canadiennes-françaises à travers leurs principaux représentants (1770-1970) », *Les Cahiers des dix*, no. 48, 1993, p. 119-164.

TRÉPANIÉ, Pierre, « Le renard ayant la queue coupée ou La luxuriance des études groulxiennes (1999-2003) », *Mens. Revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, vol. 4, no. 2 (2004). p. 273-307.

TRÉPANIÉ, Pierre, « Quel corporatisme? (1820-1965) », *Les cahiers des dix*, no. 49, 1994, p. 159-212.

TRÉPANIÉ, Pierre, « Victor Barbeau, anarchiste de droite », *Les Cahiers des dix*, no. 59, 2005, p. 55-87.

TRÉPANIÉ, Pierre, « Le maurrassisme au Canada français », *Les Cahiers des dix*, no. 53, 1999, p. 167-233.

TRÉPANIÉ, Pierre, « Robert Rumilly et la fondation du Centre d'information nationale (1956) », *Les Cahiers des dix*, no. 44, 1989, p. 231-254.

TRÉPANIÉ, Pierre, « Esdras Minville et le traditionalisme canadien-français », *Cahier des Dix*, no. 50, 1995, p. 255-294.

TRÉPANIÉ, Pierre, « Qu'est-ce que le traditionalisme? », Causerie-débat tenue à Montréal, 8 juin 2002, Club du 3 juillet, 51 p.

TROFIMENKOFF, Susan Mann, « Les femmes dans l'œuvre de Groulx », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, no. 3, décembre 1978, p. 385-398.

WARREN, Jean-Philippe, « Petite typologie philologique du « moderne » au Québec (1850-1950). Moderne, modernisation, modernisme, modernité. Note critique », *Recherches sociographiques*, vol. 46, no 3, septembre-décembre 2005, pp. 495-525.

WARREN, Jean-Philippe, « Le corporatisme canadien-français comme "système total". Quatre concepts pour comprendre la popularité d'une doctrine », *Recherches sociographiques*. 45, 2 (2004), p. 219-238.

WALLOT, Jean-Pierre, « Groulx historiographe », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 32, no. 3, décembre 1978, p. 407-433.

## VI- Mémoires et thèses

AUCLAIR, David, *Le constructivisme et la logique des compétences en tant que relativisme scientifique : Les réformes de l'éducation sous les impératifs utilitaires de la mondialisation néolibérale*, mémoire de maîtrise (sociologie), Université du Québec à Montréal, 2013, 110 p.

BELHUMEUR-GROSS, Chris, *Étude comparative de la pensée économique canadienne-française et canadienne-anglaise durant l'entre-deux-guerres*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2014, 114 p.

BERGERON-LONGPRÉ, Miguel Bergeron-Longpré, *L'horizon de sens moderne dans le nationalisme civique et conservateur*, mémoire de maîtrise (science politique), Université du Québec à Montréal, 2017, 92 p.

BOUAOUICHE, Nadjah, *Histoire de l'enseignement de la comptabilité de management au Canada*, mémoire de maîtrise (sciences de la gestion), HEC Montréal, 2016, 61 p.

BOUCHARD, Éric, *Raymond Barbeau et l'Alliance laurentienne : les ultras de l'indépendantisme québécois*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1997, 218 p.

BROUSSEAU DESSAULNIERS, Antoine, *L'évolution du débat constitutionnel québécois en regard de la question constitutionnelle (1960-1971)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2016, 166 p.

CAREL, Ivan, *Les revues intellectuelles entre empêchement et émancipation : 1950-1968*. 2 volumes, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 2007, 256 et 599 p.

CARLOS, Jean-Philippe, *Contacts, échanges et ruptures : l'évolution du réseau intellectuel indépendantiste québécois à travers ses revues (1956-1968)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2015, 171 p.

COIFFETEAU, Régis, *Léopold Richer et Notre Temps (1956-1961). La pensée d'un journaliste nationaliste de droite à la veille de la révolution tranquille au Québec*, mémoire de maîtrise (histoire contemporaine), Université François-Rabelais, 1993, 111 p.

COMEAU, Robert, *Les indépendantistes québécois, 1936-1938*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1971, 212 p.

CORNETT, Norman F., *The Role of Religion in Lionel Groulx's Nationalist Thought*, thèse de doctorat (études religieuses), Université McGill, 2002, 430 p.

COURTOIS, Charles-Philippe, *Trois mouvements intellectuels québécois et leurs relations françaises : l'Action française, La Relève et La Nation (1917-1939)*, thèse de doctorat (Histoire), IEP-Paris et UQAM, 2008, 663 p.

DICKSON, Olivier, *La Révolution tranquille : période de rupture ou de continuité?* mémoire de maîtrise (science politique), Université de Montréal, 2009, 96 p.

GÉLINAS, Xavier, *Tradition et progrès (1957-1962) : une révolution tranquille de droite*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1991, 227 p.

GAGNON, Marc-André, *À mon drapeau : je jure d'être fidèle : le mouvement des Sociétés Saint-Jean-Baptiste, 1947-1984*, thèse de doctorat (histoire), Université de Guelph, 2017, 389 p.

FOISY-GEOFFROY, Dominique, *Les idées politiques des intellectuels traditionalistes canadiens-français, 1940-1960*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2008, 400 p.

LANIEL, Jean-François, *Il était une fois des bâtisseurs... Vers une synthèse socio-historique du catholicisme et du nationalisme québécois en modernité (1840-2015)*, thèse de doctorat (sociologie), UQAM, 2018, 865 p.

LAPOINTE, Mathieu, *Nationalisme et socialisme dans la pensée de Raoul Roy, 1914-1965*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2002, 212 p.

MARANDA, Jean-Marc, *La politique d'un philosophe. André Dagenais dans les années 1950*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1996, 150 p.

MÉNARD-SUAREZ, Joshua, *Les conceptions de l'homme dans la réforme de l'éducation au Québec : luttes politiques et perspectives pédagogiques, 1960-1966*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2014, 157 p.

MILLETTE, Alexandre, *Dettes publiques, notation financière et nationalisme: le cas de la province de Québec de 1970 à 2012*, mémoire de maîtrise (science politique), Université de Sherbrooke, 2014, 108 p.

MORENA, Justin, *La revue de la Chambre de commerce de Montréal et la modernisation de la métropole dans les années 1950 et 1960*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2013, 94 p.

NORMAND, Janie, *L'indépendance à droite. L'histoire politique du Regroupement national et du Ralliement national entre 1964 et 1968*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2010, 190 p.

PIGEON, Stéphane, *Lionel Groulx, critique de la Révolution tranquille (1956-1967)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1999, 119 p.

RAJOTTE, David, *Les Jeunes Laurentiens. Jeunesse, militantisme et nationalisme dans le Canada français des années 1940*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2006, 215 p.

RENAUD, Sylvie, *Cahiers de Nouvelle-France et Nouvelle-France. La droite catholique face à la Révolution tranquille, 1957-1964*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1993, 246 p.

RYAN, Pascale, *La pensée économique de François-Albert Angers de 1937 à 1960 : la recherche de la troisième voie*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1993, 111 p.

SARRA-BOURNET, Michel, *Entre le corporatisme et le libéralisme : les groupes d'affaires francophones et l'organisation sociopolitique du Québec de 1943 à 1969*, thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1995, 402 p.

SAINT-JACQUES, Jules Racine, *L'engagement du père Georges-Henri Lévesque dans la modernité canadienne-française, 1932-1962. Contribution à l'histoire intellectuelle du catholicisme et de la modernité au Canada français*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2015, 454 p.

SAVARD-LECOMPTE, Marie-Odile, *L'Institut économique de Montréal, un Think Tank influent sur la scène des idées au Québec*, mémoire de maîtrise (science politique), Université de Montréal, 2009, 134 p.

SAVARD-TREMBLAY, Simon-Pierre, *Les souverainistes et l'étapisme : un changement de paradigme (1968-1980)*, mémoire de maîtrise (sociologie), Université du Québec à Montréal, novembre 2014, 110 p.

SOUTHAM, Peter, « Modernisation », « question nationale » et influences exogènes : le discours élitiste sur les politiques sociales au Québec, 1930-1960, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 1987, 499 p.

ST-PIERRE, Stéphane, *François-Albert Angers et la nation confessionnelle (1937-1960)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2006, 181 p.

THÉRIAULT, Janine, *D'un catholicisme à l'autre : trois ordres catholiques au Québec et leurs revues face à l'Aggiornamento et à la Révolution tranquille, 1958-1970*, thèse de doctorat (histoire), Université de Montréal, 2003, 420 p.

TURGEON, Alexandre, *Robert La Palme et les origines caricaturales de la Grande Noirceur duplessiste : conception et diffusion d'un mythe au Québec, des années 1940 à nos jours*, thèse de doctorat (histoire), Université Laval, 2015, 517 p.

## **VII- Documents audiovisuels**

HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/Y99,0001

« Points de vue sur l'économie » (2 cassettes), 1982.

« Télé-université, no. 98, avec François-Albert Angers », 1986.

« La vie municipale avec François-Albert Angers », 1987.

« Gala Grands Montérégiens : François-Albert Angers », 1993.

## Annexes : photographies d'archives



*François-Albert Angers à La Malbaie à la fin des années 1920<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> « François-Albert Angers », Encyclobec [en ligne], [http://encyclobec.ca/region\\_projet.php?projetid=315](http://encyclobec.ca/region_projet.php?projetid=315).





*François-Albert Angers et Gisèle Lemyre lors de leur départ pour la France, 12 octobre 1935<sup>2</sup>*

---

<sup>2</sup> Archives personnelles de Mme Denise Angers.



*François-Albert Angers à la fin des années 1930<sup>3</sup>*

---

<sup>3</sup> Archives personnelles de Mme Denise Angers.





*Esdras Minville<sup>4</sup>*



*Édouard Montpetit<sup>5</sup>*

---

<sup>4</sup> École des Hautes études commerciales (HEC), Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.

<sup>5</sup> HEC, Fonds Édouard Montpetit (P004), boîte P004/XPH,005.



*Les membres de la Commission d'enquête sur la moralité publique (1950). François-Albert Angers est le premier à droite à l'arrière. Notons aussi la présence de Jean Drapeau en bas à droite.<sup>6</sup>*

<sup>6</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.





*Angers lors d'une intervention radiophonique à Radio-Canada, 29 mars 1965<sup>7</sup>*

---

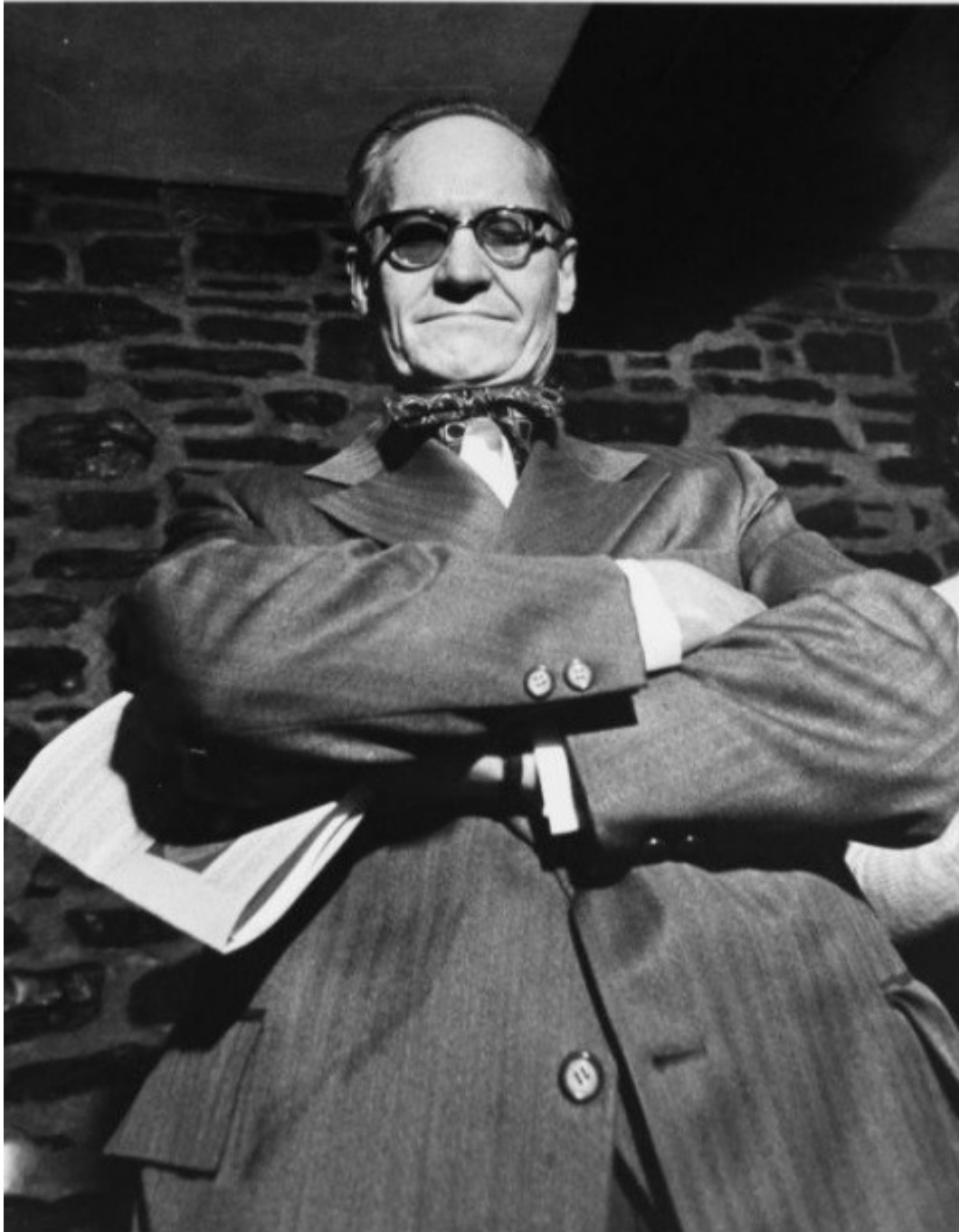
<sup>7</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.



*Photo officielle pour l'École des HEC, janvier 1966<sup>8</sup>*

---

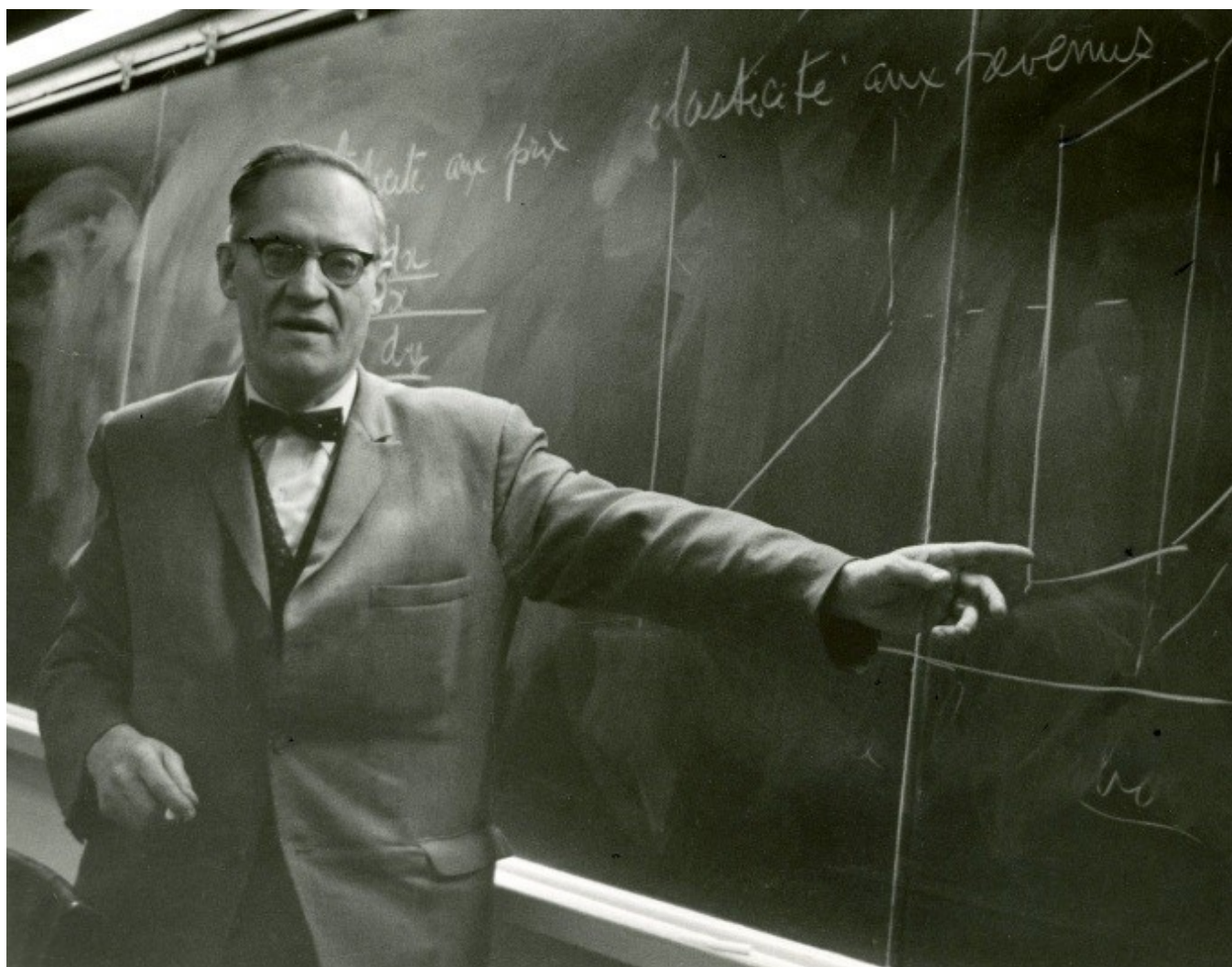
<sup>8</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.



*François-Albert Angers en 1967<sup>9</sup>*

---

<sup>9</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.

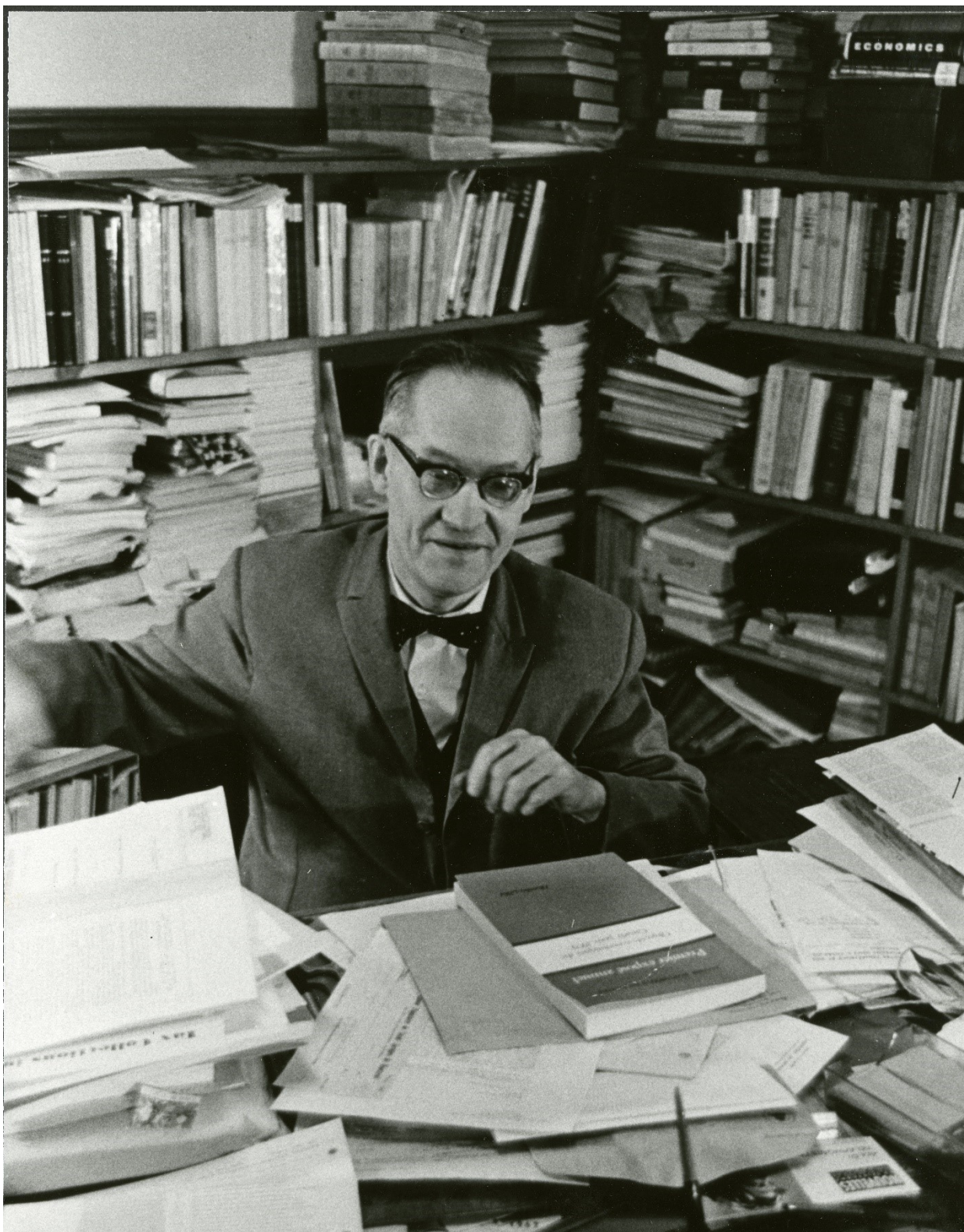


*Angers dans une salle de classe des HEC, 1968<sup>10</sup>*

---

<sup>10</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.





*Angers dans son bureau des HEC à la fin des années 1960<sup>11</sup>*

---

<sup>11</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.



*Angers avec le président du conseil central de la CSN, Michel Chartrand, 27 octobre 1969<sup>12</sup>*

---

<sup>12</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.





*Angers, président de la SSJB de Montréal, au cours de la messe de la Saint-Jean-Baptiste du 24 juin 1970 à la Basilique Notre-Dame de Montréal<sup>13</sup>*

---

<sup>13</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.



*Angers, président de la SSJB de Montréal, prenant la parole devant une centaine de personnes au monument des Patriotes du cimetière Côte-des-Neiges, 19 novembre 1972<sup>14</sup>*

<sup>14</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.



*Angers s'adressant à l'auditoire durant un souper-hommage à  
Lionel Groulx aux locaux de la SSJB de Montréal, 1977<sup>15</sup>*

---

<sup>15</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.





*Soirée-bénéfice aux locaux de la SSJB de Montréal en 1980. On notera la présence à la table d'honneur de Jacques Parizeau et de Pierre Bourgault<sup>16</sup>*

<sup>16</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.



*Angers en compagnie de certains ténors du Parti québécois, dont Pierre-Marc Johnson, Camille Laurin et Jean Garon, lors d'un colloque tenu à l'École des HEC le 1<sup>er</sup> février 1981<sup>17</sup>*

---

<sup>17</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.





*René Lévesque décorant François-Albert Angers de la médaille de l'Ordre national du Québec en 1985<sup>18</sup>*

---

<sup>18</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.



*François-Albert Angers à la fin des années 1980*<sup>19</sup>

---

<sup>19</sup> HEC, Fonds François-Albert Angers (P027), boîte P027/X99.